N°07
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 07 | Session ordinaire 2020-2021

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 179	Sommaire des séances publiques nos 14 et 15	p. 209	14e séance	Mercredi 25 novembre 2020
Prise en charge de dépenses de la CNS par l'État	p. 206	Sommaire des questions parlementaires	p. Q191	15e séance	Mardi 1er décembre 2020

Les sujets de santé au cœur des pétitions

M. Fernand Etgen et Mme Nancy Arendt ont dressé le bilan de la Commission des Pétitions pour l'année écoulée.

« Les pétitions restent un moyen pour les citoyens pour entrer en contact avec les députés afin d'exprimer leurs revendications et doléances. » Tel était le constat de la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, le 20 juillet 2021, lors du bilan des travaux de la Commission des Pétitions au cours des douze derniers mois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné qu'en moyenne tous les jours une pétition publique est soumise sur petitiounen.lu, le site Internet de la Chambre dédié aux pétitions.

Depuis mars 2014, date de lancement de « cet outil de participation démocratique », 1.495 pétitions publiques et ordinaires ont été adressées à la Chambre des Députés. Mme Nancy Arendt a rappelé les conditions pour qu'une pétition puisse être validée par les députés : elle ne doit pas être discriminatoire, xénophobe, homophobe, etc.

271 pétitions publiques, 14 pétitions ordinaires et 7 débats publics

Depuis le dernier bilan tiré en juillet 2020, la Commission des Pétitions s'est réunie à 23 reprises. Ses membres ont analysé 271 demandes de pétitions publiques et 14 demandes de pétitions ordinaires, dont 159 respectivement 14 ont été déclarées recevables. En tout, 7 pétitions publiques - dont une au sujet de laquelle un débat est prévu en automne - ont atteint le seuil de 4.500 signatures nécessaires pour être discutées publiquement entre les pétitionnaires, les députés et les ministres.

Les débats publics ne restent pas sans suite

Mme Nancy Arendt a encore relevé que la Chambre fait un suivi régulier des débats publics écoulés. Des entrevues avec les ministres concernés, l'impact sur une réforme ou une loi, l'organisation de « hearings », des motions adressées au Gouvernement, etc. : les conclusions issues des débats publics sont nombreuses.

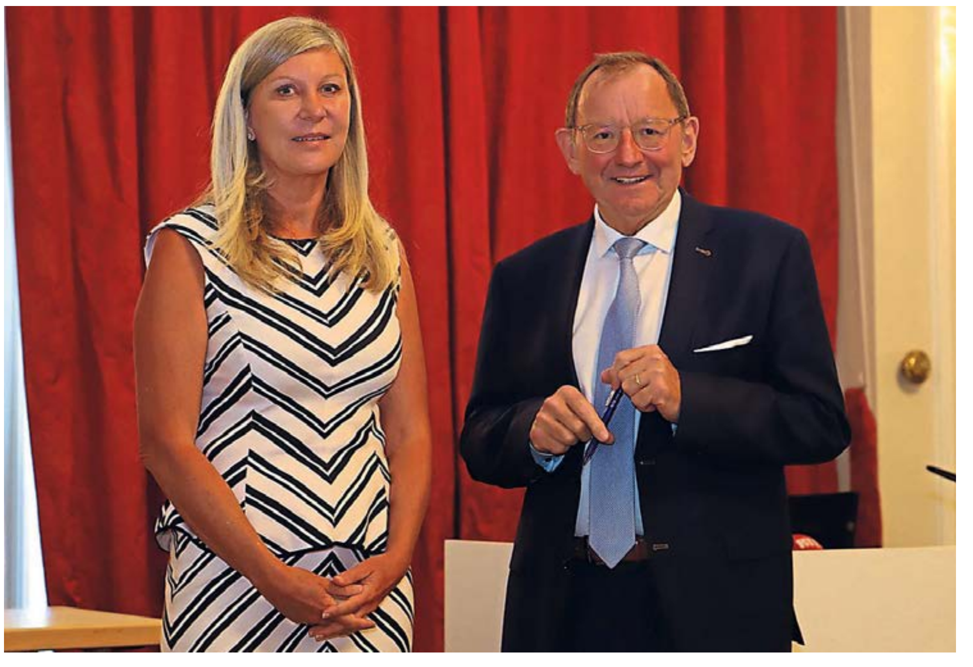
La Présidente de la Commission a encore rappelé que même si une pétition publique n'atteint pas le seuil de 4.500 signatures, les thématiques peuvent être une source d'inspiration pour les députés ou encore les ministres.

Elle a cité des exemples tels que le congé de paternité (« Pappecongé »), la taxe de 3 % sur les produits hygiéniques, une punition plus sévère pour les déchets sauvages (« littering »), l'interdiction des emballages en plastique à usage unique, le tiers payant généralisé, etc. Ces idées soulevées dans des pétitions publiques ont été reprises par les différents ministères concernés.

Une pétition publique n'ayant pas atteint le seuil peut être convertie en pétition ordinaire. À ce moment, la Commission des Pétitions peut notamment demander une prise de position au ministre compétent ou bien entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions.

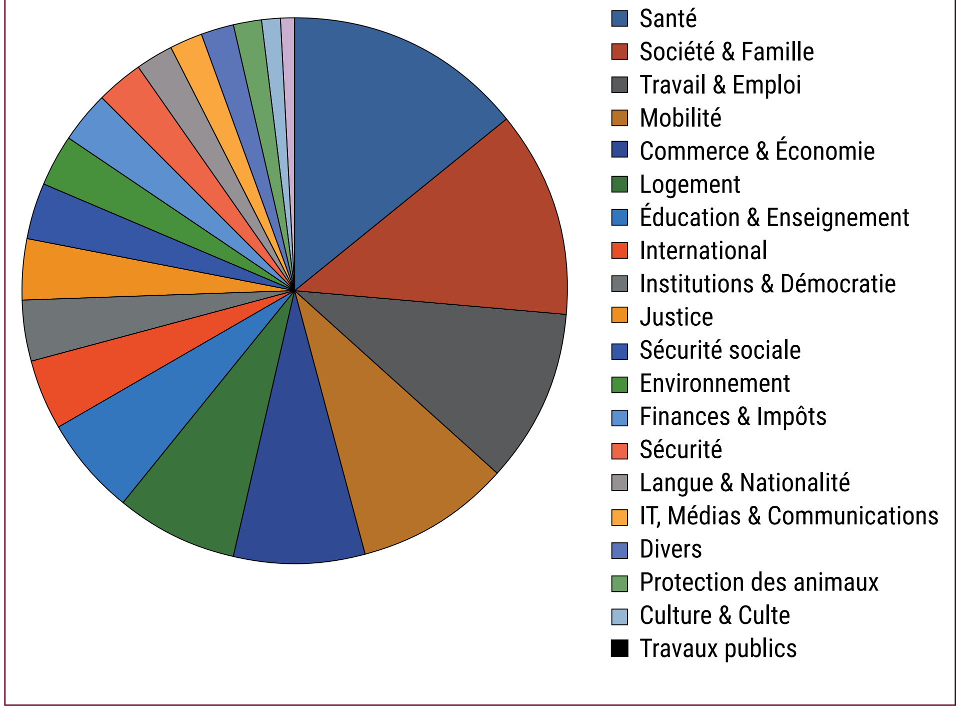
Le top trois des thèmes : santé, société et famille, travail et emploi

Les thématiques des pétitions publiques restent similaires à celles de l'année dernière sauf que le sujet « santé » passe en tête de liste, ce qui pourrait être dû à la crise sanitaire. L'année précédente, ce thème se situait dans le classement en quatrième position. Sur les places suivantes figurent les sujets relatifs à la société et la famille, le travail et l'emploi, de même que la mobilité (trafic et transports publics). Suivent des thèmes tels que le commerce et l'économie, le logement, l'éducation et l'enseignement, l'international et finalement les institutions et la démocratie.



Mme Nancy Arendt et M. Fernand Etgen ont présenté le bilan des pétitions.

Demandes de pétition publique déposées entre le 1er juillet 2020 et le 30 juin 2021



Des données personnelles affichées par erreur

Grâce à un utilisateur averti, l'Administration parlementaire a constaté que plus de 24.000 noms et lieux de résidence de signataires de pétitions publiques étaient visibles sur le site chd.lu, alors qu'ils n'auraient pas dû l'être.

Ces données n'étaient à aucun moment accessibles sur le nouveau site petitiounen.lu, qui est le principal outil pour le dépôt, la signature et la consultation des pétitions publiques. Les équipes techniques ont promptement corrigé l'erreur technique sur chd.lu, dont une nouvelle version sera par ailleurs lancée d'ici la fin de l'année prochaine. Il ne s'agit pas d'une fuite ni d'une action malveillante. Aucun autre type de données n'est concerné.

Au moment de la signature d'une pétition publique, chaque signataire a le choix de rendre les données concernées (nom et lieu de résidence) publiques ou non. Ladite erreur technique a fait que les noms et lieux de résidence de signataires ont été potentiellement accessibles sur le site sans leur accord. Ce traitement erroné des données s'est matérialisé depuis au moins juin 2021 et la correction a été effectuée le 2 août dernier. Une analyse détaillée concernant les dates exactes est en cours.

La procédure appropriée impliquant les acteurs compétents en matière de protection des données a été lancée : la déléguée à la protection des données (DPO) a procédé à une analyse et la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été saisie.

Dans un souci de transparence complète, la Chambre des Députés a communiqué publiquement cet incident majeur. Les personnes concernées sont également notifiées individuellement.

La Chambre des Députés tient à remercier l'utilisateur qui a signalé le problème et à présenter ses excuses à toute personne dont les informations personnelles ont pu être exposées par erreur.

L'affichage erroné concernait uniquement le site chd.lu et non le site dédié petitiounen.lu.

Droit à l'assistance judiciaire

7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil

Le projet de loi 7442 tend à transposer, en premier lieu, la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen.

Il a, en deuxième lieu, pour objet de transposer certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, qui a déjà été transposée en partie par le législateur luxembourgeois.

Jusqu'à présent, la possibilité d'une assistance judiciaire pour les non-résidents était limitée aux affaires transfrontalières civiles et commerciales.

Les deux modifications projetées viennent combler une lacune en permettant l'assistance judiciaire aux victimes et aux suspects non résidents et indépendamment de leur nationalité dans le cadre de procédures pénales engagées sur le territoire luxembourgeois, y compris dans le cadre d'une procédure d'extradition ou d'un mandat d'arrêt européen.

Le texte proposé accorde le droit à l'assistance judiciaire, sans condition de résidence ni de nationalité, aux personnes visées à l'article 3-6, paragraphe 1er, du Code de procédure pénale, aux personnes visées à l'article 18-1, paragraphe 3 de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition et aux personnes visées aux articles 7-1, paragraphe 3, et 27-1 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne et dont les ressources sont insuffisantes.

Les personnes ayant la qualité de victimes suivant les dispositions de l'article 4-1 du Code de procédure pénale dans le cadre d'une procédure pénale se déroulant au Grand-Duché de Luxembourg qui entendent se constituer partie civile suivant les dispositions du Code de procédure pénale et dont les ressources sont insuffisantes ont également droit à l'assistance judiciaire, sans condition de résidence et quelle que soit leur nationalité.

Dans un souci de simplification, les demandes d'assistance judiciaire sont centralisées auprès du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.05.2019
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
12.02.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2020 Examen et adoption d'une série d'amendements
21.10.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.11.2020 Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1008, page 1

Approbation de la Convention n° 122 de l'OIT

7517 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail sur la politique de l'emploi, signée à Genève, le 9 juillet 1964

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention n° 122 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT ») sur la politique de l'emploi, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, du 9 juillet 1964, et entrée en vigueur le 15 juillet 1966.

L'objectif de la Convention n° 122 de l'OIT est de fixer une politique active visant à promouvoir le plein emploi, et ce en étroite collaboration avec les milieux intéressés tels que les représentants des employeurs et les représentants des salariés.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1020, page 1

Approbation de la Convention n° 144 de l'OIT

7518 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, signée à Genève, le 21 juin 1976

Le projet de loi 7518 a pour objet d'approuver la Convention n° 144 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT ») concernant les tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail.

La Convention n° 144 vise la mise en œuvre de procédures qui assurent des consultations efficaces entre le Gouvernement et les organisations syndicales et patronales jouissant de la liberté syndicale sur des questions concernant les activités de l'OIT.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1021, page 1

Approbation de la Convention n° 187 de l'OIT

7519 - Projet de loi portant approbation de la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, signée à Genève, le 15 juin 2006

Le projet de loi 7519 a pour objet d'approuver la Convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail (ci-après « OIT »), concernant le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail. La Convention n° 187 est la plus récente adoptée en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Elle a pour objectif de promouvoir la sécurité et la santé au travail.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Les dispositions prévues par la Convention n° 187 sont largement couvertes par la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines et par les missions du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1022, page 1

Approbation du Protocole de l'OIT concernant le travail forcé

7521 - Projet de loi portant approbation du Protocole P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, fait à Génève, le 11 juin 2014

Le projet de loi 7521 a pour objet d'approuver le Protocole P29 de l'Organisation internationale du travail relatif à la convention sur le travail forcé qui se réfère directement à la Convention fondamentale C29 sur le travail forcé.

Le présent projet de loi n'entraînera pas de modification des dispositions légales afférentes de droit luxembourgeois.

Le Protocole P29 de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé, adopté à la cent-troisième session de la Conférence internationale du travail modernise la Convention n° 29 sur le travail forcé adoptée en 1930 que le Grand-Duché de Luxembourg a ratifiée en 1964, en vue de s'attaquer aux pratiques telles que la traite des êtres humains. Il renforce le cadre juridique international en créant de nouvelles obligations pour prévenir le travail forcé, protéger les victimes et donner accès à des compensations, telles que l'indemnisation des préjudices matériels et physiques. Il exige des Gouvernements qu'ils prennent des mesures en vue de mieux protéger les travailleurs, en particulier les travailleurs migrants, des pratiques de recrutement frauduleuses et abusives et met l'accent sur le rôle des employeurs et des travailleurs dans la lutte contre le travail forcé.

Dans ce contexte un plan d'action national contre la traite des êtres humains a été élaboré par le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains instauré par la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

Ce plan a été avalisé par le Conseil de Gouvernement en date du 21 décembre 2016.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.01.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
12.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles, de la Commission consultative des droits de l'homme et du Conseil d'État
16.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1023, page 1

Modification de dispositions concernant Eurojust

7614 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° du Code de procédure pénale

Eurojust a été créée le 28 février 2002 par la décision 2002/187/JAI du Conseil.

Le règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) et remplaçant et abrogeant la décision 2002/187/JAI du Conseil a donné une nouvelle base à Eurojust.

Le règlement (UE) 2018/1727 détermine en particulier le statut et les pouvoirs des membres nationaux d'Eurojust et fixe les modalités d'association du Parlement européen et des parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust. Il règle également les relations de l'Agence avec le Parquet européen.

Le règlement constituant un acte législatif de l'Union européenne directement applicable dans les États membres, une transposition en droit national n'est pas exigée. Pourtant, des dispositions nationales existantes portant sur des points désormais régis par le règlement doivent être adaptées ou abrogées.

Il s'agit essentiellement d'adapter les articles 75-1 et suivants de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire concernant l'unité (désormais l'Agence) Eurojust en prenant en compte les modifications apportées par le règlement (UE) 2018/1727 remplaçant et abrogeant la décision 2002/187/JAI du Conseil.

Le texte du projet de loi précise notamment les modalités de désignation du membre national auprès de l'Agence Eurojust ainsi que de son adjoint, les attributions du membre national et les points de contact officiels pour les demandes émanant de l'Agence Eurojust. Dans le code de procédure pénale, l'accès direct par un système informatique aux traitements de données à caractère personnel énumérés au paragraphe 1er de l'article 48-24 est élargi au membre national auprès de l'Agence Eurojust.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.06.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
01.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
18.11.2020 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1007, page 1

Organisation de réunions et suspension de délais

7692 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales et

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Alors que la pandémie de Covid-19 continue à avoir des conséquences sur la bonne gouvernance des sociétés et autres personnes

morales, le texte du projet de loi propose, d'une part, de prolonger les mesures de la loi du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales jusqu'au 30 juin 2021 et, d'autre part, de les étendre à l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, aux associations d'assurances mutuelles ainsi qu'à l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et à l'Ordre des avocats du Barreau de Diekirch.

En effet, tant la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil que la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ne prévoient pas de dispositions légales permettant respectivement à l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils et aux associations d'assurances mutuelles de tenir leurs réunions à distance alors que la crise sanitaire actuelle justifie de leur offrir également cette possibilité. Enfin, la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ne prévoit pas que les ordres puissent se réunir à distance.

Suite à leurs avis respectifs du 4 et 5 novembre 2020, la Chambre des Notaires et la Chambre des Huissiers de justice ont été inscrites à la liste des sociétés et autres personnes morales auxquelles les dispositions concernant la tenue à distance de réunions sont applicables.

En outre, compte tenu de la situation sanitaire actuelle et des conséquences qu'elle peut impliquer au niveau économique, le projet de loi propose de prolonger également jusqu'au 30 juin 2021 le délai pendant lequel l'obligation de faire aveu de la cessation des paiements est suspendue.

Finalement, le texte propose de suspendre pour la même durée le délai de cinq jours endéans lequel les déclarations de naissance de nouveau-nés doivent être faites conformément à l'article 55 du Code civil.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02.11.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
18.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25.11.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 932, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Le présent projet de loi a pour objectif d'adapter la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin d'y intégrer de nouvelles restrictions jugées nécessaires au vu de l'évolution de la situation épidémiologique Covid-19 au Luxembourg. Celle-ci exige de limiter davantage les contacts sociaux et les activités afin de réduire au minimum les occasions susceptibles de favoriser les interactions sociales et donc les risques de contamination.

Le présent projet de loi prévoit, entre autres, les mesures suivantes :

- L'interdiction de certaines activités commerciales et autres, à savoir :

• les représentations cinématographiques ;

• les activités des centres de culture physique ;

• les activités des piscines et des centres aquatiques, à certaines exceptions près ;

• les activités des parcs d'attractions et des parcs à thèmes ;

• les activités de jeux et de divertissement en salle ;

• les activités des casinos de jeux ;

• les foires et salons.

- Au niveau des établissements recevant du public :

• la fermeture au public des établissements relevant du secteur culturel, à l'exception des musées, centres d'art, bibliothèques et archives nationales ;

• les établissements destinés exclusivement à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts, dans le respect des dispositions relatives aux rassemblements ;

• la fermeture des établissements de restauration et de débits de boissons et l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débits de boissons. Cette interdiction ne vise ni les cantines scolaires et universitaires, ni la vente à emporter, la vente au volant ou la livraison à domicile.

Les établissements d'hébergement sont autorisés à rester ouverts, à l'exception de leurs restaurants et de leurs bars, le service de chambre et le service à emporter restant autorisés ;

• la fermeture au public des établissements du secteur sportif.

Une dérogation concerne les installations du Centre national sportif et culturel qui restent accessibles aux sportifs d'élite et à leurs partenaires d'entraînement et encadrants ainsi qu'aux équipes nationales senior.

Les infrastructures sportives en salle et les piscines et centres aquatiques restent également accessibles pour la pratique du sport scolaire ou des activités sportives péri- et parascolaires ainsi que pour les activités physiques sur prescription médicale.

Les installations sportives en plein air restent accessibles.

La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite. Cette interdiction ne s'applique pas aux personnes pratiquant une activité physique sur prescription médicale, ni aux équipes nationales senior, ni aux sportifs d'élite, ni à leurs partenaires d'entrainement et encadrants ;

• l'interdiction d'activités récréatives en groupe de plus de quatre personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;

• le maintien des activités scolaires, périscolaires et parascolaires, y compris sportives.

- En ce qui concerne les rassemblements :

• la limitation des rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent.

Ne sont pas considérées comme des visiteurs les personnes qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice de leurs activités professionnelles ;

• le port du masque est obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de quatre personnes ; les rassemblements entre quatre et dix personnes sont soumis à l'obligation de port du masque et de respect d'une distance minimale de deux mètres ; les rassemblements entre dix et cent personnes sont soumis à l'obligation de port du masque et de l'attribution de places assises en respectant une distance minimale de deux mètres.

Les rassemblements de plus de cent personnes sont interdits. Cette interdiction ne s'applique ni à la liberté de manifester, ni aux marchés à l'extérieur, ni aux transports publics. Lors de ces situations, le port du masque est obligatoire à tout moment.

L'obligation de distanciation physique ne s'applique pas non plus aux marchés à l'extérieur et aux usagers des transports publics.

L'obligation de se voir assigner des places assises ne s'applique ni dans le cadre de l'exercice de la liberté de manifester, ni aux funérailles, ni aux marchés, musées et centres d'art.

Les obligations de port du masque, de distanciation physique et d'attribution de places assises ainsi que l'interdiction d'activités récréatives ou sportives de plus de quatre personnes ne s'appliquent ni dans le cadre de la pratique des activités des sportifs d'élite et des équipes nationales senior, ni aux activités sur prescription médicale, ni dans le cadre d'activités scolaires, péri- et parascolaires. Il convient de préciser que ces limitations ne sont pas applicables entre personnes faisant partie d'un même ménage ou qui cohabitent ;

• le projet de loi définit les mesures de sécurité à respecter dans les salles d'audience des juridictions.

- Le projet de loi prolonge la durée d'application du couvre-feu entre 23.00 heures du soir et 6.00 heures du matin jusqu'au 15 décembre 2020 inclus ; l'échéance générale des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 et des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est également fixée au 15 décembre 2020.

- La mise en vigueur des nouvelles dispositions est fixée au lendemain de la publication de la nouvelle loi au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.11.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
23.11.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25.11.2020
Loi du 25 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 933, page 1

Prise en charge de dépenses de l'assurance maladie-maternité

7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Depuis le début de l'année 2020, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures destinées à atténuer l'impact de la crise sanitaire sur la population, notamment en garantissant un revenu de remplacement.

Au niveau de la sécurité sociale, le congé pour raisons familiales a été élargi, la prise en charge des indemnités pour incapacité de travail a été transférée vers l'assurance maladie-maternité et un nouveau congé pour soutien familial a été introduit.

Dans un premier temps, ces mesures ont été financées en ayant recours aux réserves financières de l'assurance maladie-maternité qui ont été constituées au fil des dernières années par la Caisse nationale de santé (CNS). Le Gouvernement s'est engagé, notamment lors de la réunion du comité quadripartite du 17 juin 2020, à faire une analyse des dépenses et, le cas échéant, de prendre en charge certaines d'entre elles.

Le présent projet de loi vise à donner suite à cet engagement en ce qui concerne les trois mesures précitées qui, quant à leur essence, dépassent l'objet de l'assurance maladie-maternité comme établi par les lois et règlements en vigueur.

Pour assurer une répartition financière plus équilibrée, notamment en considérant que ces mesures exceptionnelles dépassent l'objet même de l'assurance maladie-maternité, le présent projet prévoit de verser à l'assurance maladie-maternité une dotation d'un montant global de 386 millions d'euros à répartir sur plusieurs exercices budgétaires. Ce montant résulte des calculs réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale sur base des données disponibles fin octobre 2020. À noter que le présent projet de loi n'exclut pas une adaptation ultérieure des montants prévus en fonction des montants réels déboursés par la CNS pour les trois mesures exceptionnelles concernées, ni, le cas échéant, une dotation supplémentaire en fonction du recours à ces mesures dans les mois à venir.

Le versement de la dotation est prévu en quatre étapes, chacune à charge d'un exercice budgétaire distinct. En l'occurrence, la première tranche à hauteur de 200 millions d'euros est à imputer à l'exercice 2020. De ce fait, le présent projet de loi prévoit une modification de la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020. Les trois autres tranches de la dotation seront à charge des exercices 2021 à 2023, à hauteur de 62 millions d'euros pour chaque exercice.

Comme la dotation globale de l'État à l'organisme gestionnaire de l'assurance maladie-maternité couvre également la part de 20 pour cent de la continuation de la rémunération normalement à charge des employeurs, l'État récupère la somme y liée par une réduction de ses dépenses au niveau du financement de la Mutualité des employeurs. Suivant les calculs de l'Inspection générale de la sécurité sociale, le montant en question s'élève à 30 millions d'euros.

Afin de limiter l'impact sur les employeurs, il est prévu que l'État récupère le montant en question sur trois exercices budgétaires, en l'occurrence 2021, 2022 et 2023, par une adaptation du taux de cotisation moyen des employeurs dans la Mutualité des employeurs pour la période visée. La modification légale y afférente est prévue dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021.

En conclusion, la dotation financière nette de l'État pour les mesures précitées s'élèvera in fine à 356 millions d'euros.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.10.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
19.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
26.11.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 993, page 1

Réunions d'information publiques : mesures temporaires

7679 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à l'application des articles 12 et 18 de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi a pour objectif d'adapter au contexte sanitaire actuel le fonctionnement des réunions d'information publiques organisées dans le cadre de la procédure d'élaboration d'un projet de Plan directeur sectoriel (PDS) et de Plan d'occupation du sol (POS). Il prévoit la possibilité pour le ministre ou son délégué d'organiser des réunions d'information avec la population par visioconférence. Si la réunion se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, la publication du dépôt de dossier par voie d'affiches et sur le site internet des communes ainsi que la diffusion d'un avis de publication dans la presse doivent préciser que la réunion se tiendra par visioconférence, informer sur l'outil utilisé ainsi que sur les modalités d'inscription et d'accès. Il est prévu que la future loi restera applicable jusqu'au 30 juin 2021 inclus.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 14.10.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
27.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.12.2020
Loi du 15 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 998, page 1

www.chd.lu

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution**
   - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
5. **7692 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   2° de la loi du 20 juin 2020 portant
   1° prorogation de mesures concernant
   a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
   b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
   c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
   d) d'autres modalités procédurales ;
   2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
   4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7694 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché et M. Carlo Back)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt des motions 1 à 11) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen pour fait personnel, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Yves Cruchten, M. Marc Baum, M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Goergen, M. Marc Baum et M. Fernand Kartheiser) - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 12) - M. Marc Baum (M. Georges Engel pour fait personnel) - M. Marc Goergen
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Wiseler (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. le Ministre Claude Meisch - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
8. **7694 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)
   - Motion 1 : M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)
   - Vote sur la motion 10 (rejetée)
   - Vote sur la motion 11 (rejetée)
   - Motion 12 : M. Marc Baum - M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 12 (rejetée)
9. **Résolution de Mme Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant**
   - Discussion générale : M. Georges Engel - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la résolution modifiée (adoptée)
10. **7694 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)
   - Mme Martine Hansen - M. Gilles Roth - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Wiseler)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, souwéi vun de Projets de règlement grand-ducal a vun der Proposition de révision vun der Constitutioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 25 novembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7703** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7704** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :*

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2. la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3. la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7705** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 et

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7706** - Projet de loi relatif à l'amélioration de la sûreté des navires*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7707** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020

***7708** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre des Sports, le 18.11.2020

***7709** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant*

1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

***7713** - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 18.11.2020

***7714** - Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 18.11.2020

***7715** - Projet de loi relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation, et portant modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020

***7716** - Projet de loi portant création et organisation de l'Agence vétérinaire et alimentaire, portant modification*

1) de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ;

3) de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

et portant abrogation

1) de la loi du 28 décembre 1992 réglant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou produits de viande, et modifiant la loi du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires ;

2) de la loi du 14 juillet 2015 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2020

***7717** - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 24.11.2020

***7718** - Projet de loi relatif à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 24.11.2020

***7719** - Projet de loi modifiant l'article L 222-9 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.11.2020

3) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7710** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 4 novembre 1994 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

***7711** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020

4) La proposition de révision de la Constitution suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7700** - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution*

Dépôt : M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel et M. Charles Margue, députés, le 17.11.2020

5) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1718** - Demande de pétition publique : Géint de changement d'affectation vum abordabele Wunnraum*

Dépôt : Anne-Marie Neyens, le 17.11.2020

***1719** - Demande de pétition publique : Pflicht, bei Kindern die gelbe Weste anzuziehen*

Dépôt : Stéphane Hamm, le 19.11.2020

***1720** - Demande de pétition publique : Give us a Voice*

Dépôt : Nathalie Heuschling, le 20.11.2020

***1721** - Demande de pétition publique : La création d'une loi spécifique pour l'imposition de sanctions pénales pour le harcèlement sexuel verbal dans les espaces publics (« catcalling »)*

Dépôt : Tom Zeimet, le 22.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 23. November 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision Nummer 7700 vum I., III., V., VII., IX., X., XI. an XII. Kapitel vun der Constitutioun, déi de 17. November 2020 vum Här Mars Di Bartolomeo, vum Här Léon Gloden, vun der Madamm Simone Beissel a vum Här Charles Margue deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision de la Constitution Nummer 7700 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci, Här President!

5. 7692 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir fänken den Ordre du jour vun de Mëtte mam Projet de loi 7692 iwwert d'Organisatioun vun den Assemblées générales an eng Ofännerung vum Code civil un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7692 - vläicht en Déjà-vu, wann Der mech elo héiert. D'Pandemie geet weider, dofir prolongéiere mer d'Mesuren, déi et de Societéiten an anere Personne-morallen erlaben, op Videokonferenzen zréckzegräifen, fir hir Assembléeën ofzehalen, och wann d'Statuten dat net explizitt virgesinn.

Et geet ëm d'Verlängerung vun de Mesuren aus dem Gesetz vum 23. September dëses Joers, déi den 31. Dezember dëst Joer sollten auslafen. Dëst Gesetz vum September war sengersäits schonn eng Verlängerung vum Gesetz vum 20. Juni dëses Joers, dat déi ursprénglech Mesuren aus dem Règlement grand-ducal vum 20. Mäerz verankert hat.

Elo mam Projet de loi 7692 verlängere mer dës Mesuren, an dat bis den 30. Juni d'nächst Joer, also ëm nach emol iwwer en halleft Joer.

Well mer bei den Aarbechten um Gesetz vum 23. September vum Staatsrot d'Remark gemaach kruten, dass eis Dispositioun „catch-all", déi mer ugeduecht haten, net déi bescht Léisung wier, an dass mer amplaz eng Enumeratioun vun de Personnes morales an d'Gesetz aschreiwe sollten, do war et ze erwaarden, dass verschidde Personnes morales géife vergiess gi respektiv dass anerer, duerch d'Längt vun der Pandemie, schlussendlech awer och elo betraff wieren a sech dofir gemellt hunn, fir op d'Lëscht bäigestallt ze ginn.

Dofir maache mer mam neien Text an der Lëscht vun de Societéiten a Personnes morales, déi am Artikel 2 vum Gesetz vum 23. Dezember (veuillez lire: vum 23. September) 2020 opgezielt ginn, dës Ajoutten: Den Ordre vun den Architekten an den Ingénieurs-conseils, d'Mutuellen, also d'Associations d'assurances mutuelles, den Ordre des avocats, dat heescht de Barreau aus der Stad an dee vun Dikrech, d'Chambre des Notaires, an d'Chambre vun den Dierwiechter sinn elo derbäi.

Eng aner Mesure, déi verlängert gëtt, ass d'Suspensioun vum Delai, innerhalb vun deem, laut Code de commerce, eng Déclaration de faillite muss gemaach ginn. Am Artikel 9 vum Gesetz vum 20. Juni dëses Joers, an deem et ënner anerem ëm d'Mesurë fir d'Audiences publiques an ëm Adaptatioune vu verschiddene prozedurale Modalitéite gaang ass, gouf dësen Delai, wéi gesot, ausgesat bis sechs Méint nom Enn vum État de crise, wat heescht: 24. Juni plus sechs Méint, war elo virgesinn. Dës Suspensioun vum Delai gëtt och mat dësem Projet de loi bis den 30. Juni 2021 verlängert.

Dozou preziséiert de Staatsrot a sengem Avis: « Partant, les commerçants et sociétés commerciales qui ont cessé leurs paiements pendant ce délai de suspension ne sont pas obligés de faire aveu de faillite, mais il leur appartient de le faire en prenant en considération leur situation commerciale. De même, le droit des créanciers d'agir en faillite n'est pas affecté. »

D'Chambre de Commerce werft an hirem Avis iwwregens d'Fro op, ob et sënnvoll ass, dësen Delai ëmmer erëm weider ze verlängeren.

Schlussendlech reaktivéiere mer eng aner Mesure, déi am Gesetz vum 6. Juni 2020 (veuillez lire: vum 20. Juni 2020) bis just ee Mount nom État de crise verlängert gouf, a follglech Enn Juni (veuillez lire: Enn Juli) ausgelaf ass: nämlech d'Verlängerung vum Delai, innerhalb vun deem eng Gebuert um État civil muss deklaréiert ginn. Dëst ass elo wichteg, well déi aktuell sanitär Restriktiounen an de Maternitéen oder och de Fait, dass fréschgebaken Eltere méiglecherweis an Isolement oder Quarantän sinn, et ënner Ëmstänn net erlaben, e Kand innerhalb vun deenen übleche fënnef Méint um État civil unzemellen. Dofir maache mer och dës Prolongatioun vum Delai fir d'Aussetze vun der üblecher Prozedur bis den 30. Juni d'nächst Joer.

Ech weess, dat schéngt en immens laangen Delai ze sinn, an dat war och net onbedéngt esou gewollt. Mir hunn déi Diskussioun och an der Justizkommissioun gefouert. Mee well et awer eng Mesure ass, déi elo dréngendst gebraucht gëtt, och vun de Maternitéen, a fir den Text doduerch net duerch en Amendement an en Aller-retour an de Staatsrot weider ze verspéiden, si mer eis eens ginn, d'Mesure elo emol esou ze stëmmen, wéi se am Gesetzesprojet steet, an dësen Delai da bei där nächster Geleeënheet op ee Mount no der Gebuert erofzesetzen. Dat heescht, datt Dir net méi wäert fënnef Deeg hunn, wéi bis elo, fir Äert Kand unzemellen, mee maximal ee Mount. Wéi gesot, déi Rektifikatioun stëmme mer zäitno.

Hei de Kalenner vun dësem Sprint, fir dëse Projet haut hei an der Chamber zum Vott ze bréngen: Den 2. November huet d'Madamm Justizminister Sam Tanson de Projet deposéiert. De 17. November krute mer en Avis vum Staatsrot. Den Dag drop, den 18., hate mer eng Kommissiounssëtzung, wou mer de Projet virgestallt an den Avis vum Staatsrot diskutéiert hunn a wou och de Rapporter designéiert gouf.

Gëschter Moien, de 24., gouf de Rapport à l'unanimité vun der Kommissioun ugeholl. Merci nach eemol un d'Kolleege fir déi onkomplizéiert a konstruktiv Aart a Weis ze schaffen.

Kuerz: Wat steet an den Avisen?

Dee vum Staatsrot ass grondsätzlech en Accord an en hat e puer legistesch Observatiounen.

An deenen aneren Avise gouf et och Zousproch vum Barreau aus der Stad a vun der Chambre des Notaires, déi och elo frou sinn, d'Méiglechkeet ze hunn, an d'Lëscht vun den Entitéiten, déi per Visio fonctionéiere kënnen, opgeholl ze ginn. Dat selwecht gëllt fir d'Dierwiechter, d'Chambre des Huissiers, déi eis dat de 5. November matgedeelt hunn.

Den 9. November huet d'Chambre de Commerce - ech soen et nach eng Kéier - gesot, dass de Projet fir si gutt ass. Si freet sech awer, ob déi Mesuren, fir den Delai ze verlängeren, an deem d'Commerçanten hir Obligation d'aveu de la cessation des paiements maache mussen, op Dauer sënnvoll ass.

Weider Avisen, déi ugefrot waren, leie bis dëse Moment net vir.

Ech schléissen heimadder mäi mëndleche Rapport a soe jiddwerengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war. Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn an engems den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Merci och dem Här Margue fir säi Rapport, an deem en alles detailléiert huet, wat am Gesetz steet. Effektiv gesäit dat Gesetz hei elo vir, datt mer bis Mëtt vum nächste Joer deen Delai verlängeren. Elo kann ee sech natierlech froen: Gëtt dann elo dovunner ausgaangen, datt bis Mëtt d'nächst Joer och Coronakris wäert sinn?

Ech mengen awer, datt et méi wichteg wär, sech déi heite Fro ze stellen: Misste mer eis net Gedanken driwwer maachen, wat no der Kris kënnt - falls se dann hoffentlech eng Kéier zu Enn ass -, an ob, wéi a wéi vill sech duerno och weider iwwer esou Mechanisme vun Iwwerdroung oder Interaktioun op Distanz ka concertéiert ginn? Dat soll ee sécherlech net ze vill maachen, mee vläicht soll een d'Méiglechkeet awer loossen.

Eng aner wichteg Ännerung, déi hei kënnt, ass déi, bis wéini een d'Kanner umelle goe kann. Et ass sécher eng néideg Erliichterung, och fir d'Hiewanen, grad an dëser Zäit. Mir waren als CSV derfir, trotzdeem en Enn vum Delai dranzesetzen an deen net einfach bei siwe Méint (veuillez lire: fënnef Méint) ze loossen. Dat gëtt bei engem zukünftege Gesetzesprojet, dee schonn esou gutt wéi do ass, och esou gemaach, an dat begréisse mir. Well ech mengen, et soll ee Sputt loossen, mee et soll een d'Leit awer och drun erënneren, datt se dat ze maachen hunn. Et ass vläicht méi einfach fir se, wa se wëssen, bis wéini dat dann de Fall wär.

Elo kann ee soen: Et ass wichteg, datt de Papp Zäit huet, fir d'Kand umellen ze goen. Dat ass wuel wouer. A mir hoffen, datt an dëser Zäit virun allem och déi zukünfteg Mamm d'Kand an der Maternité op d'Welt brénge kann. Well wat ass, wann déi Corona huet? Wéi geet dat dann? Dat ass elo vläicht eng Fro, fir dat Gesetz duerno ze diskutéieren.

Mir wënschen den zukünftege Mammen all Guddes. A mir denke sécherlech op deem Dag vun haut, um Internationalen Dag géint d'Gewalt u Fraen, och un déi, déi et net esou einfach hunn an hirem Liewen, a wou vläicht och de Gang an d'Maternité nach ganz aner Ursaachen huet. Dat um Rand gesot zu dëser Dispositioun, fir déi, souwéi fir de ganzen Text, d'CSV hiren Accord gëtt.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci fir säi Projet. De Rapport war extreem explizitt, soudatt ech am Fong näischt derbäizeflécken hunn an hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech schléisse mech och de Mercien un de Rapporter un. Et war wierklech ganz detailléiert an ech géif och net wëssen, wat ech deem nach bäizefügen hätt. Duerfir ganz einfach: den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President, och vun eiser Säit ass e Merci. Vu datt jidderee schonn alles gesot huet, bleift och fir eis nëmmen nach dat iwwreg, also e Merci. A mir ginn den Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un der Regierung, d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Villmools merci. Ech wäert dann och ganz kuerz sinn. Et ass alles gesot.

Just nach als Prezisioun: Effektiv ass de Projet de loi deposéiert, fir, wéi dat an der Kommissioun gefrot gi war, deen Delai nach eng Kéier anzeschränken, soudass een net sechs Méint Zäit huet, fir déi Deklaratioun ze maachen. Quitte dass et natierlech eng ganz Rei praktesch Iwwerleeunge gëtt, firwat dass ee souwisou net sechs Méint waart, fir säi Kand ze deklaréieren. Mee vu dass dat d'Demande war vun der Kommissioun, hu mer deem Rechnung gedroen. An dee Projet wäerte mer dann deemnächst, am Kader vun engem aneren Text, hei kënnen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7692. Den Text steet am Document parlementaire 7692[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7692 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Ma dann ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Gilles Roth), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun haut de Mëtteg, dem Projet de loi 7694, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Zuschauer dobaussen, Dir kënnt lech wuel alleguer virstellen, dass ech haut léiwer iwwer eppes méi Positives géif berichte wéi iwwert déi nächst, déi x-ten Etapp am Kampf géint deen hannerlëschtege Virus, deen eis elo säit aacht Méint belagert. Mee fir dass mer eis dee Wonsch no méi Normalitéit, méi positiven Initiative kënnen erfëllen, musse mer emol fir d'éischt dee Krankmécher, Mäerder a Raiber vun eise Fräiheete lassginn. Well dat ass en! Dat muss eist gemeinsaamt Zil sinn a bleiwen. An dofir musse mer

iwwer all Meenungsverschiddenheeten am Detail eraus zesummeréckelen, wann et ëm dat grousst Ganzt geet.

Loosst mech dës Kéier vläicht ufänke mat deem, wat mer awer wichteg schéngt a wat, mengen ech, och all de Kolleegen an der Kommissioun an doriwwer eraus wichteg war, fir dass keng falsch Impressiounen no baussen opkommen, wat mer eigentlech zesumme wëllen a wat eis an deem Kampf verbënnt. Ier mer also iwwert déi verschidde Moossname streiden, hei am nobele Sënn vum Wuert, oder besser debattéieren - kontrovers maache mer dat, wéi mer dat an de Kommissioune gemaach hunn -, wëll ech um Ufank vu mengem Rapport op dat insistéieren, wouriwwer mer eis eens sinn:

Mir sinn eis eens, dass dee geféierleche Virus nach ëmmer omnipresent ass a vill ze vill Leit krank, jo, schwéier krank mécht an erschreckend vill Leit dorunner stierwen. Mir sinn eis eens, dass een dee Virus net däerf verharmlosen, sech net däerf dru gewinnen, an dass mer keng Diere fir hien däerfen oploossen. Mir sinn eis eens, dass déi Moossnamen, déi mer virun engem Mount decidéiert hunn, d'Explosioun vun den Infektiounszuelen zwar gebremst hunn, mee net genuch! Mir sinn eis eens, dass déi Leit an eisem Gesondheetssystem eng formidabel Aarbecht leeschten, mee no aacht Méint Dauerasaz op de Felge fueren. Mir sinn eis eens, dass weider staark Moossnamen noutwendeg sinn. Mir sinn eis eens, dass, och wann d'Situatioun eescht bleift, mer keen zweeten État de crise, kee vollstännege Lockdown wëllen, net alles wëllen zoumaachen.

D'Regierung huet an deene leschte Wochen dëse Gesetzesprojet an Amendementer ausgeschafft a mir, d'Chamber, eist Personal, eis Fraktiounen, de Staatsrot, hunn innerhalb vun enger Woch eis Aarbechten ofgeschloss. Schnell, awer grëndlech.

Mir sinn eis eens, dass mer iwwer all Meenungsverschiddenheeten eraus dee Virus nëmme Meeschter ginn, wa mer him esou wéineg wéi méiglech Ugréffsfläch loossen. An do muss jiddwereе mat upaken. A mir sinn eis schliisslech eens, dass mer deenen, déi am häertste vun der Kris an de Géigemoossname betraff sinn, mat eiser Solidaritéit mussen hëllefen.

Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer Diskussioune féieren, berechtegt Diskussiounen, déi een esou oder esou tranchéiere kann, well dee Kampf géint de Virus ass en dauerhafte Choix. An et gëtt am Moment quasi keen op der Welt, deen eng Patentléisung huet, ausser vläicht déi, déi, wéi e berüümte Mann virdrun, en traureg berüümte Mann virdrun, deen d'Inflatioun iwwer Gesetz ofgeschaaft huet, einfach de Virus iwwer Gesetz ofschafen. Et handelt sech, wéi Der verstitt, ëm Diktatoren an Änleches. Mee soss hu mer keen, deen e Patentrezept hat, bis elo. Soss hätte mer et einfach kopéiert. A wa mir et hätten, dann hätten déi aner et kopéiert.

Mee esou schlecht, esou schlecht, an do bezéien ech jiddwereen an, dierfte mer eis Aarbecht jo awer net gemaach hunn, well ech hunn haut an där gréisster Dageszeitung gelies, dass et en Appell gouf an där Lëtzebuerger Dageszeitung, dass d'Kanzlerin Angela Merkel sech um Lëtzebuerger Beispill orientéieren an inspiréiere sollt.

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, esou schlecht schénge mer eis Aarbecht zesummen net gemaach ze hunn; an ech soen „zesummen", well mir hunn alleguer eisen Undeel un där Aarbecht, déi an deene leschte Méint geleescht ginn ass. Esou schlecht kann eis Aarbecht deemno net sinn!

Mir ware virun enger Woch hei mat enger Inzidenz vun iwwer 600 Fäll op 100.000 Awunner op siwen Deeg konfrontéiert. Enn Oktober waren et der 750. Ronn d'Hallschecht vun den disponibelen Intensivbetter ass vu Covidpatiente beluecht, déi e ganz groussen Asaz vu Personal an Zäit bedeiten, an d'Zuel vun de Leit, déi un a mam Covid-19 stierwen, ass fir eis Verhältnisser enorm grouss. An et soll kee mam Argument kommen, dass dat eeler Leit sinn! Dat ass fir mech keen Argument! Och wann een eng Aacht oder eng Néng a senger Joreszuel huet, huet een e Recht op Liewen a muss net engem Virus zum Affer falen. An do kënne mer alleguer mat upaken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir sinn eis dowéinst eens, dass mir musse reagéieren. Mir mussen d'Zuelen erofdrécken, fir all Mënsch eng gutt Gesondheetsversuergung bei enger Coviderkrankung, mee och bei allen anere gesondheetleche Problemer kënnen ze garantéieren. Oder an anere Wierder: Mir mussen derfir suergen, dass esou wéineg Leit wéi méiglech sech ustiechen, krank ginn oder stierwen. Dat ass d'Zil, op dat deen neie Paquet vu Mesuren ausgeriicht ass.

Wéi gesot: Iwwert déi eng oder déi aner Moossnam kann een duerchaus diskutéieren. Dat ass diskutabel. An dat hu mer och gemaach. An heiansdo sinn d'Entscheedungen an der Kommissioun ganz knapp ausgefall, méi knapp kann et an enger Kommissioun wierklech net goen. Do gesäit een, dass keen déi allgemeng Wourecht gepacht huet! A wa jiddwereе just säin Häerz schwätze gelooss hätt, jo, dann hätte mer warscheinlech Unanimitéit kritt. Mee ob dat zu dësem Zäitpunkt dat Richtegt gewiescht wär, dat ass eng aner Saach. Mee mir kommen nach dorop zréck. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer hei nach eng Kéier eis Argumenter kënnen austauschen.

Déi nei Moossname setzen do un, wou d'Ustiechunge warscheinlech sinn. Ob se do am warscheinlechste sinn, doriwwer streiden d'Experten an et kritt een am Moment Expertisen, Konterexpertisen en masse. A wann d'Experte sech net eens ginn, jo, da mussen déi, déi am mannsten Expertis an deene Beräicher hunn, tranchéieren. Esou ass et ëmmer. A wann d'Experten Onrecht hunn, da kréien d'Experten herno keng Streech, mee da kréien déi, déi d'Decisioune geholl hunn, d'Streech. Esou ass dat. Mir hunn eis dat jo gewielt, also, mengen ech, musse mer dat och mat alle Konsequenzen droen.

Also déi nei Mesurë setzen do un, wou et am wierksaamsten ass: Distanz halen, Mask droen an, wann et muss sinn, d'Dieren an d'Fënstere zoumaache fir de Virus.

Mir hunn dee Projet 7694 an enger hallwer Dose Sëtzunge behandelt, also sécher net manner wéi iergenden anere wichtege Projet, mat der Madamm Gesondheetsministesch an den Experten aus de Ministèren, mam Sportsminister. Beim urspréngleche Projet goung et eigentlech just ëm eng Deelofännerung vun de Prozedure virum Tribunal, déi sech am Rame vum Covid-19-Schutz opdrängen. De Projet huet awer doduerch en anert Gewiicht kritt, dass d'Regierung eng ganz Rei vu fundamentalen Amendementer opgrond vun där Situatioun, wéi se sech presentéiert huet, huet missen noreechen.

A mengem Rapport wollt ech dat kloer ervirsträichen, an dofir, Här President, wann ech déi eng oder déi aner Minutt méi misst brauchen, schalt mer de Mikro wannechgelift net aus, ech wollt eng Géintiwwerstellung maache vun deem, wat ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Rapporter, Dir wësst, datt ech e generéise President sinn.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, ech muss Iech dat zougestoen. A wann ech esou zréckdenken, soen ech mer: Ech hätt eigentlech och heiansdo kënne méi generéis sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass net falsch!

(Hilarité)

D'Regierung schléisst sech Äre Wierder un.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Rapporter, ech bieden Iech weiderzefueren!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, mee dat gesäit een ëmmer eréischt no fënnef Joer.

Also, ech wollt op d'Froen äntwerten, wat sech dann elo net wäert änneren, wat sech ännere wäert a wat vu méi fundamentalen Ännerunge virgesinn ass.

Déi incisiivst Moossnam, déi bestoe bleift fir eis all, dat ass d'Ausgangsspär tëschent 23.00 Auer a 6.00 Auer. Aus deene bekannte Grënn fale jo do dann d'Bistroen an d'Restauranten eraus, well déi komplett zou sinn. D'Geschäfter bleiwen op. Fir d'Geschäfter ze invitéieren, fir hir Clienten esou sécher wéi méiglech kënnen ze empfänken, gëlle weiderhi verschidde Virsiichtsmoossnamen. Dat sinn déi allgemeng Gestes barrières. An dat sinn déi Moossnamen, déi an de Grande-surfacë mat deem leschte Gesetz agefouert gi sinn.

D'Kierchen, „reliéis Plazen", wéi dat iwwersat ass - dat gefält mer awer net -, net ze verwiessele mat esou „solutions de fortune", wou och Masse gehale ginn, mee also wierklech reliéis Gebaier, wou och reliéis Zeremonië gehale ginn, gi genotzt. Dat ass ee vun deene Punkten, iwwer déi och, zumindest zwëschent den Zeilen, an der Kommissioun haart diskutéiert ginn ass: Theateren/Kinoen zou - reliéis Bauten op. D'Argument, dat gezu ginn ass, och zu Recht, mengen ech, dat ass d'Reliounsfräiheet, wéi se duerch d'Verfassung garantéiert gëtt. Selbstverständlech gëtt et derniewent och eng ganz Rei vun anere Fräiheeten. Mee eigentlech hunn ech awer elo keng ganz, ganz staark Tendenz an der Kommissioun verspuert, fir d'Kierche wärend där Zäit zouzemaachen, mat där enger oder anerer Ausnam.

(Interruption)

Nee, nee, nee! Also, ech ... Watgelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Däerf ech just kuerz ...?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Jo, selbstverständlech! Selbstverständlech.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir hutt elo gesot, et géif eng gewëssen Ausnam ginn, an Dir hutt mech bekuckt hei als Rapporter. Ech hunn zu kengem Moment gesot, ech wär derfir, datt d'Kierche sollten zougemaach ginn. An ech distanzéiere mech dovun. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Wann et fäerdeg ass, dann ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Also, ech ergi mech! Ech hunn Iech net dofir gekuckt.

(Brouhaha)

Une voix.- Loosst den Här Rapporteur schwätzen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Ech dréie mech déi ganzen Zäit hei am Krees.

(Brouhaha)

An, Madamm Lorsché, Dir waart net viséiert! Wann Dir Iech viséiert gefillt hutt, et deet mer leed, ech kann net do derfir! Mee ech bestätegen awer Är Berichtegung.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Kommt, mir klären dat herno!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- D'Hoteller kënne weider Gäscht empfänken, awer Baren an esou weider sinn zou. D'Sportsinfrastrukturen ënner fräiem Himmel bleiwen op. De Mask muss ënner allen Ëmstänn wärend allen Aktivitéite mat engem ëffentleche Public gedroe ginn, an de Supermarchéen, Administratiounen.

Et ass och wënschenswäert, dass dee Mask gedroe gëtt, wann esou Drauwe vu Leit sech an Haaptgeschäftsstroossen oder op anere Plazen ophalen. Och wann dat net expressis verbis elo a Bëton gegoss ass. Dat seet de Verstand einfach!

Gesitt Der, Madamm Polfer, ech hunn Iech elo gekuckt, ech hunn Iech awer iwwerhaapt net viséiert. Ech fannen Iech méi schéin ouni Mask, mee de Mask ass de Präis, dee mer musse bezuelen.

(Brouhaha)

De Mask ass de Präis, dee mer musse bezuelen. Ech hunn hei de Privileeg, dass ech e fir eng Kéier net brauch ze droen. Mee Dir sidd sécher mat mir d'accord, dass et eng Evidenz ass, dass een op den ëffentleche Plazen, wou ganz vill Leit sinn, de Mask soll droen.

Versammlunge sinn nach wéi vor méiglech, awer vill méi restriktiv.

(Brouhaha)

Versammlunge mat méi wéi 100 Leit si verbueden. Wann een zu méi wéi véier Leit ass, muss een de Mask droen. Reliéis Acteuren, Riedner, Schauspiller bei Film an Theater, Museker an Dänzer ginn net bei déi Zuel vun den 100 Leit derbäigezielt, wann et sech ëm eng Representatioun handelt.

Et bleiwen Ausname bei deene bestoen, déi de Mask net mussen droen. Dat ass an der Zwëschenzäit genügend bekannt. Och d'Sanktioune bleiwe gréisstendeels déi selwecht.

Wéi eng Reegelungen ännere sech elo? Och wann d'Geschäfter prinzipiell opbleiwen, musse verschidden Aktivitéiten an Etablissementer zoubleiwen. D'Kinoen, d'Fitnesszenteren, d'Spill- an Entertainmentplazen, Foiren a Salonen, Kasinoen, kulturell Etablissementer wéi zum Beispill Theateren an Hale fir Concerte mussen hir Diere fir de Public zouloossen. Schauspiller a Museker genau wéi aner professionell Artiste kënnen awer weiderhin dës Plazen notze fir ze prouwen oder hire professionellen Aktivitéiten nozegoen.

Ausnam: Muséeën a Konschtausstellungen, Bibliothéiken, Nationalarchive bleiwen op, well de Public kann zirkuléieren an net iwwer eng länger Zäit mat enger Persoun an engem Raum sëtzt. Hei kënnen d'Fluxe vun de Leit liicht gereegelt ginn an esou d'Gesondheetsrisike méi niddreg gehale ginn.

D'Restauranten an d'Baren, déi bis elo bis 23.00 Auer konnten opbleiwen, mussen zoubleiwen. Livraison à domicile an Takeout sinn nach wie vor erlaabt.

Mir hunn och eng Rei vu Studie vun dem Gesondheetsministère virgestallt kritt oder sinn drop higewise ginn, déi weisen, dass Restauranten a Caféë reng doduerch, dass d'Leit laang zesummesëtzen ouni Mask, well se par définition kee Mask kënnen droen an heiansdo d'Belüftungskonditiounen net gutt sinn, awer Plaze sinn, wou ee kann unhuelen, dass d'Ustiechungsgefor méi grouss ass ewéi op anere Plazen. Temporär less- a Gedrénksugebueter sinn och verbueden.

Déi Infrastrukturen, déi fir de Sport banne geduecht sinn, bleiwen och zou, genausou wéi d'Piscinnen. Dëst gëllt net fir d'Elittesportler an och net fir d'Nationalekippen. Déi sportlech a rekreativ Aktivitéite - Bitzcoursen, Poterie - kënnen net a Gruppe vu méi wéi véier Persounen ausgeüübt ginn, ausser wann d'Participanten alleguer aus engem Haushalt sinn.

Versammlunge sinn nach ëmmer méiglech, mee ënner méi strenge Reegelen.

An da komme mer op ee vun deene Punkten, déi och ganz kontrovers bei eis diskutéiert gi sinn, déi net nëmme bei eis kontrovers diskutéiert gi sinn, mee och de Staatsrot huet sech eng Meenung do gebilt. Dat ass d'Zuel vun deene Leit, déi ee kann doheem bei sech empfänken. Do hu mer d'Optioun am Gesetzestext an den Amendemente festgehalen, dass een Haushalt maximal zwou Persounen, déi awer mussen aus deem selwechten zweeten Haushalt kommen, däerf empfänken. Do gëtt et selbstverständlech Alternativen. Et hätt ee kënne soen: Haushalt bei Haushalt, Haushalt plus véier, plus sechs. Haushalt plus Haushalt: Wann een en Haushalt vu sechs oder vu siwen hëlt, en aneren Haushalt vu sechs oder siwen, da wär een op e Maximum vun enger gudder Dosen, 14, 15 Persoune komm. Jo, gutt. Op där enger Säit elo kann een op e Minimum komme vun eent plus eent. Een an engem Haushalt an een aus engem aneren Haushalt, wann et eng Begéinung ass. An et kann een op e Maximum komme vun engem Haushalt mat engem, zwee, dräi, véier, plus maximal zwee. Et kann awer och nëmmen ee sinn.

(Brouhaha)

Allerdéngs hu mer do ganz kontrovers driwwer diskutéiert. An d'Kommissioun, d'Kommissioun war gedeelt.

(Brouhaha)

D'Kommissioun war gedeelt an d'Argument, dat den Ausschlag ginn huet, war, dass mer hei musse beim Gesetzestext bleiwen, well d'Kontakter an der Famill, d'Familljefester, Familljefeieren, Familljepartyen, wann een dat däerf esou nennen, awer ee vun deenen haaptidentifizéierten Infektiounsherde sinn. Also, op deem Punkt do besonnesch opgepasst! An et ass déi méi streng Optioun, déi sech duerchgesat huet. Bon, dat war e Choix, dee gemaach ginn ass. An duerch d'ganzt Gesetz zitt sech eeben déi Noutwendegkeet, Choixen ze huelen.

Allerdéngs sinn an deem neien Text eng Rei vun Ouverturë gemaach ginn, wann d'Kanner versuergt ginn oder am Scheedungsfall, wou et e bësse méi flexibel gëtt.

Ech wëll awer och drop insistéieren, dass déi Diskussioun op enger fairer Basis an argumentativ gefouert ginn ass an dass herno eeben huet mussen tranchéiert ginn.

D'Leit, déi an den Haushalt schaffe kommen, déi ginn net matgezielt, zum Beispill en Handwierker. Bon. Bei de Versammlunge ginn eis Reegelen och e bësse méi strikt. D'Sportsmanifestatioune fannen hanner zouenen Diere statt.

D'Reegelen zum Droe vun de Masken, d'physesch Distanz an d'Obligatioun, fir Sëtzplazen zouzeweisen, si fir déi verschidde Juridictioune preziséiert ginn. Dat war och eng Diskussioun ginn, zwar net an der Kommissioun, mee dobausse bei deene Betraffenen. Och hei konnte mer tranchéieren. Och hei konnte mer eng Opposition formelle vum Conseil d'État evitéieren.

D'Gesetz gouf och esou geännert, dass de Prêt de main d'œuvre am Kader vum Contacttracing, dass mer do méi staark kënnen drop zréckgräifen - a nee, pardon, ech hu mech hei verlaf - dass och déi Leit am Kader vum Prêt de main d'œuvre op Daten am Kader vum Tracing kënnen zréckgräifen.

Da gouf et eng Rei vun Ännerunge beim Gesetz vun 2009, wou et sech ëm d'Hospitalisatioun vun de Persoune mat psychesche Problemer handelt.

Déi Gesetzesbestëmmungen, an dat ass vläicht nach e ganz wichtege Punkt, wou ech wëll drop insistéieren, d'Gesetzesbestëmmungen, déi mer haut wäerten decidéieren, wa mer där Meenung sinn, dass dat muss geschéien - an ech sinn definitiv der Meenung, dass mer mussen handelen -, gëllen, och wann et Nuancë gëtt an deene verschiddene Moossnamen, souwuel fir déi Moossnamen, déi nei sinn, bis de 15. Dezember, wéi och fir déi Moossnamen, déi bis elo gegollt hunn, bis de 15. Dezember. Mir hunn also eng Clause de rendez-vous, déi schonn elo ganz kloer ass.

Mir hunn och eng Clause d'évaluation, déi steet zwar net esou am Gesetz, mee mir wäerten déi Zäit notzen, fir eng Evaluatioun ze maache vun deenen eenzelne Moossnamen: Wéi hu se gegraff? A mir wäerte probéieren, niewent deenen Informatiounen, déi mer elo schonn iwwert déi eenzel Moossnamen hunn, zousätzlech Informatiounen iwwert d'Sourcen ze kréien, iwwert déi sougenannt Clusteren - sou seet een eigentlech richteg, mee dat wësst Der, dass deen Term mer net gefält -, fir da gegeebenefalls kënnen eis Mesuren ze ajustéieren.

D'Schoulkantinne bleiwen op, d'Betribskantinnen net. Dat war och ee vun deene Punkten, déi mer kontrovers diskutéiert hunn a wou d'Majoritéit an d'Oppositioun an engem Nuesschnappech sech erëmfonnt hunn, sou enk war et. Och do, och do ass drop insistéiert ginn. An Dir kennt dat aus dem Ausland, dass och a Betribskantinne kënnen

Infektiounsherde sinn. Ech ginn dervun aus, dass mam Secteur praktesch Léisunge fonnt ginn, fir dass déi Leit, déi an de Betriber schaffen, net am Ree stoe bleiwen. A wann ech d'Madamm Minister richteg verstanen hunn, sinn déi Gespréicher schonn amgaang.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si keng einfach Zäiten. Mir wéilten all nees an d'Normalitéit zréck. An all déi nei Mesurë sinn Aschnëtter, déi mer léiwer net missten huelen. Déi Mesuren, déi mer mussen huelen, sinn der, déi och an Nopeschlänner geholl goufen. An do ginn d'aschneidend Moossnamen zum gréissten Deel méi wäit. Et gëtt awer eng ganz Rei vu Parallelismen am Ausland, wéi zum Beispill d'Schléissung vu Caféen a Restauranten, wéi zum Beispill d'Spärstonn. An do gesäit een, dass et net ee Choix gëtt, mee dass et vill Choixe gëtt an dass ee muss kucken, herno - wann een et net virdru konnt, well eeben déi Donnéeën heiansdo feelen, et se einfach net gëtt -, de Bilan ze zéien.

Mir maachen hei de Choix, fir e komplette Lockdown wéi am Mäerz ze vermeiden, well mer wëssen, wat dat fir Konsequenze gehat hätt. En zweete Lockdown hätt, niewent deem, wat mer elo schonn hu vu sanitäre Konsequenzen, ...

(Brouhaha)

... och gesellschaftlech, psychologesch, sozial a wirtschaftlech Konsequenze gehat, déi een esou lapidar als „Kollateralschied" bezeechent. Mee hannert deem Begrëff stieche ganz vill Eenzelschicksaler. An ech hunn et virdru gesot: Wa mer hei déi Moossnamen huelen, ginn der méi an der manner haart getraff. An déi, déi méi haart getraff ginn, ëm déi musse mer eis prioritär bekëmmeren.

Komero..., Kolleeginnen, ech sot elo bal: „Komerodinnen", ...

(Hilarité)

... „Léif Frënn", seet de Marc ëmmer, de Marc seet ëmmer: „Léif Frënn".

(Brouhaha)

An deem heite Kampf géint de Virus, do däerf een deen dote Begrëff gebrauchen, well mir hunn ee gemeinsaamt Zil!

Dat Gesetz, Kolleeginnen a Kolleegen, ass net perfekt. Et ass e Seeldanz, deen doraus besteet, e Maximum fir d'Gesondheet ze maachen, ouni net ze verläntwertend Kollateralschied ze provozéieren. Mir hunn et mat engem Virus ze dinn, dee kee Plang brauch. Dee schléit planglos zou! Mir kënnen en nëmmen an de Gréff kréien, wa mir eng Strategie hunn. An iwwert de Gros vun der Strategie si mer eis eens. Am Detail nach net, mee vläicht muer.

De Message central ass: Prioritéit fir d'Gesondheet, Doudesfäll evitéieren, d'Gesondheetswiese schützen, d'Personal entlaaschten. D'Gesetz gëtt eng Rumm, mee ass net d'Panacée fir alles. Mir mussen dat Gesetz mat Liewe fëllen. A wa mer wierklech dat Ganzt an de Gréff wëlle kréien, da musse mer eis manner dermat ausenanersetzen, wat mer kënne kritiséieren, wéi villméi mat deem, wat jiddwer Eenzelne ka bäidroen, fir deem Virus Meeschter ze ginn, fir eis ze schützen, fir déi Leit, déi eis léif sinn, ze schützen, a virun allem och, fir déi vulnerabel Leit ze schützen.

Här President, ech kommen zum Schluss, zur leschter Iwwerleeung. Et bedéngt en zäitweise Verzicht, deen haart ka sinn, mat awer enger Rei vu Perspektiven: der Perspektiv, dass e Vaccin sech ukënnegt. A fir dat hei nach eng Kéier kloer ze soen: Wann e gudde Vaccin do ass, da solle mer deen huelen. Mee et denkt keen drun, fir d'Leit ze forcéieren. Déi Topegkeeten, déi ech an deene leschten Deeg op de Sozialnetzer gelies hunn, dat ass degueulasse. Dat ass degueulasse! An dat sinn Ënnerstellungen, déi een net ka gëlle loossen. Hei an dësem Land gëtt keen derzou forcéiert. De gesonde Mënscheverstand, mengen ech, geet duer, fir dass een dee richtege Choix mécht.

Mir hunn och eng Perspektiv alleguer am Hannerkapp,...

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här President, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP), rapporteur.*- Ech kommen zum Schluss.

Mir hunn och eng Perspektiv am Hannerkapp, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass déi, dass mer duerch déi Efforten, déi mer hei maachen, vläicht e bëssen Normalitéit ënnert de Beemche geluecht kréien!

An ech wëll schléisse mat engem klengen Zitat vun enger Infirmière, déi an deene leschten aacht Méint wierklech mat hire Kolleeginnen a Kolleegen e Maximum bruecht huet. „Ech bleiwen optimistesch", seet se, „datt mer déi Pandemie packen, wa jiddwereen säin Deel derzou bäidréit." Dat seet eng Infirmière, déi Dag an Nuecht a Schichte schafft, déi Dag an Nuecht mat der Mask dorëmmer leeft, déi Dag an Nuecht mat enger Schutzkleedung muss dorëmmer lafen. À nous de juger, ob eis Afferen net awer weesentlech méi kleng si wéi déi vun deenen, déi un der Front sinn, an ob déi, déi un der Front sinn, net eis Mataarbecht verdéngen!

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, den 29. Oktober, de leschte Mount, do hunn ech meng Ried opgehalen, andeem ech gesot hunn, deen Text, dee mer deemools um Ordre du jour haten, géif ze spéit kommen, wär net kohärent, wär technesch problematesch a wär haaptsächlech net komplett. An dat, wat mer an deene leschte véier Woche gesinn hunn, dat, wat do geschitt ass, huet eis Recht ginn. Déi Zuelen, déi mer haut kennen, sinn net erofgaangen, jiddefalls net stabill erofgaangen.

Dee Weekend duerno ass de Staatsminister opgetrueden um Radio an huet deklaréiert, datt déi Woch drop eng zousätzlech Decisioun géif geholl ginn an datt déi misst schnell ëmgesat ginn. An en huet souguer nogeduecht iwwer en État de crise, wann d'Chamber dann net géif paréieren an net schnell genuch wär. Iwwert deen Intermezzo hunn ech keng Loscht vill ze schwätzen, well ech en als éischter peinlech, duebel peinlech empfonnt hunn, well een d'Chamber a priori net ënner Drock setzt an déi absolutt fonctiounsfäeg ass, fir hir Aarbecht ze maachen, esou wéi se se soll maachen, a well en haaptsächlech an deem Sënn iwwerflësseg war, datt am Fong Moossnamen annoncéiert gi sinn, déi net komm sinn an deene 14 Deeg duerno! An ech soen lech éierlech: Ech hunn déi Woch duerno op d'Moossname gewaart.

Mir hu gesot virun engem Mount, deen Text géif eis net duergoen. Mir hunn du gewaart a gehofft, et géife Moossnamen nokommen, an déi sinn net komm. An ech verstinn haut nach net, firwat Der esou laang gewaart hutt, bis Der en nächsten Text deposéiert hutt. Well wann een d'Zuele kuckt, op 14 Deeg, d'Zuele vun der leschter Woch, da si mir zu Lëtzebuerg mat 1.302 Fäll op 100.000 Awunner déi Héchst an Europa, virun Tschechie mat 1.100 Fäll, Éistráich mat 1.000 Fäll, der Belsch mat 779, Frankräich mat 880, Portugal mat 681, Däitschland mat 310 an Irland mat 123. All déi Länner, inklusiv Irland, hunn drastesch Moossname geholl, net eréischt elo, mee viru 14 Deeg, dräi Wochen, engem Mount. Just zu Lëtzebuerg hu mer dat, an eisen Aen, zu engem Deel einfach lafe gelooss. Mir hu gewaart a mir hu gekuckt.

Et ass gesot ginn hei: „Mir nuancéieren déi Aart a Weis, wéi mer druginn, well mer net nëmmen d'Zuel vun den Neiinfektioune wëlle kucken, well mer och den Alter wëlle kucke vun den Infizéierten, well mer och d'Situatioun an de Spideeler an op den Intensivstatioune wëlle kucken." An dat ass och vum Prinzip aus richteg. Mir hunn e gutt fonctionéierende Secteur hospitalier. Deen huet eis et erlaabt, villes ze vermeiden. Mee wann een awer d'Zuel vun den Infizéierte gesäit, da weess een, datt e puer Deeg duerno, oder eng Woch duerno, sech dat automatesch an den Hospitalier wäert iwwerdroen an duerno automatesch op d'Intensivstatioune wäert iwwerdroen.

A mir si säit Wochen an der Phas 3 gewiescht vun deem Plang, deen am Secteur hospitalier festgeluecht war. An déi Héicht vun deenen Zuelen, déi mer haten, déi huet eis noutgedrongen iergendwann an d'Phas 4 gefouert, wou mer haut sinn. An haut si mer an enger Phas, wou déi klassesch Medezinn zu engem Deel muss ofgesot ginn a wou mer massiv Deprogrammatiounen, an net urgenten Interventiounen, mee trotzdeem Deprogrammatiounen an de Spideeler kennen. Mir sinn iwwert den Zuele vun der éischter Well, wou mer schonn eng ugespaant Situatioun haten a wou mer sengerzäit drastesch reagéiert hunn. Mir hunn haut 237 Leit hospitaliséiert.

Dat ass awer net eréischt säit haut, mee dat ass säit iwwer 14 Deeg esou. An et ass net nëmmen d'Zuel vun den Neiinfizéierten, déi wichteg ass. Et ass net nëmmen d'Zuel vun der Betterbeleeung, déi wichteg ass, mee och d'reng Zuel vun den Doudegen, iwwert déi mer schwätzen.

An ech soen lech, et fält mer schwéier, dat ze soen, well déi Zuelen, dat sinn och Leit, an dovunner hunn ech deen een oder deen anere kannt. An deen hat nach Jore viru sech, déi en elo net méi huet. Mir hu säit dem 18. Oktober 150 Doudeger an der zweeter Well kannt. Dat ass vergläichsméisseg, wann ech d'lescht Woch kucken, méi wéi Frankräich, méi wéi Éistráich, méi wéi Spuenien, méi wéi Däitschland, souguer méi wéi d'Vereenegt Staaten. An der Moyenne ass just nach d'Belsch virun eis. Mir hu konstant d'Fro gestallt: „Op wat waarde mer?"

Ech verstinn och net déi Kommunikatioun vun der Regierung. De 17. November seet de Premier: „D'Situatioun ass stabel. Keng gréisser Repercussiounen op eise Gesondheetssystem, op eis normal Gesondheetsversuergung." Den 18., een Dag duerno, seet den Dokter Turk, dee Member vun der Cellule de crise ass, an ech zitéieren hei: „Fir mech ass d'Situatioun an de Spideeler ganz ugespaant. Phas 4 heescht fir ons eng massiv Deprogrammatioun vun all deenen aneren Aktivitéiten." An dee selwechte Member vun der Cellule de crise huet den 3. November, dat heescht, scho wäit iwwer eng Woch virdrun, en Appell am „Quotidien" gemaach, wou e seet: « Nous espérons de nouvelles mesures, confinement, semi-confinement, c'est au Gouvernement de décider ce qu'il trouve approprié. » Ech verstinn déi Kommunikatioun net. Hei ginn d'Saache vun der eegener Cellule de crise vun der Regierung kloer op den Dësch geluecht. An an deene multiple Pressekonferenzen, déi d'Regierung hat, behaapt se zu engem Deel de Contraire.

Mir hate virun zwou Wochen eng Kommissiounssëtzung. Do ass eis gesot ginn: „Den héijen Niveau vun den Zuelen huet sech elo stabiliséiert an elo musse mer kucken." Deemools hunn ech, wéi ech erausgaange sinn aus där Kommissiounssëtzung, der Press gesot, datt ech géif mengen, dat wär wéinst der Vakanz, datt sech alles méi lues géif dréien, an datt ee ganz gutt oppasse misst, wat no der Vakanz géif geschéien. Deemools ass mer dat an der Kommissioun widderluecht ginn. Dat hätt strictement näischt domadder ze dinn.

An du hu mer nees gekuckt a mir hu gewaart, bis de leschte Méindeg nei Moossname proposéiert gi sinn. An och bei deene Moossnamen ass eis nach gesot ginn: „Elo musse mer kucken, wat an deenen nächsten Deeg geschitt." An d'Madamm Lenert huet de leschte Samschdeg um Radio d'Explikatioun ginn a si huet gesot, déi Situatioun hätt sech och kënnen anescht entwéckelen, dowéinst hätt een ofgewaart. Elo ass meng Fro: A wat fir engem Land hunn d'Zuele sech dann anescht entwéckelt, ouni datt aschneidend Moossname geholl gi sinn?

An et ass do och interessant, déi Courben ze kucken, déi een an anere Länner gesäit. An ech gi se hei un op siwen Deeg an op eng Millioun Awunner, datt se vergläichbar sinn. Wann ee kuckt, wat an der Belsch geschitt ass, wou d'Zuelen exponentiell an d'Luucht gaange sinn, da gesäit een, datt den 23. Oktober, dat heescht viru méi wéi engem Mount, déi éischt Mesurë geholl gi sinn. D'Zuelen hunn net direkt reagéiert drop. Mee den 1. November sinn nach zousätzlecher geholl ginn, an du konnten d'Zuele vu 1.400 op ënner 400 den Dag erofgesat ginn. A Frankräich sinn den 28. Oktober Moossname geholl ginn. Do si mer vu 600 op 400 erofgaangen. An Däitschland ass och gebremst ginn. Do si mer op 210 Fäll vun enger Millioun iwwer siwen Deeg. An den USA ass näischt gemaach ginn. Do si mer op 500 Fäll. Lëtzebuerg hat d'leschtt Woch 800 Fäll, wann ee kuckt op eng Woch respektiv op eng Millioun Awunner, wann een déi Zuele vergläicht.

D'Gesondheetsministesch an de Premierminister hunn de 17. November och iwwert den Taux de positivité geschwat a sech beluet, datt een all déi Zuelen, déi mer virdru gesot hätten, awer misst relativéieren, well mir hätten op siwen Deeg e relativ niddregen Taux de positivité vun eisen Tester, 5 % bis 6 %, par contre zu Éistráich 23 %, Belsch 14 %, Frankräich 12 %. Do géife mer also gutt dostoen.

Dat mag vläicht richteg sinn. Mee ech soen awer do och ganz kloer: Zéie mer de Large-Scale-Testing eraus, a mir hunn eis jo ëmmer gebretzt, datt mer weesentlech méi géifen teste wéi alleguer déi aner Länner, zéie mer also de Large-Scale-Testing eraus, da gesi mer, datt eis Zuele weesentlech méi héich sinn, datt mer, wa mer just déi Zuele kucken op den Ordonnancen, net bei 5 % bis 6 %, mee bei 12,69 % Taux de positivité leien. Respektiv, wa mer d'Zuele vun iwwer sonndes kucken, wou jo da kee Large-Scale-Testing dran ass, leie mer de 15. bei 16 % an den 8. November bei 20 % Taux de positivité. Dat ass dat selwecht wéi an der Belsch, a Frankräich. Dat ass méi héich wéi an Däitschland.

Dofir soe mir ganz kloer: „Déi Reaktioun hei, déi kënnt ze spéit!" An dat, wat mer hannendrusoen, dat ass, datt haaptsächlech och verpasst ginn ass, déi Méint, déi virun der zweeter Well waren, eng Rei Virbereedungsaarbechten ze maachen.

Dat Éischt, wat mer gär gehat hätten a wat eis absolutt wichteg schéngt, dat ass e Stufeplang, dee Phase virgëtt, déi predeterminéiert sinn, wou d'Zuelen, d'Indikatioune kloer sinn, wou d'Moossnamen och kloer an däitlech sinn, wou jiddweree weess, wat e sech muss erwaarden a wéini mer wat maachen, wou et organiséiert ass, wou et diskutéiert ass a wou et och direkt ëmsetzbar ass. Dat schéngt eis absolutt weesentlech. Dat ass einfach verpasst ginn.

(Interruption)

Dat Zweet, wat an eisen Ae verpasst ginn ass, ass d'Mise en œuvre, dat hunn ech schonn d'leschte Kéier gesot, vun engem Covidspidol oder zumindest vun enger Organisatioun, déi eng Rei Zentre polariséiert op de Covid, fir d'Méiglechkeet ze ginn, datt déi normal Medezinn an aneren Ofdeelunge vun de Spideeler ka weidergemaach ginn. Et ass eis gesot ginn: „Dat ass net méiglech!" Ech stelle fest, datt zu Tréier awer e Covidspidol konnt opgemaach ginn.

(Interruption)

Dofir deposéieren ech elo eng Motioun, fir kënnen ze kucken, datt an deenen nächste Wochen Iwwerleeungen iwwer änlech Reflexiounen zu Lëtzebuerg solle gemaach ginn.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Den drëtte Punkt ass dee vun der Teststrategie. Mir wëssen, wéi laang d'Waardezäiten an de Privatlaboe sinn. Eege Leit vun eis hunn d'Erfarung gemaach, datt, wa se um 6.00 Auer, 6.15 Auer moies a Privatlaboe ginn, schonn an der Keelt 12, 13 Leit virun hinne stinn, an och Leit iwwer 80 Joer, déi laang an der Keelt musse waarden, fir an de Labo eranzekommen. Mir hunn d'leschte Kéier scho gefrot: „Wann ech gelift, déi grouss Capacitéiten, déi Der am Large-Scale-Testing hutt, switcht der do eng Rei eriwwer fir an d'Laboen, datt mer och kënnen uerdentlech Konditioune bei där Teststrategie ubidden!" Och dat ass net gemaach ginn. Dat wär an eisen Aen extreem wichteg gewiescht.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Beim Tracing, do huet d'Madamm Lenert de leschte Samschdeg gesot, datt den Tracing elo erëm okay wär, datt ee kéint no engem bis dräi Deeg, nodeems e positive Coronatest gemaach gi wär, dann d'Leit erëm kontaktéieren. Dat mag richteg sinn. Mee dat ass a mengen Aen awer keen Tracing. Den Tracing ass, wann Der dee Positive kontaktéiert hutt an dee gëtt lech d'Nimm an d'Adresse vun deene Leit, bei deenen e war, fir datt déi an enger zweeter Etapp kontaktéiert ginn.

Et ass esou, wéi ech den Tracing verstanen hunn. Dee gëtt awer iwwerhaapt net gemaach momentan! Dee gëtt iwwerhaapt net gemaach. All déi Leit kréien dann eng Nummer, eng Matriculesnummer, fir a sech selwer ze kucken, datt se un déi Leit kommen, mat deene se zesumme waren, deenen d'Matriculesnummer weiderzeginn, an déi sinn da gebieden ze telefonéieren. Wann Der do sot, den Tracing wär elo erëm an der Rei an et géif normal fonctionéieren, dann hunn ech net verstanen, wat Tracing normalerweis soll sinn! Et ass op jidde Fall net just, dem Covidkranken telefonéieren! An Dir sidd, hunn ech festgestallt, nach ëmmer géint eng Tracingapp, déi eis wéinstens eppes gehollef hätt an dësem Fall, wou an dem Tracing guer näischt méi esou fonctionéiert, wéi et soll fonctionéieren.

(Interruption)

D'ailleurs, an dat ass mäi fënnefte Punkt, déi Artikele 5 a 7 am Gesetzestext, esou wéi se hei sinn, déi ginn dee Moment och guer net méi appliziéiert, well am Fong kee Mënsch deen, dee covidkrank ass, um Telefon freet, datt e soll dann Adressen an Nummere vun deene Leit ofginn, déi e begéint huet, mee datt en deen Telefon selwer muss maachen. Déi Prozedur mat der Matricule ass d'ailleurs iwwerhaapt net am Gesetz virgesinn. Si ass iwwerhaapt net virgesinn am Gesetz, et gëtt awer jiddwereen, deen am Fall ass, obligéiert, se ze appliziéieren.

Dann d'Applikabilitéit vum Text selwer. Mir hunn eng ganz Rei Situatiounen, Familljesituatiounen, wou am Fong dat, wat an der Realitéit geschitt, iwwerhaapt net deem entsprécht, wat am Gesetz momentan ass. Ech ginn lech e Beispill: Elteren, déi doheem sinn an déi bei engem Kand, wat positiv krank ass, sinn, do steet am Gesetz, datt een am Fong da selwer en Test misst maache sechs Deeg nom leschte Kontakt mat deem positiv Kranken. Elo muss ee mir soen: Wann Der bei Ärem Kand doheem sidd, wat positiv getest ass, wéini ass dann dee leschten Dag, no deem Der sechs musst ofzielen, esou wéi et am Gesetz steet? Wéini ass dee leschten Dag?

An da fueren ech weider: Wann den Test negativ ass, da kënnt Der erausgoen, quitte datt Der Äert Kand, wat nach ëmmer positiv ass, deen Dag selwer gesinn hutt. Wann den Test positiv ass, musst Der awer nach zéng Deeg am Isolement bleiwen. Wann Der awer refuséiert, en Test ze maachen, da musst Der nach siwen Deeg am Isolement bleiwen. Esou liesen ech op jidde Fall de Gesetzestext. Ech weess awer net, wéi dat do an der Realitéit soll opgoen a wat fir ee Sënn dat Ganzt mécht.

Dann, wa Famillje probéieren, fir Hëllef ze kréien, kréie se ganz wéineg Informatiounen, well einfach - an ech verstinn dat, an ech maachen deene Leit wierklech kee Reproche - d'Inspection sanitaire absolutt iwwerfuerdert ass, an och d'Hausdokteren. Déi komme sech dann duerno bekloen, déi ginn dann ugeruff a musse vill Zäit hierginn - wat se och maachen, an och probéiere gutt ze maachen -, vill Zäit ginn, fir d'Leit ze informéieren. Dat ass awer

Zäit, déi se net hunn, fir sech deenen anere Patienten, déi et och brauchen, ze consacréieren.

A mäin aachte Punkt: Wann dann Informatioune kommen, dann ass et heiansdo ganz schwiereg, domat ëmzegoen. Ech hunn en Extrait aus engem Bréif, dee geschéckt ginn ass un e Kand, wat e Positive bei sech an der Klass hat. Do steet dann an deem Bréif: « Votre enfant ou vous-même êtes en autosurveillance, si vous êtes membre du personnel enseignant, pendant quatorze jours. Des symptômes peuvent apparaître jusqu'à quatorze jours après un constat. C'est pourquoi nous vous recommandons de bien surveiller l'état de santé, de veiller à respecter les mesures de protection », an esou weider an esou virun.

Dat heescht, déi ginn an Autosurveillance gesat. Dat steet am Bréif. Elo muss awer ee mir soen: Wou steet dat dann, dass de kanns an Autosurveillance gesat ginn? A wat heescht dat dann, wann een e Bréif kritt: „Du bass elo an Autosurveillance"? Wat muss deen da maachen? Wat ass dat? Wou steet et? Ass dat dat selwecht wéi eng Quarantän? Kann en erausgoen? Kann en net erausgoen? Wat soll e surveilléieren? Bei wiem soll e sech mellen, wann en eppes feststellt? Alles dat ass net kloer. An d'Applikatioun vun deem, wat haut Realitéit ass, ass fir d'Leit heiansdo extreem, extreem problematesch!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Haut si mer de 25. November. Mir hunn dat lescht Gesetz den 21. Oktober deposéiert kritt, den 29. gestëmmt. Et ass elo ee Mount hier. Mir sinn haut exactement op där selwechter Zuel vun Infektiounen, wéi dat virun engem Mount de Fall war. Et huet sech stabiliséiert, mee et ass net erofgaangen. An déi Moossnamen, déi elo haut proposéiert ginn, wëll ech kommentéieren.

D'Restriktiounen am Horeca-Secteur: Mir sinn d'accord mat alle Restriktiounen, wa mer kënne beweisen, datt déi Restriktiounen den Infektiounsfortgang blockéieren. Mir sinn och d'accord mat deene Moossnamen, déi am Horeca-Secteur geholl gi sinn. Ech wëll awer just soen, datt awer trotzdeem a mengen Aen evidenterweis e Kommunikatiounsproblem do ass, well virun e puer Wochen ass nach gesot ginn, datt den Horeca kee Problem hätt, datt et net do wär, wou d'Leit sech géifen ustiechen, datt jo all d'sanitär Moossnamen am Gesetz festgesat gi wären an datt d'Leit sech éischter géifen doheem ustieche wéi dann am Horeca-Beräich. An elo ass dat alles anescht. Elo gëtt dat zougemaach. Wéi gesot, ech soen net, datt et net soll sinn. Ech soen: A priori si mer jo d'accord. Mee mir hätten awer och vun der Regierung verlaangt, datt se eis da géif soen, wat dann elo changéiert wär. Oder mir hätte vun der Regierung verlaangt, datt se et hätt solle scho méi fréi maachen.

Do krute mer elo gëschter eng Etüd vun der OMS uginn, wou dann drasteet, datt effektiv am Secteur Horeca vill Infektiounskette géife stattfannen. Just, déi Etüd, déi staamt awer vum 9. Juli. Säithier hu mer awer schonn eng ganz Rei Texter gestëmmt, wou eis konstant de Contraire gesot ginn ass. Also mir hunn trotzdeem e Problem mat der Argumentatioun a mat der Aart a Weis, wéi un déi Dossieren hei erugaange gëtt, well et ass net ëmmer novollzéibar, firwat Der eppes maacht oder firwat Der eppes net maacht.

Dir hutt niewent dem Zoumaache vun dem Horeca-Secteur en Artikel dran, wou mer iwwert d'Kantinne schwätzen, wou mer soen, datt d'Kantinnen an der Schoul opbleiwen aus noutwendege Grënn - dat schéngt eis evident! -, mee wou Der awer sot, oder wou Der net preziséiert, ob Entreprisëkantinnen och däerfen opbleiwen. Au contraire. Mir hate gëschter an der Kommissioun eng Diskussioun, wou sech drop behaapt ginn ass, datt a sech déi Entreprisëkantinne missten zou sinn. Ech kann dat Räsonement och novollzéien.

Mee ech soen op där anerer Säit: Wann ech kucken, wat an der Alldagsrealitéit vu verschiddenen Entreprisen de Fall ass, da verstinn ech et awer net. Dir maacht d'Kantinnen zou an den Entreprisen, elo, wou et kal gëtt, wou Leit um Bau schaffen a wou déi a mengen Aen awer och e Recht hunn, fir zumindest eng hallef Stonn oder eng Stonn, wa se Paus maachen, an uerdentleche sanitären Hygièneskonditioune kënnen z'iessen an net dobaussen um Chantier mussen ze bleiwen oder bei den Entreprisen niewent hire Maschinne mussen ze sëtzen. Net jiddwereen huet en eenzelne Büro, fir kënne seng Schmier z'iessen. An ech fannen, datt et normal wär a logesch, datt mer uerdentlech sanitär Konditioune géifen oprechterhalen, fir datt déi Leit och kënne mëttes iessen. Ech mengen, hei ass ganz einfach eng Feelaschätzung vun der Realitéit gewiescht.

An och do deposéiere mer eng Motioun, fir esou schnell wéi méiglech erëm déi normal Situatiounen, déi sanitär an déi Hygiènessituatiounen hierzestellen, fir datt d'Leit, déi schaffen, och an uerdentleche Konditioune kënnen eng Mëttespaus maachen an hiert Iessen zou sech huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Iwwert de Sport sot Der, datt mer d'Halen zoumaachen. Déi meescht Federatiounen hunn dat souwisou schonn eng Zäitche gemaach, hunn elo net op d'Gesetz gewaart. Ech hunn dat och richteg fonnt. Si hu méi fréi reagéiert. Mir fannen och okay, datt de Schoulsport änner gewëssene Restriktioune ka gemaach ginn.

Mee wat mer gär gehat hätten, wär - an dat war den Objet gëschter an enger laanger Kommissiounssëtzung -, datt een un déi eenzel Sportsevenementer respektiv sportlech Aktivitéite vläicht méi nuancéiert a méi prezis drugaange wär, wéi dat an dësem Text pauschal de Fall war, well nach extreem vill Froen opbleiwen, déi net geléist sinn an déi an der Realitéit am Alldag wäerte grouss Schwieregkeete stellen. Zum Beispill, fir den Ënnerscheed a verschiddene Situatiounen ze maachen zwëschent deem, wat eng Sportsaktivitéit op där enger Säit ass an eng rekreativ Aktivitéit op där anerer Säit, wëssend, datt Sportsaktivitéiten ënner aner Konditioune fale wéi rekreativ Aktivitéiten, an d'Leit dofir net ëmmer wëssen, u wat se sech sollen halen.

Dat selwecht ass de Fall am Kultursecteur. Mir fannen et normal, datt hei zougemaach gëtt, datt déi Restriktioune gemaach ginn. Mee mir hätten awer och gär gehat, datt eis eng Rei Justifikatiounen an eng Rei Zuelen op den Dësch géife geluecht ginn. Et ass eis just gëschter gesot ginn, oder mir krute vun der Santé en Text erageschéckt, deen heescht: « Certaines activités se déroulent aussi sur plusieurs heures dans des endroits fermés multipliant le risque de transmission du virus. Il en est ainsi des cinémas, des salles de spectacles, des théâtres et des casinos. » Dat wären zwar agreabel, mee keng essenziell Aktivitéiten, an dofir géifen déi zougemaach ginn. Ech muss soen: Dat geet mer awer als Explikatioun net duer!

Wéi gesot, et ass keng Moossnam, wou mer dergéint sinn - mir ënnerstëtze se! -, awer mir hätte gär mindestens vun der Regierung eng Rei wëssenschaftlech Explikatioune gehat, déi eis déi aschneidend Politik kéinten novollzéie loossen, déi hei gemaach gëtt.

Ech kommen dann zu deene Moossnamen, déi am Kader vun dem Accueil vun de Famillje gemaach gi sinn. Och do fanne mer et logesch, datt Restriktioune gemaach ginn, mee fir eis ass et absolutt onverständlech, esou wéi déi Restriktiounen haut sinn. Wësst Der, wann d'Grousseltere kënnen zu zwee bei d'Kanner an en Enkelkand goen, an dat ass kee Problem, an op där anerer Säit soe mer: „D'Kanner an d'Enkelkanner kënnen awer net bei d'Grousseltere kommen, well dat ass e Problem!", da verstinn d'Leit dat dobaussen net. 3 an 2 an 2 an 3 gëtt dat selwecht, mengen ech, och sanitär dat selwecht.

Mir kréien dann eng ganz Rei Explikatiounen: wéi et da wär, wann zwou Famille-nombreusen zesummekommen, datt dat da weesentlech méi problematesch wär! Ech ka jo och déi Explikatiounen do verstoen, mee ech kann Iech awer gradesou vill Beispiller ginn, wou Der aner sanitär Problemer schaaft, wann Der dat do net erlaabt, déi mindestens gradesou grav sinn. An de Conseil d'État huet der selwer a sengem Avis e puer opgefouert wéi déi, déi Dir opféiert.

Dofir wär et wichteg, datt mer géifen hei eng Ännerung maachen. D'ailleurs si mir net déi Eenzeg, déi dat soen. De Conseil d'État huet eng Propositioun gemaach, fir op e Menage zréckzegoen, wat eis eng ganz aner Aart a Weis fir ze handele géif erlaben. Déi selwecht Apprehensiounen huet d'Chambre des Salariés ausgedréckt, déi seet, datt deen hei Text « conduit à encore plus d'aberrations qu'avant ». Si huet sech relativ kloer doriwwer ausgedréckt, a mir héieren och vun de Leit enorm Reklamatiounen iwwert deen do Punkt.

Elo weess ech, datt een heiansdo inzisiv muss sinn, well d'Situatioun dozou obligéiert. Mee ech soen dem Premier an der Ministesch awer och hannendrun, datt et wichteg ass, datt déi Moossnamen, déi geholl ginn, och vun de Leit verstane ginn, datt se als logesch empfonnt ginn an datt se dann och akzeptéiert ginn. Well wann Der bis eng Kéier hei d'Akzeptanz vun de Leit verléiert, dann hutt Der richteg Schwieregkeeten, fir déi Politik, déi noutwendeg ass, ëmzesetzen. Dofir muss ee ganz gutt oppassen, wéi een déi Moossnamen, déi ee wëllt maachen, formuléiert a wéi ee se an der Realitéit ëmsetzt. Mir mengen, datt dat hei falsch wär. An dofir ginn ech Iech och duerno, Här President, eng Motioun zu deem do Sujet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir kënnen all eenzel Moossnam verstoen, mee mir hätte gär d'Argumentatioun, mir hätte gär d'Erklärungen dozou. An do si mer och net déi Eenzeg, wann ech kucken, wat de Conseil d'État seet! Also, de Conseil d'État seet: « Le Conseil d'État constate que les auteurs de l'amendement ne fournissent aucune explication sur les raisons pour lesquelles ce sont précisément ces sept activités », déi hei am Gesetz stinn, « qui sont prohibées. [...] Les auteurs n'expliquent pas non plus si un nombre particulièrement important d'infections résulte de ces activités », an de Conseil d'État freet an aller Däitlechkeet, datt objektiv Krittäre sollen hei bruecht ginn.

Dat selwecht seet d'Commission consultative des droits de l'homme: « Or, ce fait ne suffit pas à lui seul pour permettre à la CCDH d'évaluer la nécessité et la proportionnalité des mesures spécifiques envisagées par le projet de loi. »

A genau dat selwecht seet och nach eng Kéier d'Chambre des Salariés. Déi freet hei no Analysen, Recherche-scientifiquen an no Beweisféierunge vun deem, wat hei gemaach gëtt.

Nach eng Kéier: Mir kënnen déi Moossnamen novollzéien. Mir kënne se intuitiv novollzéien. Mir hätten awer verlaangt, datt bei esou aschneidende Moossnamen och eng wëssenschaftlech Beweisféierung hannendru géif leien. An och dofir gi mer, Här President, Iech eng Motioun of, fir d'Regierung ze froen, datt se eis déi Beweisféierung esou schnell wéi méiglech bréngt.

Et ass an eisen Aen e Problem an eng Fro vu Kohärenz. An d'Kohärenz vun der Politik, déi elo gemaach gëtt, ass dat, wat eis am meeschte Problemer mécht. Wéi gesot, hei ginn drastesch Moossname wéi d'Ausgangsspär net nei geholl, mee awer - do gëtt net vill driwwer geschwat - nach eng Kéier 14 Deeg verlängert duerch dësen Text, subrepticement nach eng Kéier 14 Deeg méi laang gemaach. An d'Fro ass: Wou ass dann d'Evaluatioun vun deem, wat dee Couvre-feu do bruecht huet?

Mir hunn d'leschte Kéier gesot, mir géifen déi Moossname kënnen akzeptéieren. D'Madamm Lenert huet eis gesot, si géif awer eng Evaluatioun dovunner maache loossen. Si géif se analyséiere loossen a kucken, wat se dann effektiv bruecht huet. Mir hunn haut keng Evaluatioun. A mir froen, datt mer déi Moossnamen awer, wa se da scho geholl sinn, op hir Effikassitéit kontrolléiert kréien, fir datt mer wëssen: Hu se eppes bruecht oder hu se näischt bruecht? Et mécht kee Sënn, drastesch Moossnamen ze huelen, wa se näischt bréngen. An et huet haaptsächlech kee Sënn, drastesch Moossnamen ze huelen, wann een op där anerer Säit eng Politik mécht, wou een an aneren Domänen d'Diere grouss opléisst an am Fong keng Moossnamen hëlt, also sech net konsequent an der Politik ass. A mir hätten a sech gär Konsequenz.

Wann een nämlech kuckt, wat déi lescht Weekender hei zu Lëtzebuerg lass war, wéi d'Groussgaass an aner Stroosse voll vu Leit waren, dann ass dat an engem Sënn vläicht positiv, mee an dëser Situatioun ass et awer äussert problematesch gewiescht. Mir plädéieren elo net, fir d'Commercen zouzemaachen, mee mir plädéieren awer hei kloer an däitlech derfir, datt eng Rei parallell Moossname geholl ginn, déi d'Akafe méi sécher maachen, wéi et momentan ass.

Esou plädéiere mer fir eng Maskeflicht an de Zonepiétonnen an iwwerall do, wou dichte Verkéier ass. D'Polizei huet eis nämlech alleguer zesummen an där Kommissiounssëtzung, déi mer mat hinnen haten, kloer an däitlech gesot, datt, esou wéi den Text haut am Gesetz steet, e vun hinnen net contrôlabel wär a si en och net géife kënne kontrolléieren, dat heescht, d'Applikabilitéit vun där Mesure, déi haut virgesinn ass, net maachbar wär. An dofir froe mer kloer an däitlech, datt d'Maskeflicht allgemeng op deene Plazen an den Text geschriwwe gëtt, fir datt d'Polizei se och ka kontrolléieren an datt se och an der Realitéit kann applizéiert ginn. Vereinfacht déi Moossnamen, maacht d'Moossname kloer! Si musse kënne kontrolléiert ginn. A probéiert och, d'Sécurité juridique méi grouss ze maachen, andeem Der d'Kloerheet vun de Moossnamen ënnerstraïcht.

D'ailleurs huet de Procureur d'État eis och gesot, datt en e Problem mat der Proportionalitéit vun de Strofmoossnamen an deem leschten Text hätt. An zwar wär et a sengen Aen net normal, datt de „simple oubli du port du masque" d'selwecht géif bestrooft ginn, wéi wann een den Isolement brécht. Dat heescht, Leit, déi héich infektiéis sinn, wann déi awer op d'Strooss ginn an aner Leit a Gefor setzen, hunn déi déi selwecht Strof wéi een, dee just vergësst, säi Mask unzedoen oder deen de Mask just ënnert der Nues hänken huet. Dat ass net proportional, an do muss eng Proportionalitéit vun de Strofen agefouert ginn.

Och fir déi zwee Punkten, Maskeflicht a Proportionalitéit vun de Strofen, hu mer eng Motioun preparéiert, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat selwecht hätte mer gär bei de Centre-commerciallen. Och do gesi mer, wat d'Realitéit ass. Do hate mer virun engem Mount schonn eng Diskussioun driwwer. Déi Moossnam, wéi se haut dosteet, ass eng Moossnam, wou Restriktioune sinn a grousse Centre-commerciallen, wann et sech dann ëm déi eenzel Geschäfter an de Centre-commerciallen handelt an net ëm d'Galerien an de Centre-commerciallen, wou awer enorm vill Verkéier ass. Mir froen och, datt déi Reglementatioun iwwerkuckt gëtt. Och do huet eis d'Polizei an aller Däitlechkeet gesot, datt se bis elo quasiment nach keng Kontroll gemaach hätt, an dat ass fir eis e Problem. An dofir hätte mer gär kloer an dem Text eng Moossnam stoen, déi déi Kontrollen erméiglecht an déi d'Galerië materanhëlt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech muss vläicht e wéineg ofkierze mat deem, wat ech wollt soen, dofir kommen ech elo direkt zur Schoul hei.

Une voix.- A.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Madamm Lenert sot eis, de Virus wär iwwerall diffus. Iwwerall diffus. An dat ass och richteg. Dat ass och an der gesamter Politik esou. Dofir verstinn ech net, datt hei zu Lëtzebuerg vum Prinzip aus d'Schoule separat behandelt ginn, an an eisen Ae mat enger anerer Mooss, wéi dat fir de Rescht vun der Gesellschaft ass.

Den Här Meisch huet eis e Rapport d'analyse virun enger Woch virgeluecht, wou en d'Konklusiounen zitt, datt déi zweet Vague haaptsächlech bei Adultë wär, datt ee kéint behaapten, datt d'Acceleratioun vun den Infektiounen näischt mat der Schoul ze dinn hätt. A wann Ustiechungen do waren, da wär dat prinzipiell net an der Schoul. Dat wär haaptsächlech op anere soziale Manifestatioune respektiv bei Familljekontakter. En conclusion, datt alles, wat an der Eduatiounspolitik bis elo gemaach gi wär, also infolgedessen richteg wär.

Dat ass en Eegebericht vun der Éducation nationale, wou ech kloer an däitlech soen a froen: Wien huet en dann, ausser d'Beamten an der Educatioun, gemaach? Wéi ass e verifizéiert ginn? Wat si seng wëssenschaftlech Basen? Well wann ech déi Konklusioune liesen aus deenen Zuelen, déi an deem Rapport do ugi gi sinn, da kann ech net mat där absolutter Sécherheet, déi den Här Meisch huet, hei déi Konklusiounen zéien aus deenen Zuelen, déi ech an deem Rapport liesen. Haaptsächlech aus e puer Grën: Well ech weess, datt niewent deenen Zuelen an der Schoul eng ganz Rei asymptomatesch Fäll sinn, déi net hei opgefouert sinn an deem Rapport, woufir een also extreem virsiichteg mat deenen Zuele sollt ëmgoen. Well ech och d'Zuel vun den Tester hei gesinn: Bei deene 5-Järegen ass et 1,3 %, bei de 6-Järegen 1,6 % a bei deene 16-Järegen 2,9 %, dat heescht, wesentlech méi héich wéi bei deene méi Klengen. An déi kann een also absolutt net vergläichen esou, wéi et hei gemaach gëtt.

Wann ech och gesinn, datt mer op eng Question parlementaire, déi ech mat der Madamm Hetto gestallt hat, gesot gëtt, datt innerhalb vu véier Wochen, zwëschent dem 15. September an dem 23. Oktober - fënnef Wochen -, just véier Schüler sech an der Schoul infizéiert haten, an déi Woch duerno wären dat der awer 101 gewiescht, da muss ech soen: Ech verstinn awer déi Zuelen net! Wou kann dat vu véier Schüler innerhalb vu fënnef Wochen déi Woch duerno op 101 Schüler op eemol eropgoen? Dat ass a mengen Aen absolutt schwiereg ze erklären.

A wann ech dann den Här Kersch op där anerer Säit gesinn, dee mer seet, datt d'Etüde géife kloer an däitlech beweisen, datt d'Ustiechungsgefor an de Sportshalen enorm grouss wär, wou kann een da parallell soen: „Mee an der Schoul inklusiv am Schoulsport ass dat net de Fall"? Iergendwou ass awer eppes net richteg!

A wann ech am Ausland kucken, wéi et do behandelt gëtt, da gesinn ech, datt se am Ausland eng ganz aner Approche hunn. Den Här Meisch seet: „D'Kanner gi manner oft ugestach vun dësem Virus, si hu manner Symptomer a stiechen an der Reegel och manner un." Voilà. Kloer Ausso, eng Äntwert op eng Question parlementaire, Här Meisch, déi Dir eis ginn hutt; Dir wësst dat, dat ass esou. Wann ech awer da beim RKI liesen, déi soen, datt een extreem muss oppassen, well et total onkloer ass, wat an der Schoul geschitt, well do nach eng ganz Rei Fuerschunge lafen an ee keng Resultater huet: Si wëssen et net! Dir wësst et. A si roden, eng ganz Rei Virsiichtsmoossnamen ze huelen, woubäi se soen: bei iwwer 50 Infektiounen op 100.000 d'Maskeflicht, Verklengerung vun de Klassen, Deelung, Wiesselklassen. Si schléissen och deelweis kuerzzäiteg Schléissunge vun de Schoulen net aus - wat ech als äusserst problematesch géif empfannen, mee ech wëll Iech just soen, wat den RKI seet.

D'OMS seet och, et wär „incompletely understood". Mir wëssen et nach net. Also musse mer oppassen. Also solle mer kleng Gruppe maachen an de Schoulen, fir d'Ustiechungsgefor esou kleng wéi méiglech ze halen. A Frankräich hu se de Port du masque an d'Continuité vum Presentiel op 50 % gehalen. An der Belsch hu se méi e laange Congé

ginn an à partir vu 14 Joer an der Wallonie alternativen Unterrecht fir déi grouss Lycéesklassen.

Den Ënnerscheed, wësst Der, ass a mengen Aen d'Logik, déi derhannertstécht. D'Schoul gëtt net bei deenen, beim OMS, beim RKI a bei wiem och ëmmer, als e „monde à part" consideréiert, wou ee seng eegen Analysen huet. Mee jiddweree vun deenen Instituter seet, datt een déi Decisiounen, déi een an der Schoul hëlt, muss aschreiwen an deem, wat an der ganzer Gesellschaft ass, an dorops reagéieren. Eng total aner Logik, wéi Dir se, a mengen Aen, zu Lëtzebuerg hutt!

Eis Zilsetzung ass et, d'Schoul opzehalen zu Lëtzebuerg, well et wichteg ass fir d'Entwécklung vum Kand, well et psychologesch wichteg ass, well och soss ze vill sozial Ënnerscheeder zousätzlech nach kënnen entstoen a well et letztendlech och fir d'Wirtschaft wichteg ass. Mee mir mussen awer virsiichteg sinn a mir mussen oploossen, mee vläicht anescht Schoul maachen.

Ech war frou, datt Der à partir vum 30. November elo A- a B-Gruppen agefouert hutt. Dat empfannen ech als eng positiv Moossnam an ech wëll dat och ausdrécklech hei soen. Mee et bleift, datt mer en 13-Punkte-Programm ofginn hunn, wou nach eng Rei zousätzlech Moossnamen dra waren, déi fir eis och wichteg sinn.

Ech soen och: Hei ass en technesch schlecht Gesetz, well et eng Rei Froen opléisst, déi net geklärt ginn. Ech hat der a menger leschter Ried schonn eng ganz Rei evoquéiert, ech widderhuelen déi elo aus Zäitgrënn net. Mee bei dësem Gesetz kommen der nach derbäi. Zum Beispill déi Prezisioun, déi et misst ginn, wann een iwwer „activités périscolaires et parascolaires" schwätzt, déi „maintenues" sinn.

Wat sinn „activités périscolaires et parascolaires"? Op Nofro hi krute mer du gesot: „Dat ass dat, wat am Artikel 16 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 steet." A mir hunn dunn insistéiert, datt dat soll, ouni Analys, an de Bericht vun dem Rapporteur erakommen, deem ech par ailleurs Merci soe fir seng Aarbecht. Mee ech fannen dat eng schlecht legislativ Aarbecht, datt muss op Nofro vun der Chamber preziséiert ginn, wat dann den Text heescht, a mir dat dann an de Rapport vun der Chamber schreiwen, wou een also muss noliese goen, wat mam Gesetz gemengt ass.

An da sinn nach eng Rei Saachen net kloer. Wéi gesot, wat ass den Ënnerscheed zwëschent dem Rekreativen an dem Sport? Oder eng Rei Froen: Wann Activité-maintenuen do sinn, wéi zum Beispill d'Musekschoule vun de Gemengen, wou hei geschriwwe gëtt, datt se elo „maintenues" wären, wëssend awer, datt eng Rei Gemenge se schonn annuléiert hunn, da stelle sech awer do eng Rei Froen: Wat geet a wat geet net? De Conseil d'État hat gefrot, datt Der dee Passage sollt ganz erausshuelen. En ass awer elo dragelooss ginn, se sinn also gesetzlech „maintenues", jo Obligation de les maintenir. Also stelle sech do an der Realitéit och eng ganz Rei Froen.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier soen, wat eis am meeschte stéiert: Dat ass hei, datt d'Moossnamen net erklärt an net beluecht ginn, datt mer keng wëssenschaftlech Analys hunn, datt mer kee Suivi hunn, datt mer keen Debriefing hu vun deene Moossnamen, déi do sinn, a warscheinlech och kee wäerte kréie vun deene Moossnamen, déi dann héchstwarscheinlech haut gestëmmt ginn.

An dann deet et eis nawell leed, datt dann Zuelen an d'Welt gesat ginn, wou mer net ëmmer wëssen, wat mer sollen domadder ufänken. Elo fir haut ass gesot ginn: „Wann den Taux vun den Neiinfektiounen net ënner 500 fält, dann huele mer nei Moossnamen." Da muss ech soen: Jo, mee 500, wat heescht da 500? 500 vu wéi vill Tester, déi gemaach ginn? Vu wat 500? Ass dat iwwer eng Woch? Iwwer siwen Deeg? Iwwer wivill Tester? Alles dat ass esou approximativ. An a mengen Aen empfannen ech dat als amateurhaft. An zur selwechter Zäit seet den Här Wilmes - aus der Taskforce awer, net den Här Wilmes, deen hei sëtzt, mee deen aus der Taskforce - dann: „Mir mussen op 200 erofkommen!" Ass dat richteg? Ass dat falsch? 200 vu wat? Vu wat fir engen Tester? Alles dat ass esou onkloer. An dat ass dat, wat mech fundamental stéiert.

Dofir meng Fro elo, fir de 15. Dezember: Wéini a bei wéi vill Fäll vu wéi vill maache mer dann elo an Zukunft entweeder nach méi Moossnamen, oder wéini fänke mer un, se opzehiewen? Mir wëllen einfach Perspektive kréien, wéi dat soll weidergoen. Et ass net, datt Dir eis musst soen, wéi déi Infektiounen elo lafen, mee datt Der eis awer sollt soen, a wat fir eng Richtung Der wëllt goen, wann et esou leeft, oder a wat fir eng Richtung Der wëllt goen, wann et an déi aner Richtung geet. An ech mengen, datt d'Leit dobaussen dat och kënne wëssen an e Recht hunn, fir dat ze wëssen.

D'ailleurs, mat engem Stufeplang - hätt Der e gemaach - wären déi Saache weesentlech méi kloer elo schonn a mir wéissten, opgrond vu wat fir enge Krittären hei géif agéiert ginn. An an deem Kader ginn ech Iech och eng Motioun, Här President, haut of.

Als leschte Punkt wëll ech dann iwwert den Datum vum 15. Dezember schwätzen. Dat heescht, an dräi Woche musse mer kucken, ob dat Gesetz nach sënnvoll ass oder net. Ech verstinn absolutt, datt een e kuerzen Datum hëlt, well mir musse jo reaktiounsfäeg sinn. Mee ech soen awer och, datt ee muss gesinn, éier een e decidéiert, ob een d'Moossname bäibehält oder net bäibehält, ob déi Moossname gräifen oder net gräifen. Elo ass deen Datum an dräi Wochen. Mir mussen jo awer, wa mer eis seriö wëllen huelen, dat Gesetz zumindest eng Woch virdrun hunn, fir et an uerdentleche Konditioune kënne gestëmmt ze kréien.

A wéi wëllt Der dann elo d'Effikassitéit vun deene Moossnamen, déi mer haut stëmmen, kucken, wa mer wëssen, datt, éier se an der Realitéit gräifen, mer awer mindestens 14 Deeg brauche fir ze gesinn, wat se bruecht hunn? Ech hunn d'Impressioun, deen Datum, esou wéi en hei steet, ass en Datum, dee sënnvoll gewiescht wär, wa mer e Gesetzestext virun dräi Woche gemaach hätten, esou wéi et am Ufank geduecht war, esou wéi Dir et och an der Radiosemissioun, Här Premier, gesot hat, datt déi nächst Woch ee géif kommen. Dann hätt deen Datum hei logesch geschéngt. Esou hunn ech einfach Problemer, net, well e mer ze kuerz ass, mee well ech einfach net weess, wéi Der wëllt a 14 Deeg kommen an eis d'Resultater vun deem heite Gesetzestext da soen a soen, wat et bruecht huet a wat et net bruecht huet.

Haut sinn nach Efforten néideg. Mee contrairement zu deem, wat mer de leschte Mount konnten, sinn awer aner Perspektive gesat: an zwar Perspektive vun engem Vaccin. An dofir ass et wichteg, datt mer haut net mat den Efforten ophalen, mee, well mer Perspektiven hunn, weiderfuere mat Efforten an nach méi Efforten, fir datt mer et bis zur richteger Verdeelung vun engem Vaccin och kënne packen, datt mer et duerchhale bis, ech weess et net: Ouschteren? Bis d'grouss Vakanz? Ech kann et net soen, mee dat ass ganz kloer an däitlech eng Fro un Iech. Mir wäre frou, wa mer kéinten eng Strategie vun der Vaccinatioun kréien. En Zäitplang - ech weess, datt dat warscheinlech dat Schwieregst ass - froe mer och net onbedéngt, mee wa mer zumindest eng Strategie vun der Vaccinatioun kréichen a wéi d'Virbereedungsaarbechte lafe respektiv wéi d'Campagne d'explication un d'Leit virgesinn ass, fir esou eng Vaccinatioun ze maachen. A fir eis ass et evident, an ech soen dat, datt déi Vaccinatioun och soll gratis de Leit zur Verfügung gestallt ginn.

Iwwert d'Test-rapiden an iwwert d'Vaccinatiounen, Här President, ginn ech Iech och zwou Motiounen.

Mir sinn der Meenung, datt muss reagéiert ginn, datt muss haut reagéiert ginn, datt zousätzlech Moossname musse kommen. D'Zuele weisen dat. Dofir si mer och mam Prinzip vun dëse Moossnamen averstanen. Mir sinn der Meenung, datt d'Ekonomie, datt d'Schoul muss opbleiwen, wann och anescht muss opbleiwen. Mir sinn och der Meenung, datt Restriktiounen am soziale Liewen dofir noutwendeg sinn. Mee mir soen nach eng Kéier kloer: Dësen Text kënnt ze spéit, ass an eisen Aen net kohärent, ass technesch äusserst problematesch, ass net komplett, an dofir wäerte mer dergéint stëmmen!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la situation tendue actuellement dans les quatre Centres hospitaliers du Luxembourg ;

- considérant la hausse des hospitalisations des dernières semaines ;

- considérant le passage en phase 4 du plan de montée en charge des hôpitaux le 17 novembre 2020 ;

- considérant dès lors l'appel officiel aux hôpitaux à « déprogrammer toute intervention chirurgicale qui peut être décalée dans le temps sans entraîner des pertes de chance pour l'individu » ;

- rappelant la possibilité - selon l'OMS - d'une possible troisième vague de Covid-19 début 2021 en Europe,

invite le Gouvernement

- à instaurer le plus rapidement possible des « centres de soins Covid-19 » séparés dans le cadre d'une collaboration étroite des différents Centres hospitaliers ;

- à présenter un concept y relatif dans les meilleurs délais.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons ;

- considérant l'exception de la précitée fermeture au public pour les cantines scolaires et universitaires ;

- considérant que, malgré la proposition du Conseil d'État, les cantines des entreprises restent fermées jusqu'au 15 décembre,

invite le Gouvernement

- à exclure le plus rapidement possible et par analogie aux cantines scolaires et universitaires, aussi les cantines des entreprises de l'interdiction de l'article 3quater ;

- à intégrer des règles sanitaires claires et cohérentes tant pour les cantines des entreprises que pour les cantines scolaires et universitaires ;

- à assurer, dans tous les cas, des conditions sécurisées et dignes pour les différentes prises de repas des travailleurs.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la limitation actuelle des rassemblements à domicile à deux personnes d'un même ménage ;

- considérant l'avis du Conseil d'État et de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg en la matière ;

- considérant les manifestations d'incompréhension de plus en plus nombreuses dans l'opinion publique,

invite le Gouvernement

- à permettre le plus rapidement possible la possibilité d'une visite à domicile des personnes faisant partie d'un seul ménage ou qui cohabitent.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ne correspondent pas toujours à des critères objectifs et scientifiques ;

- considérant que l'amendement 4 du Projet de loi 7694 ne fournit, selon l'avis du Conseil d'État, « aucune explication sur les raisons pour lesquelles ce sont précisément ces sept activités qui sont prohibées »,

invite le Gouvernement

- à fournir des explications claires et cohérentes ainsi que les critères scientifiques étant à la base des choix ayant abouti aux précitées interdictions.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant la forte affluence dans de nombreuses villes, zones piétonnes et centres commerciaux du pays ;

- rappelant le risque d'infection élevé dans les zones à forte affluence,

invite le Gouvernement

- à rendre le plus rapidement possible le port du masque obligatoire dans les zones piétonnes ainsi que dans les zones à forte affluence afin de limiter la propagation du Covid-19.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant un manque de proportionnalité des peines dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19,

invite le Gouvernement

- à respecter le plus rapidement possible le principe de proportionnalité des peines pour infraction aux lois Covid-19 ;

- à renforcer les sanctions pour les personnes ne respectant pas leur mise en isolement.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant les zones grises dans la réglementation de la fréquentation maximale des centres commerciaux et des galeries du pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- rappelant le risque d'infection élevé dans toutes les zones à forte affluence,

invite le Gouvernement

- à mettre en place le plus rapidement possible des règles claires et uniformes relatives à la fréquentation maximale des commerces de détail, des galeries ainsi que des centres commerciaux ;

- à veiller à ce que des critères comparables et équitables en ce qui concerne la surface retenue pour fixer la précitée fréquentation maximale soient appliqués ;

- à lancer une étude d'évaluation objective de l'efficacité des mesures en question et à procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des mesures de protection et de prévention contre la pandémie du Covid-19 dans les transports publics ;

- considérant l'affluence notamment dans les transports scolaires,

invite le Gouvernement

- à présenter le plus rapidement possible des règles claires et compréhensibles pour l'utilisation des transports publics et scolaires en toute sécurité ;

- à renforcer les fréquences des transports publics en général et des transports scolaires en particulier ;

- à envisager - dans la mesure du possible - un système de décalage horaire dans les écoles du pays.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant la période présumée de validité des nouvelles mesures dans la lutte contre la pandémie Covid-19 jusqu'au 15 décembre 2020 (Amendement 12 relatif à l'Article 11),

invite le Gouvernement

- à informer dès à présent le public et la Chambre des Députés des critères sanitaires objectifs, scientifiques et chiffrés qui seront à la base des décisions du Gouvernement pour soit abandonner, continuer ou renforcer les restrictions en vigueur.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 pour surveiller l'évolution de la pandémie du Covid-19 ;

- considérant les améliorations considérables des précités tests ;

- considérant la livraison de quelque 900.000 tests rapides pour fin novembre,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre une stratégie intégrée pour l'utilisation et la distribution des tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 et ce avant le 30 novembre 2020.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance des vaccins anti-Covid pour combattre durablement la pandémie du Covid-19 ;

- considérant qu'une première livraison de vaccins anti-Covid de 45.000 doses est attendue pour la mi-décembre,

invite le Gouvernement

- à procéder à une distribution gratuite des différents vaccins anti-Covid en question ;

- à présenter une stratégie de vaccination à court et à moyen termes comprenant une priorisation claire et argumentée et ce jusqu'au 15 décembre 2020 ;

- à intégrer le médecin de famille en tant que consultant de confiance des patients dans la précitée stratégie.

(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, mir alleguerten heibannen, dat hoffen ech an donner sinn ech iwwerzeegt, hunn e gemeinsaamt Zil, net nëmmen haut de Mëtteg, mee och doriwwer eraus, an dat ass, eise Gesondheetssecteur ze entlaaschten an esou derfir ze suergen, dass niewent de Covidpatienten och allerguerten déi aner Patienten optimal kënnen an eise Spideeler betreit ginn.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- De Spriecher vun der CSV huet op eng Rei Inkohärenzen, Verfeelungen

higewisen, huet awer och Alternativen opgezeechent, en huet Propose gemaach. Mir wäerten eis déi natierlech elo an de Motiounen ukucken. Ech vergläichen dat mat eisem gemeinsame Wee, dem gemeinsame Wee, dee mer alleguerten zesummen, alleguerten d'Leit zesummen, amgaange sinn ze goe géint de Virus.

Jo, et ass richteg, vläicht, hätt schonn deen een oder anere virun e puer Deeg seng Wanderschong ugedoen, fir op deen dote Wee ze goen amplaz haut d'Lafschong, vläicht hätt een da schonn e puer Hürden, e puer Inkohärenzen an deem dote Fall kënne vermeiden. Vläicht wär een och scho méi fréi lénks ofgebéit oder riets ofgebéit. Dat wësse mer net. Mee eppes ass sécher: De Virus leet keng Paus an a mir alleguerte kënnen och keng Paus aleeën!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech denken, heibanne wäert keen - an och dobausse keen - an d'Luucht sprange vu Freed iwwert dat heite Gesetz. Jiddwer Eenzelne wäert een oder vläicht méi Punkte fir sech fannen, déi him an deenen nächsten dräi Wochen net passen. Mir kënnen et dréien a kéieren, wéi mer wëllen, dëst Gesetz ass en Aschnëtt an eis Fräiheeten. Et ass en Aschnëtt an eist Liewen. A jiddwer Eenzelne wäert déi nächst dräi Wochen op dat eent oder anert musse verzichten. Dat huet kee gär, awer et muss sinn.

Am Moment geet et net ëm deen Eenzelnen, mee et geet ëm eis alleguer. Et geet ëm d'Land. An et geet drëms, dat Richtegt ze maachen zum richtege Moment. Et geet drëms, Verantwortung ze iwwerhuelen an däser Kris. An d'Demokratesch Partei iwwerhëlt de Mëtteg hir Verantwortung.

An awer ass dëst dat Gesetz, dat mer elo brauchen: e Wellebriecher, fir derfir ze suergen, dass eis Spideeler an eist Gesondheetspersonal entlaascht ginn, dass si, déi säit Wochen a Méint mat ganz vill Asaz a mat ganz vill Courage alles gi fir d'Patienten, elo déi Hëllef kréien, déi se brauchen, fir net iwwerschwemmt ze ginn. A besonnesch, dass si selwer et um mënschleche Plang packen an net zesummebriechen.

Jo, et gëtt Leit, déi net verstinn, firwat se elo net kënne schwamme goen, dass se net kënnen an de Fitness goen. Ech hu Verständnis dofir. Et gëtt Leit, déi net verstinn, dass se elo net kënnen an den Theater, an de Kino goen. An et gëtt och Familljen, déi déi Situatiounen, déi mer elo déi nächst dräi Woche wäerten erliewen, net verstinn. Jo, mir mussen eis an de Familljen déi nächst dräi Wochen upassen.

(Brouhaha)

Mengt net, mir géifen dat heiten elo maachen einfach esou, well mer Loscht hunn, dat ze maachen. Mir maachen dat net aus gaieté de cœur. Mee de Grond ass ganz einfach: d'Solidaritéit mat an de Respekt virun all deene Leit, déi am Spidolswiese schaffen. Dat si mer hinnen elo schëlleg.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An de Klinicke si mer un eise Limitten ukomm, Limitten, déi mer net kënnen an net däerfen iwwerschreiden. Wa 50 % vun den Intensivbetter beluecht si mat Covidpatienten, da brauche mer eng Reserv fir all déi aner Urgencen. Mir brauchen eng Reserv fir Leit, déi mat engem Häerzinfarkt an d'Klinik kommen. Mir brauche Reserve fir Leit, déi mat engem Hireschlag an d'Klinik kommen. Dat si Saachen, déi geschéien zu Lëtzebuerg all Dag.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Och fir Leit, déi e schwéiert Aarbechtsaccident haten oder en Autosaccident. Mir brauche Better a Betreiung och fir déi Leit. A mir wëllen a mir kënnen eis keng Situatiounen erlaben, wéi mer se am Fréijoer an Italien erlieft hunn, wou Leit an de Spideeler hu missen ofgewise ginn. Dat wär moralesch net vertriebar.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech si mer bewosst, dass eis Kolleegen aus den Oppositiounsparteien dëst Gesetz net wäerte stëmmen. Dat hu mer an de Kommissiounssëtzunge verstanen. An de Kolleeg Marc Baum dohannen - ech hat de Mëtteg schonn d'Chance, mat em ze schwätzen - huet gëschter eent vu senge villen Argumenter, firwat dass en dat Gesetz hei net wäert stëmmen, an engem Post resuméiert an ech verstinn dat an ech respektéieren dat och. Ech respektéieren dat, awer mir, d'Majoritéit vun DP, LSAP an déi gréng, mir kënnen elo net no deem Eenzelne kucken. Nee, mir mussen nom Land kucken!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir wollten 2018 Verantwortung, mir kruten 2018 d'Verantwortung a mir iwwerhuelen d'Verantwortung. An dofir stëmmt d'DP haut de Mëtten dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Virus ass net fort. En huet eis iwwert de Summer vläicht e bëssen eng Paus gegënnt oder un der Nues erëmgefouert an en huet eis e Gefill vu falscher Sécherheet ginn. Elo ass en erëm iwwerall am Land present. D'Zuele sinn an de leschte Wochen an d'Luucht geschoss. Déi lescht Deeg erkennt een eng ganz, ganz liicht Tendenz no ënnen, mee si geet bei Wäitem net duer. Dofir ass elo de Moment, fir d'Handbrems ze zéien an erëm am Schrëttempo weiderzefueren. Dat ass fir vill Leit frustréierend. Ech hu Verständnis fir d'Leit. Mee et ass dee richtegen an am Moment och deen eenzege Choix. De Marathon, vun deem ech schonn esou oft hei uewe geschwat hunn, geet a seng nächst Phas.

D'Experten, déi ware sech alleguerten eens, dass eng zweet Well géif kommen. De Summer hu mer relativ gutt verkraft hei zu Lëtzebuerg an dofir, mengen ech, sinn och vill Leit duerch déi héich Infektiounszuelen am Hierscht elo richteg erféiert.

Natierlech gëtt et Erklärunge fir déi héich Infektiounszuelen. Am Summer gouf et manner Infektiounen, well d'Leit vläicht manner zirkuléiert sinn. Si waren am Congé collectif, si waren an de Vakanzen, si ware manner mobill. An dat huet et dem Virus méi schwéier gemaach, einfach eriwwerzesprangen. Bei guddem Wieder hu mer eis vill dobaussen opgehalen, an der fräscher Loft, do, wou d'Aerosollen net esou gutt kënnen iwwerdroe ginn. Elo, wou et kal an naass ass, hale mer eis vill méi dobannen op, wou de Virus sech an der Raumloft usammele kann. Hei gëllt: Wat méi Leit fir eng länger Zäit beienee sinn, wat den Infektiounsrisiko méi grouss gëtt.

Dat alles mécht de Kampf géint de Virus méi komplizéiert. An all Mesure - all Mesure! -, déi agefouert gëtt, huet onbeabsichtegt Konsequenzen, déi een a Betruecht muss zéien. E komplette Lockdown géif ville Betriber d'Genéck briechen an eiser Wirtschaft extreem schueden. A mir sollten net vergiessen, dass un all Betrib Existenzen hänken an Aarbechtsplazen hänken, déi verluer kéinte goen, wa mer elo ze radikal géifen duerchgräifen. Och déi mental Belaaschtung vun de Leit, déi hir Léifsten elo eng Zäitchen net kënne gesinn, musse mer berücksichtegen.

Ech mengen, mir sinn eis all bewosst, dass et e schwierege Balanceakt ass am Moment, e schwierege Balanceakt, dee vun der Politik verlaangt ass tëschent, op där enger Säit, der sanitärer Sécherheet an, op där anerer Säit, der Zukunft vun eise Betriber an der Zukunft vun alleguerten deene Leit, déi do schaffen.

Dofir ënnerstëtze mer d'Virgeeënsweis vun der Regierung, well se net einfach elo a Panik an a blannen Aktionismus verfält, mee op eng verantwortlech Manéier, op Fakte baséierend dem Virus Barriären an de Wee stellt.

Déi éischt Barriären, a Form vum Couvre-feu a vun der Limitatioun vun de Persounen, déi een däerf begéinen, hunn d'Zirkulatioun vum Virus ausgebremst, awer net erofgedréckt. Nom Akraafttriede vun dëse Mesuren hunn d'Experten d'Infektiounszuelen an d'Occupatioun vun de Better an eise Klinicke streng ënnert d'Lupp geholl, fir séier reagéieren ze kënnen. An eise Gesondheetssystem stéisst u seng Grenzen. Fir dass et besser gëtt, musse mer also zousätzlech Barriären opriichten, well och wa mer de Virus ausgebremst hunn, krute mer en net gestoppt. D'Infektiounszuele si weider héich. An dofir musse mir haut handelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, et gëtt keng Mesure, déi jiddwereen hei am Land wäert zefriddestellen. De Premierminister huet et a sengem Bréif un d'Bierger vu Lëtzebuerg ganz richteg gesot: Et gëtt keng honnertprozenteg Gerechtegkeet bei de Reegelen an Niewewierkunge sinn och leider net auszeschléissen. Mee mir mussen elo nees méi streng Mesuren aféieren, well eis Capacitéiten un hir Grenze stoussen, och well erëm méi eeler Leit a méi vulnerabel Leit sech infizéieren an erkranken.

D'Ekippe vum Contacttracing hunn et bei däser Mass u Fäll schwéier, fir alleguerten d'Kontakter séier ze identifizéieren an domadder d'Infektiounsketten ze ënnerbriechen. Eist Gesondheets- a Fleegepersonal ass zënter aacht Méint onermiddlech am Asaz - trotz Infektiounen a sengen eegene Reien, déi de Personalmangel an d'Aarbechtsbelaaschtung nach verstäerken. Den Haaptbut vun alleguerten de sanitäre Mesuren ass et awer ëmmer gewiescht, dass de Gesondheetssecteur net iwwerlaascht gëtt. Eis Spideeler sinn, an et ass schonn ugeklongen, elo an der Phas 4. Si verleeën also nees Agrëff oder Prise-en-chargen, déi net essenziell sinn. Dat ass e Signal fir eis, fir elo ze reagéieren.

Dëst Gesetz ass eise Wellebriecher. Et wäert eis hëllefen, net iwwerschwemmt ze ginn a gläichzäiteg e komplette Lockdown ze evitéieren. Mir wëllen heimadder mat Sécherheet kee bestrofen a mir wëllen och an däser Situatioun keng Scholdzouweisunge maachen.

Wéi ech virdru schonn erkläert hunn, si vill Facteuren zesummekomm, déi eng Verbreedung méi warscheinlech gemaach hunn. An dass d'Infektiounen zënter Enn Oktober net nach weider exponentiell an d'Luucht gaange sinn, dat weist, dass awer ganz vill Leit matgeholl hunn an dass awer ganz vill Leit sech un d'Mesurë vu virun engem Mount halen a gehalen hunn.

Mee mir alleguer mussen nach méi virsiichteg sinn an eis solidaresch weisen. Et féiert leider kee Wee derlaanscht, de physesche Kontakt tëschent de Leit erëm op en absolutte Minimum ze reduzéieren. Well mer awer och wëssen, wéi wichteg de soziale Kontakt ass, kann een zwar manner, mee ëmmerhin nach zwou Persoune bei sech heem invitéieren. All Kontakt, deen net muss sinn, sollte mer am Moment ënnerloossen. De Mot d'ordre ass erëm: Bleift doheem!

A wa mer vläicht an dräi Wochen hei stinn a mir gesinn, dass déi Mesurë gegraff hunn - ech schwätzen net fir mech eleng, mee ech erlabe mer, fir d'Kolleegen aus der Santéskommissioun ze schwätzen -, ech mengen, dass da kee sech wäert dru stéieren, dass mer d'Wuert „ménage" erëm an den Text eranhuelen.

Net essenziell Commercë wéi Kinoen, Casinoen, Schwämme gi bis de 15. Dezember zougemaach. Trotzdeem huet d'Regierung probéiert, en akzeptabelen Equiliber ze fannen, andeems souwuel de Schoulsport wéi och de Sport op medezinnesch Ordonnance weider zougelooss sinn. Anescht wéi am Fréijoer, wou mer e komplette Lockdown hu mussen aféieren, soll et och méiglech bleiwen, verschidde kulturell Offere weider an Usproch ze huelen, zum Beispill d'Muséeën an d'Bibliothéiken.

D'Gastronomie, déi et schonn am Fréijoer ganz haart getraff huet, huet et och dës Kéier schwéier. Mee mir komme leider net derlaanscht, d'Restauranten an d'Caféen nees zouzemaachen. Et ass eng vun de wéinege Plazen, wou Leit, och aus ënnerschiddleche Clusteren, fir eng laang Zäit ouni Mask beieneesëtzen. Dës Vermëschung vu Clusteren ass e Facteur, deen dem Virus dobäi hëlleft, sech méi séier ze verbreeden. Wann och déi allermeescht Betriber sech vill Méi ginn hu, fir d'sanitär Mesuren anzehalen, sou kann een awer näischt dorun änneren, dass ee beim Iessen oder beim Drénken d'Mask ausdoe muss. An der aktueller Situatioun ass dat en Infektiounsrisiko, dee mer leider net méi kënnen a Kaf huelen.

D'Regierung léisst awer och dës Kéier kee Betrib am Stach an huet zousätzlech Aidë versprach an och eng Verlängerung vum Chômage partiel bis de Juni 2021. D'Liwwerdéngschter an d'Takeout-Servicer, déi bleiwe wéi am Abrëll weider méiglech. An ech leeë jiddwerengem heibannen an och dobaussen un d'Häerz, seng lokal Restaurateuren esou gutt et geet ze ënnerstëtzen an hir Servicer an Usproch ze huelen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech sinn iwwerdeems der Meenung, dass déi richteg Decisioun geholl ginn ass, fir d'Schoulkantinnen opzeloossen. Hei muss een nämlech bedenken, dass d'Schoulkantin fir vill Kanner déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir am Dag eng waarm Moolzecht ze kréien.

A mir mussen och un d'Perspektive vun eise Kanner denken.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech ginn dem Här Wiseler an deem dote Punkt honnertprozenteg Recht: Et ass keng Optioun, fir d'Schoulen zouzemaachen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'Kanner gi manner oft schwéier krank vum Coronavirus. Mee se hunn awer gelidden, wéi d'Schoulen hir Dieren zougemaach hunn! Den Homeschooling huet zwar gutt fonctionéiert, awer näischt ersetzt de soziale Kontakt mat Gläichaltregen, deen d'Kanner fir eng gesond Entwécklung brauchen.

Och an der Schoul wäert et zu weideren Upassunge kommen. Och dat huet den Här Wiseler ugeschnidden. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet ugekënnegt, dass ab dem nächste Méindeg geswitcht gëtt: An den héije Klassen an de Lycéeë landeswäit fuere mer erëm mat A- a B-Gruppen, an dat an de Klasse vu Quatrième, Troisième an Deuxième. Ech denken, dass dat kohärent ass mat der Analys vun de leschte Fallzuelen an der Schoul. Et gëtt nämlech am Moment eng méi héich Prevalenz bei méi ale Schüler.

An deem Kontext wëll ech awer och drun erënneren, dass ab der leschter Woch mobill Testekippen uechtert d'Land am Asaz sinn, fir d'Schüler an d'Enseignanten op der Plaz, also an der Schoul, a wärend de Schoulstonnen ze testen. Sou kënne mer eng 700 bis 800 Tester pro Dag maachen. Dat entlaascht enorm eis Testzentren. An et ass natierlech méi komfortabel fir déi Betraffen. Si brauche weeder e Rendez-vous nach musse se sech deplacéieren. Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. An och d'Verschécke vun den Testordonnancë fir d'Schüler gëtt elo vun de Servicer vun der Educatioun assuréiert. Ech mengen, dat wäert nach eng Kéier derzou bäidroen, d'Prozedure méi séier a méi effikass ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätze vill vum Virus a mir schwätzen net genuch vun de Mënschen, déi ënnert der Pandemie leiden. Ech denken natierlech un d'Famillje vun den Affer an éischter Instanz, an awer och denken ech un all Mënsch, dee mental an däser Situatioun ze kämpfen huet: Mënschen, déi Depressiounen entwéckelen, well se ganz vill eleng sinn a permanent mat schlechten Nouvellë konfrontéiert ginn; Mënschen, déi sech Suerge maachen ëm hir Zukunft; Mënschen, Independanten, Geschäftsleit, déi net méi wëssen, ob se muer nach eng Liewensgrondlag hunn.

A Krisenzäite sinn et oft déi Schwächst an eiser Gesellschaft, déi am meeschte leiden. Dës Regierung léisst dat net zou. An de Premier huet et d'lescht Woch annoncéiert - an ech fannen, dass et eng wichteg Annonce ass! -: Och an dësen Zäiten, oder vläicht grad an dësen Zäiten, ginn de Mindestloun an de REVIS, déi zwee, ëm 2,8 % gehéicht. Zousätzlech dozou gëtt d'Allocation de vie chère nohalteg ëm 10 % gehéicht, nodeems se schonn d'lescht Joer verduebelt gi war. Ech mengen, et ass an dësen Zäiten ee ganz, ganz wichtegt Signal, dass mir keen am Ree stoe loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Natierlech däerfe mer an däser Rechnung net déi concernéiert Betriber vergiessen, déi de Mindestloun ausbezuelen. Déi Secteuren, déi besonnesch betraff sinn, kréie mat enger zousätzlecher Hëllef vum Staat ënnert d'Äerm gegraff a Form vu 500 Euro pro Salarié, deen elo déi Erhéijung vum Mindestloun kritt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, am Ufank vun der Pandemie ass ganz vill geschwat gi vu "flatten the curve". Dëse Saz ass och elo erëm oder muss och elo erëm eise Mantra ginn. Et gëllt erëm, op d'Zänn ze bäissen an duerchzehalen, bis mer geschwënn e Vaccin hunn, deen disponibel ass. Loosst eis alleguerten dee Liichtbléck um Enn vum Tunnel am A behalen! Dee Liichtbléck um Enn vum Tunnel, fir aus där Situatioun, an där mer alleguerten zesumme sinn, erauszekommen!

Deen éischte Lockdown hu mer mat vill Kreativitéit an Upassungsvermëigen iwwerstanen. Ech erënneren un den Teletravail, den Homeschooling. Et konnt weider produktiv geschafft ginn. Iwwer Videochats huet ee Frënn a Kolleege gesinn. Et konnt ee souguer interaktiv Evenementer virtuell genéissen. Mir hunn et eemol gepackt a mir packen et och eng zweete Kéier. Alt nees heescht et: Bleift doheem! Ech mengen, bei dësem kale sabbelege Wieder fält dat eis op d'mannst net méi gradesou schwéier wéi am Fréijoer.

Kolleeginnen a Kolleegen, heimadder ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Frankräich: Confinement total säit dem 30. Oktober, den zweete Confinement an dësem Joer. Ausgangsspär, wou ee maximal ee Kilometer vun doheem ewech dierf, ausser a ganz spezielle Fäll. Erliichterunge sinn elo ab dem 28. November méiglech, wou een dann 20 Kilometer vun doheem ewech däerf. Geschäfter zou säit dem 30. Oktober. Déi dierfen elo erëm opmaachen. Kinoen an Theatere bleiwen zou bis de 15. Dezember. Restauranten a Schoule bleiwen zou bis den 20. Januar.

No der Ausgangsspär kënnt dann e Couvre-feu ab dem 15. Dezember vun 21.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies. An och Erliichterunge sollen et nach ab dem 20. Januar ginn, dat also an zwee Méint.

Däitschland: Theateren, Operen, Concertssäll säit dem 1. November zou, gradesou wéi de Fräizäit- an Amateurberäich am Sport, d'Schwämmen och. De ganze Gastronomieberäich ass zou. De Grousshandel an d'Schoule bleiwen awer op.

D'Belsch: säit dem 2. November Confinement fir annerhallwe Mount, an der Wallonie e Couvre-feu vun 22.00 Auer bis 6.00 Auer. Eng Persoun, déi net am Stot wunnt, dierf op Besuch kommen. Leit, déi aleng wunnen, dierfen zwee Leit op Besuch kréien, awer net zum selwechte Moment. D'Commercë sinn zou, d'Gastronomie och, d'Coifferen och - manner wichteg fir mech, mee fir anerer. D'Schoule ware bis den 13. November zou, funktionéieren awer erëm säit dem 16. November.

Lëtzebuerg: Bis elo waren d'Geschäfter all op. D'Restauranten an d'Cafeë waren all op. D'Schoule sinn all op. D'Theateren, d'Kinoen, d'Muséeën, d'Bibliothéike waren all op. Et gouf kee Confinement,

mee eng Ausgangsspär, e Couvre-feu vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer.

Mat deene Mesuren, déi mer geholl hunn, hu mer eis Zuele stabiliséiert kritt. Mir sinn net méi no uewe gaangen. D'Mesuren hunn also gegraff an d'Hoffnung war grouss. An d'Hoffnung war och berechtegt, dass d'Zuelen nach kéinten erofgoen, obwuel mer net esou streng Mesurë geholl hu wéi eis Nopeschlänner.

D'Zuele sinn awer leider net erofgaangen. An dofir ass och elo de Moment, fir déi Mesuren ze huelen, déi mer haut hei stëmmen. Well Lëtzebuerg ass keng Insel. Och wann een heiansdo mengt, wann een dobaussen de Leit nolauschtert oder liest, wat se schreiwen, mir wären eng Insel.

Haut stëmme mir hei nei Mesuren, fir dem Virus, deen eis säit Méint beschäftegt an deen eis alleguer kräfteg op de Geescht geet, Meeschter ze ginn, oder zumindest emol, fir en am Zam ze behalen. Dat ass keen einfache Schratt, wat mer haut hei maachen. An dofir fannen ech et och richteg, datt een dee Schratt esou laang wéi méiglech erausgezögert huet.

An, jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi gären zou: Et ass net alles kohärent, an dat ass och ganz normal esou. Well wann een an esou ville Beräicher Restriktioune mécht, wann een an esou ville Beräicher intervenéiert, da kann et zu Inkohärenze kommen. An ech fannen et och normal, dass een dat vun der Oppositioun gesot kritt. Dat ass hiert Recht an dat ass och hir Flicht.

Jo, et kann een iwwert déi eng oder déi aner Mesure diskutéieren. An dat ass net nëmme bei den Oppositiounsparteien esou, mee dat ass och bei de Majoritéitsparteien esou gewiescht. Mee kommt, mir vergiessen hei awer net, ëm wat et schlussendlech geet: Wann d'Zuelen an eise Spideeler weider esou héich bleiwen, da packt d'Personal déi Aarbecht net méi!

■ **Une voix**.- Richteg!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Wann d'Zuelen nach méi an d'Luucht ginn, da klappt dee System do zesummen.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Richteg!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- A mir sti virun engem Kollaps, dee ganz grav Konsequenzen huet fir se alleguer - fir eis alleguer, eis all.

An opgrond vun dëser Feststellung géif ech mech awer wierklech freeën, wa jidderee seng Kriticken zu der Demarche vun der Regierung op hir Verhältnisméissegkeet géif préiwen. D'Regierung proposéiert hei Mesuren, duerch déi mer, no der Erfarung vun deene leschte Méint an och dem Beispill vun de Länner ronderëm eis no, dee gréissten Impakt erwaarden, mat deenen d'Resultat am beschte fir eis all wäert sinn.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, fir nämlech all Inkohärenz aus dem Wee ze goen, gëtt et just ee Moyen, an dat ass de komplette Lockdown. Alles geet zou: D'Schoule ginn zou, d'Geschäfter ginn zou, kee soziale Kontakt méi. D'Restriktioune ginn nach vill méi streng, esou wéi dat an eisen Nopeschlänner war, mat alle Konsequenzen, déi dat dann och huet.

Wëlle mer dat? Wann d'Äntwert „nee" ass, ass et dann net besser, déi eng oder déi aner Inkohärenz a Kaf ze huelen an dann awer en Deel vun eisem Liewe kënne bäizebehalen?

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Mir haten Diskussiounen an der Santéskommissioun iwwert déi zwee Leit an engem Stot, déi elo op Besuch kënne kommen. An déi waren zum Deel, muss ech éierlech soen, penibel. „Elo duerfen déi zwee Leit", esou ass gesot ginn, „bei fënnef Leit op Besuch goen, mee ëmgedréit geet dat net. Déi fënnef Leit dierfen net bei déi zwee Leit op Besuch kommen, dat geet dach net! Dat ass dach inkohärent! Wéi kann een nëmmen esou eppes maachen?"

An ech muss soen: Wien esou argumentéiert, deen huet d'Situatioun awer nu wierklech net richteg verstanen. Well et geet hei net drëms, fir dräi Wochen all Kontakt, dee méiglech ass, ze erhalen. Mee et geet drëms, all Kontakt ze evitéieren! An dat ass dach net esou schwéier ze verstoen!

A wann dann awer d'Mamm, de Papp, de Bopi an d'Bomi an d'Tatta an de Monni aleng doheem wunnen, da sollt et méiglech sinn, dass een awer nach Besuch ka kréien. An dofir stinn déi zwee Leit am Gesetz. Et geet net drëms, dass mer elo zu fënnef beieneen op Besuch ginn an dat och andauernd weidermaachen. Nee! Wann een dat net versteet, dann huet een d'Gravitéit vun der Situatioun wierklech net erkannt.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- „Reduzéiert Är Kontakter!", „Wann s de deng Famill gären hues, da schütz se an hal Distanz!" An dat ass jo awer net esou schwéier ze verstoen.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Also, et gëtt vill Situatiounen, wou dat do net klappt, wat Der sot.

(Brouhaha)

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- An am Commerce?

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- „An am Commerce?"? Dat heescht, op Är Ausso hin, Madamm Hansen, Dir hätt gär, dass alles zougemaach gëtt! Ech kommen awer nach gären dorobber ze schwätzen.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Nee, mir hu kloer Proposen gemaach!

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Nee, mir hätte gär, datt Der iwwerall konsequent wäert.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Hutt Der d'Proposen net gelies?

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Ech kommen nach gären dorobber ze schwätzen. Ech hunn do e flott Beispill vun Iech, Madamm Hansen. Dat ass ganz, ganz schéin.

(Brouhaha)

De Besuch, Dir Dammen an Dir Hären, dee muss d'Ausnam sinn an dëse Wochen, déi elo kommen. Mee mir wëllen awer verhënneren, dass déi Leit, déi aleng doheem sinn, vereinsamen, an duerfir sinn déi zwee Leit op Besuch och do. An den Tracing, dee weist et: Och wann a ville Fäll net méi kann novollzu ginn, wou sech d'Leit ugestach hunn - bei 40 %, net bei deene meeschten -, esou kann ee bei deenen, wou een dës Informatioun huet, mat Ofstand dee gréissten Deel vun den Ustiechungen am privaten a familiäre Beräich fannen.

Dorauser kann een also schléissen, an dofir muss een elo net e grousse Wëssenschaftler sinn, dass eng staark Aschränkung vun deene Kontakter zu enger Reduktioun vun den Neiinfektioune ka féieren.

Et geet also hei net drëms, all d'Fräiheeten, déi d'Gesetz engem gëtt, bis zum Schluss auszereizen. Bleif doheem, limitéier deng Kontakter! An och wann der iwwert d'Gesetz méi zousteet, bleif awer doheem!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Mir hunn iwwert d'Kantinnen diskutéiert. D'Schoulkantinne bleiwen op. An de Gilles Baum huet et hei richteg gesot: Et ass fir vill Kanner déi eenzeg waarm Moolzecht, déi se kënne kréien. An d'Kantinnen an den Entreprisen, déi mussen zoumaachen. Glécklech emol iwwerhaapt déi Entreprisen, déi eng Kantin hunn! Et gëtt der vill, déi keng hunn.

(Interruptions)

A wann een d'Diskussiounen an der Kommissioun matkritt huet, da kann ee sech d'Fro stellen, wéi alleguer déi Leit aus deenen Entreprisen, déi keng Kantin hunn, bis elo iwwerlieft hunn! Well heiansdo hat een d'Impressioun an der Kommissioun, wéi wann et hei ëm d'Iwwerliewe vun de Leit géif goen, dass déi elo näischt méi z'iesse kréichen. Ma ech si frou, dass et awer elo esou ass, dass ...

(Brouhaha)

... och d'Entreprisëkantinnen en Takeout kënnen organiséieren an dass mer elo net responsabel si fir den Hongerdoud vun all deene Mataarbechter.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Also, Dir maacht zwar do de Geck mat Saachen, bei deenen Der besser hätt, net de Geck ze maachen. Awer wierklech net!

(Brouhaha)

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Well d'Zil ass et, an deenen nächsten dräi Wochen esou wäitgeeënd wéi méiglech ze verhënneren, dass Leit, déi net an engem Stot liewen, a gréissere Gruppen zesummen iessen, ouni eng Distanz vun zwee Meter anzehalen, vu dass ee beim Iessen noutgedronge seng Mask ausdeet.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Nee, herno eréischt froen, Här Roth, wann Der dat wollt froen, mee den Här President kann Iech awer gären drop äntwerten.

De Probleem ass also éischter déi Plaz, wou d'Leit normalerweis zesummekomme fir z'iessen, ob dat, am Fall vu Kantinnen, e Refectoire ass oder, bei klenge Betriber, eeben eng Kichen, oder och soss Plaze sinn, wou d'Leit sech an normalen Zäiten zesummesetze fir z'iessen. An do gëtt et jo den Explikatioune vun der Gesondheetsministesch no, wann Der gutt nogelauschtert hutt, Recommandatioune fir d'Betriber, déi an deene kommende Woche jee no Situatioun musse kucken, wéi se dee Probleem konkreet kënne léisen, fir hirem Personal alternativ Méiglechkeeten ze bidden, déi mat de Recommandatioune vereinbar sinn. Et huet jo definitiv kee Betrib en Interêt dorunner, dass seng Mataarbechter krank ginn.

Jo, mir maachen eng Ausnam fir d'Schoulkantinnen. A generell bezitt sech e groussen Deel vun den Ausnamen, déi an dësem Gesetz festgehale ginn, op de Beräich vun der Schoul, der Maison relais a vun den Aktivitéite vu Kanner a vu Jugendlechen. Et ass e klore politesche Choix, fir grad dee Beräich net esou staark anzeschränke wéi all déi aner. D'Oploosse vun de Schoulkantinnen ass kloer an deem Kontext ze gesinn a mir stinn och dozou.

An dann zum Horeca-Beräich: Jo, dee Lockdown, deen ass fir dee Secteur extreem haart. Vill Betriber an deem Beräich hu sech ganz vill Méi ginn, fir all d'Recommandatiounen ëmzesetzen. Et kann een novollzéien, dass si et als ongerecht empfannen, dass si elo mussen zoumaachen an d'Geschäfter net. Dofir ass et och wichteg, dass déi Hëllefen, déi versprach sinn, och ganz séier kommen.

Et bleift awer, dass Leit, déi an de Restaurant ginn, iwwer eng länger Zäit ouni Mask no beieneesëtzen, wat an engem Kleedergeschäft awer zum Beispill net de Fall ass. Et muss een der Regierung zeguttstalen, dass se sou laang wéi méiglech probéiert huet, déi sanitär Situatioun ze redresséieren, ouni dës Mesure mussen ze huelen. Mee dat ass awer elo leider net de Fall. Et ass leider net duergaangen an duerfir muss se haut geholl ginn.

An engem „Tageblatt"-Artikel, do werft d'Madamm Hansen der Regierung Inkohärenz vir, well se engersäits ouni klore Beweis, dass d'Leit sech an de Restauranten an an de Cafféë géifen ustiechen, dëse Secteur elo zouméicht an anerersäits déi aner Geschäfter opléisst.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Nee, nee, nee!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Ben, ech liesen dat ... Ech hunn dat gelies, wat am „Tageblatt" stoung, Madamm Hansen ...

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Fait personnel!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Et ass jo schonn oft hei zitéiert gi vun Iech. Do war et nach ëmmer richteg. Dann ass et och dës Kéier richteg!

(Hilarité)

Dobäi ass et dann net ganz kloer, ob d'CSV der Meenung ass, dass een d'Geschäfter amplaz vum Horeca-Secteur hätt sollen zoumaachen oder dass een alles oploosse soll, wann een net genau beleeë kann, ...

■ **Une voix**.- Richteg!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- … dass d'Leit sech op där enger Plaz méi heefeg ustieche wéi op enger anerer.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Also wann Der mer nogelauschtert hätt, hätt Der kloer d'Äntwerte gehéiert!

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Här President, intervenéiert emol do!

(Brouhaha)

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Vu dass d'CSV awer seet, generell hätt d'Regierung scho vill méi fréi misse reagéieren, bedeit dat fir mech wuel éischter, dass d'CSV vill méi fréi souwuel den Horeca-Secteur wéi och déi aner net essenziell Commercen hätt wëllen zoumaachen. A wann Der dat scho virdrun hätt wëlle maachen, ma firwat hutt Der eis dat dann net gesot?! Dir hätt dat jo kënnen hei ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Engel, wannechgelift, d'Madamm Hansen wëllt Iech direkt interpelléieren!

(Brouhaha)

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Fait personnel.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Madamm Hansen!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Merci, Här President.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Jo, also e Fait personnel kann een och no der Ried maachen. Mee well Dir et sidd, maachen ech awer elo eng Ausnam.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Merci, Här Engel.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Gären.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Dir hutt gesot, mir hätte gefuerdert - oder ech hätt gefuerdert -, datt d'Geschäfter sollen zougemaach ginn. Dat hunn ech net gefuerdert! Ech hu gesot: „Et geet net, datt een op där enger Säit d'Restauranten an d'Caféen zouméicht an op där anerer Säit de Commerce esou lafe léisst, wéi en elo leeft." An dat hu mer de leschte Weekend gesinn an der Stad - oder net nëmmen an der Stad - an dofir bräichte mer do ganz kloer ...

(Interruption)

Pardon?

... dofir bräichte mer do ganz kloer Reegelen. Ech hunn net gesot: „zoumaachen", mee: „ganz kloer Reegelen"! An an deem Sënn huet den Här Wiseler och eng Motioun hannerluecht. Mir soen net: „zoumaachen"!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Wuert geet zréck un den Här Engel, an nëmmen un den Här Engel!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Är Interventioun elo war ongeféier esou kloer wéi den Interview am „Tageblatt".

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Mat dem Zoumaachen - sou, wéi dat da warscheinlech vun der CSV gefrot gi wär, wa se de Mumm gehat hätten, dat och scho virdrun ze soen -, domat wäre mer effektiv en ligne gewiescht mat eisen Nopeschlänner, déi vill méi fréi e richtege Lockdown gemaach hunn. Mee ob d'Akzeptanz dovunner an eise Betriber, Geschäfter a bei de Leit da méi grouss gewiescht wär, dat woen ech ze bezweifelen. An dat ass och, mengen ech, de Problem hei vun der Oppositioun, awer haaptsächlech - fannen ech - vun der CSV am Allgemengen, well si wëlle sech hei Liebkind bei jiddwerengem maachen, a genau dofir gëtt d'CSV och net méi seriö geholl.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Also Dir hutt déi Ried do geschriwwen, mee Dir hutt net gelauschtert, wat mer proposéiert hunn, well soss hätt Der se missen änneren.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- An dann dat ...

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Mir loossen eis jo awer net andauernd falsch Wierder an de Mond leeën!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- An dann dat ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Dat hu mir jo guer net gesot!

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Dir hutt ganz Recht, Här Engel!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert, a soss keen!

■ **Une voix**.- Lächerlech!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- An dann dat Geklos, dass d'Oppositioun net matagebonne wier: Säit dem 17. November läit dee Projet de loi elo zur Mataarbecht bereet - do kann ee sech wierklech net bekloen, et hätt een net dierfe matschaffen -, an da muss een och mat konkreete Propose kommen! An et geet net duer, dass ee seet: „Mir hätte gär Maskeflicht iwwerall!", wéi wann dat de Problem géif léisen. Et gëtt dofir e groussen Ënnerscheed tëschent der Majoritéit an der Oppositioun, Dir Dammen an Dir Hären: D'Majoritéitsparteien, déi hu sech missen op eng Meenung eenegen, an dat hu se och gemaach, an d'Oppositiounsparteien, déi kënnen aus ënnerschiddleche Grënn fir oder géint e Projet sinn.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Et si jo och ënnerschiddlech Parteien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Jo, jo, dat ass och gutt! Mee an der Majoritéit sinn och ënnerschiddlech Parteien, Här Baum!

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Jo, mee ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Dat misst ee sech mol awer vläicht eng Kéier ...

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- D'Oppositioun huet keng ...

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Jo, mee Dir sidd awer zesummen an der Majoritéit!

(Hilarité)

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- A wann et dann heescht: „D'Oppositioun" - sou gëtt dat jo ëmmer no baussen hin duergestallt - „stëmmt geschlosse géint dee Projet", dann heescht dat nach laang net, datt d'Oppositioun sech eens ass, ...

(Interruption)

... andeems se nei, aner a besser Propose mécht, mee et heescht just, dass se dergéint ass, ...

(Interruption)

... dass se géint d'Positioun vun der Majoritéit ass. Dat ass den Eenzegt, wou se sech eens sinn: Si sinn dergéint.

Déi eng wëllen am léifsten, wann iwwerhaapt, nëmme ganz duuss Mesuren huelen an op kee Fall an de Privatberäich vun de Leit andréngen. Si wëllen déi vulnerabel Persoune geziilt schützen. Cibléiert Moossname wëlle se huelen a virun allem eis eeler Leit schützen - wéi wann net jiddwereen heibannen dat wéilt. Si bleiwen awer dann, no deene schéine Wierder, bei der Theorie stoen a ginn dann och net emol en Usaz vun enger konkreeter Moossnam präis. Wat wëllt d'ADR da konkreet maachen, fir déi vulnerabel Leit ze schützen? Ech fäerten, dat heescht, dass mer déi Leit missten aspären an hiren Altersheimer an dass hinnen all Kontakt mat der Famill géif verbuede ginn. A mir wëllen dat als Majoritéitsparteien eebe grad net! Dat wëlle mir net!

(Brouhaha)

Wann dat d'Positioun vun der ADR wär, da musse se dat och hei vertrieden!

(Brouhaha)

Déi aner, déi wëllen d'Maskeflicht, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, vläicht herno!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, herno!

... déi aner - Dir sidd net d'Madamm Hansen! -, déi aner, wéi d'CSV, déi wëllen d'Maskeflicht iwwerall, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, dat ass och richteg, ech sinn et och net!

... d'Maskeflicht, déi de facto haut scho besteet, wa méi wéi véier Leit beienee sinn, déi awer leider net ëmmer agehale gëtt - do ginn ech lech vollkomme Recht! -, wéi mer dat d'leschte Kéier jo och an der Stad konnte gesinn. Mee och do kann ee sech d'Fro stellen, wéi et mat der Kohärenz ass. Wann ech eleng mat mengem Hond duerch de Bësch spadséiere ginn, firwat muss ech dann do eng Mask unhunn? Ech géif lech gären héieren, wéi Der gejaut hätt, wat do d'Kohärenz ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat steet guer net an der Motioun dran!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wat do d'Kohärenz ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn dat jo och net gefrot, Dir sot dat just! Dir sot dat einfach!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ass de Bësch an der Innestad, oder ass do eng Foussgängerzon?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Oder: nach méi Bussen a Buschaufferen! - woubäi mer och nach musse kucken, ob mer Bussen erbäikréien, wat, mengen ech, nach méiglech wär. Mee laut mengen Informatioune kéint et éischter bei de Human Ressources, bei de Buschaufferen, haperen, déi aktuell net um Marché sinn, well se elo scho beim TICE a bei der CFL asprangen an do wäertvoll Hëllef leeschten, fir datt eisen ëffentlechen Transport iwwerhaapt nach funktionéiere kann. Wann dat sollt eng Pist sinn, da sollt een dat analyséieren.

Ech ginn do der Propos Recht - d'CSV, mengen ech, hat déi d'leschte Kéier gemaach, an ech fannen dat eng gutt Propos -, datt näischt soll ënnerlooss ginn, fir déi Situatioun ze verbesseren. Ech si mer do och net ze schued, fir meng Ausso, déi ech virun e puer Deeg hei gemaach hunn, zréckzehuelen, dass mer keng Bussen a keng Chaufferen hätten; wann der do wären, da soll een dobber zréckgräifen. Dat war dee Moment nämlech de Stand vu mengen Informatiounen, deen ech awer ganz gär revidéieren, well wann et do zousätzlech Elementer gëtt, déi ech dee Moment net wousst, da soll een dat nach eng Kéier kucken.

Ënnerstëtze wéilt ech och d'Propos vun déi Lénk vun der leschter Woch - fir beim ëffentlechen Transport ze bleiwen -, dass mer do Desinfektiounsapparater zur Verfügung stelle sollen. Dat, mengen ech, wär eng gutt Saach.

Et ass awer e politesche Choix, doriwwer eraus zum Beispill d'Zuel vun de Voyageuren net staark ze begrenzen an déi, déi da keng Plaz méi kréichen, op der Haltestell stoen ze loossen. Et soll een net vergiessen, dass vill Leit einfach op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir op d'Aarbecht oder an d'Schoul ze kommen. Dat ass en essentiellen ëffentleche Service, an dee musse mer oprechterhalen! Aner Parteie ginn dat méi philosophesch un, wat och eng interessant Approche ass, mee wat de Kär awer net trëfft, well de Virus sech net esou vill vun der Philosophie beandrocke léisst.

A well et dach einfach ass, Nee ze soen, an dat fir mech awer aus zimmlech fadenscheinege Grënn, a wann d'Inkohärenzen d'Ursaach solle sinn, firwat datt een Nee seet, da géif ech all den Oppositiounsparteien awer gäre follgend Froe stellen - an ech hu lo zum Deel Äntwerte kritt vum Här Wiseler, dat ass richteg, mee déi aner Oppositiounsparteie kënnen dat jo dann och beäntwerten: Si si dann der Meenung, dass nei Mesuren iwwerhaapt noutwendeg sinn? Si se der Meenung, dass mer d'Butteker an d'Chantieren, sou wéi am éischte Lockdown, sollen zoumaachen? Si se der Meenung, datt d'Schoulen an d'Maison-relaise mussen zougemaach ginn? Oder solle mer alles oploossen, ouni Restriktiounen, ouni Agrëff an d'Fräiheeten?

Dir Dammen an Dir Hären, d'Majoritéitsparteien hunn eng kloer Meenung an déi hu se an dësem Gesetz formuléiert, an dofir stëmme mer dëst Gesetz och. D'Oppositioun bleift eis do eng Äntwert schëlleg an ech hunn e bëssen d'Impressioun, dass sech hei laanscht d'Verantwortung gedréckt gëtt. Hannert dem Argument vun de Widdersprëch verstoppt sech awer och e bëssen Opportunismus an och zum Deel net wëlle Faarf bekennen: Well hei op der Well vun den Onzefriddene wëllen ze surfen, vun deenen déi eng méi Restriktiounen an déi aner de Contraire wëllen, ech mengen, datt déi Demarche do net opgeet.

An ech loosse mech hei och net beiere vun de Commentairen op de soziale Reseauen an och soss Commentairen. Ech si gläich fäerdeg, Här President. D'Mesuren, déi geholl goufen, an och déi nei Mesuren, déi fanne groussen Uklang bei de Leit dobaussen. Si hunn, am Géigesaz zu enger ganzer Rei vun anere Leit, verstanen, wéi schwéier et ass, fir dëser Situatioun Meeschter ze ginn. Si hunn och d'Komplexitéit vun der Situatioun verstanen a si ënnerstëtzen déi hei Mesuren. An duerfir wéilt ech och deenen, der grousser Majorité silencieuse, e grousse Merci soen, well si sinn et, déi hëllefen, dass mer de Match géint dëse Virus gewannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass e Gesetz fir e puer Wochen, an net fir d'Éiwegkeet. Jo, ech hat och wéinst där enger oder anerer Mesure de Bauch wéi. Een, dee mech kennt, dee weess, datt ech e ganz grousst Häerz fir Kultur hunn; een, dee mech kennt, dee weess och, datt ech och gäre mäi Patt huele ginn an och gär an de Restaurant ginn. Mee dat alles hei, dat ass e Ganzt an dat ënnerstëtze mir.

An ech ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. Virdrun haten nach den Här Roth an duerno den Här Kartheiser d'Wuert gefrot, an duerfir kréie se et och elo. Fir d'éischt den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn zur Kenntnis geholl, dass den Här Engel sech eigentlech e bëssen erofloossend a beléierend visà-vis vun der CSV ausgedréckt huet: D'Leit géifen eis net méi serió huelen. Ech muss soen, mat deem Kuddelmuddel vu Moossname mengen ech, dass d'Leit lues a luesd'Regierung geschwënn net méi serió huelen. Mee ech hätt eng konkreet Fro un hien: Hien huet gesot, et wier e politesche Choix gewiescht, fir d'Betribskantinnen zouzemaachen an d'Schoulkantinnen opzeloossen. Ech wollt hien duerfir froen: Heescht dat och, dass zum Beispill d'Kantinnen am Spidolssecteur zou sinn? An ass hie sech bewosst, wat fir eng Konsequenzen dat géif mat sech brénge, notamment well ganz vill Frontalieren am Spidolssecteur beschäftegt sinn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Roth. An dann den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech mengen, den Här Engelen, dee wäert jo elo eis Positiounen duerstellen, mee ech wollt awer dem Här Engel op e puer vu senge Bemierkungen äntwerten.

Ech fannen et vun der Demarche hier ganz befriemend fir en Här, deen awer scho méi laang an der Politik ass, datt e sech driwwer wonnert, datt et bei véier verschiddenen Oppositiounsparteie keng eenheetlech Positioun vun der Oppositioun gëtt. Ech kommen awer zur Konklusioun, datt egal wéi eng Ideologie oder wéi eng gesellschaftlech Virstellung déi véier Parteien hunn, d'Konklusioun déi selwecht ass: nämlech, datt Äert Konzept net dat richtegt ass. An dat fannen ech interessant politesch.

Dat Zweet, wat ech lech wollt soen, ass dëst: Wéi kënnt Dir heihinnerkommen als LSAP an einfach net Är historesch Verantwortung an dëser Kris unerkennen?! Wéi eng Partei wor et, déi d'Spidolsbetter wollt plafonéieren, wou d'Gesondheetsministesch vun der LSAP higaangen ass an e Projet de loi hei an d'Chamber bruecht huet, fir d'Spidolsbetter ze plafonéieren? A mir leiden haut an dëser Kris ënnert der Konsequenz vun enger falscher LSAP-Gesondheetspolitik! Wéi eng Partei hat jorleaang de Gesondheetsminister? A mir hate keng Reserven an dësem Land!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Mir hate keng Strukturen, fir d'Spideeler virzebereeden. Mir haten näischt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Här Kartheiser ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat Éischt, wat mer hei hu musse maachen, dat ass, emol eppes an d'Plaz setzen, ...

(Interruptions)

... fir d'Karenz vun enger schlechter LSAP-Politik ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, Dir sollt lech zu den Äusserungen ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass Quatsch am Quadrat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënnt Der lech just zum Fong elo äusseren an net e ganz neien Discours hei ufänken.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech géif den Här Engel invitéieren, sech selwer an de Spigel ze kucken, ier en anerer kritiséiert. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann huet nach den Här Marc Goergen zu den Äusserunge vum Här Engel d'Wuert gefrot. An duerfir kritt en et.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Natierlech, Här President. Also, hei hannen ass et hëtzeg. Ech wollt just dem Här Engel dorobber äntwerten. Also, d'Piraten sinn anescht. Mir passen och net an iergenden Däppen. Dofir, wannechgelift, haalt op, eis ëmmer mat der ganzer Oppositioun einfach an een Däppen ze geheien!

Ech wëll lech awer och nach op eng Kéier drop opmierksam maachen - wann Der déi Santéskommissiounen opmierksam verfollegt hutt -, wéi oft de Sven Clement Artikelen do verbessert huet an d'Ministesch dat och unerkannt huet an och nach gëschter am Rapport Feeler erausgeholl huet, déi haut hätte kënne penibel sinn.

Deementspriechend, wannechgelift, gitt net einfach ganz frech a mat engem Bashing iwwert d'ganz Oppositioun! Mir hunn eis Verantwortung als Piraten geholl an an der Kommissioun matgeschafft.

Mir sinn eeben net enger Meenung mat lech. Wann Dir den Theater zoumaacht an d'Kierch loosst Der op, da si mir net enger Meenung. Mir sinn net enger Meenung, dass Der de Stot net generaliséiert. Mee dat wäerte mer herno nach eng Kéier soen. Mee et huet näischt domat ze dinn, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- ... dass mer komplett géint lech sinn. An do ass meng Fro: Erkennt Dir da wéinstens un, dass d'Oppositioun, oder zumindest mir, an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft hunn?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Dann hat nach den Här Marc Baum d'Wuert gefrot zu den Äusserunge vum Här Engel.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, och just zu deenen Äusserungen, well ech wäert jo herno nach kënnen am Detail op Saachen agoen. Ech wéilt den Här Engel awer drun erënneren, datt mir hei net an Amerika sinn.

(Interruption)

Mir hunn hei net e Bipartismus, wou zwee Bléck sech géintiwwerstinn an déi drëm kämpfen, wie méi homogeen oder kohärent ass. Dat gëtt et net.

Ech wëll och den Här Engel drun erënneren, datt vun 1999 bis 2004 d'LSAP zesumme mat der ADR an der Oppositioun war. An ech huele jo un, datt d'LSAP an d'ADR och deemools net ëmmer déi selwecht Meenung haten. D'LSAP hätt sech deemools och verbidden, sech dat vun de Regierungsparteien ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir och, Här Baum. Dir och!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ... virgeheien ze loossen.

Duerfir, ech mierken net nëmmen, datt d'Majoritéit aus dräi Parteie besteet, mee ech gesinn och souguer, datt d'LSAP aus zwee Courante besteet: een, deen elo hei eng Ried gehalen huet, dee probéiert huet, d'Parteien alleguer zesummenzehuelen, fir datt mer als Land, als Gesellschaft dat probéieren ze packen, an een, dee probéiert, ze trennen an d'Leit virzeféieren. Also, dat muss een dann awer och consideréieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Elo kritt den Här Engel d'Wuert fir ze reagéieren. Här Engel, wannechgelift.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Just ganz séier. Zwou Äntwerten op d'Fro vum Här Roth. Jo, déi Kantinnen - hunn ech mer elo nach eng Kéier soe gelooss - am Spidolssecteur sinn och zou. Et ass awer net esou, dass een do keen lesse ka siche goen. D'Leit kréie jo de Service op d'Zëmmer. Also déi Leit, déi am Spidol sinn, déi kréien eppes z'iessen. Dat ass jo awer selbstverständlech.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bravo! Bravo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An déi Leit, déi do schaffen, déi kënne sech eppes siche goen. An déi kënnen dat dann och do iessen. Souwéi dat, wann déi sanitär ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... wann déi sanitär ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Loosst den Här Engel elo dorobber äntwerten!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wann déi sanitär Mesuren, esou wéi d'Madamm Ministesch dat an der Kommissioun gesot huet, agehale ginn, kënne si dat och op der Plaz iessen.

Zum Här Kartheiser: ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass net wouer, wat Der sot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach. Dach!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir kënnt soen ... Dir kënnt och nach sechsmol „dach" soen, mee et ass awer net wouer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach, et ass wouer!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Eh voilà. Bon.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Haha!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da soen ech, da soen ech et deenen anere Leit, well den Här Kartheiser lauschtert mer net no.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach.

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Zuel vun de Better ass net erofgaangen. D'Zuel vun de Better ass souguer eropgaange bei deem leschte Gesetz. Ech hunn nämlech nach eng Kéier d'Ried vun der Madamm Hemmen, déi Rapportrice war vun deem Gesetz, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bon.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... nogelies. Do steet ganz kloer dran, datt ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da kuckt emol de Statec, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... d'Zuel vun de Better an d'Luucht gaangen ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir kënnen awer gären nach eng Kéier iwwert déi dote Situatioun diskutéieren.

Zum Här Baum: Ech weess och, datt déi véier Oppositiounsparteien net déi selwecht Meenung hunn. Ech weess dat och! An ech sinn och frou driwwer, dass et net déi selwecht Meenung ass.

Ech wëll just soen, dass hei déi dräi Majoritéitsparteien, déi och net ëmmer enger Meenung kënnen op verschiddene Punkte sinn, sech awer zesummegesat hunn, fir eeben en Text ze maachen. A wann dann dobausse gesot gëtt: „Jo, d'ganz Oppositioun ass dogéint", da gesäit dat aus, wéi wann et e Block Majoritéit géint Oppositioun wär. Jo, d'ganz Oppositioun ass dogéint, mee aus ënnerschiddlechen Ursaachen. An dat wollt ech just nach eng Kéier hei kloermaachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Elo geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech schwätzen e bësse méi lues wéi verschidden Häre virdrun. Da fléie manner Aerosollen hei duerch d'Loft.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wéilt ech eppes ganz kloer ënnersträichen, an zwar dat, datt mir als gréng Fraktioun der Regierung eis Ënnerstëtzung ginn, wann et ëm de Kampf géint d'Pandemie geet. Mir wäerten dëse Projet de loi och kloer stëmmen. Grad wéi seng Virgänger huet en nämlech e liewenswichtegt Zil, an zwar dat, d'Infektiounen op e verträglecht Mooss ze reduzéieren an d'Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler ze verhënneren.

An Dir wësst alleguer: Geléngt dat eis net, bleift net nëmmen d'Versuergung an d'Behandlung vun Netcovidpatienten op der Streck, mee och déi scho souwisou ganz schwiereg a belaaschtend Aarbechtsbedéngunge vum ganze Personal an de Spideeler. Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Dozou däerf et, och an eisen Aen, op kee Fall kommen an dowéinst sti mir derzou, datt gehandelt muss ginn. Dat maache mir mat dësem Projet de loi. Et ass och do, wou mir eis Verantwortung wëllen iwwerhuelen an eis net eraus wëlle schläichen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt d'Infektioune klammen, wann déi physesch Kontakter zouhuelen, bleift et natierlech wichteg, och zréckzekucken op dat, wat mer schonn alles geschafft hunn, an de Respekt vun de Gestes barrières a vun anere Reegele weiderhi grousszeschreiwen. Dat solle mer net vergiessen.

Wa sech dann awer erausstellt, datt et domat net duergeet, wat sech jo an der leschter Woch och bewisen huet, mussen déi physesch Interaktiounen zousätzlech ageschränkt ginn. An da stellt sech, wéi scho bei deene viregte Covidgesetzer, d'Fro, wéi eng Interaktiounen dat dann elo a wéi enge Secteure solle sinn. A spéitstens bei där Fro fänkt et un, kompliziéiert ze ginn, well op en Neits trančhéiert muss ginn tëscht Zouspären an Oploossen, tëscht Verbidden an Erlaben, tëscht Fräiheet an Onfräiheet an eiser fräier Demokratie.

De Pak vu Moossnamen, dee schlussendlech vun der Regierung an dësem Projet de loi proposéiert gëtt an och zréckbehale ginn ass, beträfft grosso modo véier Secteuren, global gekuckt, innerhalb vun deenen dann awer ënnerschiddlech Reegelen agefouert ginn, jee nodeem, ëm wéi eng Aktivitéit an ëm wéi eng Situatioun et sech dann handelt.

Deen éischten ass dee vum Mëttelstand, wou jo dee ganze Beräich vum Horeca a vum Evenementiel vun enger Schléissung betraff ass, wärend d'Commercen opbleiwen.

Deen zweeten ass dee vum Sport, wou ech nach eng Kéier drop zréckkommen.

Deen drëtte Beräich ass dee vun der Kultur, wou d'Theateren an d'Kinoen zougemaach ginn, wärend all déi aner Etablissementer opbleiwen.

An dee véierten ass dann de Privatberäich, wou nach just zwou Persounen aus deem selwechte Stot an engem anere Stot däerfen empfaange ginn, egal aus wéi vill Memberen dee Stot da besteet. Och dorop kommen ech zréck.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Fong ass et offensichtlech: Mat dëser Approche strieft d'Regierung eigentlech eng equilibréiert Verdeelung vun de Moossname queesch duerch d'Ressorten un, fir déi gefaart Kollateralschied op méiglechst vill Secteuren ze verdeelen. Déi Strategie ass verständlech a legitimm an och vum politesche Standpunkt hier nozevollzéien.

Si werft awer och eng Rei Froen op. An dat wëll ech wierklech net verheemlechen. Et sinn déi, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn an op déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt agoen. Ech denken och, datt dat erlaabt ass.

Wann ee sech dee ganze „Set vu Mesurë" - wéi d'Madamm Minister et ausdréckt - méi genee ukuckt, muss eng Feststellung erlaabt sinn: Et ass déi, datt eng equilibréiert Verdeelung op méi Schëlleren net onbedéngt zu kohärenten, novollzéibaren a gutt begrënnte Reegele féiert.

Änlech gesinn et och de Staatsrot, déi berodend Mënscherechtskommissioun, de Collège médical, d'Chambre des Salariés an anerer, déi doriwwer eraus drop hiweisen, datt fräiheetsaschränkend Moossnamen ëmsou besser vun der Gesellschaft akzeptéiert ginn, wat se méi kohärent a méi novollzéibar sinn.

Datt dat net an allen Hisiichten de Fall ass, huet seng Grënn. Engersäits ass et jo doduerch ze erklären, datt mir an der Gestioun vun der Kris nach ëmmer, zu engem Deel jiddwerfalls, am Blannen tappen, wann et dréms geet, reng faktebaséiert Entscheedungen ze treffen. D'Wëssenschaft leeft do meeschtens der Politik hannendrun.

Anerersäits si verschidde Moossname carrement politesch begrënnt. Och doriwwer hu mer gëschter nach an der Kommissioun diskutéiert. Ech wëll dat mat engem Beispill illustréieren, wat mir perséinlech an och der gréngER Fraktioun ganz besonnesch um Häerz läit. Et ass dat, d'Kierchen opzeloossen, wärend d'Kinoen an d'Theatere fir de Public zougemaach ginn.

Et ass hei, wou mir eis als gréng Fraktioun eng Rei méi fundamental Gedanke maachen, wat d'Kohärenz ugeet. Ganz sécher stelle mer d'Grondrecht op d'Ausübe vun engem Culte net a Fro a mir ënnerstëtzen och d'Decisioun, d'Kierchen zu deem Zweck opzeloossen an domat e gewëssene Risiko a Kaf ze huelen.

Deem géigeniwwer muss et awer och erlaabt sinn, de Stellewäert vun Theater a Kino als vitale Pilier vun eiser fräier an opgekläerter Demokratie ze beweisen. Béid Secteuren - déi donieft och als Wirtschafts- a Standuertfacteur ugesi ginn, mee dat ass hei vläicht manner relevant - déngen also net just der Ënnerhalung oder der Fräizäitgestaltung, wéi zum Beispill d'Casinoen, si hu villméi eng systeemrelevant Funktioun, well se zu der interkultureller Expressiounsfräiheet, zu der Meenungsbildung an domat och zum Iwwerliewe vun eiser Demokratie bäidroen. An dat op d'mannst esou staark wéi oppe Kierchen. Woubäi ech wéilt bemierken, datt d'Grondrechter a kengerlee Hierarchie zuenee stinn.

Och vum sanitäre Standpunkt aus, dee mir beim Schutz géint de Virus jo awer nach ëmmer als prioritär ugesinn, stelle mer eis hei eng Rei Froen. Wann d'Theateren an d'Kinoen aus sanitären Ursaachen zougemaach ginn, wärend d'Kierchen opbleiwen, da gesi mir wierklech net richteg, wéi eng Logik sech dohannert verstoppt, emol ofhängeg vun den demokrateschen a kulturellen Iwwerleeungen, déi ech virdrun opgefouert hunn.

Une voix.- Richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dëst ëmsou méi, well souwuel am Theater wéi och am Kino extreem streng Hygiènekonzepter opgestallt gi waren, déi erwisenermoosse wärend Méint respektéiert gi sinn a geneesou fonctionéiert hunn, wéi d'Wëssenschaft et verlaangt. An engem oppene Bréif vun der Theaterfederatioun fannt Der déi néideg Detailer. Ech denken, dee geet haut eraus. Et ginn och eng Rei Iwwerleeungen zu de Mënscherechter gemaach. Jiddefalls konnten d'Ustiechungsclusteren an d'Infektiounskette vun Ufank u verhënnert ginn, dat ëmsou méi, well d'Zuschauer a béiden Etablissementer - wëllt soen: dem Theater an dem Kino - sëtzen an de Mond halen, also keng Aerosollen duerch Sangen a Bieden an der Loft verspreeën.

Här President, wéi gesot: Mir verstinn, datt d'Regierung u méiglechst ville Schrauwe wëllt dréien an all Secteur wëllt matabezéien. Mir mengen awer, datt dës Schrauwen trotz allem nach eemol op hir Kohärenz, hir Effikassitéit, hir Novollzéibarkeet an hir Kollateralschied analyséiert musse ginn, sollt sech dann erausstellen, datt nom 15. Dezember nach ëmmer eng Rei Aschränkunge musse gëllen. Well och nom 15. Dezember wäert de Virus nach ënnerwee sinn a sech vu Kontakter ernären. Dorop musse mer eis virbereeden.

Am Kontext vum Zoumaache vun Theater a Kino huet d'Ministesch Sam Tanson kierzlech op eng kritesch Fro vun engem Journalist hin am Radio behaapt, datt mer hei bei enger Matière à discuter wieren. Dat heescht an anere Wierder, datt dës Moossnamen net a Stee gemeesselt bleiwe wäerten, mee spéitstens no dräi Wochen evaluéiert an nach eemol diskutéiert kënne ginn. Déi Diskussiounsbereetschaft begréisse mir ausdrécklech a mir sinn och frou, datt d'Regierung dëse Projet de loi bewosst op just dräi Woche wëllt limitéieren an domat däitlech mécht, datt all déi Dispositiounen net zur Laangzäitreegel ginn. Se sinn eenzeg an eleng geduecht, fir den aktuelle Pic vun Infektioune kuerzfristeg ze briechen, ...

(Interruption)

... an dat ass dat iewescht Zil.

Dat selwecht zielt fir de Beräich vum Sport, wou sech natierlech och eng Rei Froen opdrängen. Och déi sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn. A si mussen och weider diskutéiert ginn, wa weider Moossnamen iwwert de 15. Dezember eraus sollten néideg sinn.

Sou kann ee sech zum Beispill froen, firwat dem professionelle respektiv dem leeschtungsorientéierte Sport grad a Pandemiezäite méi Rechter zougestane ginn wéi dem gesondheetserhalende Fräizäit- a virun allem dem Senioresport. Woubäi ech dem Leeschtungssport seng Rechter net wëll ofstreiden, ech wëll awer just drop hiweisen, datt grad fir déi méi vulnerabel eeler Leit, d'Senioren also, sech duerch sportlech Aktivitéiten eng ganz wichteg Funktioun erfëllt, nämlech déi: hir Gesondheet um Liewen ze halen a sech op déi Manéier virun engem schwéiere Krankheetsverlaf ze schützen. Dat nennt sech Preventioun - déi jo och muss groussgeschriwwe ginn an déi och an eisem Koalitiounsaccord eng wichteg Roll spillt. Och dat ass eiser Meenung no eng Iwwerleeung wäert nom 15. Dezember.

Bleift nach de Privatberäich, deen déi ganz Gesellschaft beträfft an och scho vill kommentéiert ginn ass. Och de Rapporter Mars Di Bartolomeo huet a sengem Rapport hei nach eng Kéier mëndlech op déi Diskussiounen an der Kommissioun higewisen. De Projet de loi leeft jo am Alldag drop eraus, datt eng Koppel ouni Kanner bei eng Famill mat Kanner op Besuch däerf goen, wärend dat am ëmgedréite Sënn verbueden ass, obwuel d'Zesummesetzung vum Grupp a béide Fäll identesch wier. Souwäit ech weess, huet d'Belsch dës Restriktioun net un zwou Persounen an engem Stot festgemaach, mee ganz einfach un engem Stot, wat dës Inkohärenz aus der Welt geschaaft huet a warscheinlech och zu méi Akzeptanz dobaussen an der Gesellschaft gefouert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis bewosst, datt dës Dispositioun wierklech gutt gemengt ass an och berechtegt ass, well et prinzipiell dréms geet, d'Kontakter am Privatberäich ze reduzéieren. Dat ass och virdrun erkläert ginn. De Virdeel ass, datt et mat dëser Reegel erlaabt bleift, datt eng oder zwou Persounen aus engem Stot sech ëm eng oder zwou vulnerabel Persounen aus engem anere Stot kënne bekëmmeren. Wärend dem Confinement war dat net erlaabt an dat huet zu ganz ville Problemer gefouert. An dofir akzeptéiere mir och déi do Erklärung.

Op där anerer Säit wier et awer och net vu Muttwëll, och dës Moossnam nach eemol a Rou ze diskutéieren a se op all, awer wierklech all hir Vir- an Nodeeler hin ze analyséieren, wëssend, datt vill Famillje mat Kanner dës Dispositioun awer net richteg verstinn, se éischter als Diskriminatioun erliewen, och wa se just als Schutz virun Infektioune geduecht ass. Mir mengen, datt hei gutt kommunikéiert muss ginn, fir dee Message eriwwerzebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg vun dësen an aneren Detailer, déi an dësem Projet de loi gereegelt ginn, ass et eiser Meenung no awer och un der Zäit, fir méi wäit an d'Zukunft ze kucken, iwwert de 15. Dezember eraus. Da musse mer eis Gedanke maachen, wéi et duerno soll weidergoen.

Datt mir de Virus net mat dësem Gesetz an och net mat anere Gesetzer aus der Welt schafen, ech denken, dat ass eng Evidenz. Dowéinst drängt sech noutgedrongen déi méi fundamental Fro op, wéi mir och laangfristeg léieren, mam Virus ze liewen, ouni eis Gesellschaft zum sozialen Doud ze verurteelen.

Datt Infektiounen eng Gefor fir de Gesondheetssystem duerstellen a fir eng ganz Rei Leit liewensgeféierlech sinn, ass ganz kloer. Dat stellt keen a Fro. Wéi mir awer mëttel- a laangfristeg mat där Gefor ëmgoe mussen, ass manner kloer. Virun allem dann, wann et dréms geet, d'Biergerinnen an d'Bierger mat an d'Boot ze kréien a se vun de Moossnamen ze iwwerzeegen. Spéitstens do, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt d'Psychologie zum Droen, an déi spillt eng weesentlech Roll, wa mer wëllen, datt fräiheetsaschränkend Moossname wärend enger längerer Zäit, vläicht souguer iwwer Joren, respektéiert ginn, an am beschten och nach fräiwëlleg.

Éischtens léiert d'Psychologie eis, datt mir séier un enger Aufgab scheiteren, déi géint déi mënschlech Natur verstéisst, souguer wa mer eis déi Aufgab fräiwëlleg operleeën. Dat erliewe mer jo net nëmmen, wa mer eis virhuelen, wärend engem ganze Joer nëmme Geméis z'iessen oder all Dag virun zéng Auer am Bett ze leien. Déi meescht vun eis scheitere ganz sécher och um Virsaz oder un der Virschrëft, op sozial Kontakter ze verzichten, ganz einfach, well den direkte Kontakt zu de Matmënschen e Grondbedürfnis vu jiddwerengem ass.

D'Gefor ass deemno grouss, datt den Appell oder d'Virschrëft, sech dauerhaft vun anere Mënschen ewechzehalen, fréier oder spéider net méi gräift a ganz kreativ contournéiert gëtt. Dat mécht den Ëmgang mat der Pandemie net méi einfach an et däerf awer net ignoréiert ginn, wa mir an d'Zukunft kucken.

Zweetens, léiert d'Psychologie eis, datt Verhalensweise reegelméisseg trainéiert musse ginn, wa se zur Gewunnecht solle ginn. Dat setzt allerdéngs d'Konstanz an d'Berechenbarkeet vun de Reegele viraus. Anescht ausgedréckt: Wann d'Reegelen ëmmer wiesselen oder net richteg verstane ginn an zum Deel och nach widdersprëchlech sinn, da kënne se net zu Routine ginn am Verhale vun de Leit an da kënne se och net laangfristeg e Resultat hunn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat stelle mir als Gréng net a Fro, datt déi meescht Biergerinnen a Bierger och nach haut bereet sinn, hir Kontakter aus Angscht, Virsiicht a Solidaritéit an eiser Gesellschaft fir eng gewëssen Zäitchen anzeschränken an d'Reegelen och vun dësem Gesetz ze befollegen. Mir woen awer ze bezweifelen, datt „Covid-Instantstrategië" laangfristeg iwwer Joren Erfolleg wäerten hunn. Dowéinst musse mer et fäerdegbréngen, aus dem onberechenbaren Däiwelskrees vu Reglementéierung a Liberaliséierung, vum Op- an Zoumaachen, vum Verbidden an Erlaben auszebriechen an iwwer eng Laangzäitstrategie nozedenken. Déi Gedanke si wichteg, well se betreffen eis alleguer.

Ech denken, mir mussen dat awer net am Hauruckverfare maachen, mee mam Bléck op aner Länner, déi de Moment schonn Erfarungen domat maachen, an och mat wëssenschaftlecher Berodung zur Säit.

Dat ass eng Strategie, déi, wéi gesot, a ville Länner diskutéiert gëtt an déi op berechenbaren, novollzéibaren a previsibele Reegele berout. Ganz oft gëtt vun Ampelsystem oder Stufeplang geschwat. Dee System setzt viraus, datt sougenannt Reegelstufen definéiert ginn, déi jee no Infektiounstaux zum Droe kommen a jee no Entwécklung previsibel sinn. Esou ee System huet de Virdeel, datt net reegelméisseg e Klengkrich betreffend ënnerschiddlech oder souguer widdersprëchlech Moossname gefouert muss ginn, wann d'Infektioune klammen oder awer falen.

Zu der Laangzäitstrategie gehéiert awer och, datt déi vulnerabel Persounen esou effikass wéi méiglech geschützt an identifizéiert musse ginn, well et si si, déi am meeschte Gefor lafen, vun engem schwéiere Krankheetsverlaf betraff ze sinn, an déi riskéieren, fir eng länger Zäit am Spidol ze leien.

Zu de vulnerabele Persounen zielt natierlech och dat ganzt Personal ronderëm, ouni dat kee Spidol ka fonctionéieren. Hei spillt ganz kloer d'Teststrategie eng wichteg Roll, och an Zukunft, wärend de kommende Vaccin weider Perspektive schaaft, an da gesi mir och e Liicht um Enn vum Tunnel, vun deem virdru geschwat ginn ass.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir et wierklech mat enger Laangzäitstrategie färdegbréngen, méiglechst vill Biergerinnen a Bierger mat an d'Boot ze kréien an ze motivéieren, weiderhin hir Verantwortung ze iwwerhuelen, da si mir iwwerzeegt, datt mer dann am Kampf géint de Virus e gewaltege Sprong no vir maachen. An da gëtt et bestëmmt méiglech, och heibanne manner opgereegt mat deem Theema ëmzegoen.

Mat där Perspektiv am Hannerkapp ginn ech den Accord vun der gréngER Fraktioun a soen am Numm vun der gréngER Fraktioun och Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an der Santéskommissioun. Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen agedroen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Madamm Presidentin. - Ech misst awer bal d'Mask hei ofdinn.

Une voix.- Et ass esou schéin.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et war esou schéin, jo.

(Hilarité)

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut befaasst mat engem weidere Gesetz zum Covid-19 an et wäert nach fir dëst Joer net dat lescht sinn. A fir unzefänken e Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'ADR ass weiderhi grondsätzlech géint eng Ausgangsspär a géint e staatlechen Agréff an d'Privatsphär! Eis Grondrechter musse geschützt ginn. Mir wëlle Reegelungen am ëffentleche Raum, do, wou de Staat kompetent ass, inklusiv de Schoulen an dem ëffentlechen Transport.

Confirméiert gëtt eis grondsätzlech Positioun, well mer och gesinn, datt et an der Praxis eng Rei vu Problemer gëtt bei der Applikatioun vun deene ville Gesetzer, déi mer bannent kuerzer Zäit zu dëser Problematik gemaach hunn. Et gëtt ëmmer méi konfus. Weeder d'Leit selwer wësse geschwënn nach, wou se dru sinn, nach déi Agenten, déi um Terrain zoustänneg sinn, fir all dës Reegelen ze kontrolléieren.

Dobäi muss ee sech d'Fro stelle bei deene villen Tester, Analysen, ob een net misst méi geziilt virgoen, well virun allem misst ee jo déi vulnerabelst Leit aus eiser Gesellschaft schützen. Wat ass gerechtfertegt? Wat ass proportional? Dat war d'Meenung vun der ADR vun Ufank an, a si gëtt elo a villen Avisen zu dësem Gesetz gedeelt. Et muss ee sech froen, wou d'Grenz ass tëscht der Aufgab, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen, an engem ze wäiten Agréff an d'Privatsphär.

Doniewent muss alles gemaach ginn, fir d'Iwwerlaaschtung vun de Spideeler ze verhënneren. Dëst gëllt generell, net nëmmen an der haiteger Situatioun.

D'ADR trëtt dowéinst konsequent fir d'Stäerkung vum Gesondheetssecteur an. Hei hu mer viru Kuerzem schonn eng éischt deementspriechend Gesetzespropositioun gemaach. Mir erënneren drun, datt deen éischte Confinement deen ausschliisslechen Zweck hat, d'Spideeler virun enger Iwwerlaaschtung ze schützen. Mee aacht Méint méi spéit ass d'Situatioun nees änlech, soudatt d'Fro erlaabt ass: Wat huet d'Regierung gemaach, fir d'Spideeler besser virzebereeden op d'Personal ze entlaaschten?

Da stelle mer fest, datt d'Altersmoyenne vun de Persounen, déi positiv op de Coronavirus getest goufen a verstuerwe sinn, iwwert déi lescht Woche bei 83,7 Joer läit. Dowéinst ass et wichteg, cibléiert Moossnamen ze huelen, fir eis eeler Matbierger, déi am meeschte menacéiert sinn, ze schützen.

D'ADR privilegiéiert dowéinst prioritär eng Strategie fir de Schutz vun eisen eelere Matbierger a Vulnerabele géintiwwer aneren, méi allgemenge Moossnamen. All Moossnam an dës Richtung muss awer den eelere Leit e mënschewierdegt Liewen erlaben an däerf net zu enger kompletter Isolatioun vun der Famill a vun de Frënn féieren, wéi dat am éischte Confinement de Fall war.

Da si mer op alle Fall dergéint, fir d'Betriber vum Horeca-Secteur zouzemaachen. Am Fall wou d'Regierung trotzdeem dës Decisioun géif huelen, hale mir drop, datt déi betraffe Betriber duerfir vollstänneg kompenséiert ginn. Wéi sollen d'Caféen an d'Restauranten iwwerliewe kënnen, wa se hir Dieren nees fir e puer Woche mussen zouloossen, an dat an engem Zäitraum, dee sech besonnesch staark an hire Finanzen an an hirem Ëmsaz ofzeechent?

Och d'Forainen an d'Maartleit sinn immens schlecht drun. Si hunn et ganz schwéier. Grad d'Foraine liewe jo am Fong geholl vum Mäertchen, vun der Schueberfouer an och vum Chrëschtmaart. An dëst Joer hate si näischt vun deenen dräi, soudatt si am Fong geholl reegelrecht ausbludden. Mee dat sinn awer grouss saisonal Fester, op déi si ugewise sinn, an domadder kënne si och hir Fraisen am Laf vum Joer decken.

A wa mer elo grad bei der Horesca sinn, géife mir et begréissen, wa matzäiten - an ech betoune „matzäiten" - géif matgedeelt ginn, wat d'Privatleit wéi och den Horeca-Secteur däerfen iwwer

Chrëschtdag a Sylvester organiséieren, net datt et erëm geet wéi viru Päischten, wou dat e puer Deeg virdru matgedeelt gouf.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, firwat datt den Horeca-Secteur elo muss zougemaach ginn. Ass d'Regierung der Meenung, datt dëse Secteur verantwortlech ass fir déi nei Covidfällzuelen, déi d'Santé eis matdeelt?

Souwäit ech aus eegener Erfarung weess, hu grad si sech all penibel un d'Virschrëfte gehalen, an elo gi si dann nach dofir bestrooft. Si hu schonn am meeschte gelidde vun alle Wirtschaftszweiger, déi mer hunn, an elo musse se dann nach eng Kéier bludden. Ginn et do Zuelen, déi dëst beleeën? Eng weider Fro: Huet déi Ausgangsspär vun 23.00 bis 6.00 Auer eppes bewierkt?

Am Avis vun der CSL steet, datt et un Erklärunge vun der Regierung an un enger wëssenschaftlecher Analys feelt, op déi sech déi nei Mesurë baséieren. Der CSL no géifen d'Leit am Land net méi verstoen, wat vun uewen erof géif decidéiert ginn.

Weeder Faillitten nach méi Aarbechtslosegkeet däerfen d'Konsequenz vun esou Moossname sinn an de Chômage partiel muss anstandslos weidergefouert ginn. Et däerf een net vergiessen, datt hei ganz vill Existenzen um Spill stinn.

D'ADR fuerdert, d'Ausgläichszalung bei der Kuerzaarbecht, dem sougenannte Chômage partiel, am private Secteur op 100 % vum Gehalt festzeleeën, amplaz 80 % wéi elo - do gëtt et jo just eng Ausnam, de Mindestloun, deen ass jo ewell bei 100 %. Dat wär eng sozial gerecht Moossnam, déi d'Kafkraaft géif stäerken, an dat géif speziell deene Leit, déi net wäit iwwert dem Mindestloun leien, wierklech hëllefen. An domadder hätte mer och eppes Klenges gemaach, fir der Aarmut hei am Land entgéintzewierken a se net nach méi grouss ze maachen. Well grad am Horeca-Secteur schaffe vill Leit, déi an der ënneschter Stuf vun de Gehälter leien.

An deem Sënn deposéieren ech hei, Madamm Presidentin, eng Motioun, fir de staatleche Lounausgläich am Privatsecteur op 100 % ze hiewen, bis zur Limitt vun 250 % vum onqualifizéierte Mindestloun, an dëst fir all déi concernéiert Betriber, déi op Unuerdnung vun der Regierung mussen zoumaachen.

O, pardon, et ass den Här President!

Motion 12

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- d'Kuerzaarbecht (Chômage partiel) mat neie Coronarestriktiounen nees wäert zouhuelen;

- d'Personal vun Hoteller, Restauranten, Caféen a vun anere betraffene Geschäfter, déi op Unuerdnung vun der Regierung mussen zoumaachen, besonnesch betraff ass;

- Patronen, déi hiert Personal net wëllen entloossen, verstäerkt op Kuerzaarbecht zréckgräife mussen, well d'sanitär Situatioun an d'Moossnamen dogéint ëmmer méi wirtschaftlech Konsequenzen hunn,

ass sech bewosst, datt

- de Staat probéiert huet, d'Kuerzaarbechtskonditiounen am Kader vun der Coronaepidemie duerch eng materiell Offiederung ze verbesseren;

- datt d'Lounabousse bei Kuerzaarbecht an allen Akommesklassen empfindlech sinn an och wéinst der laanger Dauer zu sozialen Noutsituatioune kënne féieren,

fuerdert d'Regierung op,

- de staatleche Lounausgläich op 100 Prozent ze hiewen, bis zu der Limitt vun 250 Prozent vum onqualifizéierte Mindestloun fir Leit iwwer 18 Joer;

- all d'Moossname vun der Kuerzaarbecht, déi am Kader vun der Coronaepidemie geholl gi sinn, an enger éischter Etapp bis den 1. Juli 2021, respektiv sou laang wéi néideg, ze verlängeren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Mir mussen ons och eng Kompensatioun iwwerleeë fir d'Patrone vun deene Betriber souwéi och fir déi Betriber selwer, well si hu jo och Fixkäschten a si sti jo alleguerten net a rosaen Dicher.

Et muss ee sech och seriö Gedanken a Suerge maachen, well de Risk vun enger ekonomescher Kris ass ginn, mee och de Risk fir vill individuell a gesellschaftlech Krisen. Et wäerte Krisen derbäikommen am privaten an am gesellschaftleche Secteur, wou d'Phenomeener vu Stress, Burnout a Suiciden ewell zouhuelen.

Bei de Preventiounsmoossnamen insistéiere mer op déi am Prinzip op den ëffentleche Raum limitéiert Zoustännegkeet vum Staat. Agréffer an déi perséinlech Fräiheeten, besonnesch och an d'Liewe vun de Leit doheem, sinn an dëser Situatioun net ze vertrieden. D'ADR widderhëlt dowéinst hir Oppositioun géint eng Ausgangsspär an och géint all Reegelen, déi de Leit virschreiwen, wéi si sech am Privaten doheem ze verhalen hunn. D'Leit sollen a mussen d'Entscheedungen an hirem private Liewe fräi an aus eegene Stécker treffe kënnen.

Op där enger Säit gëtt et eng Rëtsch vu Moossnamen, déi et de Leit awer nach erlaabt, dat eent oder dat anert ze maachen, mee op där anerer Säit verbidde mer hinnen, sech am Privaten ze treffen, ausser et bleift begrenzt op zwou Persounen aus deem selwechte Stot. Wann zum Beispill eng Koppel op Besuch kënnt, déi een oder zwee Kanner huet, da mussen dës doheembleiwen. An deem Fall brauch déi Koppel e Babysitter, dee jo vu baussen erakënnt, an da wier d'Ustiechungsgefor net limitéiert, mee nach eropgesat.

Eng aner Iwwerleeung ass déi: Wéi soll een de Kanner erklären, datt een op där enger Säit doheem am Private maximal zu zweet däerf op Besuch goen, an op där anerer Säit sinn d'Kanner am Schoultransport, an de Schoulen, an de Schoulkantinnen awer beieneen?

Et muss der perséinlecher Aschätzung an der Entscheedung vu Mënsch a Bierger iwwerlooss bleiwen, wéi vill Leit si bei sech doheem wëllen empfänken. Am Fall, wou d'Regierung dat schonns reglementéiert, wier et ubruecht gewiescht, op d'mannst ze schreiwen: „Persounen aus engem Stot", dat wier duergaangen. Dann hätte wéinstens déi Famillje kënnen zesummebleiwen, déi och ëmmer zesumme sinn.

En Agréff vum Staat an d'Privatliewe vun de Leit ass net normal a Friddenszäiten. De Bierger soll sech senge Rechter op Fräiheet bewosst bleiwen, an d'Regierung huet dat ze respektéieren. D'ADR warnt virun der gesellschaftlecher Entwécklung, datt staatlech Agréffer an d'Privatliewen an Zukunft als eng Normalitéit kéinten ugesi ginn. D'Privatsphär an d'Rechter vun de Leit dierfen net verletzt ginn an d'Hausdier muss d'Grenz sinn.

Och bei dësem Gesetzesprojet bleiwen eng Rei juristesch Problemer bestoen. Dat ass eng vun den Ursaachen, firwat d'ADR dës Gesetzgeebung net ka matdroen.

D'CSL ass och der Meenung - esou wéi d'ADR scho méi dacks drop higewisen huet, zulescht nach am Oktober an enger Question élargie -, datt en nationalen Epidemieplang hätt missen opgestallt ginn, deen et bis haut nach net gëtt.

Wat mer bei dësem Gesetz nach vermëssen, dat ass d'Basis an d'Donnéeën, déi zu all dëse Moossname gefouert hunn. Do ass Verschiddenes net nozevollzéien, dat seet och de Staatsrot a sengem Exposé des motifs. Et muss een de Leit erklären, firwat dat esou gemaach gëtt - op Basis vun novollzéibare Reegelen -, da kéint een dës Moossnamen och rechtfertegen. Dat géif d'Glafwierdegkeet an d'Akzeptanz bei de Leit erhéijen, a schlussendlech ass jo grad dat e wichtege Facteur an dëser Pandemie.

Wat den Eethikrot betrëfft, dee soll jo no dësem Gesetz nach virun der Chrëschtvakanz en Avis ofginn. A wa schonns beim Eethikrot en Avis gefrot gëtt, da wär et gutt, wann d'Regierung sech och géif méiglechst no heirunner halen.

An zum Schluss nach e Wuert zu de méiglechen Impfunge géint de Corona, déi hei am Raum stinn: Do wär et gutt, wa mer géife kloer festhalen, wéi dat ze erfollegen hätt - dëst op fräiwëlleger Basis an esou weider, och fir d'Fleegepersonal an alle Beräicher, wéi et och d'selwecht fir déi vulnerabel Leit gëllt; och fir d'Uschafung, de Gebrauch an d'Verdeelung vun den Impfstoffer. Eng Motioun gouf jo ewell hei ugeholl, fir dat hei an der Chamber ze debattéieren. An et wär gutt, wann an dëser wichteger Fro all d'Kaarte matzäiten um Dësch géife leien.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus, a well den Text op ville Passagen onverständlech oder onkloer ass - op déi vill Onkloerheeten an e Mangel u Kohärenz hunn och de Staatsrot, d'Mënscherechtskommissioun an d'CSL an hiren Avisen higewisen -, kënne mir als ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi mer virun zimmlech genau véier Wochen hei diskutéiert hunn, hu mir als Lénk gesot, datt mer deen dote Projet net kéinte matstëmmen, well mer fonnt hunn, datt déi Mesurë géife laanscht d'Zil - nämlech eng Reduktioun vun Neiinfektiounen - féieren, mee aner disproportionéiert, inzisiv Mesuren aféieren.

Deemools stoung ech hei an ech hu festgestallt, datt d'Zuel vun den aktiven Infektiounen dräimol méi héich wär wéi op der Spëtzt vun der éischter Well; elo stinn ech hei an déi Zuel ass véieranhalleftmol esou héich wéi um Pic vun der éischter Well. Deemools hate mer pro Dag eng Moyenne vun - iwwer eng Woch gekuckt - eppes iwwer 600 Neiinfektiounen; haut si mer bei 550, also just e ganz liichten Trend no ënnen. Deemools hate mer 150 Hospitalisatiounen, haut hu mer der 230.

Deemools hate mer e groussen Trend no uewe vun Neiinfektiounen, haut hu mer e klengen Trend no ënnen. Dat sinn déi plakeg Fakten. An ech mengen, datt een eppes awer festhale kann: datt déi Mesuren, déi deemools getraff gi sinn, net onbedéngt hiert Zil erreecht hunn, firwat mer jo och haut erëm hei stinn an diskutéiere mussen.

Verschidde Riedner si virdru schonn drop agaangen; de Rapporter huet et duergestallt, wéi wann dat esou eng Ausenanersetzung tëschent Häerz a Verstand wier. Den Här Baum huet gesot, et wiere faktebaséiert Decisiounen, déi géife geholl ginn, an der Majoritéit géif et eeben net ëm deen Eenzelne goen, mee ëm d'Land. Ech mengen, datt et jiddwerengem an der Santéskommissioun ëm d'Land gaangen ass an net ëm den Eenzelnen. An ech mengen och, datt jiddweree versicht huet, mat Verstand op déi Situatioun ze reagéieren an net mam Häerz, just datt mer eis eventuell net eens driwwer sinn, wat deem Verstand dann zugronn läit.

An do ass nach ëmmer eis Haaptkritik, datt et keng wëssenschaftlech Donnéeë sinn, opgrond vun deene mer verschidde Mesuren haut elo huele wäerten, weeder Donnéeën, déi eis eege Rechercheservicer, Rechercheinstitutiounen opbruecht hunn, nach Donnéeën, bei deene mer eis um Ausland a comparabele Situatiounen orientéieren.

An dat ass, mengen ech, déi zweet Etapp, déi mer haut da franchéieren, nom Sëndefall vum 29. Oktober, wou mer d'Feld, d'Basis vum Verstand, vun dem Faktebaséierten, vun der Verhältnisméissegkeet a vun deenen Erfarungswäerter, déi mer an der Vergaangenheet an deene sechs Méint virdru gesammelt hunn, verloossen.

Deemools ass e Couvre-feu agefouert ginn, dee - wat een elo awer soe kann a wat een deemools scho konnt virausgesinn - an där doter Form net zu weesentlech manner Kontakter gefouert huet. En huet eis guer keng, awer wierklech guer keng nei Erfarungswäerter ginn. E war immens inzisiv, well e Leit quasi ab enger bestëmmter Auerzäit doheem agespaart huet.

Seng Kollateralschied zu Lëtzebuerg si bis haut net ofzegesinn. Et ginn awer international Etüden, déi soen, datt de Couvre-feu, déi esou inzisiv Mesure grad am Beräich vun der Santé mentale an am Beräich vun der haislecher Gewalt eng wichteg an eng ganz negativ Roll spillt. "Say no to violence!" Jo, mee eng Gesellschaft muss och de Kader dofir schafen! An dee Couvre-feu penaliséiert virun allem déi Leit, déi op Schichte schaffen - och d'ailleurs déi, déi a Spideeler op Schichte schaffen - an déi guer kee soziaalt Liewe méi hu respektiv deenen hiert soziaalt Liewe ganz staark ageschränkt ginn ass.

An et ass och net esou, wéi wann ech net viru véier Wochen hei gestanen hätt an eng aner Propos gemaach hätt. Ech hu proposéiert: „Kommt, mir maachen e cibléierte Lockdown! Kommt, mir maachen dat! Kommt, mir ginn hin a maachen den Horeca-Beräich zou, well et do, zumindest am Ausland, Indizien derfir gëtt, datt deen e Vecteur vun Ustiechunge ka si, well et do evident ass, datt ee sech net schütze kann, well ee weeder eng Mask unhuet nach zwee Meter Ofstand anhale kann."

Dat hunn ech virun engem Mount gesot! Ech weess, datt dat elo haut da soll ëmgesat ginn. Mee et kann ee sech awer d'Fro vum Zäitpunkt stellen, ob dat net hätt kënnen éischter geschéien, woumat mer och méi en phase mat eisen Nopeschlänner gewiescht wieren, wou d'Zuelen elo massiv erofgaange sinn, wou mer och do hätte kënnen en phase sinn, wat an enger Gesellschaft, an där mer vun 200.000 Frontaliere wëssen, eventuell guer net onwichteg gewiescht wier, datt mer an enger gewëssener Koordinatioun mat eisen Nopeschlänner gewiescht wieren.

Ech hunn och gesot: „Natierlech musse mer, wa mer dat maachen, cibléiert hëllefen." Ech gesinn: Et ass elo e Gesetzesprojet deposéiert ginn, deen, wéi mer hoffen, esou séier wéi méiglech dann hei an der Chamber drukënnt, deen eebe genau cibléiert Hëllefe virgesäit - just eeben e Mount méi spéit. Ob déi cibléiert Hëllefen dann héich genuch sinn, cibléiert genuch sinn, doriwwer wäerte mer nach d'Méiglechkeet hunn ze diskutéieren. Mee alles dat ass elo zäitversat e Mount méi spéit komm, mat awer och nach enger anerer grousser Ausnam, nämlech: De Beräich vum Net-méi-Novollzéibaren, vum Irrationalen ass méi grouss ginn.

An dat soen net nëmmen déi véier Oppositiounsparteien, déi eebe kee Block duerstellen. An och wann ech engem Journalist soen, datt ech mat deene Mesuren net averstane sinn, da kann ech mech duerfir awer net dozou äusseren, wat d'CSV decidéiert, wat d'Piraten decidéieren oder wat d'ADR decidéiert. Déi Diskussioun solle mer ophalen! Well wie virun allem och nach seet, datt et net faktebaséiert an net kohärent ass, dat ass nieft deene véier Oppositiounsparteien dann och de Staatsrot, dat ass nach d'Mënscherechtskommissioun, dat ass d'Salariatskummer. Si soen, datt dat net kohärent ass.

Da muss een awer soen, Här Engel, dann ass et awer net an der Rei, datt Der all deenen Institutioune virgeheit, datt déi - ech zitéieren -: „d'Gravitéit vun der Situatioun net verstanen" hätten. Dat geet dach net, datt een einfach Institutioune wéi dem Staatsrot oder der Salariatskummer ënnerstellt, datt déi näischt verstanen hätten, an deenen 29 vu 60 Deputéierten och! Ech mengen, datt dat net déi richteg Virgeeënsweis ass an datt mer eis erëm sollte versichen op den Terrain vum rationalen Argument, vun der rationaler Ausernanersetzung ze beginn.

Mir stëmmen dat hei net mat. An ech wëll probéieren, lech ze erklären, wat fir eis net rational an net novollzéibar an doduerch net wierksam am Kampf géint de Virus ass.

Éischtens - dorop brauch ech net méi anzegoen, mee et ass ënnergaangen an deenen Diskussioune -: Dee Couvre-feu, deen an eisen Aen onnëtz an absurd ass, gëtt nach eng Kéier verlängert. Aleng dat wier schonn e Grond, fir dat heite Gesetz net ze stëmmen.

Da gëtt et eng Mesure, iwwert déi ganz vill diskutéiert gëtt dobaussen, iwwert déi och ganz vill an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, dat ass déi Reegel, wéi Menagen, wou a wéi ee sech privat nach kann treffen. Ech bleiwen einfach derbäi: Aus engem sanitäre Point de vue ass zwee plus dräi fënnef an dräi plus zwee ass och fënnef. An Dir kritt dat de Leit dobaussen net erkläert! A wann Der et net erkläert kritt, ma dann halen d'Leit sech net drun oder fanne Weeër, fir et ze ëmgoen! Dat ass duerfir net rational! Dat soll een net maachen, well et net zilféierend ass am Kampf géint de Virus, well et net op d'Akzeptanz tréfft.

An et féiert dann derzou, datt effektiv net méi d'Famill mat de Kanner bei d'Bomi an de Bopi ginn, mee datt d'Bomi an de Bopi da bei d'Famill mat de Kanner wäerte goen. D'Resultat, wat déi zwou Bullen ugeet vu Leit, déi op enger Plaz zesumme sinn, wäert sech in fine awer net änneren.

Dat huet jo och de Staatsrot gesot, dat huet och d'Salariatskummer gesot, datt hunn all déi Institutiounen och bemängelt a si hu Weeër opgemaach. De Staatsrot huet souguer gesot: „Mir sinn elo schonn averstanen, wann Der einfach sot: ,E Menage an e Menage, déi kënnen zesummekommen, a fäerdeg ass de Lack!'." Mee och do huet d'Majoritéit awer op stuer geschalt - dat muss een awer soen! - an huet déi Ouverturen, déi do gemaach gi sinn an déi e grousse Schrëtt zur Akzeptanz gewiescht wieren, net ugeholl.

En anere wichtege Beräich ass dee vun den Aktivitéiten, déi zougemaach ginn. Et sinn der eng ganz Rëtsch derbäi, mat deenen ech averstane sinn. Ech hunn et virdru gesot: den Horeca-Beräich - an do kucken ech net nom Eenzelnen, well ech kucken net no mir! Ech sinn nämlech méi dacks am Horeca; ech verbrénge méi Zäit vu mengem Liewen am Horeca-Beräich wéi am Theater.

(Interruptions)

An trotzdeem fannen ech et richteg a korrekt, well dat fir mech novollzéibar ass. Ech fannen dat och novollzéibar, wat d'Spillhalen ugeet. Ech hunn och an Etüde gelies, datt dat fir de Sport stëmmt, och wann et just wéineg Indicateure ginn. Ech hunn awer a kenger gelies, datt et fir Kinoen an Theatere gëllt. Ech hunn der awer gelies, wou et fir d'Cultë gëllt!

An do muss ech soen: Et geet net drëm, d'Culten an d'Kultur géinteneen auszespillen. Mee Dir maacht et awer! Dir schreift een Artikel 3ter, wou déi zwou Saachen zesumme an engem eenzegen Artikel stinn. De Staatsrot seet och erëm eng Kéier: „Maacht dat do net! Dat do bréngt absurd Diskussiounen. Maacht zwee getrennt Artikelen dorauser, well et sinn zwee getrennt Beräicher!" Nee, dat ass awer net gemaach ginn. Et ass elo nach ëmmer den Artikel 3ter.

A Kultur ass net iergendwéi e perséinlechen Desiderata, et ass en Deel vun engem Recht, vun engem Mënscherecht, wat och schonn 2013 an der Regierungserklärung vun der éischter Oplag vun dëser Koalitioun drastoung. Duerfir sollte mer och net Hierarchien aféieren an déi eng Rechter oder déi eng Grondprinzippie géint déi aner ausspillen.

Duerfir mengen ech och ... Ech sinn net derfir, datt d'Kierche sollen zoumaachen, wierklech net. Dat ass guer net mäi Propos. Just soen ech mer: Mee wa mer faktebaséiert wëlle sinn, da kënnt Der dach net och déi Beräicher zoumaachen, wou bis elo noweislech iwwerhaapt keng Clusteren, weeder zu Lëtzebuerg nach am Ausland, entstane sinn!

An nach méi absurd gëtt et bei de Musekschoulen, wou de Staatsrot da gesot huet: „Sidd Der lech bewosst: Wann Der dat do maacht, da ginn d'Musekschoulen zou?" Dorobber äntwert d'Regierung dann: „Nee, mir hunn eng aner Interpretatioun.

Et ass nämlech esou, datt alles dat, wat ënnert den Enseignement fält, seng spezifesch Reegelen huet. Duerfir ass dat dann net esou."

A wann een de Rapport liest, do steet da wierklech dra fir d'Activités musicales, datt déi, déi ënnert der Tutelle vum Enseignement sinn, erlaabt sinn, an déi Activités musicales, déi ënnert der Kultur sinn, déi sinn net erlaabt. Et kënnen awer duerchaus déi selwecht Aktivitéite sinn. Dat ass dach net rationell! Dat ass net novollzéibar fir d'Leit. Just well deen ee Ministère DP-gefouert ass an deen anere vun deene Grénge gefouert ass, ass et erlaabt oder net erlaabt. Dat ass dach net richteg! Dat ass dach keng Kohärenz!

D'Fro vun de Kantinnen ass opgeworf ginn. Ech si frou, datt den Här Roth déi Fro da gestallt huet: „Wéi ass et da mat de Kantinnen an de Spideeler?" A wannechgelift, d'Personal an de Spideeler kritt dach net säin Iessen op d'Zëmmer geliwwert! Solle se dann do mat de Covidkranken zesummen ouni Mask iessen?! Dat ass dach net richteg.

(Interruptions)

E weidere Problem, fir d'Rassemblementer heescht et elo: Rassemblementer iwwer véier Leit - zwee Meter plus Maskeflicht. Da soen ech lech: A ganz ville Beräicher wäert dat net méiglech sinn. Wéi gesäit et dann aus a Foussgängerzonen? Kann een dat dann iwwerhaapt anhalen, wann een an enger bestëmmter Situatioun ass, wann een eventuell aus enger Gare erauskënnt, wou vill Leit an Drauwen openeen ukommen, déi zwee Meter a Maskeflicht, ouni doduerjer ze riskéieren, e Protokoll ze kréien?

D'Police huet - ech mengen, den Här Wiseler ass virdrun drop agaangen - selwer gesot: „Dat do kënne mer net kontrolléieren." Wier et dann net méi sënnvoll, mir maachen einfach, kloer Reegelen, wéi datt ee seet: Ma iwwerall do, wou keng zwee Meter agehale ginn, ass absolutt Maskeflicht. Iwwerall do! Eng einfach Reegel, kloer novollzéibar.

D'Zäit leeft mer dovunner. Ech gesinn, ech kann net op d'Schoul agoen, well d'Schoul ass jo iergendwéi extraterrestresch. Do ginn et aner Logike vu Propagatioun vum Virus.

Ech wëll duerfir als Schluss nach Follgendes soen: Déi Reegelen, déi hu sech 20-mol zënter dem 16. Mäerz geännert. Dat huet de Parquet eis gesot an enger Entrevue, an datt si Problemer hu mat all deene PVen, déi bis elo ausgestallt gi sinn, fir festzestellen: Ma wéi eng Reegel huet da gegollt den 22. Juli a wéi eng war et scho méi de 4. Oktober? A wann de Parquet an d'Police Schwieregkeeten hunn, an deem Konvolut vu Reegelen a Reegelsännerungen nach iwwerhaapt duerchzeblécken, wéi sollen déi normal Bierger dat dann alles maachen?

Duerfir musse mer oppassen, datt mer net déi ganz Responsabilitéit ëmmer nëmmen op d'Verhale vun den eenzelne Bierger hilenken, mee mir musse kollektiv Verantwortung iwwerhuelen an der Preventioun, an der Sensibiliséierung. Mir hunn esou vill Motiounen eraginn, wat dat ugeet, vun Desinfectanten, Masken, d'Gemengen, déi ee misst als Partner mat eranhuelen; wou ech och iwwerhaapt net weess, wéi dat weidergaangen ass. D'Santé huet dach eng Persoun delegéiert, déi fir d'Gemenge responsabel wier. Ech hat elo net matkritt, datt do terribel vill Preventioun oder Sensibiliséierungsaarbecht bis elo gemaach géif ginn.

Sozial ekonomesch Offiederung, partielle Lockdown, Vaccin; e leschten, allerleschte Saz an dann halen ech op:

Jo, et ass richteg, dee soll a muss gratis ginn. A fir do och all Ambiguitéit aus dem Wee ze goen: En ass natierlech op fräiwëlleger Basis! Ech hu bis elo nach kee Land héieren, wat gesot huet, datt et eng Impfflicht géif ginn. Duerfir kommt, mir féiere keng falsch Debaten! Natierlech ass en op fräiwëlleger Basis. An ech mengen, datt och heibannen Unanimitéit ass bei de Leit, datt se dat esou mengen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Bleift nach ee Moment hei, well den Här Engel huet nach eng Fro un lech!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Fait personnel, well e mech ugeschwat huet.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Warscheinlech ass et, well ech keng Diktioun gemaach hunn, datt Der mech net richteg verstanen hutt, datt ech et vläicht net gutt genuch ausgeschwat hunn, mee ech muss awer lech berichtegen, well Der mech falsch zitéiert hutt.

Ech hu wuel op Inkohärenzen higewisen. An ech hu selwer gesot, dass et Inkohärenzen am Text gëtt. Ech hunn net gesot: „Wann een d'Gesetz wéinst deenen Inkohärenzen net stëmmt, dann huet een d'Gravitéit vun der Situatioun net erkannt." Dat hunn ech nämlech net gesot.

Ech hu gesot: „Et geet net dréms, dass mer elo zu fënnef beieneen op Besuch ginn. Wien dat net verstanen huet, deen huet d'Gravitéit vun der Situatioun net erkannt." Dat steet och hei, dat ass och dat, wat ech ofgelies hunn.

(M. Georges Engel montre un document.)

Dat ass de Virdeel vun deene geschriwwene Rieden. Ech wollt dat just nach eng Kéier ganz kloer soen.

An ech hunn och net gesot, dass d'Personal am Spidol d'Iessen op d'Zëmmere kritt.

(Interruptions)

Dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, dass d'„Patienten" d'Iessen op d'Zëmmer kréien, wat eng Evidence ass, an déi aner kënne sech et an d'Kantin als Takeout siche goen. Dat hunn ech gesot an näischt aneschters!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. An d'Wuert geet zréck un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, effektiv dat ass de Virdeel vu geschriwwene Rieden. Mir kënne jo da kucken, et ka sinn, datt ech do falsch héieren hunn.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hunn et vläicht net gutt ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Wann dat esou ass, dann huelen ech dat natierlech zréck. Mee et huet een awer trotzdeem den Androck gehat, zumindest deem konnt ech mech net verwieren, wéi wann Der all déi Kriticken einfach esou géift ofweisen, andeem Der sot: „Hei geet et elo drëm, datt mir onbedéngt mussen dat Gesetz stëmmen. An all déi, déi Saachen ze kritiséieren hunn, dat sinn éischter esou Querulanten." Dat ass net de Fall, well, ech mengen, och déi Querulanten hunn eege Propositioune gemaach.

A mir wäerte jo warscheinlech nach op déi Fro zréckkommen, wéi dann elo d'Iessensvergab och un d'Personal an de Spideeler wäert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Marc Baum. Ech ginn d'Wuert un dee leschten agedroene Riedner, den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Mars Di Bartolomeo en éierleche Merci fir säi gudden a virun allem faire Rapport an déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Ech mengen, vill Leit erwaarden et elo net, mee ech muss awer och nach en anere Respekt ausschwätzen, an zwar fir d'Ried vun der Madamm Lorsché. Déi huet mer ganz gutt gefall an do ware ganz vill richteg Punkten dran.

Här President, mir sinn eis hoffentlech heibannen alleguerten eens, dass et wichteg ass, dass geziilten a logesch Mesurë getraff ginn, fir den Infektiounstaux erofzekréien a soumat eise Gesondheetssystem ze schützen. Et ass kloer, dass mir alleguerten eppes ënnerhuele mussen. Wou déi eenzel Parteie sech ënnerscheeden, ass eeben de Wéi. De Projet, deen d'Regierung eis virgeluecht huet, ass net op allem schlecht, mee et feelt op eenzelne Punkten u Kohärenz a Logik.

Huele mer d'Schoulkantinnen. Déi bleiwen op, awer d'Betribskantinne ginn zou. Firwat net einfach soen: „D'Betribskantinne kënnen opbleiwen, wann een eleng um Dësch sëtzt"? Dat hätt de Problem geléist. Déi Leit missten net am Gank bei enger Maschinn oder soss enzwousch eppes iessen. Si kéinte ganz eleng um Dësch sëtzen. De Risiko wär null.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Awer nee, et wollt kee mat sech schwätze loossen.

Et muss een a ville Beräicher Ofstand halen, Persounen op klengem Raum reduzéieren, mee laut dem neie Gesetz net am ëffentlechen Transport. Aleng däerf ee keng Ronne méi an der Schwämm schwammen, mee eng ganz Schoulklass kann zesummen an d'Waasser hopsen. Elo wär de Moment gewiescht, d'Ausgangsspär erauszehuelen. Dat géif eis Police entlaaschten, déi och Personalproblemer an der Pandemie huet.

Wéi solle mir de Leit déi nei Moosnamen elo nach seriö erklären, d'Leit ëm Verständnis froen? Wéi soll de Bierger, deen nun emol dës Gesetzer all Dag liewe muss, verstoen, wat d'Regierung sech beim Text geduecht huet?

Sport ausserhalb vun der Schoul, dat geet quasi net méi. Mee et sinn déi selwecht Kanner, déi moies zu enger Villzuel zesumme Sport gemaach hunn, déi sech mëttes net méi dierfe gesinn, fir sech bei den Hausaufgaben ze hëllefen oder hire Fräizäitaktivitéiten nozegoen. Do feelt d'Logik. Mee et ass awer och jidderengem an der Bildung bewosst: D'Kanner kënnen nëmmen an der Schoul gutt sinn, wann den Ausglach duerno stattfënnt.

Eis Feststellung ass: Fir d'Regierung ass et wichteg, dass d'Eltere kënne weider schaffe goen, ausser d'Eltere schaffen an der Restauratioun, besëtzen e Kino, schaffen an der Kultur oder am Fitnessstudio. Da solle se doheembleiwen an de Betrib ass elo emol forcéiert zouzemaachen.

Do kann ee sech wierklech Froe stellen, ob hei net laut Regierungsmeenung all Soziales a Kulturelles soll agestallt ginn, awer de Mënsch nach weider wéi eng Maschinn soll schaffe goen. Haaptsaach, d'Rad vum Geld dréint weider. Schaffen an nëmmen net sech mat Aktivitéiten entspane kënnen: Do komme mir an e ganz bedenkleche Gesellschaftsmodell!

Mir Piraten stellen eis d'Fro - a mir hoffen, och aner Deputéiert heibannen -, wéi mir duerno aus den neie Gesellschaftsgewunnechten erëm erauskommen. An domat menge mir net d'Texter, mee d'Gewunnechten.

Restriktiounen a Verbueter goufen an der Vergaangenheet schonn oft agefouert an dann net méi opgehuewen. Terrorgesetzer mat Aschnëtter an d'Privatsphär sinn do dat bescht Beispill. Mir als Gesellschaft mussen immens virsiichteg sinn, wéi wäit mer ginn.

D'Kultur wäert mat dem Gesetz leider gestoppt ginn. Am Theater dierf kee méi optrieden, also d'Acteure vun enger fräier, oppener Welt dierfen net méi optrieden. An eis kritesch a piratesch Meenung zu de Reliounen ass bekannt. Elo kënnt et awer: Wat fir eis Piraten total onverständlech ass, wat d'Regierung opléisst am neie Gesetz, ass, dass d'Gotteshaiser - nenne mer se emol esou - weider dierfen hir Optrëtter hunn. Dat ass eng Formule aus dem Mëttelalter, fir déi eis Regierung sech entscheet huet an déi déi dräi Majoritéitsparteien och haut hei stëmme wäerten.

Dem Theater, a soumat der fräier Meenungsäusserung, sot Dir mam Vott „Nee", awer Reliounen dierfe weider viru Leit optrieden. Dat ass rengen Aktionismus, bedenklechen Aktionismus souguer!

Här President, komme mer zur Horesca. Obwuel vill Betriber an de leschte Méint vill Suen an e Konzept gestach hunn, fir d'Sécherheet vun hire Clienten duerch genuch Ofstand, eng gutt Belüftung an Trennwänn ze garantéieren, gi si elo nees gezwongen zouzemaachen, an dat, nodeems déi lescht Méint scho vill Geschäftsleit un hir finanziell an emotional Grenze bruecht gi sinn.

Och hei: Et wären Alternative ginn! Firwat hu mer net gesot, dass en Haushalt, dee sech souwisou scho kéint infizéieren, an de Restaurant ka goen? Mir verstinn, dass sech net véier verschidden Haushalter am Restaurant treffe mussen. Mee et wären och nach Zwëscheléisunge ginn, anstatt direkt do d'Fermeture auszeschwätzen. D'Horesca-Federatioun sot gëschter richteg, dass si ausgenotzt si ginn als Testlabo an elo mussen d'Rechnung bezuelen.

Mir Piraten hu scho viru Méint gefrot, fir de „LetzShop" drop virzebereeden, dass d'Restauratioun och elo iwwert dee Wee den Takeaway oder Liwwerunge kéint organiséieren. Esou hätt d'Regierung schnell kënnen der Horesca hëllefen. Si kéint se digital fit maachen, fir hire Betrib oprechtzeerhalen. Mee och do: Elo kënnt d'Fermeture fir d'Restauranten, awer „LetzShop" huet nach keng Léisung bereet - e weidere Feeler.

Komme mer elo zur Schoul. D'Schoul ass anscheinend quasi eng Zon mat engem Schutzschëld géint de Virus. Och wa scho bal kee méi am Land dat gleeft, de Bildungsminister betount gären, dass d'Schoul quasi net déi Plaz ass, wou d'Leit sech géifen ustiechen. Mee do kann een awer och d'Fro stellen: Wéi ass et mam Transport an d'Schoul? Allgemeng och: Wéi ass et bei den Erwuessenen? Wie seet, dass déi Fäll, bei deenen een net weess, wou d'Infektioun hierkënnt, net zum Deel aus dem Transport kommen?

Mir Piraten hate viru Wochen an der Santéskommissioun e Punkt ugeschwat, fir d'Chrëschtvakanz ze verlängeren, fir esou Infektiounen iwwer Chrëschtdag a Sylvester net direkt duerno weiderzeginn, mee sech eng natierlech Quarantän vun zéng Deeg no Neijoer ze ginn. Well egal, wéi eng Gesetzer elo kommen, ob mat Verlängerung nom 15. Dezember oder net, mir bezweifelen, dass d'Leit sech Chrëschtdag wäerten un eis streng Gesetzer halen - nee, si wäerten déi Zäit an der Famill genéisse wëllen. Nach ass et net ze spéit, fir eis Propos vun der verlängerter Vakanz opzegräifen - just fréi genuch der Educatioun Bescheed soen, net erëm „last minute"!

Esou Moossname géife méi brénge wéi eng Ausgangsspär. Mee an der Meenung vun der Regierung ass an de Schoulen, am ëffentlechen Transport jo iwwerall kee Problem. Schäerzhaft soen d'Leit schonn: „Fir sech ze treffen, kéint een einfach gratis mam Bus oder Zuch duerch d'Land fueren. Do kann d'ganz Famill sech erëmgesinn. Just den Desinfektiounsgel, dee muss een awer selwer matbréngen."

Zréck zum Commerce. Mécht een elo d'Horesca zou, féiert dat zu Aboussen an anere Geschäfter an der Ëmgéigend souwéi bei de Liwweranten, der Landwirtschaft, de Wënzer a ville weideren.

Mir Piraten wëllen dofir ze bedenke ginn, wéi wichteg et ass, och deene klenge Commercen, déi elo weider wäerten ophunn, finanziell iwwert d'Ronnen ze hëllefen, wa mer net wëllen, dass no der Pandemie just nach e puer grouss Marken de Marché dominéieren. Dofir ass et wichteg, dass mer Projete wéi de 7703, an deem spezifesch Aidë fir de Mëttelstand virgesi sinn, esou séier wéi méiglech op den Ordre du jour setzen a stëmmen.

Mir ginn awer och ze bedenken, dass d'Patronen deene Leit, déi mat vulnerabele Persoune schaffen, zum Beispill a Seniorien, professionell a genormt Maske sollen zur Verfügung stellen.

Här President, zum Ofschloss - a wéi gëschter an der Kommissioun gesot, ass d'Zäit haut net esou knapp bemooss - komme mer emol bei dee bestëmmte Punkt am Gesetz, deen déi mannste Famillje verstinn, well dee Punkt d'Familljen diskriminéiert, an zwar deen, fir nëmmen zwee Leit doheem dierfen ze empfänken. Dat ass sécherlech mat de gréissten Aschnëtt an d'Privatliewen; eng Reegel, déi ouni Logik opgesat ginn ass, well se net wéi an anere Länner vum „Haushalt" schwätzt, also Leit, déi all Moment Kontakt hunn, wat fir eis déi besser Wiel gewiescht wär a woufir mer eis och agesat hunn an der Santéskommissioun.

Huele mer dat einfacht Beispill vun der Famill zu véier, bei déi d'Grousselteren op Besuch kommen. Dat geet, awer déi selwecht véier dierfen net bei d'Grousselteren heem. Egal wéi: Véier plus zwee oder zwee plus véier ass ëmmer sechs an dee selwechten Infektiounsrisiko.

Wisou net d'Kanner eraushuelen aus dem Gesetz? Lauschtert een den Argumenter vum Educatiounsministère fir d'Schoulen no, kéint een eng Ännerung maachen, dass d'Kanner am Gesetz eréischt ab zwielef Joer betraff sinn. Et wären esou vill Méiglechkeete ginn, fir Familljen net ze diskriminéieren. Mee nee, d'Regierung ass stuer bei hirer falscher Formel vun zwee Leit bliwwen an net op den Haushalt iwwergaangen.

Dir maacht lech als Majoritéitsparteie mat esou Manövere kee Gefalen, well d'Akzeptanz vum Gesetz geet erof an d'Infektioune ginn dann erop.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir brauchen e bessert Mobilitéitskonzept, wat de Leit et erlaabt, och um Wee fir op d'Aarbecht oder fir an d'Schoul hir Distanz anzehalen.

Mir brauchen eng Léisung fir d'Grande-surfacen, wou et zwar eng Limitatioun vun engem Client op zéng Meterkaree gëtt, mee trotzdeem net verhënnert gëtt, dass sech d'Leit fir e Mantel oder eng nei Spillkonsol iwwert d'Féiss falen. Do kënnt nach de Black Friday, elo kommen nach d'verkafsoppe Sonndeger derbäi. Et kann ee wierklech hannerfroen, ob een net hätt kënne soen: „Op déi verzichte mer!".

Déi Fro no der Kontroll hunn ech och an der Sécherheetskommissioun gestallt. Ma do gëtt drop gewaart, dass déi grouss Surface urifft - also, wéi wann ee géif uruffen -: „Kommt bei mech kucken, ech verkafe grad ze vill"! Do misste spontan Kontrolle stattfannen. D'Gesetz huet e grousst Lach, wat d'Grande-surfacen ugeet. D'Leit verdeele sech schliisslech net gläichméisseg. D'lokal Konzentratioun gëtt duerch déi aktuell Rayonen net ausgeschloss.

A wat mer awer net brauchen, ass eng Ausgangsspär, vun där den Notze bis elo net bewise konnt ginn - just bewise gouf den enormen Opwand vun der Police, fir dat ze kontrolléieren -, eng Ausgangsspär, bei där de Minister vergiess huet, e Formulaire auszeschaffen, dass d'Leit fir schaffen ze fueren oder, nach méi schlëmm, de CGDIS op engem Asaz net musse wichteg Zäit an enger Kontroll verléieren.

Mir schwätzen hei vun enger Beschneidung vun eise Grondrechter. Mir hätten dëse Gesetzesprojet och kënnen notzen, fir Feeler réckgängeg ze maachen.

Här President, wann d'Mesuren an och d'Kommunikatioun vun der Regierung net kohärent sinn, wéi sollen d'Leit dobausse d'Reegele verstoen oder, nach besser, se akzeptéieren?

Soulaang mer kee logeschen Text hunn, en Text, deen den aktuelle Problemer kohärent Mesuren entgéintstellt, kënnen d'Piraten net hiren Accord ginn. Mir Piraten wäerte géint dëse Projet stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ganz kuerz: Ech wollt just wierklech de Riedner Merci soen. Fir mech war et wichteg, och als Regierungschef hei ze sinn. Ech

mengen, et ass dat, wat wichteg ass, an dofir wéilt ech wierklech och all de Parteie Merci soen, dass de But dee selwechten ass. Wierklech: Mir hunn e gemeinsame But. Dat heescht, dass mer wierklech kucken, den Impakt an d'Repercussioun vum Covid esou kleng wéi méiglech ze halen, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- … ouni, dat probéiere mer, e groussen, en ze groussen Impakt op eis Gesellschaft ze hunn.

Et ass net einfach. An ech soen Iech och ganz éierlech: Et huet keen d'Patentrezept - keen! -, an Europa oder weltwäit, wéi déi geheim Léisung ass, mat där een alles géif an de Gréff kréien. Mee ech wëll wierklech hei just Merci soen, well dee But, dee wichteg ass, ass deen, dass d'Leit och gesinn, dass mer awer zesummenhalen. An och wann de Wee vun deem engen a vun deem aneren en aneren ass, ass d'Zil dat selwecht. An et ass fir mech als Premierminister wichteg, dass een an der Chamber awer do eng grouss Unanimitéit, also eng grouss Majoritéit op jidde Fall, an déi Richtung huet.

Ech géif just elo, Här President, wann Der averstane sidd, fir d'éischt, wann Der wéilt, dem Här Meisch d'Wuert ginn, fir dass deen op d'Punkten, déi d'Jugend an eeben och d'Schoul betreffen, kann agoen, an dann der Madamm Gesondheetsministesch, fir dee Projet de loi, deen och vun der Santé kënnt, dann eeben och hei fäerdeg kënnen ze presentéieren no deem Debat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da ginn ech direkt dem Här Educatiounsminister Claude Meisch d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Staatsminister huet grad gesot: Mir sinn eis an enger Finalitéit eens, dat heescht, de Covid-19 souwäit wéi méiglech ze bremsen, de Gesondheetssystem ze schützen, déi vulnerabel Persounen ze schützen.

An engem anere Punkt hunn ech och haut nach eng Kéier festgestallt, datt mer eis eens sinn: Dat ass, datt et wichteg a richteg ass, datt eis Schoulen op sinn, och wann ee sécherlech iwwert d'Detailer ka streiden, iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Approchen. An dat ass och gradesou richteg a wichteg an engem demokratesche Land a grad och zu dëser Zäit, well keen huet hei déi absolutt Wourecht gepaacht a mir sinn alleguerten amgaange bäizeléieren, Dag fir Dag.

Ech denken, datt et richteg war, virun der Rentrée dee Stufemodell ze developpéieren. Hei ass virdrun e Stufemodell eigentlech fir d'Gestioun vun der Kris am ganze Land gefrot ginn. Mir hunn en an der Educatioun.

A mir hunn eis een Zil gesat: Dat ass, dem Virus esou mann wéi méiglech Plaz ze loossen an awer der Bildung esou vill wéi méiglech. An dorunner orientéiere mer eis bei all deenen eenzelnen Decisiounen. Nee, et gëtt keng absolutt Sécherheet, fir keen an a kenger Fro! Duerfir ass et jo esou, datt mer permanent liesen, wat vun neien Etüden erauskënnt. An duerfir wëll ech do awer och nach eng Kéier deenen äntweren, déi et hei sou duergestallt hunn, wéi wann ech an anerer der Meenung wären, an der Schoul kéint ee sech par définition net ustiechen an de Virus géif virun der Schoulpaart Demitour maachen. Dat ass natierlech net esou.

Firwat mengt Der wuel, datt mer esou vill Schüler an Enseignantë permanent testen? Firwat mengt Der, datt, wann ee Schüler positiv getest gëtt, dann d'ganz Klass an den Test muss goen an en an der Schoul emol isoléiert gëtt, a beim zweete positive Schüler oder Enseignant dann eng Quarantän ausgeschwat gëtt? Firwat mengt Der, datt mer déi sëllege Mesuren dès le départ haten a permanent adaptéieren an och haut an dësem Pak an ab nächstem Méindeg jo op den iewescht Klassen am Lycée do nach eng Kéier e Schratt méi wäit ginn?

Déi Etüden, déi eis guidéieren, soen eigentlech zanter Méint, datt d'Schoulen an d'Bildungsariichtunge kee Pandemiedreiwer sinn. Et ass gradesou gutt déi europäesch Agence ECDC, déi dat seet, wéi gëschter nach eng Kéier den däitschen RWI-Leipniz-Institut, deen nach eng Kéier kloer gesot huet, datt et eigentlech keen Ënnerscheed am Infektiounstaux ginn ass bei der Ouverture an der Fermeture an de Schoulen an Däitschland, souwuel bei der Summervakanz, no der Summervakanz, bei der Ouverture, wéi och an der Hierschtvakanz, bei der Fermeture an duerno, wéi et erëm opgaangen ass, datt eigentlech de Virus sech säi Wee duerch d'Gesellschaft sicht, mee datt dat eeben net iwwert d'Bildungsariichtunge geet. Trotzdeem musse mer do en A drop halen.

An trotzdeem, denken ech, war et richteg ze soen, esou wéi de Claude Wiseler et formuléiert huet: „D'Schoul ass e Monde à part." Wann et hei ëm d'Gestioun vun der Kris geet, wa mer gären hätten, datt mer permanent deem Zil gerecht ginn, de Virus esou wäit wéi méiglech dobaussen ze halen an der Bildung esou vill Plaz wéi méiglech ze ginn, dann ass et richteg gewiescht, och do emol eenzel Reegelen dach awer ze adaptéieren.

A mir hu virun allem eng Reegel adaptéiert: Dat ass, datt et bei engem positive Fall an der Klass eeben net direkt zu enger Quarantän kënnt, mee datt déi ganz Klass ka weider an d'Schoul goen, datt se am Gebai à part gesat gëtt, datt se eeben net méi an d'Kantin geet, kee Sport méi maache geet wärend där Zäit an dann och do getest gëtt.

Hätte mer net dee Monde à part do gehat, da wär dat direkt eng Quarantän ginn. Dat hätt derzou gefouert, datt mer dräimol méi Klassen a Quarantän gehat hätten, wéi mer dat bis elo hunn. Dann hätte mer eeben net méi deem Usproch kënne gerecht ginn, fir maximal Plaz fir d'Bildung ze loossen.

An deem Rapport, dee mer virun zwou Woche presentéiert hunn, hu mer gesinn, datt mer et och mat deem dote Modell fäerdegbruecht hunn, de Virus ze blockéieren, datt en net weidergaangen ass, do, wou e war, do, wou ee positive Fall war, do, wou der vläicht och zwee oder méi dorauser gi sinn, datt mer en awer hannendrun duerch déi Quarantän, déi mer du gemaach hunn, erëm gestoppt kritt hunn an aus de Schoule konnten erashalen.

Vläicht, Dir Dammen an Dir Hären, ee Wuert zu där Adaptatioun, där gréisserer Adaptatioun - et sinn der jo e puer, déi elo ustinn -, dat ass den Apprentissage en alternance oder à distance op den iewescht Klassen. Mir hunn d'Première dovunner ausgeholl, well mer awer soen, datt e Presenzunterrecht nach e Stéckwäit besser ass wéi dat, wat mer ëmmer mat deem beschten Engagement vun den Enseignanten, vun de Schüler a mat deem beschten techneschen Ekipement och kënnen à distance assuréieren - duerfir vu Quatrième bis Deuxième.

Dat féiert sécherlech derzou, datt mer nach eng Kéier d'Rencontren erofsetzen - well dorëms geet et jo allgemeng: déi sozial Kontakter an der Schoul erofzesetzen, am Klassesall kënnen erofzesetzen, och am Schoultransport erofzesetzen, an de Kantinnen erofzesetzen, well mer manner Schülerinnen a Schüler op de jeeweilege Sitten an och um Schoulwee wäerten hunn.

Wichteg ass dobäi awer, datt et net dee Modell ass, dee mer am Fréijoer hate vun A-a-B-Modell, wou mer eng Léierwoch an eng Übungswoch haten. Hei ass all Woch eng Léierwoch, well egal ob ech meng Presenz an der Schoul hunn oder den Unterrecht à distance vun doheem aus suivéiere wäert ech eng Kontinuitéit vum Léierprozess hunn, well ëmmer e Cours gehale gëtt, entweeder live an der Schoul oder iwwer e Streaming eebe vun doheem aus.

Dat bréngt mech vläicht kuerz zur Motioun Nummer 8 vun der CSV. Dat huet en Impakt op de Schoultransport, well doduerjer wäerte mer dräi Joergäng just zur Hallschent an der Schoul hunn! An doduerjer hu mer och dräi Joergäng just zur Hallschent am Schoulbus an am Schoultransport!

Duerfir géif ech soen: Kommt mir ginn dee Wee, well nieft deenen Adaptatiounen, déi scho gemaach goufen no der Allerhellgevakanz am Schülertransport, wou Busse bäigesat gi waren, ganz prezis op deene Linnen, déi am meeschten iwwerfëllt waren, kréie mer doduerch sécherlech nach eng Kéier eng Entlaaschtung vum Schoultransport.

Elo eng ganz einfach Solutioun hei ze proposéieren, déi jo heescht: „Kommt, mir decaléieren einfach de Schoulhoraire", dat, denken ech, ass awer méi schwiereg, wéi et sech op deem Pabeier do uliest. Wann et esou einfach wär, géif ech mengen, dann hätt schonn deen een oder aneren CSV-Buergermeeschter et a senger Gemeng gemaach. Well de Gemengerot kann och de Schoulhoraire adaptéieren an de Gemengerot kann och higoen an de Schoultransport adaptéieren. Dann hätt ee sécherlech dat dote ganz einfach hikritt.

Mir wëssen alleguer, datt et net esou einfach war. Mir kennen déi Diskussiounen nach, déi mer hate beim A-B-Modell a bei Decalagë vun Horairen a vum Schoultransport um Gemengeplang am Fréijoer, wou mer dee Moment ganz vill Schwieregkeeten haten, dat doten hinzekréien. Also, denken ech, kréie mer hei eng Entlaaschtung vun de Schoulbusse besser hin iwwert dat, wat mer elo hei maachen, wéi iwwer en Decalage vun de Coursen.

Vläicht nach en allerleschte Wuert, Här President, an da ginn ech d'Wuert weider, iwwert d'Diskussioune ronderëm déi peri- a parascolaire Aktivitéiten a wat dorënnerfält. Ech verstinn dat, datt d'Chamber seet: „Jo, mir wëlle wëssen, wat dat doten ass. Wat ass domadder gemengt?" Duerfir hu mer jo och an deene leschten Deeg gekuckt, dat méi kloer ze definéieren, d'Gesetzestexter beieneenzekréien an ze zitéieren, wat fir eng Aktivitéite generell dorënnerfalen, awer och nach Beispiller ze nennen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech denken, datt et wichteg ass, datt mer prinzipiell déi eenzel Aktivitéiten do elo emol kënnen oploossen. Dat wëllt awer net heeschen, datt dat net och emol eng Kéier kann a muss adaptéiert ginn. Well och do hu mer allkéiers sanitär Mesuren a sanitär Konzepter. Dat muss och net heeschen, datt déi ganz Panoplie vun deenen Aktivitéiten do, déi kéinten drënnerfalen, permanent am normale Betrib misste weidergoen. Dat ass jo och haut schonn zum Deel net méi de Fall.

Zu de Museksschoule wëll ech soen, datt et schonn en Ënnerscheed ass, ob ech elo a mengem lokale Museksveräin reegelméisseg an d'Prouf ginn oder da reegelméisseg a meng Museksschoul ginn.

An der Musekschoul hunn ech e Programm. An der Museksschoul ginn ech duerno evaluéiert. An der Museksschoul wëll ech och en Ofschloss maachen. An der Museksschoul ginn ech an dat nächst Joer an da wëll ech och do kënnen de Suivi maachen. Duerfir gesi mer dat och als en Deel vun eiser Bildungsoffer an denken, datt et wichteg ass, datt mer do sou laang wéi méiglech an esou breet wéi méiglech eng Kontinuitéit kënnen assuréieren.

Och nach, an dat ass et awer wierklech en allerleschtent Wuert, e Wuert zum Schoulsport:

Jo, et kann een iwwerall hei Inkohärenze siche goen. An ech mengen, datt mer se awer beim Schoulsport souwäit wéi méiglech dach iergendwéi kënnen evitéieren, andeems mer nämlech gesot hunn: „De Schoulsport fënnt statt, mee ‚dans la mesure du possible', wann d'Meteo et erlaabt, dann awer och dobaussen." A wann et eeben emol eng Kéier net geet - well mir wäerten elo an den nächste Wochen och emol eng Kéier Temperaturen a Witterungsbedingungen hunn, wou, mengen ech, kee sech dat gäre wëllt virstellen -, dann a klenge Gruppen dobannen.

An da gëtt et nawell nach en Ënnerscheed zum Sport am Veräin, well de Schoulsport maachen ech mat deene Klassekolleegen, mat deenen ech all Dag an där selwechter Klass sinn. Do bleiwen ech a menger Bulle. A wann ech an de Fussball ginn, wann ech an de Basket ginn oder wann ech en anere Sport maache ginn, da verloossen ech meng Bulle, an där ech souwisou scho sinn, a kommen erëm eng Kéier mat enger anerer zesummen.

Duerfir, denken ech, justifiéiert dat doten och d'Oprechterhale vum Schoulsport, awer natierlech och do mat sanitäre Reegelen, mat gewëssenen Aschränkungen. Well mir wëssen och, datt et fir dee jonke Mënsch gutt ass, wann e sech weider sportlech ka betätegen. Am Schoulsport erreeche mer jiddereen, vum Precoce bis op d'Première, an net nëmmen déi, déi och an engem Veräin sinn. A mir wëssen och, datt ee méi resistent ass géint de Covid-19, wann ee kierperlech fit ass. Duerfir solle mer och de Schoulsport onbedéngt oprechterhalen!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister. D'Madamm Hansen huet direkt Parole après ministre gefrot. Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt zwou Prezisioune froen, well den Här Minister dat ugeschwat huet.

Dat eent ass zum ëffentlechen Transport. Do steet am Gesetz am Artikel 4 Paragraf 3, datt do d'Mask obligatoresch ass. Dat war jo am Prinzip nach ëmmer esou. Et steet och am Artikel 4 Paragraf 5, datt am Prinzip alleguer d'Rassemblementer iwwer 100 Leit jo verbuede sinn, ausser am ëffentlechen Transport. An et steet am Artikel 4 Paragraf 6, datt u sech do déi Distanz vun zwee Meter net zielt.

Et steet awer och am Gesetz, datt bei all Rassemblement iwwer zéng Leit u sech d'Mask Flicht ass, d'Distanz Flicht ass an awer och d'Sëtzplaz Flicht ass. Dat heescht, hei am Gesetz steet jo dran: D'Mask ass am ëffentlechen Transport souwisou e Muss, un d'Distanz muss ee sech net halen. Awer, wann ech d'Gesetz applizéieren, da muss am ëffentlechen Transport jiddwereen eng Sëtzplaz hunn. Esou interpretéieren ech dat. An do wollt ech froen, ob dat och géif esou ugewannt ginn.

Dann hunn ech eng relativ einfach Fro zum Peri- a Parascolaire. An deenen Äntwerten, mir hu jo ganz vill Prezisiounen do kritt, do steet dran, datt am Prinzip alles, wat zum Educatiounsministère gehéiert, do drënnerfält. Meng Fro ass: Gehéiert do d'Uni och derzou?

Wann d'Uni net derzougehéiert, dann hu mer e Problem mat der Cantine universitaire. Dorobber ware mer och an der Kommissioun agaangen, well wann d'Cantine universitaire net als eng Activité scolaire zielt, well se net zum Educatiouns-, mee zum Héichschoulministère zielt, dann ass do an der Kantin Sëtzflicht, zwee Meter plus Mask. An dann huet ee Poblemer, datt d'Kantin ka funktionéieren. Dofir wollt ech just déi Prezisioune froen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, éischtens emol wëll ech bieden, wann ech nach hei elo Froe muss beäntweren, dann, mengen ech, misst d'Chamber awer och méi generéis si mat der Riedezäit vun der Regierung, well ech hu schonn e bëssen …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat meng Auer gestoppt vun deem Moment un, wou d'Madamm Hansen d'Fro gestallt huet. Mir droen deem selbstverständlech Rechnung.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech selwer war net ganz fei mam Paulette Lenert, well ech schonn e bësse vill ugeknabbert hu vun deem, wat d'Paulette awer nach wollt soen.

Zu där Fro mam ëffentlechen Transport: Ech sinn net den Transportminister a kann Iech do elo op dat Zesummespill vun deene Paragrafen hei net direkt aus dem Stand eraus eng Analys maachen. Dat deet mer leed an ech mengen, dat versteet jiddereen. Dat dote sinn elo net meng Texter a meng Aspekter. Duerfir kann ech dorobber net äntweren.

Zu der Kantin um Site Belval, do weess ech, datt ofgeschwat ass, datt déi weider och géif fonctionnéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- No wéi enge Reegelen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Meisch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

(Interruptions)

Den Här Wiseler huet nach eng Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn och nach zwou Froen un den Educatiounsminister.

Dat Éischt ass iwwert déi A- a B-Gruppen, déi jo dann à partir vun der nächster Woch, vum 30., sollen agefouert ginn. De Minister huet do a sengem Exposé, wéi en eis dat virgestallt huet, gesot: „Et gëtt zwou Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. D'Schoulen hunn do d'Wiel."

Ech hunn dat och eng Kéier ugekuckt. Ech fannen eng vun deene Méiglechkeeten elo a mengen Aen - mee dat wëllt näischt heeschen - pedagogesch méi sënnvoll. Dat ass déi, wou s de eng Woch doheem bleifs an et suivéiers an dann alternativ allkéiers wiessels. Mee meng Fro ass einfach: Wësst Dir schonn, wat fir ee Modell déi eenzel Schoulen huele respektiv wat fir ee Modell méi gebraucht gëtt wéi deen aneren? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro, déi geet och nach eng Kéier ëm de Schoultransport. Do wollt ech soen, datt effektiv dee Modell, fir en Decalage ze maachen, scho méi wéi eng Kéier an der Diskussioun war, inklusiv virun zéng Joer schonn, well gesot ginn ass: „Dat gëtt d'Méiglechkeet, de Schoultransport besser ze organiséieren, andeem een déi selwecht Bussen einfach zweemol fuere léisst an dee Moment och vill un Energie an de Busse selwer spuert, dat heescht, à la limite och Chauffere gespuert hätt oder manner Busse gebraucht hätt, fir dat ze maachen."

Déi Zäit war dat organisabel vum Transportministère, ouni ze vill Problemer. Par contre ware relativ grouss Resistenzen, aus ville Grënn, déi ech och sengerzäit verstanen hunn, vun de Schoulen do, wéinst Decalagen a wéinst Schwieregkeeten, wat d'Programmen ugeet.

Dofir soen ech, eis Propositioun an eis Motioun war elo mol éischter geziilt op de Secondaire, wou grouss Agglomeratioune vu Kanner zesumme sinn a wou et äusserst sënnvoll ass a wou ech mengen, datt et och organisabel wär, wann d'Schoule mat hiren Horairen dat och hikréien. Mee Dir hutt awer elo en aneren Aspekt opbruecht. Dat ass deen, fir dat och an deenen eenzelne Gemengen ze maachen. Dat war elo net onbedéngt eis Zilsetzung, mee vu datt Der d'Iddi opbruecht hutt, gräifen ech se awer op. Dat géif jo a sech heeschen, datt eng Modifikatioun vun der Organisation scolaire en cours d'année misst gemaach ginn.

Wann eng Gemeng dat da géif wëllen, wär d'Regierung bereet, mat op dee Wee ze goen an déi Organisatioun do mat guttzeheeschen?

Zweetens, wie bezilt et dee Moment? Wann eng Gemeng dat do wéilt maachen, well se seet: „Mir géife gär aner sanitär Moossnamen anhalen", ass dann d'Regierung, ass dann de Staat och bereet, finanziell do déi Gemengen ze ënnerstëtze respektiv dat ze finanzéieren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, ech hunn nach kee genauen Iwwerbléck, wat fir ee Lycée

sech fir wat fir ee Modell vun den A- a B-Wochen decidéiert huet. Dat si mer awer amgaangen ze sondéieren. Mir hu jo zwee Modeller proposéiert: eng Kéier, wou d'Klass hallef an der Schoul bleift an déi aner Hallschent ass doheem a suivéiert den Unterrecht, an eng Kéier, wou dann déi eng Klass déi ganz Woch an der Schoul ass an déi aner Woch ass se dann doheem.

Sécherlech gëtt et aus pedagogescher Siicht Argumenter an et gëtt och aus sanitärer Siicht Argumenter. Duerfir hu mer et fräigelooss, an de jeeweilege Schoulen en fonction vun hirer Method ze fonctionéieren, vun hirem Ordre d'enseignement, deen do dominéiert, fir do déi richteg Decisioune kënnen ze huelen.

Aus dem Gefill eraus, mengen ech, geet et an déi Richtung, fir déi Dir och, Här Wiseler, eng Preferenz hätt. Dat ass op jidde Fall dat, wat ech aus ganz ville Gespréicher an deene leschten Deeg esou eraushéieren hunn.

Wat den Transport ubelaangt, gesinn ech kee Problem, wann eng Gemeng elo aus där doter Ursaach wéilt higoen, och am Laf vum Joer, fir eng Modifikatioun vun der Schoulorganisatioun ze maachen, datt, wann d'Gemeng dat decidéiert, mir dat och géifen approuvéieren, dat ass wouer. Da si mer awer nach laang net bei der Diskussioun, wien dann d'Käschten dovunner géif iwwerhuelen. Dat wär dann awer och nach eng Kéier ze diskutéieren, well de Schoultransport ass näischt, wat zulaaschte vun dem Staat geet. Fir de Primaire a fir de Fondamental ass dat eng Gemengekompetenz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Meisch. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Gudde Mëtteg. Virop merci lech alleguer fir déi elaboréiert Beiträg an och déi Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Wochen a Méint, muss ee soen. Et ass och e Marathon fir eis alleguer.

Ech géif och wierklech vun der Geleeënheet profitéieren, fir e grousse Merci speziell un de Mars Di Bartolomeo auszeschwätzen als President vun der Santéskommissioun, deen déi Mammutaarbecht hei vun der Chamber elo eng länger Zäit scho begleet an et ëmmer erëm fäerdegbréngt, a ganz kuerzer Zäit dach e ganz sereinen Toun eranzekréien an eis Aarbechten, wou mer ganz konstruktiv kënne weiderkommen. Ech mengen, ouni deen Asaz stéinge mer haut och net hei, an och net ouni déi Erfarung, déi Gott sei Dank och schonn Hand an Hand domadder gaangen ass.

Mir sinn an enger ganz schwiereger Phas, net nëmme generell, matzen an där Pandemie. Mir sinn am Wanter, d'Zuele ginn iwwerall erop. D'WHO huet elo rezent nees en Appell gemaach, fir eis drun ze erënneren, dass et an Europa besonnesch schlëmm ass am Moment. Iwwert déi lescht zwou Woche gekuckt: e Plus vun 18 % un Decèsen. Dat erënnert eis drun, ëm wat et hei geet: e Virus, deen zu ganz schlëmme Konsequenze ka féieren. A Lëtzebuerg ass do net ausgespuert bliwwen.

Vill Länner ganz no un eis sinn un d'Limitte vun hire Spidolscapacitéite komm. Dat war de Fall a Frankräich mat 95 %, déi besat waren. An der Schwäiz ass et total voll. Mir hunn d'Chance, nach net do ze sinn. Och haut si mer bei 50 % vun eisen Intensivbetter, och wann eis Situatioun net déi glécklechst ass.

D'WHO huet och drop higewisen, dass mer virun de Feierdeeg sinn an dass ee ganz besonnesch soll oppassen. Mir hunn et mat engem Virus ze dinn, deen engem Grippevirus gläichkënnt an dee säin normalen, natierleche Pic normalerweis wäert am Januar hunn.

Dat heescht, mir ginn op déi Zäit duer, wou et besonnesch riskant wäert ginn. Mir kruten an Aussiicht gestallt, den Hierscht géif haart ginn. Den Hierscht war och haart. Mee dat nächst, wat haart wäert ginn, dat ass de Joresufank, well dat ass déi Zäit am Joer, wou dëse Virus ganz besonnesch wäert ëm sech schloen. An dofir och vun der Weltgesondheetsorganisatioun en Appell, deem ech mech uschléissen: Kommt, mir sinn alleguer zesumme virsiichteg iwwert déi Feierdeeg! Et ass do, wou mer wierklech wëllen zesumme sinn an et ass do, wou eng ganz grouss Gefor fir dës Saison 2020-2021 eis begleede wäert.

Den Exercice ass schwiereg, net nëmmen, fir duerch dës Pandemie ze kommen, et ass och schwiereg, op iwwer dräi Stonnen Discoursen hei an enger ganz kuerzer Zäit Stellung ze huelen. Ech wäert et och net hikréien, fir op alles anzegoen. Mee et ass ganz besonnesch schwiereg an där heiter Situatioun, e richtegen Equiliber ze fannen.

Et ass gesot ginn: „D'Spärstonn war e Sündenfall." Dir wësst, egal mat wiem Der schwätzt, jiddwereen huet aner Befindlechkeeten. Et ass eng Situatioun, déi ëm sech gräift, déi villes tangéiert. Fir deen een ass d'Spärstonn de Sündenfall, fir deen aneren ass grad dat d'Wonnermëttel, wat et muss sinn, dat mer elo all mussen hunn. Deen ass méi empfindlech ronderëm d'Kultur, deen anere ronderëm de Sport, deen anere ronderëm seng perséinlech Fräiheeten. Et ass fir keen einfach. A jiddwereen, wann e seng eege Situatioun kuckt, weess fir sech am beschten, wou en am meeschte getraff ass an där Situatioun hei.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg an dëser Pandemie wäitgeeënd säin eegene Wee gaangen ass. Mir hate leider keng uniform Recommandatiounen oder Virgeeënsweis an Europa. Mir hunn eise Wee gesicht an deenen dräi Phasen, mir hu bis elo dräi gréisser Phasen, duerch déi mer gaange sinn.

Déi éischt war déi vum Confinement. Do war Lëtzebuerg ganz strikt an och ganz rapid. Ech erënnere mech nach ganz gutt - a wann ech mech net erënneren, da liesen ech mäin Tagebuch, wat ech féiere fir déi Chronik -, wat ech mer hu missen unhéieren zu deem Zäitpunkt: Mir hätte se jo net méi all a wéi een elo nëmme kéint alles zoumaachen. Et war guer net einfach am Ufank, déi Decisioun ze huelen.

Duerno hu mer en Deconfinement gemaach, deen éischter virsiichteg war. Do war den Drock do, fir et dach méi schnell ze maachen, well jiddwereen ronderëm méi schnell gemaach huet. Mir hunn awer lues gemaach. Mir hunn et Schrëtt fir Schrëtt gemaach. Mir hunn eis ëmmer erëm Zäit geholl ze analyséieren. Och dat war e ganz eegene lëtzebuergesche Wee, wou mer am Fong geholl ni integral deconfinéiert hunn. Mir hunn e ganze Set u Mesuren déi ganzen Zäit duerch oprechterhalen, ënner anerem d'Maskeflicht wierklech am ëffentlechen Transport, an de Geschäfter, do, wou de Public an- an ausgeet, also Saachen, déi vill Länner elo eréischt aféieren.

Dann elo am Hierscht, wou et nees eropgaangen ass: Och do si mer eisen eegene Wee gaangen. Mir hunn et iergendwou fäerdegbruecht, e Status quo ze hale mat Zuelen, déi an anere Länner explodéiert sinn.

Et huet geheescht: „Hei ass alles aus dem Rudder." D'Situatioun ass keng einfach. Si ass schlëmm, mee si ass net aus dem Rudder geroden. Mir hunn iergendwou eppes gedeckelt kritt. Mir sinn op engem héijen Niveau stabiliséiert. An et ass bei esou engem héijen Infektiounsniveau sécherlech net vum selwen, wou dat geschitt. Ouni Mesuren ass dat net méiglech, soudass ech dovunner ausginn, dass och do eisen eegene Wee zu sengem Resultat gefouert huet.

Dat, wat dës Zäit elo charakteriséiert, an dat, wat eis Bestriewung ass, ass wierklech, e moderaten Ëmgang mat der Situatioun am Hierscht hinzekréien, wou mer et duerch ganz vill Mesuren, déi mer en place gesat hunn um Niveau vun der Preventioun, vun der Begleedung, eebe fäerdegzebréngen, net ze fréi an e Confinement ze goen, net a Panik ze verfalen, et awer och net ze spéit ze maachen.

All Mesuren, déi mer huelen, hunn enorm Konsequenzen. E Confinement huet enorm Konsequenze fir d'Moral vun de Leit elo grad am Hierscht, mee och op engem wirtschaftleche Plang. Vill Leit sinn an hirer Existenzgrondlag hei bedrot duerch déi Situatioun. Dat ass eppes, wat een net à la légère soll maachen a wou et wichteg ass, dass mer wierklech eis eege Situatioun hei kucken, dass mer net einfach blann eppes nomaachen, wat grad „dans l'air du temps" ass oder wat vläicht an anere Länner wierklech de leschten Auswee ass, well se mam Réck widdert d'Mauer stinn, wou mir nach net grad bei der Mauer stinn.

Eis Bestriewung ass et, verhältnisméisseg ze bleiwen. Mir bauen op eppes op, wat mer en place hu säit Méint, nämlech eng grouss Preventioun. Mir hu ganz vill investéiert a Monitoring, fir eng gutt Vue ze hunn op dat, wat bei eis geschitt. Mir hunn nach wie vor eng ganz ambitiéis Teststrategie an Tracingstrategie am Verglach mat anere Länner. Dat ass sécherlech alles nach méi perfekt ze maachen, mee am Verglach mat anere Länner si mer do gutt opgestallt, bei Wäitem besser.

Et ass eppes, wat och net ze negligéieren ass. Mir hu vun Ufank un, soubal mer och d'Tester haten ... Ech wëll och drun erënneren, et ass gesot gi virun e puer Deeg: „Wisou hu mer net éischter schonn ugefaange mat Testen?" Ma, ech wëll drun erënneren, wéi schwiereg et war, Tester ze kréien, a wéi schwiereg et war, d'Decisioun ze huelen, ganz fréi och Tester ze kafen. A wéi mer gedriwwe gi si wochelaang fir ze justifiéieren, wéi mer dat da kéinte justifiéieren, fir schonn esou fréi ze kafen.

Och dat war en Theema an huet ons ganz vill beschäftegt. Mee dat huet et ons erlaabt, ganz fréi present ze sinn, och grad bei eisen eelere Leit, fir schonn am Abrëll e ganze Screening ze maachen, wou d'Leit duerchgetest gi sinn. Vill Länner wiere frou gewiescht, wa se déi Moyenen en place gehat hätten.

Wéini ass dat Ganzt gekippt? Eh bien, ëm den 12.-18. Oktober dës Kéier. Dat ass déi Woch, wou d'Zuele wierklech massiv eropgaange sinn. An och do si mer net a Panik verfall. Dat war net eis Absicht. Allerdéngs hu mer dat och net klenggeriet, well mir hunn déi selwecht Woch selwer, samschdes, e Regierungsrot gehat, de 17. Oktober, mat enger Pressekonferenz hannendrun, fir en toute transparence de Leit matzedeelen, dass eis Zuelen an eng geféierlech Richtung evoluéieren, dass se sech verdräifacht hu bannent engem Mount. Domat hu mer zesumme mam Xavier Bettel en Appel à la vigilance lancéiert, fir d'Leit wierklech ganz fréi dorobber opmierksam ze maachen, dass sech hei eppes ubaant.

Dann hu mer ofgewaart fir ze kucken, ob sech dat géif confirméieren oder net. Ech erënneren drun: Mir haten déi dote Situatioun och schonn am Summer. Enn Juli sinn d'Zuelen immens eropgaangen. Vill Leit hunn do schonn Angscht gehat, mir géifen dat iwwerhaapt net méi gestäipt kréien, och Leit, déi Experienz hunn. Leit bei mir aus dem Service waren zimmlech a Panik.

Mir hu wierklech Angscht gehat, mir géifen dat net gestäipt kréien. A mir hunn et hikritt! Mir hunn et am Summer inverséiert kritt. Certes, et war de Summer. Mee och do ass gesot ginn: „Et ass alles aus dem Rudder a mir hunn et net méi am Gréff. Den Tracing packt et net." A mir hunn et gepackt an et ass erëm erofgaangen!

Déi Woch, nodeem alles eropgaangen ass, déi Woch vum 12. op den 18. Oktober, eh bien, do huet et sech confirméiert, dass et och weider géif eropgoen. Mir hunn dat an eisem Réckbléck op déi Woch kloer duergeleucht. Mir hunn och kuerz drop e Regierungsrot gehat. A mir hunn zu deem Zäitpunkt nei Mesurë proposéiert, en éischte Set un neie Mesuren, well mer der Meenung waren, dass een déi dote Situatioun net méi laang kéint nokucken, dass et ze vill schnell eropgeet.

Du koum et zum „Sündenfall", wéi et genannt ginn ass, zu der Ausgangsspär. Vun zéng Leit si mer op véier erofgaangen. Dat war en éischte Set u Mesuren. Eist Zil war et, mat deene Mesurë wierklech ze hoffen, dass et zesumme mat enger ganz verstäerkter Sensibilisatioun, mat enger verstäerkter a vill méi enker Teststrategie derzou kéint kommen, dass mer déi Situatioun och nach eng Kéier géifen an de Gréff kréien.

Och do hu mer net allze vill laang ofgewaart. No enger Woch si mer zur Konklusioun komm, dass een och déi Situatioun net kann ze vill laang undauere loossen. A mir hunn oppegleucht, wéi mer eis virstellen, mat engem neie Set u Mesuren, an dat ass deen, ëm deen et haut geet, déi Saach da wierklech elo erëm an de Gréff ze kréien.

Wat wëlle mer mat dëse Mesuren? Ma mir wëllen eng kloer Besserung. Eng kloer Besserung vun enger Situatioun, déi kee Mënsch schéiriet. Mir sinn an enger Situatioun, déi mer net wëllen hunn. Wourunner maache mer dat aus? Ma un deem, wat an eisem Gesondheetssystem lass ass un éischter Stell. Mir wëssen, dass Leit krank ginn duerch dee Virus. Mir wëssen, dass vill Leit schwéier krank ginn an dass och, wat mer méi Neiinfizéierter hunn, forcement méi Leit wäerten dru stierwen an dass mer och deementspriechend eng Belaaschtung an eise Spideeler wäerten hunn.

Mir sinn haut nach wie vor an enger Phas 4. D'Spideeler hunn e Stufeplang. Mir hu séierwuel eng Strategie, wéi mer ëmgi mat der Prise en charge.

Wat bedeit dat, eng Phas 4? Dat ass ausgemaach un enger Beleeung um Niveau vun de Soin-normallen an och vun de Soin-intensiffe mat Covidpatienten. Déi iewescht Limitt vun där Phas 4 läit bei 264 op de Soins normaux, 96 op de Soins intensifs. Dat ass eng Richtlinn, déi d'Spideeler zesummen ausgeschafft hunn, déi och net a Stee gemeesselt ass, déi och erëm reegelméisseg wäert iwwerschafft an a Fro gestallt ginn, opgrond vun den Erfarungen, déi een eeben ëmmer erëm huet.

Haut sti mer bei 191 Leit op de Soins intensifs (veuillez lire: 180 Leit op de Soins normaux), also iwwert där Limitt vun 164, wat nach déi vun der Phas 3 war. A mir si bei 46 Leit (veuillez lire: 44 Leit) op de Soins intensifs, och do mat engem Fouss eebe ganz kloer an där Phas 4. Dat ass dat, wat mer kloer gesot hunn, wat mer net wëllen. Do wëlle mer erauskommen. An dofir gëtt et keng Wonnermëttel. Et gëtt just ee Wee, fir do erauszekommen: Dat ass, derfir ze suergen, dass d'Neiinfektiounen erofginn.

Et gëtt leider kee Geheimrezept. Et gëtt just eppes, woumadder ee kann d'Neiinfektiounen erofkréien. Dat ass, dass ee sech net méi ustécht. Et geet also dréms, an dat ass de ganze But vun dëse Mesuren, beschtméiglech ze evitéieren, dass d'Leit sech ustiechen.

Et gëtt och eng Erkenntnis - déi ass entre-temps weltwäit gedeelt, grad vun deene Leit, déi och scho virun der Kris Expert waren op dësem Gebitt -, dat ass, dass mer ganz villes net wëssen, dass mer eis an engem Ongewësse beweegen, dass et eng Gestion de crise ass an der Ongewëssheet. Et feelt ganz vill wëssenschaftlech Grondlag. Déi kënnt ëmmer im Nachhinein, mee mir sinn hei an enger Situatioun, wou mer musse mat der Ongewëssheet ëmgoen, wou mer mat Probabilitéite musse schaffen, mat Annamen, déi mer hunn, a wou et eebe ganz wichteg ass, dass mer ëmmer eise Kontext materanhuelen an net Konklusiounen zéien aus Mesuren aus anere Länner, well d'Situatioun net eent zu eent transposabel ass.

Och wa mer villes net wëssen, wësse mer e puer Saachen. Nieft deem, dass mer eebe villes net wëssen, wësse mer och, wéi de Virus sech weidergëtt. Dat ass zimmlech einfach: ganz banal vun engem Mënsch op deen aneren. A mir wëssen och mat zimmlecher Sécherheet, wou dat en héchste Risiko huet, nämlech do, wou een éischter an engem zouene Raum ass. Dobaussen ass et e manner héije Risiko, wéi wann een a geschlossene Räim ass. Am Wanter ass et verstäerkt, well et zou ass, well vläicht net esou vill geléft ass.

Et ass do, wou ee matenee schwätzt, wou een zesumme ronderëm den Dësch sëtzt, wou ee keng Mask unhuet, wou een zesumme laacht, wou ee sech an den Aarm hëlt. Bref, do, wou een op enger kuerzer Distanz zesummen ass a wou de Virus et also relativ einfach huet, vun deem engen op deen aneren eriwwerzesprangen.

Et ass also net verwonnerlech, dass et an eise Statistiken ëmmer erëm opfält, dass et grad am Familljekrees ass, wou d'Leit sech am meeschten ustiechen. Dat ass nach ëmmer als eenzeg déi Ursaach, bei där mer esou kloer kënnen ausmaachen, wou dat geschitt, well et jo do ass, wou et sech eeben normalerweis esou beweegt.

Et misst eigentlech och relativ aliichtend sinn, wann ee ronderëm en Dësch zesummen ësst ouni Mask, dass och dat eng Situatioun ass, déi et dem Virus relativ einfach mécht. An de Virus mécht do keen Ënnerscheed, ob do eng Famill ronderëm den Dësch sëtzt oder Kolleegen oder Leit, déi sech iwwerhaapt net kënne leiden, déi einfach musse ronderëm den Dësch sëtzen. Et ass dem Virus eigentlech egal! E sicht just deen Nächsten, fir eriwwerzesprangen.

Ech géif och gären d'Geleeënheet notzen, an dat ass guer net zynesch gemengt ... Ech weess, dass d'Familljenzesummesi mat ganz villen Emotioune verbonnen ass. Mee och wann et e Constat ass, dass mer eis an der Famill am meeschten ustiechen, da soll dat och net eng Fatalitéit sinn! Och do solle mer eis Méi ginn, fir et souguer an eiser Bulle, an eiser Cellule familiale dach awer iergendwou ze evitéieren, ze no openeenzesinn!

Dat muss net onbedéngt eng Fatalitéit sinn, dass ee sech automatesch een deen aneren an der Famill ustécht. Et kann ee sech ganz vill afale loossen, fir et och do ze evitéieren. An dat wär wierklech och mäin Opruff u jiddwereen: Huelt dat net als eng Selbstverständlechkeet!

De Virus mécht keen Ënnerscheed, ob e bei lech an der Famill ass oder ausserhalb vun der Famill ass. E geet vun engem op deen aneren. Et ass just esou, dass de Risiko natierlech do méi héich ass an dass sech do statistesch gesi méi ugestach gëtt an dass mer och wëssen, dass et do vläicht méi schwéierfält, et ze evitéieren.

Wichteg ass och, sech drun ze erënneren, grad en vue vun de Feierdeeg, dass all Eenzelnen Träger vun dësem Virus ka sinn, ouni et ze wëssen, ouni et ze mierken, an dass en doduerjer anerer kann ustiechen, och seng Allerléifsten, mat deenen en zesummewunnt, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. Mir wëssen, wann een en aneren ustécht, ben, vläicht gëtt e guer net krank, vläicht mierkt en et net, vläicht gëtt en e bësse krank, mee e kann och ganz vill krank ginn. E ka Pech hunn an e ka stierwen.

D'Mesuren, déi mer hei proposéieren, sollen derzou bäidroen, dass mer insgesamt manner zesummekommen. Et geet net drëm, enger bestëmmter Aktivitéit de Prozess ze maachen. Dofir hu mer keng wëssenschaftlech Grondlag. Dat ass ganz kloer an dat ass och net esou duergestallt. Mir kucke just am Mooss vun deem, wat mer vu Méiglechkeeten hunn. Mir musse liewen. Mir hunn eng Rei Saachen, vun deene mer gär hätten, dass se fonctionéieren: eis Schoulen, eis Wirtschaft mussen iergendwou fonctionéieren. Mir brauchen eng Existenzgrondlag. Also gi mer un déi Schrauwen dréinen, wou et méiglech ass, op esou munches ze verzichten. Dat spillt sech nun eeben emol am Beräich vun der Fräizäit of.

Do eng absolutt Kohärenz eranzekréien, dat ass „ein Ding der Unmöglichkeit", menger Meenung no. Ech hunn nach kee Set u Mesurë gesinn, dee vu Kohärenz glänzt. Et ass eppes, wou jiddweree probéiert, säi Bescht ze ginn, iergendwou iwwerleet: „Wat kann ee maachen? Wou kënne mer e grossen Impakt hunn?" Eng Sécherheet hu mer net.

Et geet drëm, méiglechst vill Situatiounen ze evitéieren, an deenen een de Virus eebe ka weiderginn. Dat grad elo am Wanter a grad elo, wou d'Feierdeeg och virun der Dier stinn.

Ech wënsche mer, dass eise Lëtzebuerger Wee eis an Erënnerung wäert bleiwen als e Wee, dee

wueliwwerluecht war, dee weeder vun der Angscht gedriwwe war, nach vun der Insouciance. An ech wënsche mer virun allem, dass et e Wee vun der Solidaritéit ass, deen eis an Erënnerung bleift. Well dat ass dat, wat fir mech nach wie vor dat Markantst ass an där Zäit hei: Jiddwereen steet zesummen, jiddwereen hëlleft nodenken. Ech mengen, eis Debatten hei weisen et. Ech sinn iwwerzeegt, dass hei kee schlechte Wëllens ass. Jiddweree kuckt déi Saach kritesch. Dat ass och gutt esou, mee et ass schwiereg, hei wierklech dee richtegen, perfekten Equiliber ze treffen.

Ech sinn och ganz frou an dankbar, an dëser Zäit op eng ganz motivéiert an engagéiert Ekipp kënnen ze zielen, op Leit ronderëm mech an de Verwaltungen, op Experten ausserhalb, déi bei der Staang bleiwen, déi ëmmer nach do sinn. Ech géif gär vun der Geleeënheet profitéieren, hinnen alleguerten e grousse Merci ze soen, a virun allem och all de Leit, déi sech dach awer immens vill Méi ginn, och d'Recommandatioune vun der Santé ze befollegen. Et gëtt ganz vill bei eis nogefrot op eisen Hotlinen. D'Leit si besuergt, et richteg ze maachen. An deem Sënn: E grousse Merci u jiddwereen! Ech weess, dat ass eng ganz laang Zäit, a mir sinn nach net derduerch.

Ech hoffen och, weider kënnen drop ze vertrauen, dass Dir eis vertraut, dass mer hei eist Bescht probéieren. Jiddefalls mäi perséinlechen Engagement, dee steet! Ech schaffen am Interessi vun eis alleguerten, am Intérêt général. Ech weess, dass ech domadder net jiddwer eenzelnem Interêt ka gerecht ginn, mee ech kann Iech nëmme just bestätegen, dass, wann ech mer eppes wënschen, dann ass et, op deem Wee hei esou mann wéi méiglech Feeler ze maachen. Et wäerte Feeler gemaach ginn. Déi wäerte mer och sécherlech herno erkennen. Mee bon, et kann een ëmmer nëmme probéieren, dat esou geréng wéi méiglech ze halen an esou verantwortungsvoll wéi méiglech virzegoen.

An deem Sënn géif ech vläicht och nach eng Kéier op déi eenzel Motiounen agoen. Et sinn der ganz vill. Ech géif eng no där anerer duerchgoen, well se eng Rei Froen opwerfen.

Eng éischt ass déi, wou gefrot gëtt, mir sollten „le plus rapidement" „centres de soins Covid" separat - vun de Spideeler, ginn ech emol dervun aus - installéieren an och e Konzept dofir virleeën. Dat ass eng Fro, déi hei politesch virbruecht gëtt.

Ech géif gär drop hiweisen, dass mer an der Cellule de crise vun Ufank u ganz enk mam Secteur zesummeschaffen an dass ech mech u sech ganz gär berode loossen - ech hunn domadder gutt Erfarunge gemaach - vun eisen Experten um Terrain. Dat sinn déi Leit, déi d'Spideeler féieren. Dat sinn déi Leit, déi de Metier kennen. Dat sinn déi Leit, déi am Austausch si mat hiren Homologen am Ausland.

An deem Sënn - et ass zitéiert ginn -, zu Tréier gëtt et e Covidspidol. Dat wësse mer. Ech wäert dat och, wéi den Zoufall et wëllt, den 3. Dezember visitéiere goen zesumme mam Dokter Schmit. Dat huet jo och am Abréll scho fungéiert. Dunn ass et erëm zougaangen. Dat si Modeller, déi mer selbstverständlech diskutéiert hu mat der Fédération des hôpitaux, mat den Dokteren. Do gëtt et ënnerschiddlech Meenungen. Ech kann Iech just soen, dass déi doten Diskussioun reegelméisseg gefouert gëtt an dass dee leschte Stand och eng ganz kloer Positioun ass vun der Fédération des hôpitaux, vun eise véier Spideeler, wou se sech ganz kloer zu dësem Zäitpunkt do dergéint ausschwätzen.

Et steet mir net zou, dat a Fro ze stellen. Si sinn d'Experten. An huelt mer et net iwwel, mee ech vertrauen do dach awer op si. Si sinn déi, déi dat heite musse geréieren. Si maachen eng fantastesch Aarbecht. Si hunn immens gutt zesummegeschafft, fir e Stufeplang iwwert de Summer auszeschaffen, wou se sech d'Prise en charge wierklech opdeelen, wou se sech vill Gedanke maachen, wou se sech all Dag souwisou ofschwätzen an och mat mir wéinstens eemol d'Woch e Bilan zéien. Ech hunn absolutt kee Grond, déi Kompetenzen a Fro ze stellen.

Ech kann Iech och nëmme confirméieren, dass déi Leit extreem oppe si fir alles, wéi gesot, onofhängeg vun Ärer Motioun. Vun där hat ech keng Kenntnis. Mir hu souwisou en Echange mat Tréier och nach eng Kéier geplangt gehat elo Ufank Dezember fir en Erfarungsaustausch. Et muss ee jo och eppes aus där Kris hei zéie fir duerno. Dat si Saachen, déi fir eis selbstverständlech sinn.

Dann zu där zweeter Motioun. Do hutt Der gefrot, fir esou schnell wéi méiglech da „par analogie aux cantines scolaires et universitaires" och d'Entreprisëkantinnen ze exceptéiere vun der Interdictioun. Hei war d'Volontéit vun der Regierung ganz kloer, d'Betribskantinne gläichzezéie mam Horeca. Mir hunn et schwéier vertrietbar fonnt, dass den Horeca elo verschidde Beschränkungen huet, wärend am Betrib da soll normal weider kënne giess ginn.

Firwat d'Schoulkantin? Ech mengen, de Claude Meisch huet et schonn éfters gesot: Mir considéréieren d'Schoul mat allem, wat drunhänkt, als e Ganzt. Do gëtt et och aner Reegelen, separat Reegelen, wou den Oflaf an der Schoul gereegelt ass. Et ass esou, dass sech eng Betribskantin selbstverständlech, genau wéi all Restaurant, kann ëmstellen an op Takeout eriwwerswitchen. An deem Sënn gëtt et jo och generell Reegelen an dësem Gesetz, wat d'Rassemblementer betrëfft. Ech mengen, d'Reegel ass déi vu Gruppe vu maximal véier Leit, déi zougelooss sinn, ouni Mask. Dat ass eng generell Reegel, déi gëllt jo fir jiddwereen. Mir hunn d'Rassemblementer jo net méi spezifesch an deem heite Gesetz.

Ech hat och heizou Echangë souwuel mat der Fedil ... An ech ka mech och erënneren, dass an de Kantinnen - déi sinn och vun de Spideeler am éischte Confinement ugeschwat ginn - jiddefalls schonn op Takeout ëmgestige ginn ass. Ech denken net, dass dat gréisser Schwieregkeete mat sech bréngt. Dat ass eppes, wat fir eng Kantin, déi dat wëllt maachen, relativ einfach en place ze setzen ass.

Ech denken, dass een do gutt Weeër fënnt. Wann do de Support vusäite vun der Santé gewënscht ass vun den Acteuren um Terrain, da si mer natierlech och bereet, fir d'Recommandatiounen, déi et generell gëtt fir Refectoiren, nach eng Kéier unzepassen an do méi Spezifesches ze ginn. Dat war op alle Fall keng gréisser Diskussioun, op alle Fall net an där éischter Phas vum Confinement. Do waren zwar wuel d'Betribskantinnen effektiv op fir déi, déi geschafft hunn, mee och hei ass dat eppes, wat dach awer an der Praxis net allze vill Problemer dierft opwerfen.

Da kënnt eng nächst Motioun, do geet et ëm déi ganz schwiereg Fro, wou mer effektiv déi Optioun geholl hunn, fir ganz strikt ze limitéieren, wien op Besuch soll kommen. Sécherlech huet all Reegel iergendwou hir Inkohärenz. Dat ass eppes, wat net ausbleift, egal wéi eng Optioun Der huelt. Mir hunn e gemixte System zréckbehalen. Vun Ufank un - wëll ech just ënnerstraichen - war ëmmer d'Optioun, déi mer geholl hunn, net a Bullen ze räsonéieren zu Lëtzebuerg, mee eeben ausgoend vun enger Famill, déi dann eng Variabel ass, plus eng Zousazzuel u Leit, déi kënne kommen.

Et ass eréischt, wat déi Zuel méi erofgeschrauft ginn ass, wat et de Leit natierlech och méi opfält a wat et d'Familljeliewe méi impaktéiert. Dat ass ganz kloer. Et kënnt déi Zousazreegel derbäi. Dofir ass et wierklech e gemixte System, deen elo proposéiert gëtt, wou mer soen: „Et ass net nëmme plus zwee", mee och: „Déi zwee sollen aus engem Stot sinn."

Dat ass wierklech net, fir d'Leit ze schikanéieren. Et ass, fir et de Leit ze veranschaulechen, wéi wichteg et ass, a fir dass se sech och dem Risiko bewosst sinn, dem Risiko, dee wierklech mam Zesummekommen Hand an Hand geet am Moment. Mir hunn héich Infektiounszuelen! An ech ka mech nëmmen de Riedner vu virdrun uschléissen, déi gesot hunn: „Et geet jo elo wierklech drëm, och grad déi Leit aus eise Famillen och ze schützen!" Ech mengen, mir sollen eis net onnéideg zesummesetzen. Wa mer zesummesëtzen, hu mer e Risiko. An dee Risiko ass genau dat, wat mer hei mussen a Schach halen.

Dofir war fir déi heite Situatioun, wou mer awer an enger ganz ugespaanter Lag sinn, fir eis de Message wichteg an et war och eng Geleeënheet, fir et ze thematiséieren, fir och d'Leit drop opmierksam ze maachen: Et ass net, well et Famill ass, dass dofir manner Risiko ass. Et ass de Contraire! Et ass genau de Contraire!

Mir wësse statistesch, dass sech grad an de Familljen am meeschten ugestach gëtt. Also wësse mer, dass do déi Reegelen och nach net richteg applizéiert ginn. Dofir fannen ech et grad elo wichteg, dass mer all zesummenhalen an dat och thematiséieren an et de Leit verständlech maachen, dass et net ass, well et Famill ass, dass kee Risiko do ass. Dat ass net de Fall! Et gëtt Risiken, mat deene musse mer liewen. Mir hunn eng ganz Rei Reschtrisiken hei. Et geet eeben drëm, dat ze evitéieren, wat iergendwéi kann evitéiert ginn.

Dofir ass wierklech eis Propos, an ech géif wierklech dorobber insistéieren, grad am Interêt vun eise Familljen, grad am Interêt vun eise Léifsten a grad elo am Wanter a virun de Feierdeeg, dach wierklech hei ganz virsiichteg ze sinn a sech op där anerer Säit natierlech och ëm seng Famill ze këmmeren.

Ech mengen, dat ass ganz wichteg, och grad déi Leit, déi eleng sinn, net eleng ze loossen, hinnen unzeruffen. Et kann ee sech och vläicht emol erëm e Bréif schreiwen - Saachen, déi ee guer net méi mécht, wat och ganz emotional ka sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit och vill Iddie fannen, fir dach derfir ze suergen, dass d'Leit iwwert d'Feierdeeg net ze vill e moralesche Coup kréie wäerten.

Da géif ech nach op déi nächst Motioun agoen. Et sinn der ganz vill, mee ech denken, et ass awer wichteg. Dir frot do fir Explikatiounen, d'Critèrescientifiquen, déi eeben d'Basis si vum Choix. Ech mengen, ech hunn déi Äntwert scho ginn. Grad d'Wëssenschaft ass sech eens, dass et hei nach keng wëssenschaftlech Basis gëtt fir déi eenzel Mesuren. Et gëtt eng Rei wëssenschaftlech Erkenntnisser, mee mir sinn op kengem Stand, wou ee ka soen: „Do gëtt et eng Etüd, déi beweist kloer an däitlech, datt eng Mesure x gräift a wéi se gräift." Mir kënne just unhuelen.

De „Sündenfall" ass zitéiert ginn. Ech kann Iech net soen, ob e wäert gräifen am Endeffekt oder net. Mir hu Länner, déi Spärstonnen hunn, wou effektiv d'Zuelen erofginn. Ass dat awer elo iwwert d'Spärstonn? Ass dat eng Kombinatioun vun anere Mesuren? Et ass extreem schwéier, dat haut kloer ze soen.

Mir probéieren dat, wat och anerwäerts esou probéiert gëtt. Ech mengen, mir maache keng ganz exotesch Saachen. Wann Der e bësselche lauschtert riets a lénks, da sinn déi Mesuren, déi mir proposéieren, dach awer och zimmlech en phase mat Pisten an Iddien, déi och queesch duerch d'Welt applizéiert ginn a gaange ginn. Och do, wéi gesot, ass dat eppes, wou ech beim beschte Wëllen net ka liwweren, well grad och d'Wëssenschaftler, mengen ech, déi Éischt sinn, déi Iech soen, dass et hei am Moment eebe just un handfester wëssenschaftlecher Basis feelt.

Dat, wouzou ech mech awer kann engagéieren, an dat hu mer duerchaus gemaach, dat ass, all Informatiounen, déi mer hunn, ze deelen. Ech si ganz frou, fir Informatiounen ze deelen. Et ass hëllefräich fir d'Regierung. Mir maache ganz vill Informatiounen ëffentlech zougänglech, all Informatiounen, déi mer hunn. Si mussen natierlech stabiliséiert sinn. Mir gi keng provisoresch Resultater eraus. An eeben och op enger Fro, déi ëmmer kënnt: Wou stécht ee sech un? Mir ginn och just dat eraus, wou mer derzou kënne stoen, dass mer dat och wierklech handfest iergendwou kënnen dokumentéieren. Reng Spekulatioune gi mer net eraus. An deem Sënn denken ech, dass mer, jo, gemeinsam mussen op deenen Donnéeë schaffen, déi mer hunn, iwwerleeën op deem, wat mer hunn.

Mir hunn eng ganz aktiv Wëssenschaft, déi eis och alimentéiert, déi Iech alimentéiert. Si schaffen net fir eis, si schaffe fir d'Land. An dat sinn déi Donnéeën, mat deene mir schaffen. A mir si gäre bereet, déi ze deelen. Dir wësst, dass den Dokter Schmit och ganz vill Stonne mat mir zesummen an der Chamberskommissioun verbréngt an ëmmer ganz oppen ass fir all Froen, déi him gestallt ginn. Ech mengen, do si mer sécherlech disposéiert, wann Der Froen hutt, wéi dat de Méinden de Fall war, da beäntwerte mer déi gären. Dat wäert sech och an Zukunft sécherlech net änneren.

Dann hu mer eng nächst Recommandatioun, fir de „port du masque" an de „zones piétonnes" an de „zones à forte affluence" obligatoresch ze maachen. Mir hunn déi Recommandatioun u sech scho säit Ufank vun der Pandemie en place. Ech stellen och fest, dass ganz vill Leit dat wierklech behäerzegen. Wann Der duerch d'Groussgaass gitt, wann Der duerch d'Philippsgaass gitt, da gesitt Der ganz vill Leit, déi d'Mask unhunn. Dat ass dat, wat d'Santé generell recommandéiert, a scho laang, dass een do, wou een déi zwee Meter net kann anhalen, d'Mask soll undoen.

Firwat hu mer dat eigentlech ni generaliséiert obligatoresch gemaach? Dir sot, et wär eng einfach Reegel. Ech mengen dat net. Wéi wëllt Der kontrolléiere ronderëm Iech, ob een elo genau op zwee Meter ass oder net? Da misst Der jo permanent mat engem Reef oder engem Meter ronderëmgoen, fir dat ze gesinn.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, et kann een eng generaliséiert obligatoresch Maskeflicht hunn, dat ass sécher. Och do, mengen ech, sinn d'Befindlechkeeten ... Et ass e bësselche wéi de „Sündenfall" vun der Spärstonn: Déi eng, déi schwieren op d'Maskeflicht iwwerall, déi aner gesi se méi geziilt. Opsäite vun der Santé gesi mir nun eeben emol dobaussen de Risiko manner. Mir hunn eng staark Maskeflicht, a scho laang. Mir hunn déi och ni opgehuewen am ëffentleche Raum, an de Geschäfter, iwwerall do, wou de Public an- an ausgeet, an de Guicheten. Dat ass zu Lëtzebuerg ni opgehuewe ginn.

Et ass och dat, wat den Ënnerscheed mécht. Ech mengen, wann Der iwwert de Summer gereest sidd, da konnt Der feststellen, wéi dat an anere Länner ass. Déi Selbstverständlechkeet, mat där hei d'Mask gedroe gëtt an deene Situatiounen, wat wierklech exposéiert Situatioune sinn, huet een op alle Fall an där Form net iwwerall am Summer erëmfonnt.

Wéi gesot, dat si Recommandatiounen, déi mer hunn, déi mer och verstäerkt nach wäerten erausginn a wou ech och zimmlech zouversiichtlech sinn, dass d'Leit dat dach awer wäitgeeënd och respektéieren a verstinn, dass se sech selwer schützen.

Dann ass dat gefrot gi mat dem „principe de proportionnalité" vun de Strofen, dass deen net respektéiert wär. Ech muss Iech soen, ech sinn ëmmer erëm awer frou driwwer, well mir hunn u sech ganz, ganz wéineg Recoursen an där Pandemie hei. Dat ass och eppes, wat eis vun anere Länner ënnerscheet. Déi puer Recoursen, déi mer verluer hunn - ech mengen, een oder zwee, ech weess et elo net genau -, do sinn, muss ech soen, déi Sanktiounen, déi ech als Santésminister gesprach hunn, erfogesat ginn. Si sinn do als ze streng empfonnt ginn, soudass ech do dat néidegt Vertrauen an eis Justiz hunn, dass, wann d'Impressioun do wär, dass mer an enger Disproportioun wären, si eis dat géif ze verstoe ginn.

Op alle Fall, fir déi konkreet Prozesser, déi gefouert gi sinn, do kann ech Iech just bestätegen, dass zweemol, wou ech effektiv bei der Recidive op de Maximum gaange si vun deem, wat méiglech ass, d'Geriichter zur Konklusioun komm sinn, dat wär dach awer e bëssen iwwerdriwwen, an ech de Montant erofgesat hunn. Soudass dat awer éischter an eng Tendenz geet, dass d'Sanktioune wuel awer héich sinn.

Dann hu mer nach eng Motioun, fir, jo, am klenge Commerce eeben och d'Frequentatioun ze reegelen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer laang gefouert haten, och an der Chamberskommissioun. Mir waren der Meenung, dass justement hei zu Lëtzebuerg de Commerce sech ganz vill Méi ginn huet, op fräiwëlleger Basis wierklech Mesuren en place ze setzen, och ze reegelen, an dass et schwiereg ass, wierklech grad fir kleng Commercen, do akribesch Reegelen en place ze setzen.

Mir hunn do och Recommandatiounen en place fir de Secteur, déi eiser Meenung no dach wierklech gutt ëmgesat gi sinn. Do, wou mer d'Problematik gesinn hunn, dat ass an de Grande-surfacen, wou effektiv elo dann déi Restriktioun komm ass bei deene leschte Mesuren, wou mer déi en place gesat hunn, fir do wierklech Beschränkungen anzeféieren, déi och deementspriechend kënne kontrolléiert a solle kontrolléiert ginn.

Dir frot och eng Étude d'évaluation vun der Effikasitéit, spezifesch vun deene Mesuren, wann ech dat richteg verstinn, an de Grande-surfacen. Ech ka gären dee Wonsch mathuelen an eng Kéier bei engem nächsten Austausch mat de Kolleegen aus der Fuerschung kucken, ob esou eppes Sënn mécht. Et géif mech wonneren, opgrond vun deem, wat si explizéiert hunn, ob se eng Mesure esou spezifesch kënnen evaluéieren op enger wëssenschaftlecher Basis. Mee ech kann awer ganz gären déi Iddi mathuelen an hinnen dat presentéieren a froen, ob et do Méiglechkeete gëtt, esou eppes esou spezifesch eeben ze evaluéieren.

Da kënnt déi Motioun vum ëffentlechen Transport. Ech mengen, déi huet de Claude beäntwert gehat oder dozou Stellung geholl gehat? Jo. Bon, et geet net drëm, se ze beäntweren, ech wëll elo just Stellung huelen, well ech krut déi elo an de Grapp. Ech denken, dass dat an der Rei ass.

Dann ass nach gefrot ginn, fir generell eeben och erëm eng Kéier wëssenschaftlech sanitär Krittäre virzeleeën als Basis vun den Decisiounen, déi d'Regierung hëlt. Ech géif och do ënnersträichen, dass mer bis elo wierklech beméit waren, déi Berodung, déi mer kréien, déi Chifferen, déi mer hunn, eis Räsonementer mat Iech ze deelen. Mir si ganz vill present an der Chamber, an der Chamberskommissioun, fir eis Aschätzung ze deelen.

Mir bréngen och ëmmer déi Experte mat, déi Der och wënscht ze héieren, wann dat gefrot ass. Ech engagéiere mech sécherlech, dat och an Zukunft esou ze maachen. Ech si fir mäin Deel eigentlech ganz zefridde mat där Expertis, déi ronderëm mech ass, sief et an der Direction de la santé, sief et op interministeriellem Plang, sief et mat deenen Erkenntnisser, déi eis iwwert d'Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn.

Ech spiere mech u sech gutt entouréiert, fir déi Decisiounen ze huelen, déi mer ze huelen hunn, wëssend, dass et schwiereg Decisioune sinn - dat hëlt keen engem ewech. Et ass och keen, deen engem e Patentrezept virleet. Mee mir sinn do gäre bereet, en toute transparence, esou wéi mer dat och dës Kéier gemaach hunn, Iech ze erklären, wourop mer eis foussen, fir eng Situatioun anzeschätzen, wourunner mer ausmaachen, dass d'Situatioun besuergniserreegend ass. Dat hu mer nach ëmmer gemaach, souwuel vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet wéi och vis-à-vis vun der Chamber.

Ech mengen, hei ass et ganz kloer: Et war den Impakt, deen déi Neiinfektiounen op eise Gesondheetssystem hunn. Et war donieft och deen Impakt, deen déi ganz, ganz vill Quarantänen, déi Hand an Hand gi mat esou enger héijer Infektiounszuel, op eist gesamt Liewen hunn, sief et dat wirtschaftlecht Liewen, sief et an de Schoulen, sief et generell, well dat ganz vill Absencë generéiert.

Dofir hu mer Iech och d'Projektiounen oppegeluecht, déi mer maachen. Mir berechnen eeben ... À partir vun der Altersstruktur vun den Neiinfizéierte maache mer Hypotheesen, wat dat bedeit an eise Spideeler opgrond vun eisen eegenen

Erfarungen a Situatiounen an de Spideeler. Et ass net vergläichbar mat Frankräich an och net mat der Belsch. Dofir schaffe mer mat eisen eegenen Donnéeën. An ech mengen, dass mer do - op alle Fall war et eise Wëllen - en toute transparence mat Iech geschafft hunn an och déi Saachen deelen, déi mer hunn.

Da kënnt déi zweetleschtt Motioun: Dir hutt eng Motioun fir d'Tests antigéniques, dat sinn d'„Schnelltester" op Lëtzebuergesch, dass mer do der Chamber sollen eng Strategie presentéieren, wat d'Distributioun vun dësen Tester ugeet, an dat virum 30. November dëst Joer. Ech sinn do e bësselche perplex - ech verstinn net -, also mir hu jo Recommandatiounen. Den Direkter vun der Santé huet jo d'Recommandatioune vum 10. November dëst Joer erausginn, déi a mengen Aen awer ganz prezis sinn.

Ech hat Iech déi och presentéiert a gesot, mir géifen déi, soubal - an dat ass amgaange gemaach ze ginn - Recommandatioune vun der europäescher Gesondheetsbehörde kommen, nach eng Kéier eventuell iwwerschaffen, wa se missten adaptéiert ginn. Et gesäit am Moment net esou aus. Déi Aarbechte lafen nach, fir dat ofzegläichen.

Mee déi Recommandatiounen, dat ass am Fong eis Strategie. Dat heescht, a mengen Ae gëtt et eng Strategie vun der Santé, déi mer Iech presentéiert hunn. Et gëtt en Dokument dozou, wat ëffentlech zougänglech ass, wat Der kennt. Ech gesinn net richteg, wat Der méi wëllt. Mir wollte se u sech elo effektiv ëmmer à jour halen an nei Erkenntnisser afléisse loossen, wann där da sollte sinn.

Wann do eppes anescht géif komme vun iergendenger Säit, wäerte mer se adaptéieren. Mee an eisen Ae sinn déi Recommandatiounen, wéi dës Schnelltester sollen an den Asaz kommen a wéi se och elo verdeelt ginn - dat ass jo schonn amgaangen -, relativ prezis. Dofir weess ech net wierklech, wat ech soss nach soll soen zu där Motioun.

Da kënnt déi leschtt Motioun, wou u sech och d'Stratégie de vaccination gefrot gëtt. Och dat hunn ech Iech scho mehrfach beäntwert a gesot. Selbstverständlech schaffe mir un enger Strategie. Mir hunn en Aarbechtsgrupp an der Cellule de crise, dee sech just mat de Vaccine befaasst, an dat scho säit Wochen. Do lafe ganz vill Aarbechten.

De Stand haut ass, dass mer op den Avis vum Eethikrot waarden. A soubal deen do ass, kann ech Iech versécheren, dass déi Strategie vun der Regierung wäert - also déi Strategie, déi am Aarbechtsgrupp ausgeschafft gëtt - dem Regierungsrot ënnerbreet ginn a selbstverständlech och der Chamber wäert presentéiert ginn. Mee Dir verstitt, dass mer do awer deen Avis, dee mer gefrot hu vum Eethikrot, elo emol ofwaarden an dann eréischt déi Strategie finaliséieren.

Déi ass och esou annoncéiert vu mir. Dat wäert och mat ganz vill Warscheinlechkeet virun deem Datum sinn, deen Dir an de Raum setzt. Wéi gesot, eis Aarbechte lafen do op Héichtouren. An déi nächst Etapp ass eeben elo ze kucken, wat vusäite vum Eethikrot nach wäert erakommen, an da kënne mer dat op déi leschtt Ligne droite bréngen. Also, do sinn ech ganz zouversiichtlech.

Wéi gesot, an deem Aarbechtsgrupp - an deem leschte Punkt frot Der, fir de „médecin de famille" matanzebannen -, do schaffe mer natierlech ganz enk mam Terrain, och mat den Dokteren. Och do hunn ech absolutt Vertrauen, dass eis Experten déi richteg Saache wäerte proposéieren, dass ech dat da kann och mat guddem Gewëssen der Regierung virleeën an Iech och presentéieren an dorobber vertrauen, well mer dee Rot vun den Experte vum Terrain kréien.

Mir schaffe mat den Dokteren direkt. Mir schaffe mat deene Leit, déi sech an den Impfsaache wierklech auskennen, zesummen, an dat net eréischt säit haut a gëschter, mee säit Wochen. Ech mengen, do kann ech d'Leit berouegen, dass mer Iech eppes Kohärentes wäerte presentéieren. Voilà!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci virleefeg der Madamm Gesondheetsministesch. D'Madamm Hansen freet nach Parole après ministre. Fir d'éischt den Här Wiseler awer. Parole après ministre fir de Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Parole après ministre an ech hunn a priori och nach fënnef Minutte fir d'Motiounen. Vu datt elo awer driwwer geschwat ginn ass an eng Rei Saache gesot gi sinn, muss ech awer och nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Ech wëll ufänken, fir der Madamm Minister ze soen, datt d'Analys vun der Situatioun, wéi Dir se gemaach hutt ... Dir hutt dat elo alles esou berouegend beschriwwen op déi Aart a Weis, wéi Der et esou oft maacht, mee ech muss awer soen, wann ech déi Zuelen hei kucken, dann ass dat net esou berouegend. Dir hutt selwer gesot: „Déi hu sech verdräifacht säit Mëtt Oktober, mee et däerf een elo keng Panik kréien."

Also heibannen ass keen, zumindest op eiser Säit, dee Panik kritt. Mee just, et ass awer nach erlaabt, wann ee gesäit, datt mer awer momentan op quasiment all deene groussen Indicateuren déi schlechtsten Zuelen hunn, déi et an Europa gëtt, datt ee sech dann awer eng Rei Froe stellt an datt een awer Reaktioune freet, wat aner Reaktioune si wéi déi, déi mer elo haut an deem Gesetzestext stoen hunn.

A wann een och gesäit, wat fir ee Gewulls awer momentan ganz oft um Terrain ass: Obwuel déi Leit, déi um Terrain sinn, enorm gutt schaffen, sech asetzen a fein a bereet sinn, fir hir Aarbecht nach méi ze maachen, wéi vun hinne verlaangt gëtt, ass et awer esou, datt notamment am Tracing wierklech richteg, richteg Problemer sinn! An och an de Spideeler ass et net ëmmer evident. Dat ass keng Panik, wann een dat seet. Dat ass a mengen Ae just e Constat vun der Realitéit!

Dann ass et och net esou, datt Der kënnt soen: „Et ass eng Saach vun der Empfindlechkeet vun deem engen an deem aneren, wat seng Situatioun ass, wéi en déi Moossnamen do empfënnt. Deen een ass eebe méi an der Kultur, deen anere méi an der Schoul, an deen aneren ass Grousspapp oder net Grousspapp an dofir huet een eebe méi Empfindlechkeet op där doten oder där heite Mesure." Et ass a mengen Ae keng Saach vun Empfindlechkeet.

Dat, wat mir gär gehat hätten, dat ass, datt een dat, wat Der d'ailleurs versprach hutt, och mécht: eng Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi mer d'leschte Kéier gestëmmt hunn. Dat schéngt mer awer net anormal ze sinn, datt eng Chamber freet: „Do si Moossname gestëmmt ginn, wat ass dann d'Resultat dovunner? Huet dann dee Couvre-feu um 23.00 Auer eppes bruecht oder huet en näischt bruecht?" Et ass awer normal, datt een dat freet!

A gradesou normal ass et, wann een hei eng Rei Moossname virgeschloe kritt, datt een dann och gesot kritt, wat fir eng Effizienz déi Moossnamen eventuell kënnen hunn oder wat eng Regierung sech dovunner erwaart a wat fir eng wëssenschaftlech Basis se hunn. An anere Länner, déi Texter gestëmmt hunn, wann een d'Exposés des motifs kuckt, da stinn awer do eng Rei Explikatiounen, wat sech op déi eenzel Moossnamen hin dann erwaart gëtt oder net.

A wann ech dann hei op déi eenzel Motioune kann zréckkommen, déi éischt iwwert d'Covidspidol: Hei stellt kee Mënsch d'Kompetenze vun den Direktere vun de Spideeler a Fro! Et gëtt esou dohinnergestallt, wéi wa mir elo géifen déi Kompetenzen a Fro stellen a mengen, mir géifen dat besser kënnen. Ech stelle just fest, datt verschidden Direktere vun eenzelne Spideeler elo schonn decidéiert hunn, datt se zu engem Deel een Zentrum, dee se hunn, wëllen éischter covidfräi behalen an an deem aneren Zentrum, dee se hunn, all d'Covidpatiente wëllen a sech konzentréieren. A wann Der eis Motioun liest, dann ass et net eng Motioun, fir necessairement e Covidspidol ze maachen, mee dann ass et eng Motioun fir ze soen: Kommt, mir kënnen eng aner Organisatioun, Repartitioun - déi schonn deelweis, mengen ech, um Terrain vun deenen Direktere gemaach gëtt - iwwer Centres de soins Covid hikréien!

An där zweeter Motioun ass et och net esou, datt mer der Meenung sinn, datt d'Kantinnen ... Also dat, wat Dir iwwert d'Kantinne gesot hutt, dat ass, datt an der Praxis kee Problem wär, wann déi géifen zougoen. Mee ech hunn awer och haut nach Maile kritt vun deene Leit vun den Entreprisen, vu Representantë vun Entreprisen, déi mer soen, si wëssten awer net, wéi se dat muer sollen organiséieren um Terrain, wéi dann den dagdeeglechen Oflaf soll goen.

A wat déi praktesch Problemer ugeet, déi Der um Terrain elo hei kritt à partir vun deenen nächsten Deeg, do soen ech Iech kloer: Déi si richteg problematesch! An ech fannen, datt hei einfach e Saz an e Gesetz gesat ginn ass, ouni datt am Fong d'Konsequenze fir d'Entreprisen, mee haaptsächlech och fir déi Leit, déi um Terrain schaffen, déi domadder all Dag ze liewen hunn, gekuckt gi sinn. Ech fannen dat, esou wéi et elo gemaach gëtt, einfach extreem iwwerflächlech an net seriö an am Fong richteg problematesch fir dat, wat um Terrain geschitt.

Dann déi Visite-à-domicille vun zwee Menagen. Dir sot, et sollt een net a Bullë räsonéieren. Mee wann ech kucken, wéi den Text haut ausgesäit, da räsonéiert Dir och schonn a Bullen. Dir sot: „Zwee Leit vun där selwechter Famill." Och dat ass eng Bulle. Dat heescht, déi Logik, vun där Der hei sot, Dir wëllt se net erabréngen, déi hutt Der selwer an Ärem eegenen Text dran.

An ech soen nach eng Kéier: Mir sinn nu wierklech der Meenung, datt een och muss eng Akzeptanz vun deene Moossname bei de Leit, bei de Famillje kréien. A wann Der Moossnamen huelt, déi net op d'Akzeptanz vun de Leit stoussen, da kreéiert Der um Terrain méi Problemer an Dir kreéiert och Situatiounen, wou d'Leit net méi bereet sinn, dat ze maachen, wat Der gär vun hinnen hätt.

D'ailleurs soen ech, datt déi heite Propositioun och nach sanitär eng Rei Problemer wäert schafen. Liest den Avis vum Conseil d'État! Do ass e Beispill opgeziellt, wat relativ kloer a relativ däitlech ass.

Déi nächst Motioun, déi geet iwwert déi „explications claires et cohérentes" fir d'Interdiktiounen, déi mer gären hätten. Dir sot, Dir kéint se beim beschte Wëllen net liwweren, mee Dir géift mat eis all déi Informatiounen deelen, déi Der kritt. Ech géif et zwar normal fannen, datt, wa mer e Gesetz maachen, mer zumindest probéieren, Justifikatiounen ze bréngen. Déi Justifikatiounen, déi mer nach gëschter fir de Rapport nogeliwwert kritt hunn, déi sinn äusserst sommaire. An ech hunn dat a menger Ried scho virdru gesot: Verschiddener si souguer esou, datt mer am Fong missten dovunner ausgoen, datt déi Moossnamen, wann dann Är Justifikatioune stëmmen, scho virun e puer Wochen an e puer Méint hätte misse geholl ginn.

An dann déi Fro vun der Mask. Dir sot, d'Santé hätt dat scho säit ganz Laangem recommandéiert. Ech ka mech awer hei erënneren, datt ech scho bei deenen zwee, däi leschten Texter am Juni, Juli hei stoung a gesot hunn, Dir sollt och bei alle Rassemblementer eng „obligation de masque" maachen.

Dir hutt Iech laang geziert, fir dat ze maachen. Dir hutt et elo beim leschten Text eréischt agefouert, an do hunn ech och gesot, dat wier an der Rei, datt Der et beim leschten Text agefouert hätt, also bei de Rassemblementer, mee haut stelle mer fest - an dat sinn net mir, déi et soen, mee dat ass d'Polizei, déi eis et gesot huet -, datt et esou, wéi et actuellement formuléiert ass, einfach net applikabel ass.

Wat mir hei froen, dat ass, datt Der an den Text schreift, datt Der eebe just net Mooss muss huele fir ze kucken, ob déi zwee Meter agehale ginn oder net, mee datt Der au préalable sot, datt et an de Zone-piétonnen, do, wou vill Leit sinn, einfach eng Obligatioun ass - zwee Meter oder net zwee Meter -, fir dat anzehalen. A jiddwereе muss se unhunn! Dat ass kloer, dat ass contrôlabel an dat ass dat, wat mer hei an der Motioun froen.

Bei der Motioun, déi iwwert d'Sanktiounen, d'Peinen an d'Proportionnalité des peines geet, hutt Der am Fong net op d'Demande, déi mer hei schreiwen, geäntwert. Dir hutt gesot, Dir géift mengen, d'Peinë wären am Allgemengen héich genuch.

Dat, wat mir hei gefrot hunn, ass och keng Iddi vun eis. Et ass de Procureur d'État, dee bei eis an der Reunioun war an deen eis drop opmierksam gemaach huet, datt senger Meenung no eng Disproportioun wär bei de Peinen, wann een e Mask vergësst unzedoen op där enger Säit, an op där anerer Säit, wann ee volontairement en Isolement brécht an domat aner Leit a Gefor bréngt. Dat huet eis ageliicht, dat huet eis sënnvoll geschéngt an dat hu mer an dëser Motioun niddergeschriwwen - an et ass dat, wat mer gär hätten, an näischt anescht! Ech mengen, et ass och kloer hei an der Motioun tel quel formuléiert.

Da geet déi nächst Motioun ëm d'„règles claires et uniformes relatives à la fréquentation maximale des commerces". Dir sot, dat géifen déi meescht Commerçantë fräiwëlleg scho maachen, dofir bräicht een elo näischt ze maachen. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass am Horeca-Secteur och déi meescht Restaurante scho fräiwëlleg eng Rei Moossname geholl hunn, an do reagéiert Der awer drop. Bei deenen enge gëtt esou räsonéiert, bei deenen anere gëtt anescht räsonéiert!

Dat, wat mir hei froen, ass net eppes, wat eis einfach esou spontan agefall ass. Dat ass och eng Demande vum Conseil d'État, dee proposéiert huet, fir et esou ze maachen, dee proposéiert huet, datt niewent deene Meterkareeszuelen, déi bei de grousse Betriber a bei de Grande-surfacen drastinn, och bei deene klenge Commercë prezis Reegelen am Gesetz géife stoen. Beim viregte Gesetz hat de Conseil d'État och schonn eng ganz kloer an däitlech Propositioun gemaach, wéi dat ëmzesetze wär. A genau dat gëtt hei gefrot, zousätzlech dozou, datt an de Galerien och nach eng Ännerung vum Text géif kommen, vun deem d'Polizei eis och viru véier Deeg sot, datt en esou net applizéiert géif ginn.

Mir hunn also näischt erfonnt! Mir kruten dat vun der Polizei respektiv vun deenen Institutioune gesot, déi domadder beschäftegt sinn, a mir kucken déi Iddi. Mir kréie gesot: „Do si Saachen, déi net contrôlabel, also net applikabel sinn." Dofir froe mer hei an der Motioun, datt den Text esou gemaach gëtt, datt en an der Realitéit och kann applizéiert ginn.

Iwwert d'Transportmotioun hunn ech mech schonn ausgelooss.

Dann zu där Motioun vun de Krittären, mee do muss ech soen: Et schéngt mer awer relativ logesch ze sinn, datt, wann ee kuckt, wéi d'Evolutioun vun enger Situatioun weidergeet, ee sech dann eng Rei Ziler setzt, datt ee seet: „Wa mer op Infektiounsraten oder op Besetzungsrate vu Spideeler kommen, déi esou héich sinn, da reagéiere mer nach zousätzlech, a wann eis Zuelen erofgi bis op deen doten Niveau, da probéiere mer, déi Moossnamen erëm opzeléisen." Dat schéngt mer awer eng absolutt normal Fro fir d'Previsibilitéit ze sinn. Och déi hutt Der ofgewisen. A mengen Ae gesäit dat aus wéi e Pilotage à vue: Dir kuckt Dag fir Dag, wat geschitt, an da gëtt dat iergendzwousch decidéiert, ouni datt d'Zilsetzunge virdru kloer an däitlech gesot gi sinn. Dat ass fir mech och onverständlech.

An dann iwwert déi zwee Punkten hei vun den Tester: Do hätte mer ganz einfach gär eng Strategie gehat. Dat, wat mir hei gesinn hunn, war eng Strategie vun der ECDC, mee mir hätten u sech gär déi, wéi dat prezis zu Lëtzebuerg soll gemaach ginn.

An haaptsächlech déi leschtt Fro, déi vun de Vaccinen, do schéngt et awer net anormal ze sinn, datt mer eng Stratégie de vaccination froen: Wou? A wat fir enge Gemengen? Wéi soll dat gemaach ginn? Kënnen d'Leit déi beim Hausdokter kréien? Musse se an Zentrume goen? Wat fir eng sinn déi, déi prioritär geholl ginn?

Mir hu jo och net gesot, Dir sollt eis dat direkt bréngen. Mir hu gesot, bis de 15. Dezember sollte mer dat awer vläicht kréien. Wann deen Delai ze laang ass, kënne mer en och ouni Problem verkierzen. Mee wat mer haaptsächlech och an där Motioun froen, dat ass, datt mer gär eng Distribution gratuite hätten. An do wäre mer och frou, wa mer dorop kéinten eng Äntwert kréien. Ech wëll just, datt hei och Prezisioun an déi Diskussioun erakënnt an datt mer kloer Äntwerten op eis Froe kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. An dann hat d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Soll ech vläicht äntweren?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Duerno beieneen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maachen et méi kuerz. Ech hu fënnef konkreet Froen.

Déi éischt bezitt sech nach eng Kéier op d'Schoul. A mengen Ae mussen d'Recommandatiounen an der Schoul sech och emol un d'Gesetz halen an am Kader vum Gesetz oflafen. Dofir wollt ech einfach froen, well ech dat net weess: Gëtt am Stufemodell 1 en Ënnerscheed gemaach bei de Kanner, déi bei engem Positive sëtzen, ob déi eng Personne à haut risque d'être infectée sinn? Wann do keen Ënnerscheed gemaach gëtt, da wëll ech u sech gären déi legal Basis wëssen, well am Gesetz steet, wann een à haut risque d'être infecté ass, datt een dann u sech misst a Quarantän goen.

Déi zweet Fro ass, op wéi eng Base légale sech déi Mise en autosurveillance wierklech bezitt.

Déi drëtt Fro, do kommen ech awer nach eng Kéier op den ëffentlechen Transport: Wann ech dat richteg interpretéieren, muss, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt - mee, wéi gesot, et ass awer duerchaus méiglech, datt ech dat falsch liesen -, am ëffentlechen Transport jiddwereen eng Sëtzplaz attribuéiert kréien, soubal méi wéi zéng Leit am ëffentlechen Transport sinn. Kënnt Der mer soen, ob dat esou ass, a wann et esou ass, wéi Der dat kënnt garantéieren?

Déi véiert Fro bezitt sech dann nach eng Kéier op d'Kantinnen. Ech hat den Här Minister gefrot, ob d'Unisaktivitéiten zu den Activités scolaires gehéieren - esou wéi ech dat interpretéiere respektiv esou, wéi mer dat erkläert kritt hunn, net. Da gëlle bei dësen Aktivitéiten an an dëser Kantin, well do keng Ausname virgesi sinn, wa méi wéi zéng Leit an der Kantin sëtzen, eng Maskeflicht, zwee Meter Distanz a Places assises. An ech mengen, eng Kantin ka schwéier fonctionéieren, wann een d'Mask muss unhunn.

Dat selwecht gëllt fir déi Ausnamen, déi ech nach net verstinn, déi d'Madamm Minister fir d'Betribskantinne wëllt virgesinn, wou se sot: „Et kann ee jo en Takeout huelen", an da kann een, wann een iergendwellech sanitär Mesuren erfëllt ... Wou ech net weess, wéi eng sanitär Mesuren! Wann do méi wéi zéng Leit beienee sinn, da mussen déi sech och un dës Reegelen halen. Dofir wëll ech gäre wëssen, wéi d'Gesetz do soll applizéiert ginn.

Da wollt ech u sech just nach eng Prezisioun maachen: D'Madamm Minister huet gesot, si hätt eis eng Äntwert ginn op d'Schnelltester, mee mir hunn déi Äntwert op eis Question parlementaire net kritt. Mir hunn u sech just déi Recommandatiounen op Santé.lu gesinn, dat heescht: Déi Strategie, déi mer gefrot hunn, déi mer och an der Motioun gefrot hunn, hu mer nach net kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci! Ech probéieren, mech elo erëmzefannen, et ware vill Froen op ee Coup.

Déi éischt Fro gouf gestallt zum Couvre-feu, Dir wëllt wëssen, wéi den Effet ass. Ech hu gesot, et gëtt keng wëssenschaftlech Etüden, déi dat eent zu

eent géife beleeën. Dat Beispill, wat ech ginn hunn: Et gesäit een awer op alle Fall an deene Länner, wou Couvre-feue sinn, dass d'Zuelen erofginn. Do kann een e Lien de causalité unhuelen, mee beweise kann een en net. Dat ass ganz kloer. Méi hunn ech dozou net gesot, mee mir ginn awer dervun aus, well wann ee kuckt an der Belsch an a Frankräich, bon, do si jo ganz drastesch Mesuren en place, do ass ënner anerem de Couvre-feu derbäi an do fänken d'Zuelen un erofzegoen. Zumindest ass dat fir eis en Indice, dass dat awer e Wee ass, op deen ee geet.

Och wann Der liest, wat d'OECD esou zu der Kris schreift, gehéiert dat op alle Fall zu de Mesuren, déi si ausweisen als Mesuren, déi kënnen en Effet hunn. Mir ginn dovun aus, mee de wëssenschaftleche Beweis dofir, mengen ech, huet zu dësem Zäitpunkt nach keen.

Dir sot: „Wat ass d'Zilsetzung?" Mir huelen déi Mesuren hei jo net einfach esou. Ech hätt gemengt, et wär kloer gewiescht, dass eisen Alarm, dee mer ginn hunn … An ech wëll drop hiweisen, dass de Wording, dee mir haten - de 17. Oktober war dat, wéi de Xavier Bettel an ech virun d'Press gaange sinn -, dach en alarmanten Discours war. Mir hu gesot: „Eis Zuele sinn alarmant, déi ginn héich an d'Luucht! Mir mussen eis Suerge maachen!"

Mir hunn en Appel à la vigilance renforcée gemaach. Also ech mengen, mir hunn dat alles anescht wéi klenggespillt. Mir hunn d'Leit wierklech drop opmierksam gemaach: Do deet sech eppes, dat ass net normal, dat geet immens séier erop! A mir hunn déi Woch drop nach eng Couche dropgesat. Ech mengen, dass mer dat zu kengem Zäitpunkt klenggespillt hunn. Ech ka mech op alle Fall u keen esou e Wording vu menger Säit erënneren, an och net vun de Regierungskolleegen.

D'Zilsetzung ass och kloer. Wéi mer vun de Mesurë geschwat hunn, hu mer eis op de Stufeplang vun de Spideeler referéiert. De Stufeplang vun de Spideeler, wëll ech drop hiweisen, wat ass dat? Dat ass eng Organisatioun, déi si sech ginn hunn, wéi se sech d'Prise en charge opdeelen. An dat, wat Der virdrun ugeschwat hutt, dass si Sitten hunn, déi just Non-Covidpatienten hunn, dat ass vun Ufank un an deem Plang gewiescht. An ech hunn dat och schonn hei an der Chamber an an der Kommissioun exposéiert. Méifach hu mer schonn diskutéiert iwwert dee Stufeplang. An déi Leit, déi nolauschteren, wann ech dat soen, déi missten dat eigentlech wëssen, dass och dat zu deem Stufeplang gehéiert. Et si Sitten, Eech hunn ech zitéiert zum Beispill, et sinn eng Rei Sitten, déi gi fräigehalen - si nennen dat „covidpropper" -, fir Operatiounen ze maachen, déi programméiert sinn. Dat ass vun Ufank un an deem Stufeplang dran. Dat ass an deem Sënn näischt Neies.

An dat, wat ech gesot hunn - ech hunn net gesot, dee géif d'FHL festmaachen -, domat hunn ech mech just justifiéiert fir ze soen, dass mer déi Diskussioune féieren, a mir féiere se mat den Experten, mat enger FHL. An ech hunn lech d'schrëftlech Prise de position vun der FHL, eng rezent, matbruecht. Ech bréngen dat net alles an d'Ëffentlechkeet, mee ech hunn lech et awer gesot, dass ech den Austausch mat de Spideeler hunn. A si sinn unanimement der Meenung, dass et am Moment fir Lëtzebuerg kee gudde Wee ass, elo matten an der Kris eng extra Covidstruktur opzeriichten.

Et ass jo dorop, wou Der awer uspillt. Op alle Fall hunn ech d'Motioun esou verstanen, dass dat déi Diskussioun ass, déi ass jo och an der Press geféiert ginn, ob een net awer sollt e Covidspidol opmaachen. Esou hunn ech lech och an der Chamberskommissioun verstane gehat, wou ech lech déi hei Erklärungen och scho ginn hunn, also net an der ëffentlecher Sitzung eeben.

Dann, jo, d'Logik, Dir werft mer vir, mir wären net kohärent, mir hätten elo souwisou Bullen. Ech mengen, dass mer relativ kloer gesot hunn, dass déi Reegel, déi hei ass, eng duebel Konditioun huet. Lëtzebuerg hat ëmmer dee gemixte System. Dat ass e Mix, dat ass kee Bullësystem. E Bullësystem sinn zwee Foyere mat zwou Variabelen.

Mir hunn elo eng Bulle mat dann zwee Leit aus engem Foyer. Dat ass eppes liicht aneres. Ech mengen awer, dass dat relativ kloer war a sécherlech net mëssverständlech. Et ass eng duebel Konditioun dorobber. Ech mengen, d'Leit hunn dat och verstanen, wéi d'Mesurë presentéiert gi sinn. Et ass schonn eng restriktiv Approche fir ze soen: „ee Maximum vun zwee Leit aus engem Stot". Dat ass fir mech awer nach ëmmer eppes anescht wéi einfach tout court en zweete Stot, wat méi wéi zwee Leit kënne sinn. An dat ass jo och grad de Problem.

Dann d'Recommandatioune mat der Maskeflicht, do hat Der gesot, jo voilà, Dir géift et net kohärent fannen, dass se am Commerce ass an dobaussen net. Dat ass fir eis nach ëmmer en Ënnerscheed, well een do bannenan ass am zouene Raum, grad elo am Wanter. Dobaussen ass d'Ustiechungsgefor eng aner. An an deem Sënn ass dat eng Positioun, déi mer esou hunn. Do kann een natierlech gedeelter Meenung sinn.

Dann, bon, et ass schonn erstaunlech, ech hu bal d'Gefill, Dir reprochéiert mer, dass ech hei roueg bleiwen! Ech hunn lech och net Panik reprochéiert. Ech hu gesot, generell, ech fannen, dass Panik generell kee gudde Wegbegleiter ass, och net an enger Kris.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- An dat, wat ech gesot hunn a menger Ried, ass, dass een an där heiter Situatioun einfach soll evitéieren, generell a Panik ze falen. Ech hu guer kee perséinlech viséiert, net emol wëllentlech oder par inadvertance, ech hu generell vu Panik geschwat an ech gi mer selwer wierklech Méi, fir dat och ze evitéieren an net ze vill emotional ze ginn an deenen Diskussiounen hei.

Voilà, an déi aner Froe sinn, mengen ech, fir dech, Claude.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Vläicht nach ganz kuerz zu deenen zwou Froen, déi d'Martine Hansen gestallt huet. Dat eent, dat war de Bänknoper mat engem Zenario 1, ob deen net och a Quarantän misst gesat ginn. Dat ass momentan net esou appliziéiert. Mir ginn dovunner aus, datt déi ganz Klass do isoléiert gëtt. A wann net, da gëtt jo och eng Mesure geholl, datt d'ganz Klass muss de Mask droe wärend op d'mannst där Woch, bis déi ganz Klass getest gëtt. Da gëtt se getest an da fanne mer jo och eraus, ob esou eppes weidergaangen ass oder net.

Dee Rapport d'analyse, dee mer virun zwou Woche konnte presentéieren, huet awer och kloer dokumentéiert, datt op d'mannst fir déi Woche Schoul tëscht der Rentrée an der Allerhellegevakanz d'Reegel déi war, datt mer een isoléierte Fall iwwert déi sechs, siwe Woche just an enger Klass haten. Dat heescht, datt näischt drop hiweist, datt de Bänknoper oder anerer sech do systematesch dann och infizéiert hätten. Dat ass punktuell geschitt, jo, mee awer net an engem breede Mooss.

Nach eng Kéier zu där Diskussioun iwwert d'Universitéitskantin: Also ech denken, datt momentan d'Universitéitskantin souwisou net an deem Mooss gebraucht gëtt an en Takeout och géif duergoen, well souwisou de Gros vun de Coursë momentan à distance organiséiert ginn. A wann een emol um Belval ass oder och hei an der Stad um Campus ass, do mierkt een, datt ganz wéineg Aktivitéit ass, well ganz einfach déi meescht Studente vun doheem aus hir Coursë suivéieren. Eng Rei vun Aktivitéiten, TPen an esou weider sinn a Presenz, mee do leeft awer ganz, ganz wéineg, soudatt also déi, déi um Site sinn, och kéinte mat engem Takeout liewen, wann d'Gesetz dat doten esou virgesäit.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. An direkt nom Vott kritt d'Madamm Hansen d'Wuert nach fir den Depot vun enger Resolutioun.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et war nach eng Fro net beäntwert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Hansen wëllt nach eng Kéier à la charge kommen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, déi Fro war nach net beäntwert vum ëffentlechen Transport, wéi Der dat elo wëllt reegelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Eng leschte Kéier kritt d'Regierung d'Wuert an da misste mer zum Vott kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, et ass déi dote Fro effektiv. Do hu mer elo just och d'Confirmatioun kritt vum François Bausch, dass keng Intentioun do wär, eppes ze ännere par rapport zu dem Istzoustand. Déi eenzeg Exceptioun, déi mer an eisen Diskussiounen ageféiert hunn, ass déi mam Plaffong vun honnert, fir dat kloerzestellen.

Dat heescht, déi Intentioun ass, fir dass dat net ënnert de Rassemblement fält. Mir hunn och guer net doriwwer diskutéiert. Ech hu keng Erënnerung, dass dat bei der Presentatioun vum Projet den 18. en Theema war. Et war bei eis keng Intentioun do, eppes anescht ze maache wéi dat, wat Der scho gestëmmt hutt déi leschte Kéier. Dat ass am Fong dat, wat elo kloer … Ech ka mech effektiv och net erënneren, mir hunn d'ailleurs och net iwwert d'Kantinne geschwat den 18., mee dat ass eng aner Saach.

An dann nach just kuerz fir de Claude Wiseler: Dir sot, ech géif op Recommandatioune vun der ECDC verweisen. Dat ass net richteg. Ech verweisen op d'Recommandatioune vum Dokter Jean-Claude Schmit vum 10. November, déi, wéi d'Madamm Hansen richteg seet, ëffentlech zougänglech sinn. Ech hunn lech déi och an der Chamberskommissioun am Detail presentéiert gehat. An ech ginn dovun aus, wa se ëffentlech zougänglech si fir déi ganz Ëffentlechkeet, fir d'Press, dass se och eise Volleksvertrieder zougänglech sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Hansen, déi allerleschte Kéier.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wëll einfach eng Äntwert hunn! Also elo, wa mir dat hei, oder wann Dir dat do Gesetz elo stëmmt, dann ass, mengen ech, ab muer Sëtzflicht am ëffentlechen Transport. Respektiv wann déi net agehale gëtt, ech weess net, ob eng Strof dropsteet, mee zumindest hält dee sech dann net un d'Gesetz. Wéi gëtt dat dann elo gereegelt? Oder maacht Der direkt en Amendement do?

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Ministesch nach eng Kéier.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass net déi Absicht. Mir hunn dat net esou presentéiert, ...

(Brouhaha)

... Dir hutt dat och net esou interpretéiert wéi bis elo. Wann dat sollt en Tippfeeler sinn, ech kann dat och elo séance tenante schlecht am Detail am Text verifiéieren. Et ass deen Text, dee mer gemeinsam duerchgaange sinn. An de Stand ass, dass d'Situatioun esou ass, dass do keng nei Derogatioun sollt bäikomm si par rapport zu deem, wat mer en place haten. Asoufern …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7694. Den Text steet am Document parlementaire 7694[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7694 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Semiray Ahmedova), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

Da géif ech der Madamm Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun, ier mer zur Ofstëmmung vun de Motioune kommen.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure*.- Merci, Här President. D'Personal an de Klinicken an och an de Fleegestrukturen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens heibannen, huet eng formidabel Aarbecht geleescht a leescht nach ëmmer formidabel Aarbecht. A si sinn zënter Méint am Dauerstress.

Dës Kris huet eis alleguer bewisen, wéi wäertvoll hir Aarbecht ass, a si huet eis awer och nach eng Kéier gewisen, wéi dramatesch et ass, wa mer an deem Secteur eng Penurie vu Personal hunn. An duerfir hate mer u sech am Abrëll schonn eemol eng Motioun hei deposéiert an och de Kolleeg Marc Spautz hat drop higewisen, datt dës Beruffer misste méi attraktiv ginn.

Mir haten och an deem Kader scho gefrot, fir eng gréisser Debatt an der Chamber heizou ze organiséieren. Am Kader vun enger Petitioun, déi och iwwert d'Primme gaangen ass, ass dat selwecht nach eng Kéier hei decidéiert ginn an der Chamber, nämlech als Konklusioun ass festgehale ginn, datt en Hearing vun alle concernéierte Vertrieder géif hei an der Chamber am Hierscht organiséiert ginn, Vertrieder vun de Klinicken, vum Fleegeberäich, an datt och géif e gréisseren Debat am Hierscht hei an der Chamber organiséiert ginn, fir iwwert d'Unerkennung vun dëse Beruffer, fir iwwert d'Formatioun ze diskutéieren.

A mir soen, et geet net duer, fir dëse Leit ze klappen - mee och dat gëtt am Prinzip net méi gemaach -, mee et ass onbedéngt wichteg, datt mer hei an der Chamber dat Verspriechen, wat mer do ginn hunn, och anhalen an datt mer - ech weess net, ob et am Hierscht nach méiglech ass -, souwäit et méiglech ass, bis Enn des Joers oder spéitstens am Januar dësen Hearing organiséieren an och dëse gréisseren Debat organiséieren. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- le travail exceptionnel effectué par le personnel infirmier et soignant dans la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- la nécessité absolue d'augmenter durablement l'attractivité des professions de santé et soignantes en question ;

- l'annonce d'un « hearing » aussi en automne 2020 organisé par la Chambre des Députés,

s'engage

- à organiser, encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, à la Chambre des Députés un « hearing » réunissant l'ensemble des représentants concernés du secteur hospitalier et des soins ;

- à programmer, aussi encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, un débat sur une amélioration de la reconnaissance de ces métiers, sur une meilleure formation, sur une amélioration des infrastructures ainsi que sur les conditions de travail.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen.

8. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)

Motions

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zu de Motiounen? Den Här Marc Goergen, wannechgelift.

Motion 1

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Da kënnen och emol aner Parteien eng Kéier hire Pefferkär dozou ginn. Ech hoffe jo, mir wäerten och nach eng Kéier elo dierfen zu den eenzelne Motioune schwätzen, oder hätt Der se gär alleguerten zesummen?

Also zur Motioun 1 wäerte mir eis enthalen, well och mir haten am Background dat esou matkritt, dass d'Spideeler et bedenklech géife fannen, wa mer esou en Zenter géife maachen, an dass dat warscheinlech eng Géigewierkung hätt. Deementspriechend ass et schwiereg, fir haut do ouni weider Dokumenter an Expertis Jo ze soen. Duerfir wäerte mir eis bei der éischter Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun där éischter Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Da kéime zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Duerno kéime mer dann zur Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun och mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Et bleift och esou.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Da kéime mer zur Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmmen, 25 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

(Interruptions)

■ **Une voix**.- Dat kann net sinn!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Nee. Si ass mat 23 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 5 est rejetée par 35 voix contre, 22 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Duerno kéime mer dann zur Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

Och hei fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmmen ... O nee, méi! Et ass e bëssen Duerjerneen.

(Interruptions et hilarité)

Domadder ass dës Motioun mat 23 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 6 est rejetée par 37 voix contre 23.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8.

Vote sur la motion 8

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10.

Vote sur la motion 10

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 11.

Vote sur la motion 11

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Dann de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 12. Dat ass déi, déi vun der politescher Sensibilitéit ADR deposéiert ass ginn. Den Här Marc Baum freet nach d'Wuert.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Dat hei ass eng Motioun, déi mer vum Prinzip hier ganz sympathesch ass. Ech muss awer soen, datt ech mam zweeten Tiret vun der Opfuerderung e Problem hunn, e kognitiven. Ech weess nämlech net, wat gemengt ass. Do steet: „all d'Moossname vun der Kuerzaarbecht, déi am Kader vun der Coronaepidemie geholl gi sinn, an enger éischter Etapp bis [...] ze verlängeren". Elo ass et jo awer esou, datt vun deene ville Mesuren, déi do geholl gi sinn, ganz vill Jo-Jo war - also Saachen, déi bäikomm sinn, Saachen, déi ewechgeholl goufen. Duerfir géif ech gär wëssen, wéi eng Mesuren d'ADR sech dann do virgestallt huet, well soss weess ech awer net, wat ech hei votéiere soll.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Baum. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zu dëser Motioun? Den Här Marc Spautz, wannechgelift.

■ **M. Marc Spautz** *(CSV).*- Här President, ech hu bei där Motioun och zwee Problemer. Beim éischten Tiret wëll ech och wëssen, wat de Käschtepunkt ass vun deem, wat dosteet. Wa jiddwereen iwwer 18 Joer deen Ausgläich bis 250 % soll kréien, do misst een awer de Käschtepunkt wëssen, wat dat géif bedeiten.

A bei deem zweeten Tiret ass et, wéi de Marc Baum gesot huet: Eng Kéier waren et d'Léierbouwen, déi hunn däerfen an d'Kuerzaarbecht, dann hunn d'Léierbouwen net méi däerfen an d'Kuerzaarbecht ... Mir wier et jo léiwer, si wieren an der Kuerzaarbecht; mee mir wëssen net, wat heimadder gemengt ass.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmols, Här Spautz. Da kënne mer och zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 12

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi ...

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Här President!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- O, den Här Kartheiser wëllt nach d'Wuert ergräifen.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Här Baum an dem Här Spautz Merci soen, datt se intervenéiert hunn.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg, soss versteet ee guer näischt! Här Kartheiser, wannechgelift!

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Merci, Här President. Mee et wor relativ roueg am Sall, hunn ech fonnt, well ech hunn d'Koalitioun net héieren! A fir eng Koalitioun, déi eis virdrun hei Lektioune gemaach huet, wär et jo awer interessant ze wëssen, wéi si dozou steet, notamment wou eng sozialistesch Partei an där Koalitioun ass, wa mir hei froen, datt déi Leit fir eng Moossnam, déi d'Regierung hëlt, solle voll indemniséiert ginn. A mir héiere kee Wuert vun der Regierungskoalitioun an dëser Fro. Et wär awer vläicht interessant gewiescht.

Mir maachen awer, fir et vläicht de Kolleege vun der Majoritéit méi einfach ze maachen, hinnen eng Offer. Mir soen, wa se vläicht elo hei vun eiser Generositéit esou beandrockt sinn, datt se net direkt déi richteg Wierder fannen, fir se ze ënnerstëtzen, da géife mer hinne proposéieren, datt mer dat an eng Aarbechtskommissioun huelen an d'nächst Woch zréck an d'Plenière huelen. Dann hutt Der Zäit, fir all déi Saachen an déi Froen, déi hei gestallt gi si vun de Kolleegen, ...

(Interruption)

... ze beroden. An da kënnt Der Äert soziaalt Gewëssen, Här Engel, dat Der jo anscheinend hutt, d'nächst Woch an der Plenière hei beweisen!

(Brouhaha et interruptions)

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmols, Här Kartheiser.

De Vott ass schonn amgaang. Ech gesinn, datt kee méi wëllt d'Wuert ergräifen. Da kënne mer mam Vott virufueren. Fir d'éischt de Vote électronique.

An duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Et si 4 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Ech mengen, domadder si mer kloer. Domadder ass dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant

Da komme mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott iwwert d'Resolutioun, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ass ginn. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt zu dëser Resolutioun ergräifen?

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).*- Da soen ech eppes.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).*- Jo, mir fannen déi Resolutioun hei am Prinzip ganz gutt. Mir kënnen och mam éischten Tiret ganz gutt liewen. Beim zweeten Tiret, och no Ofsprooch mat der Madamm Hansen, géife mer proposéieren, dass mer géife schreiwen „un débat sur une amélioration de la reconnaissance, sur une adaptation de la formation et sur les conditions de travail" an dat anert ewechloossen.

Dat ass mat der Madamm Hansen ofgeschwat a si ass och domat d'accord.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech géif dann d'Wuert zréckginn un d'Auteurin vun dëser Resolutioun.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV), auteure.*- Mir haten den Text ...

(Problème de sonorisation)

Résolution modifiée

« Débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant »

La Chambre des Députés,

considérant

- le travail exceptionnel effectué par le personnel infirmier et soignant dans la lutte contre la pandémie Covid-19 ;

- la nécessité absolue d'augmenter durablement l'attractivité des professions de santé et soignantes en question ;

- l'annonce d'un « hearing » aussi en automne 2020 organisé par la Chambre des Députés,

s'engage

- à organiser, encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, à la Chambre des Députés un « hearing » réunissant l'ensemble des représentants concernés du secteur hospitalier et des soins ;

- à programmer, aussi encore en 2020 ou au plus tard en janvier 2021, un débat sur une amélioration de la reconnaissance de ces métiers, sur l'adaptation de la formation ainsi que sur les conditions de travail.

(s.) Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ass d'Chamber d'accord, datt mer iwwer dës Resolutioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution modifiée

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

Nee, d'Madamm Hansen freet nach d'Wuert, pardon! Bleift nach wannechgelift hei!

10. 7694 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite)

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Also ech hunn ... Pardon, datt ech lech nach ophalen hei, mee ech hu mat Erstaune festgehalen, datt, wärenddeem mir hei sëtzen an iwwer e Gesetz ofstëmmen a Froen zu de Kantinne stellen, do de Ministère de la Santé u sech e Communiqué oder ech weess net wat erausgëtt, wou drasteet: « Je me permets de revenir à l'objet sous rubrique. En effet et après avoir parlé avec » - ech soen elo net, mat wiem - « il s'avère que les dispositions de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public, que les repas soient servis au personnel, les repas soient pris assis avec écart réglementaire, que les règles d'hygiène, de distanciation et du port du masque soient respectées. Dans ce sens, le Ministère de la Santé vous contactera sous peu pour formaliser les règles ci-avant avec vous sous forme d'une recommandation. »

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Sou! Ech fannen dat doten u sech wierklech eng Frechheet hei fir eis alleguer! Mir hu gesot: „Esou wéi et hei am Gesetz steet, kann et net applizéiert ginn." Mir hu gefrot: „Wat maacht Der mat de Kantinne fir d'Entreprisen?" Dunn ass gesot ginn: „Déi bleiwen zou." Dunn hutt Der gesot: „Ma mir kucken, iergendwéi eng Reegel ze fannen." Déi „iergendwéi eng Reegel", dat geet net! Dat steet net hei am Gesetz!

An dann, wärenddeem wou hei eis Motioun ofgeleent gëtt, schéckt de Ministère ee Mail oder een ... ech weess net, ob et ënner Form vu Mail war, un d'Klinicken, un d'Responsabel, datt se géife kontaktéiert ginn, datt déi Kantinne kéinten opbleiwen. Déi Kantinne kéinten opbleiwen, well se net „ouvertes au public" wären. Mee ech soen lech, alleguer d'Betribskantinne sinn och net „ouvertes au public". Also kënnen déi och alleguer opbleiwen.

■ **Une voix.**- Jo!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Also, mir hätte wierklech gären hei zousätzlech Erklärungen dozou vun der Madamm Minister.

(Brouhaha général)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Gilles Roth huet nach d'Wuert gefrot gehat.

Hei, wannechgelift e bësse méi roueg, soss huet et kee Wäert, datt mer diskutéieren!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV).*- Här President, aus Respekt virun der Chamber! Ech ka mech erënneren, dass virun ongeféier zwou Stonnen d'Ministesch op eng prezis Fro vu mir gesot huet, dass d'Kantinnen an de Spideeler zou géife bleiwen. Duerfir ass meng konkreet Fro: Desavouéiert Dir dat, wat do erausgeschéckt ginn ass vun engem Agent vun dem Ministère de la Santé? Jo oder nee?

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmols, Här Roth. Wëllt d'Regierung Stellung huelen zu där Prise de parole?

■ **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé.*- Ech hunn dat nach net gelies, wat Der virliest, well ech net parallell an de Medie liesen. Mee ech ginn dovun aus, dass meng Leit ganz normal an Zesummenaarbecht - dat maache se déi ganzen Zäit - mat den Acteure kucken, wéi d'Gesetzer ëmgesat ginn.

Ech hunn den Text elo net virun Aen. Ech ka gären dat nach eng Kéier mat hinne klären. Meng Positioun ass ganz kloer déi, déi ech gesot hunn an der Chamber an och virdrun: Eng Betribskantin huet genau déi nämmlecht Oplage wéi den Horeca. Déi kënne selbstverständlech Takeout maachen a si kënne selbstverständlech um Zëmmer zerwéieren. An ech ginn dovunner aus, dass dat déi Gespréicher sinn, déi lafen. Well dat Gesetz soll jo muer a Vigueur sinn a meng Leit si selbstverständlech a Kontakt mat den Acteure vum Terrain, fir hir Froen ze beäntwerten, wat do kënnt.

(Interruptions)

Mee fir de Rescht kann ech net Stellung huelen zu engem Mail, deen ech net kennen. Do musst Der mer schonn erlaben, Récksprooch ze huelen. Mee meng Leit kréien net all Mail vu mir validéiert, jiddefalls net deen doten. Ech hunn deen an där Form weeder an Optrag ginn nach gesinn!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Roth.

Wannechgelift, déi aner alleguer e bësse méi roueg, well soss huet et kee Wäert, datt mer diskutéieren, wann net een deen anere versteet! An den Här Roth huet d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV).*- Madamm Minister, mir ginn also dovun aus, dass dat, wat Dir an der Chamber gesot hutt ... Dir hutt dat op eng Question spéciale vun engem Deputéierten am Sënn vun der Applikatioun vun engem Gesetz gesot, dat de Mëtten zur Diskussioun stoung a wat ofgestëmmt ginn ass elo mat 31 géint 29 Stëmmen. An do hutt Dir ganz kloer gesot, dass d'Kantinne fir d'Betriber zou sinn!

An dat, wat d'Madamm Hansen virgelies huet, dat ass just de Contraire. Well eng Kantin, déi zou ass, ass zou! Et deet mer leed! Déi kënnt Der net als Takeaway ëmänneren. Well dat do géif jo am Umkehrschluss heeschen, dass all Restaurant en Takeaway kéint maachen an dass d'Leit sur place dann eebe mat den néidegen Distanciatiounen am Sall vum Restaurant kéinten den Takeaway consomméieren.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmols, Här Roth.

■ **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé.*- Wann ech dat soll méi kommentéieren, misst Der mer et wannechgelift nach eng Kéier virliesen. Ech hunn deen Text net virun den Aen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmols. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ...

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ma nee, nee!

(Protestations et brouhaha)

Also, d'Madamm Minister sot, ech soll et nach eng Kéier virliesen. Ech brauch net alles virzeliesen, mee ech soe just, wat hei steet: « ... ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières », also d'Gesetz, « de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public », an « que les repas soient servis au personnel, » - „servis", net „take away", net „siche goen", also pas de buffet, okay! - « les repas soient pris assis avec écart réglementaire, que les règles d'hygiène, de distanciation et du port du masque soient respectées. »

■ **Une voix.**- Maja!

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

(Brouhaha)

■ **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé.*- Ech weess net (...)

(Micro non allumé)

Mee wann dat sollt de Fall sinn, klären ech dat do. Dat ass net dee Wording, deen ech hunn. Wat si domadder gemengt hunn, weess ech net genau. Ech kann dat net soen. Ech kennen dat Schreiwes net. Ech kucken dat no a klären dat mat menge Leit.

■ **Une voix.**- Voilà!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech mengen, deen dote Punkt kréie mer haut net méi kloergestallt. Dat musse mer da kucken.

(Brouhaha)

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Mee d'Gesetz ass awer schlecht!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 1., 2. an 3. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.09 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Claude Wiseler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen (parole pour fait personnel) - Mme la Ministre Paulette Lenert

   Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Gusty Graas - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Jeff Engelen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Francine Closener - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Marc Baum - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Léon Gloden - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Gilles Roth)

   Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes
   - M. Marc Goergen - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

   Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Dan Biancalana - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé
   - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
5. **Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020**
   - Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. **Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR**
   - M. Fernand Kartheiser - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure**
   - Mme Chantal Gary - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
8. **7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :**

   1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

   2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7614 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

    2° du Code de procédure pénale
    - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Empain
    - Discussion générale : Mme Viviane Reding - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 1er décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7720** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020

***7721** - Projet de loi portant*

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° abrogation de la loi du 20 juin 2020 portant

1. prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite,

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales,

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales,

2. dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020

***7722** - Projet de loi portant sur la modification de :*

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.11.2020

***7723** - Projet de loi portant :*

1° transposition de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

2° transposition partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

3° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

4° mise en œuvre de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds ; et

5° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.11.2020

***7724** - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant*

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27.11.2020

***7725** - Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Moscou, le 6 novembre 2020, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juin 1993*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.11.2020

***7726** - Projet de loi portant modification temporaire de l'article L. 121-6 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.11.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1722** - Demande de pétition publique : Création du délit d'outrage sexiste*

Dépôt : Thomas Andreos, le 23.11.2020

***1676** - Demande de pétition ordinaire : Déi nei Organisatioun vun de Maisons médicales permanent bäibehalen / Maintenir de manière permanente la nouvelle organisation des maisons médicales*

Dépôt : Steven Curfs, le 25.11.2020

***1723** - Demande de pétition publique : Lever l'interdiction des animaux de compagnie dans les appartements et les maisons en locations*

Dépôt : Philippe Claramunt, le 27.11.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet all Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

- Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 154 vum Här Claude Wiseler un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Mesuren an de Betribskantinnen. Här Claude Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Leschte Mëttwoch wärend den Debatten zum Ge-

setzesprojet iwwert de Covid hate mer heibannen animéiert Debatten iwwert d'Entreprisen an d'Kantinnen. Den Artikel 3quater vum neie Gesetz, dee seet, datt d'Etablissementer an Aktivitéite vun der Restauratioun zou sinn. Déi eenzeg Ausnamе si just d'Schoul- an d'Uniskantinnen, d'Vente à emporter, d'Vente au volant an d'Livraison à domicile.

De Conseil d'État war sengerzäit dovunner ausgaangen, datt deen Text, wéi en do gestëmmt ginn ass, u sech en lertum war an datt d'Cantine-d'entreprisen och missten eng Ausnam sinn. An déi ganz Oppositioun war där selwechter Meenung. Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun, wou d'Propositioun aacht géint siwen ofgeleent ginn ass, a mir hunn eng Motioun hei gestëmmt, déi 31 géint 29 och ofgeleent ginn ass.

Fir eis war dat schwéier ze verstoen, well mer gemengt hunn, datt vill Entreprisen eng ganz Rei Problemer bei der Ëmsetzung hätten, datt mer méi sanitär Problemer géinge kréien an datt awer och Interpretatiounsschwieregkeeten do wären. An déi Interpretatiounsschwieregkeeten, déi hu schonn den Dag selwer vun der Diskussioun, zum Schluss vun der Diskussioun ugefaangen, wat schonn ëmmer e Problem fir e Gesetz ass, wann et net kloer ass.

Meng Froen haut un d'Gesondheetsministesch dréie sech ronderëm d'Theema: Wéi sinn déi Problemer, déi opgeworf gi sinn, geléist ginn a wat ass am Kader vun dësem Gesetz elo autoriséiert an autorisabel?

Déi éischt Fro: Sou wéi ech et verstanen hunn, ass et esou, datt d'Kantinnen zou sinn, mee awer als Takeout ëmfonctionéiert kënne ginn. Dat ass autoriséiert, conformement zum Artikel 3quater vum Gesetz. Ass dat esou?, ass meng éischt Fro.

Déi zweet Fro, bei där geet et ëm d'Utilisatioun vun de Refectoiren. Mir gëtt vu villen Entreprisë gesot, datt déi Raimlechkeeten, déi virdrun zur Kantin gehéiert hunn, als Refectoire benotzt ginn, datt dat och autoriséiert gi wär. Dat ass zwar dat, wat mer wollten, mee dofir hätte mer dat och gär kloer an d'Gesetz an anescht formuléiert gehat.

Mee am Kader vun dem Gesetz, dat dës Majoritéit stëmme wollt, seet den Artikel 4.3 awer ganz kloer, datt iwwer véier Persounen, déi zesumme sinn, mussen e Mask unhunn, an dat ass natierlech net méiglech beim Iessen. Dëst Gesetz gesäit och hei keng Exceptioun vir. An d'Artikele 5 a 6 iwwer zéng Leit, déi soen, datt d'Mask, d'Distanz a souguer iwwer zéng Place-assissë mussen do sinn.

Wann elo autoriséiert gi wier, fir de Refectoire trotzdeem ze gebrauchen, dann ass meng Fro: Op wéi enger gesetzlecher Basis aus deem neien Text kéint esou e Refectoire autoriséiert ginn? An déi Limitt vu véier Persounen, kann déi iwwerschratt ginn, a wa jo, op wat fir enger gesetzlecher Basis?

Meng drëtt Fro ass: Wéi ass et an der Praxis?

A meng véiert Fro ass, ob et net sënnvoll wär, fir Kloerheet fir jiddwereen ze schafen, fir de Betriber ze erlaben, gesetzlech konform ze fonctionéieren, ob d'Madamm Ministesch gedenkt, fir dat kloer, transparent a fir jiddweree verständlech an den Text vum Projet ze schreiwen, dee mer warscheinlech d'nächst Woch musse stëmmen, wa mer déi siwent Fassung iwwert de Covidtext maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler.

D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President, datt ass déi éischt Questioun. Déi ass haut de Moien um eelef Auer erakomm, effektiv, an huet mech natierlech un d'Diskussiounen erënnert, déi mer d'lescht Woch haten. Wann Der erlaabt, géif ech dat just gäre wëllen opgräifen, well um Schluss vun der Seance publique sinn ech hei a Fro gestallt ginn. Ech hu misse Rechenschaft ofleeën hei, virun der ganzer Gemeinschaft, iwwer e Communiqué, deen de selwechten Nomëtte vun der Santé sollt erausgaange sinn. Dat ass als „Frechheet" duergestallt ginn, an ech hu mech misse justifiéieren. Et ass och vu Respektlosegkeet vis-à-vis vun der Chamber geschwat ginn, vum Deputéierte Gilles Roth, an ech hat mech engagéiert, ech géif dat gären nokucken.

Ech hunn dat Schreiwes net an Optrag ginn. Et war mer och net bekannt. Dofir huet d'Madamm Hansen mer et, fréndlecherweis, virgelies. An ech hunn dat och nogekuckt an ech kann hei just soen, dass dat, wat virgelies ginn ass, kee Schreiwes vun der Santé ass. Et ass en E-Mail-Echange vun enger anerer Struktur, déi net der Santé ënnerläit. An ech muss och dozou soen: Do ass wuel op en Telefonsgespréich verwise ginn an d'Beamtin vun der Santé huet zéng Minutten drop kloergestallt, genau esou wéi ech et och hei presentéiert hunn, wat d'Reegelen an de Betribskantinnen an och an de Spidolskantinnen ze sinn hunn.

Dat, wat gesot ginn ass, wat d'Santé do erausginn hätt, ech widderhuelen et: Anscheinend hätte mer do gesot oder e Communiqué erausginn: « Les repas sont servis au personnel » - „servis", net „take away", dat waren der Madamm Hansen hir Wierder, net „siche goen", hat Der gesot, „pas de buffet". An et ass awer genau de Géigendeel, wat d'Beamtin vun der Santé, en réponse zu deem Mail, deen Dir virgelies hutt, sot an - do musst Der lech iergendwou an der Zeil geiert hunn - justement kloergestallt huet an hirer Äntwert, well si war wuel am Verdeeler vun deem Mail-Echange, deen Dir hei virgelies hutt, zweemol, mee si wor net Auteur dovunner an huet dat, wéi se e kritt huet, natierlech och direkt kloergestallt.

Ech kann dat och gäre virliesen, dat war wéi gesot zéng Minutten no deem Echange, deen Dir virgelies hutt, wéi vusäite vun der Santé da kloergestallt ginn ass: « Je me permets de compléter le mail de XY en précisant que la formule du "take away", tel que permise pour le secteur Horeca, est préconisée, tout en permettant au personnel de consommer le repas dans la cantine, en respectant, comme dit, les règles de distanciation applicables. » Also dat ass u sech och genau déi Erklärung, déi ech lech ginn hunn. Ech ginn lech se awer och elo nach eng Kéier formell op déi Fro hin, déi Der mer dann haut d'urgence gestallt hutt.

Wéi gesot: D'Établissements de restauration ou de débit de boissons sinn, laut Gesetz, fermés au public. Dat gëllt och fir eng Kantin, déi ouverte au public ass. Mir haten dat diskutéiert gehat: Och Kantinnen, déi op sinn, dat kann net sinn, déi si fermées au public. Par contre gëtt et awer fir all d'Restaurationsbetriber an och Kantinnen eeben d'Méiglechkeet vun enger Vente à emporter. Et steet net am Gesetz, dass d'Refectoiren zou sinn.

D'Fro ass gestallt ginn: Wéi geet dat an der Praxis? Dat si mer amgaangen, mat den Acteuren natierlech, ze klären. D'Leit hu sech och vill Froe gestallt. An et ass och dowéinst, dass meng Leit schonn d'lescht Woch am Nomëtteg a Kontakt mat eenzelnen Acteure waren, déi sech natierlech gefrot hunn: Wéi soll dat muer sinn? Wéi ass dat ze verstoen? An eis Positioun ass do ganz kloer, dass et der Entreprise fräisteet, d'Espaces de récréation fir hir Leit zur Verfügung ze stellen, sief dat, fir hire Kaffi ze drénken oder hiert lessen, wat se vun doheem matbréngen oder wat se, wann dat sollt ugebuede ginn, an enger Form vun Takeout zur Verfügung gestallt kréien, fir dat iergendwou z'iessen. Do sinn d'Entreprisë gehalen, déi ganz normal Rassemblementsreegelen ze respektéieren, déi per Gesetz fir jiddweree gëllen.

Mir hunn, an ech mengen, dat war jo och de Wonsch vun den Oppositiounsparteien, net méi differenzéiert tëscht de Rassemblementer. Déi Reegele gëlle fir een ewéi fir deen aneren. Dat heescht, mir hunn eng Reegel, dass een ënner véier eebe keng Maskeflicht huet am Grupp, doriwwer eraus ass se - voilà.

An dat Ganzt ass, esou wéi ech dat annoncéiert hat, natierlech och an eis Recommandatiounen agefloss. Dat sinn der ganz vill an déi sinn iwwert de Weekend alleguerten opgrond vun deem neie Gesetz adaptéiert ginn. An Dir fannt, oder all déi Concernéiert fannen deen Text natierlech och elo en ligne, wou déi doten Erklärung dran ass. Ech kann lech gären nach eng Kéier virliesen: « Les cantines d'entreprises sont fermées au public, à l'instar des établissements de restauration et des activités de restauration accessoires. Par contre, la formule de vente à emporter ("take out") y est autorisée, » - dat ass dat, wat d'Beamtin vun der Santé och geäntwert hat op dee Mail, deen Dir eis virgelies hutt - « également par analogie à ce qui est prévu pour les établissements de restauration. Chaque entreprise est invitée à aménager les espaces de récréation, comme par exemple des réfectoires, mis à disposition de ses salariés de manière à ce que les règles sanitaires applicables puissent y être respectées. »

An an der Praxis, wéi leeft dat of? Ben, d'Leit renseignéiere sech bei eis, wéi se sech iwwer all déi Mesurë renseignéieren. Mir hu ganz vill Aarbecht natierlech, wann nei Mesurë kommen. D'Hotlinë sinn do gefuerdert an dat ass Deel vun eiser dagdeeglecher Kommunikatiounsaarbecht an dëser Kris, fir déi Leit, déi Froen hunn, natierlech opzeklären an op déi Recommandatiounen ze verweisen, déi, wéi gesot, ab haut de Moien och en ligne sinn.

Voilà, méi hunn ech dozou net ze soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, u sech fir Fait personnel. Ech wëll hei nach eng Kéier liesen, wat an deem éischte Mail steet. Do steet dran: « Il s'avère que les dispositions de la loi Covid à voter aujourd'hui concernant la fermeture des restaurants ne s'appliqueront pas aux cantines hospitalières, sous réserve qu'elles ne soient pas ouvertes au public. » An da geet et virun, da kënnt tatsächlech dat mam Zerwéieren, dat heescht: „ne s'appliquent pas". An dann: An deem anere Mail, deen dann aus dem Ministère kënnt, do steet dran, datt deen u sech nach géif komplettéiert ginn. Do steet net dran, datt dat Gesetz sech awer elo heirop géif applizéieren.

(Interruptions)

An da steet dran: « Tout en permettant au personnel de consommer le repas dans la cantine ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... dans la cantine en respectant ...

(Interruptions)

... en respectant, comme dit, les règles de distanciation applicables. » An et war genau dat, wat mer gefrot hunn. Well wann et iwwer zéng Leit sinn, da mussen déi Leit mat der Mask iessen. An ech mengen, dat geet net. A genau dat hate mer och fir déi aner Betriber gefrot a mir haten et zum Beispill och fir d'Baubude gefrot.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Ministesch wëllt nach eng Kéier dorobber äntwerten.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat, wat virgelies ginn ass, kee Communiqué vun der Santé ass. Dat ass no engem Gespréich geschitt an et ass preziséiert ginn, ...

(Brouhaha)

... an dat ass wierklech mëssverständlech duergestallt ginn.

(Brouhaha)

Ech wëll dat net beurteelen. Jiddwereen, deen dat wëllt lauschteren, dee kann op Chamber TV goen an dat nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da kënnt Der dee ganzen Echange nach eng Kéier live nokucken an och den État d'esprit, an deem e gefouert ginn ass, an dee Pleséier, deen dat zum Schluss war!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dont acte, dont acte.

(Brouhaha)

- Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé

Da komme mer zur Fro Nummer 155 vum Här Gusty Graas un d'Gesondheetsministesch iwwert de fréizäitegen Aidstest. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, trotz der Coronakris soll een allerdéngs net vergiessen, datt et leider, leider och nach aner Epidemië ginn. An haut ass jo de Weltaidsdag, dat gesäit ee jo och un eise klenge Saachen hei.

(M. Gusty Graas montre son pin's.)

Wat opgefall ass, dat war, datt d'lescht Woch eng Nouvelle koum vum europäesche Büro vun der WHO, respektiv och vum ECDC, an zwar ass et do dréms gaang, datt d'Zuel vun deene Leit, déi mat engem net diagnostizéierten HIV liewen, an der Lescht awer an d'Luucht gaang ass. An dat kéint een drop zréckféieren, datt zum Beispill déi Teststrategie bei de Fréierkennungen net optimal wier.

Hei zu Lëtzebuerg hate mer d'lescht Joer 48 Neiinfektiounen. Dat ass déi selwecht Zuel, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, also 2018. A wann een elo d'Entwécklung kuckt vun 2014 bis elo, da variéiert déi Zuel vun den Infizéierten tëschent 91 an 101.

Duerfir wollt ech an deem ganze Kontext fënnef Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

Éischtens emol: Deelt se d'Aschätzunge vun deenen zwou Organisatiounen?

Zweetens: Besteet och hei zu Lëtzebuerg eng Gefor, datt d'Zuel vun den Infizéierten an d'Luucht geet oder datt och d'Fréierkennung vum HIV vernoléissegt kéint ginn?

Drëttens: D'Iescht Joer hat jo de Comité de surveillance vum Sida d'Konzept iwwer e Logement encadré virgeluecht. Dowéinst wollt ech och emol froen: Wat sinn d'Suitte vun där Iddi, déi do proposéiert gi war?

A véiertens: Et ass jo och bekannt, datt et Problemer gi beim Verkaf vu Seringuen, haaptsächlech mat Distributeuren. Do ass mer matgedeelt ginn, datt dat zu Esch de Fall wier, am Abrigado wier dat och de Fall. Kann een do vläicht och d'Ursaache gewuer ginn? Et ass och opgefall, datt de Verkaf vun de Seringuen immens zréckgaang ass. Mir haten 2017 der nach 6.946 an d'Iescht Joer, 2019, nëmmen 2.919. Duerfir d'Fro, wéi gesot, ob een net och do misst zu engem aneren an neie Konzept kommen.

Dann nach eng lescht Fro vläicht: Zënter dem Juli 2019 ginn et jo och déi sougenannten Autotester. Déi ginn et souwuel an den Apdikte wéi och an enger grousser Supermarchésketten. Wéi eng Erfarung hu mer bis elo domadder gemaach a gëtt och vläicht dru geduecht, fir dat Ugebuet do auszebauen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Graas.

D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Selbstverständlech ass HIV-Preventioun extreem wichteg, och an dësen Zäiten, an och drénglech.

Ech ka leider net op déi sechs Froen am Detail äntwerten. Ech hunn elo eng Rei Preparatioune kritt vu menge Leit, mee den Detail hat ech net virleie fir déi sechs Froen.

Ech géif drop verweisen, dass mer effektiv en neie Moment hunn duerch déi TROD-Tester, dat sinn „tests rapides d'orientation diagnostique". Déi sinn am Joer 2019 - dat ass déi Zäit, vun där mer Donnéeën hunn - iwwert déi dräi Permanencë vum Dépistage hebdomadaire vun der HIV-Berodung an och iwwert de Centre d'information gay et lesbien (Cigale) an den Asaz komm. Insgesamt konnten do 489 Tests rapides - där neier - am Joer 2019 gemaach ginn. Et ass effektiv eng Baisse an déi erklärt sech doduerjer, dass de Cigale am August eng Kéier seng Aktivitéite wéinst engem Demenagement agestallt huet. Mir hunn dernieft awer och den DIMPS, dat ass de mobillen HIV testing. Deen huet erlaabt, 283 där Tester ze realiséieren, an doduerch hunn awer eng ganz Rei Leit kënnen detektéiert ginn. Dass mer d'Preventioun musse virundreiwen, ass ganz kloer, dat ass eng Prioritéit, dat hu mer och scho bei eis constatéiert. Do muss weider dru geschafft ginn.

Wéi et sech elo an der Kris duergestallt huet, kann ech lech am Detail net soen. Ech weess just - ech war selwer gëschter op der Visitt am Abrigado -, dass awer ganz vill Seringuen do erausgi ginn. Dat leeft ganz gutt, dat ass gutt an Usproch geholl ginn.

Fir de Rescht kann ech lech esou am Detail op Är Froen net äntwerten. Do misst ech Récksprooch huelen an dat, gegeebenefalls, schrëftlech maachen. Dat war mer elo an deene puer Minutten, déi ech elo hat heifir, net ginn, fir dat nach esou ze preparéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 156 vum Här Jeff Engelen un d'Gesondheetsministesch iwwert déi verschidde Covid-19-Impfstoffer, déi am Mount Dezember solle verfügbar sinn. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Aktuell gëtt vill iwwert déi nei Impfstoffer vum Covid-19 geschwat. Vusäite vun der EU-Kommissioun heescht et, datt Mëtt Dezember déi éischt Dose kéinte geliwwert ginn. Vun dëse Liwwerunge sollen dann ongeféier 45.000 Dosen a Lëtzebuerg goen. Et sinn ënnerschiddlech Pharmakonzerner, déi dës Impfstoffer ausschaffen, an d'EU-Kommissioun huet bis elo mat sechs verschiddenen Hiersteller Kontrakter ofgeschloss.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch gäre follgend Froe stellen:

D'Impfe vun enger Persoun géint Covid-19 besteet aus zwou Dosen, mat deenen zwee aktuellen Impfstoffkandidaten. Ass confirméiert, datt een Zäitofstand vu wéinstens véier Wochen tëschent deenen zwou Injektioune leie muss?

Zweetens: Wann d'EU-Kommissioun bis elo scho Kontrakter mat sechs verschiddene Pharmakonzerner huet, vun deenen der elo zwee an der decisiver Phas sinn, ass da garantéiert, datt den Impfstoff fir Lëtzebuerg nëmme vun engem Hiersteller kënnt? Wann neen, ass da garantéiert, datt all Persoun, déi sech impfe léisst, déi zwou Dose vum selwechten Hiersteller kritt?

Drëttens: Huet d'Madamm Minister Kenntnis dovunner, wéini et ze erwaarden ass, datt déi aner véier Hiersteller an déi decisiv Phas ginn?

Déi véiert a meng lescht Fro: Wéi ass d'Situatioun fir d'Frontaliere gereegelt? Kënnen d'Frontaliere sech zu Lëtzebuerg impfe loossen? Wa jo, sinn d'Frontalieren da bei der proportionaler Rechnung fir d'Verdeele vun der éischter Impfstoffliwwerung an Europa fir Lëtzebuerg mat agerechent ginn?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President, och fir dës ganz interessant an drénglech Froen. Mir hate schonn e puermol Geleeënheet, ze äntwerten. Dir wësst, dass d'Regierung am Moment un enger Impfstrategie schafft, déi an der leschter Ligne droite ass. Dat sinn déi Aarbechten, wou ech leider elo haut net konnt derbäi sinn. Mir wäerten déi natierlech insgesamt presentéieren, soubal mer och den Avis vun der Commission nationale d'éthique afléisse gelooss hunn. Dat ass eng grouss Aarbecht, déi do uleeft, an dat ass eminent, dass déi Strategie wäert finaliséiert ginn, an déi wäert selbstverständlech och der Chamber presentéiert ginn, le moment venu.

Wéi Der et richteg sot, si sechs Kontrakter scho vun der Kommissioun ënnerschriwwen. Lëtzebuerg huet sech engagéiert, bei den Achate via d'Kommissioun matzemaachen, dëst mat ënnerschiddleche Fabrikanten. Dat ass AstraZeneca, dat ass Johnson & Johnson, Sanofi, dat ass Pfizer/BioNTech, CureVac a Moderna. Dat heiten huet eis erlaabt, ze garantéieren, dass Lëtzebuerg gutt wäert beliwwert ginn. De Prorata vun deene Commanden, déi fir Lëtzebuerg wäerten zur Verfügung gestallt ginn, läit bei 0,14 %.

Et ass och esou, dass mer scho fir véier Kandidate vun dëse Vaccinen e fermen Engagement geholl hunn. Do gëtt jeeweils en Opruff vun der Kommissioun gemaach an da kann ee sech mellen. Lëtzebuerg huet sech do gemellt. An eleng mat deene véier Engagements fermes, déi mer geholl hunn, kënne mer schonn eng ronn 800.000 Leit impfen.

Fir op Är Froe konkreet ze äntwerten, Dir sot: Ass dat esou, dass en Delai vu 14 Deeg ass? Dat ass ganz ënnerschiddlech. Bis elo ass nach keen Impfstoff zougelooss. Et ass d'EMA, déi Europäesch Medikamentenagence - ech hat schonn d'lescht Woch Geleeënheet, dat hei ze preziséieren -, déi do hiert lescht Wuert wäert hunn. Si wäert d'Medikamenter, an och d'Vaccinen natierlech, zouloossen an dann och bestëmmen, wéi déi letztendlech musse verabreecht ginn. Do gëtt et ënnerschiddlech Delaien. Et ass ee Vaccin, deen an unidose ass. Déi aner si mat duebeler Dos, natierlech jee no Hiersteller. Do gëtt et net een Delai, dat ass och nach ënnerschiddlech. Dofir ass dat alles eng ganz grouss Erausfuerderung, och um Niveau vun der Logistik.

Mir wësse jo, Stand haut, net, wat mer als Éischt kréien, wivill mer kréien an esou weider. Et ass och nach keng Zouloossung gemaach. Wann Der d'Aktualitéit - an déi suivéiert Der alleguerte mat grousse Interessi, dovunner ginn ech aus -, d'Madamm von der Leyen héieren hutt, recht d'Kommissioun ab Mëtt Dezember mat éischten Zouloossungen. Stand haut ass awer nach keng Zouloossung do. An ech mengen, mir sollen eréischt konkreet ginn, wa mer wëssen: Wat ass genau zougelooss? A wéi engen Delaien? A wat kënnt wéini zu Lëtzebuerg un?

Da stellt Der d'Fro: Vu dass eeben zwou Dose musse verabreecht ginn, ob séchergestallt ass, dass d'Leit vum selwechte Fabrikat dee kréien. Do kann ech Iech vergewësseren, dass dat selbstverständlech wäert séchergestallt ginn. Mir wäerte sécherlech net veräntweren, dass do Leit mat ënnerschiddlechen Impfstoffer géife geimpft ginn, eng éischt Dosis vun deem engen, eng zweet vun engem aneren. All Impfstoff huet säin eegene Protokoll, wéi en ze applizéieren ass. An et ass selbstverständlech, dass déi zweet Piqûre, déi ee kritt, muss mat deem Impfstoff geschéien, deen een och déi éischte Kéier kritt huet an net mat engem anere Fabrikat. Falls dat sollte Suerge sinn, déi d'Leit sech maachen.

Wéi gesot, Detailer zu der Impfstrategie kritt Der ganz vill, wa se bis fäerdeg erstallt ass. An do verweisen ech genau wéi d'lescht Woch drop, dass dat lafend Aarbechte sinn. Voilà. Mir hunn haut och elo erëm e bësse Verzuch kritt, well ech déi normalerweis och matpresidéieren. Mee dat ass awer net schlëmm. Do gi mer eens.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 157 vun der Madamm Francine Closener un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Schoulufank am Januar 2021. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Merci, Här President. Jidderee wier frou fir ze wëssen, wéini d'Pandemie eriwwer ass, mee wëssen deet keen et. An dee Manktem u Wëssen an de Manktem u Perspektiv ass, an dat weisen all Etüden, eng besonnesch grouss Belaaschtung fir Kanner a Jugendlech, déi awer meeschtens ouni vill ze muckse maachen, wat mer vun hinne verlaangen.

Bis zu engem bestëmmte Grad ass Navigation à vue am Krisemanagement och ganz normal, déi kann och keen hinnen erspueren. Op där anerer Säit ass et awer vun enormer Bedeitung, datt déi Jonk ee bestëmmte Kader hunn, fir datt et e wéineg previsibel ass, op wat se sech mussen astellen.

An der Schoul steet dee Kader bis d'Chrëschtvakanz. A wat ass duerno? De 4. Januar ass d'Vakanz eriwwer. Da geet d'Schoul erëm un. Mee wéi geet se nees un? An dat wollt ech den Här Minister haut froen: Wéini kréien d'Schoulen, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Kanner matgedeelt, wéi d'Schoul am Januar, awer och doriwwer eraus, an deene Méint duerno, wäert ausgesinn?

Déi ganz Anticovidmoossname fir d'Schoul an och fir d'Maisons relais gi jo net duerch dat sougenannte Covidgesetz decidéiert, mee falen ënnert d'Kompetenz vum Educatiounsminister. An deem Kontext wéilt ech dann och vum Här Minister wëssen, ob déi iewescht Lycéesklasse vu Quatrième bis Deuxième sech och am Januar weiderhin op ee „système en alternance" sollen astellen. Vu wat mécht de Minister déi Entscheedung ofhängeg? A wéi gesot: Wéini kréien déi verschidden Acteuren dat matgedeelt?

Ech mengen, et wier eng Erliichterung fir jiddereen, wann ee mat engem Minimum un Informatioun an deem Kontext kéint an d'Chrëschtvakanz goen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Closener.

Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Kader fir d'Gestioun vun der Covidkris vun de Schoulen, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée, ass de sougenannte Stufeplang, dee mer am September presentéiert hunn, deen awer nëmmen de Kader bitt an deen awer ganz vill Flexibilitéit och bitt, fir op jeeweileg Situatiounen, souwuel ënnerschiddlech Situatiounen a jeeweilege Schoulen, Regiounen, mee awer och op jeeweileg ënnerschiddlech Zäitpunkte kënnen ze reagéieren. An dat wäert sécherlech och d'Richtlinn sinn, no där mer och no de Feierdeeg am neie Joer 2021 wäerte misse weiderfueren, well mer solle jo emol dovunner ausgoen, datt de Covid net Neijoerschdag wäert op eemol verschwonne sinn.

Bis dohinner, denken ech, musse mer awer weiderhin dat maachen, wat mer bis elo gemaach hunn, nämlech evaluéieren, ofweien, d'Entwécklung suivéieren a kucken do, wou mer richtegleien, et weiderzeféieren, an do, wou mer vläicht mussen Upassunge maachen, déi gutt ze iwwerleeën, ze diskutéieren an dann och virzehuelen.

Ech denken emol, datt, wann d'Presenz vum Virus an der gesamter Populatioun esou bleift, wéi dat momentan ass, an d'Verhale vum Virus an d'Weidergoe vum Virus och an de Schoulen dat ass, wéi et elo an dëse Wochen ass, am neie Joer, da wäert sech och un deem Kader, un deene Mesure-sanitairen, un deene Reegelen, déi mer fir déi eenzel Ordre-d'enseignementen hunn an och vläicht op deenen eenzelne Plazen, déi emol kënne variéieren, näischt grondleeënd veränneren.

D'selwecht och eebe fir dat, wat gëschter op generaliséiert Manéier am Lycée op den iewescht Klassen vu Quatrième bis Deuxième a Kraaft getrueden ass: den Unterrecht en alternance, wou jeeweils en Deel vun de Schüler aus der Schoul dann à distance iwwert digital Outilen doheem ënnerriicht gëtt. Ech denken, datt, sollt sech un der Prevalenz vum Virus net grondleeënd eppes änneren, dat och no der Chrëschtvakanz wäert weider de Fall sinn.

Trotzdeem wäerte mer weider evaluéieren, wäerte mer d'Situatioun suivéieren. Trotzdeem wäerte mer och an der Chrëschtvakanz nees erëm e Rapport d'analyse wëlle maachen iwwert de Covid-19 bei de Schülerinnen an de Schüler a bei deene jonke Leit an de Schoulen an och ausserhalb vun de Schoulen. A wa mer do d'Noutwendegkeet gesinn, Adaptatiounen ze maachen, da wäerte mer déi selbstverständlech och virhuelen.

Mir denken awer dorunner, datt, nach eng Kéier, wann d'Situatioun sech net grondleeënd verännert, mer och bei änlechen oder bei deene selwechte sanitäre Mesurë wäerte bleiwen. Och wa mer elo e liicht Zréckgoe vun de Fallzuele wäerten hunn, wat bei deene Jonken nach net onbedéngt festzestelle war an der leschter Woch, musse mer awer wëssen, datt eng Diskussioun momentan jo gefouert gëtt, datt et eventuell no de Feierdeeg dann awer erëm zu engem Uklamme vun de Fallzuele wäert kommen. An och dat, denken ech, sollte mer bei där Analys bedenken, datt et eventuell awer net onbedéngt bei deem Bild wäert bleiwen, ewéi d'Schoul opgehalen huet, mee datt et erëm eng Kéier liicht aneschters och kéint sinn, wann d'Schoul am Januar nees eng Kéier ufänkt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

- Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen elo zur Fro Nummer 158 vum Här Marc Baum un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Anhale vun de sanitäre Mesuren an den Akafszentren. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt wéilt ech preziséieren, datt dat hei eng Froestonn ass un d'Regierung. Et si keng Questions-urgenten. An et ass och keen Harcèlement, wat d'Deputéierte maachen, wa se Regierungsmembere Froe stellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, wann een duerch d'Stroosse vun der Stad Lëtzebuerg oder vun Esch geet, da gesäit een, datt ganz vill kleng Geschäfter eege Restriktiounen opgestallt hunn, andeem se soen, datt just zwou, dräi, véier oder fënnef Persoune maximal sech däerfen an deem Geschäft befannen. Dat ass eng Selbstregulatioun an dat huet e ganz staarken autoregulative Charakter, un deen d'Leit sech och ganz staark halen. An dëst obwuel et kee Gesetz gëtt, wat dat imposéiert.

Anescht ass et bei de Grande-surfacen. Do gesäit d'Gesetz vum 29. Oktober vun dësem Joer a sengem Artikel 3bis vir, datt déi Grande-surfacen iwwer 100 (veuillez lire: 400) m² Verkafsfläch net méi wéi eng Persoun pro 10 m² däerfen eraloossen. Elo ass et awer esou, datt besonnesch leschte Weekend op de soziale Reseaue ganz vill Fotoen zirkuléiert sinn, déi drop schléisse loossen, datt déi Reegel net iwwerall agehale ginn ass.

Net méi spéit wéi gëschter ass et en Artikel an enger Online-Zeitung ginn, deen Etat gemaach huet vun Aussoe vu Mataarbechter, déi sech driwwer beschwéieren, datt hir Geschäfter, hir Geschäftsleedung genau déi dote Reegelung net anhält. Et gëtt doriwwer geschwat, datt et vill Deeg onméiglech wier, déi 10 m² anzehalen. Et gëtt vu „Gedränge in den Gängen", vu „Rangeleien" geschwat. An dat, obwuel déi Geschäfter am Moment amgaange sinn, d'Geschäft vun hirem Liewen ze maachen.

Duerfir meng Froen:

Éischtens: Wat sinn d'Moyenen, déi d'Supermarchéen, d'Grande-surfacen an Ofsprooch mat der Santé asetzen, fir ze garantéieren, datt d'Gesetz agehale gëtt?

A meng zweet Fro: Gi Kontrolle gemaach respektiv si bis elo Amenden ausgeschwat gi respektiv aner Mesurë vusäite vun der Staatsgewalt geholl ginn, fir derfir ze suergen, datt dat Gesetz agehale gëtt? Dat schéngt mer besonnesch wichteg, well eng rezent Etüd aus England zumindest suggeréiert, datt d'Supermarchéen och eng Quell vun Infektioune kënne sinn, besonnesch dann, wann et sech ëm eng diffus Verbreedung, wéi am Moment bei eis, handelt.

Duerfir déi drëtt a lescht Fro un d'Madamm Ministe: Gëtt et eventuell Iwwerleeungen, fir och an Zukunft verstäerkte Kontrollmesuren duerchzeféieren, respektiv deene Geschäfter, virun allem am Sënn vum Schutz vun de Clienten a vun de Mataarbechter, Moyenen an d'Hand ze ginn, fir dat do och wierklech duerchzesetzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech hat effektiv - ech hunn dat elo gezielt - sechs Froe kritt fir déi Froestonn an eng véier oder fënnef, ech weess net méi genau, Questions parlementaires urgentes. Falls ech mech sollt an der Terminologie verheddert hunn elo just, dann deet dat mer ganz leed. Dat ass am Stress geschitt. Fir de Rescht hunn ech dat Wuert „Harcèlement" menges Wëssens net de près ou de loin gebraucht an deem Kontext hei.

(Interruption)

An ech wëll mer et och net an de Mond leeë loossen.

De Problem, deen Der uschwätzt, beschäftegt eis och vill. Dat ass eng Erausfuerderung. Dir wësst, dass och ganz vill Biller zirkuléiert sinn iwwert de Weekend ronderëm de Black Friday mat der Aktivitéit, déi a verschiddene Geschäftszentren ass. Kontrolle si gemaach ginn. Ech hat iwwert de Weekend och selwer direkt en Echange mat der Police, fir ze froen, wéi dat gaangen ass, wat hir Schwieregkeete sinn. A mir hunn an deem Sënn eigentlech elo am Nomëtten och eng Reunioun - an ech sinn och an där elo net derbäi -, do sëtze mer och mat de Leit vum Terrain zesummen, fir ze kucken, wéi een dat ka besser ugoen, ob et do Méiglechkeete gëtt, fir déi Kontrolle méi effikass ze maachen. Dat si Saachen, déi eis an der Regierung natierlech och beschäftegen a wou mer alleguerten, déi jeeweileg Ministeren, beméit sinn, mat de Leit um Terrain zesummenzeschaffen. Wéi gesot, en Echange mat der Police wor och schonn.

Verstäerkt Kontrollen? Ech sinn net Policeministesch, ech ka mech net zu deenen engagéieren. Ech weess just, dass iwwert de Weekend eebe Kontrolle waren. Dat hunn ech bestätegt kritt. A mir sinn dobäi elo amgaangen auszewäerten, ob dat problematesch ass a wéi een dat an Zukunft eventuell kann anescht gestalten. Dat, wéi mer dat eigentlech ëmmer maachen, och an Ofsprooch an an Zesummenaarbecht mat de Leit um Terrain, wou déi Echangen haut lafen.

Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

- Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mir kommen elo zur Fro Nummer 159 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Verfügbarkeet vun Hygiènesproduiten an de Schoulen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, virun e puer Deeg huet Schottland, als éischt Land op der Welt, annoncéiert, senge Biergerinne gratis sanitär Produiten op ëffentleche Plazen zur Verfügung ze stellen. Dës Aféierung hëlt en compte, dass d'Hallschent vun der Bevëlkerung all Mount méi Ausgaben huet, just well se zum weibleche Geschlecht gehéiert. Wa mer vu „Period poverty" schwätzen, da beschreift dat d'Tatsaach, dass et Meedercher a Frae gëtt, déi sech d'Kafe vun Hygiènesproduiten net leeschte kënnen. 10 % vun de Meedercher a Groussbritannie konnte sech op d'mannst zu engem Zäitpunkt keng Hygiènesproduite leeschten. Dat léisst sech natierlech net esou einfach op Lëtzebuerg iwwerdroen. Ech hu keng Zuele fir eist Land hei fonnt. Mee „Period poverty" ass sécher och hei en Theema.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dës Ongerechtegkeet erkannt an 2019 den Taux de TVA super-réduit op weiblechen Hygiènesproduiten agefouert. An dëse Schrëtt ass absolutt an dësem Kontext ze begréissen.

Elo kommen ech awer zu menge Froen un den Här Educatiounsminister:

Eng ganz Rei Lycéeë stellen haut schonn de Schülerinnen Hygiènesproduiten a Form vun Tamponen a Binden gratis zur Verfügung. An ech wollt wëssen, ob dat eng concertéiert a systematesch Approche ass.

Wou sinn dës Produiten, am Fall wou, ze fannen? Ass d'Loge vum Portier, wéi dat a verschiddene Schoulen de Fall ass, wierklech déi richteg Plaz?

Sinn dës Produiten, falls se an der Schoul ze kréie sinn, gratis?

An ass och den Educatiounsminister der Meenung, dass een dës Initiativ op Grondschoulen oder op Jugendhaiser misst ausweiden?

Ech soen Iech elo schonn e grousse Merci fir d'Beäntwerte vun dëse Froen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard.

Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e puer Wuert zu deenen eenzelnen Approchen, eng Kéier am Fondamental an eng Kéier am Lycée, zu där doter Thematik.

Et ass esou, datt mer natierlech fir d'Alleréischt och d'Opklärung grousschreiwen. Datt am Fondamental, am Cycle 4, wou mer wëssen, datt gemengerhand do déi éischt Meedercher och hir Reegel hunn, datt d'Pubertéit en Theema ass, datt et um Plan d'études steet, datt dat sollt thematiséiert ginn. Et ass och esou, datt mer do recommandéieren, datt den Titulaire de classe, den Enseignant, wat eng Confiance-Persoun ass vun der Schülerin, natierlech den Uspriechpartner, d'-partnerin soll sinn am Fall, wou een Hygiènesartikele géif brauchen, am Fall, wou ee seng Period kritt an net dofir preparéiert ass.

Ech muss zouginn, datt et awer keng kohärent Approche ass, datt et an deenen eenzelne Schoulen, bei eenzelnen Enseignantë par rapport zu anere sécherlech aneschters geet, méi wäit thematiséiert gëtt an och vläicht emol Hygiènesartikelen dann disponibel sinn. Ech huelen d'Iwwerleeung awer ganz gäre mat a kucken, ob mer net eng kohärent

Kommunikatioun un d'Enseignanten och an der Grondschoul, virun allem am Cycle 4 eeben, an déi dote Richtung wëlle maachen.

An de Lycéeën ass et esou, datt et an deenen allermeeschte Lycéeën - esou wéi mer an der kuerzer Zäit de Moien, déi eis bliwwen ass, fir eis heirobber ze preparéieren, konnten erausfannen - sécherlech en Theema ass an och Hygiènesartikele fir Meedercher disponibel sinn. Am dackste si se an de Raimlechkeete vum SePAS disponibel. Da ginn et awer och Distributeuren, déi fräi zougänglech sinn, wou ee se ka siche goen. Awer och d'Sekretariat, d'Infirmerie, wann et esou eng gëtt. Dir hutt elo d'Beispill vun der Conciergerie genannt. Mir hunn ee Lycée fonnt, wou dat de Fall war, muss ech soen. Vun e puer Stéck hate mer d'Äntwert nach net dobannen, elo ier ech heihinnerkomm sinn. Vläicht war dat dann do och nach de Fall. Mee dat schéngt op jidde Fall kee Massephenomeen ze sinn.

Déi sinn dann och gemengerhand gratis disponibel. Ech muss awer och soen, datt et fir déi allermeeschte Schoulen esou ass, datt et fir ze depanéiere geduecht ass, datt, wann een emol eng Kéier selwer net preparéiert ass a keng Hygiènesartikelen derbäi huet, ee se dann do ka kréien, mee datt et net esou ass, datt ee fir den alldeeglechе Gebrauch se einfach dohinner siche geet. Dat ass hei sécherlech net d'Approche.

Mee hei gëllt déi Remark, déi ech och fir de Fondamental gemaach hunn, datt ee sech awer sécherlech kann iwwerleeën, fir déi Schoulen, déi bis elo dat doten net ubidden, a fir déi ënnerschiddlech Approchë vläicht och e bëssen ze harmoniséieren, datt mer eng gemeinsam Kommunikatioun géife preparéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

- Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 160 vum Här Léon Gloden un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Maskeflicht dobaussen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. D'lescht Woch ass hei an dësem héijen Haus mat knapper Majoritéit dat neit Covidgesetz gestëmmt ginn. D'CSV hat eng Motioun erabruecht fir eng Maskeflicht am ëffentleche Raum, besonnesch an de Zones piétonnes. Déi Motioun ass hei ofgeschmettert gi vun de Majoritéitsparteien. D'Madamm Gesondheetsministesch hat op d'mannst de Meritt, datt se dozou Stellung geholl huet an huet gesot, datt de Risiko bausse manner grouss wier an datt duerfir keng Maskeflicht misst ageféiert ginn.

De Freideg souz ech op menger Gemeng, du kréien ech d'Circulaire, déi vun der Madamm Gesondheetsministesch a vun der Madamm Inneministesch ënnerschriwwe ginn ass, Circulaire un d'Gemengen, wou dann drasteet, ech zitéieren: « [...] recommande le port du masque de façon systématique dans des lieux extérieurs à forte densité de personnes ». Wéi zum Beispill Foussgängerzonen. « Bien que ceci ne corresponde pas à la définition de rassemblements organisés [...] d'un point de vue santé publique, le port du masque [...] est fortement recommandé. » Entre parenthèses: Hei gëtt vun enger Notioun geschwat, „rassemblements organisés", déi mer am Gesetz vum Oktober ofgeschaaft hunn.

Ech wéilt do elo e puer Froe stellen:

Wat fir eng Vue huet dann elo d'Regierung zur Maskeflicht? Jo oder nee? Obligatoresch, fakultativ?

Wéi kann et sinn, datt an enger Circulaire Terminologië gebraucht ginn, déi duerch e Gesetz ofgeschaaft gi sinn?

A wat wier d'Base légale fir d'Gemengen, fir eng Maskeflicht anzeféieren? Well wann et just eng Recommandatioun ass, kann een dat jo net sanktionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden.

D'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Zur Maskeflicht ... - ëmmer erëm en interessant an och dréngend Theema an deem Sënn -, ech hat et d'lescht Woch hei och scho rappeléiert, wou mer driwwer rieds haten. D'Santé recommandéiert scho ganz laang - recommandéiert! scho ganz laang - de Port du masque do, wou een d'Distanz net kann anhalen, an dat säit Ufank vun der Kris. Dat sinn eis Recommandatioune scho vum 17. Juli, ech hunn dat och scho ganz oft an der Santéskommissioun ënnerstrach. Dat ass eis Positioun als Ministère de la Santé: Et ass eng Recommandatioun!

Dir wësst, dass ganz vill Länner déi Kris hei just mat Recommandatioune geréieren, a mir hu vun Ufank un - an dat widderhuelen ech eigentlech och iergendwou gebietsmillenaarteg - nieft de Gesetzer, nieft obligatoreschen a legal verflichtende Mesuren, selbstverständlech Recommandatiounen, déi och iwwert dat erausginn: Sou wéi mer am Moment och als Santé den Appell un d'Leit maachen, hir Kontakter op en absolutte Minimum erofzedrécken, an net onbedéngt Gesetzer bis op de leschte Punkt ze drécken.

Dës Recommandatioun, wéi gesot, déi gëtt et op alle Fall: Déi lescht, déi ech elo fonnt hunn, déi en ligne, ass déi vum 17. Juli gewiescht - ech mengen, virdrun hate mer der och schonn -, a si ass elo de 26. November 2020 à jour gesat ginn. Do steet dran - dat sinn déi normal Mesurë vun deene Recommandatiounen, vun deenen ech Iech ganz oft schwätzen, wa mer iwwert déi Kris hei schwätzen -: „Drot Är Mask oder eppes Änleches, wat Mond an Nues verdeckt." „Wann eng interpersonell Distanz vun zwee Meter net anzehalen ass, ass d'Droe vun enger Mask recommandéiert; bei Rassemblementer vu méi wéi véier Leit ass d'Droe vun enger Mask dann obligatoresch", erkläre mer de Leit och nach eng Kéier. Mee déi Recommandatioun generell, dass een dat soll do maachen, wou een d'Distanz net anhält, déi hu mir scho längst artikuléiert als Santé - am Fong déi ganzen Zäit wärend där Kris hei, wou mer dat dach awer empfeelen ze maachen.

D'Recommandatioun, déi un d'Gemenge gaangen ass - d'Gemengen hunn hir eege Base-legallen -, ass fir déi och ze aktivéieren. Wéi gesot: Dëst Land huet net de Choix gemaach vun enger obligatorescher Maskeflicht, wéi ech dat och d'lescht Woch erkläert hunn. Dat ass e politesche Choix, ob een dat dobausse wierklech wëllt iwwer e Gesetz obligatoresch maachen, mee dat empêchéiert net, dass ee - vun engem sanitäre Point de vue - natierlech un de Leit hir Vernonft appelléiert. Et ass dat, wat mer och ronderëm eis ëmmer soen. Ech mengen, d'Leit versti scho ganz gutt, an dat gesäit een: Wann Der duerch eis Groussgaass gitt, gesitt Der, dass d'Leit séier wuel déi Recommandatiounen och verstanen hunn. Ganz vill Leit - déi meescht Leit, géif ech souguer soen - droen d'Mask an der Groussgaass, wa vill Leit do sinn. Dat ass eppes, wat een instinktiv mécht.

Wéi gesot, ech verweisen hei op Recommandatiounen, déi ech scho ganz oft erwäänt hunn. Nieft de Mesuren, déi legal Mesuren, esou, wéi se ... - déi lescht Versioun, déi ech elo fonnt hunn, war déi vum 17. Juli, geupdate elo de 26. Mee, mee dat ass u sech näischt Neies -, dat ass dee Katalog u Recommandatiounen, och sektorieller Aart, déi mer vun Ufank u vun der Kris hei hunn, fir d'Leit ze begleeden, déi eenzel Secteuren ze begleeden, de grand Public ze begleeden, fir e beschtméiglechen Ëmgang mat der Kris ze kréien.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wéi d'Gemenge Mamer an Hesper gratis Maske verdeelt hunn, Madamm Minister, dunn hutt Dir an enger schrëftlecher Äntwert eppes ganz aneschters gesot.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kommen elo zur Fro Nummer 161 vum Här André Bauler un de Wirtschaftsminister iwwert de Fit 4 Resilience. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun der Strategie „Neistart Lëtzebuerg" huet d'Regierung eng Partie Hëllefsmoossnamen entwéckelt, déi d'Relance vun eiser Ekonomie ënnerstëtze sollen. Eng vun dëse Moossnamen ass de Programm Fit 4 Resilience, dee vun der Agence Luxinnovation an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère op d'Bee gestallt gouf.

Mat dësem Programm wëllt een den Entreprisen hëllefen, fir sech de strukturelle Verännerunge vun eiser Wirtschaft, déi duerch d'Coronapandemie ausgeléist goufen, unzepassen. Déi Entreprisen, déi a Fro kommen - déi sougenannt eligibel Entreprisen -, kënne sech deemno vun engem professionnelle Beroder ënnerstëtze loossen, deen hir Stäerkten a Schwächten analyséiert an hinne Virschléi gëtt, wéi se sech no der Kris eebe besser opstelle kënnen. 50 % vun dëse Berodungskäschte ginn an deem Kader vum Wirtschaftsministère iwwerholl.

Déi lescht Woch huet den Här Wirtschaftsminister an de soziale Medien ugekënnegt, dass de Programm Fit 4 Resilience bis den 31. Dezember 2021, also dat nächst Joer, soll verlängert ginn. Dofir wollt ech him follgend Froe stellen:

Éischtens, wéi vill Demandë si bis den 30. November un de Wirtschaftsministère gestallt ginn? Zweetens, wéi vill Betriber kruten hir Demande bis ewell accordéiert, a wat fir ee Genre, wat fir eng Zort vu Betriber sinn dat?

Drëttens, wéi héich sinn d'Depensen, déi de Wirtschaftsministère bis ewell fir d'Honorairë vun de Beroder ausbezuelt huet?

A véiertens, firwat gouf decidéiert, de Programm bis den 31.12.2021 ze verlängeren?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler.

Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Bauler fir déi Fro. Zanter dem Ufank vun der Kris ass et effektiv esou, dass mer jo als Wirtschaftsministère mat enger ganzer Hellewull vun Hëllefsmoossname probéieren, mat alle Moyenen, d'Betriber an hir Mataarbechter esou gutt wéi et geet duerch dës Kris hei ze kréien. A mir wëssen net genee, wéini d'Reprise kënnt. Et ass natierlech elo Hoffnung mat deem Vaccin, dee sech annoncéiert, dass mer awer iergendwann eng Kéier am Fréijoer erëm kënnen eng Relance kréien. A verschidde vun deenen Hëllefsinstrumenter, déi mer gemaach hunn - souwuel an der Ekonomie, mee awer och ganz vill am Mëttelstand -, si jo wierklech do, fir de Betriber an enger éischter Phas ze hëllefen, iwwert de Bierg ze kommen, fir Liquiditéiten ze schafen, fir hinnen iwwer hir Enkpäss ze hëllefen, mee anerer erlaben de Betriber et och schonn, fir sech fit ze maache fir no der Kris. An zu deenen Hëllefe gehéiert dëse Programm Fit 4 Resilience, dee mer zesumme mat Luxinnovation opgeluecht hunn.

D'Iddi vun deem Programm ass, fir am Fong eng Analys ze maache vun de Stäerkten an de Schwächte vun engem Betrib an och fir ze kucken, wéi resilient dee Betrib ass par rapport zu esou engem Schock, an dann aus deem Constat eraus sech ze restrukturéieren, sech nei ze organiséieren, fir säi Businessmodell unzepassen a Fonctioun vun de Lektioune vun der Pandemie. An dat ass u sech eng Aart Repositionnementsplang, dee mer de Firmen hëllefen, esou matzemaachen. Dat heescht, dat geet meeschtens a Richtung vu méi Digitaliséierung; ze kucken, wéi ee sech och ka méi nohalteg opstellen; vläicht, wéi ee Kreeslafwirtschaft a säi Betrib erakritt; wat fir eng nei Sparten ee ka besetzen; wat déi Creneaue sinn, wou ee gesäit, dass se elo méi gefrot ginn oder wou ee mengt, dass se méi gefrot wäerte ginn an enger Post-Pandemie-Zäit.

Dir hutt et gesot: Wann d'Demande ugeholl gëtt, iwwerhëlt de Ministère d'Hallschent vun de Käschten - dat si Consultanten, déi op enger Lëscht sinn, wou ee sech da kann een eraussichen, deen de Betrib da beréit an och betreit an där Phas.

Ech kann Iech soen op Är éischt Fro, wéi vill Demandë gemaach goufen: Dat si 16 Demanden. Déi sinn och all ugeholl ginn an dat ass en Opkommes fir de Staat vun enger Gesamtenveloppe vun 218.000 Euro. Dat sinn effektiv, dat gesäit elo net no vill aus, mee dat ass all Kéiers ..., do muss ee Rechnung droen, dass de Betrib natierlech selwer muss 50 % vun deene Fraisen iwwerhuelen, wat jo och net ëmmer evident ass an esou enger Zäit wéi déser, wou ee vläicht aner Prioritéiten huet a sengem Betrib.

Betriber, déi matgemaach hunn, kommen aus deene verschiddenste Beräicher, aus der Konstruktioun, aus dem Handwierk - do ass zum Beispill ee Schräinerbetrib derbäi an och e grousse Garage -, et kommen der och aus dem Commerce oder Entreprisen aus dem Logistiksecteur oder IT-Provideren.

Et gëtt och eng Partie Beispiller, déi Der elo scho kënnt kucken. Do gëtt et e klenge Videotemoignage vun enger Firma INSTALTEC, dee gëschter diffuséiert gouf iwwert de Kont vum Wirtschaftsministère, dee ganz flott ass, wou och erkläert gëtt, wat d'Perspektiv ass vun deem Betrib, firwat en dat gemaach huet, wat dat em geholl huet, wat dat em bruecht huet. An aner Betriber, déi de Programm duerchlaf hunn a vun deene mer ganz positiv Echoen hunn, sinn zum Beispill d'Brasserie Nationale, awer och CHAMP Cargosystems an eng Rei anerer. Wéi mer et annoncéiert hunn, war de Betrib Robin Peintures mat derbäi, deen dat u sech als Pilotbetrib matgemaach huet, an am Fong opgrond vun där Experienz hu mer dunn decidéiert, dee Programm ze lancéieren.

An déi 16 Betriber, dat gesäit da vläicht net no vill aus, mee bei all Betrib mécht et eng Differenz, an ech mengen, et muss een dat am Package gesinn, als e Ganzt. Dat ass eng éischt Etapp, wou e Betrib e Constat mécht an da vläicht opgrond dovunner sech seet: „Tiens, elo maachen ech vläicht gären deen Digitalisatiounsprozess, un deen ech d'lescht Joer geduecht hunn, deen ech net gemaach hunn." Oder: „Ech maache vläicht gär deen Investissement a méi eng ëmweltfrëndlech Produktioun oder an d'Kreeslafwirtschaft." An da geet en hin an e kuckt, wat fir eng Instrumenter derfir do sinn, an dann hëlt en déi „Neistart"-Hëllef, déi mer och an eisem Package hunn am Wirtschaftsministère, a gebraucht dat, fir sech nei opzestelle fir d'Zukunft, fir sech méi fit ze maachen.

Mir hunn och där Beispiller. Et ass ee ganz flotte Betrib, deen ech elo hei net ka soen, mee deen awer wierklech genee dat gemaach huet, deen déi ganz Panoplie vun eise Mesuren, ugefaange mam Fit 4 Resilience, gebraucht huet, fir sech eeben nei ze organiséiere fir eng Post-Covid-Zäit. Déi Hëllefen do sinn disponibel egal wéi grouss d'Entreprise ass, dat heescht, dat ass wierklech fir d'Betriber aus dem Commerce, der Industrie oder aus dem Handwierk, a mir gesinn och, dass dat, wéi gesot, e gewëssene Succès huet.

Firwat maache mer et, firwat maache mer déi Extensioun? Majo, well mer mengen, dass effektiv elo eréischt d'Phas kënnt, wou vill Betriber sech déi dote Froe stellen - well déi bis elo beschäftegt ware mat hirer Krisegestioun -, an datt déi am Fong elo eréischt an deen Esprit kommen: „Tiens, elo kéint ech jo am Fong dovunner profitéieren, fir mech ze analyséieren a fir mech da besser opzestelle fir ...

(Coups de cloche de la présidence)

... d'Zukunft."

Voilà, merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Wirtschaftsminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 162 vum Här Marc Goergen un de Minister fir Mëttelstand iwwert d'Déngschtleeschtunge vum „LetzShop" un d'Restauranten. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt mer am November geäntwert op d'Question parlementaire 3059, dass iwwer dräi Millioune Consultatioune vun de Säite vu Juni bis Oktober stattfonnt hunn um „LetzShop" an dass e positiven Trend do ass an dass Der géift permanent analyséieren, wéi eng Funktiounen op der Plattform kënne weider ugebuede ginn.

Doropshi meng Fro haut: Et sinn e puer Restaurateuren, déi u mech erugetruede sinn, an der aktueller Situatioun, wou de Restaurant zou ass, si awer just liwweren oder Takeout kënne maachen, ob „LetzShop" net do kéint eng Méiglechkeet ubidden, fir deene Restaurateuren ënnert d'Äerm ze gräifen. Dofir meng Fro: Wäert „LetzShop" esou ëmgebaut ginn, dass se och eng Offer kënnen ubidden, egal a wéi enger Form, fir de Restaurateuren ze hëllefen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen.

Den Här Minister fir Mëttelstand Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Ech wëll, fir unzefänken, dem Här Goergen villmools Merci fir déi Fro hei soen. Et ass e ganz interessant Theema, well et gesäit een, dass et wärend där heiter Kris eebe grad wichteg war, dass „LetzShop" do ass. Ech hat Iech op Är Question parlementaire geäntwert, dass et e grousse Succès ass, dat op där enger Säit, well mer gesinn hunn, dass an där Period 2020 iwwer 200 Commercen nei op der Plattform „LetzShop" mat derbäi sinn, dass mer och gesinn, dass alleguerten déi Commercen, déi mat derbäi sinn, och eng Panoplie vun Artikelen online gesat hunn. An natierlech, wann ech Iech am ... - ech weess net méi genau, wéini d'Question parlementaire war -, mat 3 Millioune Säiteviews si mer elo bei ronn 4,5 Millioune Säiteviews. Also do gesäit een, dass et immens an d'Luucht geet, tout en sachant awer natierlech och, dass - wa mer vum ROPO-Effekt schwätzen - et eng ganz Panoplie vu Leit gëtt, déi eeben online nosichen an och wierklech an d'Geschäft entweeder et siche ginn oder op där anerer Säit hire Produit duerno am Geschäft wäerten entdecken. Dofir ass den Horeca-Secteur och e ganz interessante Secteur, fir mat op d'Plattform „LetzShop" ze huelen.

Ech hat Iech op d'Fro geäntwert, dass et ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, dass et och ëmmer erëm Neiegkeete gëtt, déi op der Plattform gemaach ginn. Elo d'lescht Woch ass ganz nei e System vu Bongen online gesat ginn, dat heescht, et kann een elo e „LetzShop"-Bong um Site kafen a verschenken. Dat heescht, ech kann Iech just invitéieren, wann Der e Bekannten hutt, dee Gebuertsdag huet, deem kënnt Der dann och e „LetzShop"-Bong verschécken. Mir sinn amgaangen, mat der Horesca drun ze schaffen, fir och alleguerten d'Horeca-Betriber mat op d'Plattform ze kréien, dat a Form vun engem Bong, soudass een zum Beispill net nëmmen e „LetzShop"-Bong ka verschenken, fir eppes ze kafen, mee och zum Beispill en Iessen an engem gewëssene Restaurant oder eng Iwwernuechtung an engem gewëssenen Hotel. Doru si mer am Moment amgaangen, mat der Horesca ze schaffen.

Ech wëll awer parallell och direkt op dëser Plaz soen, dass „LetzShop" ni wäert eng waarm Spaghetti all'arrabbiata liwweren. Dat ass net de Sënn vun der Plattform, dat heescht en Home Delivery fir waarm Moolzechten, dat wäert et net ginn. Mir schwätzen hei vun de Bongen, déi een da kann an engem Restaurant oder an engem Hotelsbetrib aléisen, dat nämmlecht, wéi d'Regierung och déi 50-Euro-Bonge gemaach huet, soudass een da kann e Bong huelen an deen dann op där anerer Plaz aléisen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 163 vum Här Dan Biancalana un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'radikaliséiert Schüler am Lycée.

- Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, am Joresbericht 2019 vu respect.lu, wat jo e Preventiounszenter ass géint Radikalisatioun an deen och 2017 gegrënnt gouf, kann een erausliesen, dass dësen Zenter dräi Missiounen huet: d'Sensibilisatioun, d'Preventioun ronderëm d'Radikalisatioun; d'Ënnerstëtzung an och d'Begleedung vun deene Leit, déi um Wee vun der Radikalisatioun sinn; an natierlech och den drëtte Pilier: d'Deradikalisatioun. Am Rapport kann een och erausliesen, dass all Alterskategorie betraff ass an dass och an deem Kontext ganz vill op den Knowhow an op d'Expertis vu respect.lu zréckgegraff gëtt.

Wat awer eng Première ass - an dat kann een och am Rapport erausliesen -, dat ass, dass eng beonrouegend Unzuel vu Kanner tëschent zéng an zwielef Joer um Wee vun der Radikalisatioun sinn. Et geet also hei ëm Mannerjäreger, ëm Mineuren, déi et gëllt ze schützen - et ass am Fong de Jugendschutz, deen hei deementspriechend spillt -, an och fir Alternativen ze fannen, fir effektiv déi Kanner, déi Schüler ze stäerken.

Déi Grënn, déi genannt goufen, fir an dëse Prozess eranzegoen, dat ass ganz oft en Drock, deem se ausgesat sinn; d'sozial Reseauen, déi spillen; d'Medien; psychologesch Problemer, wou een effektiv dann an der Radikalisatioun Zouflucht fënnt, well d'Kanner an d'Schüler och vulnerabel sinn.

Dofir fënnef Froen hei un den Educatiounsminister:

Wat ass Är Aschätzung vum Joer 2019 vun deenen Zuelen, awer och vun 2020 an och de Schoulufank 2021?

Well duerch d'Covidkris vill op den Homeschooling zréckgegraff gouf an doduerch déi Detektioun méi schwéier ass wéi am Klassesall: Awéifern ass d'Léierpersonal forméiert a sensibiliséiert, fir déi éischt Unzeechen ze detektéieren?

Ënner wéi enger Form gëtt mat de Schüler geschafft an der Schoul, ausserhalb der Schoul?

Wéi gëtt d'Famill mat abezunn?

A wat kënnen och Sensibilisatiounsprogrammer sinn, fir effektiv dësem Prozess entgéintzewierken?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana.

Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och un den Dan Biancalana fir déi interessant Fro, mat där ee sech, mengen ech, e bësse méi am Fong misst beschäftegen a sech Zäit huelen. Op den éischte Bléck erféiert een e bëssen, wann een denkt: „Siwe Kanner tëschent zéng an zwielef Joer, déi um Wee vun der Radikaliséierung sinn", dann ass dat eppes, wat eis alleguerte sollt preoccupéieren, wéi et méiglech ass, datt matten ënnert eis Kanner - deen doten Alter - deen dote Wee aschloen.

Et muss een awer och gesinn, datt dat der siwe vu ronn 50.000 aus dem Enseignement fondamental sinn - dat relativéiert dat zum Deel. Et muss een och gesinn, datt Kanner, a Jonker am Ufank vun der Pubertéit, wärend der Pubertéit, natierlech och gären emol provozéieren, natierlech och gären emol géint allgemeng unerkannte Reegele verstoussen, andeems se sech aneschters verhalen, andeems se sech aneschters äusseren, andeems se probéieren, eis Erwuessener dann zu Reaktiounen ze zwéngen.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, an deem doten Domän d'Aen opzehalen, ze reagéieren, wa mer musse reagéieren, awer och net an all Fall ze iwwerreagéieren. An dat ass déi Virgab, déi mer maachen, dee Rot, dee mer ginn. An natierlech ass et awer ganz komplex, do wierklech dann d'Differenz ze maachen. Duerfir ass et esou, datt mer op Formatioun setzen, op Ënnerstëtzung setzen, déi ënner anerem vu respect.lu dann och un d'Enseignantë ka gi ginn, souwuel aus dem Fondamental wéi och aus dem Secondaire. Dat ass wichteg!

D'Zuele fir d'Joer 2020 hu mer effektiv nach net, do si mer scho gespaant. Well op där enger Säit gëtt et vläicht eng Donkelziffer, déi méi grouss ass, well de Kontakt ofgebrach ass wärend enger gudder Zäit mat deene Jonken, aus deene bekannte Grënn. An op där anerer Säit hu mer déi Jonk jo awer an d'sozial Medie gedréckt wéi ni virdrun. A mir wëssen, datt dat oft d'Source ass vu radikaliséierende Gedanken, vu Verschwörungstheorien, vun einfachen Erklärungen op komplex Problematiken. An duerfir muss och dat eng Pist vu Preventioun sinn.

Ech si frou, datt mer nach kuerz virun der Pandemie, uganks Mäerz, konnten de Mediekompass presentéieren, deen den Enseignantë ganz vill flott Initiativen un d'Hand gëtt, fir souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire medienerzéieresch kënnen täteg ze ginn. An dat ass jo preventiv fir ze wëssen, wat fir eng Geforen eeben och am Netz an op anere Plazen op de soziale Plattforme laueren a wéi Jonker do kënnen ewechbleiwen, wéi mer och Eltere kënne matabannen. Mee awer och, wéi mer d'Enseignantë kënnen opklären iwwert déi Risiken a wéi si dann och kënnen deementspriechend adequat reagéieren.

Ech denken, datt et fir eis alleguerte wichteg ass, datt mer Jonker staark maachen, well wa se u sech selwer gleewen, wa se Perspektiven hunn, wa se Erfollegserliefnisser hunn, wa se fest encadréiert sinn an hirer Famill, an engem Frëndeskrees an och an der Schoul a riskéieren, sech do weider gutt ze entwéckelen, da sinn all déi aner Risike vill méi kleng, fir an d'Radikaliséierung ofzerëtschen, fir, wéi gesot, deenen einfachen Theorien nozelauschteren, deenen einfachen Äntwerten op ganz komplex Froen eeben nozeginn. An dat ass eng Gesamtaufgab, eng global Aufgab, déi mer als Bildungswiese musse wouerhuelen. Dozou gehéiert d'Schoul. Dozou gehéiert déi nonformal Bildung. Dozou gehéiert d'Elterenhaus. Dozou gehéiere mir alleguerten, déi a Kontakt si mat de Kanner, mat deene Jonken.

Mee nieft zum Beispill och Aspekter vun der Medienerzéiung, denken ech, sinn dat och Aspekter, déi ee an engem Schoulfach wéi Vie et société grad ganz besonnesch grousssschreiwe muss: sech selwer erkennen, sech selwer veruerten an der Gesellschaft, am Kontakt mat deenen aneren an enger Gesellschaft, déi ganz divers a pluralistesch ass, mat ënnerschiddleche Meenungen, an och seng eege Meenung kënne vertriede par rapport zu Meenungen, déi anerer sinn. Mee gläichzäiteg awer och Respekt fir aner Meenungen an aner Approchen an zum Deel och aner Wäerter hunn, déi an eiser Gesellschaft present sinn an och musse sinn. Awer gläichzäiteg och d'Limitte vun där doter Oppenheet an Toleranz, wann et ëm Wäerter geet, kloermaachen.

Dat, denken ech, ass eis gemeinsam Aufgab par rapport zu deene Jonken, déi mer ni däerfen aus den Ae verléieren, fir déi et ganz vill Programmer gëtt op där enger Säit, mee wou et awer déi perséinlech Kontakter sinn, sief dat vum Enseignant, sief dat vum Educateur, sief dat an der formaler oder an der nonformaler Bildung, mee virun allem vun eis alleguerten, déi finalement kënnen ausschlaggeebend sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 164 vum Här Marc Spautz un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwer eng méiglech Analys vun der Situatioun an den Alters- a Fleegeheimer. Madamm Corinne ..., nee, Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Madamm Ministesch ka schonn äntweren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir kënnen och ëmwiesselen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Da stellen ech d'Fro, wa si geäntwert huet, dat ass kee Problem.

(Hilarité et interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Spautz, et ass un Iech.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm d'Situatioun an den Alters- a Fleegeheimer. Mir haten heibanne scho méi oft eng Diskussioun doriwwer. Mir wëssen, dass mer iwwer 50 Haiser hunn, wou d'Entwécklung elo de Moment vum Covid ënnerschiddlech ass.

(Interruption)

Mir wëssen, dass en Accord fonnt ginn ass tëschent der COPAS, dem Familljeministère an och der Santé, wéi ee soll mat der Krankheet ..., net mat der Krankheet, mee mam Virus ëmgoen a wat een alles soll maache fir ze verhënneren, dass mer Hotspotten an deenen 52 Haiser géife kréien.

Et ass awer ëmmer erëm eng Diskussioun iwwert den Droit de visite. Et ass ëmmer erëm eng Diskussioun, wien däerf wéini wie besiche goen, well mir wësse jo, an deenen Alters- a Fleegestrukturen hu mer verschidden Zorte vu Leit. Mir hunn der, déi nach relativ gutt a mobill sinn an déi gären ënnert d'Leit ginn. A mir hunn anerer, déi sech wëllen e bëssen zréckhalen. An do ass et oft schwéier, de Mëttelwee ze fannen: Wat ass déi richteg Léisung?

Dann ass d'Diskussioun, kënne mer einfach zu de Leit soen: „Dir bleift elo heibannen, well mir e Fall vu Covid an eiser Struktur hunn!"? An dofir gëtt et ganz vill Zefriddener an et gëtt och ganz vill Onzefriddener bei de Clientë vun deene jeeweilegen Haiser.

Et muss een awer och déi fantastesch Aarbecht ënnersträichen, déi gemaach gëtt vun dem Alters- a Fleegepersonal, well déi maachen eng groussaarteg Aarbecht do. An déi kënnen och net ëmmer hire jeeweilege Clienten erklären, firwat deen een eraus däerf an deen aneren net. A mir hu jo dëser Deeg d'Madamm Minister héieren, dass schonn déi éischt Leit ufänken, bei den Ombudsman ze trëppelen an ze soen: „Däerf ech elo eraus oder däerf ech net eraus? Däerfe se mer dat verbidden oder net?"

Mir wëssen, dass de President vun der CCDH, der Mënscherechtskommissioun, gesot huet, si wiere bereet, eppes ze maachen, wa se deen néidege Budget zesummegestallt géife kréien.

A meng Fro ass: Ass dat de richtege Wee, ob mer do elo schwätze vun der CCDH, ob mer do schwätze vun dem Ombudsmann oder der Ombudsfra? Oder ob et do net änlech ass, wéi mer et an der Santé kennen? Do hu mer eng extra Struktur, déi sech drëm bekëmmert, wou déi Leit sech sollen a kënnen hiwenden, wa se net dermat averstane sinn, wat an de jeeweilegen Haiser geschitt. Well ech mengen, dass et de falsche Wee wier, elo einfach ze soen, si solle sech un den Ombudsman wenden oder un d'CCDH, déi scho wichteg Aufgaben hunn, déi eng fantastesch Aarbecht, deen ee sou gutt wéi deen aneren, maachen. Mee ob dat déi richteg Plaz ass, fir elo och nach déi do Aufgab unzehuelen?

An do ass eis Fro: Wéi denkt d'Regierung doriwwer? Wëllt se dat wierklech bei dem CCDH maachen? Huet d'Regierung schonn eng Diskussioun gehat? Oder kéint een dat net och bei der Santé uglidderen, wou et a mengen Aen e bësse méi nobäi wier wéi bei deenen anere Strukturen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci fir d'Fro, dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz. Ech mengen, dat ass eng ganz berechtegt Fro. An Dir hutt och scho vill verschidden Äntwerte ginn an der Fro am Ufank, wou Der nämlech d'Fro gestallt hutt: „Wéi ass et mam Droit de visite?"

Am Moment ass et esou, dass d'Alters- an d'Fleegeheemer ganz vill aus där éischter Well geléiert hunn, muss ee soen. Déi éischt Well, dat war: „Bleift doheem!" Dat war fir ons alleguerten e „Bleift doheem!". An dat war och fir d'Leit an den Alters- a Fleegeheemer e „Bleift doheem!". Do hu mer nach net richteg gewosst, wéi mer mat deem Virus sollen ëmgoen.

Elo ass et awer esou, dass dat vill méi differenzéiert gekuckt gëtt, wéi Dir richteg gesot hutt. D'Haiser kucken dat heiansdo souguer esou differenzéiert, dass et souguer am eegenen Haus aneschter ass vun engem Stack op deen aneren, jee nodeem, ob d'Leit krank sinn oder net. Ob ee se eebe muss protegéieren oder ob se, wéi mir alleguerten och, wa mer de Virus hunn, dann och mussen eeben doheem bleiwe respektiv an hirem Zëmmer bleiwen.

Do, wou Der och Recht hutt - an am Fong hutt Der haut an allem Recht, wat Der gesot hutt, muss ech jo awer zouginn -: ...

(Brouhaha et hilarité)

... Et ass schwéier, e Mëttelwee ze fannen tëscht ... Natierlech, d'perséinlech Fräiheet, well contrairement zu deem, wat ee mengt, ass et jo net nëmmen de Besuch, deen an d'Altersheem geet, et sinn och Leit am Alters- a Fleegeheem, déi erausginn. Déi liewen am Alters- oder Fleegeheem, mee déi ginn awer eraus, déi liewen hiert Liewen. Déi wunnen eeben do, esou wéi mir och op enger Plaz wunnen. An do, mengen ech, ass eeben d'Entrée an d'Sortie an d'Haiser an déi zwou Richtungen.

Allerdéngs soen d'Gestionnairen, dass se festgestallt hunn, dass d'Leit, soubal se am Zëmmer si bei engem, vergiessen, dass een d'Geste-barrièrë soll anhalen, de Mask soll ophalen, an an an. Bon, dat ass d'nämmlecht ewéi bei ons doheem. A fir dat eebe besser ze kontrolléieren, well een an engem Altersheem och responsabel ass fir seng Matbewunner, déi riets a lénks an der Kummer wunnen oder um Stack, probéiere se, dat dann éischter a Lieu-dédiéen ze maachen.

Et ass esou, et si jo verschidde Phasen.

D'Phas I ass: Et ass op.

D'Phas II net. Also d'Phas II ass: Et ass e Lieu dédié.

D'Phas III, do sinn nach e puer Beschränkungen. Et däerfen zum Beispill nëmmen zwou Persounen op Besuch kommen an esou weider.

An d'Phas IV ass ganz zou.

Déi meescht Haiser sinn an der Phas III.

An do stellt sech jo d'Fro, wéi Dir se och gestallt hutt: Bräicht een net eng extra Struktur, déi sech ëm d'Mënscherechter bekëmmert? An dat ass och déi Fro, déi d'CCDH opgeworf huet: Wéi ass et mat de Mënscherechter an den Alters- a Fleegeheemer? Wéi war et virun allem mat de Mënscherechter an der Phas I an där éischter Well, wou mer alleguerte méi oder wéineger agespaart waren? An den Alters- a Fleegeheemer an och an den Handicapstrukture warscheinlech nach méi, well een an der Communauté gelieft huet an eeben dat Haus dunn einfach op eemol hermeetesch zou war.

Ech mengen, dass mer nach eng Aufgab virun eis hunn. Am Moment si mer an der zweeter Well a jiddwereen huet de Kapp am Guidon. Mee mir hunn nach eng Aufgab virun ons fir ze kucken: Wéi si mer mat där Kris hei ëmgaangen? Wat waren d'Problemer? Wat ware Saachen, déi mer draus kënne léieren, déi mer net méi esou wëlle maachen, wann nees eng Kéier eng änlech Situatioun sech géif stellen?

A wien dat mécht, dat musse mer kucken, effektiv. Ass dat herno d'CCDH? Den Ombudsman? Ass dat vläicht en aneren? Do si mer amgaangen, dat hu mer jo och gesot, dass mer géife kucken, wéi een dat am beschte kéint maachen, dass ee kuckt, dass d'Mënscherechter respektéiert ginn, respektiv och, wéi een et vläicht besser ka maache wéi an der éischter Well. Mee ech mengen, kënnen ze soen, dass elo an der zweeter Well villes scho vill, vill besser ass wéi an där éischter, einfach well mer alleguer geléiert hunn, e bësse besser mam Virus ze liewen. Och wa mer nach net alles iwwert de Virus wëssen. Mee ech mengen, mir kënnen elo scho vill méi differenzéiert agéieren, an dat geschitt och an den Alters- a Fleegeheemer hei am Land.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Famill, der Madamm Corinne Cahen. Da komme mer elo zur Fro Nummer 165 vum Här Sven Clement un d'Gesondheetsministesch iwwert d'sanitär Reserven. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Madamm Ministesch, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Déi ass um Wee fir eran.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... déi ënnerwee ass, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Déi ass do.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ...et ass esou, datt am Kader vun der Covid-19-Kris jo an der Réserve sanitaire eng ganz Rëtsch Professioneller rekrutéiert goufen an och aktivéiert goufen. Do waren et déi, déi schonn Dokter sinn - dat war, mengen ech, offensichtlech -, da waren et awer och eng ganz Rëtsch Studenten, Schüler iwwer 18 Joer, déi e Beruff aus dem Beräich vun der Santé léieren, pensionéiert Persounen oder Leit, déi am Congé sans solde sinn a virdrun, éier se an de Congé sans solde gaange sinn, engem Beruff aus dem Beräich vun der Santé oder de Soinen nogaange sinn. All dës Leit goufen invitéiert, fir an der Réserve sanitaire matzemaachen. An den Echo dorop war jo och beuechtlech.

Elo ass et awer esou, datt et och Leit zu Lëtzebuerg gëtt, déi am Ausland an deelweis am Net-EU-Ausland en Diplom an der Medezinn oder generell am Santésberäich gemaach hunn an déi deelweis hiren Diplom nach net unerkannt kruten oder och guer keng Voie fir eng Unerkennung ënnert den europäeschen Direktive fir hiren Diplom hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech denken do ënner anerem un DPlen oder och deelweis BPlen, déi natierlech heiansdo Schwieregkeeten hunn, hir Diplomer unerkannt ze kréien.

Mir wëssen: Eng Kris ass speziell. An d'Réserve sanitaire huet gewisen, datt eng Kris och ausseruerdentlech Moossname justifiéiert, nämlech esou Leit temporär eng Autorisation d'exercer ze ginn.

Dofir froen ech: Envisagéiert d'Regierung, wärend der sanitärer Kris Persounen, déi en Ofschloss an der Medezinn an enger Universitéit ausserhalb vun der EU gemaach hunn an hiren Diplom zu Lëtzebuerg nach net unerkannt kruten, fir d'Réserve sanitaire zouzeloossen? Oder, falls net, firwat dat de Fall ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Merci och dem Sven Clement fir dës Fro. Dat erlaabt mer ze preziséieren, wat mer alles esou gemaach hunn, firwat a wat mer och net maachen zum Deel. Et ass eng komplizéiert Matière.

Säit der Mise en place vun der Réserve sanitaire am Abrëll dëst Joer huet de Gesondheetsministère e ganz largen Opruff un d'Bevëlkerung gemaach, fir sech bei der Réserve sanitaire anzeschreiwen. Ech géif drun erënneren, dass d'Réserve sanitaire am Ufank vun der Kris ganz large opgestallt war mat 3.635 Leit, déi sech ageschriwwen haten als Benevoller, an donieft 8.498 Professionnels de santé, dat heescht Dokteren a Leit aus all deenen anere Gesondheetsberuffer. Dëst weist, wéi eng grouss Hëllefsbereetschaft do vun der ganzer Gesellschaft ausgaangen ass, fir um Terrain matzeschaffen.

Dës Leit waren aktiv. Dëst an de fréiere Centres de soins avancés, och an den aktuelle Centres de consultation Covid, an de Spideeler, an den Altersa Fleegeheimer, an de Covidtestzentren, bei eis am Contacttracing an och nach op deene verschiddenen Hotlinen, déi jo au fur et à mesure en place gesat gi sinn.

D'Gesondheetspersonal, mir wëssen et alleguer, dat bleift de sougenanntene „Casus knacksus" vun der aktueller sanitärer Kris. Et bleift och weiderhin eng Erausfuerderung, fir derfir ze suergen, dass mer dat néidegt a virun allem och dat adequat Personal am Asaz hunn, dat heescht, déi richteg Ressourcen de richtege Moment op där richteger Plaz.

Wann ech elo an déi no Zukunft kucken, denken ech virun allem un déi kommend Centres de vaccination, kënnt Der lech virstellen. Vum Ufank vun der Kris un hu mer probéiert oder war et eist Uleies, wierklech d'Sécherheet vun de Patienten ze garantéieren. Dir wësst, dass déi eenzel Beruffer reglementéiert sinn hei am Land. Dat ass esou gewollt, dass wierklech genau encadréiert ass, wie wat däerf maachen, wie wéi eng Akten däerf maachen, fir dass dat och konform ass zu der Ausbildung, déi gemaach ginn ass, an dass mer kënnen domadder déi néideg Sécherheet vum Patient garantéieren.

Mir hunn an deem Sënn eng Rei Oplockerunge gemaach, fir Attributiounen ëmzeschichten an deem Fall. Ech géif se eng Kéier duerchgoen.

Mir hunn duerch Reglement elo, fir vun hannen unzefänken, den 30. Oktober 2020 am Kontext vun deenen neie Schnelltester beispillsweis eng Ausweitung gemaach, fir Leit an den Asaz ze huelen, nieft Dokteren an Infirmieren eeben och de Laborant, deen am Laboratoire d'analyses médicales exercéiert, an och d'Hiewannen.

Generell hu mer fir d'Prelevementer, do ass jo e grousse Besoin mat deene villen Tester, déi mer maachen, e Reglement, dee rezentsten elo ass vum 3. November dëst Joer, wou mer dat ausgedeent hunn op d'fräiwëlleg Pompjeeën an och op déi Professionell, déi beim CGDIS sinn, Psychologen, Psychotherapeuten an Apdikter.

Elo méi spezifesch beim Taskshifting bei de Professions de santé, do beweege mer eis am Kader vum Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Määrz 1992 iwwert d'Gesondheetsberuffer. Dat ass de Cadre légal, dee mer hunn. Opgrond vun deem kënne mer Arrêté-ministériellen huelen. Dat sinn dann eenzel Decisiounen, déi geholl ginn. Den Arrêté ministériel vum 7. September 2020, ech erënneren drun, dat ass elo dee rezentsten, do hu mer de Studenten aus dem véierten, fënneften a sechste Joer vum Medezinnstudium erlaabt, bis zum 31. Määrz 2021 d'Attributioune vun der Profession de laborantin, och erëm eng Kéier am Kader vun de Prelevementer, ze exercéieren.

Am selwechte Sënn gouf et schonn en Arrêté ministériel den 3. August 2020, wou mer dat en place gesat haten, allkéiers fir eng begrenzten Zäit, deemools bis op de 5. September. An och schonn den 22. Juni 2020 ass dat an deem Sënn gemaach ginn.

Ech gi se net an all Detail duerch. Mir hunn dann och de 14. Abrëll, fir eng Kéier dorunner ze erënneren, erëm eng Kéier esou en Arrêté ministériel geholl gehat, fir d'Studenten aus dem zweeten an drëtte Joer vum Medezinnstudium bis zum 29. Mee 2020 ze befugen, dass se kënnen d'Attributioun, d'Profession vum Aide-soignant auszeüben.

Am nämmlechten Arrêté ministériel vum 14. Abrëll 2020 ass et am Artikel 2 drëms gaangen, fir d'Studenten, erëm d'Medezinnstudenten aus dem véierten, fënneften a sechste Joer, ze habilitéieren, fir bis den 29. Mee deemools d'Attributioune vum Infirmier auszeüben.

An och nach eng Kéier en Arrêté ministériel vum 3. Abrëll 2020, dës Kéier geet et ëm d'Elèven aus dem drëtte Joer vum Aide-soignants-Studium, fir dass déi och scho kënnen an den Asaz goen als Aide-soignant an der Praxis.

Dann hate mer och nach den 1. Abrëll 2020 en Arrêté ministériel vun där selwechter Aart, allkéiers op där nämmlechter Base légale, deen dann d'Elèven aus dem LTPS, dem Lycée technique pour professions de santé, concernéiert huet. Hei waren d'Schüler aus dem drëtte Joer vun de Studien, fir Aide-soignant ze ginn, viséiert, déi aus der Formation initiale. An et war nach eng Konditioun vum Alter gesat: Mir hunn déi viséiert, déi iwwer 18 Joer al waren. Dëst och erëm eng Kéier, fir dann zäitlech begrenzt bis den 29. Mee 2020 d'Attributioune vum Aide-soignant kënnen auszeüben. Den Artikel 2 huet dann d'Studenten aus dem drëtten a véierte Joer aus dem Infirmiersstudium viséiert, déi dann och eng Kéier mat Akraafttriede vun dësem Arrêté ministériel befuugt gi sinn, fir als Aide-soignant an den Asaz ze goen.

Den Artikel 3 vun deem nämmlechten Arrêté ministériel huet dann d'Studenten aus dem éischten, zweeten an drëtte Joer Studium, déi Kéier vum Assistant technique médical de radiologie, viséiert. Och si waren an der Kris duerch dës Mesure befuugt, bis zum 29. Mee dëst Joer dann ze exercéieren, an zwar als Aide-soignant.

De selwechten Arrêté nach eng Kéier huet gereegelt, dass d'Studenten aus dem éischten, zweeten an drëtte Joer aus dem Studium vun der Hiewan och konnten zäitlech begrenzt an den Asaz goen als Aide-soignant an deementspriechend Akte maachen.

Dës laang Lëscht vu Reglementer weist, dass mer hei bestrieft waren, wierklech allzäit d'Qualitéit vun de Soinen a virun allem och d'Sécherheet vum Patient ze assuréieren.

Wat elo méi spezifesch d'Demandë vu Persounen, déi Net-EU-Diplomer an der Medezinn hunn, ugeet, fir an der Réserve sanitaire matzemaachen, do ass et esou, dass mer déi Kandidaturen natierlech ganz gäre matophuelen. Dat heescht awer net, dass se als Medezinner an den Asaz kommen. Selbstverständlech hu mer där mat op der Lëscht, hate mer och schonn eng ganz Zäit. Mir kucken da prioritär, wou mer déi Leit kënnen an den Asaz bréngen.

Prioritär hu mer bis elo wierklech ëmmer nëmme Medezinner agesat, déi all d'Konditiounen erfëllen, fir zu Lëtzebuerg den Accès an den Exercice vun dem Beruff ze kréien. Fir Persoune mat enger Net-EU-Ausbildung an der Medezinn wär et allerdéngs méiglech, op där selwechter Base légale, déi mer fir all déi aner Arrêtéen haten, esou eppes ze maachen, also esou en Taskshifting vun Attributiounen ze maachen, wann dat sollt néideg ginn iwwert déi nächst Wochen oder Méint.

Dat sinn awer, ech hat et scho gesot, dee Moment individuell Dossieren, déi wierklech genau géifen analyséiert gi fir ze kucken, ob een dat ka vertrieden oder net, fir ze gesinn, wéi eng Ausbildung déi Leit genau gemaach hunn a wou.

An Dir hat d'Situatioun vun den DPIen ugeschwat. Och do hunn ech eng éischte Kéier, op alle Fall säit menger Amtszäit ... Do gëtt et eng Procédure d'équivalence, déi ee ka maachen, déi ass relativ schwéierfälleg, mee mir hunn engem Demandeur de protection internationale dat och méiglech gemaach. Deen huet säi Studium unerkannt kritt. Dat war eng länger Prozedur. An dee Mann ass och, wéi den Zoufall et wëllt, bei eis am Asaz elo.

Ech géif lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

5. Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020

Mir kommen elo zur Drénglechkeetsfro Nummer 3212 vun der Madamm Martine Hansen an dem Här Claude Wiseler un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert de Covid am ëffentlechen Transport. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Vu datt ech gemengt hat, ech däerft se net méi stellen, hunn ech se net hei, mee ech hu se awer am Kapp.

Am Gesetz, wat déi lescht Woch gestëmmt ginn ass, do steet dran, datt den ëffentlechen Transport u sech ausgeholl ass vun der Restriktioun vun 100 Leit. Dat heescht, et kënne méi wéi 100 Leit am ëffentlechen Transport sinn. Et steet och dran, datt eng allgemeng Maskeflicht am ëffentlechen Transport gëllt.

En ass awer net ausgeholl vun der Sëtzflicht, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. Dat heescht, wann ee Rassemblement ass an iwwer 10 a bis zu 100 Leit do sinn, da steet am Gesetz, datt misst eng Sëtzflicht gëllen.

Dofir war d'Fro: D'Madamm Minister hat déi lescht Woch hei mëndlech drop geäntwert, datt si dat net esou gewollt hätten, mee et steet awer esou am Gesetz. An ech hunn och nach ëmmer net verstan - och elo, wou ech d'Äntwert scho gelies hunn, well si war dann elo, ech mengen, um Véirel op zwou am Courrier -, wéi d'Regierung d'Gesetz interpretéiert, datt se et net op den ëffentlechen Transport appliséiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, merci, Här President. Ech géif vläicht virop kloerstellen, dass ech sécherlech gesot hunn, dass et net gewënscht war, eppes ze änneren an där Hisiicht. Ech hunn awer net gesot, dass mer dat doten iwwersinn hätten an iergendenger Hisiicht. Et war just kloergestallt ginn an der leschter ëffentlecher Sitzung, wou Der déi Fro gestallt hutt, dass do keng Diskussioun war, eppes un de besteeënde Reegelen ze änneren. Dat war meng Ausso. Dat ass en Ënnerscheed. Voilà!

Zu Ärer Fro dann: Am Artikel 4 (2) vum Covidgesetz vum 25. November ass festgehalen, dass am ëffentlechen Transport fir d'Benotzer eng allgemeng Maskeflicht besteet. Dat ass eng Reegel, déi mer scho ganz laang hunn hei am Land, déi mer och duerchgeeënd haten. An et steet och am jëtzegen Artikel 4 (5), dass d'Verbuet vu Rassemblementer iwwer 100 Leit, dat heescht déi Limitatioun, sech net appliséiert.

Am Punkt 6 vun deem selwechten Artikel 4 ass festgehal, dass d'Obligatioun vun der Distanciation physique, déi am Gesetz virgesinn ass, net fir den Notzer vum ëffentlechen Transport gëllt. Dat war eng Optioun, déi mer scho ganz fréi geholl hunn, wou mer gesot hunn: Well am ëffentlechen Transport eeben d'Distanz net méiglech ass, dofir hu mer ganz fréi hei zu Lëtzebuerg als Contrepartie déi allgemeng Maskeflicht agefouert am ëffentlechen Transport.

Ass den Artikel 4 (4) elo applikabel op den ëffentlechen Transport? Wa jo, wat fir eng Konsequenzen ... A, dat war elo d'Fro, déi hei nach eng Kéier dran ageblent war. Entschëllegt. Voilà!

Fir d'éischt ass ze preziséieren, wat ech an der Introduktioun gesot hat, dass dat neit Gesetz d'Bestëmmungen fir den ëffentlechen Transport, déi zanter dem initiale Gesetz vum 17. Juli gëllen, net geännert huet. Souwuel dat initiaalt Gesetz wéi och déi Texter duerno, déi hunn eeben engersäits eng Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn, wat déi minimal Distanzéierung ugeet, well mer dervun ausgaange sinn, dass een déi do net ka respektéieren, well d'Leit jo och eran- an erausginn an d'Affluence ënnerschiddlech ass. An anerersäits ass awer dofir eeben am Géigenzuch déi generaliséiert Maskeflicht agefouert ginn.

Eis Iwwerleeung, an dat deemools ewéi haut, ass déi, dass d'Finalitéit vun der Zouweisung vu Sëtzplazen doranner besteet, fir bei grousse Rassemblementer, wou d'physesch Distanzéierung obligatoresch ass, dës ze garantéieren. Dat war d'Iwwerleeung, firwat mer zousätzlech zur Distanciatioun eng Sëtzflicht agefouert hunn. Do hu mer gesot: Ab enger gewëssener Unzuel ass d'Distanciatioun schwéier ze organiséieren. Dofir koum zousätzlech eeben als Modalitéit fir déi physesch Distanzéierung d'Sëtzflicht derbäi.

Wann een, wéi am Kader vum ëffentlechen Transport, also generell kenger Distanzéierungsflicht ënnerläit, esou wéi dat den Artikel 4 (6) virgesäit, deen den ëffentlechen Transport exceptéiert huet vun der Distanzéierungsreegel, dann ënnerläit een eiser Meenung no ipso facto och ganz kloer kenger Zouweisung vu Sëtzplazen, well dat jo just eng verstäerkten Distanzéierung ass. Déi allgemeng Reegel vum Artikel 4 (4) spillt an dësem Fall also net an eisen Aen.

Mir versécheren och den honorabelen Deputéierten, dass, zanter dat Gesetz vum 17. Juli a Kraaft ass, kee Passagéier, weeder vum Zuch, Bus oder Tram, wéinst engem Verstouss géint d'Sëtzflicht sanktionéiert gouf. Mir hunn dat ni esou interpretéiert, vun Ufank un net. An op Basis vun den Erkenntnisser - hei referéieren ech mech op de Kolleeg aus dem Transportministère - sinn d'Cliente vum ëffentlechen Transport ganz disziplinéiert. Si hunn all de Mask op a setze sech wäit auserneen. Am Géigesaz zum Covoiturage, wou mer méi Problemer domat hunn, wou et keng Maskeflicht gëtt, och wa Persounen aus verschiddene Stéit do kënnen zesumme sëtzen.

Doriwwer eraus misst ee sech och d'Fro stellen - dat ass och an der schrëftlecher Äntwert, déi Der hutt -, wéi dat ze kontrolléiere wier. An och, ob de Bus- oder den Tramschauffer d'Leit op den Arrêten, op de Quaien dee Moment da misst stoe loossen, wann e géif mengen, d'Sëtzplaze wären all besat.

Wéi gesot, eis Positioun war déi, dass et keen neie Moment war mat dësem Gesetz. Et war och bei der Presentatioun vum Projet keng Diskussioun an der Chamberskommissioun dozou, dat wéilt ech gären ënnersträichen. Fir eis ass et keen neie Moment.

Dat doten ass d'Interpretatioun vum Gesetz, wéi mer se vun Ufank un haten: Engersäits eng Onméiglechkeet vun Distanz oder net de Wëllen, fir eng Distanz ze imposéieren am ëffentlechen Transport, dofir war awer am Géigenzuch scho ganz fréi hei am Land an zu all Moment eng obligatoresch Maskeflicht. An eng Sëtzflicht ass eng Modalitéit vun der Distanzéierung, fir bei Rassemblementer bis zu 100 Leit dës eeben nach méi prezis kënnen anzehalen a sécherzestellen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

6. Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR

Mir kéimen dann zur Drénglechkeetsfro Nummer 3214 vum Här Fernand Kartheiser, nach eng Kéier un d'Madamm Gesondheetsministesch, iwwert d'PCR-Tester. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ier ech zur Fro kommen, wéilt ech vläicht eng Bemierkung zur Prozedur maachen. Mir hunn an der Reglementskommissioun a leschter Zäit geschwat iwwert d'Questions urgentes. A mir hunn och zréckbehalen an deem Projet, dee mer do wëllen der Chamber proposéieren, datt bei enger Question urgente ka gefrot ginn, datt se schrëftlech beäntwert gëtt. Ech kann haut d'Madamm Minister net drun hënneren, fir se mëndlech ze beäntwerten. Awer ech invitéieren d'Madamm Minister - ech soen herno firwat -, fir dës Fro schrëftlech ze beäntwerten.

Firwat? Déi Fro ass fënnef Säite laang. Wann ech se hei a fënnef Minutte wéilt virliesen, ass dat einfach onméiglech. Dat heescht, ech sinn haut an enger Situatioun, wou ech eng Fro nëmme beschreiwen, obscho se en Drénglechkeetscharakter huet, deen Dir, Här President, unerkannt hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Deen Dir gefrot hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dee mir gefrot hunn, fir eng schrëftlech Äntwert ze kréien, wéi gesot. Ech wëll awer elo hei soen, firwat.

Fir op d'Fro ze schwätzen ze kommen, awer ënner Protest. Mir schécke se och haut, dat wëll ech lech och soen, Här President, an och lech, Madamm Minister, nach eng Kéier un d'Press eraus. An ech hoffen, datt och méiglechst vill Leit an och Journaliste kucken, wat wierklech an där Fro ass, fir och weider déi Froen un lech ze riichten, net, datt mer hei mat enger summarescher Prozedur net kënnen op d'Detailer agoen.

Elo zur Fro. Ech wëll just soen, datt ech elo zur Fro kommen, Här President, datt ech lech also bieden, elo unzefänke mat dem Countdown an net elo mat 3 Minutten 48 schonn unzefänken.

Sou.

(Brouhaha)

Ëm wat geet et bei dëser Fro? Et geet drëm, datt d'Regierung 100 Millioune Euro bis elo ausginn huet fir dee Large-Scale-Testing, déi PCR-Tester. A mir kennen alleguer déi enorm Konsequenze vun deenen Tester, déi Fallzuelen, déi do identifizéiert gi sinn, déi jo eigentlech déi ganz Regierungspolitik beaflossen, justifiéieren, déi mer elo a leschter Zäit geholl hunn. Dat heescht, déi Fallzuelen an de PCR-Tester determinéiere jo déi Politik, déi mer am Ëmfeld vu Corona hei am Land huelen.

Dofir hu mir eis virgeholl, och dat ze hannerfroen. Well 100 Millioune Euro mat enorme gesellschaftleche Konsequenze verdéngen et einfach, datt mer eis ausenanersetze mat där Teststrategie a mat deene Methoden, déi do gebraucht ginn, och wat hire wëssenschaftleche Wäert a wat hir Aussoen eigentlech ugeet.

Dofir hu mer an deene 14 Froen, déi mer gestallt hunn, eigentlech Froen zur Qualitéit gestallt vun deenen Tester. Mir hunn eis beruff op d'Food and Drug Administration, déi déi zougelooss huet, allerdéngs just am Fall vun enger Noutfallerlabnis - Emergency Use Authorisation -, an et sinn och Qualitéitsstandarden do festgeluecht ginn. A mir wollten lech froen, ob déi Standarden hei am Land respektéiert ginn, déi bei der provisorescher Zouloossung vun deenen Tester virgeholl goufen. Et ass en CE-Zeechen drop, awer ouni Referenzinstitut, dat heescht, wann ee wëllt sécher sinn, datt déi Tester enger Konformitéitsbewäertungsprozedur

ënnerleien, da muss eng véierstelleg Zuel derbäi sinn; déi ass net derbäi, och do wollte mer nofroen.

Mir hunn eng Rei vun interessanten Aussoen, zum Beispill iwwert d'Empfindlechkeet vun den Tester an hir Opportunitéit, fir se dann anzesetzen. Dat hate mer schonn 2014 och vun engem Professer Drosten, dee jo ganz bekannt ass, deen och scho gesot huet, datt déi ganz staark Empfindlechkeet vun deem Test eigentlech net onbedéngt déi bescht Diagnosmethod ass, mee éischter e wëssenschaftlechen Interessi huet. An deem Kontext hu mer och Froe gestallt.

An dann, fir ganz konkreet ze sinn, hate mer elo Aussoe vum President vun den akkreditéierte Laboratoiren (ndlr: vum President vum Verband Akkreditierter Labore in der Medizin), deen nach viru Kuerzem gesot huet: D'Flächenteste vun alle Bierger wär „weder medizinisch angemessen noch epidemiologisch effektiv, sondern letztlich eine nicht notwendige Verschwendung von Finanzmitteln". Also och do muss een nokucken: Wat ass wierklech opportun?

Da sinn och eng ganz Rei interessant Aussoen, déi mer opgegraff hu vun deem Här, deen den Test erfonnt huet, den Dokter Mullis, an deen huet jo selwer gesot: „Et ass en Test, deen eng qualitativ Iwwerpréiwung mécht." Dat heescht, et gëtt eigentlech gekuckt: Ass en Erbmolekül, ass e Molekül do dran, eng Spuer vun deem Virus, dee gesicht gëtt? Mee wat en net ka maachen, ass, d'Viruslaascht determinéieren. E kann also net …

Den Här Mullis huet selwer gesot: "Quantitative PCR is an oxymoron." Dat heescht, et kann een net soen, wat elo genau …, d'Diagnos vun enger klinescher Infektioun kann een net stellen domadder. Et kann een net erkennen, ob eng aktiv Infektioun viläit oder net, ob ee krank ass oder net. Et kann een net erkenne mat deem Test, ob eng detektéiert Virusspuer lieft oder ofgestuerwen ass oder ob een nach krank ka ginn. An et kann een och net erkennen, ob een infektiéis ass, also ustiechend. Dat kann een alles mat deem Test net! Dofir steet an der wëssenschaftlecher Literatur de Begrëff vun der „overestimation", dat heescht: Wéi sinn déi Testresultater wierklech anzeuerdnen?

Dann ass och eng nächst Serie vu Froen, déi mer stellen, déi beschäftegt sech mam Cycle-threshold-Wäert, dat ass déi Zuel vu Prozeduren, wann een eng Spuer fënnt, wéi dacks déi multiplizéiert gëtt, fir kënnen déi Ausso ze maachen, ob se present ass an där Prouf. Dat ass e bësse komplizéiert, mee desto méi dacks een dat multiplizéiert, desto méi grouss ass d'Warscheinlechkeet, datt een dat identifizéiert.

Bei enger Viruslaascht, déi op eng aktiv Infektioun hindeit, sinn dat normalerweis 10 bis 15 Zyklen. Wéi grouss ass déi Zyklenzuel zu Lëtzebuerg? Well desto méi dacks een dat mécht, ass eeben d'Warscheinlechkeet méi grouss, dass een de Virus fënnt, an och d'Aussokraaft da méi kleng iwwert d'Ustiechungsfäegkeet vu deem Virus.

Dann op Research Luxembourg gëtt et eng Rei Aussoen, déi eiser Meenung no wëssenschaftlech …, déi ginn zwar als wëssenschaftlech presentéiert, mee no eisen Nofuerschungen ass dat awer net ze halen. Zum Beispill, datt den Test géif determinéieren, ob eng Persoun ustiechend ass oder net a wat hire Gesondheetszoustand ass. Ech mengen, do brauch een eng klinesch Diagnos vun engem Dokter, fir dat kënne festzestellen! Do ass eng Fro vun der Symptomatik, déi gestallt ass. An nach aner Aussoe méi.

An déi nächst Froe beschäftege sech mat deem Testmaterial, wat geholl gëtt, ob wierklech séchergestallt gëtt, datt net nach aner Saache kënnen domadder gemaach ginn. Dir hat eis eng Kéier geäntwert op eng Question parlementaire: „Déi Stäbercher an esou weider, dat gëtt eng Woch gehal." Mee ass séchergestallt, datt net aner … - do ass geneetescht Material drop! -, datt dat wierklech alles zerstéiert gëtt? Dat si jo net staatlech Instanzen, déi déi Tester maachen.

An eng lescht Serie vu Froen, déi beschäftege sech mat der Qualitéitsiwwerpréiwung, de Ringtester. Normalerweis, wann e Laboratoire esou Tester mécht, da gëtt dat engem Qualitéitssécherungsprogramm ënnerworf an et gëtt Referenzinstituter, déi dann d'Prouwen och nach eng Kéier nopréiwen. D'Fro ass: Wéi gëtt dat zu Lëtzebuerg gemaach? Mécht een esou Ringtester mat, fir d'Qualitéit vun deenen Tester ze iwwerpréiwen?

Dat wor also elo just eng Beschreiwung vun e puer Froe vu 14. An nach eng Kéier Madamm Minister, mir wäre frou, wann Der eis géift eng schrëftlech Äntwert op all déi Froe schécken, fir datt mer se och kënnen nopréiwen an eventuell weider Froe stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn: Dës dréinglech Ufro zu de PCR-Tester eleng huet scho fënnef Säiten, an et war mer dofir och beim allerbeschte Wëllen net méiglech, dat nach an der leschter Ligne droite alles esou compiléiert ze kréien, dass mer et schrëftlech eraginn an deem kuerzen Delai.

Meng Leit hu sech awer ganz vill Méi ginn, mer déi Äntwerten zesummenzebréngen, well jo d'Reegel ass - a well dat och hei erwaart gëtt -, wann een deen Delai, deen een huet fir esou eng Question urgente, egal wéi grouss se ass, net respektéiert, dass een da gebieden ass, dat hei mëndlech ze maachen. Ech wollt an där Hisiicht hei just och deementspriechend de Respekt ausdrécken. Dir kritt déi Fro selbstverständlech schrëftlech nogereecht, dat ass iwwerhaapt kee Problem. Et wor just haut beim allerbeschte Wëllen zäitlech net méi dran, ech mengen, mir haten de Moien eng Kommissiounssëtzung och nach vun der Santéskommissioun, dat wësst Der alleguerten, an dat war einfach net méiglech. Ech hoffen, an der Äntwert elo net summaresch ze sinn, dat war net d'Absicht. Mir hu probéiert, hei esou explizitt wéi méiglech ze sinn.

Et geet hei ëm PCR-Tester fir Covid-19, ech géif gär drun erënneren, déi säit Januar 2020 hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn. Aus eiser Vue, an ech géif dat gären direkt ervirsträichen, gëtt et do keen nee Moment. Mir hunn och schonn eng ganz Rei parlamentaresch Froen zu der Teststrategie an de PCR-Tester beäntwert iwwert déi lescht Méint. Jiddwereen, dee sech dofir méi interesséiert, kann ech och wierklech invitéieren, dat nozeliesen, do gëtt et scho ganz vill Informatiounen dozou.

Fir awer elo op déi 14 Froen anzegoen, géif ech dann ufänken domadder ze erklären: Wat ass de PCR-Test, vun deem Der geschwat hutt? Dat ass dee vu Fast Track Diagnostics, dat ass eng Firma, déi der däitscher Firma Siemens gehéiert. An do muss een direkt ervirsträichen, dass dat net déi eenzeg PCR-Tester sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Bis haut oder bis dato huet den Direkter vun der Santé en Total vun eelef PCR-Tester vu verschiddene Firmen hei zu Lëtzebuerg autoriséiert. Mir hunn also net just dee vu Fast Track Diagnostics hei am Ëmlaf, mee och aner Fabrikater, déi hei duerch den Direkter zugelooss gi sinn.

Wat d'Feelerhaftegkeet vun de PCR-Tester betrëfft, ginn natierlech all Resultater vun de Laboratoiren iwwerpréift. Wéi maache se dat? Ma sou, wéi dat vun den ISO-Norme virgeschriwwen a gefuerdert ass. D'Direktioun vun der Santé kontrolléiert och all Dag d'Inzidenz vun de positiven Zuele bei all Laboratoire, fir eventuell onerklärten Ënnerscheeder tëschent de Laboratoiren ze hannerfroen. D'Direktioun vun der Santé mécht och reegelméisseg Auditen an dësem Kontext bei de Laboratoiren, fir hir Aarbechtsweis ze iwwerpréiwen. Donieft geet d'Direktioun och all Nofro, ënner anerem vun Dokteren oder och Patienten - där hu mer och alt -, no, falls Onkloerheete sinn, andeems mer da Réckspрooch huele mat de Laboratoirë fir nozekucken, ob alles no de Reegele gelaf ass.

Wat elo den Test vu Fast Track Diagnostics betrëfft, do ass ervirzesträichen, dass dëse souwuel eng ganz héich Sensibilitéit huet wéi och eng héich Spezifizitéit, dëst sou, wéi d'Firma dat ugëtt, an déi souwuel vum Laboratoire national de santé wéi och vum Luxembourg Institute of Health onofhängeg iwwerpréift gi sinn. Ech sinn och ganz frou ze soen, dass d'Detailer vun dëser onofhängeger Evaluatioun deemnächst an enger internationaler Fachzäitschrëft solle publizéiert ginn. An deem Sënn kënne mer do och bäidroen, fir d'Kenntnisser hei ronderëm ze erweideren.

An den offiziellen Deklaratiounen - elo gëtt et e bësse méi technesch - vun der Firma Fast Track Diagnostics steet dran - ech soen lech et op Englesch, well dat ass d'Original dovunner -: "The results showed an overall diagnostic sensitivity", dass déi op 100 % läit, an dat an engem 95 %-Confidence-Interval, dee sech tëschent 91,78 an 100 beweegt. An dat selwecht fir d'Overall Diagnostic Specifity, déi ass och mat 100 % uginn. An en deementspriechende 95 %-Confidence-Interval situéiert sech tëschent 93,84 an 100, dëst, fir d'Detektioun vum Sars-CoV-2 a béide Matrissen, déi bei Fast Track Diagnostics benotzt ginn. An d'Source dovunner sinn déi offiziell Deklaratioune vun der Firma selwer, dat kann een alles noliesen, wann een dat am techneschen Detail interesséiert.

An Amerika, fir dorobber ze schwätzen ze kommen, ass den Test vu Fast Track Diagnostics wéi och all déi aner diagnostesch PCR-Tester fir Covid-19 ënner enger Emergency Use Authorisation zougelooss ginn, wat effektiv eng méi schnell Prozedur ass, well de Besoin do sur place als esou grouss empfonnt ginn ass am Ufank vun der Pandemie. Dëst heescht awer och ëmgedréint, dass de Produzent huet mussen Date virleeën, déi beweisen, dass säin Test e Minimum u Spezifizitéit a Sensibilitéit opweise kann. Ass dat net ginn, kritt den Test och keng Zouloossung vun der Food and Drug Administration, vun der FDA, déi net bekannt ass, fir relativ large ze sinn, et ass genau de Géigendeel weltwäit.

D'Zertifikatioun CLIA, déi betrëfft amerikanesch Laboratoiren - fir op Är Fro ze äntweren - an ass net an Europa applikabel. Den Test gëtt hei zu Lëtzebuerg an agreéierte Laboratoiren ënnert den ISO-Norme realiséiert, dat sinn déi Normen, déi hei bei eis gëllen. Fir agreéiert ze sinn, mussen dës Laboratoiren natierlech d'Kompetenz an der Ausféierung vu molekularbiologeschen Tester hunn an och noweise kënnen.

De Produzent vum Fast Track Diagnostic Test huet sech un déi national an och un déi europäesch Bestëmmunge gehalen a säi Produkt mam CE-Label gekennzeechent, sou wéi dat virgeschriwwen ass. Fir dat ze maachen, huet hien den Test an der europäescher Datebank EUDAMED enregistréiert, doduerch dass hien den 23. Abréll 2020 gemäss dem Artikel 8 vum Règlement grande-ducal vum 24. Juli 2001, dee sech op d'Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro bezitt, een Numéro d'enregistrement national an och en europäeschen Numéro d'enregistrement kritt huet, dëst no Iwwerpréiwung vun der Conformitéit vu Säite vun der Direktioun vun der Santé.

Wat elo d'Feelerquot vun der éischter Phas vum Large-Scale-Testing betrëfft, muss ee soen, dass bei engem molekularbiologeschen Test, sou wéi d'ailleurs bei all aner Laboratoiretester, et an enger praktescher Applikatioun keng 100 % Sécherheet gëtt, och wann ee ganz no dobäi läit.

Bei all Analys an engem Laboratoire, deen zertifiéiert ass, gi positiv an och negativ Kontrollechantillone matgetest fir ze iwwerpréiwen, dass de PCR-Test selwer korrekt ausgeféiert gouf. Dës Resultater vun dësen Echantillone ginn da vun engem Biologist iwwerpréift, dee sech déi Wäerter genau ukuckt an dann d'Resultat validéiert.

Bei Fäll, wou een op der Grenz vun der Erkennung läit, dat heescht schwaach positiv, gëtt dann en zweeten Test op engem neien Echantillon gefrot, fir d'Situatioun vun esou Patienten ze klären. Ee schwaach positiivt Resultat fënnt een zum Beispill bei Persoune ganz am Ufank vun der Infektioun oder zum Enn vun enger Infektioun.

Wat ass e PCR-Test? Dat ass eigentlech eng indirekt Method, fir e Virus nozeweisen a scho geréng Menge vu viralem Ierfmaterial detektéieren ze kënnen. Dat heescht net onbedéngt, dass de Patient nach infektiéise Virus produzéiert oder klinesch krank ass. De PCR ass also net do, fir enger Persoun ze soen, dass si krank ass, mee fir ze identifizéieren, ob een an deem Moment mam Virus infizéiert ass.

Beim Sars-CoV-2 ass et esou, dass eng ganz Rei vun de Leit keng oder quasi keng Symptomer hunn, mee déi Leit kënnen awer nach Leit ustiechen. Dëst mécht et esou schwéier, fir dës Pandemie ënner Kontroll ze kréien an och ënner Kontroll ze behalen.

Lëtzebuerg huet sech mam Large-Scale-Testing - et ass net nëmmen de Large-Scale-Testing -, mee och donieft mat ganz breeden diagnosteschen Tester - ech wëll drun erënneren, dass mer scho ganz fréi ugefaangen hunn, all Patienten och mat liichte Symptomer via eng Ordonnance vum Dokter ze testen - eng Teststrategie ginn, déi et eis besser wéi anere Länner erméiglecht, fir d'Propagatioun vum Virus ze ënnerbriechen. Dat huet eis déi leschte Méint sécherlech gehollef, fir d'Zuele vun den Neiinfektioune méi stabill ze halen.

E positiven Test bei enger asymptomatescher Persoun heescht, dass een Infektiounsketten hei ënnerbrach huet, dëst wann déi Persoun sech och dru gehalen huet an an den Isolement gaangen ass. An et däerf een net vergiessen, dass dëst net geschitt wär, wa kee Large-Scale-Testing géif gemaach ginn, well dës Persoun wier jo sécherlech net op d'Iddi komm, datt se infektiéis wier.

Wann een dat dann elo op déi Dausende Leit héichrechent, déi am LST schonn identifizéiert gi sinn, heescht dat, dass mir domadder de Virus besser ënner Kontroll hale konnte wéi vläicht aner Länner, déi net op dëser Schinn gefuer sinn.

Mir gesinn awer och, dass mer mam Large-Scale-Testing net nëmmen Infektiounskette briechen, an dat scho ganz fréi, éier iwwerhaapt d'Persoun ka wëssen, dass se infizéiert ass, mee mir kënnen hei och preventiv ganz vill bewierken, wéi zum Beispill an Altersheemer. Zudeem gëtt et eis eng ganz gutt Vue op d'Entwécklung vum Virus an der Populatioun.

Laut Aussoe vun deene meeschten Experte bleift de PCR-Test de sougenannte gëllene Standard fir d'Detektioun generell vu viralen Infekter, net nëmme fir de Sars, mee dat ass och e viralen Infekt, an do ass generell eeben de PCR dat, wat als gëllene Standard gëllt. Dëst ass déi beschte Method, fir fiabel ze identifizéieren, ob eng Persoun infizéiert ass oder net, an ouni dës Detektioun ass d'ailleurs och kee Contacttracing an domadder och keng direkt Kontroll vun der Pandemie méiglech.

Fir elo nach e bësselche méi konkreet op Är Froen ze äntweren: Dach, de PCR-Test ass, obwuel et eng indirekt Method ass, eng fiabel Method, fir de Virus nozeweisen. Den Test erkennt awer net - an dat ass och guer net déi Pretentioun, déi en huet -, ob ee krank ass a Symptomer opweist. Dofir ass nach ëmmer d'Consultatioun beim Dokter ganz wichteg an onentbierlech.

Den Test weist effektiv och kee liewege Virus no. D'Iddi vum liewege Virus, sou wéi et genannt gëtt, ass och souwisou keng wëssenschaftlech korrekt. De Virolog, hunn ech mer soe gelooss, schwätzt hei korrekt vun engem infektiéise Virus an net vun engem liewege Virus. Infektiéise Virus am Laboratoire nozeweisen, dat ass technesch komplizéiert, et ass deier, et ass lues an dofir net a grousse Serië vun Tester ze maachen.

De CDC an Amerika weist zu Recht op d'Limitte vun den Tester hin, an all Responsabele vun engem Laboratoire an all Dokter, hunn ech mer soe gelooss vun der Direktioun vun der Santé, wier sech dëse Limitte bewosst.

Säit e puer Méint ginn et och Multiplex-PCR-Tester, déi bis zu 15 verschidde Krankheete mateneen teste kënnen. Dëst hëlleft sécherlech, a komplizéierte Situatiounen d'diagnostesch Onsécherheet ze reduzéieren.

Dann, fir op de CT-Wäert ze schwätzen ze kommen, Dir hutt d'Fro gestallt: Wéi ass de CT-Wäert zu Lëtzebuerg? De CT-Wäert ass eng indirekt Indikatioun, wéi vill Ierfmaterial vun dësem Virus an enger Prouf fonnt ginn ass. D'Quantitéit vu Virus an enger Prouf, déi hänkt effektiv vun der Infektioun of, mee awer och vun der Qualitéit vum Prelevement. Jidder Produzent, also all eenzele Produzent vu PCR-Tester - wéi gesot, mir hunn där méi hei am Ëmlaf - gëtt am Mode d'emploi vum Test un, wéi vill PCR-Zyklen ee fuere soll. Dat ass also net eng lëtzebuergesch Bestëmmung, dat steet am Mode d'emploi vun deenen eenzelnen Tester. Mir haten och schonn ëfters Geleeënheet, an der Chamberskommissioun doriwwer ze schwätzen an dat ze erklären: Et ass net eng lëtzebuergesch Bestëmmung, déi de CT-Wäert festsetzt, mee et ass de Mode d'emploi vun deem jeeweilege Produkt.

De Laboratoire sengersäits ass duerch d'ISO-Norm gehalen, de Mode d'emploi vum Produzent ze respektéieren, soss géif e riskéieren, seng Akkreditatioun ze verléieren.

Baséierend op enger grousser Evaluatioun vun der Société française de microbiologie gëtt allgemeng akzeptéiert, dass d'Wäerter iwwer 34 als schwaach positiv anzeschätze sinn an am beschten op engem neien Echantillon solle kontrolléiert ginn.

D'Direktioun vun der Santé souwéi all Dokter, deen en Test gefrot huet, kann op Nofro bei de Laboratoiren d'Detailer vun all Test kréien a soumat och d'CT-Valeuren an d'Interpretatioun vun der klinescher Bedeitung vum Test afléisse loossen.

Et däerf een awer net vergiessen, dass et och Sars-CoV-2-PCR-Tester ginn, déi anescht fonctionéieren a kee CT-Wäert produzéieren, well si op enger anerer technologescher Léisung baséieren, fir d'Resultat ze quantifizéieren.

Am Resümmee: Kloer tëschent symptomateschen an asymptomatesche Leit ze ënnerscheeden, ass oft schwéier, well d'Leit heiansdo nëmmen atypesch oder ganz wéineg Symptomer hunn, a sech dat och iwwert d'Zäit vun e puer Deeg vun der Infektioun kann änneren. Et misst een also quasi all positiv geteste Persoun reegelméisseg no Symptomer offroen, an dat iwwer eng gewëssen Zäitdauer.

Am Allgemengen a fir d'Besoine vun der Statistik gi mir dovunner aus, dass d'Leit, déi en Test maache mat enger Ordonnance vun hirem Dokter, éischter zu där Kategorie gehéieren, déi Symptomer hunn, soss wäre se eisem Verständnis no jo warscheinlech och net bei den Dokter gaangen. An déi Leit, déi sech ëmgedréint am Large-Scale teste loossen, dass dat Leit sinn, déi éischter keng Symptomer hunn, well si jo vun ons erausgesicht gi sinn an invitéiert gi sinn an a priori keng Leit mat Symptomer sinn.

Ech mengen, d'Leit wëssen entre-temps, dass, wa se Symptomer hunn, se de Wee bei den Dokter sollen huelen an dann iwwert d'Ordonnance fueren. Mir sinn eis natierlech bewosst, dass dëst nëmmen eng Aproximatioun ass, déi fir déi statistesch Zwecker ka benotzt ginn. Mee dat ass d'Opdeelung, sou wéi mir se gesinn.

Dann ass an dëser Drénglechkeetsfro och nach eng Kéier Research Luxembourg ugeschwat ginn. Wie sinn déi Leit? Majo, wann dat nach net sollt kloer sinn: Dat ass eng onofhängeg Taskforce, déi Fuerschung mécht a Recommandatiounen aus wëssenschaftlecher Siicht zesummendréit, an dës der Regierung an och generell der Ëffentlechkeet, an domadder Iech alleguerten, zur Verfügung stellt.

D'Regierung ka selbstverständlech dës Informatioune benotzen, fir hir Politik ze orientéieren. Allerdéngs ass et net un der Regierung, dës Aarbechten ze kommentéieren oder ze kontrolléieren, wat d'Ausso vun de Wëssenschaftler betrëfft. Si si fräi, hir Meenung ze äusseren, an dat ass och gutt esou, dëst gemäss der Liberté académique.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- D'Testmaterial vun den negativen Analyse gëtt ëmmer bannent enger Woch zerstéiert, dat ass esou virgesinn. Mir hu jo och ganz vill an animéiert doriwwer debattéiert gehat, wéi wichteg den Dateschutz ass. Dat ass eppes, wat d'Regierung sécherlech respektéiert. Mir hunn e ganz strenge Kader am Dateschutz hei an der Europäescher Unioun, an dee respektéiere mer och hei zu Lëtzebuerg. Dofir hu mer jo och vill Diskussiounen: Wat däerf ee maache mat Informatiounen a wat net?

D'Testmaterial vun de positiven Analysen, dat kann eventuell méi laang opbewaart ginn - dëst allerdéngs erëm eng Kéier an de Limitte vun deem legale Kader, dee mer hei vun der Legislativ gesat kritt hunn -, fir a bestëmmte Fäll Resultater iwwerpréiwen ze kënnen. D'Material kann net fir eng Finalitéit benotzt ginn, déi net vum Gesetz erlaabt wier.

All Lëtzebuerger Laboratoire, dee Covid-19-PCR-Tester mécht, huet, esou wéi et vun der Weltgesondheetsbehörde virgesinn ass, un enger externer Qualitéitskontroll deelgeholl an huet déi éischt Tester, déi gemaach goufen, vun engem externe Laboratoire entweeder an Däitschland oder an Holland iwwerpréiwe gelooss.

Ech erënnere mech an Dir bestëmmt och, dass mer doriwwer diskutéiert hunn an der Chamberskommissioun. Et ass am Ufank net richteg verstane ginn, firwat dat nach eng Kéier misst an Holland gemaach ginn. Eh ben, dat ass justement an deem Kader, deen Der uschwätzt. Dat ass Standard, fir esou eppes an enger éischter Phas ze maachen.

Souwuel déi privat wéi och déi ëffentlech Laboratoirë wäerten och an Zukunft un externe Qualitéitskontrollen deelhuelen, esou wéi se dat iwwregens fir all hir Analyse maachen. Dat ass also net Covid-spezifesch, mee Standard hei am Land.

An domadder mengen ech, dass déi 14 Froe beäntwert sinn. Wéi gesot, mir wäerten et nach eng Kéier zesummecompiléieren, iwwerschaffen an da kritt Der dat selbstverständlech och nach schrëftlech matgedeelt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch.

7. Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure

Mir kéimen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 58 vun der Madamm Chantal Gary un den Här Landwirtschaftsminister iwwert d'Pelzzucht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru genau engem Joer hate mer hei an der Chamber en Debat iwwert den Zuuchtpelz an an deem Kontext hu mer och eng Motioun ugeholl.

Mir hunn d'Regierung opgefuerdert, sech derfir anzesetzen, dass d'Ziichte vun Déiere just fir hire Pelz europawäit verbuede soll ginn. D'Ufuerderung war et, eng Allianz mat Memberstaaten anzegoen, fir zesummen d'Zuuchtpelzindustrie an de jeeweilege Länner ze verbidden, an doriwwer eraus, dass effektiv op europäeschem Niveau de Pelzverkaf respektiv den Import vu Pelzproduiten net méi méiglech dierft sinn.

Mir zu Lëtzebuerg si mat eisem Gesetz vun 2018 Virreider, wat den Déiereschutz ugeet, an heidrënner fält ganz kloer, dass et zu Lëtzebuerg verbueden ass, Déieren ausschliisslech fir hire Pelz ze ziichten. An eise Landwirtschaftsminister setzt sech och ëmmer nees fir den Déiereschutz an d'Wäertschätzung vun eisen Déieren an.

Eist Gesetz huet als kloert Zil, ech zitéieren: « d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux. […] Il est interdit d'élever un animal en vue de l'utilisation principale de la peau, de la fourrure, des plumes ou de la laine. […] Il est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal. »

An hei wiere mer dann och scho beim Stéchwuert vun der Necessitéit. Esou kal ass et an eise Géigenden nämlech net, dass d'Necessitéit bestoe géing, dass mer op e Pelzmantel oder op e Schal aus Fuussepelz ugewise wieren. Hei schwätze mer nämlech vu rengem Luxus. An och mat deem Term ginn ech mech an dësem Kontext net zefridden. Well ech gesinn hei absolutt kee Luxus, ech géing et éischter als ignorant an egoistesch beschreiwen. Ech weess nämlech net, mat wéi enger Argumentatioun een esou eng Dekadenz a Perversitéit un Déierequälerei rechtfertegen oder ënnerstëtze kéint: Näerzen, Kanéngercher, Wäschbieren, déi op engstem Raum, ouni Sonneliicht an ouni adequat medezinnesch Versuergung erugeziicht ginn, fir da vergaast ze ginn an dann de Pelz iwwert d'Ouere gezunn ze kréien.

Nach méi dramatesch gëtt et dann, wann d'Situatioun op eemol onerwaart eskaléiert, wéi zum Beispill bei enger Pandemie, ganz aktuell déi vum Covid-19. Komme mer also nach eng Kéier zréck bei d'Näerzen. An Holland, a Spuenien a ganz rezent an Dänemark gouf eng Mutatioun vum Coronavirus op Näerzfarmen nogewisen a Mënschen hu sech mat där infizéiert. Duerch d'Mutatioun vum Coronavirus bei den Näerze sinn a wäerten nach iwwer 15 Milliounen Näerze vergaast ginn, well de Risk vun der Ustiechung vum Mënsch ze grouss ass; e Grond méi, fir nach méi aktiv ze ginn, fir sech haart an däitlech fir de Verbuet vun der Pelzzuuchtindustrie, mee och fir de Verbuet vum Verkaf vu Pelz op europäeschen Niveau auszeschwätzen a staarkzemaachen.

De Verbuet vu Produiten aus Robbepelz huet zum Beispill gewisen, dass mer op EU-Niveau wuel handele kënnen, wann et ëm d'Déierewuel geet. Dat nämmlecht weist d'Biergerinitiativ „End the Cage Age", also „Schluss mat der Käfeghaltung". 1,5 Millioune Bierger hunn dës Petitioun ënnerschriwwen a fuerdere méi e staarkt europäescht Déiereschutzgesetz.

An da wëll ech nach eemol vum Moment profitéieren, fir nach eng Kéier un all Konsument ze appeléieren: Stellt Iech d'Fro, wou, vu wiem an aus wéi engem Material Äert Gezei produzéiert gouf. Gitt Iech dem Opwand bewosst, deen hannert der Produktioun vun engem Kleedungsstéck stécht. Dee soll nämlech am Respekt an an der Responsabilitéit dem Mënsch, dem Déier an och der Ëmwelt géigeniwwer sinn. D'europäesch Textilbranche - an, dat wier wënschenswäert, och déi weltwäit - sollt op sozialen, ekologeschen, eetheschen an natierlech och op ekonomesche Krittären opgebaut sinn, an dat iwwert déi ganz Produktiounsketten.

Nieft Lëtzebuerg ginn et schonn eng Rei aner Länner, déi sech och fir de Verbuet vun Zuuchtpelzfarmen am eegene Land ausgeschwat hunn: Éisträich, d'Belsch, Kroatien, Slowenien, Mazedonien, respektiv grad am Ausstig sinn, esou wéi Holland, Serbien, Tschechien, d'Slowakei.

Elo gëllt et, och déi aner mat an d'Boot ze huelen, soudass d'Zuuchtpelzindustrie wéi och de Verkaf vum Zuuchpelz definitiv der Vergaangenheet ugehéieren a mer eist Konsumverhalen zäitgeméiss adaptéieren. Et geet nämlech net duer, just keng Produktioun ze hunn, mee et muss een och dann e Schratt weidergoen an och keng Consommatioun vun esou Produiten hunn.

Här Minister, follgend Froen hätt ech un Iech:

Esou wéi Der d'lescht Joer beim Debat ugekënnegt hutt, gouf bei Iech am Ministère en Déiereschutzbeoptraagten agestallt. Wéi genee gesäit deem seng Aarbecht a puncto Sensibilisatioun vum Consommateur aus? Gëtt et e Konzept, dat de Sujet vum Zuuchtpelz thematiséiert?

Wéi huet d'Regierung sech bis elo fir de generelle Verbuet vun Zuuchtpelzfarmen op europäeschem Niveau agesat? Wat ass en vue? Wéi eng Schrëtt si geplangt an a wéi enger Zäitfënster?

Si scho Partnerlänner alliéiert an identifizéiert gi respektiv ass schonn eng Analys gemaach ginn, mat wéi enge Länner een eng Kooperatioun agoe kéint, fir sech zesummen op europäeschem Niveau géint d'Zuucht an de Verkaf vun Zuuchtpelz staark ze maachen?

Gouf et op EU-Niveau en Debat am Conseil tëscht den zoustännege Ministeren iwwert dëse Sujet? Wat fir eng Positioun huet Lëtzebuerg bis elo am Conseil vertrueden?

A gëtt déi aktuell Situatioun vun den Näerzen an Holland, Spuenien an an Dänemark der Diskussioun en neien Opwand, fir endlech an Europa an deem Dossier virunzekommen?

Här Minister, Iech schonn emol e grousse Merci am Viraus fir Är Äntwerten an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. D'Regierung huet d'Wuert: den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Merci och, Madamm Gary, fir dës Froe respektiv och, datt Dir nach eng Kéier op de Sujet hiweist, dee mer effektiv, a si huet et scho gesot, virun engem Joer eng Kéier hei diskutéiert haten - deemools de Lex Delles an ech zesummen, well mer deemools och den Handel mat ugeschwat hunn. Dës Kéier, mengen ech, geet et ëm den Elevage; den Elevage, fir dee selbstverständlech de Landwirtschaftsminister zoustänneg ass.

Bon, an elo direkt wëll ech awer nach eng Kéier widderhuelen, wat och hei scho gesot gouf: Lëtzebuerg ass do eigentlech Virreider, well zënter dem 27. Juni 2018, zënter dem Gesetz iwwert d'Protection animale also, ass bei eis den Elevage vu Pelzdéiere verbueden, ganz einfach, an hei gouf och genau den Artikel aus dem Gesetz zitéiert.

An ech mengen, dat ass wichteg an dat ass och richteg esou, an et ass zu Recht op déi Motioun higewise ginn, déi hei gestëmmt gouf, fir och ze kucken, aner Länner mat an d'Boot ze kréien, fir sech effektiv anzesetzen, fir dat och op EU-Niveau ze kucken. Well ech mengen, dat wier eng Linn, déi een da kéint fueren, grad wärend der sougenannter Pandemie 2, nennen ech et emol, wärend dem Entdecke vun enger neier Souche vum Sars-CoV-2, déi eeben an Näerzfarme festgestallt gouf - an Dänemark, hu mer gesinn -, an ech kommen herno drop zréck.

Dir hutt gefrot: Waren Debatten am Europäesche Conseil? Jo, déi waren, déi sinn de 16. November gewiescht, wéi déi dänesch Delegatioun, mengen ech, mat ganz grousser Transparenz gewisen huet, wéi si hei direkt impaktéiert wier mat dem Ausbriechen eebe vum Sars-CoV-2 an den Näerzfarmen, vun deem, mengen ech, iwwer 200 Mënschen direkt betraff waren, déi am direkte Kontakt mat den Déieren an den Ziichtereie stoungen. Do ass effektiv eng gewësse Gefor do, fir sech unzestiechen. Wat doriwwer erausgeet, ass d'Gefor manner grouss, well effektiv de Sars-CoV-2 manner geféierlech ass, fir sech och unzestiechen, respektiv och d'Konsequenzen dovunner e manner grousse Risiko duerstellen.

Mee bei deem Debat, dee, wéi gesot, vun den dänesche Kolleege selwer ugereegt gouf, hu mer virun allem gesinn, datt et eigentlech ganz vill Länner ginn, déi esou Näerzfarmen hunn. An ech mengen, d'Madamm Gary huet eng Rei Länner zitéiert, ech ginn awer nach e bësse méi wäit, well et sinn der nach vill méi. A wéi mer wollte probéieren, Länner an d'Boot ze kréien, esou war dat net evident, well et sinn der nämlech ganz vill, déi eng Produktioun hunn. A grad dann, wann ee kuckt an engem Aspekt, wou et ëm d'Santé publique geet - hei geet et jo ëm d'Santé publique, hei geet et jo elo emol nach net ëm dat, wat mer och wëllen, datt och de Bien-être animal ee Volet ass, dee mer wëllen an de Virdergrond stellen -, dann huet ee gesinn, wéi effektiv eenzel Länner sech hu misse bekennen.

Och a Polen, an Holland, an der Belsch, a Lettland, a Finnland, a Schweden, a Spuenien, a Frankräich a souguer a Griicheland ginn et esou Farmen, wat d'Ministere selwer do zitéiert hunn. Dir gesitt also: Et ass e grousse Gruppement vu Länner, déi effektiv Näerzer geziicht hunn, fir dann de Pelzhandel hannendrun ze bedreiwen.

Mir hu sécher intervenéiert an hunn och gesot an eisen Interventiounen, datt et gutt wier, eng europäesch Léisung ze fannen, fir dësen Elevage ze verbidden. Mir hunn och Kontakt opgeholl mat eise gängege Kontaktlänner, dee mer ëmmer erëm ophuelen, wa mer probéieren, do, wou Oppenheet ass, doniewent Positiounen ze fannen. An Dir hutt eng Rei vun dëse Länner zitéiert, an deenen effektiv och eng Oppenheet ass, op dëse Wee ze goen, mee d'Äntwert vun der Kommissioun - an och vun där neier Kommissioun - war awer och relativ kloer, datt och si net drun denken, an der Zukunft hei europäesch ze reglementéieren, mee datt d'Länner eenzel, selwer sollen hir Responsabilitéiten huelen. Ben, ech muss soen: Lëtzebuerg huet déi geholl, an et ass gutt, datt d'Parlament déi 2018 iwwregens esou unanime geholl huet. Do si mer genau op deem richtege Wee.

Also, wéi gesot, Dir hutt gefrot, engersäits: Ass d'Motioun suivéiert ginn? Jo, si ass suivéiert ginn, mir hunn dat op den Agrarconseillen effektiv kloer gesot. Mir hunn och probéiert, Initiativen ze huelen - zesummen a bilateralen an och méi grousse Reunioune mat eenzelne Länner, déi op dem Wee sinn -, mee d'Decisioun respektiv d'Meenung vun der Kommissioun ass hei relativ kloer.

Mir sollten domat awer net ophalen! An dofir ass och grad dat hei de Mëtteg eng nei Ureegung fir virunzefueren, mengen ech, ze kucken, och hei e gewëssenen Drock auszeüben, fir virun op dee Wee ze goen. Well ech mengen, hei si mer eis allegueren eens, datt dat doten net kann de Wee sinn, wat virun allem och an der Landwirtschaft ee vun eise Punkten ass, an dofir hu mer d'Pelzzuucht grad an eiser Landwirtschaft och verbueden.

En anere Punkt, deen Der ugeschwat hutt: Effektiv, am Regierungsprogramm steet, datt mer en Déiereschutzbeoptraagten an der Veterinärsinspektioun géingen astellen. Dat hu mer gemaach. Mir hunn eng Damm, déi zënter enger Rei Méint do aktiv ass, mengen ech, déi och ganz aktiv eng Roll spillt, virun allem och e Rôle de conseil, eng Zort Ombudsfra fir d'Déieren ass, déi also zu all Moment ka kontaktéiert ginn.

Et ass eng Damm vum Terrain, déi sech, mengen ech, elo schonn exzellent ageschafft huet. An ech hunn och mat hir ausgemaach, wa se e bësse geschafft huet, fir konkreet ze weisen, op wat fir Problemer datt se gestouss ass, wat hire Feedback war bei de Bierger, datt se dann eng Kéier an déi zoustänneg Chamberskommissioun kënnt, fir och do eng Kéier Ried an Äntwert ze stoen a virun allem och eis a mir Suggestiounen ze maachen, fir virun ze kommen. Ech mengen, et ass eng gutt, et ass eng richteg Saach esou.

Dofir merci fir dës Fro de Mëtteg. Ech mengen, mir mussen allegueren dobäibleiwen. Ech kann nëmme soen: Merci och der Chamber, datt mer deemools unanime dëst Gesetz gestëmmt hunn, dat och esou applizéiert gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

8. 7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7678 iwwert d'Finanzéierung vun de Mesuren, déi d'Assurance maladie-maternité am Kader vun der Covid-19-Pandemie iwwerhëlt. An ech ginn direkt dem Rapporter d'Wuert, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7678 gesäit eng Dotatioun vum Staat un d'Gesondheetskeess CNS vir, fir d'Käschte vu verschiddene Moossnamen, déi am Kader vun der Gestioun vun der Kris geholl gi sinn, ze iwwerhuelen.

Déi Moossname konnte schnell realiséiert ginn, well d'CNS d'Virfinanzéierung an déi praktesch Ofwécklung dovun iwwerholl huet. Dat konnt se, well d'Gesondheetskeess am Moment gesond ass, an dat, mengen ech, ass e ganz groussen Atout an dëser Situatioun gewiescht.

Et ass also de Projet de loi, dee „Kassesturz" genannt gëtt. Dat heescht, dass de Staat d'Käschte fir déi extra Mesuren iwwerhëlt, déi am Kader vun der Coronakris, deels wärend dem Lockdown, deels awer och duerno, geholl goufen. Vun hirem Objet hier an och doduerch, dass si vill an Usproch geholl goufen an deemno grouss Depensë mat sech bruecht hunn an nach bréngen, ginn dës Moossnamen iwwert den Objet vun der Gesondheetskeess eraus.

Déi Mesurë sinn de Congé pour raisons familiales élargi, also de Congé aus familiäre Grënn, deen ausgedeent ginn ass. Deen normale Congé pour raisons familiales, deen op den Artikelen L. 234-50 bis L. 234-55 vum Code du travail baséiert, ass derfir geduecht, dass ee vun den Eltere kann doheem bei sengem Kand bleiwen, wann et krank ass an net an d'School oder an d'Crèche ka goen. D'Elteren hu fir all Kand eng limitéiert Zuel vun Deeg zegutt, déi pro Alterskategorie gestaffelt sinn. Esou wäit zu der normaler Situatioun.

An der Kris a virun allem am Lockdown, wou d'Schoulen, d'Crèchen, d'Maison-relaisen zou waren, sinn d'Konditioune fir dee Congé ausgedeent ginn, mee och scho virdrun an och nach haut kënnen Eltere vu Kanner, déi wéinst enger Quarantän oder engem Isolement mussen doheembleiwen, deen extrae Congé aus familiäre Grënn huelen. D'Basis derfir ass de Règlement grand-ducal modifié vum 10.05.1999

Dës Deeg ginn net vun der Zuel vun den normale Congésdeeg pour raisons familiales ofgezunn. Den Echo vun där Mesure war impressionant: Iwwer 60.000 Famille konnten dovu profitéieren a si huet hinnen d'Liewen an enger schwiereger Zäit erliichtert. Duerfir, mengen ech, war dat hei eng gutt Moossnam, an nom Motto „wer schnell hilft, hilft doppelt", mengen ech, war dat an där schwiereger Situatioun just dat Richtegt.

Déi zweet Moossnam: d'Krankegeld, dat wärend de Méint Abrëll, Mee a Juni dëst Joer, also wärend der éischter Well, an aneschters wéi soss vum éischten Dag u vun der Gesondheetskeess iwwerholl gouf. Effektiv gëllt normalerweis zënter der Aféierung vum Eenheetsstatut wärend deenen éischte 77 Deeg vun der Krankschreiwung vun engem Salarié de Prinzip vun der Lounfortzalung, dat heescht, dass den Employeur d'Pai wärend där Zäit weiderbezilt an dass hien zu 80 % vun der Mutualitéit vun den Employeuren - d'Mutuelle, an déi d'Betriber kotiséieren - rembourséiert gëtt, 20 % bleiwen also zulaaschte vum Employeur.

Wärend der éischter Well am Kader vum État de crise gouf dës Reegel ausser Kraaft gesat an d'CNS

huet an der Urgence dës Käschte ganz iwwerholl, fir de Salariéen hir Revenuen ze garantéieren an d'Entreprisen, déi am Lockdown waren, ze entlaaschten, déi Entreprisen, déi also vill manner Ëmsaz haten a mat ville Krankeschäiner konfrontéiert waren. Vun där extraordinärer Moossnam hu bal 75.000 Assuréen an 11.000 Entreprisë profitéiert.

Do gesäit een d'Envergure vun där dote Moossnam. An hei gëllt erëm eng Kéier dat selwecht wéi virdrun: Hei gouf schnell gehollef an et gouf dozou bäigedroen, dass déi Kollateralschied vun der Kris hei zu Lëtzebuerg awer an de Limitte bliwwe sinn. Et war also eng ganz gutt Decisioun, déi och konnt geholl ginn, well eeben d'CNS an där Situatioun ass, an där se ass.

Deen neie Congé pour soutien familial, dat ass déi weider Mesure, déi et engem Salarié erlaabt, doheem bei engem erwuessene Familljemember ze bleiwen, dee vun engem Handicap betraff ass oder fleegebedürfteg ass an deen net kann normal an enger Struktur betreit ginn. Dësen extraordinäre Congé ass duerch d'Gesetz vum 20. Juni 2020 verlängert ginn.

De Finanzement ass wuel iwwert de Staatsbudget virgesinn, allerdéngs ass et aus praktesche Grënn esou, dass d'CNS sech weider ëm d'Ausbezuelung gekëmmert huet. Hei gouf et zwar méi bescheiden, awer déi, déi dovu profitéiert hunn - zirka 50 Beneficiairen -, déi hunn et wierklech gebraucht.

D'Käschte vun dëse Mesuren, déi also iwwert den normalen Objet vun der CNS erausginn, goufen Enn Oktober op 386 Millioune geschat. Déi sollen elo zréckfléissen, zum engen duerch Dotatioun iwwer véier Etappen: 200 Milliounen iwwert de Budget 2020 an dann dräi Tranchë vun all Kéiers 62 Milliounen Euro an de Joren 2021, 2022 an 2023.

Do derniewent recuperéiert de Staat déi ronn 30 Milliounen Euro, déi d'Mutualitéit vun den Employeuren agespuert huet duerch eng Prise en charge vum Krankegeld vum éischten Dag un, andeems e seng Kontributioun fir déi Mutualitéit iwwert de Staatsbudget erofsetzt. D'Employeuren, déi jo normalerweis 20 % vum Krankegeld iwwerholl hätten, droen hiren Deel mat duerch eng Erhéijung vum dem Kotisatiounstaux un d'Mutalitéit vun 1,85 % op 1,90 % iwwert d'Joren 2021, 2022 an 2023.

D'Gesondheetskeess konnt spontan a séier an effikass an der Urgence asprangen, wat méiglech war duerch déi gutt Situatioun, op déi ech am Ufank higewisen hunn, well se ganz héich finanziell Reserven duerch eng virsiichteg Gestioun vun de Sozialpartner an der CNS iwwert déi lescht Joren hat. An, dat däerf een ni vergiessen, duerch deen Drëttel, deen an de Kotisatiounen iwwert de Staatsbudget bäifléisst.

D'Reserven, déi sinn am Moment op engem Niveau vun enger Milliard, dat heescht, 28 % vun de Joresausgaben am Verglach zu deenen 10 %, déi laut Gesetz missten als Reserv ugeluecht ginn.

An ech wëll nach eng Kéier ervirsträichen, dass d'Sozialpartner an och de Staat hei eng gutt Reaktioun haten, wéi d'CNS an déi positiv Chifferen erakomm ass, dat net direkt iwwer Kotisatiounssenkungen oder iwwer Verbesserunge mat der Strenz verdeelt ze hunn, mee dat zréckgeluecht ze hunn. An dat huet sech an dëser Situatioun enorm bewäert, an et gëtt och nach de Sputt, fir cibléiert Verbesserungen an der CNS duerchzesetzen.

D'CNS huet niewent dësen exceptionelle Moossnamen, déi iwwer hire legalen Objet erausginn an duerfir och vum Staat iwwerholl ginn, sech op ganz villen Niveaue bedeelegt an dozou bäigedroen, dass déi Kris konnt ofgefiedert ginn: zum Beispill d'Käschte fir de Gel vun de maximalen 78 Woche Krankegeld op 104 Wochen an natierlech déi vill extra Covidleeschtungen, zum Beispill Consultatiounen oder och Analysen an esou weider. Dat si Méibelaaschtunge vu 40 % (veuillez lire: vu 40 Milliounen), déi awer op de Kont vun der CNS ginn.

D'finanziell Situatioun vun der CNS, déi bleift och heino gesond, dat ëmsou méi, well jo elo déi Gelder zréckfléissen. Onofhängeg vun der weiderer Entwécklung vun der Pandemie an der sanitärer Situatioun ginn de Moment an och an Zukunft weider extraordinär Depensen iwwert d'CNS iwwerholl, déi deels och iwwer hiren Objet erausginn, zum Beispill de Congé pour raisons familiales bei Quarantän an Isolement. A mir wäerten och an Zukunft nach eng Kéier de Kassesturz 2 musse maache vun deene Moossnamen, déi elo weiderlafen. Mee dat ass fir eng nächst Etapp.

Ech hu virdru gesot, dass Sputt bleift, fir déi Versprëchen anzeléisen, déi vun der CNS, vun der Regierung gemaach gi sinn, fir cibléiert Leeschtungsverbesserungen ze maachen, zum Beispill bei de Bréller an endlech a Saache Psychotherapie, bei den Zänn an esou weider, an och dass déi noutwendeg Marge do ass, fir dat ze maachen, wat erwaart gëtt, dat heescht, beim Fleegepersonal déi Verbesserunge vun den Aarbechtskonditiounen an anerer an Ugrëff ze huelen.

Just nach dräi Wierder iwwert de Cheminement vun dësem Projet. De Projet ass den 12.10.2020 deponéiert gi vum Minister fir Sécurité sociale, dem Romain Schneider. Den 28.10. krute mer den Avis vun der Chambre des Salariés, déi sech freet, ob de Montant duergeet. Mee dat ass an enger zweeter Etapp ze gesinn. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass komm a war och positiv. De Conseil d'État hat keng déifgräifend Oppositiounen ze formuléieren. Den 19.11. gouf de Projet de loi an der Kommissioun presentéiert an de 26. gouf de Rapport eestëmmeg ugeholl.

An domat soen ech lech Merci, andeem ech lech bieden, fir de Projet, deen der CNS de Remboursement séchert, deen hir zousteet, mat esou vill wéi méiglech Stëmmen ze verofschidden.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporter, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. An och merci fir d'Disponibilitéit bei all deene Froen, déi mer an der Kommissioun un de Minister haten, fir all déi Äntwerten, déi mer op eis Froe kritt hunn.

Ouni déi Prise en charge vun der CNS hätt de Leit net kënnen esou séier gehollef ginn. An ech mengen, dat ass eppes, wat ee primordial muss an d'Fënster stellen, well d'CNS war jo net verflicht, dat do ze maachen, well et gehéiert net zu hire Käraufgaben. Mee et war wichteg an et war gutt esou, dass d'CNS dat gemaach huet.

A wa mer haut en éischte Kassesturz maachen ... Well dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen - de Rapporter hat et och zum Schluss kuerz ugeschnidden -, hei ass en éischte Kassesturz op den 31. Oktober. Elo si mer den 1. Dezember, do ass schonn den November gewiescht. A mir wësse jo haut nach net, wéini mer de Covid lass sinn. An esou laang wäerten hei nach ëmmer Mesure vun der CNS als Hëllef gefrot ginn. Wat och eng gutt Saach ass, ass, dass d'CNS divers Méiglechkeeten huet. Mee et muss een ëmmer drun denken, dass et net mat haut ofgeschloss ass an dass mer domadder net all déi Suen, déi d'CNS fir de Staat virgestreckt huet, erëmginn hunn. Well et ass jo och wichteg, dass mer dat wëssen.

Et ass jo och wichteg: D'CNS fonctionéiert no engem Assurancëprinzip an et ass d'Assurance vun de Kotisatiounen aus dem Privatsecteur. Mir wäerten och nächsten Donneschdeg nach eng Kéier an enger anerer Diskussioun op déi selwecht Geschicht zréckkommen, wou hei Kotisatiounen opgehuewe gi bei de Versécherten, bei de Betriber, an duerno gëtt de Staat nach eng Partie bäi. Mee et ass awer och wichteg, dass een ëmmer erëm drun denkt, dass dat Sue sinn, déi d'Salariat zesummebruecht huet mat de Patronen, an dass et och wichteg ass, dass duerno déi Sue kënnen zréckkommen, fir aner Leeschtungen, déi vun der Krankekeess schëlleg sinn, déi vun der Krankekeess mussen erbruecht ginn, och kënnen auszebezuelen. De Rapporter huet och dodrop higewisen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass mer ausser deem, wat ech elo gesot hu vum Montant, deen nach net definitiv ass, well mer jo nach net wëssen, wat nach alles an deem Dëppe bäikomm ass, och musse kucken, dass mer vläicht Zwëscherapporte maachen. Mir hunn elo haut een op den 31. Oktober gemaach, mee dass mer eis och duerno d'Wuert ginn, och wann net allkéiers direkt muss e Gesetz komme fir ze bezuelen, dass mer och allkéiers Zwëscherapporte maache fir ze kucken, wou mer dru sinn a wat fir eng Bedeitung dat fir d'Krankekeess huet. Net dass een duerno - ech hoffen et zwar net, ech wënschen et och net - op eemol eng Kéier de Fanger an de Mond hëlt. Mee et ass ëmmer wichteg, dass ee weess, wou mer dru sinn op den 1. Januar, op den 1. Februar, fir allkéiers ze kucken, wou mer dru sinn a wat dat bedeit a wat bis dohinner alles investéiert ginn ass.

Wéi gesot, nach eng Kéier vun eiser Säit mat deene Remarken, déi ech gemaach hunn: Mir sinn averstane mat deem Gesetz, mir ginn deem Gesetz ganz gären d'Zoustëmmung. Mee ech wëll nach eng Kéier soen, dës Prise en charge war noutwendeg, well ouni dës Prise en charge vun der Krankekeess hätten d'Leit an d'Betriber vill méi laang op hir Sue misse waarden.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidpandemie huet Spueren hannerlooss, Spueren, déi net einfach verschwannen, mee eis nach eng Zäit begleede wäerten. D'mental Gesondheet vu ville Leit huet schwéier gelidden, eis Betriber si staark ënner Drock geroden an eist Gesondheetspersonal gouf a gëtt nach ëmmer staark iwwerstrapazéiert.

D'Bevëlkerung ze schützen an eise Gesondheetssystem ze entlaaschten, läit an der Verantwortung vun der Regierung a vun der Chamber. Dës Verantwortung hu mir iwwerholl a mir wäerten och weider déi néideg Decisiounen huelen, och wa se net einfach sinn an och net waren.

D'Betriber zouzemaachen an déi sportlech a kulturell Offeren anzeschränke, sinn Entscheedungen, déi net einfach iwwert d'Knéi gebrach goufen, mee si waren néideg, fir méi katastrophal Auswierkungen ze verhënneren.

Als Revers huet de Staat vill finanziell Mëttele bereetgestallt, fir de Leit esou gutt et geet iwwert dës schwéier Zäit ewech ze hëllefen. An dat wäert och weiderhi gemaach ginn. Nieft de finanziellen Aidë fir d'Betriber an dem Chômage partiel, dee schonn e puermol verlängert gouf, goufen nach weider Mesurë geholl, fir d'Familljen an d'Betriber esou gutt wéi méiglech ze entlaaschten: De Congé pour raisons familiales gouf ugepasst, en neie Congé pour soutien familial agefouert an d'Indemnitéit bei enger Incapacité de travail ausnamsweis vun der Krankekeess an net vun der Mutualité des employeurs iwwerholl.

Genee ëm dës dräi Mesurë geet et an dësem Projet de loi, dee vum Rapporteur a sengem mëndlechen a schrëftleche Rapport ganz gutt duergeluecht ginn ass.

De Congé pour raisons familiales gëtt an der Reegel vun der CNS iwwerholl. Well opgrond vum Lockdown vill Elteren hu missen doheem bei hire Kanner bleiwen, ass et zu enger considerabeler Hausse vun den Demandë fir dëse Congé komm, mat Käschten, déi d'Krankekeess enorm belaascht hunn. Dowéinst sprëngt hei och de Staat an.

Och Strukturen, déi sech ëm eeler oder handicapéiert Persoune këmmeren, hu wärend der éischter Well hir Diere missen zoumaachen. Fir d'Familljemembere vun dëse Leit huet d'Familljeministesch de Congé pour soutien familial agefouert, en neien Typ vu Congé, deen och no dëser Kris bäibehale gëtt, wann eng Struktur an Zukunft aus aussergewéinleche Grënn eng Zäit misst zoumaachen. Och dëse Congé gëtt vum Staat iwwerholl.

Déi drëtt Mesure, wou de Staat hei à charge geet, betrëfft eis Betriber. D'Regierung huet Rekordzommen deblockéiert, fir der Wirtschaft erëm op d'Been ze hëllefen, dat notamment mam Stabilitéitspak a mam Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg". Do derniewt gouf d'Mutualité des employeurs entlaascht, andeems d'CNS d'Käschte fir d'Indemnitéit vu Salariéen am Krankeschäin iwwerholl huet.

Normalerweis bezilt den Employeur de Salarié weider a kritt da vun der Mutualitéit 80 % vum Salaire remboursséiert. Fir den Impakt op d'Employeuren an der aktueller Situatioun esou kleng wéi méiglech ze halen, iwwerhëlt de Staat wärend enger Zäit 100 % vun dëse Käschten. Déi 20 %, déi normalerweis vun den Employeure gedroe ginn, dat sinn zirka 30 Milliounen, wäerten déi nächst dräi Joer iwwert de Kotisatiounstaux un d'Mutualité des employeurs zréckgoen. Den Taux gëtt dofir vun 1,85 % op 1,90 % erhéicht. Dat ass e gesonde Mëttelwee, deen et den Employeuren erlaabt, sech ze erblosen.

Eist Land kann houfreg sinn op säi staarke Sozialsystem an dorobber, datt mir virun dëser Kris gesond Finanzen haten, déi eis et erméiglechen, de Leit an de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Elo gëllt et, weider zesummenzehalen, dës Kris ze iwwerwannen an derfir ze suergen, datt geschwënn erëm jiddereen op sengen eegene Bee ka stoen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänke mat engem Merci un de Rapporter vun dësem Projet de loi. U sech huet en dat meescht gesot. A wéi gesot, ech wëll op e puer Saachen awer agoen, e puer Reflexiounen maachen, mee zum Inhalt, mengen ech, vum Projet de loi ass alles gesot ginn. Den Här Spautz huet och nach eng Rei Remarke gemaach, deenen ech mech och kann uschléissen.

Fir d'éischt stellen ech fest, datt et eis wierklech hei zegutt koum, datt d'CNS iwwert déi noutwendeg Logistik verfüügt, fir eeben dës Operatiounen an där Quantitéit och - de Rapporter huet dat jo och hei detailléiert - schnell, effikass an novollzéibar ze realiséieren.

Dann d'Pandemie, déi huet och gewisen, datt et utile ass, datt eis CNS, also d'Gesondheetskeess - wéi gesot, de Rapporter huet dat gesot -, gesond ass, jo, mee virun allem grouss ass, grouss Reserven huet. Ech mengen, dat war ronderëm eng Milliard Euro, ier d'Kris ugefaang huet. Dëst, do sollt een awer och nach eng Kéier drun erënneren, ass virun allem erméiglecht ginn duerch eng effikass Gestioun - de Rapporter seet: „Mir sinn net mat der Strenz gefuer", eppes wat ganz essenziell ass, mengen ech -, an duerch eng ganz positiv Demografie: Mir hu ganz vill Leit, déi schaffen, par rapport zu deenen, déi net schaffen, wou also de Bäitrag méi kleng ass. Wéi gesot, dat ass och ganz, ganz wichteg ze soen.

An da virun allem, virun allem, mengen ech, muss een awer erëm eng Kéier betounen, datt de Staat awer bis zu maximal 40 % kontribuéiert un de järlechen Ausgabe vun der Gesondheetskeess. 40 % vun engem Budget, vun Ausgaben, déi sech iwwer zwou Milliarde belafen, dat, mengen ech, gesitt Der direkt, dat si ganz grouss Montanten. An do gesäit een och nach eng Kéier, do soll een och wierklech drop insistéieren, datt mer e Sozialstaat hunn, dee wierklech deen Numm och verdéngt.

Mee opgrond vun där aktueller Situatioun kann ee wuel dovun ausgoen, datt effektiv nach zousätzlech Käschten op d'CNS duerkommen, well, wéi gesot, d'Konte sinn hei opgehale ginn um 31.10., an déi wäerten net onbedéngt all duerch dëse Projet de loi ofgedeckt ginn. Spéitstens wann d'Pandemie komplett ënner Kontroll ass, muss et also zu engem neie Kassesturz kommen.

Fir Enn 2021 rechent d'CNS mat enger Reserv vu 24,4 %, mee dat bleift opgrond vun der aktueller Situatioun natierlech immens onsécher. Dofir nach eng Kéier, do ass och d'Virsiicht ugesot.

Mee zum Schluss wëll ech awer hei déi gutt Zesummenaarbecht a Synergie ervirsträichen, déi onkomplizéiert - wann ech dat och kann esou soen - Zesummenaarbecht ervirsträichen, déi vun de Sozialpartner mam Staat hei praktizéiert gouf. De Rapporter huet et gesot, et war kloer net alles an den Attributioune vun der CNS, mee d'CNS huet gesot: Mir iwwerhuelen dat. Natierlech och mat der Hoffnung, wéi gesot, datt se déi Suen erëmkréichen, wat jo och elo hei mat dësem Projet de loi geschitt. An dës Solidaritéit ass nach méi wéi néideg an der Zukunft. Dës Pandemie ass nach net eriwwer a mir brauchen dës Solidaritéit nach an der nächster Zukunft.

Ech soen dem Rapporter nach eng Kéier villmools Merci. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat meescht ass gesot ginn. Ech mengen, dat hei si Mesuren, wéi d'Covidkris ugaangen ass, mat deene mer direkt reagéiere konnten, an op der Plaz hu mer kënne profitéiere bei der CNS vun där Erfarung an där Logistik, déi si haten. An ech mengen, dat koum den Assuréen an deenen, déi et betraff hat, zegutt.

An ech mengen, et ass ganz kloer, datt dat säi Geld kascht huet, mee et ass jo och elo kloer, an dat hu mer ëmmer op der Chambersträibün gesot, datt och déi Sue musse vun der Staatskeess un d'Gesondheetskeess rembourséiert ginn. Well et ka jo net sinn, datt d'Assuréen herno musse fir aner Saachen opkommen, déi si net verschëllt hunn.

An deem Sënn begréisse mir, datt mer dat rembourséieren, an ech bréngen den Accord vum ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerten dat heite Gesetz natierlech och matstëmmen. Eng ganz Rëtsch Virriedner hunn et scho gesot: D'CNS ass kuerzfristeg a relativ onbürokratesch, a kierzester Zäit agesprongen, fir Käschten ze iwwerhuelen, déi net onbedéngt an hirem Corebusiness vu Käschteniwwerhuele leien.

Mir hunn alt erëm eng Kéier gesinn, datt d'CNS als staarke Pilier vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem eng immens Wichtegkeet huet an och eng immens Reaktivitéit huet, fir kënnen op Noutsituatiounen ze reagéieren.

Et ass och gesot ginn, et ass souwuel de Salariéë gehollef gi mat deene kuerzfristege Mesuren, mat verschiddenen Initiative wéi dem Congé pour raisons familiales, déi och ernimmt gi sinn, awer, an dat däerfe mer net vergiessen, och den Employeuren ass ganz kuerzfristeg an onbürokratesch gehollef ginn, deenen

Employeuren, déi, wann ech d'Press richteg liesen, elo sech awer erëm eng Hellewull beschwéieren iwwer Gesetzer oder eng Gesetzespraxis, déi zënter iwwer 30 Joer hei zu Lëtzebuerg existéiert, nämlech datt all zwee Joer de Mindestloun adaptéiert gëtt. Also och déi Employeure konnte profitéiere vun eisem ëffentleche Gesondheetssystem. Och dat muss een heiansdo rappeléieren, och wann et elo richteg ass, datt de Staat agräift an de Staat dorop hiwierkt, fir déi Fraisen, déi d'CNS virgestreckt huet, ze rembourséieren.

E leschte Gedanken ass, wat d'Zukunft vun der Gesondheetskeess ugeet a vum Finanzement vun der Gesondheetskeess: Ech mengen, datt mer net derlaanschtkommen, no der Covidkris - also mëttelfristeg - eis Gedanken ze maachen iwwert d'Leeschtunge vun der CNS, déi, mengen ech - wéi hei och scho gesot ginn ass -, richtegerweis mussen ausgebaut ginn an Zukunft, fir eise Gesondheetssystem nach méi performant ze maachen. A mir mussen dann och driwwer diskutéiere kënnen, wéi mer nach vläicht aner Finanzéierungsquellen erschléissen, déi am Moment nach onerschloss bleiwen, fir genau déi Leeschtungen am Interessi vum lëtzebuergesche Gesondheetssystem kënnen ze garantéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, eis ass alleguerte bewosst, datt dëst Gesetz e wichtegt Puzzlestéck ass, fir d'Zukunft vun eisem Sozialsystem op d'mannst mëttelfristeg ofzesécheren. An ech schléisse mech als Éischt emol de Mercien un de Rapporter u fir säin ausféierleche Rapport, souwuel schrëftlech wéi och mëndlech. Mee ech schléisse mech awer och de Mercien un d'CNS un, déi hei wierklech exemplaresch gewisen huet, firwat een e staarke Sozialsystem brauch a firwat et wichteg ass, datt mer net onbeduerft dorunner seeë ginn.

Et ass sécherlech esou, datt d'CNS hei a Virleeschtung gaangen ass an duerfir zu Recht - an dat gouf jo och gesot - déi Suen hei zréckkritt. Et däerf net op Käschte vun den Assuréë goen, fir eppes opzekommen, wat net vun hinne verscholt ass. Bon, wann een dee Gedankegang weiderspënnt, da kënnt een op eemol op ganz komesch Gedanken. Duerfir bleiwen ech einfach dobäi an ech soen: Et ass wichteg, datt déi Kris hei net einfach nëmmen um Réck vun Eenzelnen ausgedroe gëtt, mee datt d'Solidargemeinschaft, déi mer sinn, derfir opkënnt.

A wann ech dobäi sinn, da kënnt mer awer an de Kapp, datt dat heite jo als Éischt emol den Employéë gehollef huet, zweetens den Employeuren, fir d'Leit an der Aarbecht ze halen, well et ass ëmmer besser, Aarbecht ze finanzéiere wéi Chômage ze finanzéieren. Mee eng ganz Rëtsch Leit sinn trotzdeem ze kuerz komm, an dat sinn nämlech déi, déi net onbedéngt vun engem Krankeschäi konnte profitéiere respektiv déi och do Limitten hunn, a dat sinn natierlech eis Independanten, dat sinn natierlech eng ganz Rëtsch Patronen aus Betriber, déi deelweis hu missen zoumaachen, déi also wärend enger Fermeture forcement och net kënnen am Krankeschäi sinn.

Deementspriechend hoffen ech, an ech hat dat mat enger Motioun probéiert heibannen, datt mer déi Hëllefspäck, déi ënnerwee sinn, déi d'Regierung scho vollmundesch annoncéiert huet, datt mer déi dann awer elo och zäitno behandelen, datt mer déi zäitno och hei zum Vott kréien, well et vergeet, mengen ech, keen Dag, wou sech net déi eenzel Patronen d'Fro stellen, ob et nach esou ka weidergoen oder net. An dat huet zwar mat deem heite Projet, wou d'CNS ausdrécklech nach eng Kéier eng wierklech gutt Aarbecht geleescht huet, net direkt eppes ze dinn, mee et ass awer e Symptom vun engem grousse Malaise. A mir sollten eis heibannen deene Symptomer net verschléissen an derfir suergen, datt mer ganz séier all den Employéen an den Employeuren hëllefen, datt et hei net zu enger grousser Sozialkatastroph kënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert: de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Merci och engersäits dem Rapporter fir säi schrëftlechen a virun allem och säi mëndleche Rapport. Mee merci virun allem och de Riedner hei, déi, mengen ech, en ligne vun deem, wat hie gesot huet, drop agaange sinn, wat grad d'Wichtegkeet ass vun dëser … An ech nennen et elo net de Kassesturz. Ech war zwar selwer deen, deen deen Term lancéiert hat, mee ech mengen éischter, datt dat hei eng Bedeelegung vum Staat un de Covidmesuren ass, déi eeben iwwerholl goufe säitens vun der CNS, wat net direkt hir Haaptaufgab war. Kassesturz ass ëmmer eppes Negatives, dofir mengen ech, sollte mer an Zukunft och vun enger Bedeelegung vum Staat un de Covidmesure schwätzen.

Et ass awer gewosst, an do sinn d'Riedner all drop agaangen, datt mer dësen Exercice sécher och nach mussen eng zweete Kéier maachen, fir d'Dekonten ze maachen. Hei ass nämlech keen Dekont, hei ass eng Situatioun, déi sech op de Moment baséiert. Déi baséiert sech zwar e bësse méi wäit wéi op den 31. Oktober. All déi Zuelen, déi de Rapporter genannt huet, si schonn definitiv Zuele fir de 24. November, dee mer kënne rechnen, souwuel wat d'Leit, d'Beneficiairë vum Congé pour raisons familiales betrëfft, wéi doriwwer eraus och de Congé pour soutien familial, wéi awer och, an do ass jo definitiv d'Virstrecke säitens vun der Gesondheetskeess vum éischten Dag un, vum Krankegeld. Dat sinn definitiv Zuelen, déi effektiv konnte bis de 24. November elo scho chiffréiert ginn.

Mir gesinn also, datt mer relativ no eigentlech bei deem sinn, wat och wierklech gebraucht gouf a wat virgestreckt gouf, well mir kenne jo och déi zwou Haaptaktiounen, déi am Prinzip gemaach goufen a virgestreckt goufe vun der CNS: Engersäits de Congé pour raisons familiales, deen ass awer vill méi kleng fir de Moment. D'Schoule sinn op, d'Crèchë sinn op, vun do aus ass dee Volet vill méi kleng ginn. An op där anerer Säit de Congé pour soutien familiale, dat ass iwwerdeem e klenge Volet, hei schwätze mer an der éischter Phas vu 54 Leit, do si mer bei enger Charge vu manner wéi enger Millioun, souguer de Moment ëm déi 600.000 Euro. Also et ass eng Saach, déi de Moment previsibel ass, déi een effektiv och ka konkreet mat arechnen. Ech géif awer och dovu profitéieren - an et gouf hei scho gesot vu ville Riedner, déi sinn drop agaangen, déi eenzel Fraktioune souguer -, fir op déi wichteg an déi richteg Roll, déi hei d'Sozialpartner gespillt hunn, anzegoen.

Hei hu mer ganz einfach eng séier Léisung fonnt. Hei hu mer net nëmmen e Sozialdialog gehat, nee, mir hunn Decisioune geholl ënner Partner, eng grouss Solidaritéit gewisen. An der Regierung engersäits de Sozialminister zesumme mam Finanzminister. Och hei muss ee soen, datt mer e ganz séiert Zesummeschaffen haten. Mir Allenzwee waren an de Quadripartitten am Fréijoer an am Hierscht, fir transparent ze weisen, wat géif geschéien, wat géif lafen a wéi och herno den Dekont respektiv dëse Projet an engem Gesetzesprojet géif ofgewéckelt ginn. Déi 386 Milliounen, déi, mengen ech, de Mëtteg - esou wéi ech héieren hunn - d'Chamber wäert stëmmen, dat sinn am Ganzen, dat wësst Der, eng 400 Milliounen, vun deene mer 14 Milliounen ofzéie wéinst enger Participatioun vun der CNS, vun enger Rei Saachen, déi vun hinnen iwwerholl gi sinn, sief dat zum Deel Infrastrukturen oder Material, déi direkt eigentlech och an hire Kompetenzberäich erafalen, wéi och gewosst ass, datt aner Moossnamen, wéi zum Beispill verschidden Akten, verschidde Prestatiounen och direkt nach eng Kéier iwwerholl goufen am Beräich vun der CNS.

Déi 386 Milliounen, an dat stëmmt effektiv, déi brauche mer och an der CNS. Mir haten, an dat stëmmt, virum Ausbroch vun der Pandemie Reserve vun e bësse méi wéi enger Milliard. Mir stoungen eigentlech relativ gutt do.

Mir hunn och gesot, ganz kloer, datt an deenen nächste Joren d'Gesondheetskeess keng Spuerkeess soll sinn, mee datt do genau soll investéiert ginn an nei Prestatiounen, déi mer virun allem de Famille géife ginn, wou eng Rei Saachen nach in petto leien zënter enger Rei Joren, an datt mer eigentlech och do gewëllt wären, datt all Kéiers, vu Joer zu Joer, de Solde annuel géif erofgoen. Mir haten ëmmer esou gerechent, datt dat eng 100 Millioune kéinte pro Joer sinn, dann hätt een e gewësse Sputt gehat. Mir mussen awer oppassen, dass mer déi effektiv kontrolléierbar behalen, dës Méidepense wéi och d'Recetten. An dat ass e groussen Defi, wou mer eis och d'Wuert ginn hunn an der Quadripartite, datt mer e Groupe de travail asetzen, dee pluriannuel dat Ganzt eng Kéier wäert iwwerkucken, fir och do Sécherheeten a Garantien ze ginn, datt och d'Gesondheetskeess an Zukunft wäert op feste Féiss stoen.

Niewent de Mechanismen ass vläicht nach ganz interessant eriwwerzebréngen, datt grad och d'Fréijoersquadripartite, awer hannendru virun allem d'Hierschtquadripartite nach eng Kéier drop higewisen huet, wat vun enger Rei Riedner scho gesot ginn ass, datt mer Prestatiounen, déi mer eigentlech decidéiert haten 2016, 2017 schonn am Beräich vun den Zänn, am Beräich vun de Bréller, datt mer déi schnellstméiglech mussen ëmsetzen an datt déi och op kee Fall a Fro gestallt ginn elo - grad elo! -, wou och vläicht d'Situatioun e bësse méi ugespaant ass. Doniewent mussen och eng Rei Konventioune respektiv eng Rei vun Adaptatioune vun Nomenclaturen elo kommen an dat muss relativ schnell vustattegoen.

An deem Sënn, mengen ech, ass dat heiten e Gesetz, dat elo d'Keese vun der Gesondheetskeess erëm fëllt op een Niveau, dee méi wéi anstänneg ass. Mir hunn et ausgerechent gehat an der Hierschtquadripartite, elo komme mer erëm op Reserve vun 850 Milliounen, gewosst, datt mer elo fir d'éischt emol 200 Millioune kréien an dann all Kéiers 62 Milliounen iwwert déi nächst dräi Joer verdeelt wäerten an d'Keesen zréckkommen. Ech mengen, domadder kann och eng Gestioun gemaach ginn, déi ganz rezent (veuillez lire: effikass) ass.

Et ass eng vun den Aufgabe vun der CNS, hei anzesprangen, e soziaalt Netz opzebauen. Ech mengen, hei huet se voll hir Roll gespillt. Mir hunn en anere Volet, mengen ech, wou mer och als CNS nach effektiv mussen Efforte maachen, dat wësse mer och bei der CNS an dat ass och an der Quadripartite a virun allem um Gesondheetsdësch diskutéiert ginn: Dat sinn d'Kontakter tëschent Assuréen, Prestatairen, awer och der CNS. Hei mussen och Saache verbessert ginn.

Ech mengen, och hei ass nach e grousse Sputt. De Moment gouf sech méi konzentréiert op d'Gestioun virun allem vun dëser schwéierer Pandemiezäit, mee dat anert ass sécher net vergiess, an do wäerte mer och kucke mussen, déi Kontakter ze fleegen, ze verbesseren an deenen nächste Joren.

Op jidde Fall vun dëser Plaz aus merci jiddwerengem, deen heiru geschafft huet, datt mer kënnen dës Situatioun presentéieren, datt mer virun allem grad an dëser Pandemie och d'Chance haten, datt engersäits, wéi hei scho gesot, d'Salariéen hir Sue konnten zu all Moment kréien, datt also do kee Problem war vu Liquiditéiten, datt op där anerer Säit awer och d'Betriber keng Liquiditéitsschwieregkeeten haten, andeem ee virun allem vum éischten Dag u Krankegeld ausbezuelt huet. Hei war e bëssen eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen, an der Optik, datt mer dës schwéier Zäit hei konnten iwwerbrécken.

An deem Sënn soen ech der Chamber e grousse Merci, datt, wéi ech héieren hunn, dëse Projet eng relativ staark Zoustëmmung fënnt. An an deem Sënn gi mer eis sécher Rendez-vous, sief et an der Kommissioun oder am Parlament hei, fir nach eng Kéier deen definitiven Dekont da kënnen ze maachen.

Merci bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7678.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7678 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 7442, eng Transpositioun vun zwou europäeschen Direktiven an nationaalt Recht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, ech presentéieren Iech elo de Mëtteg e Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7442 iwwert d'Ausweidung vum Recht op Assistance judiciaire am penale Beräich an am Kader vun de Prozedure vun engem Mandat d'arrêt européen. D'Ännerungen, déi mer haut zum Vott stellen, ginn aus zwou EU-Direktiven ervir, wéi de President et schonn ernimmt huet.

Wat ass am Fong d'Assistance judiciaire? E puer Wuert fir unzefänken: Firwat ass déi wichteg? Am franséischsproochege Raum och bekannt als Aide juridique oder Aide juridictionnelle, ass et an engem Rechtsstaat e weesentlecht Instrument, fir den Zougang zur Justiz fir all Bierger wierklech ze garantéieren. Bierger, déi sech selwer keen Affekot kënne leeschte respektiv d'Fraisen, déi mat enger Justizaktioun verbonne sinn, net kënnen droen, déi hunn e Recht op Assistance judiciaire. De Conseil de l'ordre vum Barreau an der Stad huet d'Missioun, déi Assistance judiciaire ze organiséieren, dat ass virun enger Rei Joren esou gereegelt ginn.

Mee ëm wéi eng Fraise geet et dann, wann ee vun Assistance judiciaire schwätzt? Ech huelen e puer Beispiller aus dem Artikel 8 vum modifizéierte Règlement grand-ducal vum September 1995 ervir. Do geet et ëm den Enregistrement, d'Timberen, déi een do muss bezuelen, et geet natierlech ëm d'Honorairë vun den Affekoten - ech mengen, dat ass am meeschte bekannt oder gëtt dorënner verstanen -, mee et falen och Fraisen u vun den Dierwiechter, Honorairë bei den Notairen, da gëtt et Taxen ze bezuelen, wann Der Zeie rufft, an da gëtt et ganz oft Iwwersetzungsfraisen an och Frais de déplacement. Dat heescht, et geet wäit iwwert d'Onkäschten eraus, déi een engem Affekot just misst bezuelen.

Bon, fir Assistance judiciaire ze kréien, ass d'Konditioun natierlech ëmmer déi, dass d'Persoun muss noweisen, dass se net iwwert déi finanziell Mëttele verfüügt. Si muss dat kënnen noweisen, dat steet am Artikel 1 vum selwechte Reglement.

Zum Inhalt elo vum Projet de loi: Et geet ëm d'Ëmsetzung vun Dispositiounen aus zwou Direktiven. Déi éischt ass d'(UE) 2016/1919 vum Europaparlament a vum Conseil vum Oktober 2016 « concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects, les personnes poursuivies dans le cadre de procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ». Et sinn also net déi lokal Affären, ëm déi et sech handelt, mee wa Leit aus dem Ausland … wa mer eng international Affär hunn.

An zweetens gëtt et verschidden Dispositiounen aus der Direktiv 2012/29/UE vum Europaparlament a vum Conseil vum Oktober 2012, « établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre » vum JAI vun 2001 Nummer 220.

E puer Wuert op Franséisch, ëm wat déi Direktiv geet: « Elle vise à garantir aux suspects, aux personnes poursuivies dans le cadre de procédures pénales, ainsi qu'aux personnes dont la remise est demandée de bénéficier de l'assistance d'un avocat rémunéré par les États membres, indifféremment de leur statut juridique, de leur citoyenneté ou de leur nationalité. Ils doivent bénéficier du droit d'accès à un avocat en vertu de la directive 2013/48/UE, ne pas y avoir renoncé, et être soit privés de liberté, soit tenus d'être assistés par un avocat conformément au droit de l'Union ou au droit national, soit tenus d'assister à une mesure d'enquête ou de collecte de preuves ou autorisés à y assister. Ces mesures concernent au moins les séances d'identification des suspects, les confrontations et les reconstitutions de scènes de crimes. »

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wann déi betraffe Leit also net bemëttelt sinn, géif et Schwieregkeete ginn, déi Prozeduren duerchzeféieren. D'Aarbechten zu däser Direktiv a virun allem den Trilog mam Europaparlament sinn 2015 gelaf, also wärend der Lëtzebuerger Presidence, wou de Félix Braz dru bedeelegt war.

D'Exigenzen aus däser Direktiv si scho gréisstendeels an dem Lëtzebuerger Regimm iwwert d'Assistance judiciaire berücksichtegt. Dëse Regimm besteet haaptsächlech aus dem Gesetz vum 18. August 1995 iwwert d'Assistance judiciaire.

A mam Gesetz vum 8. Mäerz 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale goufen den Accès op den Affekot an déi meeschten Dispositiounen aus der zweeter grad genannter Direktiv iwwert d'Rechter, d'Ënnerstëtzung an de Schutz vun Affer vu Kriminalitéit gréisstendeels ëmgesat.

Am modifizéierten 1991er Gesetz iwwert den Affekoteberuff gëtt festgehalen, dass de Conseil de l'ordre d'Missioun huet, d'Assistance judiciaire ze organiséiere vun de Persounen, deenen hir Ressource-financièren eeben net duerginn, fir d'Fraise vun der Verteidegung ze iwwerhuelen.

Et ass awer esou, dass déi aktuell Legislatioun näischt seet iwwert d'Situatioun vun den Affer, déi sech als Partie civile constituéieren, an näischt iwwert déi verdächteg oder inkulpéiert Persounen am Kader vu penale Prozeduren, deenen hir Residenz net zu Lëtzebuerg ass oder wou et sech gegeebenefalls ëm Persounen aus Drëttlänner handelt.

Wéi reagéiere mir dorobber? Mam neien Text wäerten déi Leit, déi am Kader vun enger penaler Prozedur poursuivéiert ginn, a Leit, deenen hir Remise am Kader vun engem europäeschen Haftbefeel gefrot ass, e Recht op Assistance judiciaire kréien, ouni Konditioune vu Wunnsëtz oder Nationalitéit mussen ze erfëllen, grad wéi och d'Victimmen, déi sech Partie civile erklären am Kader vun enger penaler Prozedur, déi hei zu Lëtzebuerg leeft, och wa se Netresident si respektiv aus engem Drëttland kommen.

De Kalenner vun eisen Aarbechte fir dëse Projet de loi: D'Gesetz ass deposéiert gi vum Félix Braz den 22. Mee 2019. De Staatsrot huet am Juli 2019 en éischten Avis ofgi mat zwou Oppositions formelles. En huet eis den 13. Oktober 2020 elo en Avis complémentaire ginn, wou déi zwou Opposition-formellen ewechgefall sinn. D'Kommissiounssitzung war am Februar 2020 fir d'Presentatioun, de Rapporteur ze designéieren a wou mer d'Artikelen duerchgeholl hunn. Den 1. Juli dëst Joer hu mer dunn Amendements gouvernementaux presentéiert kritt, déi mer zwee Deeg drop och ugeholl hunn. Den 18. November elo hu mer de Rapport ugeholl.

Mir krute weider Avisen: am Mee 2019 dee vun der Cour supérieure de la justice an den Avis vun dem Friddensgeriicht vun Esch, den Avis vum Barreau aus der Stad am Juni 2019, duerno krute mer d'Avise vum Parquet général a vun de Parqueten Dikrech a Lëtzebuerg am Juli 2019 a mir kruten en Avis vum Friddensgeriicht vun Dikrech am Juli 2019. An elo hu mer och nach en Avis non-daté aus dem Bezierksgeriicht aus der Stad kritt.

En gros waren déi Avisen all favorabel zum Projet de loi, mee de Barreau huet ënner anerem drop higewisen, och nëmmen déi Persounen ze assistéieren, déi onbemëttelt sinn, an dass d'Assistance de plein droit deenen zougesprach gëtt, déi explizitt am Artikel 1 virgesi sinn. De Barreau huet och d'Fro gestallt, wéi et da mat der Assistance ass, wann déi betraffe Persoun sech net als Partie civile constituéiert respektiv sech wärend dem Prozess op deem Punkt zréckzitt. D'Kommissioun huet deenen zwou Remarke Rechnung gedroen.

Wat steet och am Avis vum Staatsrot? Nieft enger Rei legistesche Remarke waren et eeben zwou Opposition-formellen, déi mat den Amendements gouvernementaux geléist goufen. Déi éischt Opposition formelle war eng Inkohärenz an der Terminologie: Gëtt et en Droit à l'assistance judiciaire, esou wéi et am Gesetz vun 1991 formuléiert ass, oder kann eng Assistance judiciaire accordéiert ginn, wéi et an der éischter Fassung vun dësem Projet de loi formuléiert war? De Staatsrot seet ganz kloer, dass et hei ëm e Recht geet, dat jiddwerengem zousteet, deen d'Konditiounen erfëllt, an dofir och déi entspriechend Terminologie soll genotzt ginn.

Bei der Ofännerung vum Artikel 37-1 Paragraf 6 vum 1991er Gesetz iwwert den Affekoteberuff, an deem et ëm de Retrait vun der Assistance judiciaire duerch de Bâtonnier geet, huet de Conseil d'État de proposéierte Libellé mat enger Opposition formelle beluecht. Et ass eng Insécurité juridique ginn. Mir hunn dëst par Amendement rektifizéiert an et ass elo kloergestallt, dass d'Affer, déi sech wëlle Partie civile constituéieren, vun der Assistance judiciaire kënne profitéieren.

Ech schléissen heimadder mäi mëndleche Rapport a soe jidderengem Merci, deem um Ministère, an der Chamber an a menger Fraktioun un den Aarbechte bedeelegt war, an all deenen, déi mat hiren Avisen zum Echange bäigedroen hunn. Merci och un d'Kolleegen aus der Justizkommissioun fir déi gutt Diskussiounen an eise Sitzungen, wou mer all erdenklech Cas-de-figurë wierklech duerchgespillt hu fir sécherzestellen, dass d'Recht op d'Assistance judiciaire och an alle gewollte Fäll gräift.

Ech froen, wéi gesot, d'Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun dofir. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Am Rechtssystem an engem Penalprozess hutt Der ganz oft zwou Parteien: op där enger Säit den Inculpé oder de Prevenu, also de sougenannten Täter, an op där anerer Säit d'Victime. Fir de sougenannten Täter spillt de grousse Prinzip vun der Présomption d'innocence a fir d'Victime ass et wichteg, datt se en adequaten Accès op den Dossier kritt, fir hir Rechter geltend ze maachen. D'Présomption d'innocence ass an eiser medialer Welt leider net ëmmer esou respektéiert, wéi dat misst sinn.

Fir datt déi zwee Prinzippie gëllen oder déi zwou Persoune kënnen hir Prinzippie geltend maachen, wa se net d'Moyenen hunn, ass generell d'Assistance judiciaire am Strofprozess do, niewent den zivillen a kommerzielle Prozesser.

Hei féiere mer elo duerch dëse Projet de loi an, datt, wann a Strofprozesser oder wann ee soll ausgeliwwert ginn, eng Partei betraff ass, déi net zu Lëtzebuerg wunnt oder déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet, déi och kann d'Assistance judiciaire kréien. D'ailleurs, am Projet vum Staatsbudget, dee mer dann och muer an der Commission juridique diskutéieren, gesäit een, datt de Montant vun der Assistance judiciaire och wäert an d'Luucht goen, wat och gutt ass.

Duerfir: Hei ass et wichteg, datt jiddwereen, dee mat der Justiz ze dinn huet, ka seng Rechter geltend maachen. An duerfir ass et esou wichteg, datt déi Leit, déi leider net d'Moyenen derfir hunn, Assistance judiciaire kréien. Et ass e fundamentale Prinzip vun eisem Rechtssystem an duerfir gëtt d'CSV hiren Accord zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech dem Här Rapporter Merci soe fir seng gutt Aarbecht. Souwuel seng schrëftlech wéi och mëndlech Ausféierung erlabe mer, mech kuerzzefaassen.

Bei dësem Projet geet et ëm d'Aide judiciaire an domat ëm ee vun de wichtegste Piliere vun engem Rechtsstaat. Den Accès zu der Justiz muss onofhängeg si vun de finanzielle Mëttele vun engem Justiciabelen. Jiddereen an eiser Gesellschaft soll d'Recht an d'Méiglechkeet hunn, fir seng Interête viru Geriicht ze verteidegen.

Deemno géing ech och e puer Punkten ervirsträichen, déi eis als DP ganz wichteg waren a bei deene mer frou sinn, dass eisen Input an der Kommissioun ugeholl ginn ass an d'Gesetz no dëse Proposen ugepasst ginn ass.

Dëst wier dann zum engen de Punkt iwwert d'Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Assistance judiciaire iwwerhaapt dierfen unzefroen. Natierlech ginn et Gesetzestexter, an och dësen Text definéiert kloer d'Konditiounen, déi eng Persoun muss erfëllen, fir eligibel ze sinn, esou zum Beispill d'Insuffisance des ressources, wou dann och déi néideg Pièce-justificativë musse virgeluecht ginn.

Mee de Fall gesat, et handelt sech hei ëm en Nonresident an dee gëtt virleefeg festgehalen, e soll ausgeliwwert ginn oder e sëtzt och nach am Prisong an huet eventuell och keng Méiglechkeet, mat Drëttparteien ausserhalb vum Prisong ze kommunizéieren oder sech déi néideg Pièce-justificativen ze beschafen, dann hätt dee riskéiert, keng Assistance judiciaire ze kréien.

Als DP war et eis hei wichteg, wierklech all Mënsch d'Méiglechkeet vun der Assistance judiciaire ze erhalen. Deemno si mer och ganz frou doriwwer, dass eis Remarken hei zréckbehale gi sinn an dass deene Persoune weiderhin e provisorescht Recht zousteet, eng Aide judiciaire an Usproch ze huelen, dëst en attendant bis et hinne méiglech ass, déi néideg Dokumenter ze erbréngen.

An dësem Kontext war et eis awer och wichteg, d'Affekoten ofzesécheren. Nun, et ka jo ëmmer emol virkommen, dass eng Persoun tatsächlech d'Krittären net erfëllt an hir deemno d'Assistance judiciaire entzu gëtt. Bis dohin huet den designéierten Affekot awer schonn Aufgabe fir säi Mandant erfëllt an et ass och deementspriechend ze remuneréieren.

Och hei freeë mer eis als DP, dass eisem Kommentar Rechnung gedroe ginn ass an all déi Akten, déi den Affekot bis zu deem Zäitpunkt ausgefouert huet, wäerten iwwert d'Assistance judiciaire couvréiert ginn. Dat ass natierlech am Sënn vum Affekot, mee assuréiert dem Mandant nach emol méi e finanziell onofhängegt a fair Traitement zu jidder Moment.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e weidere Punkt, deen eis wichteg war, ass den Aspekt vun der Partie civile. Hei hat meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann drop opmierksam gemaach, dass d'Persounen oft eréischt eng Partie civile presentéieren, nodeems se sech mat hirem Affekot consentéiert hunn. Dat ass also oft eréischt no deem Delai vun dräi Deeg, deen ufangs an dësem Text virgesi war.

Och de Barreau hat jo an dësem Punkt op deen extreem kuerzen Delai higewisen a mir als DP si frou, dass dës Aschätzung consideréiert an den Delai deementspriechend ugepasst gouf.

Fir eis hat sech och d'Fro gestallt, wéi d'Assistance judiciaire gehandhaabt gëtt, wann d'Demande vun enger Partie civile als irrecevabel consideréiert gëtt. An dësem Kontext war et eis ganz wichteg ze klären, wien d'Responsabilitéit dréit, de Barreau iwwert d'Intentioun, Partie civile anzereechen, ze informéieren.

Mir ware frou ze gesinn, dass de Barreau et hei d'selwecht gesinn huet a schliisslech méi prezis am Gesetzestext festgehale ginn ass, wiem dës Tâche an der Prozedur vun der Aide judiciaire operluecht gëtt, dëst am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozesser an enger besserer Vertriedung fir d'Mandanten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn ufangs gesot, empfanne mer et als wichteg a richteg, d'Assistance judiciaire, wéi virdru vum Här Rapporter presentéiert, ze assuréieren. An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Knaff. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, d'Ëmsetzung vun dësen zwou Direktiven dréit zu der Stäerkung vum Rechtssystem duerch eng Stäerkung vum Rechtsbäistand bäi, egal ob een am Kader vun enger penaler Prozedur e presuméierten Täter oder Affer ass, a virun allem och, wann een Nonresident ass, an dat fir Affären, déi virun de Lëtzebuerger Geriichtsbarkeete plädéiert ginn.

Et ass also hei eng Erweiderung, déi stattfënnt, vun de Beneficiairë vun der Assistance judiciaire, fir hinnen och den Accès zu der Justiz ze garantéieren. An ech mengen, et ass ganz kloer e fundamentalen Aspekt, deen Accès kënnen ze garantéieren. An dat kann een hei nëmme begréissen. An duerfir stëmme och mer als LSAP dësem Projet de loi zou.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. A merci dem Rapporter Charles Margue fir dee gudde Rapport. Et ass nach eng Kéier ervirzehiewen, dass effektiv an der Kommissioun ganz vill Bemierkunge koumen. An et muss een och eng Kéier do ganz luewend soen, dass alleguerten déi Kommentaren och opgegraff gi sinn, soudass déi Verbesserunge stattfonnt hunn. An och mir Piraten wäerten eisen Accord dozou ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, Här President, léif Deputéiertinnen an Deputéiert, d'Haaptzil - de Rapporteur huet et a sengem ausféierleche Rapport gesot - vun dësem Projet ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2016/1919 vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert d'Assistance judiciaire, en elementar wichtegt Instrument, Dir sidd am Detail alleguerte schonn dorobber agaangen.

Dëse Projet de loi komplettéiert d'Ëmsetzung vun deem ganzen EU-Package iwwert d'Garantie procédurale souwuel fir déi presuméiert Stroftäter wéi och fir d'Affer. An enger éischter Etapp war jo d'Gesetz vum 8. Mäerz 2017, dat direkt véier Direktiven ëmgesat huet. Duerno koum d'Gesetz vum 10. August 2018 iwwert d'Présomption d'innocence. D'Rechter an d'Garantien an dësen Instrumenter si ganz enk matenee verbonnen.

Esou ass den Zweck vun der Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, d'Recht op en Affekot, virgesinn duerch déi uewe genannt Direktiv vun 2013 fir d'presuméiert Täter an der Direktiv vun 2012 fir d'Affer, effektiv ze garantéieren.

D'Assistance judiciaire kenne mer hei zu Lëtzebuerg och schonn eng ganz Rei Joren, zënter dem 10. August 1991, an eng gréisser Ännerung gouf et besonnesch duerch d'Gesetz vum 21. Juni 2007. A mir sinn och am Moment erëm amgaangen, un enger gréisserer Adaptatioun vun der Assistance judiciaire ze schaffen, wou mer d'nächst Joer wäerten d'Geleeënheet kréien, dat an der Justizkommissioun grondleeënd ze diskutéieren.

Den Impakt - de Léon Gloden hat virdru vum Impacte budgétaire geschwat - vun deem heite Gesetz ass natierlech schwéier virauszegesinn, mee Dir wësst, et ass e Crédit non limitatif, soudass mer eeben déi néideg Moyenen och vum Budget zur Verfügung gestallt kruten.

Effektiv gesäit awer déi aktuell Gesetzgeebung näischt explizitt vir, wat d'Situatioun vun de Verdächtegen, Beschëllegten oder de Parties civiles am Kader vun enger Procédure pénale ugeet, déi net hei zu Lëtzebuerg hir Residenz hunn oder carrement Ressortissant vun engem Pays tiers sinn. Wéi och ëmmer, an der Praxis ginn d'Bestëmmunge vun den Direktiven, déi ze transposéiere sinn, awer scho laang am Grand-Duché appliziéiert. An et ass virun allem awer de Cas de figure vun den Drëttlänner, deen hei wäert wichteg sinn.

De Projet de loi consacréiert den Droit à l'assistance judiciaire fir Mënschen, déi wuel am vulnerabelste sinn, Mënschen, déi hir Rechter am Kader vun enger Procédure pénale musse verdeedegen. De presuméierten Täter oder de Beschëllegten, voire déi Persoun, déi den Objet vun engem Mandat mécht, hunn d'Recht op eng Assistance dee Moment, wou si och Recht op en Affekot hunn, laut dem Code de procédure pénale, onofhängeg vun hirer Nationalitéit oder der Residenz. Och en Affer vun enger Strofdot hei zu Lëtzebuerg huet d'Recht op eng Assistance judiciaire, wann d'Affer eng Partie civile wëll maachen.

Verschidden Ajouten am Gesetz - an ech soen effektiv och der Kommissioun Merci fir déi ganz konstruktiv Diskussiounen, déi mer haten - prezisséieren, wéi déi Demande da gehandhaabt gëtt vun der Kopie vun der Partie civile, déi hannerluecht muss ginn, an den eventuelle Retrait vun der Assistance judiciaire, wann dat net sollt geschéien.

Am Commentaire des articles gëtt preziséiert, wann eng Persoun an der Onméiglechkeet ass, fir hir Revenue kënnen ze beleeën, dass weiderhin no der Praxis verfuer gëtt, dass et eng Presomptioun gëtt vun Absence de ressources suffisantes an dass op alle Fall eng Assistance judiciaire provisoresch kann accordéiert ginn, bis d'Persoun en mesure ass, hir Revenuen ze beleeën.

Falls dem Affer seng Demande de partie civile sollt irrecevabel sinn, versteet et sech vum selwen, dass d'Affer d'Assistance net muss zréckbezuelen. E wichtegt Instrument also, wat d'Effektivitéit ugeet vun de Garanties procédurales, d'Kärstéck an onsem Rechtssystem.

An ech soen Iech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7442. Den Text steet am Document parlementaire 7442[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7442 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7614 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° du Code de procédure pénale

Mir schléissen d'Sitzung vun de Mëtteg mam Projet de loi 7614 iwwert déi sougenannt Eurojust-Agence. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice.*- Ech soen Iech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e recht kuerzen an à première vue vläicht och méi en onspektakuläre Projet de loi, deen ech haut dierf virstellen, mee et ass awer e ganz wichtegen. Et geet ëm Eurojust an ech mengen, ech muss do vläicht e bësselchen am Virfeld erklären, ëm wat et sech do handelt.

Eurojust ass am Februar 2002 gegrënnt ginn an et ass en europäescht Organ, dat zum Zil huet, d'Coordination judiciaire en matière pénale op EU-Niveau ze verbesseren. Et geet also ëm d'Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht um Niveau vun de grenzïwwerschreidende Poursuitten an den Enquêten. Esou ass et zum Beispill wichteg, dass am Beräich vun der Entraide judiciaire déi national zoustänneg Autoritéite besser matenee schaffen. Mee Eurojust kann awer geneesou wéi och Europol selwer keng Enquête pénale féieren oder d'Auteure vun Infraktioune poursuivéieren.

Eurojust kann nëmmen an de Limitte vu senge Kompetenze schaffen, an déi leien eeben am Beräich vum Appui a vun der Verstäerkung vun der Koordinatioun an der Zesummenaarbecht tëscht den national zoustännegen Autoritéiten, wann et ëm déi grenziwwerschreidend grouss Kriminalitéit geet.

Dowéinst mussen d'Froe ronderëm Eurojust och ëmmer am Zesummenhang mat der Fro vum Parquet européen beschwat ginn. Et ass nämlech dësen europäesche Parquet, deen herno, grob gesot, derfir zoustänneg ass, Frauden, déi den EU-Budget betreffen, oder aner Crimmen, déi déi finanziell Interesse vun der EU negativ impaktéieren, ze poursuivéieren.

Frauden, Détournement de fonds, Korruptioun, Blanchiment, alles an allem ginn dem EU-Budget nämlech heiduerch vill Milliarden Euro duerch d'Lappen, an hei ass deels vu véierstellege Milliardebeträg rieds.

Dëse Parquet mat Sëtz zu Lëtzebuerg wäert, soubal en da wäert kënnen ufänke mat schaffen, déi éischt onofhängeg europäesch Instanz sinn, déi eege Compétences judiciaires wäert hunn, fir eebe penal Poursuitten ze féieren, notamment am Kader vun Infraktiounen, déi zu Laaschte vum EU-Budget ginn.

Bon, mir hunn et all matkritt, dëse Parquet hätt eigentlech scho sollen ufänke mat schaffen, wier u sech och prett lasszeleeën, mee et feelen nach e puer Nominatiounen an d'Membersstaate sinn opgefuerdert, dës ganz schnell virzehuelen. Mir ginn eis awer optimistesch, dass de Parquet européen nach dëst Joer kéint operationell ginn.

Firwat schwätzen ech elo hei iwwert de Parquet européen? Ma well dësen enk un Eurojust liéiert ass a sech aus deem Zesummespill och d'Wichtegkeet vun dësem Projet de loi ergëtt. De Parquet européen hänkt vun Eurojust of an déi zwee Organer mussen duerno och an enker Zesummenaarbecht zesumme fonctionéieren. Tëscht deenen Zwee besteet eng privilegéiert Partnerschaft an et muss och eebe gekuckt ginn, dass déi Zwee sech aus Kohärenzgrënn herno net géigesäiteg op d'Féiss trëppelen.

Fir dann awer op dëse Projet de loi zréckzekommen, wéi gesot, Eurojust ass schonn 2002 gegrënnt ginn, huet awer am Joer 2018 duerch en neit EU-Reglement eng nei Basis kritt. Hei handelt et sech ëm d'Reglement 2018/1727 vum 14. November 2018. An dësem neie Reglement ginn elo virun allem de Statut an d'Pouvoire vun den nationale Membere vun Eurojust determinéiert souwéi och hire Lieu de travail festgehalen. Ausserdeem gëtt festgehalen, wéi d'EU-Parlament an och déi national Parlamenter agebonne ginn, fir d'Aarbecht vun Eurojust ze begleeden an dann natierlech och ze evaluéieren.

Ausserdeem gëtt festgehalen, wéi d'EU-Parlament an och déi national Parlamenter agebonne ginn, fir d'Aarbecht vun Eurojust ze begleeden an dann natierlech och ze evaluéieren. Wichteg ass eeben och, dass dat neit Reglement virgesäit, wéi d'Aarbechtsrelatiounen, also d'Aarbechtsopdeelung tëscht Eurojust a Parquet européen gereegelt ass, also dann ab deem Moment, wou de Parquet européen wäert kënnen ufänke mat schaffen.

Bon, u sech ass jo normalerweis keng national Transpositioun vun engem Reglement néideg, mee vu dass hei awer besteeënd national Dispositioune concernéiert sinn, mussen dës elo un déi nei Gegeebenheeten, déi zënter Dezember 2019 a Kraaft sinn, ugepasst ginn, fir eis domadder dann och elo konform ze setzen.

Sou hu mir missen d'Artikele 75-1 an déi duerno vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire betreffend Eurojust adaptéieren, fir den neie Gegeebenheeten dann och Rechnung ze droen. Mir preziséieren hei änner anerem d'Modalitéite vun der Designatioun vum nationale Member bei Eurojust, awer och vu sengem Adjoint.

Am Code de procédure pénale gëtt dann och den informateschen direkten Accès op d'Données à caractère personnel op den nationale Member bei Eurojust ausgeweit.

Eng Fro, déi an der Kommissioun och direkt e puermol gestallt gi war, war déi vun der Durée vum Mandat vum nationale Member. D'Durée ass nämlech am neie Reglement eropgesat ginn op fënnef Joer. An d'Fro, déi sech stellt, ass awer elo déi, ob dëst och fir déi Mandater gëllt, déi nach aktuell en cours sinn. Hei ginn et Interpretatiounsdivergenzen an et besteet tëscht de Memberstaaten, esou wäit ech weess, à ce jour och nach kee Konsens doriwwer, ob dës aktuell Mandater dann elo 2021 oder 2022 wäerten auslafen.

Fir weider Detailer zu den Dispositiounen aus dem Gesetzestext verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz den Historique vum Projet de loi opweisen. En ass den 9. Juni 2020 deposéiert ginn. En ass dunn an der Justizkommissioun den 1. Juli beschwat an analyséiert ginn. Den 10. Juli huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. En hat um Fong vum Projet de loi och näischt ze beanstanden. Den 18. November hu mer an der Kommissioun den Avis vum Staatsrot analyséiert an du konnt de Rapport och relativ schnell de 24. November ugeholl ginn.

Voilà! Domadder wär mäi mëndleche Rapport fäerdeg. Ech géif jidderengem an der Kommissioun och villmools Merci soe fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht a ginn natierlech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi éischt ageschriwwe Riednerin, déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, am Fong geholl ass et en historesche Moment, dee mer haut mat deem Gesetz hei hunn. D'Gesetz gesäit ganz technesch aus an et kann ee sech guer net virstellen, firwat et soll en historesche Moment sinn.

Mee et geet hei am europäesche Kontext ëm d'Evolutioun, wéi eis Justiz funktionéiert. Traditionell gesinn, ass an Europa d'Justiz ëmmer eng national Souveränitéit gewiescht. An et ass eréischt vun 2010 u mam Traité vu Lissabon a mat der Charta vun de Grondrechter, datt en Deel vun der Justiz europäesch ginn ass, an zwar war dat haaptsächlech den Droit civil an den Droit administratif, mee och, wéi mer et gesinn hu bei deem Gesetz virdrun, d'Rechter vun den Ugekloten a vun den Affer.

Dat war natierlech deemools e risegrousse Schrëtt a Richtung Europa vun der Justiz. An déi Evolutioun, déi weist sech och an deem Gesetzestext, dee mer haut sollen ofstëmmen. Wéi d'Madamm Rapporter et richteg gesot huet, ass Eurojust schonn am Joer 2002 geschafe ginn, an dat war nach eng Zäit, wou d'Justiz nach reng national war. An dofir ass et och geschafe ginn duerch eng Decisioun vun den nationale Ministeren, vum Conseil, fir d'Coopération judiciaire tëschent de Staaten ze organiséieren. Dat hat Europa relativ wéineg ze dinn.

An dofir ass elo, wéi Eurojust reforméiert gouf, e ganz anere System gebraucht ginn. Et ass carrement en europäescht Reglement gemaach ginn: Propositioun vun der Kommissioun, Decisioun vum Europaparlament a vum Conseil an direkt applikabel an de Memberstaaten. Also e risegrousse Schrëtt vun enger nationaler Zoustännegkeet op eng europäesch Zoustännegkeet.

A wat steet an deem Reglement? Dat ass nämlech och interessant, dat ass, datt d'Evaluatioun vun den Aktivitéite vun Eurojust elo vun den nationale Parlamenter gemaach gëtt a vum Europaparlament a wéi d'Zesummenaarbecht tëschent Eurojust an der Europäescher Staatsanwaltschaft fonctionéiere soll.

D'Europäesch Staatsanwaltschaft, och déi ass e Riseschrëtt an eng weider Richtung gewiescht, well hei geet et jo vill méi wäit wéi den Droit civil an administratif, déi am Ufank vun der Verallgemeinschaftung vun der Justiz um Ordre du jour stoung. Hei geet et ëm Fraude, Korruptioun, Kriminalitéit géint europäesch Gelder. A wéi ech viru laange Joren als deemoleg Justizkommissarin den éischte Projet vun enger europäescher Staatsanwaltschaft op den Dësch geluecht hunn, do hu verschidde Regierunge gemengt, ech hätt se wierklech net méi all.

Ben, esou vill Jore méi spéit hu mer dann elo eng Europäesch Staatsanwaltschaft. Si ass hei zu Lëtzebuerg etabléiert. Si huet mat hiren Aarbechten ugefaangen. 22 Memberstaate maache mat mat delegéiertem nationale Staatsanwalt. Och e Lëtzebuerger ass derbäi, selbstverständlech, mee et gëtt nach risegrouss Problemer, well net iwwerall si se esou begeeschtert vun esou enger Institutioun wéi mir hei zu Lëtzebuerg. An dofir leien nach ganz vill Steng am Wee, fir datt déi Staatsanwaltschaft zolidd gëtt.

Mir Lëtzebuerger hunn en Interêt drun, datt déi Staatsanwaltschaft, déi hei bei eis usässeg ass, sech och ka weiderentwéckelen an e weidere Schrëtt a Richtung europäesch Gesetzgeebung an europäesch Justizinstitutioune ka bréngen. An dofir, Madamm Minister, eis Demande, fir datt Der Iech ganz staark asetzt, fir datt déi Problemer, déi se elo nach hunn, zum Beispill mat dem Personal, kënnen esou séier wéi méiglech geléist ginn. Et ass an eisem Interêt an et ass am Interêt vun der europäescher Justiz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci virop der Rapportrice fir hire ganz komplette Rapport. De Projet, ëm deen et hei geet, huet mech u meng Uniscoursen iwwert d'Entraide judiciaire internationale an européenne erënnert an notamment dorun, wéi op EU-Niveau no an no d'Kooperatioun an d'Koordinatioun an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit evoluéiert huet.

Fräi Circulatioun vu Persounen an oppe Grenzen hunn de Revers, datt och d'Kriminalitéit ëmmer méi transnational ginn ass.

D'Madamm Reding huet schonn e gudden Deel vum Historique selwer gemaach. Ech brauch duerfir net méi vill ze soen. Ech hu mer och nach den Traité vu Maastricht opgeschriwwen, duerch deen eigentlech de Pilier vun der Justice wierklech en place gesat ginn ass an domat och d'Coopération judiciaire a pénale op EU-Niveau lancéiert ginn ass.

Et huet awer u sech bis d'Attentater vun 9/11 gebraucht, bis och d'Entraide pénale op europäeschem Niveau un d'Rulle komm ass. Et ass no deenen Attentater, wou 2002 oder Enn 2001 schonn eng Rei Décisions-cadres geholl goufen an änner anerem Eurojust, d'Méiglechkeet vun transnationa-

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**

len Équipes communes d'enquête oder och nach de Mandat d'arrêt européen geschaaft gi sinn.

Säitdeem ass vill geschitt an der länneriwwergräifender Zesummenaarbecht. An awer stellt ee fest, an do kann een effektiv d'Beispill vum Parquet européen ginn, datt et dach laang dauert, fir eis Koordinatioun op EU-Niveau ze festegen.

Firwat ass elo de Projet vun de Mëtteg wichteg? Firwat ass Eurojust wichteg? Wann Der erlaabt, géing ech hei kuerz op dës Froen agoen.

D'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale oder Eurojust ass, wéi den Numm et schonn undeit, e wichtegen Acteur bei de grenziwwerschreidenden Enquêten a Poursuitten, an dat notamment bei schlëmme Forme vu Kriminalitéit respektiv Criminalité organisée. Sou kënnen déi verschidden national Instanze sech iwwer Eurojust zum Beispill Rechtshëllef bei anere Memberstaate froen. Si kënnen Hëllef kréie bei Enquêten, wou beispillsweis schonn an engem anere Land un engem parallelle Fall geschafft gëtt. Si kënnen awer och Perquisitiounen ufroen oder souguer parallell Arrestatiounen organiséieren.

Den Erfolleg vun Eurojust läit hei ganz kloer an de gudden an effektive Relatioune vun de Memberstaaten ënner sech a mat hiren aussereuropäesche Partner. Nëmmen eng gutt Zesummenaarbecht erméiglecht eng effikass Koordinatioun tëschent deene verschiddene Memberstaaten an erlaabt et, transnational Enquêten duerchzeféieren.

Dës Zesummenaarbecht gëtt assuréiert iwwert den nationale Representant vun all Land bei Eurojust, wat fir eis och e Magistrat ass. Sou kënnen de Parquet, d'Untersuchungsriichter oder och d'Police sech am Kontext vun engem Fait pénal, deen en internationale Charakter huet, iwwer hire jeeweilege Representant un Eurojust riichten, fir Informatiounen oder rechtlech Ënnerstëtzung ze kréien.

Här President, am Rapport annuel vun Eurojust vun 2019 liest een: « En 2019, des procureurs de toute l'Union européenne et de pays tiers ont demandé l'assistance d'Eurojust dans près de 8.000 enquêtes criminelles transfrontalières, ce qui représente une augmentation de 17 % […] par rapport à 2018. » 8.000 Fäll, dovunner 3.892 nei Fäll, dat ass net näischt a weist, dass mer besser ginn, wat eis Kooperatioun um penale Plang ugeet.

Aus Lëtzebuerg waren et dem Rapport no iwwregens 14 nei Fäll, wouvun 13 Fäll mindestens zwee Länner betraff hunn. Och dat ass net ze ignoréieren.

Eurojust erfëllt deemno eng wichteg Aufgab, an och Lëtzebuerg dréit als EU-Memberstaat en Deel zu der transnationaler Kriminalitéitsbekämpfung bäi. D'Upassung vun eiser nationaler Gesetzgeebung par rapport zum Eurojust-Reglement vun 2018 assuréiert, dës Aarbecht och an Zukunft kënnen ze maachen.

Ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, och der Rapportrice merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och dëse Projet de loi dréit zu der Stäerkung vun der Justiz bäi um europäeschen an och um nationale Plang, well e sech och ganz kloer hei an d'Kooperatioun an d'Zesummenaarbecht aschreift tëschent den EU-Memberstaaten. An Eurojust, dat hu mer jo och kloer haut hei erausgeschéieren, ass do e ganz, ganz wichtegen Acteur an Interlocuteur, op dee kann zréckgegraff ginn am Kader vun der Bekämpfung vun der Kriminalitéit op transnationalem Plang. An duerfir ginn ech heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Biancalana. An da wier et um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee komplette Rapport. Als iwwerzeegt Europäer wäerten och mir Piraten den Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, merci, Här President, a merci der Rapportrice vum Projet. Dir hutt scho ganz vill Punkten evirgestrach, op déi ech elo net méi wäert agoen op dem europäeschen Niveau. D'Inzidenz heivunner ass natierlech och kloer um nationalen Niveau. De Statut an d'Durée vum Mandat vum nationale Member a sengem Adjoint sinn am Reglement selwer virgesinn, soudass dat elo net méi muss hei am Gesetz stoen.

Den Echange vun den Informatiounen tëschent den nationalen Autoritéiten an dem nationale Member ass elo och duerch d'Reglement gereegelt. Et bleift dann nach ze soen, dass den nationale Member Accès zu den Informatioune kritt iwwert d'Modifikatioun vum Artikel 48 (24) vum Code de procédure pénale. An dësem Artikel sinn zéng Regëster a Fichieren opgelëscht, op déi den nationale Member a säin Adjoint elo Accès direct kréien.

Et ass och elo kloer definéiert, dass déi national Autoritéiten, déi d'Demandë vusäite vun Eurojust kréien, respektiv de Procureur général d'État, Procureur d'État an d'Untersuchungsriichter sinn. Eng weider Ännerung betreffend d'Fonctions opérationnelles vun Eurojust, déi sinn elo net méi am Gesetz, mee an den Artikele 4, 5 an 8 vum Reglement virgesinn.

An ausserdeem gëtt et keen Organe de contrôle commun méi zënter dem Reglement, mee e Contrôleur européen de la protection des données. Duerfir ass den Artikel 75 (6) vun dem Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire och abrogéiert ginn.

An et bleift nach ze soen, dass den nationale Member consideréiert gëtt als Autorité compétente fir d'Receptioun an d'Transmissioun vun Informatiounen tëschent Eurojust an dem Office européen de lutte antifraude, dem OLAF. Dës Ännerung am Gesetz ass och, fir dem Reglement gerecht ze ginn.

An dann nach zum Parquet européen, wou d'Madamm Reding drop agaangen ass. Dir wäert nächste Mount befaasst gi mat engem Projet de loi, fir déi ganz Prozedur och op de Lëtzebuerger Territoire unzepassen. Dat ass jo ganz wichteg, well mir den Untersuchungsriichter kennen, well deen awer an där heiter Form vu Prozedur natierlech esou net ka virkommen, soudass mer do musse Modifikatioune virhuelen an natierlech och kucken, dass déi nei Procureurs délégués sech och aschreiwen an de Statut vum Magistrat, wéi mer en hei kennen. Mee do wäerte mer dann am Januar Geleeënheet kréien, fir an der Justizkommissioun am Detail driwwer ze schwätzen.

An Dir wësst, dass d'Lëtzebuerger Regierung natierlech alles drusetzt fir d'Stäerkung vum Parquet européen hei zu Lëtzebuerg an och insgesamt seng Ausstralung op europäeschem Niveau.

Voilà! Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7614. Den Text steet am Document parlementaire 7614[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7614 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding), Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt den nächsten Donneschdeg, den 3. Dezember, um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 14 et 15

14e séance

Ouverture de la séance publique ...... p. 178

Communications ...... p. 178-179

Ordre du jour ...... p. 179

7700 - Proposition de révision des Chapitres Ier, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution (Déclaration de recevabilité) ...... p. 179

7692 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
2° de la loi du 20 juin 2020 portant
1° prorogation de mesures concernant
a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
d) d'autres modalités procédurales ;
2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil ...... p. 179

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ...... p. 179-194

Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen ...... p. 194

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) ...... p. 194-196

Résolution de Mme Martine Hansen relative à un débat-audition sur l'avenir du personnel infirmier et soignant ...... p. 196

7694 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux (suite) ...... p. 196

15e séance

Ouverture de la séance publique ...... p. 197

Communications ...... p. 197

Ordre du jour ...... p. 197

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 154 du 1er décembre 2020 de M. Claude Wiseler relative aux mesures au niveau des cantines d'entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 197-198

- Question n° 155 du 1er décembre 2020 de M. Gusty Graas relative au dépistage précoce du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 198

- Question n° 156 du 1er décembre 2020 de M. Jeff Engelen relative aux différents vaccins contre la Covid-19 disponibles en décembre, adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 198-199

- Question n° 157 du 1er décembre 2020 de Mme Francine Closener relative à la stratégie de la reprise scolaire en janvier 2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ...... p. 199

- Question n° 158 du 1er décembre 2020 de M. Marc Baum relative au respect des mesures sanitaires dans les grandes surfaces, adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 199

- Question n° 159 du 1er décembre 2020 de Mme Djuna Bernard relative à la mise à disposition de produits hygiéniques féminins dans les établissements scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ...... p. 199-200

- Question n° 160 du 1er décembre 2020 de M. Léon Gloden relative à la recommandation du Gouvernement de port du masque dans des zones extérieures à forte densité de personnes, adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 200

- Question n° 161 du 30 novembre 2020 de M. André Bauler relative au programme « Fit 4 Resilience », adressée à M. le Ministre de l'Économie ...... p. 200

- Question n° 162 du 30 novembre 2020 de M. Marc Goergen relative aux services proposés aux restaurants par « LetzShop », adressée à M. le Ministre des Classes moyennes ...... p. 200-201

- Question n° 163 du 1er décembre 2020 de M. Dan Biancalana relative au nombre préoccupant de mineurs radicalisés en fin de cycle de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ...... p. 201

- Question n° 164 du 1er décembre 2020 de M. Marc Spautz relative à une possible analyse de la situation des résidents dans les maisons de soins et de retraite pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ...... p. 201

- Question n° 165 du 30 novembre 2020 de M. Sven Clement relative à la réserve sanitaire, adressée à Mme la Ministre de la Santé ...... p. 201-202

Question urgente n° 3212 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler concernant les mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020 ...... p. 202

Question urgente n° 3214 de M. Fernand Kartheiser et de M. Jeff Engelen concernant les tests PCR ...... p. 202-204

Question élargie n° 58 de Mme Chantal Gary relative à l'élevage d'animaux de fourrure ...... p. 204

7678 - Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ...... p. 204-206

7442 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat aux fins de transposition de :
1° la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;
2° certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil ...... p. 206-208

7614 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° du Code de procédure pénale ...... p. 208-209

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2019-2020
2882	Françoise Hetto-Gaasch, Claude Wiseler	Test de dépistage de la Covid-19 pour les écoliers
		Session ordinaire 2020-2021
3179	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Impact social de l'introduction d'une nouvelle taxe sur le CO_2
3183	Sven Clement	Carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise
3240	Francine Closener	Conseil supérieur de l'éducation nationale
3248	Marc Hansen	Évolution de l'utilisation et fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G
3260	Sven Clement	Mesures sanitaires dans les écoles
3268	Marc Goergen	Pôle d'échange à Moutfort
3279	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Interdiction d'enregistrement de nouvelles voitures à combustion interne
3283	Martine Hansen, Paul Galles	Tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque
3284	Martine Hansen	Alternatives au glyphosate
3285	Martine Hansen, Marc Spautz	Dégâts causés par le gibier
3287	Marc Goergen	Organisation des transports publics lors des fêtes de fin d'année
3288	Laurent Mosar, Marc Spautz	Chômage partiel
3290	Nancy Arendt épouse Kemp	Mégots de cigarettes
3291	Laurent Mosar, Paul Galles	Particules fines des voitures électriques
3293	Jeff Engelen	Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi hospitalière
3296	Mars Di Bartolomeo	Application « MoveSafe » de la SNCB
3297	Georges Mischo, Jean-Marie Halsdorf	Campagne de vaccination contre la Covid-19
3299	Marc Lies	Nouvelle ligne RGTR 461
3300	Fred Keup	Service d'éducation et d'accueil pour enfants
3301	Fred Keup	Personnel éducatif et psychosocial
3305	Jeff Engelen	Personnes asymptomatiques à la Covid-19
3307	Martine Hansen	Déménagement de certains services du SNJ, du SCRIPT et de l'Office national de l'enfance
3310	Martine Hansen, Octavie Modert	Installations de biogaz
3312	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Séquelles de longue durée en relation avec la pandémie de la Covid-19
3313	Marc Goergen	Prolongation des vacances de Noël
3315	Léon Gloden	Adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram
3317	Marc Goergen	Jeux de hasard
3318	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Signalements d'enfants en danger
3319	Marc Goergen	Construction d'immeubles sur des terrains réhabilités
3320	Marc Spautz	Tenue des réunions des délégations du personnel
3321	Max Hahn	Piste cyclable sur la N5 entre Dippach et Bertrange
3322	Carole Hartmann, Max Hahn	Lignes de bus express
3323	Chantal Gary	Magazine GUDD!
3327	Mars Di Bartolomeo	Bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses des assurances complémentaires santé privées
3328	Mars Di Bartolomeo	Couverture des risques pandémiques par les assurances
3329	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests anticorps dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3330	Marc Goergen	Signalements d'enfants en danger
3331	Martine Hansen	Possibilité de comptabilisation des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles au niveau national
3332	Lydia Mutsch	Lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie
3333	Jean-Paul Schaaf, Martine Hansen	Évolution de la population scolaire
3334	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Directive européenne relative à la qualité de l'eau potable
3337	Mars Di Bartolomeo	Programme de formation à l'étranger de l'Union européenne « Erasmus »
3339	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Installation d'un centre pédagogique « forêt nature »
3340	Marc Goergen	Magazine « GUDD! »
3341	Sven Clement	Mises en quarantaine dans l'enseignement
3347	Fred Keup	Cours d'accueil
3352	Mars Di Bartolomeo	Gratuité des manuels scolaires
3354	Sven Clement	Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
3358	Françoise Hetto-Gaasch	Prise en charge des frais supplémentaires des crèches non conventionnées
3367	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Radicalisation des jeunes
3371	Gusty Graas	Taxes pour la navigation sur la Moselle
3372	Martine Hansen	Classes de neige
3374	Sven Clement	Recrutement pour les centres de vaccination contre la Covid-19
3375	Nancy Arendt épouse Kemp	Vaccination contre la Covid-19 dans le cas d'une prise de médicaments pour fluidifier le sang
3376	Sven Clement, Marc Goergen	Achats de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne
3378	André Bauler	Promotion de la culture de l'orgue au Luxembourg
3379	Fred Keup	Remboursement des frais d'inscription des cours de langue
3382	Laurent Mosar, Viviane Reding	Réglementation FATCA
3383	Jeff Engelen	Tests PCR
3384	Léon Gloden	Recyclage des emballages en plastique
3385	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	Extension de la prime « Clever fueren »
3387	Cécile Hemmen	Frais liés au « homeschooling »
3388	André Bauler	Couvent de Cinqfontaines
3389	Max Hahn, Claude Lamberty	Chaudières à bois déchiqueté et copeaux de bois
3391	Mars Di Bartolomeo	Priorités du deuxième Plan national cancer
3392	Fred Keup	Luxembourgeois vivant à l'étranger
3393	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Distribution du vaccin contre la Covid-19 dans les différentes structures et logements pour personnes âgées ou dépendantes
3394	Fred Keup	Signalements d'enfants en danger
3395	André Bauler, Carole Hartmann	Aides financières dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3396	Léon Gloden	Réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert
3397	Gusty Graas	Pollution de la « Rouschtbaach »
3398	Jeff Engelen	Subventions pour les entreprises de transport
3399	Fernand Kartheiser	Enrichissement de l'uranium à 20 % par l'Iran
3400	François Benoy	Zone franche
3401	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Exercice du droit de préemption par les communes
3402	Marc Goergen	Représentation équilibrée des femmes et des hommes
3403	Marc Goergen	Réorganisation des commissariats de police
3404	Jeff Engelen, Fred Keup	Lipœdème
3406	Jeff Engelen, Fred Keup	Nationalité des patients
3410	Jeff Engelen	Nutri-Score
3413	Gusty Graas	Mission d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine
3416	Sven Clement	Alertes alimentaires
3419	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Délinquance
3428	Gilles Baum, Gusty Graas	Situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine
3433	Marc Spautz	Médecine de contrôle
3436	Stéphanie Empain	Fonctionnement et situation financière des offices régionaux du tourisme
3442	Martine Hansen, Marc Spautz	Assurance dépendance
3444	Fred Keup	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
3445	Sven Clement	Cannabis récréatif
3458	Martine Hansen	Alternatives au glyphosate
3459	Marc Baum	Certaines pratiques dans le secteur immobilier
3460	Marc Goergen	Sociétés de sécurité privées
3477	Paul Galles	Accusations contre Frontex
3485	Dan Biancalana	Bénéficiaire effectif
3532	Jean-Paul Schaaf	Semaine européenne de la mobilité
4674 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Application du régime « CovidCheck »
4685 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Utilisation du logiciel Pegasus

Question 2882 (23.09.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test de dépistage de la Covid-19 pour les écoliers :**

Am Moment gi ganz vill Schoulkanner an de Covid-19-Test geschéckt, entweeder well se selwer Symptomer hunn, well e positive Fall an hirer Klass war oder well si mat engem Positiven a Kontakt waren. Dëst bréngt mat sech, datt vill Laboratoiren uechtert d'Land iwwerlaf sinn an d'Eltere mat hire Kanner oft stonnelaang waarde mussen, bis se getest ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Schüler goufe säit Schoulufank getest?

2. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier extra Teststatioune fir Schüler anzeriichten, fir datt d'Waardezäiten net ze laang sinn?

3. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse commune (02.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Mat Bezuch op déi verschidden Zenarien, déi am Stufeplang vun der Educatioun virgesi sinn, kënne mer lech follgend Zuele fir den Enseignement public a privé vun der Rentrée bis den 23. November 2020 matdeelen:

Am Zenario 1 (enfants et jeunes infectés à l'extérieur de l'école sans qu'il y ait eu une propagation du virus à l'école) ware bis elo 591 Klasse concernéiert. An deem Kontext goufe 460 Schüler positiv getest.

Am Zenario 2 (maximum deux cas positifs dans une classe avec une source d'infection incertaine ou vraisemblablement extérieure à la classe) waren 145 Klasse betraff an 173 Schüler goufe positiv getest.

Am Zenario 3 (chaîne d'infections avec plusieurs cas reliés par une infection intrascolaire) ware véier Klasse concernéiert an deene véier Schüler positiv getest goufen.

D'Regierung huet mobill Teststatioune virgesinn, déi am Fall vun engem Besoin och an de Schoule kéinten agesat ginn.

Question 3179 (20.11.2020) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**impact social de l'introduction d'une nouvelle taxe sur le CO_2 :**

D'Regierung wäert am Kader vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) eng CO_2-Steier aféieren. Dobäi ass et fir ons essentiell, dass sou eng Steier sozial ausgeglach gëtt, fir datt déi akommesschwaach Stéit net benodeelegt oder zousätzlech belaascht ginn. Weider ass et fir d'Akzeptanz vu sou enger Steier zentral, dass d'Regressivitéit ofgefiedert gëtt. Zu Lëtzebuerg sollen déi sozial Offiederungen iwwert de Crédit d'impôt an d'Allocation de vie chère geschéien. Studie weisen awer dorobber hin, dass net nëmmen d'Akommes, mee och de benotzten Heizstoff, de Besëtz vun engem Auto an d'Wunnplaz (Stad-Land) relevant Aspekter sinn, déi d'sozial Impakter vun enger CO_2-Steier beaflossen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung Berechnungen oder Simulatiounen duerchgefouert, fir déi sozial Impakter vun der CO_2-Steier fir d'Period 2021-2023 kënnen ze chiffréieren?

- Huet oder erhiewt de Staat oder eng aner Organisatioun, wéi de Statec, Donnéeën, fir den Effekt vun de sozialen Ausgläichsmoossnamen (d. h. dem Crédit d'impôt an der Allocation de vie chère) op d'finanziell Situatioun vun de Leit, ofhängeg vum Wunnuert, dem Aarbechtswee, dem Heizstoff etc. ze berechnen?

- Wa jo, wäert d'Regierung dësen Donnéeë bei der Gestaltung vu sozialen Ausgläichsmoossnamen an Zukunft Rechnung droen?

- Plangt d'Regierung, an deenen nächste Joren déi steigend CO_2-Steier duerch weider Mesurë sozial auszegläichen? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'CO_2-Steier, déi mam Budget 2021 agefouert gouf, baséiert um „pollueur-payeur"-Prinzip, sou wéi dat och am Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) virgesinn ass. D'Regierung hat vu virera virgesinn, fir den Impakt vun dëser Steier op déi Menagë mat manner finanzielle Moyene ofzefiederen. D'Zil vun der CO_2-Steier ass net, fir nei budgetär Recetten ze schafen.

D'Regierung ass sech bewosst, dass fir vill Leit, déi duerch hir Aarbecht oder perséinlech Contrainte mussen den Auto benotzen, an déi méi kleng Revenuen hunn, esou eng Taxe am Portmonni spierbar ass. Obschonns verschidde Berechnungen duerchgefouert goufen, bleift et schwéier, den Impakt vun der CO_2-Steier anzeschätzen, well den Impakt vun enger ganzer Rëtsch vu Facteuren ofhänkt.

Der Regierung ass et wichteg, den Impakt vun dëser neier Steier op d'Leit mat manner finanzielle Moyenen ze minimiséieren. Duerfir gouf de Crédit d'impôt pour salariés (CIS), de Crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) an de Crédit d'impôt pour indépendants ëm 96 Euro erhéicht, wat enger Progressioun vu méi wéi 15 % entspriécht. Donieft gëtt d'Allocation de vie chère 2021 ëm 10 % ugehuewen. Domadder gëtt séchergestallt, datt bei déiwe Revenuen dës nei CO_2-Steier net zu enger Reduktioun vum Pouvoir d'achat féiert.

De Statec huet den 23. November 2020 eng Analys zum Impakt vun der CO_2-Steier publizéiert (https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2020/PDF-Analyses-08-2020.pdf) an och a senger Note de conjoncture 2 vun 2020 dëse Sujet opgegraff (https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/note-conjoncture/2020/PDF-NDC-02-20.pdf - Kapitel 6.5). D'Etüd vum Statec kënnt zur Conclusioun, dass duerch d'Erhéijung vum Steierkredit ëm 96 Euro den Impakt vun der CO_2-Steier op déi akommesschwaach Menagë quasi neutral wier. D'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm 10 % gouf bei dëser Analys vum Statec net explizitt consideréiert, fir den Impakt vun der CO_2-Steier op déi akommesschwaach Menagen ze evaluéieren.

Nieft der Erhéijung vum Steierkredit an der Allocation de vie chère ginn och d'Subventioune fir d'Leit verlängert, fir hinnen ze hëllefen, doheem Energie ze spueren, wéi zum Beispill d'Heizung ëmzestellen oder op eng méi klimafrëndlech Mobilitéit ëmzeklammen.

D'Regierung wäert de sozialen Impakt vun der CO_2-Steier an deenen nächste Jore vu ganz no suivéieren.

Question 3183 (20.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **carrière des fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise :**

De 17. Januar 2019 hunn ech an der Question parlementaire N° 0214 nogefrot, wéi et mat der Unerkennung vun der Meeschterprüfung an der Fonction publique ausgesäit.

Am Gesetz vum 28. Oktober 2016 ass festgehalen, dass um Niveau vun der Unerkennung vu Qualifikatiounen de Brevet de maîtrise op engem Level mat de Brevets de technicien supérieurs läit. De Meeschterbréif bedeit awer nach zwee Joer méi Schoul wéi den Technikerdiplom.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Ëffentlechen Déngscht an dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum Minister huet et deemools geheescht, dass 192 Mënsche mat ofgeschlossener Meeschterprüfung eng Primm kriten, well si nach an enger D1-Karriär sinn, amplaz, ewéi neierdéngs virgesinn, an enger B1-Karriär.

Wéi vill Mënsche kréien haut nach esou eng Primm, well si bis elo nach net d'Chance haten an eng B1-Karriär opzesteigen?

2. Wéi vill Posten huet de Lëtzebuerger Staat säit dem 1. Januar 2019 op engem B1-Niveau ausgeschriwwen, fir déi Leit mat engem Brevet de maîtrise gesicht goufen?

3. Wat fir Projete lafen am Moment, fir d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg erëm méi attraktiv fir Jonker ze maachen?

4. Fannen d'Ministeren, dass eng weider Opwäertung vun der Karriär vum Brevet de maîtrise wichteg wier, fir dem Problem vum Manktem un Handwierker, op d'mannst deelweis, entgéintzewierken?

Réponse commune (17.12.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Beim Staat gëtt et keng spezifesch Karriär fir den Handwierker mat Meeschterbréif an dowéinst kann och kee spezifesche Posten esou an der Karriär B1 ausgeschriwwe ginn. Mir kënne just bei der Ausschreiwung dobäisetzen, datt dëst een Avantage wär.

Den Artikel 24 vum modifizéierte Gesetz vun 2015 iwwert d'Gehälter vun de Staatsbeamte gesäit vir, dass am Groupe de traitement D1 den Handwierker, deen e Meeschterbréif huet, eng Primm vun zéng Punkte kritt.

Well de Meeschterbréif doriwwer eraus awer soss keen Impakt op d'Berechnung vun der Pai huet, verfüügt de CGPO just iwwer Statistike vu Fonctionnairen, déi am Groupe de traitement D1 fir hire Meeschterbréif eng Primm kréien, an am Moment sinn dat 176 Agenten.

Fir jonk Leit fir d'Handwierk kënnen ze begeeschteren, ass et primordial, dass d'Gesellschaft sech der Wichtegkeet vum Handwierk bewosst ass. D'Regierung ass dofir permanent beméit, d'Promotioun vum Handwierk net nëmmen um Niveau vum Schoulwiesen ze gestalten, mee och de Stellewäert an d'Attraktivitéit vum Handwierk an der Gesellschaft héich ze halen.

E wichtegt Element ass de Programm HandsUp, deen am Joer 2015 vun der Chambre des Métiers op d'Schinne gesat gouf, mat finanzieller Ënnerstëtzung vun der Generaldirektioun fir Mëttelstand. Mat dësem Programm gouf iwwert déi lescht fënnef Joer d'Handwierk aus enger neier Perspektiv gewisen, andeems d'Stäerkten aus enger Branche ervirgestrach ginn an de jonke Leit an hiren Elteren ee positiivt Bild vum Handwierk vermëttelt gëtt.

Ee weidert Beispill wéi d'Austellung „De Mains De Maîtres" dréit mat Sécherheet hei ee wichtegen Deel dozou bäi. Et handelt sech ëm eng Ausstellung, déi d'Kënschtler an d'Konschthandwierker, déi hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun aktiv sinn, zesummebréngt an hinnen erlaabt, sech esou der Ëffentlechkeet ze presentéieren an d'Konschthandwierk ze promouvéieren. Dës Ausstellung gëtt vun der Associatioun „De Mains De Maîtres" organiséiert, eng Associatioun, déi op Initiativ vun der Iergroussherzogin Stéphanie an d'Liewe geruff gouf a finanziell vun der Generaldirektioun fir Mëttelstand ënnerstëtzt gëtt.

Donieft plangt d'Generaldirektioun fir Mëttelstand, zesumme mat der ASBL „Jonk Handwierk", un enger Campagne, fir d'Attraktivitéit vum Handwierk bei de jonke Leit a bei hiren Elteren nach weider ze fërderen. Et war virgesinn, fir dës Campagne am September 2020 ulafen ze loossen. Bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie gouf se awer, mam Accord vun alle Partner, an d'Joer 2021 verluecht.

De Staat schafft dofir u Konzepter um Niveau vum „employer branding", fir sech och bei dësem Beruffsgrupp als eng modern an zukunftsorientéiert Alternativ fir eng Karriär am Handwierk unzebidden.

Question 3240 (03.12.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **Conseil supérieur de l'éducation nationale :**

En Austausch mat Acteure vum Terrain ass virun allem a Krisenzäiten a grad an der Educatioun e wichtegen Outil, fir adaptéiert Léisungen ze fannen. Ee Gremium, wou quasi sämtlech Acteuren aus dem Educatiounsberäich vertruede sinn, ass den CSEN. Eng 36 Memberen, Vertrieder vun Elteren, Schüler, Studenten, dem Léierpersonal awer och aus villen aneren Domäner, esou zum Beispill aus dem soziale Beräich, sinn hei vertrueden. Beschriwwe gëtt den CSEN als: „e Berodungsgremium, dee sech op Ufro vum Minister oder op eegen Initiativ zu alle Froen, déi mat dem nationale Bildungssystem ze dinn hunn, a virun allem zu de grousse Linne vum Bildungssystem äussert".

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

- Gouf den CSEN wärend der Coronakris consultéiert? Awéiwäit war dëse Gremium um Ausschaffe vu beispillsweis deene verschiddene Stufepläng bedeelegt?

- Wéi oft ass den CSEN déi lescht Joren iwwer zesummekomm?

- Wéi gesäit den Här Minister de Rôle vun dësem Gremium?

- Awéiwäit gouf den CSEN beim Ausschaffe vun de leschte Gesetzestexter mat agebonnen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) ass wärend der Kris net zesummekomm, mee déi verschidden Acteuren aus dem CSEN sinn an deene verschiddene Phase vun der Kris ëmmer nees eenzel consultéiert ginn, wat aus logisteschen an zäitleche Grënn méi un d'Situatioun an déi deelweis Urgence ugepasst war. An deem Sënn war den CSEN indirekt am Virfeld vun deene verschiddene sanitäre Mesuren agebonnen.

Den CSEN ass an de leschte Joren a reegelméissegen Ofstänn beieneekomm. 2017 goufen et véier Reuniounen, 2018 waren et siwe Reuniounen an 2019 hat den CSEN véier Reunioune vu Januar bis Abrëll. Am Laf vum Joer sinn d'Mandater vun de Memberen ofgelaf an de 15. Oktober 2019 sinn déi nei Membere genannt ginn.

Den nei genannte Conseil war ugangs 2020 op eng Reunioun an den Educatiounsministère invitéiert ginn, fir den CSEN a senger neier Kompositioun ze constituéieren. D'Membere vum CSEN waren deemools och invitéiert ginn, fir sech op där Reunioun iwwert d'Roll vun dësem Gremium an hiren zukünftege Fonctionnement Gedanken ze maachen. Wéinst der Kris huet dës Reunioun awer leider missen ofgesot ginn a si konnt bis ewell nach net nogeholl ginn.

Den CSEN soll awer zäitno an där enger oder anerer Form aberuff ginn, fir seng Aarbechten nees kënnen opzehuelen a senger Roll als berodende Gremium gerecht ze ginn. De Conseil supérieur ass ee wichtegen Uspriechpartner fir den Educatiounsministère an dofir läit et mir um Häerz, dëse Gremium, zesumme mat de Memberen, beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen.

De Gros vun de rezente Gesetzesprojeten hat direkt mat der Kris an de Mesurë fir d'Bekämpfung vum Virus ze dinn. Wéinst dem Zäitdrock konnt leider net esou breet consultéiert ginn, wéi dat soss de Fall ass.

Question 3248 (04.12.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**évolution de l'utilisation** et la **fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G :**

À l'heure où les opérateurs commencent à installer de nouvelles antennes et à lancer leur réseau 5G se pose la question de la fin de vie des réseaux 2G et 3G. En effet, il semble contre-indiqué, à la fois dans une logique commerciale et dans une logique de minimisation de l'empreinte environnementale ou de l'exposition aux rayonnements radioélectriques, de continuer à « empiler » toutes ces générations de réseaux et d'émetteurs.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1607 du 13 décembre 2019, Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, avait répondu, concernant la fin de vie des réseaux de mobilophonie 2G et 3G, que le Gouvernement ne disposait pas encore d'une planification spécifique relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en service des réseaux 5G et que les opérateurs seraient « contraints d'attendre l'introduction des technologies adaptées […] qui permettront de basculer le trafic des communications vocales vers les réseaux de nouvelle génération (Voice over 5G) ainsi que l'existence d'une couverture équivalente aux couvertures 2G/3G actuelles avant de pouvoir libérer ce spectre ou de le réaffecter à une autre utilisation ». Il a également noté que la technologie 3G serait « probablement la première technologie à entre abandonnée en faveur des technologies 4G ou 5G ».

En vérifiant les annonces afférentes d'opérateurs étrangers ou d'autorités nationales, force est de constater que d'autres pays sont déjà bien plus avancés dans la planification de l'arrêt d'exploitation des réseaux de 2G et de 3G. En Amérique du Nord (USA & Canada), AT&T avait déjà cessé d'exploiter son réseau 2G fin 2016, tandis que le dernier opérateur 2G nord-américain arrêterait son réseau au 31 décembre 2020. À cette même date débuteront aux États-Unis les arrêts des réseaux 3G avec l'arrêt final prévu fin 2022. En Asie, le Japon a arrêté la 2G en 2012, Taïwan et Singapour en 2017 et la Thaïlande en 2019, tandis que la Corée du Sud fermera son dernier réseau de 2G en juillet prochain. L'Australie a arrêté la 2G en 2018 et l'Afrique du Sud le fera fin de ce mois.

En Europe par contre, la préférence de la majorité des pays semble pencher vers un démantèlement prioritaire des réseaux 3G plutôt que 2G. Ainsi, la 3G sera déjà démantelée en 2021 au Danemark, en Norvège et chez nos voisins allemands et en 2025 en Suède, tandis qu'un arrêt partiel est prévu en Lituanie et en Lettonie dès 2022.

L'exception qui confirme la règle de la « priorité au 3G » seraient la Suisse, le Liechtenstein et les Pays-Bas. En Suisse et au Liechtenstein, l'opérateur Swisscom fermera déjà son réseau 2G fin 2020, imitant un autre opérateur qui l'avait déjà fermé en 2018. Aux Pays-Bas, l'opérateur T-Mobile NL a annoncé la fermeture de son réseau 2G au 1er juin 2021 pour la mobilophonie grand public et deux ans plus tard pour tous les autres services dépendant encore du réseau 2G.

En France, aucune date officielle n'a été annoncée, mais le PDG d'Orange - opérateur également actif au Luxembourg - a expliqué, dans une interview au journal « Les Échos », qu'il est d'avis d'éteindre plutôt le réseau 2G et qu'on pourrait très bien envisager en Europe, d'ici à 2025, « l'extinction de la 2G, au moins pour le grand public ».

Toujours en France, un rapport d'information du Sénat de juin 2020, relative à la transition numérique écologique, recommande « d'engager une réflexion sur l'extinction des anciennes générations mobiles - 2G et 3G - toujours consommatrices d'électricité, bien que progressivement supplantées par les nouvelles générations 4G et 5G » afin d'améliorer « la sobriété des réseaux ». Enfin, interrogé le 1er juillet lors d'une table-ronde, le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), a fait la déclaration suivante :

« Concernant les choix technologiques, ne pouvons-nous pas éteindre la 2G et la 3G ? Oui. Je crois que c'est un sujet auquel nous devons nous atteler à travailler avec le Gouvernement, l'Arcep et d'autres institutions. »

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Médias et des Communications et de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien d'opérateurs exploitent actuellement un réseau 2G et/ou 3G ? Est-ce qu'il s'agit de réseaux physiques propres à l'opérateur respectif ou de réseaux/équipements partagés ?

2) Est-ce que toutes les licences pour l'exploitation de ces réseaux de 2G et de 3G furent attribuées initialement pour une durée de 15 ans, renouvelables par périodes de 5 ans ?

3) Quelles sont les prochaines échéances de reconduction pour chacune des licences de 2G et de 3G des opérateurs concernés ?

4) Pour quelles raisons les réseaux 2G ne peuvent-ils pas encore être démantelés à court terme ? Quels sont actuellement les services (ou fonctionnalités) de télécommunication publics et privés qui restent dépendants de la technologie 2G ?

5) Quelle est l'évolution de l'utilisation, respectivement du nombre de connections au réseau et de la quantité de données transmises par les réseaux 2G au Luxembourg depuis 2010 ? Quelle est l'évolution au niveau des réseaux 3G ?

6) Les antennes passives des stations de base 2G et 3G émettent-elles en permanence leur rayonnement électromagnétique sur l'entièreté de l'aire de couverture, c'est-à-dire même en l'absence de communication, respectivement à l'inverse des antennes actives de dernière génération ?

7) Quelle est la puissance électrique cumulée des antennes 2G des stations de base installées/autorisées au Luxembourg ? Quelle est cette valeur pour les antennes des réseaux 3G luxembourgeois ?

8) Combien de kilowatts/heure d'électricité les réseaux 2G et les réseaux 3G consomment-ils annuellement au Luxembourg ?

9) Quel est actuellement le taux de couverture des réseaux de téléphonie mobile de 2e, 3e et 4e génération au Luxembourg ?

10) Quel est le nombre d'antennes de téléphonie mobile actuellement installées au Luxembourg, ventilé par génération technologique ?

11) Considérant que ces vieux réseaux sont de moins en moins utilisés, qu'ils ont une faible efficacité énergétique et émettent en permanence des rayonnements électromagnétiques à l'inverse d'antennes plus modernes, est-ce que des réflexions sont actuellement menées au sein de l'État ou au sein des opérateurs pour l'élaboration d'un calendrier, soit de migration, soit d'arrêt à terme, des services et fonctions dépendants toujours des technologies 2G ou 3G afin de pouvoir planifier de manière ordonnée la fin des réseaux 2G et/ou 3G ?

12) Est-ce qu'il ne serait pas opportun que le régulateur (ILR) lance - surtout face à l'arrivée de la 5G - une consultation des acteurs concernés au sujet de l'avenir, respectivement de la durée de vie restante des réseaux 2G et 3G au Luxembourg, notamment avec l'objectif de coordonner les éventuels plans de sortie de la 2G et de la 3G et de garantir une prévisibilité suffisante aux clients/utilisateurs publics, privés et commerciaux ?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Les trois sociétés Proximus, Orange et POST exploitent leurs propres réseaux mobiles 2G, 3G et 4G. Le partage des infrastructures passives (pylônes) est très répandu, cependant les équipements actifs diffèrent fortement d'un opérateur à l'autre et ne sont pas partagés parmi les opérateurs.

Les licences pour les fréquences des bandes des 800/900 et 1800 MHz ont été attribuées en 2012, elles ont une durée de validité de 15 ans et peuvent être prolongées sur demande des titulaires. Il en est de même pour les licences de la bande des 2100 MHz qui ont été attribuées en 2017 et qui ont une durée de validité de 16 ans.

Rappelons dans ce contexte la réponse à la question parlementaire n° 1607 de 2019 qui explique que « les opérateurs ayant reçu une licence dans le cadre du service mobile terrestre peuvent disposer du spectre alloué pendant la durée d'utilisation de la licence. Comme ces licences ne spécifient pas la technologie à utiliser, les opérateurs sont loisibles de déployer individuellement le type de technologie le plus approprié selon leur avis. » Puisque ces licences sont donc neutres du point de vue technologique, les opérateurs de réseaux mobiles continueront à décider de l'utilisation qu'ils font du spectre qui leur a été attribué.

D'après les opérateurs mobiles, une grande partie des appels vocaux passent encore par la technologie 2G et 3G. Ceci vaut également pour les clients des opérateurs étrangers visitant le Luxembourg en mode roaming, et dont certains abonnements ne donnent accès qu'à un service 2G. Aussi, bon nombre de terminaux de communication vocale installés dans des ascenseurs utilisent exclusivement la 2G ainsi que beaucoup d'applications IOT (Internet of Things) ou M2M (machine to machine) tels qu'une partie des lecteurs de cartes à puce du type « Bancomat » ou encore des systèmes d'alarme et certains systèmes d'appels d'urgence dans des voitures. S'y ajoutent éventuellement les communications effectuées moyennant des téléphones mobiles plus anciens utilisés par des personnes qui n'ont pas besoin de la connectivité Internet mais seulement d'un téléphone mobile fiable et facile à manipuler.

En raison du taux de pénétration croissant des smartphones, l'utilisation des réseaux 2G pour la transmission de données régresse constamment. Il en est de même pour les réseaux 3G. Ces deux technologies ne jouent plus de rôle significatif en ce qui concerne l'accès à l'internet mais restent importants pour l'acheminement des appels téléphoniques. Les réseaux 2G/3G ne peuvent donc pas être démantelés prématurément sans une pénétration adéquate des nouvelles technologies VoLTE ou similaire qui existent depuis l'introduction de la 4G.

Il est vrai que les antennes 2G et 3G émettent en permanence de l'énergie radioélectrique vers leur zone de couverture. L'introduction de la technologie 5G promet une augmentation de l'efficacité spectrale et énergétique pour un trafic donné et l'utilisation de nouveaux produits et types d'antennes (telles que les antennes MiMo) pourraient contribuer à cette tendance dans les années à venir et diminuer l'émission d'ondes radioélectriques des stations de base.

Quant à la consommation électrique des réseaux de communication mobiles, nous ne disposons que d'informations partielles. Nous estimons cependant que la quote-part de la consommation électrique cumulée des équipements 2G et 3G est proche de 50 % par rapport à la consommation totale des équipements des réseaux mobiles 2G, 3G et 4G. Un réseau de téléphonie mobile est constitué de quelque 900 stations de base toutes technologies confondues. Ce chiffre varie d'opérateur à opérateur tout comme le pourcentage d'équipements 2G, 3G ou 4G installés pour chaque réseau. En partant de l'hypothèse que les trois technologies sont utilisées de façon uniforme et qu'un site 2G ou 3G consomme en moyenne 7.000 kWh par année, un réseau 2G ou 3G constitué de 300 sites consommerait donc 2.100.000 kWh par année (valeur théorique approximative ne tenant pas compte des spécificités des différents réseaux).

Le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et spécialement les zones habitées sont bien couvertes par les trois réseaux de téléphonie mobile actuels. Il existe certes des différences entre les architectures des différents réseaux et leur taux de couverture, le taux de couverture moyen devrait cependant être proche des valeurs suivantes (selon les informations dont nous disposons) :

- 2G : > 95 % du territoire, > 99 % de la population ;
- 3G : > 93 % du territoire, > 99 % de la population ;
- 4G : > 95 % du territoire, > 99 % de la population.

Les opérateurs des réseaux de téléphonie mobile sont bien conscients des avantages des nouvelles technologies 4G et 5G par rapport aux technologies 2G. Il leur incombe d'élaborer leurs propres plans de migration. Cependant, ils doivent aussi prendre en compte des aspects autres que la seule efficacité énergétique. Alors que toute licence octroyée aux opérateurs mobiles au Luxembourg peut être utilisée de manière neutre par rapport à la technologie employée, l'efficacité spectrale et énergétique accrue des dernières générations des technologies de communication électronique sans fil donne aux entreprises concernées une incitation à changer vers les technologies 4G/5G.

Comme renseigné dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0238 de 2019, il n'y avait presque plus d'investissement dans la technologie 3G en 2019 et les réflexions sur la mise hors service du 3G portaient sur une mise hors service « à moyen terme ».

Question 3260 (08.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires dans les écoles :**

D'Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Mesurë géint d'Covid-19-Pandemie, dat mam Gesetz vum 25. November 2020 fir d'lescht ugepasst gouf, gesäit am Artikel 4. Follgendes vir:

« (3) Sans préjudice des paragraphes 1er et 2 et de l'article 3quinquies, le port du masque est obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de quatre personnes, dans un lieu fermé ou en plein air.

(4) Sans préjudice des paragraphes 1er et 2 et de l'article 3quinquies, tout rassemblement à partir de quatre et jusqu'à dix personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

Tout rassemblement au-delà de dix et jusqu'à cent personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et se voient attribuer des places assises en observant une distance minimale de deux mètres. »

Dës Reegele gëllen awer net an de Lycéeën. Hei kënnen d'Direktioune selwer entscheeden, ob si eng Maskeflicht an hirer Schoul wëllen aféieren oder net, an d'Gréisst vun de Klassesäll erméiglecht et oft net, eng Distanz vun zwee Meter tëscht de Schoulbänken ze respektéieren.

Mat der Aféierung vun der A-a-B-Woch sollen d'Kontakter tëscht de Schüler vu 4e bis 2e an de Lycéeën elo awer wéinstens e wéineg reduzéiert ginn, andeems dës Schüler a Gruppen opgedeelt ginn, déi ofwiesselend Woche mat Presenzunterrecht an Homeschooling hunn.

Dobäi kënnen d'Schoulen tëscht zwee Modeller wielen:

Entweeder gëtt innerhalb vun enger Klass eng A-Grupp an eng B-Grupp zesummegestallt, déi en alternance an d'Schoul ginn, oder zwou Klassen huelen en alternance um Presenzunterrecht deel. Wärend beim éischte Modell ëmmer nëmmen eng hallef Klass am Schoulsall zesumme léiert, bleift d'Klass am zweete Modell komplett a geet just eng Woch iwwert déi aner an d'Schoul. Egal wéi e Modell gewielt gëtt, gëtt d'Unzuel u Schüler aus de Klasse vu 4e bis 2e, déi an der Schoul sinn, also ëm d'Hallschent reduzéiert. Awer nëmme beim éischte Modell gëtt och d'Unzuel u Schüler an der Klass reduzéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schoulen hu sech fir den éischte Modell vun der A-a-B-Woch entscheet a wéi vill fir den zweeten?

2. Ass de Minister der Meenung, dass den zweete Modell eng genee esou gutt Hygiènesmesure ass wéi den éischten?

U wéi enge Krittäre mécht de Minister seng Argumentatioun fest?

3. Wéi vill Schoulen hu sech bis elo dofir entscheet, eng Maskeflicht anzeféieren?

4. Ass de Minister der Meenung, dass Schüler, déi an der selwechter Klass sinn an do ouni Mask a mat manner wéi zwee Meter Ofstand zesumme sëtzen, verstinn, dass si an hirer Fräizäit e Mask mussen undoen an Ofstand halen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Véier Schoulen hu sech fir deen éischte Modell entscheet, all déi aner fir deen zweeten.

ad 2. Et ass nach ze fréi, fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierte kënnen eng wëssenschaftlech fundéiert Äntwert ze ginn. Et gëtt awer aktuell eng Etüd gemaach, déi sech mam Impakt vun der Mesurë beschäftegt, déi an deene verschiddene Schoulen appliizéiert ginn. Et sief awer scho gesot, datt duerch d'Absence vu ganze Klasse wärend verschiddene Wochen och Klassesäll fräiginn, soudatt a verschiddene Gebaier déi méi kleng Klassesäll manner genotzt ginn. Allgemeng weist sech an dëser Matière, datt een deene lokale Gegeebenheete muss Rechnung droen, wat eng allgemeng Äntwert op d'Fro schwéier mécht.

ad 3. + 4. D'Schoul ass eng Plaz, déi extreem strukturéiert ass: et ginn Horairen, gläichbleiwend Ofleef a fest Reegelen, déi vun allen Acteure vun der Schoulcommunautéit mussen agehale ginn; vill Infektioune gi vu „baussen" an d'Schoul erageleroen. Dofir wier et wënschenswäert, datt zum Beispill an der Fräizäit déi sanitär Reegele géifen agehale ginn; vill Enseignantë si ganz engagéiert, fir d'Schüler an deem Sënn ze sensibiliséieren.

Vu datt just an dräi Schoule keng allgemeng Maskeflicht besteet, stellt de Problem, deen den honorabelen Deputéierten opwerft, sech an der Realitéit net wierklech.

Question 3268 (09.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **pôle d'échange à Moutfort :**

Den 21. September 2018 hat d'„Wort" iwwert de Pôle d'échange zu Moutfort bericht. De Minister fir Mobilitéit huet deemools gesot:

„Baulich ist die Umsteigeplattform nicht sehr aufwendig. Im günstigsten Fall geht sie schon 2019 in Betrieb, spätestens 2020 mit der kompletten Reform des RGTR-Netzes".

Effektiv ass de Pôle d'échange zu Moutfort beim Fussballsterrain och am Plan sectoriel „Transports" opgefouert. Stand haut ass de Pôle d'échange zu Moutfort awer nach net gebaut.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéini wäert de Pôle d'échange fäerdeg gebaut ginn?

2. Aus wéi enge Grënn konnt d'Plattform net an deene vum Minister genannten Delaie gebaut ginn?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An den urspréngleche Studie war virgesinn, datt de Pôle d'échange laanscht d'Nationalstrooss N2 zu Mutfert dem Buspassagéier d'Ëmsteigen op de verschiddene Buslinnen tëschent Réimech an der Stad Lëtzebuerg sollt erméiglechen.

Doduerch wär et méiglech gewiescht, fir vu Linnen, déi op de Kierchbierg fueren, op Linnen ëmzeklammen, déi op d'Gare oder an de Süde vun der Stad gefuer wieren an och ëmgedréint. Déi Buslinne wieren dofir zu Mutfert an déi geplangte Busgare eragefuer an hätten do openee gewaart, fir d'Ëmklammen tëschent deenen zwou Linnen ze erméiglechen. Well fir déi Busgare awer keng Iwwerhuelméiglechkeet ageplangt war, hätt d'Ëmklammen ëmmer nëmmen tëschent zwee Busse gemaach kënne ginn.

Duerch d'Reform vum RGTR huet sech de Busreseau am Raum Mutfert am Sënn vum Busbenotzer verbessert. Dat bréngt aner Ufuerderungen un den Ëmsteigepunkt zu Mutfert mat sech. An deem Sënn ass de Projet amgaang, ëmgeplangt ze ginn.

- Esou ginn am neie Reseau och d'Zoninge vu Mënsbech a Sandweiler-Conter vu Mutfert aus erschloss.

- Insgesamt klëmmt d'Zuel u reguläre Faarten, ouni d'Schoulfaarten, vu 6 Faarte Richtung Kierchbierg an der Spëtzestonn op 10 Faarten.

- Ausserdeem ginn et nei Verbindunge Richtung Gare (2 Faarte pro Stonn) an Houwald (4 Faarte pro Stonn).

- Iwwert d'N2 fueren elo och d'Expresslinne 401 (vu Losheim am See), 403 (vu Merzig) a 406 (vu Réimech) an d'Stad. Wéi den Numm et seet, kennen Expresslinnen net ënnerwee an engem Pôle d'échange waarden.

Question 3279 (10.12.2020) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**interdiction d'enregistrement de nouvelles voitures à combustion interne :**

An deene leschte Méint hu weltwäit verschidden Natiounen ugekënnegt, Neizouloossunge vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab engem bestëmmten Datum ze verbidden. Sou wëllen d'Holländer schonn 2030 an d'Fransousen 2040 dësen Ausstig gepackt hunn, fir nëmmen dës Länner ze nennen. Souguer am Autoland Bayern huet de Ministerpresident lautstaark iwwert e Verbuet bei den Neizouloossungen ab 2035 geschwat, nodeems Kalifornien dësen Austrëttsdatum genannt huet. Souguer eenzel Autoshiersteller hu sech scho vum Verbrennungsmotor verabschit. Sou huet Volvo scho säit 2019 opgehalen, nei Verbrennungsmotoren ze entwéckelen a wäert Schrëtt fir Schrëtt aus dem Verkaf vu sou Motoren erausklammen. Och wann ee wëll d'Klimaneutralitéit zu Lëtzebuerg bis 2050 erreechen, ass esou en Austrëttsdatum wichteg. Dobäi ass et och zentral, dass wann d'Regierung esou eppes plangt, dass dat mat Transparenz geschitt, fir d'Akzeptanz bei de Leit ze erhéijen a gläichzäiteg hinnen d'Méiglechkeet gëtt, sech dorropper anzestellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu engem Verbuet bei Neizouloossunge vun Autoe mat Verbrennungsmotoren?

- Plangt d'Regierung esou ee Verbuet a wa jo, ab wéini ass sou ee Verbuet geplangt?

- Wann nee, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

An hirer parlamentarescher Fro ginn déi honorabel Deputéiert dorop an, dass weltwäit verschidden Natiounen ugekënnegt hunn, fir Neizouloossunge vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor ab engem bestëmmten Datum ze verbidden, a wëlle sech doriwwer informéieren, ob esou e Verbuet och zu Lëtzebuerg ugestrieft gëtt.

Wat d'europäesch Reglementer a Saachen Homologatioun beträfft, ass ervirzehiewen, dass zum haitegen Zäitpunkt kee Memberstaat engem Gefier, wat den aktuelle Virschrëfte vun den europäesche Reglementer entspriecht, eng Neizouloossung verbidde kann. Op dësem Punkt ass den Artikel 6 Paragraf 5 vum „Règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE", wat d'Kaderreglement vun der europäescher Homologatioun duerstellt, kloer, an deem Follgendes festgehalen ass:

« 5. Les États membres ne peuvent interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché, l'immatriculation ou la mise en service des véhicules, systèmes, composants ou entités techniques distinctes qui sont conformes au présent règlement, sauf dans les cas prévus au chapitre XI. »

Kloer ass allerdéngs, datt en vue vun den ambitiéisen Ziler, déi d'Europäesch Unioun an am spezielle Lëtzebuerg sech am Beräich vum Klimaschutz ginn hunn, eng séier Dekarboniséierung vum Transportsecteur noutwenneg ass. Dohier ass et wichteg, datt all Memberstaat konkreet Mesuren hëlt, fir dës Transitioun zu engem méi nohaltege Fuerpark schnellstméiglech ze erreechen. Eng Rei europäesch Länner hunn an dësem Zesummenhang e kloert Signal gesat an annoncéiert, ee Verbuet vun Neizouloossunge vun Autoe mat Verbrennungsmotoren unzestriewen, woubäi dëst ouni eng Upassung vum harmoniséierten europäesche Kader net méiglech schéngt. Lëtzebuerg huet sech dëse Memberstaaten ugeschloss an dës Positioun och formell am Kader vum integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) festgehal: „Luxemburg wird für ein Verkaufsverbot von Fahrzeugen mit Verbrennungsmotor auf EU-Ebene ab 2030 eintreten." En attendant, datt et zu esou engem Verbuet op EU-Niveau kënnt, wäert d'Regierung hier Efforten, fir de Kaf an d'Notze vun Nullemissiounsautoen ze promouvéieren, weiderféieren.

An dësem Zesummenhang huet d'Regierung sech ambitiéis Ziler gesat, wat d'Elektrifizéierung vum Lëtzebuerger Fuerpark ugeet. Sou gesäit de PNEC fir 2025 vir, dass ongeféier 23 % vun den zu Lëtzebuerg zougeloossene Persouneween (Kategorie M1) sollen Elektroautoe sinn an dass dësen Taux bis 2030 bis op 49 % klëmmt. Ufank Dezember 2020 louch den Undeel un Elektroautoen nach knapp ënnert 2 %.

Fir d'Ziler aus dem PNEC ze erreechen, gëtt d'Uschafung vun engem neien 100 %-Elektroauto de Moment mat enger Primm vun 8.000 Euro ënnerstëtzt. Dozou kommen nach Mesurë bäi, wéi zum Beispill eng Primm vu bis zu 50 % vun de gesamten Uschafungskäschten an d'Installatioun vu private Luedbornen. Dës Mesurë si lues awer sécher amgaangen, hir Friichten ze droen. Esou goufen eleng 2020 5.158 nei Elektroautoen immatrikuléiert (100%-Elektroautoen: 2.473; Plug-in-Hybride: 2.685), wat 11,4 % vun den neien Immatrikulatiounen entspriecht.

Question 3283 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque :**

Bei der Installatioun vun neie Fotovoltaikanlagen ergëtt et Sënn, net all d'Panneaue Richtung Süden ze orientéieren. Och wann hei d'Sonn am stäerkste schéngt, sou féiert dës besonnesch an de Summerméint zu enger Erwiermung vun de Panneauen, wat en negativen Impakt op hir Leeschtung huet. Sou kann et sinn, dass eng Fotovoltaikinstallatioun mat enger Ost-Süd- respektiv Süd-West-Richtung e bessere Rendement huet, well et méi kill ass a moies respektiv owes d'Sonn op d'Panneaue schéngt.

Fir an Zukunft eng besser Verdeelung vun der solarer Stroumproduktioun, déi an deenen nächste Jore jo soll kräfteg zouhuelen, ze garantéieren, kéint et och interessant sinn, wa Fotovoltaikanlage Richtung Osten oder Weste gedréint sinn. Sou hätt ee schonn an de Mueresstonne bzw. nach an den Owesstonne Stroum aus solarer Produktioun zur Verfügung. Leider ass de Rendement vun esou Anlagen iwwert d'Joer gekuckt awer net sou rentabel.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Plangt d'Regierung en extraen Aspeisetarif fir Solaranlage mat enger West- oder Ost-Ausriichtung, fir esou d'Produktioun vu Solarstroum besser iwwert den Dag ze verdeelen, bzw. plangt d'Regierung, de Stroum jee no Dageszäit ënnerschiddlech ze entlounen, wat de selwechten Effekt mat sech géif bréngen?

- Wa jo, wéi géif dës extra Entlounung ausgesinn?

- Plangt d'Regierung alternativ dozou extra Investitiounshëllefen op Solaranlage mat enger West- respektiv Ost-Ausriichtung?

- Wann nee, wéi eng aner Méiglechkeete gedenkt den Energieminister ze ënnerhuelen, fir eng konstant Stroumproduktioun aus erneierbaren Energien ze garantéieren?

Réponse (13.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Generell géif ech gären ernimmen, datt mat deene rezente Reformen, déi d'Regierung op de Wee bruecht huet, d'Attraktivitéit vun de Fotovoltaikanlage staark an d'Luucht gaang ass, souwuel fir d'Privatpersoune wéi och fir gréisser Anlagen op landwirtschaftleche Betriber, op Entreprisen an Industrien.

Et gi vill Facteuren, déi den elektreschen, awer och wirtschaftleche Rendement vun enger Fotovoltaikanlag beaflossen: Ausriichtung, Neigungswénkel, Temperatur vun de Modullen, Schiet, Kapazitéit vum Wiesselriichter etc. Generell kann een zu enger Anlag an Ost-West-Ausriichtung soen, datt den elektreschen Ertrag pro Module warscheinlech net um Optimum ass, den Ertrag pro Flächenunitéit awer warscheinlech méi héich ass wéi an enger Süd-Ausriichtung, well een an deem Fall jee no Neigungswénkel ee méi oder manner grousse Reienofstand wéinst dem Schiet muss virgesinn.

Et ass also bei all Projet ze kucken, wéi ee sech am beschten un d'Méiglechkeeten op der Plaz upasst, wat Ausriichtung an Neigungswénkel ugeet, fir ze entscheeden, wat am sënnvollsten erschéngt. Et ass ze soen, datt déi aktuell Aspeisetariffer an och déi proposéiert Maximalpräisser bei den Ausschreiwungen déi zwou grouss Optiounen - integral no Süden ausgeriicht oder eng gemëschten Ausriichtung - erméiglechen, well béides ass um Terrain ze observéieren. Op grousse Flaachdiecher z. B. gesäit ee méi oft eng gemëschten Ausriichtung an engem relativ flaache Wénkel wéi eng reng Süd-Optioun mat Reienofstand. Vun der renger wirtschaftlecher Säit schéngen also déi 2 Varianten no beieneen ze leien. An der Zukunft wäerten och ëmmer méi Konzepter fir den Eegeverbrauch kommen, bei deem Zenario wäerten dann éischter Anlage mat enger Ost-West-Ausriichtung gebaut ginn, well do a ville Fäll iwwer den Dag am meeschte Stroum selwer ka genotzt ginn.

Extra-Tariffer virzegesi fir esou Anlagen ass also an den Ae vum Ministère net opportun.

Anlage mat enger gemëschter Ausriichtung kënne méi reegelméisseg iwwert den Dag produzéieren. Déi aktuell Unzuel vun de Fotovoltaikanlage mécht et net néideg, aktuell an dësem Beräich ze intervenéieren, fir d'Produktioun ze glätten. Notamment ass den Aspeiseprofill vu Fotovoltaikanlage fir de System bis elo onkritesch. Ob dëst an noer oder méi wäiter Zukunft néideg gëtt, ass ze kucken am Zesummespill mat den Entwécklungen am Beräich vun dem Eegeverbrauch, de Batteriespäicher, den intelligenten Netzer a Verbindung mat Elektromobilitéit. An deene Beräicher lafen eng Rei Analysen an et wäert an deenen nächste Joren och zu enger Rei Pilotprojeten an dëse Beräicher kommen, fir méi Erfarungen ze sammelen an deem komplexen Zesummespill vun den Technologien.

Question 3284 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **alternatives au glyphosate :**

A verschiddenen Äntwerten op parlamentaresch Froen huet d'Regierung informéiert, dass d'CFL fréistens ab dem Joer 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat verzichte wäerten.

Dëst well et aktuell bei der Eisebunn keng Alternativ zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produite géif ginn, déi direkt asazfäeg wieren an déi dat selwecht Resultat liwwere kéinten.

Vu dass d'CFL selwer keng Alternativen testen, gi Pilotprojeten am Ausland verfollegt, wou bei der SBB, der ÖBB, der DB, der SNCF an der Infrabel Alternativen zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produiten evaluéiert ginn.

Dobäi handelt et sech ëm d'Bekämpfe vum Onkraut mat gliddegem Waasser, mat Elektrizitéit a mat Hëllef vu Feier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wäert am Joer 2021 bei der Eisebunn op glyphosathalteg Sprëtzmëttel respektiv op aner Planzeschutzmëttel verzicht ginn?

- Wann nee, firwat nach ëmmer net?

- Wa jo, op wéi eng technesch Léisung wäerten d'CFL an der Onkrautbekämpfung zeréckgräifen?

- Sinn d'Pilotprojeten am Ausland mëttlerweil evaluéiert ginn?

www.chd.lu

- Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen a wieren d'CFL bereet, dës Konklusiounen och ze iwwerhuelen?

Réponse commune (12.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Enn des Joers 2020 hunn d'CFL opgehalen, glyphosathalteg Mëttel ze sprëtzen.

D'CFL mussen ab dem Joer 2021 mat Alternativen d'Onkraut am Beräich vum Gleiskierper bekämpfen, well et muss verhënnert ginn, dass engersäits d'Fraise vun der Instandhaltung eropginn an anerersäits d'Liewensdauer an d'Stabilitéit vum Gleiskierper reduzéiert ginn.

Wat d'Evaluatioun vun de Pilotprojeten am Ausland beträfft, esou schafft d'CFL säit Kuerzem mat der Schwäizer SBB als Partner un der Entwécklung vun asazfäegen Alternativen.

Et ass momentan nach ze fréi fir ze soen, wéini datt déi Alternativen asazfäeg sinn.

Question 3285 (11.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **dégâts causés par le gibier :**

D'Regierung huet decidéiert, déi bestoend Restriktioune fir d'Covidbekämpfung bis de 15. Januar 2021 ze verlängeren. Domadder bleift och de Verbuet vun de Klappjuegte weiderhi bestoen. Duerch den Ëmstand, dass d'Wëldpopulatioun net reduzéiert ka ginn, riskéiert de Wëldschued op de landwirtschaftleche Flächen an nächster Zäit staark zouzehuelen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3221 vum 29. November 2020 zitéiert Madamm Minister den Artikel 44, 3. Abschnitt vum Juegdgesetz, dee virgesäit, dass wann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement een allgemengt Verbuet vun der Juegd ausgesprach gëtt, de Staat de Schued muss iwwerhuelen, wann de Schued duerch dëst Verbuet entstanen ass. Dës Konditioune wäerten och weiderhin net erfëllt sinn, well d´Verbuet vun der Klappjuegd weiderhin duerch ee Gesetz an net duerch ee groussherzoglecht Reglement gereegelt gëtt.

Vu dass de Verbuet vun der Klappjuegd net iwwer ee groussherzoglecht Reglement, awer duerch e Gesetz de Jeeër imposéiert gëtt, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung net der Opfaassung, dass duerch dësen exzeptionelle Verbuet, imposéiert duerch e Gesetz, de Staat net awer misst fir de Wëldschued opkommen?

2. Ass et net méiglech, de betraffene Baueren eng eemoleg Entschiedegung fir den entstanene Wëldschued op hire landwirtschaftleche Flächen zoukommen ze loossen?

Réponse commune (13.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Nee. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 6 vun der dréngender parlamentarescher Fro N° 3221.

Et ass net méiglech, eng quantitativ Analys vum Impakt vun e puer Woche Klappjuegdverbuet op de Wëldschued ze maachen.

ad 2. Nee. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 6 vun der dréngender parlamentarescher Fro N° 3221.

Et ass net méiglech, eng quantitativ Analys vum Impakt vun e puer Woche Klappjuegdverbuet op de Wëldschued ze maachen.

Question 3287 (11.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**organisation des transports publics lors des fêtes de fin d'année :**

Esou wéi d'Regierung gëschter annoncéiert huet, wäerten déi sanitär Mesuren, déi am November getraff goufen, weider bis de 15. Januar verlängert ginn. Dëst bedeit, datt iwwert d'Feierdeeg an och Silvester weiderhin d'Ausgangsspär vun 23.00 Auer bis 6.00 Auer gëlle wäert.

Et stellt sech d'Fro, wéi den ëffentlechen Transport iwwert d'Feierdeeg a virun allem iwwer Silvester, wou den ÖT an normale Joren d'Nuecht duerchfiert, wäert organiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister preziséieren, ob a wéi den ëffentlechen Transport iwwert d'Chrëschtdagsfeierdeeg organiséiert gëtt? Gëtt dofir gesuergt, datt Persounen a systemrelevante Beruffer ouni Auto iwwert dës Deeg mobill bleiwen?

2. A wéi engem Takt wäert den ëffentlechen Transport iwwert d'Chrëschtdeeg organiséiert ginn?

3. A wéi engem Takt wäert den ëffentlechen Transport fir Silvester organiséiert ginn?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den ëffentlechen Transport ass wéi déi aner Joren iwwert d'Chrëschtdeeg gefuer, sou datt jiddereen, deen op dësen Deeg geschafft huet, mam ëffentlechen Transport op seng Aarbecht komm ass. Wéi all Joer ass den ëffentlechen Transport de 24. Dezember just bis 20.00 Auer gefuer. De 25. huet den Déngscht mueres ab 08.00 Auer erëm ugefaangen an ass nom Sonndeg-/Feierdagshoraire gefuer. Bei der AVL ass de 26. Dezember och den Déngscht eréischt mueres ab 08.00 Auer ugaangen.

ad 2. Op de Chrëschtdeeg sinn d'Zich an d'Bussen nom Sonndesfuerplang gefuer. All Zuchlinn ass wéinstens eemol an der Stonn bedéngt ginn. Am Allgemenge sinn d'Linnen owes bis géint 23.30 Auer gefuer a wéinst der Späerstonn ass keen Nightbus um Reseau vum TICE oder vun der AVL gefuer.

ad 3. Op Silvester ass de Fuerplang vun engem normale Schaffdag ugebuede ginn. Wéinst der Ausgangsspär a well souwisou keng Partyen erlaabt sinn, si keng Zich duerch d'Nuecht op Neijoerschdag ugebuede ginn. Den 1. Januar 2021 huet den Déngscht ab 08.00 Auer mueres erëm ugefaangen nom Sonndeg-/Feierdagshoraire.

No den Entscheedungen, déi d'Regierung den 22. Dezember 2020 iwwert d'Adaptatioun vum Couvre-feu um 21.00 Auer geholl huet fir d'Period vum 26. Dezember 2020 bis den 10. Januar 2021 inklusiv, goufen d'Stonnen Déngscht vum Adapto-Transport ugepasst.

Fir d'Enn vum Joer 2020 huet den Adapto-Service zu de follgenden Zäite gefouert:

Dezember: Enn vum Transport um 20.00 Auer.

Dezember: Transport tëscht 08.00 an 22.00 Auer.

Dezember: Transport geet tëscht 07.00 an 21.00 Auer.

Dezember: Transport tëscht 07.00 an 21.00 Auer.

Januar: Transport geet tëscht 08.00 an 21.00 Auer.

Beneficiairen, déi scho Reesen nom Couvre-feu gebucht hunn, si vun der Mobilitéitszentral benoriichtegt ginn.

Question 3288 (11.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **chômage partiel :**

Le 19 novembre dernier, le Gouvernement a donné des précisions au sujet des modalités d'application du régime du chômage partiel pour le premier semestre 2021. Il a à cette occasion été précisé que « Le changement majeur porte sur la base sur laquelle les indemnités de chômage partiel seront calculées. Alors que celles-ci étaient jusqu'à présent évaluées sur base d'emplois temps plein (ETP), les indemnités à verser se baseront à partir du 1er janvier 2021 et jusqu'au 30 juin 2021 sur le nombre d'heures effectivement chômées par les salariés concernés. »

Le nouveau régime applicable à partir de l'année prochaine envisage deux phases distinctes de trois mois chaque fois, tout en partant de l'hypothèse que la situation sanitaire s'améliorera d'ici le 1er avril 2021. Le « nouveau » régime continue à distinguer entre quatre cas de figures [(i) entreprises industrielles, (ii) entreprises appartenant aux secteurs vulnérables de l'Horeca, du tourisme et de l'événementiel à condition de ne pas procéder à des licenciements au-delà de 25 % de leurs salariés, (iii) et (iv) toutes les autres entreprises, à l'exclusion des entreprises industrielles, en application de certains seuils …]. La quatrième catégorie d'entreprises devra soumettre un plan de redressement, si elles occupent moins de 15 salariés.

Ce plan de redressement devra au moins comprendre les cinq grands volets suivants :

1. présentation de l'entreprise et de son activité ;

2. données relatives à la situation économique de l'entreprise ;

3. données relatives à la situation de l'emploi et description des moyens propres utilisés par l'entreprise pour maintenir un niveau normal d'emploi ;

4. évolutions à attendre pour les trois prochains mois ;

5. durée du plan de redressement et objectifs à atteindre.

On peut également lire sur le site guichet.public.lu sous la rubrique « sanctions » :

« Les subventions accordées sur base de déclarations erronées sont à restituer.

Les subventions accordées sur base de déclarations délibérément fausses et dès qu'il y a un manquement délibéré dans le versement des indemnités de compensation à un ou plusieurs salariés

concernés ou que des subventions ont servi à des fins autres que le paiement des salaires sont à restituer. Le bénéficiaire doit restituer la totalité des sommes perçues sur base de l'ensemble des demandes introduites et le bénéfice du chômage partiel est retiré avec effet immédiat à l'entreprise concernée.

Ces infractions sont punies d'une amende de 251 à 5.000 euros. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer de l'utilité des plans de redressement dans la situation sanitaire actuelle ? N'est-ce pas une charge administrative supplémentaire pour les petites entreprises concernées ?

2) Les entreprises qui n'ont pas atteint les objectifs contenus dans le passé seront-elles, le cas échéant, désavantagées à l'avenir ?

3) Combien d'entreprises ayant soumis un plan de redressement en novembre 2020 (34 selon les informations du ministère) ont pu accéder au chômage partiel pour ce mois ? Combien de ces entreprises ont également pu profiter du chômage partiel pour le mois de décembre ? Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils ces changements (alors que la situation n'a guère changé entre ces deux mois) ?

4) Les entreprises ayant soumis/soumettant un plan de redressement seront-elles sanctionnées si les informations contenues, souvent de manière provisoire dans les plans de redressement, seront redressées par la suite ?

5) Plus généralement, combien d'entreprises ont procédé à des recours gracieux contre les refus d'octroi du chômage partiel ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces informations pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2020 et par catégorie d'entreprises concernée (i. e. en fonction des quatre cas de figure définis par les partenaires sociaux) ?

- Combien d'entreprises ont, suite aux recours ainsi intentés, pu bénéficier du chômage partiel ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir de plus amples informations et les raisons du changement applicable au niveau du calcul des indemnités de chômage partiel ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous préciser l'impact de ce changement de régime sur les montants à allouer en appliquant le nouveau système sur les derniers mois et en comparant les résultats ainsi obtenus par rapport aux montants effectivement alloués ?

7) Combien d'entreprises ont, depuis le début de la crise, bénéficié d'un avis positif de la part du Comité de conjoncture de leurs demandes d'exemption fiscale d'indemnités bénévoles de licenciement en application de l'article 115 (10) L.I.R. ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir ces informations par mois et le nombre de salariés concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous chiffrer le déchet fiscal y relatif ?

Réponse commune (11.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) En ce qui concerne les plans de redressement, voire les plans de maintien dans l'emploi pour les entreprises de plus de quinze salariés, il y a lieu de préciser que ceux-ci doivent seulement être introduits par les entreprises qui doivent soit dépasser le quota en pourcentage éligible pour le chômage partiel, soit dépasser le nombre de personnes devant néanmoins être licenciées dans le cas des entreprises relevant des secteurs vulnérables.

Il en est ainsi aussi pour des entreprises isolées appartenant à un secteur hautement concurrentiel, si dans ce secteur la grande majorité des entreprises n'a pas recours au chômage partiel.

Dans tous ces cas, l'obligation de soumettre un tel plan sert à permettre aux autorités compétentes de pouvoir apprécier les raisons spécifiques qui amènent ces entreprises à dépasser individuellement les normes établies pour les différentes conditions d'accès au chômage partiel.

ad 2) Non, les entreprises n'atteignant pas les objectifs contenus dans le plan de redressement ne seront pas désavantagées.

ad 3) En novembre 2020, 33 plans de redressement ont été avisés favorablement (dont un plan a été classé sans suite sur demande de la société). 25 demandes de chômage partiel ont été avisées favorablement dans le cadre de ces 32 plans.

En décembre 2020, 30 demandes ont été avisées favorablement dans le cadre des mêmes plans.

Cette différence s'explique essentiellement du fait que certaines sociétés n'ont pas déposé de demande de chômage partiel par exemple en raison d'un simple oubli ou du fait qu'elles estiment ne pas nécessiter de recours au chômage partiel pour un mois donné.

ad 4) Non, ces entreprises ne seront pas sanctionnées si les informations contenues dans un plan de redressement sont redressées par la suite, toutefois des informations supplémentaires pourront être demandées.

Si par contre, dans le cadre des déclarations, des subventions auraient été accordées sur base de déclarations erronées, celles-ci seraient à restituer, et si elles auraient été accordées sur base de déclarations délibérément fausses, la totalité des sommes perçues sur l'ensemble des demandes introduites seraient à restituer et le bénéfice du chômage partiel serait retiré, avec effet immédiat, à l'entreprise concernée.

ad 5) Aux mois d'octobre, novembre et décembre 2020, quatre entreprises ont introduit un recours en annulation devant les juridictions administratives contre une décision en matière de chômage partiel.

Les décisions contestées par les entreprises requérantes n'ont pas conduit à un revirement de position et sont dès lors portées devant le tribunal administratif. Les décisions attaquées visent soit l'exclusion tout court de l'entreprise du chômage partiel, soit la limitation en matière de chômage partiel que l'entreprise a décidé de contester.

ad 6) En ce qui concerne le changement relatif à l'application du pourcentage éligible par rapport au temps de travail mensuel total de l'entreprise et non plus sur le nombre de salariés, il faut préciser que ce changement a été fait sur demande expresse des entreprises.

Cette approche permettra dorénavant une application plus flexible du régime dans les entreprises alors qu'elle permet une plus vaste distribution entre heures travaillées et heures chômées entre les salariés de l'entreprise.

À ce stade, une évaluation de l'impact de ce changement de régime n'est pas encore disponible.

ad 7) Onze entreprises ont bénéficié d'un avis positif de leur demande d'exemption fiscale d'indemnités bénévoles de licenciement en application de l'article 115 (10) L.I.R. depuis le début de la crise en mars jusque fin d'année 2020. Elles ont au total déposé 26 demandes portant sur 576 salariés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3290 (11.12.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **mégots de cigarettes :**

D'Zigarettestëmp bedeiten eng reegelrecht Plo fir d'Ëmwelt, an dat iwwerall an de Stied an och am ländleche Raum. Se sinn net nëmme schwéier opzerafen an ze trennen, mee brauchen och zéng bis 15 Joer fir ze degradéieren an enthalen eng Hellewull un toxesche Substanzen, déi schiedlech fir d'Ëmwelt sinn. D'Anti-Tubak-Gesetz vun 2017 huet schonn eng Rei Restriktiounen a Sanktioune virgesinn, fir géint dës Verschmotzung virzegoen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Tonnen un Dreck resultéierend vun den Zigarettestëmp gi järlech agesammelt? Wéi eng Käschten entstinn doduerch?

2. Wéi vill Protokoller wéinst Verstéiss géint d'Anti-Tubak-Gesetz si schonn ausgestallt ginn?

3. Huet d'Regierung een Aktiounsplang oder Mesuren, fir géint d'Verschmotzung, déi duerch Zigaretten entsteet, virzegoen an dës Situatioun ze verbesseren?

4. Wéi ass an dësem Kontext den Tëschebilan vum Anti-Tubak-Gesetz?

Réponse commune (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Ëmweltverwaltung mécht reegelméisseg Analysen, fir ze bestëmmen, wéi eng Zorten Offall an der Natur landen. D'Resultater aus dësen Etüden erméiglechen et dann, geziilt Mesuren ze ergräifen. Esou Etüde sinn an de Joren 2008 a 2015 gemaach ginn. Déi nächst Etüd gëtt am Laf vum nächste Joer (2022) gemaach. Déi detailléiert Resultater vun den Etüde fënnt een ënner: https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/Littering.html.

Wéi vill d'Zigarettestëmp ausmaachen, ass leider net gewosst. Dëst soll an der nächster Etüd méi am Detail gekuckt ginn, dëst och am Hibléck op déi spéider Reduktiounsziler an dësem Beräich an op déi zukünfteg Opstellung vun engem Produzenteverantwortungssystem fir Filtere vun Tubaksprodukter.

ad 2. Am Kader vum Anti-Tubak-Gesetz goufen am Laf vum Joer 2020 12 Procès-verballe geschriwwen an 8 Avertissement-taxéen ausgestallt wéinst Consommatioun vun Zigaretten a Raimlechkeeten an op Plazen, wou dëst vum Gesetz hier verbueden ass.

ad 3. Déi europäesch Direktiv 2019/904 iwwer d'Reduktioun vum Impakt vu bestëmmte Plastiksprodukter op d'Ëmwelt, bekannt als „Single Use Plastics Directive", verlaangt vun de Memberstaaten, datt si e Regimm vun der erweiderter Produzenteverantwortung (responsabilité élargie des producteurs) opstelle fir Produzente vun Tubaksprodukter mat Filter a fir Filterhiersteller, deenen hir Filteren a Kombinatioun mat Tubaksprodukter benotzt ginn.

Dofir proposéiert de nationale Gesetzesprojet iwwert d'Reduktioun vum Impakt vu bestëmmte Plastiksprodukter op d'Ëmwelt, deen de 25. August 2020 an der Chamber deposéiert gouf, d'Schafe vun engem zukünftege Regimm vun der erweiderter Produzenteverantwortung fir Produzente vun dëse Produkter. Duerch dëse Regimm kréie laut dem Gesetzesprojet d'Produzente follgend Verflichtungen:

- eng spezifesch Markéierung op d'Verpakung vun Tubaksprodukter ze maachen, fir dem Konsument seng Verflichtung bewosst ze maachen, säin Offall richteg ze entsuergen;

- d'Käschte vu Sensibiliséierungscampagnë géint de Littering ze droen;

- d'Organisatioun, op d'mannst finanziell, vun der Gestioun vun den Offäll vun Zigarettefilteren an Zigarettestëmp (Sammlung, Transport, Behandlung), d'Botzen, den Transport an d'Behandlung vun den Zigarettestëmp, inklusiv de Littering, sécherzestellen;

- d'Käschten ze droen, fir d'Daten ze sammelen an ze iwwermëttelen a Bezuch op dëse Secteur, dëst am Kontext vun de Verflichtungen, fir Berichter ze maachen.

Den nationale Gesetzesprojet geet méi wäit ewéi d'Direktiv, andeems Produzente vun dëse Produkter d'Verantwortung iwwerdroe kréien, fir Moossnamen ze huelen, fir de Littering ze vermeiden. E setzt e järlecht Zil vun op d'mannst 10 % Reduktioun vun den Zigarettenoffäll am Littering am Verglach zu der Quantitéit vun Zigarettefilteren, déi dat Joer virdrun ewechgehäit goufen. Dëst Reduktiounszil gëllt ab dem 1. Januar 2024.

Et ass och virgesinn, datt Produzenten d'Käschte vun der spezifescher Sammelinfrastruktur iwwerhuele mussen. Dësen erweiderte Produzenteverantwortungsregimm muss bis de 5. Januar 2023 ëmgesat sinn. Fir den Opbau vun dësem Regimm ze garantéieren an d'Erreeche vun dësen Objektiver ze fërderen, gouf e konstruktiven Dialog mat de Produzente gefouert. D'Haaptprioritéite goufe presentéiert an d'Responsabilitéite vun de Produzenten, awer och vun de Konsumenten, goufen ernimmt. Um Opstelle vun dësem Regimm wäert an den nächste Méint a Joren intensiv geschafft ginn.

ad 4. D'Anti-Tubak-Gesetz schränkt wuel d'Fëmmen an d'Vapotéieren an, gesäit awer keng direkt Moossname géint den Offall vun Zigarette vir.

Question 3291 (11.12.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **particules fines des voitures électriques :**

Laut enger rezenter Studie vun der OECD wäert ab 2035 de gréissten Undeel vu gesondheetsschiedlechem Feinstaub duerch den Ofriff vu Pneuen, Kupplungen a Bremsen an net méi duerch d'Verbrennung vu Kraaftstoffer entstoen. Dofir ass eng Konklusioun vun dem Rapport, dass sech d'Politik och misst mat der Reduktioun vu Feinstaub aus dëse Quellen (Pneu, Kupplung a Bremsen) auserneesetzen. Och wann E-Autoen ouni Kupplung fueren an duerch regenerativ Bremsen de Bremsofriff staark verréngert gëtt, sou sinn Elektroautoen, an och d'Hybrider, méi schwéier wéi vergläichbar Autoe mat engem Verbrennungsmotor, wouduerch Pneue vill méi staark belaascht ginn. Och hunn elektresch Autoe méi héich Dréimomenter. Doduerch kënnt et zu engem verstäerkten Ofnotze vun de Pneuen, wéi och vum Pneuefabrikant Michelin bestätegt ginn ass, wat dann erëm d'Feinstaubbelaaschtung virun allem an de Ballungsgebidder erhéicht. An der Studie ginn awer och puer Léisungsvirschléi gemaach, wéi zum Beispill manner schiedlech Materialien a Bremsscheiwen, alternativ Stroossebeläg oder „on board-filtering" vun Emissiounen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass sech d'Regierung dëser Problematik vun der Feinstaubbelaaschtung duerch Autoe mat enger Batterie bewosst?

2. Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dëser Entwécklung entgéintzesteieren?

Réponse (14.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den Ofriff vu verschidde Komponente vun Autoe (Pneuen, Bremsen, Stroossebelag) spillt effektiv eng dominant Roll bei den Emissioune vu Feinstaub am Stroossentransport, an dës Emissiounsquell ass am nationalen Emissiounsinventaire berécksiichtegt. Et sief awer dorop higewisen, datt Autoe beim $PM_{2,5}$-Feinstaub relativ wéineg zu den nationale Gesamtemissioune bäidroen (6,8 % fir d'Joer 2018, c.f. Bild 3). Dëst steet am Géigesaz zu den CO_2-Emissiounen am Klimaberäich an der méi lokaler NO_2-Problematik (Stéckstoffdioxid) ronderëm d'Loftqualitéitshotspotten, wou d'Emissioune vum Stroossentransport zu de wichtegste Quelle gehéieren.

Et ass bekannt, datt Ofriff bei Pneuen, Bremsen a Stroossebelag och bei der Elektromobilitéit zu Feinstaubemissioune féiert an d'Evolutioun vum Stand vun der Technik gëtt vun der Regierung suivéiert.

Am Kader vun dem järlechen Emissiounsinventaire, dee Lëtzebuerg am Kader vun der Direktive zu den nationale Emissiounsplaffongen[1] an der Loftkonventioun[2] bericht, ginn d'Feinstaubemissiounen duerch den Ofriff vu Pneuen, Bremsen a Stroossebelag no den aktuelle Richtlinne[3] berechent. An dëse Richtlinne gëtt bei den Emissiounsfacteure fir d'Ofriffemissioune keen Ënnerscheed gemaach tëschent Elektrogefierer a Gefierer mat Verbrennungsmotor. Dës Richtlinne ginn all dräi Joer duerch en internationaalt Gremium vun Experten aktualiséiert an am Fall vun enger Ännerung vun den Emissiounsfacteure wäerten déi entspriechend Upassungen an de Berechnunge fir den Emissiounsinventaire virgeholl ginn.

Baséierend op Berechnungen aus dem nationalen Emissiounsinventaire an aus Projektiounen am Kader vum NAPCP[4] ergi sech follgend Tendenze fir d'Feinstaubemissioune vun Autoen:

- PM_{10}- a $PM_{2,5}$-Emissiounen duerch Ofriff (Pneuen + Bremsen + Stroossebelag) wäerte bis 2030 weiderhi liicht eropgoen (Biller 1 an 2, gro Balken). Dëst ass eng direkt Konsequenz vum Klamme vun der Unzuel u gefuerene Kilometer pro Joer. Well d'Diesel- (blo Balken) a Bensinnautoen (giel Balken) zugonschte vun den Elektroautoe (gréng Balken) lues a lues verdrängt ginn, geet d'Kontributioun vun den Elektroautoen un den Ofriffemissiounen erop.

- Den Undeel vun den Ofriffemissiounen un de $PM_{2,5}$-Emissioune vun den Autoen ass säit dem Joer 2000 staark eropgaange (vun 21 % am Joer 2000 op 83 % am Joer 2018, fir all Motorisatiounstyppen zesummen) a wäert sech bis 2030 duerch d'Erweiderung vun der elektrescher Flott knapps ënner 100 % apendelen (96,5 % fir $PM_{2,5}$ an 98 % fir PM_{10}). Dat heescht, datt d'Feinstaubemissioune vun der Verbrennung vu Bensinn an Diesel duerch Autoen ëmmer manner relevant ginn (Bild 3). Hei ass deemno gutt ze erkennen, wéi sech déi technologesch Entwécklunge vun de leschte Joerzéngte virdeelhaft op de Feinstaubausstouss vun Autoe mat Verbrennungsmotor (besonnesch am Fall vun de Partikelfiltere bei Dieselautoen) ausgewierkt hunn.

- Wéi am OECD-Bericht preziséiert, ass am Allgemengen ervirzehiewen, dass 100 %-Elektroautoen net méi Feinstaub par rapport zu Autoe mat engem Verbrennungsmotor ausstoussen, deen net duerch d'Verbrennung vu Kraaftstoff kënnt an doduerch nëmmen duerch den Ofriff vun verschiddene Komponente vun Autoen entsteet. De Géigendeel ass esouguer éischter de Fall, well sech d'regeneratiivt Bremse bei elektresche Gefierer positiv op d'Ofnotzung vun de Bremse wéi och de Pneuen auswierkt an esou manner Feinstaub ausgestouss gëtt. Laut dem OECD-Bericht si PM_{10}-Emissiounen duerch den Ofriff bei 100 %-Elektroautoe 5-19 % méi niddereg wéi bei Autoe mat Verbrennungsmotor. Bei de $PM_{2,5}$-Ofriffemissioune sinn d'Ënnerscheeder méi kleng, woubäi an der Moyenne déi liicht 100 %-Elektroautoen ënnert dem Wäert vun engem Verbrenner leien an déi méi schwéier Gefierer liicht driwwer leie. Et sief och nach ze soen, dass et mëttlerweil um Marché speziell fir elektresch Autoe mat engem méi héije Gewiicht speziell entwéckelt Pneue mat verstäerkte Säitewänn gëtt, an déi doduerch e verbessert Oflafverhaalen opweisen.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

1 National Emission Ceilings (NEC) directive, directive (EU) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques

2 UNECE Convention on Long-range Transboundary Air Pollution, CLRTAP

3 EMEP/EEA air pollutant emission inventory guidebook 2019

4 Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique

ad 2. Den Undeel vun den Ofriffemissioune vun Autoen un den nationale Feinstaubemissioune war 2018 mat 5,6 % relativ niddereg (Bild 3). De Bäitrag vu Feinstaubemissioune vun der Verbrennung vu Biomass (Holz) ass vill méi héich (49,8 %), an am Moment läit d'Prioritéit op der Reduktioun vun den Emissioune bei der Verbrennung vu Biomass. Dëst verhënnert allerdéngs net, datt d'Feinstaubemissiounen duerch Ofriff wäerte weiderhin ënnert Observatioun bleiwen. Falls sech an Zukunft duerch weider Studie sollt bestätegen, dass déi entspriechend Emissiounsfacteure fir Elektroautoe méi héich kéinte si wéi fir Autoe mat Verbrennungsmotor, wier sech ze erwaarden, dass dëst an enger neier Versioun vun de Richtlinne géif ugepasst ginn. Deen Ament géif déi Upassung och am Lëtzebuerger Emissiounsinventaire souwéi an de Projektiounsberechnunge reflektéiert ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3293 (14.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi hospitalière :**

Wéi ee rezent an der Press liese konnt, huet den Tribunal administratif kierzlech e groussherzoglecht Reglement iwwert d'Präisser vun den urgente Consultatioune bei de Kannerdokteren ausser Kraaft gesat, well dëst illegal wär. Dëst ass geschitt, nodeems eng Rei Kannerdokteren aus dem Hôpital Robert Schuman sech géint dat groussherzoglecht Reglement gewiert hunn, well et preferenziell Tariffer fir d'Kannerdokteren aus dem CHL virgesäit. Dës Dispositioun aus dem Gesondheetssecteur ass also net dem Staatsrot presentéiert ginn. E Staatsaffekot huet de Wee, fir dës Dispositioun iwwert e groussherzoglecht Reglement duerchzesetzen, mat der Drénglechkeet vun der Ugeleeënheet rechtfäerdegt - e Virgoen, wat awer aus rechtsstaatlecher Siicht eng ganz Rei Froen opwerft. Am engem Reporter-Artikel vum 2. Dezember ass iwwerdeems ze liesen: « Une quantité importante d'autres règlements grand-ducaux ont été adoptés à l'automne 2018 dans le sillage de la très controversée loi hospitalière [...] selon la même procédure d'urgence. »

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill groussherzoglech Reglementer sinn am Gesondheetsberäich zënter der Reform vum Spidolsgesetz 2018 bis dato geholl ginn?

2. Firwat ginn déi legislativ Ännerungen am Gesondheetssecteur, wéi et schéngt, a ville Fäll net dem Staatsrot presentéiert, esou wéi de reguläre gesetzleche Wee dëst eigentlech virgesäit?

3. Gëtt an den Ae vun der Regierung déi genannte „procédure d'urgence" net inflationär gebraucht, d. h. mëssbräuchlech ugewant, fir esou kënne méi einfach ze legiferéieren?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den 9. November 2020 huet d'Verwaltungsgericht d'groussherzoglecht Reglement vum 27. November 2015 „modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie" annuléiert.

D'Procédure d'urgence, déi d'Regierung evoquéiert hat, ass no engem laangwierege Prozess virun de Verwaltungssgeriichtbarkeeten net guttgeheescht ginn.

Wéi den Titel vum Reglement et och ausseet, modifizéiert dësen Text d'Nomenclature vun den Acten an den Servicer vun den Dokteren, déi vun der Gesondheetskeess en charge geholl ginn, andeem et speziell Tariffer virgesinn huet fir d'Pediateren, déi am Service national de soins intensifs pédiatriques an am Service national de pédiatrie spécialisée vum CHL ugestallt sinn.

Wéi all Modifikatioun vun der Nomenclature vun den Acten a Servicer vun den Dokteren ass d'legal Basis vun esou engem groussherzogleche Reglement den Artikel 65 vum Code de la sécurité sociale, an net Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018.

Dëst Reglement ass also keng Ausféierungsbestëmmung vum Spidolsgesetz.

Et ass och keent vun den Ausféierungsreglementer, déi op Basis vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 publizéiert gi sinn, no der Procédure d'urgence geholl ginn, mee de Staatsrot ass bei all dësen Texter ëm säin Avis gefrot ginn.

Generell referéiert d'Regierung sech am Prinzip op déi Procédure d'urgence just wann si der Meenung ass, dass och e reellen Handlungsbedarf do ass fir schnell mussen ze reglementéieren.

Question 3296 (14.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**application « MoveSafe » de la SNCB :**

La SNCB (Société des chemins de fer belge) vient de lancer MoveSafe, une application smartphone pour connaître le taux d'occupation des trains.

Elle doit permettre aux voyageurs en temps réel ou sur base de prévisions, si la distanciation sociale peut être respectée.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics s'il a pris connaissance de cette nouvelle application.

- Est-ce qu'une telle application pourrait être envisagée sur le réseau de la CFL ?

Réponse (13.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Actuellement, les CFL ne disposent pas des données nécessaires pour communiquer en temps réel, et sur base d'une prévision suffisamment précise, le taux d'occupation d'un train précis dans le contexte actuel.

D'un côté, les trains CFL ne sont pas encore équipés d'un système de comptage automatique des voyageurs, étant donné que le nombre de voyageurs est aujourd'hui déterminé par des comptages manuels sur base d'échantillons.

D'un autre côté, étant donné la nature du réseau et la gratuité des transports publics, les CFL ne disposent pas non plus de chiffres de vente de billets qui permettraient de faire des prévisions sur cette base pour un train précis.

Le taux d'occupation moyen d'un train précis en période normale, avant la pandémie, est bien sûr connu, mais n'est guère utile dans le contexte actuel. En effet, l'évolution rapide de la situation sanitaire et en parallèle des restrictions mises en place font que l'occupation des trains fluctue fortement et est actuellement très en dessous des niveaux d'avant-crise.

Les automotrices de la nouvelle série 2400, commandées fin 2018, et dont la livraison de la première automotrice est attendue pour fin 2022, seront par contre équipées d'un système de comptage automatique. Pour 2 séries, les automotrices de la série 2200 et les voitures à 2 niveaux DOSTO, des projets sont également en cours pour les équiper d'un tel système.

Il est prévu d'informer les voyageurs à ce moment en temps réel du taux d'occupation des trains, aussi bien par l'application mobile que par les afficheurs dynamiques sur les quais. Le moment venu, cette application permettra aussi de publier des prévisions sur le taux d'occupation.

Question 3297 (14.12.2020) de **MM. Georges Mischo** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination contre la Covid-19 :**

D'Memberlänner vun der EU waarden am Moment op d'Zouloossung vu verschiddene Covid-19-Impfstoffer duerch d'EMA (European Medicines Agency), fir dann nach Enn dëses Joers oder Ufank 2021 mat hiren Impfcampagnë kënnen unzefänken.

Éier et mat den Impfunge selwer lassgeet, muss natierlech eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne stattfannen, déi op méiglechst vill Froe vun de Leit äntwert a jiddereе motivéiert sech impfen ze loossen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

- Wéi wäit ass de Gesondheetsministère mat dëser Campagne wëssend, datt no de Feierdeeg déi éischt Impfunge kënne gemaach ginn?

- Wéi gesinn de Plang an den Timing fir dës Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne aus?

- Iwwer wéi eng Medie gëtt déi Campagne lancéiert?

- A wéi enge Sprooche gëtt d'Campagne lancéiert?

- Wéi laang soll déi Campagne daueren?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Kommunikatiounscampagne ass en integraalt Element vun der Lëtzebuerger Impfstrategie a setzt sech aus dräi Phasen zesummen: Sensibilisatioun (Phas I), Informatioun (Phas II) a Motivatioun/call to action (Phas III). All déi Phase gi fléissend aneneen iwwer a lafen och parallel. Déi éischt zwou Phase vun der Kommunikatiounscampagne sinn am Hierscht ugelaf, déi drëtt leeft Ufank 2021 un. D'Dauer vun der Campagne ass ofhängeg vun der Entwécklung vun der Impfsituatioun zu Lëtzebuerg. Soumat riicht sech d'Dauer vun der Kommunikatiounscampagne no der Dauer vun der Impfcampagne.

Iewescht Zil ass et transparent ze kommunizéieren an d'Ëffentlechkeet esou ëmfaassend wéi méiglech mat Informatiounen ze versuergen. Wëssenschaftlech an technesch Informatioune solle verständlech kommunizéiert ginn, fir dass sech de Bierger gutt informéiert spiert, sech mat den Informatioune seng eege Meenung bilden a sech soumat bewosst fir d'Impfung entscheede kann. Bei der Kommunikatiounscampagne handelt et sech ëm eng integréiert, multimedial Campagne, déi op digital Medie setzt an awer och op déi traditionell Medien zeréckgräift. An der Kommunikatiounscampagne gëtt iwwerdeems och vill op den Dialog gesat: A verschiddene Formater wéi Webinaren, virtuell Lunch Talks, Facebook Lives an Informatiounsstänn trieden Experte mat de Persounen um Terrain an de Kontakt a beäntweren eventuell Froen an Ängscht. Doniewent fënnt de Bierger och um Internetsite www.covid19.lu ënnert der Rubrik „Vaccinatioun" ganz detailléiert Informatiounen.

D'Campagne gëtt an den Amtssprooche Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch lancéiert, wäert awer och op zousätzleche Sproochen, wéi ë. a. Englesch a Portugisesch, disponibel sinn.

Question 3299 (14.12.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **nouvelle ligne RGTR 461 :**

Säit dem 13. Dezember zirkuléiert eng nei RGTR-Buslinn 461 tëscht Izeg–Bouneweg, dem Houwald an Hesper. Den Trajet vun dëser Buslinn féiert iwwert den CR226. Um Izeger Stee gëtt den Ouvrage OA717 vun de Ponts et chaussées erneiert, wat zu Verkéiersbehënnerunge féiert.

Den CR226 steet zousätzlech nach ëmmer op der Lëscht vun deene Stroossen, déi am Wanter net prioritär gestreet ginn. Déi éischt Faart vun dëser neier Linn 461 zirkuléiert awer scho moies fréi géint 5.15 Auer iwwert den Izeger Stee.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister mir bestätegen, datt den CR226 tëscht Izeg a Bouneweg scho moies fréi an awer och duerchgoend bis owes bei wanterleche Konditioune gestreet gëtt?

- Am Moment zirkuléiert op dëser Streck just e Minibus. Suergt de Minister derfir, datt eventuell e puer Minibussen zum Asaz kommen, wann et zu Capacitéitsenkpäss sollt kommen?

Réponse (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Um Izeger Stee um CR226 ass momentan d'Bréck OA717 am Chantier. Hei ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen, d'Bréck ze sanéieren. De Chantier dauert 275 Schaffdeeg a wäert am Summer 2021 fäerdeg sinn.

Aus Sécherheetsgrënn muss de Chantier vum Verkéier ofgetrennt ginn. Wärend den Aarbechte steet esou just eng Spuer vun 2,85 Meter fir de Verkéier zur Verfügung. Well direkt hannert der Bréck op der Izeger Säit eng 90-Grad-Kéier ass, huet d'Längt vun de Gefierer, déi wärend dem Chantier iwwert d'Bréck fuere kënnen, missen op 7,5 Meter erofgesat ginn.

Den CR226 steet op enger Lëscht vu Stroossen, déi wärend wanterleche Konditioune fir den Duerchgangsverkéier gespaart sinn.

Am Normalfall ginn d'Leit vum Streedéngscht moies fréi géint dräi Auer geruff a fueren dann, soubal si am Depot sinn, hir Streck of. Esou een Tour dauert am Schnëtt 2,5 bis dräi Stonnen. De Camion fiert hei eng kontinuéierlech Streck of, déi gestreet gëtt. Doraus ergëtt sech, dass déi eng Strooss éischter gestreet ass wéi eng aner. Den CR226 (Izeg–Bouneweg) gëtt vum Depot Houwald aus ugefuer an ass relativ um Enn vun deem Tour.

Fir dëse Wanter (2020/2021) gëtt ausnamsweis d'Streck Izeg–Bouneweg net duerchgoend gestreet. Bedéngt duerch de Chantier um Izeger Stee kann de Camion net iwwert d'Bréck fueren, well en ze breet ass. Ausserdeem géif d'Salz op deem fräi geluechte Bëton enorme Schued uriichten.

De Wanterdéngscht gëtt op der Bouneweger Säit vun der Stater Gemeng assuréiert, déi den CR226 vu Bouneweg erof bis bei d'Bréck iwwert d'Uelzecht street. Op der Izeger Säit assuréiert d'Stroossebauverwaltung de Streedéngscht bis op den Izeger Plateau (bis hannert d'Ënnerféierung vun der Autobunn op Héicht vun der Ofzweigung vun der Bouneweger Strooss). D'Strooss bis op den Izeger Stee ass net zou, et ass awer kee Wanterdéngscht op deem Abschnitt. Dozou ass och ze soen, dass déi néideg Schëlder op der Plaz stinn, fir dorop hinzeweisen.

Sollt et zu Capacitéitsproblemer duerch de momentanen Asaz vu Minibusse kommen, gëtt déi betraffe Buslinn selbstverständlech mat zousätzleche Faarte verstäerkt.

Question 3300 (14.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **service d'éducation et d'accueil pour enfants :**

Am Gesetz vum 29. August 2017 iwwert d'Kannerbetreiung ass festgehalen, wéi eng Konditiounen eng Crèche muss erfëllen, fir vun de Bonge fir ausserschoulesch Kannerbetreiung (Chèque-service accueil) kënnen ze profitéieren. Dës Konditioune sinn, ënner anerem:

- datt an enger Crèche mindestens eng Persoun muss am erzéieresche Beräich schaffen, déi den Niveau C1 am Lëtzebuergesche virweise kann,

- datt am Angebot 40 Stonne Lëtzebuerger Sprooch pro Woch virgesinn ass,

- datt d'Lëtzebuerger Sprooch an den alldeeglechen Aktivitéite benotzt gëtt an och an den üblechen Aktivitéite vun enger Crèche.

(Au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue luxembourgeoise à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues, et au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue française à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues. L'offre de chacune des deux langues doit être assurée pendant au moins 40 heures par semaine. La pratique des deux langues doit être garantie dans le contexte des activités journalières et faire partie intégrante des activités usuelles d'un service d'éducation et d'accueil.)

Vu datt vill Leit mech kontaktéiert hu fir sech ze beschwéieren, datt bei hirem Kand an der Crèche kee Lëtzebuergesch oder quasi kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, an ech dat och souguer vun engem Verantwortlechen aus enger Crèche bestätegt krut, wollt ech der Madamm Familljeminister follgend Froe stellen:

1. Am Gesetz steet, datt all Crèche eng Betreiung vu mindestens 40 Stonnen d'Woch op Lëtzebuergesch muss garantéieren. Oft sinn a grousse Crèchë méi Gruppe vu Kanner. Ass also domat gemengt, datt all eenzel Grupp an der Crèche mindestens 40 Stonnen d'Woch op Lëtzebuergesch muss garantéiert kréien oder geet et duer, datt z. B. eng eenzeg Persoun an der ganzer Crèche ass, déi Lëtzebuergesch kann, an da fir all Stonn bei en anere Grupp geet, an esou da pro Dag aacht verschidde Gruppe fir jeeweils eng Stonn gesäit?

2. Wéi vill Kanner hunn déi gréisste Crèchen am Land bei sech ugemellt? Wat ass den Duerchschnëtt pro Crèche? Wéi vill Persoune schaffen a grousse Crèchen an der Kannerbetreiung?

3. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt eng eenzeg Persoun, déi Lëtzebuergesch schwätzt, duergeet, fir déi Ziler, déi am Gesetz formuléiert sinn, ze erreechen? Ass dëst och méiglech an enger grousser Crèche, wou zum Beispill zéng aner Persoune vum erzéieresche Beräich kee Lëtzebuergesch schwätzen?

4. Wéi vill Kontrollen, déi d'korrekt Benotze vun de Sproochen uginn, sinn an de Crèchen am Joer 2018 an am Joer 2019 gemaach ginn?

5. Si bei dëse Kontrolle Verstéiss géint d'Gesetz festgestallt ginn? Wa jo, wéi vill an a wéi vill Crèchen? Wat fir Moossnamen huet de Ministère an deene Fäll ergraff?

6. All Crèche muss mindestens eng Persoun agestallt hunn, déi Lëtzebuergesch um Niveau C1 schwätzt. Gëtt dëst an engem Test kontrolléiert a mussen d'Crèchen en Zertifikat dozou un de Ministère liwweren?

7. Wéi vill Persoune schaffen am Ganzen an der Kannerbetreiung an alle Crèchen, déi vum System vun de Bonge fir ausserschoulesch Kannerbetreiung (Chèque-service accueil) profitéieren? Wéi vill vun deenen hu mindestens den Niveau C1 am Lëtzebuergeschen?

8. Wann Eltere feststellen, datt d'Crèche sech net un d'Gesetz iwwert d'Sproochen hält, wou kënnen si dat melle beim Ministère? Wéi vill Reklamatiounen an deem Sënn sinn 2018 an 2019 un de Ministère erubruecht ginn?

9. Wéi verfiert de Ministère bei esou enger Reklamatioun?

10. Huet de Ministère Informatiounen doriwwer, ob déi Kanner, déi mat dräi oder véier Joer mat der Crèche fäerdeg sinn, an d'Fréierzéiung (Precoce) oder an d'Spillschoul wiesselen, a vun doheem aus kee Lëtzebuergesch kënnen, Lëtzebuergesch an de Crèchë geléiert hunn?

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Réponse (12.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Gesetz gesäit vir, datt e Minimum vu 40 Stonnen d'Woch pro agreéiert Struktur mussen assuréiert ginn. An der Ëmsetzung hunn d'Strukturen eng gewëss Flexibilitéit, esou kënne si op déi ënnerschiddlech Situatioune reagéieren an hir Offer geziilt un d'Besoinen upassen.

ad 2. Déi Gréisst vun insgesamt 475 Crèchen am Land huet eng maximal Kapazitéit vun 125 Kanner. D'Kapazitéit variéiert vu 6 bis 125 Plazen. An der Crèche ass follgende Ratio ze erfëllen:

- mindestens 1 Erzéier fir 6 Kanner ënner 2 Joer,
- mindestens 1 Erzéier fir 8 Kanner iwwer 2 Joer,
- fir de Programm vun der Méisproochegkeet muss den Effektiv ëm mindestens 10 % erhéicht ginn.

Hei handelt et sech ëm eng Mindestufuerderung, déi muss garantéiert ginn. D'Zuel vum Betreiungspersonal aus der Crèche variéiert jee no Alter an no Zuel vun de Kanner, déi present sinn.

ad 3. D'Zil vum Gesetz ass nieft enger Sensibiliséierung, virun allem d'Sproochentwécklung ze fërderen, eng fréi Familiariséierung vun de Kanner mat de Sproochen op Basis vun enger individualiséierter Approche ze erreechen, déi kommunikativ Kompetenze vun de klenge Kanner ze entwéckelen, a si bei hirer Integratioun op lokalem Niveau an déi méisproocheg a multikulturell Gesellschaft vum Land ze ënnerstëtzen. Duerch eng spilleresch an individuell ugepassten Initiatioun an d'Sprooche gëtt eng Liichtegkeet an Oppenheet fir d'Léiere vu Sprooche geschaf an och d'Mammesprooche gi valoriséiert.

Hei geet et net ëm dat formaalt Léiere vun enger Sprooch. D'Léiere vum Lëtzebuergesche fänkt mat der Initiatioun eréischt un a verfeinert sech am stännege Gebrauch a Kontakt mat der Sprooch iwwert e laange Prozess.

Dës Aufgab läit net just bei deene Persounen, déi den Niveau vum C1 hunn, mee dëst soll sech am alldeeglechen Oflaf erëmfannen. D'Personal spillt hei eng wichteg Roll, si ënnerstëtzen dës Entwécklung duerch hir Haltung, andeems si de Kanner e villfältegen a flotten Ëmgang mat deene respektive Sprooche bidden. Eng reegelméisseg Weiderbildung vun der ganzer Ekipp ass hei eng Viraussetzung.

All Crèche muss e Konzept virleeën, wéi déi méisproocheg Erzéiung am Alldag vun der Struktur soll ausgesinn, a muss eng pedagogesch Kontaktpersoun nennen, déi d'Ëmsetzung koordinéiert. De Referent gëtt a spezielle Formatiounen op dës Aufgab virbereet.

ad 4. Déi pedagogesch Ëmsetzung vum Programm vun der Méisproochegkeet gëtt vun den Agents régionaux, déi beim Service national de la jeunesse (SNJ) agestallt sinn, kontrolléiert. Hei sinn am Prinzip zwou Visitte pro Joer virgesinn.

Zousätzlech dozou mécht de Ministère administrativ Kontrollen an Inspektiounen, fir ze iwwerpréiwen, datt d'Konditioune vum Gesetz agehale ginn.

ad 5. Bei dëse Kontrolle sinn ënnerschiddlech Verstéiss festgestallt ginn. Hei gëtt eng Prozedur ageleet, déi dem Gestionnaire en Delai gëtt fir sech ze konforméieren. Geschitt dëst net, kann dem Gestionnaire d'Unerkennung als „Prestataire du chèque-service accueil" an déi zousätzlech Hëllef am Kader vun der Méisproochegkeet ewechgeholl an e Remboursement ugefrot ginn.

Vun 125 Dossieren, déi 2020 wéinst enger Reklamatioun opgemaach goufen, waren der zwou, déi ënnert anerem och d'Méisproochegkeet als Ustouss haten.

ad 6. D'Konditiounen, fir den C1 am Lëtzebuergeschen ze kréien, si follgend:

- Attestatioun, datt d'Persoun mindestens zéng Joer Schoul zu Lëtzebuerg gemaach huet an dëst an enger Schoul, déi de lëtzebuergesche Programm applizéiert;
- Zertifikat „Lëtzebuergesch als Friemsprooch", ausgestallt vum Institut national des langues.

All dës Konditioune vun der Méisproochegkeet ginn esouwuel bei der Demande fir d'Reconnaissance fir de Prestataire CSA kontrolléiert, wéi och duerno am Kader vun de reegelméissege Kontrollen.

ad 7. D'Strukture vun der non formaler Bildung am Kandberäich ginn duerch extern Gestionnairë bedriwwen. De Ministère huet am non formale Bildungsberäich keng Datebank, déi et erlaabt, d'Zuel vun de Persounen, déi an dësem Beräich schaffen, ze saiséieren. Et gëtt dofir zu dësem Moment keng Angaben zu der Unzuel vun de Persounen, déi hei schaffen an och net, wéi vill Leit en Niveau C1 an der lëtzebuergescher Sprooch hunn. Wéi schonn erkläert, musse mindestens 40 Stonne pro Woch pro agreéiert Crèche assuréiert ginn.

ad 8. Um Ministère gëtt et eng Cellule réclamation, wou jiddereen, dee Reklamatiounen am Beräich vun der non formaler Bildung am Kandberäich huet, sech melle kann. Hei gëtt dann de Suivi vun den Dossiere gemaach. All Reklamatioun kann iwwer follgend Mail eragereecht ginn: reclamation.accueil@men.lu. D'Zuel vun de Reklamatiounen an de Joren 2018 an 2019 läit bei 188 respektiv 243. Bei dëse Reklamatiounen handelt et sech ëm ganz villfälteg Problemer. Verstéiss géint d'Oplage vun der Méisproochegkeet waren éischter marginal.

ad 9. D'Reklamatioune gi vun engem Mataarbechter opgeholl a schrëftlech dokumentéiert. Duerno entscheet d'Cellule, wéi eng Suite entaméiert gëtt. Jee no Problemstellung kann d'Suite déi si vun enger Stellungnam vum Gestionnaire, engem administrative Contrôle oder enger Inspektioun op der Plaz. Administrativ Suitte bei Verstéiss sinn och vum Gesetzgeber virgesinn.

ad 10. De Ministère huet keng Donnéeën driwwer, wéi eng Sproochen d'Kanner doheem schwätzen. Wéi schonn erkläert, geet et hei ëm eng spilleresch individuell ugepassten Initiatioun an net ëm e schoulescht Léiere vun enger Sprooch. All Kand, egal wéi eng Mammesprooch et huet, soll d'Méiglechkeet hunn, Lëtzebuergesch am Alldag ze héieren an ze schwätzen. Och lëtzebuergeschsproocheg Kanner profitéieren heivun. D'Léiere vum Lëtzebuergesche fänkt mat der Initiatioun eréischt un a verfeinert sech am stännege Gebrauch a Kontakt mat der Sprooch iwwert e laange Prozess.

Question 3301 (14.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **personnel éducatif et psychosocial :**

Den 8. Dezember 2020 hunn d'Gewerkschaften a Personalrepresentatioune vum edukativen a psychosoziale Personal, ALEE/CGFP, APCCA/SEW/OGBL, APPSAS, SLEG/CGFP an SPEBS/CGFP en oppene Bréif un d'Deputéiert erausginn.

Heizou wollt ech dem Här Schoulminister e puer Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt d'groussherzoglecht Reglement vun 2009 iwwert d'Tâche vum Éducateur gradué a vum Educateur an der Grondschoul weiderhi bis haut gülteg ass?

2. Wéi steet den Här Minister zu engem Avis juridique, dee vun den uewe genannten Associatiounen ugefrot gouf an dem Minister virläit an dee seet, datt déi vum Minister gefuerdert Aarbechtskonditiounen net legal verankert sinn?

3. Kann den Här Minister bestätegen, datt hien oder/a säi Ministère vun den uewe genannten Associatiounen eng Rei vun „demandes d'entrevue" an den zwielef Méint virum 6. Oktober 2020 iwwermëttelt krut? Kann den Här Minister eis soen, wéi vill et der waren an zu wéi engem Datum?

4. Kann den Här Minister bestätegen, datt zënter Juli 2019, also zënter 18 Méint, keen eenzegt Gespréich méi vun him oder vun engem Ministerialbeamte mat enger Gewerkschaft oder enger Personalrepresentatioun zum Theema Aarbechtskonditioune vum edukativen a psychosoziale Personal am Enseignement stattfonnt huet?

5. Wéi steet den Här Minister zu den aktuelle Fuerderunge vun den uewe genannten Associatiounen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Dat groussherzoglecht Reglement vun 2009 iwwert d'Tâche vum Éducateur gradué a vum Educateur an der Grondschoul ass bis haut gülteg.

ad 2. D'Aarbechtskonditioune vun enger Tâche hebdomadaire vu 44 Stonne leeden sech of engersäits vum groussherzogleche Reglement vun 2009 an anerersäits vum Gesetz vum Statut vun Fonctionnaire, dat beseet, datt am Kontext vun der Mise en application vum Compte épargne-temps (CET) déi regulär Aarbechtszäit an der Woch ka bis zu 48 Stonne bedroen. En Avis juridique vum Educatiounsministère dozou ass un déi betreffend Gewerkschaften a Personalvertriedungen de 5. Januar 2021 adresséiert ginn a stoung um Ordre du jour vun enger Entrevue vum Minister mat de concernéierten Acteuren de 14. Januar 2021.

ad 3. An deenen zwielef Méint virum 6. Oktober 2020 krut de Ministère fënnef Demandë fir eng Entrevue an dëst zu den Terminer: 8. Oktober 2019, 4. Dezember 2019, 11. Februar 2020, 4. Mee 2020 an 31. Juli 2020.

ad 4. Nodeems wéinst dem Ausbroch vun der Pandemie an dem Confinement eng Entrevue tëschent dem Minister an de Vertrieder vun de Gewerkschaften an de Personalvertrieder am Abrëll 2020 ofgesot ginn ass, gouf dëse Rendez-vous am Juli 2020, nom Confinement, nogeholl. Hei gouf sech mat de concernéierten Acteuren zesummegesat, fir d'Dispositiounen, esou wéi se vun der aktueller Legislatioun virgesi sinn, duerzeleeën an déi besteeënd Tâchen nach emol ze preziséieren. Eng nächst Reunioun huet dunn de 6. Oktober 2020 stattfonnt. Hei gouf sech zesumme mat de Vertrieder vun de Gewerkschaften an dem Personal drop gëeenegt, d'Gespréicher a weideren Entrevuë virunzeféieren.

ad 5. Déi lafend Gespréicher tëscht dem Educatiounsministère an de Vertrieder vun de Gewerkschaften hunn zum Zil, fir ee géigesäitegt Verständnes vun de Besoine vun den implizéierte Partner ze entwéckelen a sech gläichzäiteg awer och iwwert déi entspriechend Ëmsetzung an de Schoulen auszetauschen. Sollten déi Gespréicher weisen, datt Upassungen an der Ëmsetzung néideg sinn, wäert deem Rechnung gedroe ginn. Och Adaptatiounen oder Ännerunge vum besteeënde legale Kader sinn net vu vireran ausgeschloss, sollt sech heifir eng entspriechend Noutwennegkeet erausstellen.

Question 3305 (15.12.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **personnes asymptomatiques à la Covid-19 :**

Schonn zënter Méint hält d'Regierung fest un hirer intensiver Teststrategie am Kader vum Covid-19. Hiren Ëmgang mat positiv geteste Persounen, wou d'asymptomatesch Fäll grad ewéi déi symptomatesch als infektiéis behandelt ginn, féiert zu restriktiven Handhabungen an Aschneidungen am ëffentlechen a private Liewen. Zwou international Quelle kontestéieren dës Manéier, bei där keng Differenz tëscht symptomateschen an asymptomatesche positive Fäll gemaach gëtt.

Den 8. Juni 2020 huet d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove op der virtueller Covid-19-Pressekonferenz vun der World Health Organization (WHO) eng Rëtsch Tatsaachen opgezeilt. D'WHO huet eng Rei vu Berichter aus Länner, déi ganz detailléiert Kontaktverfolgungen duerchféieren. Dobäi ginn asymptomatesch positiv Fäll an hir Kontakter verfollegt. Hei fënnt sech keng weider Iwwerdroung vum Virus. Et heescht bei der WHO, dat wier ganz rar, dat géif awer kaum an der Literatur verëffentlecht ginn.

Wéi d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove offiziell fir d'WHO ervirsträicht, géif dëst konstant weider observéiert ginn an et géif schéngen, wéi wann et ëmmer nach rar wier, datt asymptomatesch Persounen de Virus tatsächlech géife weider iwwerdroen. D'WHO wéilt deemno, d'Länner géife sech wierklech fokusséieren, fir déi symptomatesch Fäll ze verfollegen. D'Wëssenschaftlerin huet an der Konferenz ënnerstrach, datt e systematescht Verfollege vun alle symptomatesche Fäll eng drastesch Reduktioun vun Iwwerdrounge géif bréngen. Géifen d'Länner sech dorop konzentréieren, géife si gutt leien, fir d'Iwwerdroung ze ënnerbriechen; sträicht d'Madamm Dr. Maria Van Kerkhove nach emol ervir.

"We have a number of reports from countries who are doing very detailed contact tracing. They're following asymptomatic cases, they're following contacts and they're not finding secondary transmission onward. It's very rare and much of that is not published in the literature. […] It still appears to be rare that an asymptomatic individual actually transmits onward.

What we really want to be focused on is following the symptomatic cases. If we followed all of the symptomatic cases […] it would be a drastic reduction in transmission. If we could focus on that I think we would do very, very well in terms of suppressing transmission." (World Health Organization; Covid-19 Virtual Press conference 8 June 2020)

Den 20. November 2020 gouf och eng grouss chineesesch Etüd verëffentlecht, un där zéng Millioune Leit deelgeholl hunn. Hei gouf festgehalen, datt asymptomatesch positiv Fäll allgemeng nëmmen eng geréng Viruslaascht an eng kuerz Dauer vun der Virusausscheedung weisen, wouduerch den Iwwerdroungsrisiko vu Sars-CoV-2 geréng wier. An där rezenter chineesescher Etüd gouf d'Viruszucht (virus culturing) u Prouwe vun asymptomatesch positive Fäll duerchgefouert an et gouf kee „liewensfäege" Sars-CoV-2-Virus fonnt. Och all enk Kontakter vun den asymptomatesche positive Fäll goufen negativ getest. D'Etüd hält fest, datt dat dorop hiweist, datt all déi asymptomatesch positiv Fäll an dëser Studie net infektiéis waren, de Virus also net weider iwwerdroe konnten.

D'Resultater vun der Viruszuucht a vum Contacttracing konnten och kee Beweis erbrénge fir eng Infektiositéit bei Covid-19-Patienten, déi scho gesond waren, an duerno nees positiv („repositive") waren. D'chineesesch Etüd ënnersträicht och nach emol, datt dëst mat Beweiser aus anere Quellen iwwereneestëmmt. Esou sollen och déi offiziell Iwwerwaachungen a China vun deenen nees positive Fäll keng Beweiser fir eng Infektiositéit erginn.

"[…], asymptomatic infected persons generally have low quantity of viral loads and a short duration of viral shedding, which decrease the transmission risk of Sars-CoV-25. In the present study, virus culture was carried out on samples from asymptomatic positive cases, and found no viable Sars-CoV-2 virus. All close contacts of the asymptomatic positive cases tested negative, indicating that the asymptomatic positive cases detected in this study were unlikely to be infectious.

[…] Results of virus culturing and contract tracing found no evidence that repositive cases in recovered Covid-19 patients were infectious, which is consistent with evidence from other sources. […] The official surveillance of recovered Covid-19 patients in China also revealed no evidence on the infectiousness of repositive cases." [Cao, S., Gan, Y., Wang, C. et al. Post-lockdown Sars-CoV-2 nucleic acid screening in nearly ten million residents of Wuhan, China. Nat Commun 11, 5917 (2020).]

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Sinn der Madamm Gesondheetsminister déi uewe genannten Etüd an déi besote Recommandatioune vun der WHO bekannt?

2. Wéi steet d'Madamm Gesondheetsminister zu den Erkenntnesser vun där rezenter chineesescher Etüd an zu de Recommandatioune vun der WHO?

3. D'Teststrategie vun der Regierung, hiren Ëmgang mat den Testresultater, grad ewéi déi doru gekoppelt Restriktiounen, stinn am Géigesaz zu den Erkenntnesser vun dëser grousser Etüd an och zu de Recommandatiounen, déi d'WHO schonn zënter dem Summer offiziell vermëttelt. Kann d'Madamm Minister eis soen, op wat fir Etüden oder wëssenschaftlech Beweiser d'Lëtzebuerger Regierung sech konkreet berifft, wat hiren Ëmgang mat asymptomatesche positive Fäll ugeet?

Réponse (12.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé mécht eng reegelméisseg „veille scientifique" a rapportéiert all relevant nei Publikatiounen am Beräich Covid-19 un de Ministère vun der Santé. Bei den zwee Zitater vum honorabelen Deputéierten ass ze bemierken, dass eng Ausso vun engem Mataarbechter vun der Weltgesondheetsbehörde op enger Pressekonferenz - och wann déi sécher interessant ass - net ka gläichgesat gi mat enger offizieller Recommandatioun vun dëser Organisatioun.

D'Theema vun den „asymptomatesche" positiv geteste Persounen ass komplex a fënnt leider, wéi esou oft an der Wëssenschaft, keng definitiv Erklärung an enger eenzeger Etüd. Et muss ee feststellen, dass et do oft an de Studien eng Vermëschung vun Definitioune gëtt an deemno net ëmmer kloer ass, wat da genau gemengt ass. Verdäitscht ginn eng ganz Rei vu Leit, déi initial beim Test nach ouni Symptomer waren, duerno awer symptomatesch gi sinn. A ville Studie gëtt awer just d'Informatioun iwwert Symptomer beim Test enregistréiert, an net méi an den Deeg duerno. Zweetens, sinn eng Rei Leit déi soen, si hätte keng Symptomer, dann awer dat wat ee „pauci-symptomatique" nennt, dat heescht si hu ganz liicht Symptomer, déi hinne selwer kaum opfalen: e bësse Kappwéi, d'Nues déi liicht leeft oder zou ass, den Hals e bësse rout, oder ganz liicht Féiwer, wat si selwer net mierken. An zu gudder Lescht hunn effektiv eng Rei Leit guer keng Symptomer iwwert déi ganz Infektiounsdauer. Dëst nennt een da „persistently asymptomatic infections"[5]. Et gëtt entretemps eng Rei gutt Etüden, déi drop hiweisen, dass Leit mat „persistently asymptomatic infections" effektiv e ganz klenge Risiko hunn, d'Infektioun weiderzeginn an nei Leit unzestiechen[6]. De praktesche Problem ass natierlech, dass een ëmmer eréischt mat Sécherheet weess, dass ee keng Symptomer kritt, wann d'Infektioun bis fäerdeg ass (konkreet no ongeféier zéng Deeg).

D'Lëtzebuerger Teststrategie, an notamment de Large-Scale-Testing, déi den honorabelen Deputéierte kritiséiert, huet erlaabt, eebe grad d'Fro vum Rôle vun den asymptomatesche Leit bei der Transmissioun vum den Covid-19 wëssenschaftlech ze ënnersichen. Dës Evaluatioun, déi aktuell als „preprint" an engem „peer-review process" vun enger ganz bekannter internationaler wëssenschaftlecher Zäitschrëft ass, huet bewisen, wat fir e wichtege Facteur déi „Asymptomatesch" bei der Iwwerdroung vun der Krankheet spillen an dass een duerch hir fréizäiteg Detektioun Infektiounskette briechen[7].

An der selwechter Linn vun Evidenz weist eng ganz rezent Etüd aus Amerika och, dass méi wéi 50 % vun den neien Infektioune vun asymptomatesche Leit stamen[8] an dass et domat net méiglech wäert sinn, d'Verbreedung vun der Epidemie ze kontrolléieren, wann een nëmmen déi symptomatesch Leit diagnostizéiert an isoléiert.

5 Towards an accurate and systematic characterisation of persistently asymptomatic infection with Sars-CoV-2. E.A. Meyerowitz, et al. Lancet Infect Dis 2020; published online December 7, 2020.

6 Household transmission of Sars-CoV-2: a systematic review and meta-analysis. Z.J. Madewell et al. JAMA Network Open 2020; 3(12)e20231756, published online December 14, 2020.

7 Mass screening for Sars-CoV-2 uncovers significant transmission risk from asymptomatic carriers. P. Wilmes et al. preprint, under peer review.

8 Sars-CoV-2 Transmission from people without Covid-19 symptoms. M.A. Johanson et al. JAMA Network Open 2021; 4(1):e2035057, published online January 7, 2021.

Question 3307 (15.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **déménagement de certains services du SNJ, du SCRIPT et de l'Office national de l'enfance :**

Mengen Informatiounen no sollen am Laf vum Januar 2021 eng ganz Rei Servicer wéi den SNJ, de SCRIPT oder nach den Office national de l'enfance aus hiren aktuelle Raimlechkeeten an e Gebai a Clausen plënneren, dat am Moment eidelsteet. An däsem Gebai wieren haaptsächlech Open Space/ Groussraumbüroen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et am Moment net onbedéngt opportun ass, a Groussraumbüroen ze sëtzen?

3. Wa jo, wat heescht dat fir d'Mataarbechter vun de genannte Servicer?

4. Besteet d'Méiglechkeet, datt déi Servicer réischt zu engem spéideren Zäitpunkt an dat neit Gebai plënneren?

5. Wann nee, wéi eng Mesurë gi getraff, fir d'Mataarbechter ze schützen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Regierung bestätegt, datt tëscht Januar a Mäerz 2021 d'Directions générales vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), d'Direktioun vum Office national de l'enfance (ONE) an eng Partie Servicer vum Service national de la jeunesse (SNJ) a Clausen plënnere wäerten. Déi Gebaier a Clausen goufen dem Minister vun der Commission des loyers vum Finanzministère proposéiert a ginn aktuell bannen nei amenagéiert, fir de Besoine vum MENJE a senge Servicer ze entspriechen.

ad 2. D'Gebaier a Clausen sinn haaptsächlech „open space". Domat wäerten d'Servicer vum Educatiounsminister an änleche Konditioune schaffe wéi elo schonn eng Rei aner staatlech Verwaltungen, déi och an esou engem Typ Bürosgebai ënnerbruecht sinn. Och an deene Gebaier, wou de MENJE a seng Servicer aktuell ënnerbruecht sinn (Aldringen, Verluerekascht, Walfer, Gare), sëtzen d'Leit net all an Eenzelbüroen a mussen sech der sanitärer Situatioun upassen. Den Infektiounsrisiko besteet laang net eleng an de Büroe selwer, mee och ronderëm d'Aarbecht (Iessen, Transport). Duerfir gëtt och elo scho vill op den Teletravail zeréckgegraff, fir d'Risike méiglechst kleng ze halen.

ad 3. D'Gebaier a Clausen hu modern technesch Installatiounen, dorënner eng Ventilatioun mat 100 % Fräschloft. Et ass dësen Typ Ventilatioun, deen de Ministère de la Santé an dësem Moment recommandéiert. Zousätzlech dozou si gréisser Raim a méi kleng Îloten ënnerdeelt, déi jeeweils duerch héich Schief getrennt sinn. Innerhalb vun engem Îlot, deen tëscht véier an aacht Mataarbechter huet, sinn d'Aarbechtsplazen, déi vis-à-vis sinn, duerch Panneaux acoustiques ofgetrennt a säitlech duerch erhéichte Caissonen. D'Mataarbechter sëtzen also net ze enk zesummen an hunn och e kloer ofgegrenzten Aarbechtsberäich.

Derbäi kënnt, datt esoulaang de MENJE méiglechst vill op den Teletravail zeréckgräift, d'Büroen net voll besat wäerte sinn.

ad 4. D'Plënneraktioun no hanne verleeën ass net méiglech, well déi Flächen, déi duerch d'Plënnere fräiginn, fir aner Servicer, déi aus anere Gebaier eraus mussen, gebraucht ginn.

ad 5. D'Moossnamen, fir d'Mataarbechter ze schützen, sinn déi selwecht wéi an den aktuelle Gebaier. Et gëtt méiglechst vill op den Teletravail zeréckgegraff, et gëtt derfir gesuergt, datt d'Büroe manner staark beluecht si wéi am Normalfall an d'Reunioune fanne gréisstendeels iwwer Videokonferenz statt. Derbäi kommen déi aner üblech sanitär Mesuren (Masken undoen, wann een zirkuléiert, Gebrauch vun Desinfektiounsléisungen asw.).

Question 3310 (15.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **installations de biogaz :**

Biogasanlage sinn en wichtege Bausteen an der Lutte géint de Klimawandel. Sou konnte laut der Biogasvereenegung dëst Joer 17 Biogasanlagen 18.000 Stéit mat Stroum versuergen, wouduerch 9,8 Millioune Liter Mazout konnte gespuert ginn. Leider hëlt d'Zuel vun de Biogasanlagen, déi am Betrib sinn, an deene leschte Joren awer of: Sou si vun den 29 Biogasanlagen, déi nach 2017 am Asaz waren, der nëmmen nach 16 iwwreg bliwwen. Haaptgrond fir dëse Réckgang si laut dem Secteur vum Biogas d'Penalitéiten, déi an de Kontrakter géifen drastoen: „du hues deng Obligatioun net erfëllt, du muss en Deel vun dengem Subsid zréckbezuelen".

Den Energieminister huet doropshin annoncéiert, dass dëse Bedenke beim Opsetze vun neie Verträg mat Biogasanlage Rechnung gedroe ginn ass an dass z. B. sou Obligatiounen do net méi géifen drastoen. Dëst gëllt awer nëmme fir nei Anlagen/Verträg an net fir déi bestoend Anlagen, déi weider déi virgeschriwwe Quoten (bzgl. der elektrescher Leeschtung an der Stroumproduktioun) mussen erreechen, fir vu besseren Aspeisetariffer kënnen ze profitéieren.

Weider huet de Minister fir Energie, an awer och de Minister fir Landwirtschaft an deene leschte Jore gesot, dass de Secteur vum Biogas enger grondleeënder technescher a wirtschaftlecher Analys ënnerzu soll ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Denkt de Minister och deene bestoenden Anlagen, déi ënnert de Penalitéite leiden, ze hëllefen?

2. Wa jo, en vue vun der Urgence, wéi gedenkt de Minister ze reagéieren, fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech ze änneren?

3. Wat sinn d'Resultater vun der technescher a wirtschaftlecher Analys vum Biogassecteur?

Réponse (14.01.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vum 27. Februar 2020 (N° 1935) vun der nämmlechter honorabeler Deputéierten hat ech schonn deemools dorop higewisen, datt am Joer 2008 eng Reegelung fir Anlagen, déi virum 1. Januar 2007 a Betrib gaange sinn, agefouert gi war, fir méi een héijen Aspeisetarif fir de produzéierte Stroum ze kréien. Dat war deemools als Faveur fir déi bestoend Anlage geduecht. Fir dee méi héijen Tarif ze kréien, huet den Anlagebedreiwer awer eng Erhéijung vun der Leeschtung an der Stroumproduktioun missen duerchféieren. Dëst ass deemno eng Faveur, déi iwwert de bestoende garantéierten Tariff erausgeet, a keng Penalitéit.

Dës Faveur huet sech awer dunn als Hürd fir verschidden Anlagen erausgestallt an dëse Produktiounsseuil ass 2014 op Nofro vum Secteur no ënnen ugepasst ginn. Deemools huet d'EU-Kommissioun dat eréischt no Méint Verhandlungen accordéiert.

Wann de Produktiounsseuil fir ee Joer net erreecht gëtt, ass am Reglement virgesinn, datt de concernéierte Bedreiwer d'Differenz tëscht deem alen an deem méi héijen Tarif muss zréckbezuelen. Am Fall vun engem „cas de force majeure" oder wann duerch eng Interventioun vum Netzbedreiwer d'Anlag net aspeise kann, besteet d'Méiglechkeet, eng Demande beim Regulateur anzereechen, fir deem Rechnung ze droen.

Dësen ale Regime ass net belibeg upassbar. D'Tariffer si vun der Europäescher Kommissioun geneemegt an all Upassung muss erëm op en Neits geneemegt ginn. Dëse Seuil lo nach eng Kéier no ënnen upassen ass schwiereg argumentéierbar.

Meng Servicer sinn dofir, zesumme mam Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung amgaang mat kucken, ob et net nach aner Piste ginn, op déi ee setze kann. Sou wéi d'Regierung, datt verstäerkt Gülle a Mëscht an de Biogasanlagen zum Asaz kënnt. Biogas kann an Zukunft e wichtege Bäitrag zum Klima- a Waasserschutz leeschten a soll besonnesch an dësem Beräich gestäerkt ginn.

ad 3. Sou wéi ech dat ugekënnegt hunn, wäerte mir am Januar all deene betraffenen Acteuren aus dem Biogassecteur den Entworf vun der technesch-ekonomescher Etüd zoukomme loossen an dann een Echange organiséieren. Dräi Ministèren hunn zesummegeschafft, fir déi verschidde Virdeeler vum Biogas ze beliichten a méiglech Virgoensvariante fir d'Zukunft duerzeleeën: d'Landwirtschaft, d'Ëmwelt an d'Energie. Dofir sinn ech gudder Déng, datt mir zesumme de Biogassecteur gutt fir d'Zukunft opstelle kënnen.

Question 3312 (16.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **séquelles de longue durée en relation avec la pandémie de la Covid-19 :**

Le personnel soignant, les médecins et autres professionnels en contact direct avec les personnes atteintes du Covid-19 ont parfois payé un lourd tribut à leur combat contre le virus, respectivement leur engagement pour assurer des services essentiels pendant la pandémie. Tombés malades eux-mêmes, certains d'entre eux souffrent de séquelles persistantes, voire invalidantes.

- L'OMS ayant reconnu l'existence de ces séquelles, respectivement du « Long Covid », nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si les professionnels prémentionnés, souffrant de séquelles de longue durée, peuvent être reconnus comme atteints d'une maladie professionnelle, respectivement comme atteints d'une invalidité et être indemnisés en conséquence.

- Est-ce que des demandes allant dans ce sens - à l'instar de ce qui peut être observé dans nos pays voisins - ont été introduites auprès de l'assurance accident et quelles suites leur ont été réservées le cas échéant ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De manière générale, le Code de la sécurité sociale prévoit deux systèmes pour la reconnaissance d'une maladie professionnelle.

Le système dit « fermé » s'applique si la maladie déclarée figure au tableau des maladies professionnelles et si elle est contractée par suite d'une exposition professionnelle à un risque spécifique susceptible d'être à l'origine de cette maladie. En l'occurrence, la maladie est légalement présumée d'origine professionnelle, ce qui implique que l'assuré n'a pas à prouver le lien causal entre son activité professionnelle et la maladie. Il revient seulement à l'assuré de prouver l'existence de la maladie et de l'exposition professionnelle susceptible d'en être la cause. Si l'assuré a rapporté ces deux preuves, l'Association d'assurance accident ne peut refuser la prise en charge qu'en rapportant la preuve d'une cause étrangère à l'activité professionnelle.

À l'opposé, le système dit « ouvert » permet la reconnaissance d'une maladie en tant que maladie professionnelle même si celle-ci ne figure pas au tableau, mais à la condition que l'assuré prouve son origine professionnelle. Ici la charge de la preuve est renversée.

Bien que le tableau des maladies professionnelles ne comporte pas de numéro spécifique à la Covid-19, celui-ci est compris dans le n° 3101 du tableau qui s'applique à toute maladie infectieuse d'origine professionnelle. Par conséquent, ce numéro peut être invoqué par toute personne infectée qui « travaille dans un établissement ou un service s'occupant de la prophylaxie, du diagnostic et du traitement des maladies contagieuses, ou si l'assuré est particulièrement exposé à des risques similaires de contagion, en raison de son activité professionnelle ».

En date du 14 janvier 2021, l'Association d'assurance accident a été saisie de 120 déclarations en reconnaissance d'une maladie professionnelle en relation avec la Covid-19, dont 85 ont été reconnues. Les dossiers restants sont en cours d'instruction. Il y a lieu de préciser qu'aucune demande de prise en charge n'a pour l'instant été déclinée.

Toujours en date du 14 janvier 2021, aucune demande en indemnisation n'a été introduite. Le cas échéant, il relève de la compétence du Contrôle médical de la sécurité sociale de se prononcer si les séquelles constatées sont imputables aux suites de l'infection causée par la Covid-19.

En ce qui concerne les demandes d'invalidité, la Caisse nationale d'assurance pension ne dispose pas d'indicateur ou de codification des maladies, des infirmités ou des usures constituant la source d'une invalidité du chef de laquelle une pension d'invalidité est accordée. En effet, c'est le degré de l'invalidité qui est déterminant pour l'attribution d'une pension d'invalidité et non la maladie en soi.

Question 3313 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **prolongation des vacances de Noël :**

Lëtzebuerg huet och kuerz virun der Chrëschtvakanz ëmmer nach mat der Covid-19-Pandemie ze kämpfen an no de Feierdeeg dreeën d'Infektiounszuelen nach emol unzesteigen, well net ofzegesinn ass, wéi vill Kontakt d'Leit mat hire Famillen a Frënn iwwert d'Chrëschtdeeg a Silvester wäerten hunn.

Fir ze verhënneren, dass Persounen, déi sech iwwert d'Feierdeeg ugestach hunn, de Virus no der Vakanz onkontrolléiert weiderginn, kéint een envisagéieren, d'Vakanz ëm eng Woch ze verlängeren, an där d'Leit gebiede ginn, esou vill wéi méiglech doheem ze bleiwen an esou gutt et geet kee Kontakt méi mat anere Menagen ze hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- Envisagéiert d'Regierung, d'Chrëschtvakanz ze verlängeren?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Chrëschtvakanz ass net verlängert ginn; allerdéngs sinn d'Schoulklassen, souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire, wärend der Woch vum 4. Januar vum Presenzunterrecht an den Distanzunterrecht gewiesselt, dëst am Kader vun de Moossnamen, déi d'Regierung decidéiert huet, fir d'Ausbreedung vum Coronavirus ze limitéieren.

Question 3315 (16.12.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram :**

Säit dem 13. Dezember fiert den Tram bekanntlech elo vum Kierchbierg iwwer d'Stäreplaz eraus bis op d'Stater Gare. Doduerch entstinn um Hamilius an op der Gare och zwee nei Pôles d'échange. Mat der Streckenerweiderung vum Tram ginn et och weider Ännerungen am RGTR-Reseau grad esou wéi am AVL-Déngscht.

Och wann de Minister schonn e puermol erkläert huet, datt d'Konzept vum Tram mat sech bréngt, datt vun elo u ronn 1.750 Busser manner duerch de Stadzentrum fueren, esou muss een awer feststellen, datt d'Situatioun am Moment nach fir verschidde Géigende vum Land eng Verschlechterung vun der Offer am ëffentlechen Transport mat sech bréngt. Esou mussen Awunner aus verschiddene Géigenden am Oste vum Land, wa se mam ëffentlechen Transport vum Stadzentrum heem wëlle fueren, elo bal dat duebelt un Zäit aplange wéi virdrun. Dëst ass doduerch bedéngt, datt se sech ëmmer an enger éischter Phas mam Tram bis op de Kierchbierg musse begi fir da vun do aus de Bus ze huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Deelt de Minister d'Meenung, datt esou eng substanziell Verschlechterung am ëffentlechen Transport fir verschidde Géigende vum Land kann dozou féieren, datt vill Leit dann awer rëm op den Auto ëmklammen?

- Wa jo, wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir datt bis zur kompletter Ëmsetzung vum neien RGTR-Reseau am Januar 2021, dee jo dann och soll ofgestëmmt sinn op den Tram, d'Leit aus dem Oste vum Land eng besser Ubannung hunn?

Réponse (25.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Prinzipiell kascht en Ëmsteigen tëschent puer Verkéiersmëttel ëmmer e bëssen Zäit. Eng Verdueblung vun der Fuerzäit konnte mir awer just ob ganz vereenzelte Plaze feststellen, wat zum groussen Deel awer op déi phaséiert Ëmstellung vum RGTR zeréckzeféieren ass, déi bis Enn 2021 ofgeschloss wäert sinn.

De Volet Zäit ass beim Choix vum Verkéiersmëttel wuel wichteg, awer net deen Eenzegen. Prinzipiell gëtt den Zäitverloscht beim Ëmsteigen op den Tram doduerch opgefaang, dass dëse méi eng fiabel Fuerzäit an, virun allem, vill méi een héijen Takt huet. Duerch d'Zesummeleeë vu Linnen op engem Pôle d'échange gëtt och den Takt an d'Regioun oft méi héich an de Client huet méi Flexibilitéit. Zum Beispill hat de Korridor N11 op Iechternach virun der Mise en service vum Tram véier Faarte pro Stonn an der Spëtzenzäit vun der Gare iwwert d'Biedergaass (pro Richtung) an zwou Faarte pro Stonn an der Spëtzenzäit vun der Luxexpo (pro Richtung). No der Ëmstellung vum Horaire am Mee 2021 wäerten et aacht Faarte pro Stonn vun der Luxexpo sinn.

Ech wëll dës Geleeënheet awer och nach eemol notzen, fir zu dësem Theema e bësse méi wäit auszehuelen, well mir vill Doleancen, net nëmmen aus dem Osten, zum Theema Terminus an der Stad kruten. Prinzipiell ass ee Bus een extreem flexibelen Outil am ëffentlechen Transport well de Bus op normale Strooss fuere kann. Ausserdeem ass déi speziell Infrastruktur fir de Bus, virun allem am ländleche Raum, relativ einfach ze schafen. Wou ee Bussystem net méi funktionéiert, ass wann d'Demande u Leit déi sech op engem gewëssenen Tronçon wëlle beweegen, ze grouss gëtt, an ze vill Gefierer néideg sinn, déi sech da géigesäiteg behënneren an och ee grousse Plazbedarf um Terminus mat sech bréngen.

Wat an der Stad Lëtzebuerg nach speziell derbäikomm ass, war de Fait, dass verschidde Linne vum RGTR, parallell zur AVL, den Haaptronçon tëscht dem Kierchbierg, dem Zentrum an der Gare bedéngt hunn. Dëst war néideg, fir déi grouss Demande op dësem zentralen Tronçon ze decken. Leider huet dëst awer de Problem mat sech bruecht, dass d'Offer net lieserlech genuch war, an d'Bierger net vun der Offer profitéiere konnten, an trotz enger bestoender Offer, léiwer op „hire" Bus

gewaart hunn. Dëst huet dunn oft dozou gefouert, dass Bussen hallef eidel duerch den Zentrum gefuer sinn an anerer, mat där selwechter Destinatioun, iwwerfëllt waren. Dëse Problem war laang bekannt an et ass dofir jo och no Léisunge gesicht ginn. Déi Léisung, déi schlussendlech zeréckbehale gouf war den Tram an der Stad Lëtzebuerg, deen eng éischte Kéier en Detail am MoDu vun 2012 virgestallt ginn ass, hei gouf och schonn en RGTR-Netz skizzéiert. Op Basis vun dësen Dokumenter sinn all déi grouss Pôles d'échange definéiert an dimensionéiert ginn. Am Kader vun der Reorganisatioun vum RGTR sinn natierlech verschidden Upassunge gemaach ginn, déi Gréisst ass de provisoresche Pôle d'échange Faïencerie, deen nach net besteet. Prinzipiell handelt et sech bei engem Pôle d'échange awer ëm eng schwéier Infrastruktur, déi vum éischte Konzept bis zur Realisatioun gären eng fënnef bis zéng Joer braucht. Déi, wa se da bis en place ass, natierlech grouss Contrainten op d'Exploitatioun mat sech bréngt.

Aus dësem Grond mussen dës Punkte scho bei der konzeptueller Planung vun alle Verkéiersmëttelen esou fréi wéi méiglech berécksiichtegt ginn, wat mir am Plan national mobilité fir 2035 verstäerkt amgaang sinn ze maachen.

Déi zweet Fro bezitt sech op Mesuren déi virgesi sinn, fir d'Situatioun aus dem Osten ze verbessere bis den RGTR-Reseau ganz ëmgesat ass.

Ech hiewen ervir, datt et sech bei dëser Ëmstellung ëm eng grouss Envergure handelt. Dësen Exercice ass esou hei am Land nach ni duerchgefouert ginn. Natierlech stellt een do och emol kleng Schwaachstelle fest, déi mir awer probéieren esou séier wéi méiglech ze léisen. Eng gréisser Mesure ass déi nei Navett tëscht der Gare-Lëtzebuerg an dem Kierchbierg, déi esouwuel fir Linnen aus dem Süden, déi elo op der Rocade hiren Terminus hunn, wéi och fir d'Linnen aus dem Osten op der Luxexpo eng Alternativ zum Tram um Tronçon Gare-Rocade–Kierchbierg duerstellt.

Question 3317 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **jeux de hasard :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2927 huet d'Ministesch d'Presenz vun 2.000 illegalen Internetbornë confirméiert. Festzestellen ass, datt et an de leschte fënnef Joer awer zu kenger Verurteelung wéinst Exploitatioun vun illegale Bornë komm ass an an deene leschte Joren, wéi et schéngt, keng Efforten ënnerholl goufen, fir dës Bornen iergendwéi juristesch anescht ze encadréieren.

D'Reglementéierung vum Glécksspill zu Lëtzebuerg huet, der Äntwert vun der Ministesch no, als Zil, Mineuren a vulnerabel Persounen ze schützen a géint d'Glécksspillsucht, Bedruch, Geldwäsch a Cyberkriminalitéit virzegoen. Festzestellen ass awer, datt Lëtzebuerg an deem Sënn net dem Schwäizer Modell nogaangen ass, wou d'Exploitatioun vum Glécksspill fir auslännesch Operateure generell verbueden ass.

Et stellt sech d'Fro vun der Koherenz vun der lëtzebuergescher Approche: engersäits argumentéiert ee mam Schutz viru Risiken, anerersäits ass d'Dier an eisem Land awer grouss op fir all Zorte vu Glécksspiller, déi op Serveren am Ausland iwwert den Internet ze erreeche sinn. D'Resultat ass, datt Dausende vu vulnerabele Leit an och Mannerjäreger engem dereguléierte Glécksspillmarché hei am Land ausgesat sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Justizministesch dës Froe stellen:

1. Wat wäert d'Regierung an dëser Legislatur vis-à-vis vun den 2.000 illegale Glécksspillbornen ënnerhuelen?

2. D'Ministesch schwätzt an der Äntwert op meng Fro N° 2927 dovunner, dass analyséiert muss ginn, ob eis Legislatioun zum Glécksspill muss ugepasst ginn. Ugesiichts vun diverse gréissere Lacunnen, virun allem am Bezuch mam Glécksspill um Internet, besteet net elo schonns ee konkreeten Handlungsbedarf, fir dat ganzt Glécksspillgesetz vun 1977 op de Leescht ze huelen an déi konservativ Doktrinn vun dësem Gesetz der Modernitéit an der Realitéit vun haut unzepassen?

3. Misst eng Reform vum Glécksspillgesetz net ëmsou méi envisagéiert ginn, wann ee bedenkt, dass eng Hellewull vu Spiller um Internet dem Charakter vu Geschécklechkeetsspiller entspriechen, déi, no der Äntwert vun der Ministesch op meng Fro N° 3141, kengerlee Autorisatiounen (voire Kontrollen) ënnerleien?

Réponse (13.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

De Moment gi verschidde Reflexioune gefouert, wéi een am beschten an effikasste géint déi vun lech ugeschwaten illegal Glécksspillbornë ka virgoen. Och wann am Koalitiounsacccord net virgesi war, d'Glécksspillgesetzgeebung ofzeänneren, sou verweisen ech awer op meng Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N° 2927, wou doraus ervir geet, dass analyséiert gëtt, wéi eis Legislatioun vum Glécksspill muss ugepasst ginn, fir der aktueller Situatioun entgéint ze wierken. Wéi aus menger Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N° 3141 ervir geet, brauch de Bedreiwer fir d'Ubidde vun engem Geschécklechkeetsspill keng Autorisatioun op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwer d'Glécksspiller.

Question 3318 (16.12.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

In einem gestern erschienenen Artikel wird über den Fall eines Grundschulkindes berichtet, welches über Jahre durch Lernschwierigkeiten, ein aggressives Verhalten und ein tiefes psychisches Leiden den Schulverantwortlichen aufgefallen ist. Letztere, sprich Lehrpersonal, Psychologen, Pädagogen, die Commission d'inclusion und die Regionaldirektion, kamen zu dem Schluss, dass der Junge eine Scolarisation mixte benötige. Aus Dokumenten, die den Journalisten vorliegen sollen, geht hervor, dass die Schulverantwortlichen das Wohl des Kindes in Gefahr sahen. Der Regionaldirektor, in Abstimmung mit der Commission d'inclusion, wollte ein Signalement machen, um die Staatsanwaltschaft einzuschalten. Laut Informationen des Artikels wurde dieser Schritt vom Bildungsministerium untersagt. Das betroffene Kind verstarb letzten Sommer und die Justiz ermittelt.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Kann das Ministerium diesen Fall bestätigen?

- Laut Informationen des Artikels wollte sich die Regionaldirektion vor dem Abschicken des Briefes an die Staatsanwaltschaft beim Bildungsministerium rückversichern. Herr Bildungsminister, ist die Regionaldirektion verpflichtet, sich vor Beantragen eines Signalements das Einverständnis des Bildungsministeriums einzuholen?

- Wie viele solcher Signalements gab es in den letzten fünf Jahren?

- In wie vielen Fällen wies das Bildungsministerium eine Anfrage der Regionaldirektion, ein Signalement zu beantragen, ab? Auf welcher juristischen Basis beruhten diese Ablehnungen seitens des Bildungsministeriums?

- Ist eine Überarbeitung des Dokumentes „Maltraitance de mineur - procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse" vorgesehen, welches vom MEN in Zusammenarbeit mit dem Gesundheits- und dem Justizministerium 2018 veröffentlicht wurde?

- Was gedenkt das Bildungsministerium zu unternehmen, um in Zukunft solche tragischen Vorfälle verhindert zu bekommen?

Réponse (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Der Artikel des „Luxemburger Wort", auf dem die parlamentarische Frage der Abgeordneten beruht, entspricht nicht den Tatsachen. Das Ministerium hat kein Signalement untersagt, es gibt keine stichhaltigen Elemente, die auf eine Gefährdung des Kindeswohls hinweisen, und der Tod des Kindes steht in keinem Zusammenhang mit den Meinungsverschiedenheiten, die es zwischen den Schulpartnern zur Beschulung des Kindes gab. Ohne auf die Details des Falles eingehen zu können, möchte ich die Abgeordneten auf die Beiträge des Radio 100,7 vom 7. Januar 2021 verweisen, in denen der Fall beleuchtet wird.

Was die Sachlage des Signalements an sich anbelangt, möchte ich die Abgeordneten auf meine Antwort vom 6. März 2020 auf die parlamentarische Anfrage Nr. 1787 verweisen:

„Laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass all Professionellen, deen am Kader vu senger Funktioun vu Faite weess, déi als ‚crime' oder ‚délit' kéinte consideréiert ginn, verflicht, se beim Procureur d'État ze mellen. Géif en dat ënnerloossen, sou géif en sech strofbar maachen."

Diese Aussage ist nach wie vor absolut gültig und eine Überarbeitung des Dokumentes „Maltraitance de mineur - procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse" keineswegs angebracht.

Ist das Wohlergehen eines Kindes oder Jugendlichen in Gefahr, brauchen weder die Mitarbeiter noch die Direktionen oder Kommissionen beim Erziehungsministerium das Einverständnis für ein sogenanntes Signalement einzufordern. Eher gilt das Gegenteil: Je näher und gründlicher ein Mitarbeiter oder eine Institution sich mit der Situation eines Minderjährigen befasst, desto besser kann sie die Notwendigkeit eines Signalements einschätzen. Es obliegt in keiner Weise dem Ministerium, in diesem Bereich seinen Mitarbeitern oder Kommissionen Vorschriften zu machen, Informationen über derartige Meldungen bei der Jugendjustiz einzufordern oder gar Statistiken über Signalements zu führen.

Doch darf ein Signalement unter keinen Umständen als Drohung benutzt werden und schon gar nicht, um Eltern dazu zu bewegen, in eine administrative Entscheidung einzuwilligen.

In dem besagten Fall fehlt den ehrenwehrten Abgeordneten die Information, dass die Eltern von Seiten einiger Mitarbeiter des Erziehungsministeriums vor die Wahl „gemischte Sonderbeschulung oder Signalement" gestellt wurden.

Es kann nicht angehen, dass Eltern ein Signalement bei der Justiz angedeutet bekommen, wenn sie sich für den Verbleib ihres Kindes in der Regelschule im Geiste der Inklusion entscheiden. Dies wurde in besagtem Fall seitens des Ministeriums klargestellt. Die betroffenen Beamten haben dabei professionell und umsichtig agiert.

Die Abgeordneten wollen darüber hinaus wissen, was das Ministerium gedenkt zu unternehmen, damit solch tragische Vorfälle in Zukunft verhindert werden können. Vor dem Hintergrund der dargestellten Sachlage werden die Abgeordneten mir wohl zustimmen, dass diese Frage sich als gegenstandslos erweist.

Question 3319 (16.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **construction d'immeubles sur des terrains réhabilités :**

Lëtzebuerg huet e grousse Wunnengsproblem, zanter Joerzéngten. Mat engem héije wirtschaftlechen an demografesche Wuesstem steigt och d'Nofro no Wunnengen hei am Land, mam Resultat, datt méi muss gebaut ginn. Grad well vill gebaut gëtt, misst eigentlech besser drop opgepasst ginn, wat, wou a wéi gebaut gëtt. Aspekter wéi Zäitdrock, Kompetenzgerangel an den Ëmstand, datt sech zu Lëtzebuerg mam Prinzip vum Pollueur-payeur oft schwéier gedoe gëtt, sinn an dësem Kontext net hëllefräich.

Grad dofir geet et net ëmmer duer, d'Konformitéit mat de kommunale Planungsvirgaben - PAG a PAP - ze préiwen. Et kënnt och op d'Qualitéit vum Ënnergrond un, net nëmmen um klasséierten Terrain selwer, mee och am direkten Ëmfeld. Och wann déi klassesch Industriebetriber ëmmer méi aus eise Stied verschwannen, bleift den Ënnergrond, op deem dës Industriegebaier joerzéngtelaang aktiv waren oder hiren Dreck gelagert hunn, heiansdo problematesch.

Ee méi rezent Beispill fir dës Problematik ass een Immobilieprojet zu Beggen, op der Beggener Strooss (Nr. 131-133), net wäit ewech vun der fréierer CASA-Decharge, en Dossier, deen an den 90er Joren a bis haut zu vill Polemik am Lëtzebuerger Wunnengsbau an Ëmweltschutz gefouert huet.

D'Continental Alloys, wéi dës ARBED-Duechter geheescht huet, hat grouss Quantitéite vu Schwéiermetaller am Buedem zeréckgelooss, dorënner Stoffer wéi Chrom, Cadmium, Vanadium, Molybdän oder Titan, déi toxesch fir Mënsch, Déier a Planzewelt sinn a massiv gesondheetlech Schied ervirruffe kënnen.

Deen ursprénglleche Site vun der CASA-Deponie ass zum Deel entseucht ginn, steet am PAG vun der Stad Lëtzebuerg awer ëmmer nach als „zone à risque de contamination". Ouni Tamponszon. A grad ëm déi geet et hei.

An enger Luxcontrol-Etüd aus dem Joer 2013 steet geschriwwen:

« Dans l'hypothèse de construire des maisons et/ou appartements le long de la route de Beggen […], la législation relative à la gestion des déchets devra être appliquée lors des travaux de terrassement. Dans le cas où la nappe d'eau n'est pas touchée par les excavations du sol, c'est-à-dire au cas où les ouvrages souterrains ne dépassent pas une profondeur moyenne d'environ 2,50 m par rapport à la route de Beggen, la problématique en matière de gestion des déchets n'est pas jugée importante. »

An anere Wierder: Alles, wat méi déif wéi 2,50 Meter an de Buedem geet, ass problematesch.

Zeréck zum Immobilieprojet op der Beggener Strooss: Um Terrain stoung laang Zäit eng Villa. Si huet elo Plaz misse maache fir ee Projet vun enger grousser Residence mat 18 Appartementer. Déi zukünfteg Bewunner wësse warscheinlech net, wien de fréieren Noper war an op wéi engem Ënnergrond si sech nidderloossen. Aus de Baupläng geet ervir, datt d'Residence véier Stäck héich gëtt, awer och zwee Stäck an de Buedem reecht. 5,50 Meter déif gëtt gebaut, also dräi Meter méi, wéi et vu Luxcontrol als onbedenklech agestuuft ginn ass.

Eis Nofuerschungen hunn erginn, datt kee sech esou richteg fir d'Problematik zoustänneg fillt. D'Stad Lëtzebuerg verweist op de PAG („Zone d'habitation 2") a fënnt, datt et um Promoteur ass, déi néideg Virsuerg ze treffen an d'Leit ze informéieren. D'Ëmweltverwaltung verweist op de Gesetzesprojet iwwert de Buedemschutz an d'Gestioun vun de polluéierte Sitten, deen nach ëmmer an der Maach ass. Eng am November 2020 op eng Privatinitiativ hin duerchgefouert an an Däitschland ausgewäert Proufentnam huet erginn, datt d'Belaaschtung um Site nach ëmmer héich a bedenklech ass, z. B. wat de Molybdän ugeet (360 mg pro kg).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, fir Wunnengsbau a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Misst bei engem Bauprojet wéi dësem, wou nieft engem verseuchten Terrain gebaut soll ginn, de Bauhär net ganz besonnesch virsiichteg agéieren? Missten d'Autoritéiten hei net méi genee kontrolléieren, datt keng Risike fir déi nei Residenten entstinn?

2. Wéi ass et méiglech, datt am Virfeld vum Bau vum Immobilieprojet keng Buedemprouwe vu staatlecher Säit aus duerchgefouert goufen?

3. Maachen d'ëffentlech Autoritéiten - d'Gemeng Lëtzebuerg an d'Ëmweltverwaltung - sech et ze einfach, wann se d'Responsabilitéit op de Promoteur oder de Bauhär ofwälzen?

4. De Kadaster fir al Dechargen a kontaminéiert Sitten (CASIPRO) ass dem breede Public nëmme schwéier zougänglech. D'Privatleit mussen oft selwer aktiv ginn a laang investigéieren, fir iwwerhaapt un Donnéeën ze kommen. Misst net och de Staat senger Fürsorgepflicht gerecht ginn an déi néideg Analyse selwer duerchféieren, de Schantjen iwwerwaachen an d'Informatiounen dem Public ganz einfach zougänglech maachen?

Réponse commune (19.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Am Virfeld vun den Äntwerten op d'Froen:

Aktuell ass d'Bewäertung vum Risiko fir de Mënsch an d'Ëmwelt, dee vu Buedempollutiounen op engem Terrain kéint ausgoen, deen ausschliisslech fir Wunnzwecker genotzt gouf a gëtt, net konkreet an der nationaler Gesetzgeebung verankert. Dësem Volet gëtt am Gesetzesprojet iwwert de Buedemschutz an d'Gestioun vu polluéierte Sitte Rechnung gedroen. Eent vun den Haaptziler vun deem Gesetz ass et, e kloren, transparenten a juristesch séchere Kader am Kontext vu Buedempollutiounen ze kréien.

Am Laf vun deene leschte Joerzéngten huet d'Approche fir d'Gestioun vun historesch belaaschte Sitte weltwäit evoluéiert. De Gesetzesprojet dréit där Entwécklung Rechnung a baséiert sech op d'Konzept vum „risked based land management", deen als Stand der Technik a ville bestoende Legislatiounen an anere Länner ugesi gëtt.

Fir sech e Bild vun der tatsächlecher Situatioun vun de bestoenden historesche Pollutiounen ze maachen, goufe sech am Kontext vum Gesetzesprojet follgend Froe gestallt:

- Wat fir eng Sitte si betraff?

- Zu wat fir engem Zäitpunkt muss de Volet „Pollutiounen am Buedem" ugepaakt ginn?

- Wien ass dozou verflicht, sech ëm de Volet „Pollutiounen am Buedem" ze këmmeren?

- Wéi muss d'Prise en charge vun enger Buedempollutioun oflafen?

- Wien ass responsabel?

D'Äntwerten op dës Froe stinn am Gesetzesprojet, soudass dat geplangte Gesetz en transparente Kader fir all Acteur wäert ginn, deen a Kontakt mat (potenziell) belaaschte Sitten ass.

ad 1. Déi erlaabten Notzungen op engem Terrain ginn am Kader vum Plan d'aménagement général (PAG) definéiert. D'Ausschaffe vum PAG baséiert um ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 „concernant l'aménagement communal et le développement urbain". Dëst Gesetz huet als Objektiv „d'assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal". Am Kader vun der Erstellung vum PAG an der Geneemegungsprozedur vun dësem Reglement gëtt deemno schonn eng éischte Kéier eng Bewäertung gemaach, ob d'Terrainen, déi verseucht sinn, oder wéi am genannte Fall nieft verseuchten Terraine leien, sech och effektiv fir de Wunnengsbau eegnen. Bei dëser Bewäertung muss natierlech, niewent der Qualitéit vum Buedem, sämtlechen urbanisteschen Aspekter Rechnung gedroe ginn, wéi zum Beispill och enger harmonescher Entwécklung vum bestoende Quartier, der Mobilitéit oder och nach aneren Ëmweltaspekter. Bei der Exekutioun vum PAG, dat heescht wärend der konkreeter Realisatioun vun der Bebauung, gëllt et natierlech an dësem Fall, verstäerkt op den Aspekt vun der Sécherheet, der Salubritéit an der ëffentlecher Hygiène opzepassen.

Selbstverständlech ass et och wënschenswäert, dass bei engem Bauprojet wéi dësem de Bauhär virsiichteg agéiert an esou Aspekter besonnesch Rechnung dréit.

ad 2. An der Hypothees, dass dem Deputéierte seng Fro sech op d'Gestioun vum geplangte Buedemaushub bezitt:

Polluéierte Buedem ënnerläit dem Offallgesetz, soulaang et keng spezifesch Buedemlegislatioun gëtt. Den „détenteur" vum Buedem ass laut Offallgesetz dozou verflicht, dëse konform zum Offallgesetz ze geréieren. Dofir muss hie sech am Virfeld vun engem Terrassement oder enger Excavatioun déi néideg Moyene ginn, fir duerno kënnen eng adequat Gestioun vum excavéierte Material ze maachen. Dorënner fält ënner anerem och déi cheemesch Qualitéit vum excavéierte Material. Heibäi kann hie sech vun engem spezialiséierte Bureau am Beräich vun der Charakteriséierung vu Biedem ënnerstëtze loossen.

ad 3. An der Hypothees, dass den Deputéierte sech heibäi op d'Fro N° 1 bezitt: D'Responsabilitéite ginn duerch déi existent Gesetzer bestëmmt. Weideres zu deem Sujet gouf ugangs schonn erkläert.

Et gëtt keng gesetzlech Basis, déi seet, dass d'Ëmweltverwaltung iwwert de Bau vun enger Residenz informéiert muss ginn. Deemno kann d'Ëmweltverwaltung och net intervenéieren an och keng Responsabilitéit matiwwerhuelen. Eng eenzeg Ausnam ass, wann e Bauhär fir säin Immobilieprojet méi wéi 300 m³ belaaschte Biedem excavéiert, méi wéi 300 m³ Fiels oder méi wéi 5.000 m³ anert Material excavéiert. An deem Fall muss eng Kommodosgeneemegung ugefrot ginn. Am Kader vun där Geneemegungsprozedur gëtt den Impakt vun der Excavatioun op d'Ëmwelt bewäert. Wann am Kader vun esou engem Dossier Informatioune virleien, déi op en imminente Risiko fir de Mënsch oder d'Ëmwelt hindeiten, da kann dee fir d'Ëmwelt zoustännege Minister op Basis vum Offallgesetz verschidde Moossnamen huelen, déi situatiounsbedéngt noutwenneg sinn.

Aktuell leien der Ëmweltverwaltung weeder e Kommodosdossier fir e Chantier vir nach konkreet Informatiounen, déi op een imminente Risiko hiweisen.

ad 4. De Kadaster ass fir de breede Public iwwert d'Plattform vum Geoportail zougänglech.

Ëmweltinformatiounen ewéi Buedemetüden a Rapporten iwwert de Suivi vu Sanéierungsschantercher sinn dem breede Public och zougänglech, dëst op Basis vum Gesetz vum 25. November 2005 „concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement". Op Ufro bei der Ëmweltverwaltung gi bestoend Informatiounen zur Verfügung gestallt.

D'Kontroll vun de gesetzlechen Dispositiounen am Kader vun engem Schantjen ënnerläit der kompetenter Autoritéit an der jeeweileger Verwaltung, esou wéi et an den Äntwerten op d'Froen 2 an 3 erkläert gëtt.

Question 3320 (16.12.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **tenue des réunions des délégations du personnel :**

Durant l'actuelle crise, le recours à des moyens de communication à distance s'est répandu à une vitesse incroyable. Les réunions par visioconférence sont depuis devenues monnaie courante. Se posent toutefois des questions en relation avec la confidentialité de ces réunions et ce plus particulièrement dans le contexte de réunions censées avoir lieu à huis clos, telles les réunions des délégations du personnel.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les réunions des délégations du personnel peuvent avoir lieu par visioconférence ?

- Dans l'affirmative, dans quelles circonstances les délégations du personnel pourront-elles recourir à de tels moyens de télécommunication ? Ces moyens doivent-ils répondre à des standards/normes prédéfini(e)s ? Dans l'affirmative, lesquel(le)s ?

Réponse (19.01.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Aucune disposition du Code du travail n'interdit expressément la tenue des réunions des délégations du personnel par visioconférence.

Quant aux moyens de communication à distance, les délégués du personnel sont libres d'utiliser les moyens informatiques les plus appropriés pour tenir leurs réunions. Conformément à l'article L. 416-7 du Code du travail, l'employeur est obligé de mettre à leur disposition le matériel informatique nécessaire.

L'article L. 416-4 du même Code selon lequel « les réunions des délégations se tiennent à huis clos » doit être respecté par l'employeur, même si les réunions ont lieu par visioconférence. Toute entrave apportée intentionnellement au fonctionnement régulier de la délégation du personnel ou à l'exercice de sa mission, peut être signalée à l'Inspection du travail et des mines et, le cas échéant, des sanctions administratives peuvent être prononcées à l'encontre de l'employeur fautif.

Question 3321 (17.12.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **piste cyclable sur la N5 entre Dippach et Bertrange :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass viru Kuerzem op der N5 tëscht Dippech a Bartreng Ausmoossaarbechte gemaach gi sinn, fir eng nei Vëlospist op där Plaz ze realiséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, kann den Här Minister Detailer nennen iwwert dëse Projet? Wéi wäert den Tracé genee verlafen?

3. Wäert d'Vëlospist kloer getrennt vun der Strooss verlafen?

4. Wäert déi nei Vëlospist an déi bestoend Fuerbunn vun der N5 integréiert ginn oder gëtt nieft der aktueller Fuerbunn eng separat Vëlospist gebaut?

5. Wéini sollen d'Aarbechten ufänken a wéi laang sollen se daueren?

6. Wier déi nei Vëlospist komplementar zur PC35, déi vun Dippech-Gare duerch de Bësch op Bartreng geet oder gëtt dësen Tracé opginn en faveur vum Tracé iwwert d'N5?

Réponse (19.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Dës Informatioune kënne confirméiert ginn, eng ergänzend Bestandsopnam gouf am Kader vun dësem Projet gemaach.

ad 2. Den Tracé vun der geplangter Vëlospist verleeft tëschent Dippech a Bartreng nieft der N5.

ad 3. Eng Trennung tëscht dem Vëlo an dem Auto gëtt duerch verschidde Moossname virgesinn, wéi déi vun engem Gréngsträifen a Verbindung mat enger Leitplank an duerch eng optesch Trennung.

ad 4. D'Vëlospist gëtt nieft d'Strooss gebaut. En Deel vun der N5 gëtt awer fir de Bau vun der Vëlospist benotzt.

ad 5. Den Ufank vum Chantier ass fir Enn 2023 programméiert an d'Dauer vun den Aarbechte beleeft sech viraussiichtlech op e Joer.

ad 6. Déi nei Vëlospist wier komplementar an erlaabt dem Vëlosfuerer, iwwert den direkte Wee an d'Stad respektiv aus der Stad Richtung Käerjeng ze kommen.

Question 3322 (17.12.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **lignes de bus express :**

Avec la réorganisation du régime général des transports routiers, un certain nombre de lignes de bus express seront introduites afin de transporter les passagers plus vite des périphéries du pays au centre.

Il va de soi que des voies d'autobus supplémentaires pourraient largement renforcer l'efficacité et l'attrait du bus en tant que moyen de transport en général et de telles lignes express en particulier pour les usagers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-il prévu d'aménager de nouvelles voies d'autobus pour les lignes de bus express ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant aux lignes et aux tronçons concernés ?

- Est-il prévu d'aménager de nouvelles voies de bus pour d'autres lignes de bus ? Dans l'affirmative, quels sont les lignes et les tronçons concernés ?

- Quand les travaux respectifs pourront-ils débuter ? Quand les nouvelles voies de bus pourront-elles être finalisées ?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer d'ores et déjà sur le nombre de voies de bus qui seront bidirectionnelles ?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des renseignements concernant les priorisations pour bus et, en particulier, les voies d'autobus pour lignes « express ».

La mise en œuvre de la réorganisation du réseau RGTR est accompagnée d'une série de mesures infrastructurelles visant à optimiser son fonctionnement et la qualité de service. Il s'agit de priorisations pour bus, de pôles d'échange et de places d'attente pour bus.

L'objectif des priorisations pour bus est de rendre les temps de parcours plus fiables, et donc plus courts aux heures de pointe. De telles priorisations sont désormais incluses de façon systématique dans les projets de l'Administration des ponts et chaussées, y inclus dans les projets autoroutiers tels que la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 ou la transformation de l'A4 en corridor multimodal.

Les priorisations hors localité, telles que la voie bus sur la N5 entre Grevelsbarrière et Dippach, sont du seul ressort de mon Ministère. Dans la mesure qu'elles nécessitent des règlements de circulation, les priorisations en localité, même sur les routes étatiques, demandent une coordination avec la commune respective.

Sur des tronçons qui permettent de ne réserver qu'une seule voie de circulation pour les bus, cette voie sera réservée dans une première phase pour la direction susceptible d'apporter le plus grand gain en termes de fiabilité et de temps de parcours des bus, typiquement dans la direction de l'heure de pointe matinale. Dans les cas où une priorisation des bus s'avère nécessaire également dans la direction opposée, mais à un autre moment de la journée, typiquement à l'heure de pointe vespérale, des voies « bidirectionnelles » pourront être mises en place dans une deuxième phase. En effet, des aménagements « bidirectionnels » demandent des portiques avec des afficheurs dynamiques et un concept de sécurité routière notamment pendant les minutes de transition entre l'utilisation de la voie bus dans une direction et son utilisation dans la direction opposée. De telles voies bidirectionnelles sont cependant en place dans quelques pays étrangers.

L'un des couloirs bus pour lesquels une deuxième phase en bidirectionnel est à l'étude au Grand-Duché est celui de la N11 entre Gonderange et Waldhaff, projet abordé déjà dans la question parlementaire n° 3140 du 12 décembre 2020 de l'honorable Députée Carole Hartmann.

D'autres projets concrets de priorisations pour bus sont les suivants :

- couloir bus sur la N2 à Remich (avant-projet approuvé en janvier 2018) ;

- mise en place d'une gestion coordonnée des feux tricolores sur la route nationale N2 dans la traversée de Remich (étude de faisabilité approuvée en mai 2019) ;

- N5 entre Bascharage et Dippach, mesures de priorisation pour les bus en provenance de Bascharage et en direction de Luxembourg à l'intersection avec le futur contournement de Bascharage ;

- priorisations pour bus dans la traversée de Bascharage ;

- N1 Senningerberg, fluidification du trafic des bus dans l'approche de l'échangeur avec l'A1.

S'y ajoutent des projets d'optimisation de priorisations pour bus existantes, telles que celles de la N6 (route d'Arlon) et de la N7 dans la vallée de l'Alzette.

Quant au début des travaux d'infrastructure des projets précités, ceux-ci sont typiquement tributaires d'acquisitions de terrain, d'autorisations, voire de la réalisation d'autres projets connexes.

La priorisation des bus sur les voies structurantes du réseau RGTR figure parmi les principes de planification qui sont appliqués de façon systématique dans l'élaboration du Plan national de mobilité pour 2035 qui sera présenté à la fin de l'année.

Question 3323 (17.12.2020) de **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant le **magazine GUDD! :**

En 2016, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a initié le magazine GUDD!, qui a comme vocation d'informer et de sensibiliser les consommateurs en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de consommation. Le magazine vise à valoriser la production agricole luxembourgeoise à travers des rencontres avec des agriculteurs, vétérinaires, laborantins, distributeurs et autres acteurs de la chaîne alimentaire. Deux fois par an, il est distribué dans toutes les boîtes à lettres du pays.

Le magazine est édité par une entreprise de médias et contient également des publicités, entre autres pour des producteurs locaux. Or, dans l'édition n° 8 de décembre 2020 se trouve une publicité pour une chaîne de supermarchés discount.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) De quelle manière les publicités dans le magazine GUDD! sont-elles sélectionnées ? La sélection est-elle validée par le Ministère de l'Agriculture ?

2) L'annonce susmentionnée fait de la publicité pour de la viande française en vente « à un prix irrésistible ». Cette publicité ne se trouve-t-elle pas en conflit avec la mission du magazine GUDD!, voire du Ministère de l'Agriculture qui désire valoriser la production luxembourgeoise ?

Réponse (13.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La publicité est une pratique commerciale qui est encadrée par une législation stricte afin de stimuler la concurrence et de protéger le consommateur.

L'éditeur sélectionne les publicités selon ces règles. Le Ministère de l'Agriculture en fait la validation.

ad 2) Il est indéniable que toute réaction sur une publicité est tributaire du contexte dans lequel elle se produit. L'annonce publicitaire dont Madame la Députée fait référence a suscité beaucoup de réactions quant au contenu et au message publicitaire. Si l'origine et le prix de la viande ne sont pas indiqués dans la publicité, il est aussi vrai qu'il est fait référence « à un prix irrésistible » et que la viande affichée n'est probablement pas un produit régional. Nous déplorons ce message qui est effectivement contraire à une reconnaissance accrue des produits régionaux à des prix équitables et qui va à l'encontre de la mission du magazine « GUDD! ».

Une entrevue est prévue avec l'éditeur en vue de préciser les obligations contractuelles de ce dernier et de revoir le cours des procédures en vue de finaliser le magazine.

Question 3327 (17.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses des assurances complémentaires santé privées :**

Alors que pour la Caisse nationale de santé le bilan des recettes par cotisations et des prestations diverses est transparent et public, tel n'est pas le cas pour les assurances complémentaires santé privées.

En France, depuis cette année, ces assureurs privés doivent communiquer le taux de redistribution entre le montant des prestations versées et le montant des cotisations.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement entend exiger des assureurs privés une transparence comparable à celle qui a été introduite par voie législative en France.

Réponse (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député demande si le Gouvernement entend imposer aux assureurs complémentaires santé privés luxembourgeois des exigences comparables à celles qui ont été introduites par voie législative en France concernant la publication du taux de redistribution entre le montant des prestations versées et le montant des cotisations.

Le Gouvernement estime que l'introduction de telles exigences n'est pas de mise dans la mesure où les articles 82 et 200 de la loi modifiée du 7 décembre 2015 relative au secteur des assurances soumettent les entreprises d'assurances luxembourgeoises à l'obligation de publier annuellement un rapport sur leur solvabilité et leur situation financière.

La structure et le contenu de ce rapport sont définis dans le chapitre XII du règlement délégué UE 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014. Ainsi, ce rapport doit contenir un chapitre détaillant la performance de l'assureur pour chaque branche d'activité (assurance vie, assurance non-vie, dont assurance santé et réassurance) en publiant, notamment, les montants des primes brutes acquises et des charges de sinistres brutes réglées au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 301, paragraphes 1 et 5 du règlement délégué précité, ce rapport doit être publié sur le site Internet de la compagnie d'assurance et une copie sur papier doit être remise à toute personne qui en fait la demande.

Question 3328 (17.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **couverture des risques pandémiques par les assurances :**

La France connaît actuellement un conflit entre petits commerçants cafetiers et hôteliers-restaura-

teurs qui ont fait l'objet de la fermeture dans le cadre de la pandémie d'un côté et les compagnies d'assurance d'un autre côté sur la couverture des risques pandémiques respectivement les garanties de pertes d'exploitation.

Certains des contrats souscrits par les clients prévoyaient en effet, de façon plus ou moins explicite, le risque pandémique. Les assureurs répondent à des revendications en affirmant que la crise sanitaire relève d'un type particulier de sinistre touchant simultanément les entreprises d'un domaine d'activité et que, de ce fait, il est financièrement impossible de couvrir ce risque.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment se présente la situation au Luxembourg.

- Quelle est l'attitude des compagnies d'assurances opérant au Luxembourg ?

- Étant donné que dans certains secteurs l'activité a été sensiblement réduite voire complètement interrompue et partant le risque couvert pour les assurances diminué, quelle a été l'attitude des compagnies d'assurances en ce qui concerne les primes d'assurances concernées ?

- Quelle est l'attitude du Commissariat aux assurances en la matière ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député soulève des questions sur la couverture des risques pandémiques et la garantie des pertes d'exploitation par les assureurs.

Selon le principe de la mutualisation des risques, les pertes d'exploitation liées à une pandémie sont quasiment non assurables en raison du très grand nombre d'assurés qui sont affectés au même moment et au même endroit. De plus, ce risque est très difficilement modélisable en raison de son caractère exceptionnel et il n'existe pas de capacités de réassurance permettant de réassurer le risque de pandémie.

Au Luxembourg, les contrats standards « assurance perte d'exploitation » offerts par les assureurs luxembourgeois, couvrent la perte d'exploitation en tant que risque connexe dans le cadre d'une assurance principale (p. ex. assurance incendie ou dégât des eaux). Partant, la perte d'exploitation n'est indemnisée que si elle est directement liée à la réalisation du risque principal couvert (i. e. incendie ou dégât des eaux). Le cas de figure de la pandémie n'est pas couvert dans ce cadre.

La réduction de l'activité en raison de la fermeture dans certains secteurs n'implique pas forcément que le risque assuré ait diminué, notamment en ce qui concerne les incendies, les dégâts des eaux ou les vols/vandalismes. Néanmoins, les assureurs luxembourgeois ont, à titre individuel, consenti des gestes commerciaux (p. ex. délais de paiement, crédit de prime...) à des clients impactés par la crise.

La position du Commissariat aux assurances (CAA) est alignée sur celle de l'EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority) en matière d'acceptation de sinistres au sens où le CAA demande aux opérateurs tombant sous sa surveillance d'appliquer les conditions contractuelles qui ont été agréées de part et d'autre au moment de la conclusion du contrat d'assurance. Le CAA n'a, à ce jour, reçu aucune plainte émanant de clients se sentant lésés par un refus d'indemnisation ou une indemnisation partielle de dommages consécutifs à la crise du Covid-19.

Question 3329 (17.12.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests anticorps dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Am September huet d'Madamm Minister ugekënnegt, datt an der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing och Anticorps-Tester per Bluttanalys gemaach ginn, fir ze kucken, wéi vill Leit aus eiser Bevëlkerung scho mam Coronavirus a Kontakt waren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Anticorps-Tester goufe bis de 15. Dezember gemaach?

2. Wat soen d'Resultater aus?

Réponse (19.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Vum 16. November 2020 bis den 10. Januar 2021 sinn 3.961 Antikierpertester gemaach ginn. Dobäi sinn 277 positiv Resultater fonnt ginn, wat een Taux de positivité vu 6,99 % ausmécht.

An der CON-VINCE-Studie, déi vun Abrëll 2020 bis Enn Juni 2020 gelaf ass, gouf een Taux de positivité vun 3 % bei der Populatioun festgestallt. De Fait, dass mir lo bei ëm déi 7 % leien, ass déi logesch Konsequenz vun den deeglechen Neiinfektioune vun de leschte Méint. Wann een dëst op eis Populatioun héichrechent, si mir bei ëm déi geschate 44.000 Persounen, déi schonns mam Virus a Kontakt waren. Dëst ass relativ kohärent mat de rezenten Zuelen: Den 13. Januar 2021 waren et insgesamt 48.486 Persounen, déi mat PCR positiv op de Sars-CoV-2 getest gi waren. Wann een dovun ausgeet, dass eng Rei Leit keng Antikierper produzéieren oder eben no enger Infektioun schnell d'Antikierper verléieren, géing dat heeschen, dass mir vill vun de Persoune getest hunn, déi och infizéiert waren, an domat eng relativ kleng Donkelziffer bei den Diagnosen hunn. Déi grouss Unzuel vu PCR-Tester huet sécher een Deel dozou bäigedroen, dass mir de Virus besser an de Gréff kruten.

Question 3330 (17.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

D'Enseignantë verbréngen iwwert e Schouljoer vill Zäit mat hire Schüler a kréien esou oft och en Abléck iwwert d'Liewensëmstänn vun de Kanner. Wa Kanner doheem ënner Vernoléissegung leiden, da weist dat sech oft och op schouleschem Niveau, wou d'Kanner duerch hiert Verhalen, hir kierperlech Verfassung oder d'Feele vu wichtegem Schoulmaterial oder un d'Wieder ugepasste Kleedung opfale kënnen.

Huet en(g) Enseignant(e) de Verdacht, dass e Kand vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, huet hie bzw. si d'Flicht, dës Observatioun ze mellen.

Dat goung och aus der Äntwert vum 6. Mäerz 2020 vum Minister op d'parlamentaresch Fro vum Deputéierte Sven Clement ervir, an där stoung:

„Laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass all Professionellen, deen am Kader vu senger Funktioun vu Faite weess, déi als ‚crime' oder ‚délit' kéinte consideréiert ginn, verflicht, se beim Procureur d'État ze mellen. Géif en dat ënnerloossen, esou géif en sech strofbar maachen."

Well déi meescht Enseignanten net iwwer konkreet Beweiser verfügen an oft leider nëmme vun engem Verdacht mussen ausgoen, wëssе si oft net, ob si eng Situatioun beim Procureur d'État melle sollen oder net. Éischten Uspriechpartner bei engem Verdacht ass da meeschtens de Supérieur hiérarchique, mat deem Méiglechkeete fir e weidert Virgoe beschwat ginn, oder eng Assistante sociale.

D'Professioneller sinn net ëmmer all enger Meenung.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass en Enseignant, deen de Verdacht huet, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, gesetzlech dozou verflicht, dëse Fait beim Procureur d'État ze mellen, och wann aner Professioneller, zum Beispill eng Assistante sociale, schonn an der Famill intervenéieren an dës d'Aschätzung vum Enseignant net deelen?

2. Ass en Enseignant, deen de Verdacht huet, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, gesetzlech dozou verflicht, dëse Fait beim Procureur d'État ze mellen, och wann de Supérieur hiérarchique dës Aschätzung net deelt?

- Falls jo: Wéi garantéiert de Bildungsminister, dass en Enseignant, deen sech sengem Supérieur hiérarchique widdersetzt, fir eng Vernoléissegung oder eng Gefor ze mellen, net fäerte muss, dass et duerch dës Aktioun zu Verschlechterunge vu sengen Aarbechtskonditioune komme kéint?

- Falls nee: Wéi gëtt garantéiert, dass de Supérieur hiérarchique tatsächlech iwwert dat néidegt Wëssen iwwert d'Situatioun vum Kand verfüügt, fir d'Aschätzung vun engem Enseignant um Terrain ze widderleeën?

Ass de Supérieur hiérarchique an dësem Fall haftbar, wann dem Kand eppes géif zoustoussen, well d'Justiz net ageschalt gouf?

3. Wat réit de Bildungsministère den Enseignanten ze maachen, wa si de Verdacht hunn, dass e Kand doheem vernoléissegt gëtt oder souguer a Gefor ass, an hire Supérieur hiérarchique oder aner Intervenanten dës Aschätzung net deelen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert eis mat der Fro, a wéi enge Konditiounen e Signalement am Beräich vum Jugendschutz beim Parquet gemaach gi muss.

Dës Fro ass regéiert vum Artikel 7 vum Gesetz vum 10. August 1992, deen esouwuel d'Hypotheese vun der Gefäerdung vum Mannerjäregen ewéi d'Persounen, déi vum Signalement concernéiert sinn, oplëscht. Den Artikel liest sech follgendermoossen:

« Le tribunal de la jeunesse peut prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 1er ou une mesure de placement dans un établissement de traitement à l'égard des mineurs qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis. Le tribunal de la jeunesse ou le procureur d'État sont informés par le père, la mère, la personne investie du droit de garde, par tout agent qualifié des secteurs de l'éducation, de la santé ou de l'assistance publique, par tout agent de la police générale et locale, ou par le mineur lui-même.

En cas de danger grave et immédiat pour la vie ou la santé du mineur, un médecin peut, en cas de refus d'accord des personnes; qui ont la garde de l'enfant, prendre toutes mesures d'ordre médical que la situation requiert d'après les règles de l'art médical.

En ce cas, le médecin doit adresser dans les trois jours au procureur d'État un rapport motivé sur les mesures d'ordre médical qu'il a prises. »

Deemno ass op d'Fro vun honorabelen Deputéierten ze äntweren, datt all Enseignant als „agent qualifié des secteurs de l'éducation, de la santé ou de l'assistance publique" vun dëser Dispositioun viséiert ass. D'Hypothees vun enger divergenter Appreciatioun tëscht dem Enseignant an dem Supérieur hiérarchique gëtt am Text net envisagéiert, vu datt d'Obligatioun, de Signalement ze maachen, all Agent eenzel concernéiert an de Signalement och vum Agent selwer ouni Accord vun der Hierarchie ka gemaach ginn.

D'Froen, an domat d'Äntwerten, stëmme mat deenen iwwereneen, déi an der Question parlementaire Nr. 3318 behandelt gi sinn. Aus dësem Grond gëtt op dës Äntwert verwisen.

Ergänzend kann een nach erwänen, datt e Signalement kenge Bestëmmunge vum Aarbechtsrecht ënnerläit an a Froe vum Wuelbefanne vum Kand den Intérêt supérieur de l'enfant virun aneren Iwwerleeungen, Interessen oder organisatoresche Bedenke priméiert. Eng Divergenz an der fachlecher Aschätzung duerch oder tëscht de Mataarbechter duerf net Ulass ginn zu enger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen oder zu aneren aarbechtsrechtleche Konsequenze féieren.

Question 3331 (17.12.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **possibilité de comptabilisation des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles au niveau national :**

Au cours d'une heure d'actualité au sujet de l'agriculture et des défis dus au changement climatique qui s'est tenue le 19 novembre 2019, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement « à étudier la possibilité de comptabilisation au niveau national des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles ainsi que le stockage de carbone dans les sols et dans la biomasse au secteur agricole et le cas échéant d'intégrer ce principe dans la nouvelle loi relative au climat ». Madame la Ministre m'avait informée le 20 novembre 2020 dans la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire qu'une étude est actuellement en cours de réalisation sur les différentes capacités de réduction. Des détails à ce sujet seront fournis à la Chambre des Députés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1. Dans quelle mesure cette analyse a-t-elle été réalisée, respectivement quel est l'état d'avancement de l'analyse ?

2. Des projets ont-ils été lancés pour évaluer des mesures réalisées ?

3. Si oui, de quels projets s'agit-il et quelles en sont les conclusions ?

Réponse (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Il y a d'abord lieu de noter que toute substitution d'un carburant ou combustible fossile par de la biomasse (agricole ou autre) se traduit par une baisse au niveau des émissions de gaz à effet de serre attribuées au Luxembourg.

Lors de la réunion de la Commission de l'environnement, du climat, de l'énergie et de l'aménagement du territoire du 20 novembre 2020, il avait été fait référence aux règlements (UE) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 […] et (UE) 2018/841 relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 […]. De même, le plan national intégré en matière d'énergie et de climat ainsi que le 4e rapport bisannuel du Luxembourg à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) avaient été mentionnés.

Il y a lieu de préciser que le règlement (UE) 2018/842 (appelé communément « règlement partage de l'effort »), lequel définit le budget d'émission dont le Luxembourg dispose conformément à la législation européenne, ne prend pas en compte les émissions et les absorptions de gaz à effet de serre résultant des activités liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF). Le secteur UTCATF fait l'objet du règlement (UE) 2018/841, imposant aux États membres de veiller à ce que les émissions de ce secteur ne dépassent pas les absorptions, pour les périodes allant de 2021 à 2025 et de 2026 à 2030.

À l'heure actuelle, la comptabilisation du stockage de carbone dans les sols des terres agricoles est réalisée dans le secteur UTCATF des inventaires de gaz à effets de serre, établis au titre de la CCNUCC. Le calcul du changement de carbone, dans les terres cultivées et les prairies gérées, se limite toutefois aux changements d'utilisation des sols (typiquement changement de prairies gérées en terres cultivées et inversement).

À partir de 2021, le règlement (UE) 2018/841 impose que les émissions et les absorptions de carbone, résultant de l'exploitation des terres cultivées et des prairies gérées, devront obligatoirement être comptabilisés pour les périodes allant de 2021 à 2025 et de 2026 à 2030. À partir de 2021, des mesures telles que le travail réduit des terres agricoles et la conversion de terres agricoles conventionnelles en terres agricoles biologiques seront donc quantifiées.

Le règlement précité prévoit cependant que les émissions et absorptions calculées pour les périodes 2021 à 2025 et 2026 à 2030 devront être déduites des émissions et des absorptions annuelles moyennes calculées au cours de la période de référence allant de 2005 à 2009. En pratique, cela revient à dire qu'uniquement les surfaces agricoles soumises, après 2009, à une agriculture biologique ou à un travail de terre réduit, pourront être comptabilisées et que le pourcentage de ces terres devra continuellement être augmenté.

Question 3332 (17.12.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie :**

La Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a approuvé le 7 décembre dernier un règlement provisoire qui a pour objectif l'extension de la lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie (dérogation à la directive 2002/58/EC).

Ce vote va modifier temporairement les règles actuelles relatives à la vie privée en ligne afin que les fournisseurs de services de communication numérique puissent continuer à détecter et à signaler des contenus et des données de trafic en rapport avec les contenus pédopornographiques et à supprimer tout contenu de ce genre. Les législateurs européens disposeront ainsi de plus de temps pour élaborer une solution permanente, a-t-on expliqué de source parlementaire. Sans cette directive, les fournisseurs d'accès auraient été contraints de cesser leurs activités à moins que les États membres n'adoptent des réglementations spécifiques.

Alors que certains députés européens considèrent ce règlement comme une étape indispensable pour continuer la lutte efficace contre la pédopornographie en ligne, d'autres y voient un risque accru de violation des droits à la vie privée des citoyens européens.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Dans quelle mesure le Gouvernement suit-il la procédure relative au règlement provisoire ayant pour objectif l'extension de la lutte contre les abus sexuels visant en ligne des enfants et la pédopornographie (dérogation à la directive 2002/58/EC) et approuvé par la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen en date du 7 décembre dernier ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce dossier ?

3) Le Gouvernement est-il d'avis que le règlement prévu a un lien avec le débat récent à la Chambre

sur le cryptage des services de messagerie en ligne ? Dans ce contexte, les députés ont articulé leurs inquiétudes qu'avec l'argument de la lutte contre le terrorisme, une réduction substantielle des droits personnels et des empiétements sur la vie privée seraient justifiés.

Réponse commune (18.01.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1) Le Gouvernement participe aux négociations de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'utilisation de technologies par des fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne. Le Conseil de l'Union européenne a adopté sa position le 28 octobre 2020 et le vote de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a eu lieu le 7 décembre 2020. Les négociations interinstitutionnelles européennes (trilogues) ont commencé mi-décembre 2020 et continuent actuellement sous la Présidence portugaise, pour laquelle la finalisation des négociations de ce texte constitue une priorité.

ad 2) Avant l'entrée en vigueur du Code des communications électroniques européen (« CCEE » - directive (UE) 2018/1972 du 21 décembre 2020), les services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation (dites « NICS » - « number-independent interpersonal communication services ») étaient couverts par le règlement général sur la protection des données (« RGPD ») qui prévoit d'autres bases légales pour le traitement de données personnelles, dont notamment celle de l'intérêt légitime.

Sur base de ce texte, certains opérateurs effectuent, sur une base volontaire, un traitement des communications électroniques pour détecter et identifier du matériel lié à des abus sexuels commis contre des enfants en ligne (« CSAM » - « child sexual abuse material »)[9].

Avec l'entrée en vigueur du Code des communications électroniques européen (« CCEE » - directive (UE) 2018/1972) le 21 décembre 2020, les services de communications interpersonnelles non fondées sur la numérotation (dites « NICS » - « number-independent interpersonal communication services ») tombent dans le champ d'application de la directive 2002/58/CE (« ePrivacy »). Ainsi, ce type de communication doit se conformer d'une part à l'obligation du respect de la confidentialité des communications et, d'autre part, aux conditions prévues par la directive « ePrivacy » relatives au traitement des données de communication.

Avec l'entrée en vigueur du CCEE, ce traitement volontaire de la part des fournisseurs n'est en principe plus possible, sauf si les États membres adoptent des dispositions législatives nationales spécifiques à ce sujet.

Dans un souci de cohérence entre les législations en vigueur dans les différents États membres, relatives aux règles permettant ou non la continuation d'un tel traitement sur base volontaire, l'objectif du règlement temporaire est d'assurer une transition, en maintenant le « statu quo », jusqu'à la présentation d'un instrument plus exhaustif pour lutter efficacement contre le CSAM.

Cette proposition de règlement temporaire est strictement limitée à l'utilisation de technologies existantes par des fournisseurs de services NICS pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne.

Au niveau national, les autorités judiciaires et services spécialisés de la police luttent depuis longue date contre la pédopornographie et poursuivent de manière conséquente toute personne qui se rend coupable d'infractions en ce domaine, notamment la détention de matériel pédopornographique et sa diffusion par le biais de plateformes d'échange sur Internet. Ce genre de criminalité est poursuivi de manière systématique et des peines sévères sont prononcées par les juridictions. Pour garantir une lutte efficace, il faut néanmoins garantir certaines prémisses. Il est important que tout contenu illicite soit rapidement supprimé et signalé aux services répressifs par les opérateurs Internet, tout comme il est primordial de disposer d'enquêteurs formés à cette matière et autorisés à accéder les contenus illicites. Au vu de l'augmentation considérable de la diffusion et du partage d'images d'abus en ligne, il est d'autant plus important que l'UE et ses États membres se dotent des instruments et capacités nécessaires pour combattre efficacement la propagation de contenu à caractère pédopornographique.

Le Gouvernement du Luxembourg, à l'instar de l'Union européenne, fait de la lutte contre les abus sexuels et la protection des enfants l'une de ses priorités. Cette priorité se traduit par l'introduction d'une nouvelle loi relative à la justice juvénile qui prévoit notamment la protection des enfants se trouvant être victime ou témoin d'infractions.

Au niveau européen, afin d'éviter que des abus sexuels soient commis à l'égard des mineurs, il est indispensable de renforcer le volet de la prévention, notamment à travers des moyens technologiques efficaces au plan national et à travers les initiatives proposées par la Commission européenne qui vont permettre d'enrayer significativement le phénomène de l'abus sexuel des enfants.

ad 3) Les négociations sur la proposition de règlement CSAM sont indépendantes de celles sur l'initiative sur le chiffrement. Néanmoins, elles s'inscrivent dans la problématique plus générale de l'équilibre entre les droits à la vie privée et à la protection des données personnelles et les objectifs de lutte contre le terrorisme ou contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne.

Question 3333 (18.12.2020) de **M. Jean-Paul Schaaf** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**évolution de la population scolaire :**

Laut OECD-Etüd läit Lëtzebuerg am Ranking op der éischter Plaz, wat déi järlech Ausgab pro Schoulkand ugeet vum Primär bis op d'Uni/Héichschoul. Lëtzebuerg gëtt alljoers ëm déi 25.000 USD fir d'Bildung pro Schüler aus.

Virun dësem Hannergrond a wëssend, datt an de leschte Joren eng ganz Rei vun neie Gremien an Tâchen am Enseignement geschaaft goufen (Instituteurs spécialisés, Centres de compétences etc.) wëlle mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Wéi huet sech de „coût moyen par élève" zënter 2013 bis haut entwéckelt?

- Wéi huet sech d'Unzuel vun de Schüler a vum Enseignantspersonal am Primär an am Secondaire fir déi selwecht Joren entwéckelt?

- Wéi gesäit d'Projektioun vu Schüler a Personal fir 2021 aus?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. Wéi an den Artikelen 28 bis 33 vum Personalgesetz fir den Enseignement fondamental festgehalen, etabléiert eng Kommissioun vun Experten ee Fënnefjoresplang, mat deem d'Besoinen a puncto Personal am Enseignement fondamental berechent ginn. Heifir ginn ënnerschiddlech Critèrë consideréiert, wéi ënner anerem d'Unzuel vun de Schüler an déi spezifesch Besoine vun de Gemengen, déi dës am Kader vun der Schoulorganisatioun deklaréieren.

Allerdéngs gëtt sech am Kader vun der Organisatioun fir d'Schouljoer 2021/2022 ënner anerem op d'Unzuel vun de Schüler baséiert, déi Enn Mäerz an de Lëtzebuerger Grondschoulen ageschriwwe sinn. Eng positiv Upassung vum Contingent am Fall vun enger Augmentatioun vun der Schülerzuel an de Méint Abrëll, Mee a Juni ass Enn Juni virgesinn. Et gëtt sech an dësem Kontext de legalen Dispositiounen entspriechend net reng op Previsiounen, mee virun allem op konkret Zuele verlooss.

Eng änlech Handhabung gëtt am Kader vun der Astellungsprozedur vun den Enseignanten applizéiert. D'Unzuel vun de Posten, déi fir d'Schouljoer 2021/2022 musse besat ginn, gëtt am Fréijoer 2021 ermëttelt, andeems bei déi zousätzlech Posten, déi am Kader vum Budget accordéiert goufen, d'Posten, déi aus ënnerschiddleche Grënn (Service à temps partiel, Departen an d'Pensioun, Changement d'administration) vakant goufen, dobäigerechent ginn.

Och um Niveau vum Enseignement secondaire kënnt de permanente Comité vun Experten, wéi en an der Loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire virgesinn ass, zesummen.

Question 3334 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **directive européenne relative à la qualité de l'eau potable :**

Le Parlement européen vient d'adopter la révision de la directive européenne relative à la qualité de l'eau potable. Cette directive prendra la relève de la réglementation datant de l'année1998.

La nouvelle directive sur l'eau potable prévoit un délai de transposition de deux années pour les pays membres de l'UE.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quels sont les points saillants de cette directive révisée par rapport à la réglementation en vigueur ?

2) Quelles en seront les conséquences pour notre pays ? Dans quelle mesure le Luxembourg répond-il déjà aux objectifs de la directive et respectivement dans quels domaines il y a besoin d'agir ?

3) Dans quelle mesure nos stations d'épuration répondent-elles actuellement aux normes fixées par la directive respectivement présentent des défaillances par rapport aux objectifs de la législation européenne ?

4) Qu'en est-il des communes dont le taux de métazachlore reste encore et toujours trop élevé dans les eaux souterraines et qui sont soumises depuis des années à des dérogations de la part de votre ministère, faute de solutions de purification ?

Réponse (18.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) La directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte) poursuit le même objectif que la directive européenne 98/83/CE, transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le règlement en vigueur fixe le cadre juridique visant à protéger la santé humaine des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci.

Suite à une initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain » et une consultation publique lancée par la Commission européenne, il est ressorti qu'il convenait de mettre à jour certaines dispositions de ladite directive 98/83/CE.

En particulier; quatre domaines ont été identifiés comme offrant des marges d'amélioration, à savoir :

a) la liste des valeurs paramétriques fondées sur la qualité,

b) le recours limité à une approche fondée sur les risques,

c) le manque de précision des dispositions relatives à l'information des consommateurs et,

d) les disparités existant entre les systèmes d'autorisation relatifs aux matériaux entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine et les conséquences de cette situation sur la santé humaine.

Par conséquent, des améliorations par rapport à la législation ont été apportées dans ces quatre domaines. En outre, la nouvelle directive préconise que les États membres prennent des mesures pour améliorer ou préserver l'accès à des groupes de population vulnérables et/ou marginalisés et qui n'ont pas accès aux eaux destinées à la consommation humaine.

ad 2) La nouvelle directive qui devra être transposée en droit luxembourgeois au plus tard le 12 janvier 2023 va notamment renforcer les obligations des fournisseurs d'eau potable en ce qui concerne les mesures nécessaires afin de faire en sorte que les eaux destinées à la consommation humaine ne contiennent pas de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant, dans certaines circonstances, un danger potentiel pour la santé humaine.

Conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 décembre 2008, les communes sont tenues d'assurer l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées conformément au plan d'aménagement général, ainsi que l'approvisionnement d'immeubles isolés ou de hameaux situés à l'extérieur des zones urbanisées et bénéficiant d'un approvisionnement assuré par une commune au moment de l'entrée en vigueur de la loi en question.

En l'occurrence, les administrations communales et les syndicats intercommunaux devront, dans leur fonction de fournisseur d'eau potable, renforcer significativement les analyses de la qualité d'eau aux points de conformité en adaptant notamment les paramètres à analyser ainsi que la fréquence des analyses en fonction du volume d'eau distribuée ou produite chaque jour.

Ainsi six paramètres supplémentaires seront obligatoirement à analyser, dont les agents entéropathogènes, les bactéries Legionella ainsi que six paramètres ou groupes de paramètres chimiques (par exemple les perturbateurs endocriniens et PFAS). De plus, afin de gérer les nouveaux composés émergents dans la chaîne d'approvisionnement, une liste de vigilance comprenant les produits pharmaceutiques et les microplastiques sera introduite.

La directive 2020/2164 prévoit également des exigences minimales harmonisées au niveau européen pour les matériaux en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. En vue d'atteindre ce but, une liste positive européenne comprenant une liste des substances, compositions ou composants de départ dont l'utilisation est autorisée pour la fabrication de matériaux, y compris, s'il y a lieu, les conditions relatives à leur utilisation et les limites de migration. En conséquence, cette liste devra être respectée pour les matériaux utilisés dans le prélèvement, le traitement ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans les nouvelles installations ou dans les installations existantes.

La nouvelle directive introduit la notion de planification à titre préventif de la sécurité sanitaire et instaure une approche complète, fondée sur les risques, en matière de sécurité sanitaire de l'eau. Cette approche intégrée couvre toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de protection (volet 1) jusqu'au point de conformité, en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution (volet 2). Un troisième volet comprend une évaluation des risques éventuels liés aux installations privées de distribution. En ce qui concerne les volets 1 et 2 de l'approche fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau, des lignes directrices ont d'ores et déjà été élaborées par l'Administration de la gestion de l'eau. Ces lignes directrices sont incluses pour le volet 1 (zones de protection) dans les programmes de mesures conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et pour le volet 2 (systèmes d'approvisionnement) dans l'outil informatique d'évaluation des risques LuxWSP qui se base sur le dossier technique (label Drëpsi) de l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Il est à soulever que le Grand-Duché joue un rôle précurseur au niveau européen en ce qui concerne la mise en place des deux volets mentionnés et que les outils nécessaires ont d'ores et déjà été mis en place par l'Administration de la gestion de l'eau.

La mise en œuvre des lignes directrices demande une implication supplémentaire nettement plus importante du fournisseur d'eau potable par rapport à la règlementation actuellement en vigueur, avec notamment une sensibilisation supplémentaire aux fuites d'eau qui sont causées par l'insuffisance des investissements dans l'entretien et le renouvellement des infrastructures de gestion des eaux.

Finalement la directive en question vise à améliorer l'accès et l'information du public à l'eau potable par des campagnes de sensibilisation, les informations de la part des fournisseurs sur la qualité de l'eau potable, les mesures en faveur de l'utilisation de l'eau du robinet dans les administrations publiques, dans les lieux publics ou encore aux clients des cantines et services de restauration de manière gratuite ou moyennant des frais de service peu élevés. Afin de sensibiliser davantage les consommateurs aux conséquences de la consommation d'eau, il convient qu'ils reçoivent des informations sous forme aisément accessible, par exemple avec leur facture ou par l'intermédiaire d'une application intelligente, sur le volume d'eau consommé par an, son évolution, une comparaison avec la consommation moyenne des ménages. Un accent particulier de surveillance sera opéré de la part de l'Administration de la gestion de l'eau sur l'obligation d'information vis-à-vis du consommateur, car l'État devra rendre compte à la Commission européenne des progrès réalisés en la matière.

En résumé de ce qui précède, une collaboration renforcée entre les communes et les syndicats intercommunaux dans leur fonction de fournisseur d'eau constituera un avantage avéré quant au respect des objectifs fixés par la directive 2020/2184 du 16 décembre 2020, ou en cas de renoncement à cette approche coopérative, des ressources substantielles supplémentaires devront être allouées au sein des structures communales autonomes afin de respecter les nouvelles obligations découlant de la présente directive.

ad 3) Les stations d'épuration des eaux usées ne font pas objet de la présente directive, mais de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ainsi que des dispositions concernant les valeurs limites d'émission pertinentes des stations d'épuration résultant de l'application de l'article 10 lié à l'approche combinée pour les sources ponctuelles et diffuses de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive-cadre sur l'eau). Toutes les normes dans la matière sont respectées.

[9] http://luxembourgguidelines.org/

Les exigences minimales pour les agents chimiques de traitement et les éléments de filtrage en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine sont décrites dans l'article 12 de la directive (UE) 2020/2184. Actuellement, d'après les informations dont dispose l'Administration de la gestion d'eau, les analyses de la qualité de l'eau effectuées en aval des stations de traitement d'eau potable ne révèlent aucune non-conformité par rapport à une eau de qualité potable.

ad 4) Les dérogations établies conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine en cas de non-conformité aux valeurs paramétriques fixées par le règlement en question comprennent un plan des mesures envisagées pour se conformer à la valeur paramétrique comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les dispositions en matière de bilan. Les dérogations sont limitées à trois ans. Lorsque la commune ou le syndicat de communes ne peut respecter le délai de mise en conformité lui accordé par la première permission de dérogation, il peut faire la demande pour une deuxième et, exceptionnellement, pour une troisième période de dérogation. En vue de garantir la mise en place de ces mesures dans les délais prévus par la règlementation, des réunions de suivi ont eu lieu entre les communes ou syndicats de communes concernés et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. En outre, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau sont en contact régulier avec les responsables politiques et techniques des communes et syndicats de communes. Par conséquent, sauf non-respect de l'agenda remis par la commune ou syndicat de commune concernés pour la mise en place du plan mentionné ci-dessus, les mesures envisagées pour se conformer à la valeur paramétrique sont en place dans les délais prévus par la règlementation et avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

La directive (UE) 2020/2184 prévoit également dans son article 15 un régime de dérogation dans le cas du non-respect des valeurs paramétriques fixées par la même directive pour 3 ans au maximum. Une unique prolongation de 3 ans des dérogations ne peut être accordée dans des cas exceptionnels tout en informant la Commission européenne.

Question 3337 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **programme de formation à l'étranger de l'Union européenne « Erasmus » :**

Créé en 1987, le programme de l'Union européenne Erasmus de formation à l'étranger est à la fois l'initiative européenne la plus connue du grand public et une des plus belles réussites surtout en faveur des jeunes européens.

En 33 ans, près de dix millions de jeunes, formateurs, enseignants, animateurs, staffs sportifs ont pu profiter de ce programme qui a largement contribué à renforcer leur adhésion à l'idée européenne.

Or, les institutions européennes viennent de se mettre d'accord sur le programme Erasmus + couvrant la période allant de 2021 à 2027 et disposant d'un budget de 24 milliards d'euros soit une hausse spectaculaire de 70 %.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre combien de participants luxembourgeois et, dans quels domaines, ont pu profiter des différents programmes Erasmus et combien de jeunes d'autres pays européens ont été accueillis au Luxembourg.

- Quels sont les points saillants du nouveau programme et quels en sont les bénéficiaires potentiels ?

Réponse (26.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Programme Erasmus + (2014-2020) :

Dans le cadre du programme Erasmus + , le nombre de participants aux projets de mobilité à partir du Luxembourg peut être estimé à 18.694 personnes. À l'heure actuelle, il s'agit en effet encore d'une estimation, étant donné que plusieurs projets des appels à propositions de 2018, 2019 et 2020 ne sont pas encore finalisés et que le nombre de mobilités accordées à ces projets a été considéré comme nombre de mobilités réalisées.

Aux niveaux des participants bénéficiaires du programme, les secteurs de la jeunesse et de l'enseignement supérieur sont ceux qui ont enregistré le plus grand nombre de séjours à l'étranger réalisés à des fins éducatives (ci-après « mobilités »).

Les participants par secteur se présentent ainsi :

- secteur de la jeunesse (total estimé de 11.914 mobilités réalisées) : 8.508 jeunes ont participé à des échanges de jeunes ; 595 jeunes ont réalisé des activités de volontariat (de 2014 à mi-2018 des services volontaires européens et depuis mi-2018 à 2020 des volontariats dans le cadre du Corps européen de solidarité) et 2.811 animateurs de jeunes ont réalisé une mobilité de formation à l'étranger ;

- secteur de l'enseignement supérieur (total estimé de 4.811 mobilités réalisées) : 4.285 étudiants ont réalisé des mobilités d'études ou de stage et 526 membres du personnel des établissements de l'enseignement supérieur ont réalisé des mobilités de formation ou d'enseignement dans un autre pays ;

- secteur de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) (total estimé de 1.477 mobilités réalisées) : 1.247 élèves ont réalisé des mobilités de stage et 230 membres du personnel de l'EFP ont réalisé des mobilités de formation ou « job shadowing » à l'étranger ;

- secteur de l'enseignement scolaire (total estimé de 337 mobilités réalisées) : 337 enseignants ont réalisé des mobilités de formation ou de « job shadowing » à l'étranger ;

- secteur de l'éducation des adultes (total estimé de 155 mobilités réalisées) : 155 membres du personnel actifs dans l'éducation des adultes ont réalisé des mobilités de formation ou de « job shadowing » dans un autre pays.

À noter que les participants directs ou indirects à d'autres types de projets Erasmus + comme par exemple les partenariats stratégiques (projets de coopération transfrontalière en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques), les projets de dialogue pour la jeunesse ou des actions centralisées du programme n'ont pas été incluses aux statistiques présentées.

Anciens programmes Socrates I et II, EFTLV et Jeunesse en action (1987-2013) :

Dans le cadre des programmes qui ont précédé le programme Erasmus + de 2014, un total de 24.074 mobilités réalisées par des participants luxembourgeois a été enregistré pour les années 1987 à 2013. Les plus nombreux étaient les jeunes (17.746 jeunes participant à des échanges de jeunes ; 700 jeunes réalisant des services volontaires européens) et les étudiants de l'enseignement supérieur (2.994 mobilités d'études ou de stage).

Au niveau des mobilités « entrantes », un total estimé de 11.772 apprenants et de 1.758 membres du personnel actifs dans un des cinq secteurs concernés ont été enregistrés de 2014 jusqu'à la fin de l'année 2020 : ainsi 3.890 jeunes et 1.085 animateurs de jeunes ; 7.129 étudiants et 400 membres du personnel d'établissements de l'enseignement supérieur ; 753 élèves et 130 enseignants de l'enseignement et de la formation professionnels ; 79 professionnels de l'éducation des adultes et 64 enseignants du secteur scolaire ont été accueillis au Luxembourg au cours des sept dernières années.

Avec un budget quasiment doublé pour le nouveau programme Erasmus + 2021-2027, la Commission européenne a l'intention ambitionnée de toucher dix millions de personnes supplémentaires au cours des sept prochaines années. Pour y parvenir, il est prévu que le nouveau programme soit plus inclusif, plus innovant, plus numérique et plus écologique.

En simplifiant les conditions d'accès au programme, en diversifiant et en assouplissant les formes de mobilité et en renforçant le budget consacré, l'Union européenne espère toucher davantage de citoyens jeunes, particulièrement affectés par la crise sociale liée à la pandémie, et en particulier les jeunes disposant de moins d'opportunités.

Éléments nouveaux du programme Erasmus + 2021-2027 :

- priorité est donnée à l'objectif « Green travel » qui vise à réduire l'impact carbone de toutes les activités de mobilité : Le programme Erasmus + soutiendra des mobilités à moindre impact carbone (p. ex. bus ou train) avec des contributions financières plus intéressantes que celles accordées aux moyens de voyage moins « verts » ;

- soutien financier supplémentaire pour l'inclusion pour tous les projets de mobilité et de partenariats de coopération : un cofinancement européen supplémentaire peut être accordé aux projets pour l'implication de personnes défavorisées ;

- nouvelles formes de mobilités plus souples : « blended mobility » (mobilités hybrides) et activités virtuelles : pour toutes les mobilités, les bénéficiaires du nouveau programme auront la possibilité de combiner des mobilités physiques avec des périodes de mobilités virtuelles. Les activités de coopération virtuelle seront également favorisées (p. ex. organisation d'évènements de dissémination virtuels). Ainsi le programme répond aux enjeux du renforcement de l'inclusivité, et à ceux des transitions écologiques et numériques ;

- nouvelles formes de projets : Les organisations de petite taille pourront dorénavant déposer des projets courts de mobilité ou bien des projets de partenariat de petite échelle (« small scale ») caractérisés par une structure simplifiée et qui sont moins compliqués à gérer ;

- priorité accordée à l'éducation numérique : les outils numériques du programme comme eTwinning ou EPALE seront renforcés et les projets de partenariat œuvrant sur cette thématique seront encouragés.

Nouveautés sectorielles :

Nouveautés communes pour les secteurs de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP), scolaire et de l'éducation des adultes :

- financement de l'accueil d'enseignants ou d'éducateurs lors de l'organisation de formations destinées à ces publics cibles (les frais de séjours et de voyage continuent d'être cofinancés) ;

- limitation du nombre de projets de mobilité subventionnés par organisation bénéficiaire lors d'un même appel et secteur afin de permettre à un plus grand nombre d'organisations de participer au programme ;

- accès privilégié au cofinancement européen pour les bénéficiaires accrédités. De plus, l'éducation au développement durable et l'éducation numérique constituent des enjeux qui appellent des stratégies de long terme et qui nécessitent un engagement durable des porteurs de projets. Les nouvelles accréditations Erasmus + permettent aux acteurs des trois secteurs d'accéder plus facilement aux financements Erasmus + pour toutes les activités de mobilité et pour toute la durée du programme. Cette nouveauté permet aux bénéficiaires de se projeter et de travailler à moyen, voire à long terme, tout en se concentrant sur les objectifs à atteindre ;

- la durée maximale possible des mobilités de formation/d'enseignement a été augmentée.

Nouveauté pour le secteur de la jeunesse :

- intégration des activités de participation des jeunes dans les projets de mobilité pour rendre ces activités qui favorisent la participation active des jeunes à la vie démocratique et l'échange de ces derniers avec les décideurs politiques encore plus flexibles.

Nouveautés pour le secteur de l'enseignement supérieur (ES) :

- dimension internationale (permettant des mobilités au niveau mondial) prévue et possible dans tous les projets de mobilité de l'ES pour multiplier et accroître les opportunités d'expériences internationales des étudiants et du personnel de l'ES et leur permettre d'acquérir des compétences axées sur l'avenir, tout en permettant aux établissements de l'ES d'établir des partenariats durables et de qualité avec leurs institutions partenaires du monde entier ;

- programmes intensifs hybrides : nouveau type d'activité permettant aux établissements de l'ES de promouvoir le développement de curricula transnationaux et transdisciplinaires tout comme le caractère innovateur de ces derniers.

Nouveautés pour le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) :

- la participation aux compétitions des compétences de l'EFP (p. ex. concours WorldSkills) est éligible en tant qu'activité des projets de mobilité ;

- ouverture internationale des projets de mobilité de l'EFP (possibilité d'effectuer des mobilités hors Europe/au-delà des pays participant au programme).

Nouveauté pour le secteur scolaire :

- les mobilités des élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire deviennent possibles dans le cadre des projets de mobilité, avec l'idée de susciter de l'appétence pour la mobilité chez les plus jeunes, p. ex. avec des mobilités courtes, en groupes et de favoriser, plus tard au cours de leurs parcours de formation, des mobilités individuelles de longue durée.

Nouveauté pour le secteur de l'éducation des adultes :

- les mobilités d'apprenants adultes (apprenants peu qualifiés, défavorisés ou ayant moins d'opportunités) deviennent éligibles dans le cadre des projets de mobilité du secteur de l'éducation des adultes (possibilité de mobilités individuelles ou en groupe).

Nouveauté pour le secteur du sport :

- à moyen terme (éventuellement à partir de l'appel à propositions 2022 du nouveau programme Erasmus) les professionnels du secteur sport pourront bénéficier d'un cofinancement Erasmus + pour suivre des formations à l'étranger dans le cadre de projets de mobilité.

Par ailleurs, la Commission européenne a annoncé d'autres nouvelles initiatives phares comme les universités européennes, les académies Erasmus de l'enseignement, les Centres d'excellence professionnelle et Discover EU. Plus d'informations sur ces nouvelles actions centralisées du nouveau programme Erasmus+ seront disponibles dès que l'appel à propositions Erasmus + 2021 aura été publié dans le Journal officiel de l'Union européenne.[10]

À côté des nouveaux publics cibles déjà mentionnés, le programme Erasmus + 2021-2027 continue de s'adresser aux publics cibles de l'ancien programme Erasmus + 2014-2020.

Question 3339 (18.12.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**installation d'un centre pédagogique « forêt nature » :**

Dans sa réponse du 25 septembre 2019 à notre question parlementaire n° 0943 relative à l'élaboration d'un concept de réaffectation concernant l'ancien site « Affilux » dans la réserve naturelle « Haardt », Madame la Ministre a précisé qu'un avant-projet relatif à l'installation d'un centre pédagogique « forêt nature » sera dressé à partir de septembre 2019.

- Dès lors, nous aimerions savoir quel est l'état d'avancement du projet en question, quand le concept sera-t-il terminé et à partir de quelle date pourra-t-il être présenté aux autorités communales respectivement réalisé ?

Réponse (13.01.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Après avoir mené à terme les travaux d'assainissement en 2019, l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des bâtiments publics ont entamé la planification du projet sous rubrique au cours de l'année 2020. Les missions d'architecte, d'ingénierie en génie civil ainsi que d'ingénierie en génie technique ont été confiées à des bureaux spécifiques.

Au cours du mois d'août 2020, les deux administrations ont défini de concert les besoins réels du projet et fixé le programme. Le projet comprendra deux volumes principaux, à savoir un bâtiment administratif et un hangar sylvicole. Le bâtiment administratif sera implanté à l'entrée du site et le hangar sylvicole se trouvera dans la partie nord du site.

La détermination du concept énergétique est actuellement en cours d'élaboration avec l'objectif de réaliser un bâtiment de haute qualité énergétique. Au niveau du chauffage, trois variantes sont à l'étude, la chaudière à bûches de bois produites sur le site, la géothermie et la pompe à chaleur air/eau. Le toit du hangar sera aménagé de façon à ce qu'une installation photovoltaïque pourra y être installée.

En ce qui concerne le choix des matériaux pour la structure portante, l'objectif est d'utiliser un maximum de bois feuillus issu des forêts du Luxembourg respectivement de la Grande Région. De plus, il est prévu d'avoir recours à d'autres matériaux locaux, dans le but de travailler le plus possible avec des matériaux naturels issus de la région.

Le projet « Affilux » a la prétention de devenir un projet phare et innovateur au niveau de la durabilité et des circuits courts. Étant donné que le recours au bois feuillus constitue une nouveauté pour une construction de cette envergure, la phase de planification est primordiale et nécessitera plus de temps qu'une construction standard. L'objectif est de débuter le chantier de construction sur le terrain début 2023 avec une mise en service possible mi 2025.

Question 3340 (18.12.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **magazine « GUDD! » :**

Den 19. Dezember 2016 huet de Landwirtschaftsministère en neie Magasinn virgestallt mam Titel „GUDD!". Informatioun, Transparenz a Liewensmëttelkontroll waren déi dräi Stéchwierder, déi am Mëttelpunkt sollte stoen. Am Pressecommuniqué vun deemools stoung ze liesen: „Qualitativ héichwäerteg, sécher, aus enger nohalteger Produktioun stamend an zu engem abordabele Präis ugebuede Liewesmëttel ze kréien ass méiglech." E bësse méi wäit war ze liesen: „An enger Welt vun Iwwerkonsommatioun gi mer eiser Narung net méi déi richteg Wäertschätzung."

„GUDD!" gëtt vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung erausginn a vun der Maison Moderne realiséiert, dat heescht konzipéiert, gesat a gedréckt. E kënnt am Prinzip zweemol d'Joer eraus, den Tirage läit bei 246.000 Exemplaren, an anere Wierder: e läit an all Boîte. Aus dem Impressum geet ervir, datt och d'Publicitéit vun der Maison Moderne kënnt.

An der aktueller Nummer (Nr. 8.2020 vum 16.12.20) ënnersträicht de Minister nach eng Kéier,

10 L'actualité du programme Erasmus + 2021-2027 peut être suivie sur le site de l'Agence nationale Anefore www.anefore.lu

wéi wichteg et him ass „den Accent op d'Promotioun vun eiser lokaler Produktioun ze setzen" an „datt d'Leit sech mol nees iwwert de Stellewäert vun eiser Landwirtschaft bewosst ginn". Hie stellt och fest, datt am Fleeschsecteur d'Präisser wärend der Covid-19-Kris zeréckgaang sinn.

Am „GUDD!" ass och Publicitéit ze fannen. Reklamme fir Lëtzebuerger Rëndsfleesch, Antigaspi-Initiativen a lokal an equitabel Epicerien hunn hei sécher hir Plaz. Wann allerdéngs, wéi elo op der Säit 27, eng ganzsäiteg Reklamm fir ee bekannten Discounter dran ass, mat Slogane wéi „Eis Feierdeeg, chic an net deier", da stellt ee sech d'Fro, wéi dat zu den uewegenannten Ziler passt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung dës Froe stellen:

1. Sinn d'international Discounter e festen Deel vun der lokaler an der Biostrategie vun der Regierung?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt de Präisverfall vun de Fleeschpräisser och vun esou internationalen Discounter mat verscholt ass?

3. Op wéi engem Niveau gesäit de Minister ee korrekte Präis fir eist Fleesch? Ass de Minister der Meenung, dass bei den internationalen Discounter hei am Land ee faire Präis iwwreg bleift fir de Produzent?

4. Ass dës Reklamm, wann een d'Dumpingpräispolitik vun esou groussen internationale Gruppe kuckt, net eng riicht an d'Gesiicht fir all Bauer hei am Land?

5. Wat kascht d'Publikatioun „GUDD!" de Ministère pro Joer? Pro Nummer (opgeléscht pro Ausgab)?

6. Huet de Minister eng kloer Guideline erausgi fir eng Publicitéit? Falls jo, no wéi enge Krittäre ginn d'Publizitären erausgesicht? Falls nee, fënnt de Ministère et richteg, dass bei esou enger Publikatioun mam kloren Zil, eis lokal Landwirtschaft ze stäerken, alles, och Annoncen, wou géint eng lokal an nohalteg Produktioun schwätzen, a puncto Reklamm erlaabt ass?

7. Wéi eng Oplagen huet de Ministère der Maison Moderne mat op de Wee gi beim Erstelle vu „GUDD!"?

8. Gëtt bei der Verdeelung op d'Restriktioun „Keng Reklamm w.e.g. - Pas de publicité s.v.p." opgepasst?

Réponse (13.01.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Esou wéi den honorabelen Deputéierten et schonns selwer beschriwwen huet, ass et dem Landwirtschaftsministère e grousst Uleies, de Stellewäert vun eiser regionaler Landwirtschaftsproduktioun ze ënnerstëtzen an op d'Wichtegkeet vun enger fairer Präispolitik hinzeweisen.

Eng Aktioun ass zum Beispill d'Ausaarbechtung vum projet de loi N° 7672 betreffend d'Aféierung vun engem Zertifizéierungs- a Qualitéitssystem fir landwirtschaftlech Produiten, dee viru Kuerzem an der Chamber deposéiert ginn ass an deen och notamment als Zil huet, eng fair Präispolitik ze erméiglechen.

Eng weider Aktioun vum Landwirtschaftsministère, fir dëst Zil ze erreechen, ass d'Erstelle vum Magasinn „GUDD!" Dëse Magasinn huet de Merite, de Konsumenten ze weisen, wéi villsäiteg an héichqualitativ déi Lëtzebuerger landwirtschaftlech Produktioun ass an erreecht esou, dass verschidde Konsumenten hiert Konsumverhalen änneren a méi regional a saisonal akafen zu engem faire Präis.

Den Editeur selektionéiert Reklammen op Basis vun de Publicitéitsreegelen, déi de „Code de la consommation" an de „Code de déontologie pour l'éthique en publicité" virgesinn, an dëst am geltende gesetzleche Kader.

Weider huet den Editeur mat op de Wee kritt, fir bei der Verdeelung vun de Reklammen dorop opzepassen, dass dës konform zu der Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitik an zu den Theeme sinn, iwwert déi de Magasinn informéiere soll. De Landwirtschaftsministère validéiert virun all Publikatioun de ganze Contenu vun dem Magasinn.

Dës Kéier ass de Contenu vun der Reklamm, déi den Här Deputéierten zitéiert, kuerz virum Drock geännert ginn. Dëst ass bei der Validatioun am Ministère iwwersi ginn. De Landwirtschaftsministère huet effektiv vill Reaktioune bezüglech dem Contenu an och dem Message publicitaire vun dëser Annonce kritt.

De Magasinn „GUDD!" kënnt an der Reegel 2 mol d'Joer eraus. D'Verdeelung vum Magasinn an all Boîte gëtt vun der Post assuréiert.

D'Käschte fir déi 7. Ausgab stelle sech follgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Landwirtschaftsministère huet eng Entrevue mam Editeur fixéiert, fir déi kontraktuell Obligatiounen ze preziséieren an den Oflaf vun de Prozeduren, déi zur Finalisatioun vum Magasinn féieren, ze iwwerschaffen.

Question 3341 (18.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mises en quarantaine dans l'enseignement :**

Opgrond vun den aktuell héije Fallzuele vun Infektioune mam Covid-19 kënnt et och an de Schoulen ëmmer méi oft dozou, dass Persoune mussen a Quarantän gesat ginn.

Am Fondamental besteet hei de Problem, dass d'Informatiounen aus dem Scolaria net ëmmer der Realitéit um Terrain gerecht ginn. Esou kann et sinn, dass e Kand zwar an enger bestëmmter Klass am Scolaria agedroen ass, vun enger Mise en quarantaine vun där Klass awer eigentlech net betraff misst sinn, well et eigentlech déi Deeg virdru villäicht gefeelt huet oder an engem Centre de compétence war. Ëmgedréint kann et awer och sinn, dass e Kand den Informatiounen aus dem Scolaria no kee Kontakt mat enger Klass hat, an a Realitéit awer un Aktivitéiten an där Klass deelgeholl huet.

Zousätzlech zu den digitalen Informatiounen aus dem Scolaria gëtt dofir och ëmmer nach beim Personal um Terrain no Informatioune gefrot, wann et ëm eng Mise en quarantaine geet.

Rezent soll et heibäi awer zu enger Rei Feeler komm sinn, a Persoune solle vun hirer Schoul ënner Quarantän gesat gi sinn, obwuel d'Santé dovun näischt gewosst hätt, oder hätten op eng Mise en quarantaine gewaart, well d'Schoul eng ugekënnegt hat, an hätten duerno awer kee Bréif vun der Santé kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung Problemer wéi déi hei skizzéiert bekannt?

2. Besëtzt d'Regierung Zuelen doriwwer, wéi vill Ordonnances de mises en quarantaine d'Santé u Schoulpersonal a Schüler ausgestallt huet a wéi vill Schüler a Personal aus de Schoulen tatsächlech a Quarantän waren?

Falls jo: Wéi gesinn dës Zuelen aus?

Falls nee: Plangt d'Regierung, hei an Zukunft Zuelen ze erhiewen, fir e bessere Suivi iwwert d'Decisioune vun der Santé an d'Realitéit um Terrain maachen ze kënnen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Bei all Fall, deen un d'Cellule de coordination erugedroe gëtt, gëtt ëmmer gekuckt, wéi eng Kanner wärend der sougenannter Période à risque, d. h. wärend där Zäit, wou déi positiv geteste Persoun Kontakt mat der Klass hat an als am ustiechendste gëllt (an der Reegel zwee Deeg virun de Symptomer, wa si Symptomer hat, oder zwee Deeg virum Prelèvement, wa si keng Symptomer hat), an der Klass waren.

Doropshi muss ënnersicht ginn, wéi eng Persounen zum Zäitpunkt vun der Risikoperiod a Kontakt mat der positiv getester Persoun waren. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg beschreift, kann et duerchaus sinn, datt d'Lëscht am Scolaria, déi automatesch erstallt gëtt, an op där d'Nimm vun deene Kanner stinn, déi am Ufank vum Schouljoer vum Titulaire agedroe gi sinn an déi am Laf vum Schouljoer vum Titulaire à jour gehal gëtt, net mat der reeller Presenz vun de Kanner an Enseignanten an der Klass iwwerteneestëmmt. Aus dësem Grond kucken d'Direktioune mat deene betraffene Schoulen a Klassen zesummen, fir den Extrait aus dem Scolaria der tatsächlecher Situatioun um Terrain unzepassen an déi Leit bäizesetzen, déi feelen (beispillsweis bei punktuellen Interventioune vun I-EBS oder ESEB), respektiv déi ewechzehuelen, déi wärend dëser Risikoperiod net a Kontakt mat der Klass waren (z. B. bei engem Krankheetsfall).

Vun Ufank un ass ganz kloer kommunizéiert ginn, datt den Dispositiv vun der Quarantän nëmmen da kann en place gesat ginn, wann e Fall vun der Direktioun vun der Santé confirméiert ginn ass - dat fir ze verhënneren, datt Kanner heemgeschéckt ginn an Elteren herno keen Urecht op de Congé pour raisons familiales hunn, wa sech erausstellt, datt d'Quarantän ni offiziell vun der Santé ausgeschwat ginn ass.

Virun allem an de Wochen no der Allerhellegevakanz koum et ausserdeem vir, datt déi positiv geteste Persoun, déi theoreetesch en Zenario 2 hätt kéinten ausléisen, wärend der Risikoperiod net méi an der Schoul war. Dee Moment gouf si als hors période bezeechent an hiert positivt Resultat hat keng Repercussiounen op de Schoulbetrib, d. h. huet keng Quarantän ausgeléist.

Fir eventuell Mëssverständnisser an Zukunft ze vermeiden, gouf d'Equipe vun der Cellule de coordination an de leschte Woche weider opgestockt an Upassungen un der Organisatioun goufe geholl. Des Weidere goufen d'Direktiounen op en Neits drun erënnert, datt eng Quarantän just vun der Direktioun vun der Santé kann ausgeschwat ginn, an dëst, nodeems ee positive Fall offiziell bestätegt, d'Risikoperiod definéiert an d'Kontaktpersounen identifizéiert goufen.

ad 2. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend publizéiert all Woch d'Unzuel vun de positive Fäll vu Schüler a Schoulpersonal no den Zenarien 1, 2, 3 a 4, esou wéi de Stufeplang vum MENJE se virgesäit.

Fir d'Period vum 14. September bis den 31. Dezember 2020 waren a Quarantän oder an engem Zenario 1:

- 16.571 Schüler an 1.348 Enseignanten am Enseignement fondamental;

- 17.157 Schüler an 2.062 Enseignanten am Enseignement secondaire.

Eis si keng Fäll bekannt, an deenen d'Quarantän an der Schoul net respektéiert gouf.

Question 3347 (19.12.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **cours d'accueil :**

D'Sproochförderungscourse fir Immigrantekanner (fr. cours d'accueil) an der Grondschoul sinn intensiv Coursen an de Schoulsproochen Däitsch a Franséisch.

Hei déi kuerz Erklärung aus der Broschür vum MEN vun 2017, déi online um Site www.men.lu ze fannen ass: „De Cours d'accueil ass een intensive Sproochecours. D'Kand gëtt fir d'éischt mat Däitsch oder Franséisch familiariséiert, fir datt et d'Enseignanten an déi aner Kanner versteet a sech ausdrécke kann. D'Ziler vum Cours d'accueil sinn, dem Primo-arrivant genuch Däitsch- an/oder Franséischkenntnisser mat op de Wee ze ginn, fir kënnen a senger Classe d'attache matzeschaffen. D'Kand gëtt vum Direkter an eng Classe d'attache ageschriwwen a mécht hei, souwäit et méiglech ass, all d'Fächer mat. Am Cours d'accueil gëtt mat enger Sprooch ugefaangen (D oder F, jee no Mammesprooch an Alter). Eréischt wann d'Kand déi nei Sprooch ganz an der Classe d'attache matléiert, kann déi zweet Sprooch am Cours d'accueil ugefaange ginn. D'Dauer vum Cours d'accueil ass ganz individuell a verschidden."

Well e puer Onkloerheete bestinn an d'Praxis oft eng aner Realitéit opweist wéi d'Theorie, géif ech dem Här Unterrechtsminister gäre follgend Froe stellen:

1. Kann de Minister eis matdeelen, wéi vill Kanner am Schouljoer 2019/2020 an de Sproochförderungscourse waren? Wéi vill hu mat Däitsch a wéi vill mat Franséisch ugefaangen?

De System vun de Sproochförderungscoursen (Cours d'accueil) bréngt an der Praxis eng Rei organisatoresch Erausfuerderunge mat sech: De Stonneplang vu Sprooch-förderungscourse gëtt z. B., zumindest an der Stad Lëtzebuerg, eréischt no dem Plang vum Schoulsport an de Stonnepläng vun den diversen Intervenanten, déi beispillsweis Dechargen assuréieren, opgestallt, wat och domat begrënnt ass, dass net sécher gewosst ass, wéi vill nei Immigrantekanner (fr. primo-arrivants) de 15. September an der Schoul sinn. Well och wärend dem ganze Schouljoer nei Immigrantekanner kënne bäikommen, ass de Stonneplang vum Sproochförderungscours oft mat groussem Wiessel verbonnen, an et muss heiansdo ëfters am Joer reegelrecht mat de Stonne „jongléiert" ginn, fir de Stonneplang vum Sproochförderungscours kënnen ëmmer erëm opzestellen. Do kann et da virkommen, datt an engem Sproochförderungscours wärend enger oder méi Stonnen, Kanner beienee sinn, déi zwou verschidde Sproochen (déi eng Däitsch, déi aner Franséisch) léiere sollen, wat jo awer, fir datt den intensive Sproochecours senger Finalitéit gerecht bleift, soll vermidde ginn.

2. Ass dem Ministère bekannt, wéi vill Fäll et am Land ginn, wou an enger Stonn vum Sproochförderungscours zwou Sprooche gläichzäiteg ënnerriicht ginn, wat wéineg effizient ass a wéineg Sënn mécht?

3. Wéi gedenkt de Ministère, deem Problem entgéintzewierken?

Kanner, déi, wa si op Lëtzebuerg kommen, keng Notioun vun eise Schoulsproochen hunn, gi jee nom Alter entweeder an e Sproochförderungscours am Däitschen oder am Franséische geschéckt. Eréischt wa si esouwäit sinn, déi éischt Sprooch an der Reegelklass kënne matzemaachen, fänke si déi zweet Sprooch am Sproochförderungscours un. Dat bréngt mat sech, datt déi Kanner an enger Sprooch ëmmer e Réckstand hunn, a jee méi spéit si zu Lëtzebuerg ageschoult ginn, desto éischter gi si am Lycée op Klasse mat speziellem Sproocheprogramm orientéiert.

4. Wou läit dobäi um reng schoulesche Plang de Virdeel fir déi nei Immigrantekanner, géigeniwwer engem anere Modell, wou si zum Beispill déi zwou Schoulsprooche géifen intensiv léieren, éier si iwwerhaapt an eng Reegelklass géife goen?

5. Wéi gesäit et mat der Orientatioun aus: Wien entscheet, op d'Kanner, déi am Sproochförderungscours sinn, déi standardiséiert Tester matmaachen (EPSTAN)? Ginn et do genee Reegelen?

6. Wann en neit Immigrantekand sollt ee Joer widderhuelen (eng Verlängerung vum Zyklus (Allongement) sollt kréien), huet dat dann en Afloss op de Sproochförderungscours, deen hatt zegutt huet, oder ass dat onofhängeg dovun?

Der schonn zitéierter Broschür „Cours d'accueil - wat ass dat?" no, ass et net virgesinn, datt een Immigrantekand, wat am Cycle 2.1 ageschoult gëtt, an de Sproochförderungscours (Cours d'accueil) geet. An der Praxis gesäit dat awer och alt anescht aus.

7. A wéi enge Fäll ginn Ausname gemaach, fir datt Kanner, déi am C2.1 ageschoult ginn, och an de Sproochförderungscours kënne goen? Wien hëlt déi Entscheedung?

An de Joren 2016/2017 huet de MEN sougenannte „Classes spécialisées d'accueil de l'État" (CSAE) agefouert, fir den Asylbewerberkanner (DPI) d'Aschoulung zu Lëtzebuerg - mam Zil vun der Integratioun an eng Reegelklass - ze erliichteren.

8. Wéi vill esou Spezialklasse ginn et de Moment am Land a wéi vill Kanner sinn an esou Klassen? Aus wéi enge Länner kommen si?

9. Wende sech d'CSAE-Klassen ausschliisslech un Asylbewerberkanner?

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 2. Mee 2016 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel (LSAP), QP Nr. 1984, heescht et, datt et zousätzlech Ressourcë fir asylberechtegt Kanner (BPI) ginn. Hei den Extrait aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro: « Ressources additionnelles: Pour les enfants de bénéficiaires de protection internationale qui, suite à une scolarisation dans une classe spécialisée d'accueil de l'État, intègrent une classe régulière de l'enseignement fondamental après le 15 octobre 2015, deux leçons hebdomadaires d'enseignement par enfant sont ajoutées au contingent de leçons d'enseignement fixé pour l'année scolaire en cours. Ces leçons sont destinées à faciliter l'intégration des enfants concernés ; elles sont accordées au moment où l'enfant rejoint une classe régulière de l'enseignement fondamental. »

10. Ginn et déi Ressourcen aktuell och nach?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Ee Kand, dat nei op Lëtzebuerg kënnt, gëtt am Sënn vun enger integrativer Approche direkt a seng Classe d'attache ageschriwwen. Heifir gëtt ee Bilan vu senge sproochleche Kenntnisser am Spezifeschen a vum Developpement vun senge schoulesche Kompetenzen am Generellen erstallt. Op Basis vun dësem Bilan gëtt de legalen Dispositiounen, déi am Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays festgehale sinn, entspriechend decidéiert, a wéi eng Classe d'attache d'Kand ageschriwwe gëtt a wéi eng Modalitéiten am Kader vum Cours d'accueil gegeebenefalls ze respektéiere sinn.

D'Artikelen 1 an 3 vum zitéierte Reglement gesi vir, datt de Regionaldirekter mat Bléck op den Alter vum Kand decidéiert, a wéi eng Classe d'attache dëst ageschriwwe gëtt, an datt d'Unzuel vun de Stonnen, wärend deenen d'Kand de Cours d'accueil frequentéiert, op Basis vu sengem schouleschen a sproochleche Bilan festgeleucht gëtt.

Doriwwer eraus gesinn am Kader vun der Organisatioun vum Cours d'accueil déi legal Dispositioune jee no Cycle am Prinzip Follgendes vir: Am Cycle 2 suivéieren déi Schüler, déi nei op Lëtzebuerg kommen a keen Däitsch kënnen, d'office een intensive Sproochecours, deen den Developpement vun den däitsche Sproochekompetenzen viséiert. Notamment am Cycle 2.1 gëtt dëse Sproochecours am Sënn vun enger integrativer Approche an der Klass organiséiert, wou all d'Schüler mateneen déi däitsch Sprooch léieren an den Enseignant am Kader vun der Differenzéierung de Schüler jeeweils Aktivitéiten ubitt, déi dem Developpement vun hire Kompetenzen entspriechen. Am Fall wou d'Kanner am Laf vum Cycle 2 an d'Classe d'attache integréiert ginn, gëtt mat Bléck op de Bilan vun de sproochleche Kompetenze festgeleucht, op eng punktuell Frequentatioun vum Cours d'accueil opportun ass, fir den däitsche Sproochecours an der Classe d'attache ze ergänzen an entstane Retarden opzehuelen.

Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 211 Schüler aus dem Cycle 2 vun enger Begleedung an ee Cours d'accueil profitéiert. 206 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensiven däitsche Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend fënnef Schüler, déi déi

däitsch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun de lëtzebuergesche Sproochekenntnisser geférdert goufen.

Ee Kand aus dem Cycle 3, dat nach keen Däitsch kann, profitéiert deemno am Kader vum Cours d'accueil als éischt vun engem intensiven däitsche Sproochecours, deen duerch d'Aktivitéiten an der Classe d'attache ergänzt gëtt. Wann d'Kand hei däitlech Progrèse gemaach huet, an et kee Franséisch kann, viséiert de Cours d'accueil an enger zweeter Phas den Developpement vun de franséische Sproochkompetenze wärend d'Kand an der Classe d'attache den Däitschunterrecht suivéiert, wou et zesumme mat senge Klassekomeroden differenzéiert Aktivitéiten ugebuede kritt. Am Fall wou ee Kand déi däitsch Sprooch scho beherrscht a nach kee Franséisch kann, suivéiert et den Däitschcours an der Classe d'attache a léiert parallell heizou Franséisch am Kader vum Cours d'accueil. Mat Bléck op de Bilan vun de sproochleche Kompetenzen an dem Zäitpunkt, zu deem d'Kand an d'Grondschoul ageschriwwe gëtt, gëtt decidéiert, op de Schüler reng an der Classe d'attache a franséischer Sprooch geférdert gëtt oder op ergänzend heizou nach Aktivitéiten am Kader vum Cours d'accueil ugebuede ginn.

Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 499 Schüler aus dem Cycle 3 ee Cours d'accueil besicht. 484 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensiven däitsche Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend 15 Schüler, déi déi däitsch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun de franséische Sproochekenntnisser geférdert goufen.

Ee Schüler aus dem Cycle 4, dee weeder Däitsch nach Franséisch kann, profitéiert an der Classe d'attache an am Cours d'accueil vun engem intensive franséische Sproochecours. De Schüler, dee scho Franséisch kann, gëtt intensiv an der däitscher Sprooch geférdert. Am Schouljoer 2019/2020 hunn insgesamt 384 Schüler aus dem Cycle 4 vun enger Inscriptioun an ee Cours d'accueil profitéiert. 318 Schüler hunn ergänzend zu den Aktivitéiten an der Classe d'attache zumindest an enger éischter Phas vun engem intensive franséische Sproochecours am Kader vum Cours d'accueil profitéiert, wärend 66 Schüler, déi déi franséisch Sprooch scho bei der Inscriptioun an d'Grondschoul beherrscht hunn, reng hisiichtlech dem Developpement vun den däitsche Sproochekenntnisser geférdert goufen.

Aus den Zuele vun den Inscriptioune pro Cycle ergëtt sech, datt wärend dem Schouljoer 2019-2020 1.094 Schüler aus de Cyclen 2-4 vun engem Cours d'accueil hu kënne profitéieren.

Heizou sief nach bemierkt, datt an exzeptionelle Fäll laut dem Artikel 4 vum uewe genannte Reglement eenzeg de Regionaldirekter kann am Sënn vum Wuel vum Kand Entscheedungen huelen, déi iwwert d'Artikele 5 bis 9 vum nämmlechte Reglement erausginn. Deemno opläit et dësem am Fall vum Cycle 2.1 op Basis vum Bilan vum Kand senge schouleschen a sproochleche Kompetenzen ze decidéieren, op nieft der Inscriptioun an der Classe d'attache nach eng weider Inscriptioun an de Cours d'accueil sënnvoll ass.

Aus der Opschlësselung vun den Inscriptiounen an déi eenzel Coursen ergëtt sech, datt de Cours d'accueil net als traditionelle Cours verstane ka ginn, mee et handelt sech ëm eng zousätzlech Hëllefestellung, déi et de Schüler, déi nei an d'Land kommen an d'Unterrechtsprooche guer net, respektiv just deelweis beherrschen, soll erméiglechen, hir sproochlech Kompetenze méiglechst effikass ze verbesseren.

Fir de Cours d'accueil gesäit den Artikel 4 vum Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays eng progressiv Diminutioun vun de Stonne vir, déi ee Kand an de Cours d'accueil ageschriwwen ass, fir iwwert dee Wee eng kontinuéierlech vollzäiteg Integratioun an d'Classe d'attache ze preparéieren. Fir datt dës ka reusséieren, ass déi reegelméisseg Concertatioun tëschent den eenzele Membere vun der Équipe pédagogique ee weesentleche Faktor. Esou evaluéieren dës en continue d'Progrèse vun de Schüler a passen d'Offer vun den Aktivitéiten esouwuel am Cours d'accueil wéi och an der Classe d'attache de sproochleche Kompetenzen entspriechend un.

Am Kader vum Cours d'accueil steet d'Differenzéierung grad esou am Fokus wéi an den traditionelle Klassen. Dës Noutwendegkeet ass notamment doduerch bedéngt, datt d'Schüler, déi zu ënnerschiddleche Momenter vum Schouljoer an d'Coursen integréiert ginn, verschidde Sproochekenntnisser matbréngen an esou just duerch eng adequat Differenzéierung een intensive Sproochecours, esou wéi dësen an de legalen Dispositioune virgesinn ass, ka sécher gestallt ginn. Am Kader vun engem nämmlechte Cours d'accueil ginn deemno ënnerschiddlech Aktivitéite vum Enseignant organiséiert, déi d'Schüler, gegeebenefalls regruppéiert a Funktioun vun hire Besoinen, zäitweis mat Hëllef vun dësem realiséieren. Et ass an deem Kontext méiglech, datt an engem Cours ee Grupp vu Schüler an der däitscher Sprooch ënnerriicht gëtt, wärend ee weidere Grupp eng Aktivitéit realiséiert, déi den Developpement vun de Kompetenzen an der franséischer Sprooch viséiert. Iwwert dëse Wee gëtt séchergestallt, datt d'Ressourcen, déi am Kader vum Cours d'accueil zur Dispositioun stinn, optimal genotzt ginn.

E jonkt Kand, wat sech an enger neier sproochlecher Situatioun befënnt, huet enorm Léierméiglechkeeten, déi et wichteg ass ze mobiliséieren, fir him e gudde Start an der lëtzebuergescher Schoul ze erméiglechen. De reegelméissege Kontakt mat senge Matschüler favoriséiert heibäi d'Erléiere vun enger neier Sprooch. Wat ee Kand méi mat der Sprooch a Kontakt ass, wat et se méi séier léiert a sech méi séier a senger Classe d'attache integréiere kann.

Dës Approche duerch eng Integratioun an d'Classe d'attache vun Ufank un erméiglecht et dem Kand net nëmme sech sproochlech méi séier ze entwéckelen, mee ass zousätzlech och extreem wichteg fir seng sozial Integratioun. D'Zil vum Cours d'accueil ass et, dem Kand ze erméiglechen, mat sengem neien Ëmfeld ze kommunizéieren.

Allgemeng gesäit den Artikel 26 vum Organisatiounsgesetz vir, datt bei der Orientatioun direkt méi Elementer a Betruecht gezu ginn a sech hei net exklusiv op d'Resultater an den Epreuvë bezu gëtt. D'Produktioune vun de Schüler, déi an den eenzele Course geschafe goufen, esouwéi och d'Bilane vun de formativen Evaluatiounen si wichteg Elementer, déi bei der Orientatioun mat consideréiert ginn. Am Fall wou ee Schüler eng Sprooch net beherrscht, ass d'Participatioun un enger Epreuve, déi den Developpement vun de Kompetenzen an der Sprooch soll festleeën, wéineg sënnvoll. Vu datt de Schüler an deem Fall de Cours d'accueil frequentéiert, opläit et de Membere vun der Équipe pédagogiquem zesumme mat den Elteren, eng schoulesch Offer auszewielen, déi dem schouleschen a sproochleche Bilan vum Kand Rechnung dréit. Eng grouss Plus-value sinn an deem Kontext déi reegelméisseg formativ Evaluatiounsmomenter, mëttels deenen d'Prise en charge vun de Schüler am Kader vum Cours d'accueil soll ugepasst ginn an déi bei der Orientatioun mat consideréiert ginn, fir an der diversifizéierter schoulescher Offer déi erauszesichen, déi de Besoine vum Schüler entsprécht. Zu deem Zweck gouf e Complément au bilan intermédiaire spezifesch fir d'Evaluatioun vu Primo-arrivanten ausgeschafft. A Bezuch op den EPSTA sief nach bemierkt, datt an de groussen internationalen Etüden d'Kanner eréischt bei den Epreuvë matmaachen, wa se mindestens zwee Joer d'Schoul vum Land besicht hunn.

Wéi schonns erkläert, gëtt d'Unzuel vun de Schoulstonnen, wärend deenen ee Schüler vun engem Cours d'accueil profitéiert, op Basis vun engem schouleschen a sproochleche Bilan festgeluecht a mëttels reegelméissege formativen Evaluatiounsmomenter gegeebenefalls adaptéiert. Iwwert dëse Wee gëtt een intensive Sproochecours garantéiert, deen ee séieren Developpement vum Schüler senge sproochleche Kompetenzen ënnerstëtzt. Am Fall wou ee Schüler, deen nieft senger Inscriptioun an eng Classe d'attache nach an de Cours d'accueil ageschriwwen ass, vun engem Allongement vun der Dauer vum Cycle profitéiert, opläit et der Équipe pédagogique mat Bléck op den Artikel 22 vum Organisatiounsgesetz, déi néideg Mesuren ze decidéieren, fir d'Prise en charge vum Schüler esou unzepassen, datt dësen d'Socles vum Cycle erreecht. Heifir baséiert sech déi pedagogesch Equipe op d'Produktioune vum Kand aus der Classe d'attache an dem Cours d'accueil esouwéi och op d'Observatioune vun de respektiven Titulairen. Bei Bedarf kënne jee no Besoin vum betraffene Schüler zousätzlech Ressourcen am Kader vum Appui pédagogique mobiliséiert oder d'Interventioun vun engem I-EBS envisageiert ginn, esouwéi dat fir jiddwer Kand virgesinn ass. Am Accord mat den Eltere besteet am Fall, wou d'Mesuren, déi an der Schoul en place gesat ginn, net déi gewënschte Friichten droen, d'Méiglechkeet, weider Mesurë vun der Commission d'inclusion decidéieren ze loossen.

Nieft de Cours d'accueil ginn et och déi sougenannte „classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays". Wéi am Règlement grand-ducal modifié du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays festgehalen, ginn dës Klassen da kreéiert, wann de Besoin iwwert de kommunale Kader erausgeet. Am Prinzip sinn an dëse Klassen exklusiv Demandeurs de protection internationale (DPI) ageschriwwen. Am Sënn vun enger gudder Kollaboratioun um lokalen Niveau ginn an eenzele Fäll klasseniwwergräifend Aktivitéite fir eenzel Gruppen oder Schüler ëmgesat, wärend deenen asylberechtegt Schüler punktuell am Cours d'accueil matschaffe respektiv ëmgedréint, Schüler aus dem Cours d'accueil Aktivitéiten an de Classes spécialisées de l'État (CSAE) suivéieren. Opgrond vun enger staarker Fluktuatioun vun der Schülerunzuel an de CSAE, kann ëmmer just eng Momentopnam erstallt ginn. Am Januar 2021 sinn et insgesamt 20 Klasse mat engem Gesamteffektiv vun 163 Schüler.

D'Kanner koumen aus follgende Länner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Circulaire Nr. 3324 vum Inneministère vum 24. November 2015 bleift weiderhin en vigueur an esou ass och weiderhin eng Augmentatioun vum Contingent vun zwou Schoulstonne pro asylberechtegt Kand virgesinn, am Fall wou dëst aus enger CSAE an eng regulär kommunal Klass integréiert gëtt.

Question 3352 (21.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **gratuité des manuels scolaires :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a, entre autres, présenté les données sur l'évolution des bons d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres neufs devant promouvoir la réutilisation des manuels d'occasion.

De ces informations il ressort que le nombre de bons générés pour les trois dernières années scolaires, et la valeur totale et finalement la valeur totale réclamée ont chuté considérablement.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les raisons de cette évolution et plus précisément s'il dispose d'informations pourquoi une part importante des bons d'achat générés n'ont pas été réclamés. (La valeur générée pour 2020-2021 est de 296.098 euros tandis que la contre-valeur réclamée n'est que de 66.962 euros.)

Réponse (12.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à la réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires et demande des précisions au sujet des bons d'achat.

Les chiffres fournis dans la réponse en question illustrent en effet une nette diminution tant au niveau du nombre de bons d'achat générés que de la part des bons qui ont effectivement été réclamés.

Pour ce qui est des chiffres pour l'année 2020-2021 en cours, il faut prendre en considération que le nombre de bons réclamés ne peut être que provisoire, puisque les chiffres fournis reflètent la situation jusqu'au 11 novembre 2020. Les élèves étant en droit d'échanger les bons d'achat jusqu'au 30 juin 2021, le nombre de bons d'achat réclamés est susceptible d'augmenter au cours des six mois à venir.

Quant aux raisons qui ont conduit à la baisse du nombre total de bons d'achat générés, il y a lieu de donner des précisions.

Certains manuels figurant sur la liste sont utilisés pendant plusieurs années de suite, comme p. ex. l'atlas de géographie. Au cours de la première année de la gratuité des manuels scolaires, les élèves ayant acheté ces manuels en classe de 7e, donc avant l'introduction de la gratuité, n'avaient ainsi pas besoin de le sélectionner une nouvelle fois et ont par conséquent pu générer davantage de bons d'achat.

Les expériences acquises lors de la première année de la gratuité (2018-2019) ont en outre conduit à certaines adaptations du système, notamment en ce qui concerne la nature des articles pour lesquels les bons d'achat peuvent être utilisés. Depuis l'année scolaire 2019-2020, ces derniers peuvent uniquement être utilisés pour l'achat de manuels scolaires non obligatoires ainsi que pour d'autres livres. L'acquisition de fournitures scolaires à l'aide des bons d'achat n'est plus possible, et ce pour des raisons d'équité face aux commerces qui ne vendent pas de manuels scolaires et dans lesquels l'échange des bons d'achat n'était pas possible.

Les modalités d'utilisation des bons d'achat sont clairement expliquées sur le site www.mybooks.lu sous la rubrique « Informations pratiques » ainsi que sur le dépliant qui a été remis à tous les élèves. Cependant, les raisons que peuvent avoir les élèves de renoncer à l'utilisation des chèques-livres générés n'ont pas pu être déterminées jusqu'à présent. Une enquête dans ce sens auprès des libraires n'a pas non plus permis de fournir des réponses plausibles à cette question.

Question 3354 (21.12.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

A menger parlamentarescher Fro N° 2657 hat ech de Minister fir Kommunikatioun a Medien d'CNPD iwwert de Fonctionnement vu verschiddene Prozedure bei der CNPD befrot. Den 20. Oktober 2020 huet d'CNPD d'Prozedur vun de Reklamatioune schrëftlech an engem Dokument festgehalen (ze fannen op https://cnpd.public.lu/fr/decisions-avis/2020/procedure-reclamations.html).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Am Artikel 4 vun der Prozedur steet geschriwwen, datt de Plaignant sech als éischt beim DPO vun der betraffener Organisatioun fir seng Rechter asetze muss, ier en d'CNPD aschalte kann.

- Wou ass dës Dispositioun am RGPD oder am Dateschutzgesetz vun 2018 ze fannen?

- Kann de Minister confirméieren, datt sech dësen Artikel nëmmen op Fäll „en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" bezitt?

2. Am Artikel 6, zweeten Ënnerpunkt, vun der Prozedur steet geschriwwen:

« la réclamation est rédigée dans la langue luxembourgeoise, française, allemande, (y compris les documents joints et attestant les faits décrits dans la réclamation) ; »

Falls ee Plaignant mat enger auslännescher Firma ze doen huet an dëser Firma net an enger vun den dräi Amtssprooche schreiwe kann, mee op Englesch, hëlt d'CNPD dës Reklamatioun an dësem Fall un oder muss de Plaignant se vun engem staatlech unerkannten Iwwersetzer iwwersetze loossen?

3. Am Artikel 6, drëtten Ënnerpunkt, vun der Prozedur steet geschriwwen:

« la réclamation permet d'identifier son auteur, à savoir qu'elle contient au moins ses nom et prénom ou sa raison sociale et son adresse postale ; »

- Aus wéi enge Grënn huet d'CNPD beschloss, anonym Plainten (an deenen d'Plaignanten awer zum Beispill eng Mailadress hannerloossen) net zouzeloossen?

- Wat ass d'legal Basis vun dëser Decisioun?

- Wéi gi mat dëser Dispositioun Whistleblower geschützt?

4. Den Artikel 8 beschreift den „déclenchement d'une procédure d'enquête suite à l'instruction d'une réclamation". Heizou hunn ech follgend Froen:

- Gëtt de Plaignant informéiert, wann d'CNPD eng Enquête opmécht? Wann nee, firwat net?

- Wéi gëtt de Plaignant iwwert de weidere Verlaf vu senger Plainte um Courant gehalen a wat sinn d'Delaien, déi dofir virgesi sinn?

5. Am Artikel 10 vun der Prozedur steet geschriwwen:

« Si la personne concernée souhaite être informée de l'état d'avancement de sa réclamation en cours auprès de la Commission nationale, elle peut contacter la CNPD par voie électronique ou postale en y mentionnant la référence attribuée par la CNPD à sa réclamation. La CNPD se réserve le droit de ne pas apporter une réponse à une demande d'état d'avancement d'une réclamation qui serait formulée endéans un délai de deux mois à compter de la date d'introduction de la réclamation. »

De GDPR gesäit am Artikel 78 (2) vir, datt wann d'CNPD spéitstens no dräi Méint de Plaignant net iwwert den État d'avancement informéiert, datt d'Persoun da berechtegt ass, ee Recours virum Verwaltungsgeriicht ze maachen. Et stellt sech d'Fro vun der Finalitéit vum uewen zitéierten Artikel. Aus wéi enge Grënn huet d'CNPD dësen Artikel esou an der Prozedur festgehalen?

Réponse (25.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Regierung schléisst sech de follgenden Äntwerte vun der CNPD un.

ad 1. Den RGPD gesäit verschidde Rechter fir de Bierger vir („droit à l'information, droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit à la limitation, droit à la portabilité, droit d'opposition" an „droit à ne pas être soumis à une décision individuelle automatisée") (Artikel 12-22), sou wéi och d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale" (Artikel 11-15), déi eng betraffe Persoun par rapport zu engem Traitement vu sengen Donnéeë beim Responsabele vum Traitement ka geltend maachen.

Et ergëtt sech also aus der Logik vum RGPD a vum virgenannte Gesetz, dass dës Rechter fir d'éischt musse beim Responsabele vum Traitement geltend gemaach ginn. Als Beispill kann een den Artikel 15 vum RGPD ufféieren, dee Follgendes virgesäit: « La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que les données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel… ».

D'CNPD stellt dozou och Modellbréiwer op hirem Internetsite zur Verfügung, déi betraffe Persoune kënnen notzen, fir hir Rechter geltend ze maachen.

Nodeems de Bierger seng Rechter vis-à-vis vum Responsabele vum Traitement geltend gemaach huet, an en awer keng zefriddestellend Äntwert oder guer keng Äntwert kritt huet, kann en eng Reklamatioun bei der CNPD maachen. Dëst ergëtt sech aus dem Artikel 77.1 vum RGPD.

Den Artikel 4 vun der Prozedur bezitt sech nëmmen op d'Rechter vun enger betraffener Persoun.

Et sief bemierkt, dass den Artikel 4 vun der Prozedur net virgesäit, dass déi Rechter als éischt beim DPO musse geltend gemaach ginn, mee beim Responsabele vum Traitement. Net all Responsabele vum Traitement muss en DPO designéieren. Natierlech soll den DPO, wann et ee gëtt, ëmmer d'Kontaktpersoun sinn, un déi ee sech soll wenden, fir seng Rechter auszeüben (Artikel 38.4 vum RGPD) oder aner Froen zum Dateschutz ze stellen.

Wann et sech net ëm d'Rechter vun enger betraffener Persoun handelt, kann eng Persoun natierlech direkt eng Reklamatioun bei der CNPD areechen (also ouni sech fir d'éischt beim Responsabele vum Traitement ze mellen), wa se mengt, dass e Responsabele vum Traitement eng Violatioun vun den Dateschutzgesetzer begaangen huet. An dësem Fall muss de Reklamant prezis uginn, wat fir eng Dateveraarbechtung eng Violatioun vun den Dateschutzgesetzer soll duerstellen. Et geet also net duer, dass de Reklamant seet: „Ech mengen, d'Firma XY ass net dateschutzkonform" (cf. Artikel 6 Tiret 5 vun der Prozedur). D'Persoun muss vun der Violatioun vun der Dateveraarbechtung selwer betraff sinn. Dëst geet aus dem Artikel 77 vum RGPD ervir.

Dëst ass och allgemeng d'Verständnis vum EDPB (European Data Protection Board) an aneren europäeschen Dateschutzautoritéiten.

Nee, den Artikel 4 bezitt sech explizitt op den RGPD sou wéi och op d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale", wann ee seng Rechter wëllt geltend maachen.

ad 2. An hirer Prozedur huet d'CNPD sech un dat ofgeännert Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer de Sproocheregimm zu Lëtzebuerg gehalen. Den Artikel 4 (Requêtes administratives) vun dësem Gesetz gesäit Follgendes vir: « Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant ».

Den RGPD an d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz „en matière pénale et de sécurité nationale" gesi vir, dass nëmmen eng physesch betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der Autorité de contrôle, also der CNPD, kann areechen. Et ass also wichteg, dass all Resident zu Lëtzebuerg an enger vun den dräi Amtssproochen eng Reklamatioun kann areechen, an och an där Sprooch, déi e gewielt huet, eng Äntwert kritt.

Wann e Reklamant net an enge vun deenen dräi Sprooche schreiwe kann, kann d'CNPD och eng Reklamatioun an englescher Sprooch entgéinthuelen, ouni dass dës muss vun engem staatlech unerkannten Iwwersetzer iwwersat ginn. D'CNPD kommunizéiert dann och mam Reklamant op Englesch, mee d'CNPD kann aus legale Grënn net d'Iwwersetzunge vun offiziellen Dokumenter asw., wéi zum Beispill Kontrakter, déi Objet vun enger Reklamatioun wieren, fir de Reklamant iwwerhuelen.

Wann e Reklamant deen zu Lëtzebuerg wunnhaft ass a mat enger auslännescher Firma ze dinn huet, déi net zu Lëtzebuerg, mee an engem aneren EU-Memberstaat etabléiert ass, ass d'CNPD net zoustänneg, a leed déi Reklamatioun an englescher Sprooch dann un déi zoustänneg Autorité de contrôle an der EU weider, sou wéi den RGPD dat duerch de Kooperatiounsmechanismus virgesäit. D'Langue véhiculaire ass dann Englesch. De Reklamant kritt op enger vun den dräi nationalen Amtssprooche geäntwert, wann en der englescher Sprooch net mächteg ass.

ad 3. Den Artikel 6, drëtten Ënnerpunkt, bezitt sech op d'Recevabilitéit vun enger Reklamatioun. Den Artikel 77 vum RGPD gesäit vir, dass nëmmen eng betraffe physesch Persoun (also eng Persoun déi kann identifizéiert ginn) kann eng Reklamatioun areechen. Den Artikel 80 vum RGPD erméiglecht et, enger betraffener physescher Persoun, ënner verschiddene Konditiounen, en Organismus, eng Organisatioun oder eng Associatioun (also eng „personne morale") ze mandatéieren, eng Reklamatioun, fir si bei der CNPD anzereechen.

Den RGPD gesäit also vir, dass e Reklamant, egal ob et sech ëm eng physesch oder moralesch Persoun handelt, muss kënnen identifizéiert ginn.

Wann eng betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der CNPD areecht, z. B. well hir Rechter net respektéiert gi sinn, muss d'CNPD och d'Identitéit vun dëser Persoun dem Responsabele vum Traitement matdeelen, soss kéint d'Reklamatioun net behandelt ginn.

D'Prozedur gesäit vir, dass eng betraffe Persoun eng Reklamatioun elektronesch oder per Post ka bei der CNPD areechen, andeems si de Formulaire deen d'CNPD op hirem Internetsite zur Verfügung stellt benotzt, oder dës op Pabeier verfaasst. Fir recevabel ze sinn, muss eng Reklamatioun dann och d'Krittäre vum Artikel 6 vun der Prozedur respektéieren. Eng Reklamatioun géint e Responsabele vum Traitement ass en Akt deen eng gewësse Seriositéit duerstellt an deem muss de Reklamant sech bewosst sinn. Dofir gesäit d'Prozedur vir, dass e Reklamant genuch a prezis Informatioune muss uginn, dass déi presuméiert Violatioun vun enger Dateveraarbechtung kann identifizéiert ginn. Et geet also net duer, dass e Reklamant ugëtt, dass e Responsabele vum Traitement net dateschutzkonform wier.

Generell ass et och schwiereg eng anonym Reklamatioun ze instruéieren, z. B. wann dës just iwwer eng anonym Mailadress eragescheckt gëtt ouni weider Informatiounen.

Trotzdeem gesäit d'Prozedur vir, dass d'CNPD ausnamsweis d'Elementer vun enger anonymer Reklamatioun kann ënnersichen, en fonction vun der Gravitéit an dem Impakt déi d'Fakten, déi signaléiert goufen, kéinten op d'Bierger hunn (cf. leschten Abschnitt vum Artikel 6 vun der Prozedur).

Den Artikel 7, Abschnitt 4, gesäit vir, dass d'Identitéit vun engem Reklamant ni opgedeckt gëtt, ausser wann dëst absolutt noutwendeg wier, fir d'Reklamatioun kënnen ze traitéieren (z. B. eng Reklamatioun wou eng betraffe Persoun den Zougang zu hiren Donnéeë refuséiert kritt huet). Ausserdeem gesäit den Artikel 42 vum Dateschutzgesetz vir, dass all Persoun, déi bei der CNPD schafft, dem Secret professionnel vum Artikel 458 vum Code pénal ënnerläit.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2657 vum honorabelen Deputéierten notéiert, féiert net all Reklamatioun eng Enquête mat sech, well déi meescht Reklamatioune bäigeluecht kënne ginn, nodeems d'CNPD beim Responsabele vum Traitement intervenéiert ass.

Wann eng Enquête am Sënn vun den Artikelen 37-41 vum Dateschutzgesetz ageleet gëtt, gëtt de Reklamant am Prinzip net informéiert. D'Dateschutzgesetz erlaabt der CNPD net, iwwer lafend Enquêten ze kommunizéieren. D'Dateschutzgesetz gesäit nämlech net vir, dass de Secret professionnel, deem d'CNPD ënnerläit, vis-à-vis vun engem Reklamant opgehuewe gëtt. Den Artikel 77.2 vum RGPD gesäit just vir, dass de Reklamant muss iwwer den „état d'avancement" an den Ausgang vu senger Reklamatioun informéiert ginn.

Dobäi kënnt, dass wann d'CNPD eng administrativ Decisioun („mesure correctrice" oder „Sanctioun") no enger Enquête adoptéiert, dës Entscheedung nëmme publizéiert ka ginn, wann all d'Recoursméiglechkeete virun de Verwaltungsgeriichter ausgeschöpft sinn a wann dës Publikatioun de betraffene Parteie keen disproportionelle Schued zouféiert (cf. Artikel 52 vum Dateschutzgesetz).

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 3 erkläert, kann d'CNPD wéinst dem Beruffsgeheimnis dem Reklamant keng Detailer iwwer eng lafend Instruktioun oder Enquête erausginn. De Reklamant gëtt informéiert, dass d'Instruktioun zu senger Reklamatioun entweeder nach um Lafen ass oder, wann d'Instruktioun fäerdeg ass, wéi eng Suite seng Reklamatioun kritt (cf. Artikel 77.2 vum RGPD).

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 2657 vum honorabelen Deputéierte beschriwwe gouf, hänken d'Delaien natierlech vun der Komplexitéit vun der Instruktioun of.

ad 5. All Reklamant kritt no der Areechung vu senger Reklamatioun en Accusé de réception geschéckt. Well all Instruktioun vun enger Reklamatioun eng gewësse Zäit un Usproch hëlt, informéiert d'CNPD de Reklamant net onbedéngt bannent zwee Méint no Areechung vun der Reklamatioun, iwwert de Stand vum Dossier. Opgrond vum Delai vun dräi Méint, deen am Artikel 78.2 vum RGPD virgesinn ass, informéiert d'CNPD de Reklamant also spéitstens innerhalb vun dräi Méint, dass d'Instruktioun vun der Reklamatioun nach um Lafen ass, an dat bis dass d'Instruktioun ofgeschloss ass.

Ausserdeem gesäit den Droit administratif zu Lëtzebuerg vir, dass wann en Administréierten no dräi Méint keng Äntwert vun enger Administratioun kritt, dass dëst als implizitte Rejet vu senger Demande unzegesinn ass. An deem Fall kann déi concernéiert Persoun e Recours virum Verwaltungsgeriicht maachen. Soulaang d'Instruktioun vun der Reklamatioun nach um Lafen ass, wat no dräi Méint wéinst der Komplexitéit vum Dossier oft de Fall ass, ass e Recours virum Verwaltungsgeriicht allerdéngs net onbedéngt sënnvoll, et sief d'CNPD hätt eng administrativ Decisioun geholl, mat där de Reklamant net averstane wier.

Question 3358 (22.12.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais supplémentaires des crèches non conventionnées :**

Eisen Informatiounen no hunn d'Crèches non conventionnées, déi en/eng Educateur/ Educatrice iwwergangsweis astelle wéinst der aktueller Covid-19-Situatioun, keng Prise en charge des frais supplémentaires zegutt. Dëst fält laut Aussoe vum Ministère ënnert d'Gestioun vum Träger. Am Fall wou ee vum Personal a Quarantän ass, iwwerhëlt d'CNS allerdéngs d'Käschten.

Virum Hannergrond vun der aktueller Kris a wëssend, datt et aktuell immens schwéier ass, Personal an de Betreiungsstrukturen ze fannen, wëll ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann de Minister eis dëst confirméieren?

- Kann de Minister eis soen, firwat dëst mat de privaten Träger esou gehandhaabt gëtt?

Réponse (27.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Finanzement vun den net konventionéierte Crèchë via de Chèque-service accueil (CSA) ass iwwer d'Jugendgesetz gereegelt. Eng Prise en charge vun zousätzleche Fraisen ass an deem Kader net explizitt virgesinn.

Effektiv ass et esou, datt d'Betreiungsstrukturen, bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie, ee méi oder manner groussen Ausfall vun hirem Personal kënnen hunn. Dëst entweeder well d'Personal krank oder a Quarantän ass oder well d'Personal op de Congé pour raisons familiales (CRF) zeréckgräift. An all dëse Fäll sinn d'Käschte vum Ausfall iwwert d'CNS ofgedeckt. Wann deemno eng Betreiungsstruktur opgrond vu Krankheet, Quarantän oder CRF Personal muss ersetzen, sinn d'Käschten am Prinzip iwwer d'CNS ofgedeckt.

Wéinst der momentaner Unzuel vu Quarantänen a well et am Moment schwiereg ass, zousätzlecht Personal ze fannen, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) an Zesummenaarbecht mam Service national de la jeunesse (SNJ) jonk Leit, déi am Service volontaire ageschriwwe sinn, op Demande hin an d'Betreiungsstrukturen (konventionéiert an net konventionéiert) orientéiert. Duerch dës Moossnam sinn aktuell 88 Jonker a 24 verschiddene Strukturen agestallt ginn.

Fir de Betreiungsstrukturen ze erméiglechen, genuch Personal zur Verfügung ze hunn, stellt de MENJE ausserdeem op Ufro hin a fir d'Dauer vun der Kris, Derogatiounen aus par Rapport zu der néideger Qualifikatioun vum Betreiungspersonal.

Question 3367 (24.12.2020) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **radicalisation des jeunes :**

Säit dräi Joer këmmert sech de Service Respect.lu ëm Fäll vu Radikaliséierung, sief et vu reliéiser, politescher oder anerer Natur. An engem Artikel aus dem „Le Quotidien" vum 27. November 2020 mam Titel „Déradicalisation : Le lien social, facteur clé" heescht et, datt wärend dem Joer 2019 eng relativ grouss Unzuel vu Radikalisatioune bei Kanner tëschent zéng an zwielef Joer vum besote Service festgestallt gi wier. Zitat aus dem Artikel: « Nous avons eu un nombre préoccupant de personnes assez jeunes, à la fin du cycle primaire, c'est-à-dire âgées de 10 à 12 ans. »

Well esou eng Behaaptung ganz eescht ze huelen ass a fir dowéinst dem Phenomeen op de Grond ze goe mam Zil, de Problem méiglechst effizient unzegoen, wéilte mir dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. De Service Respect.lu mécht och Interventiounen an de Schoulen, mee et ass un deenen eenzele Schoulen, fir de Service ze invitéieren. Gedenkt den Här Minister, opgrond vun dem erschreckende Resultat vum Bilan vum Service Respect.lu, verschidde preventiv Moossnamen op nationalem Plang ze ergräifen? Gëtt dës Problematik mat deene regionale Schouldirektiounen diskutéiert a gi Schoulen encouragéiert fir, am Fall vun engem méigleche Problem, sech un dee Service ze adresséieren? Zweetens, wéi ginn d'Enseignanten an d'Educateuren op eventuell Radikaliséierunge bei Kanner a Jonke sensibiliséiert a virbereet? Ginn et Formatiounen dozou? Wa jo, wéi sinn déi organiséiert a kréien si eng gewësse Prioritéit?

2. Wëllt den Här Minister, och am Kader vun der Ausbildung vun den Enseignantë fir d'Grondschoul a vun den Educateuren, e Contenu afeieren, fir d'Beruffsufänger op Situatioune virzebereeden, wou Kanner radikaliséiert sinn oder Gefor lafen, sech ze radikaliséieren?

3. De ganz groussen Undeel u gemellte Radikaliséierunge schéngen islamistesch Radikaliséierungen ze sinn (am Joer 2018: 57 % an am Joer 2019: 68 % aus dem Joresrapport vu Respect.lu). Ginn et méi prezis Donnéeën zu der Natur vu Radikaliséierungen, déi bei de Kanner an der Grondschoul festgestallt goufen? Bestätegt sech dës Konzentratioun vun der Radikaliséierung op den islamistesche Beräich och fir d'Kanner an der Grondschoul?

4. Wéi engen Instanzen ass de Service Respect.lu verflicht, d'Radikaliséierung vu Kanner matzedeelen am Kader vum Schutz vum betraffene Kand esouwéi deem vun anere Kanner, déi mat deem Kand a Kontakt sinn? Ginn d'Eltere vum Kand informéiert? Wéi eng Exigenze vum Dateschutz kommen an esou Situatiounen zum Droen?

5. Ginn d'Direktiounen, respektiv de Ministère, iwwert déi Fäll informéiert? Wa jo, wéi behandelen déi Instanzen esou Informatiounen?

6. Am genannten Artikel heescht et iwwerdeems, datt sozial Bindungen eng ganz grouss Roll spillen an esouguer verhënnere kënnen, datt jonk Leit sech radikaliséieren oder datt si enger entaméierter Radikalisatioun weider fräie Laf ginn. Veräiner a Sportclibb kënnen do, wéi et och am Artikel unhand vun engem staarke Beispill ze liesen ass, eng grouss Roll spillen. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Reduktioun vum Veräinsliewen a vum Sport duerch d'Covidmesuren eng Auswierkung op d'Verhale vun de jonke Leit am Hibléck op d'Radikaliséierungsgefor kann hunn?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Associatioun Respect.lu bitt mat hiren dräi Haaptpilieren (Preventioun, Begleedung an Deradikaliséierung) eng grouss Hëllef fir Leit, déi an hirem Liewe mat Radikaliséierung konfrontéiert ginn respektiv déi am Kader vun der Preventioun vu Radikaliséierung schaffen. Mat Informatiounen, Formatiounen a Bäistand kann d'Associatioun esou zu enger Verhënnerung vun der Verbreedung vu Radikaliséierung bäidroen.

De begleedenden Aspekt vun der Aarbecht vu Respect.lu ass als sozial, psychologesch an informativ Ënnerstëtzung ze verstoen. Si sinn Uspriechpartner fir Persounen, déi mam Phenomeen vun der Radikaliséierung konfrontéiert ginn, sief dëst an hirem privaten oder och an hirem professionellen Ëmfeld. Persounen, déi d'Associatioun kontaktéieren, kënnen dëst och anonym maachen. D'Equipe vu Respect.lu ënnerläit dem Beruffsgeheimnis (Artikel 458 vum Code pénal). Dëst erlaabt engersäits, d'Ophuele vum éischte Kontakt esou einfach ewéi méiglech ze maachen, mee bedeit gläichzäiteg och, datt d'Associatioun net ouni den Accord vun der Kontaktpersoun ka weider Mesuren aleeden. Aus dësem Grond kuckt si zesumme mat hir, wéi si dës kann ënnerstëtzen a si iwwerleeën zesummen, ob et sënnvoll wier, eng weider Instanz ze kontaktéieren.

Wéi am Joresbericht vu Respect.lu betount gëtt, ass et wichteg festzehalen, datt dës Statistike keen Trend kënnen erëmginn. Am Rapport vu Respect.lu ginn am Kader vun hirer Aktivitéit vun der Begleedung fir d'Joer 2019 insgesamt 37 Situatiounen erfaasst. Vun dëse 37 Situatioune konnt fir 13 Fäll keng Altersgrupp vun der betraffener Persoun festgeluecht ginn. Fir d'Altersgrupp bis zwielef Joer goufe siwe Situatioune gemellt. Zum enge schlësselt de Rapport net op, wéi eng Form vu Radikaliséierung bei der Altersgrupp bis zwielef Joer am heefegsten ass, zum anere muss een dës Zuel an de Kontext vun enger Gesamtschülerunzuel vu méi wéi 50.000 Schüler eleng an den ëffentleche Grondschoule setzen.

Allerdéngs ass d'Radikaliséierung vun de Kanner a Jugendlechen en Theema, dat besonnesch am edukative Beräich vill Opmierksamkeet muss kréien, an dës Zuel muss och consideréiert an hir Entwécklung weider suivéiert ginn. D'Kanner an déi Jugendlech verbrénge vill Zäit an der Schoul an et ass och, nieft dem Elterenhaus an dem Fréndeskrees, an dësem Kader, wou si léieren zesummenzeliewen. Aus dësem Grond gëtt an de Schoulen e Maximum gemaach, fir den Tendenze vu Radikaliséierung entgéintzewierken. Heibäi ass et besonnesch d'Vermëttlung an d'Liewe vun de Wäerter vu Respekt, Demokratie an Oppenheet, déi wichteg sinn, an dowéinst ass den Developpement vun dëse Wäerter am Plan d'études vun der Grondschoul explizitt virgesinn a gesetzlech am Artikel 3 vun der Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire festgehalen. Dësen Artikel beseet ënner anerem, datt d'Schou-

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

lausbildung de Schüler op d'Ausübung vu senge Responsabilitéiten als Bierger an enger demokratescher Gesellschaft virbereet. Et bréngt him déi eethesch Wäerter, déi op der Déclaration universelle des droits de l'homme baséieren, méi no a léiert hien, d'Gläichheet tëscht Meedercher a Jongen ze respektéieren. D'Liewe vun dëse Wäerter resultéiert an der Inclusioun vun alle Kanner a Jugendlechen a spigelt sech och erëm an enger respektvoller Bezéiung an Zesummenaarbecht tëscht Elteren a Léierpersonal.

Aus dësem Grond hunn d'Studenten am Kader vun hirer Grondausbildung vum Bachelor en sciences de l'éducation en éischte Kontakt mat Formatiounen an dësem Beräich. Esou léieren si beispillsweis, wéi si richteg mat den Eltere kommunizéieren, an dëst och am Respekt vu kulturellen Differenzen. Si léieren, géigesäitege Respekt ze promovéieren an ënnerschiddlech Konzepter vu Relioun, Eethik a Wäerter ze verstoen an ze erklären. Zousätzlech léiere si, wéi si déi richteg Instanzen a Kontaktpersounen identifizéieren, falls si an dësem Kontext op Schwieregkeete stoussen. Änlech Coursen a Formatioune ginn et och an den internationale Pendante vun der Ausbildung zum Enseignant.

Fir den Enseignanten an Educateure weider wichteg Outile fir d'Agrenzen an d'Preventioun vun der Radikaliséierung ze bidden, ginn eng Rei Fortbildungen zu dësem Theema ugebueden, dëst och zum Deel an Zesummenaarbecht mat Respect.lu. Hei e puer Beispiller, déi aktuell vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a vum Zentrum fir politesch Bildung (ZPB) ugebuede ginn:

- Integration fördern - Radikalisierung verhindern: Präventionsprogramm gegen Extremismus;

- Let's talk about...: Schwierige Gespräche führen;

- Respekt - Wo fängt er an? Wo hört er auf?;

- SSE - Verschwörungstheorien - Fake News & Alternative Fakten. Was steckt dahinter - wie gehen wir damit um - was kann dadurch passieren?;

- Alles Informatioun oder wat? Webtools fir sech online ze orientéieren.

D'Zil vun dëse Formatiounen ass et ënner anerem, d'Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal fir d'Erkenne vu Radikaliséierung ze sensibiliséieren an hinne fundéiert Informatiounen iwwert d'Schwieregkeeten ze bidden, déi se an der Schoul begéine kënnen. Si léieren dernieft, wéi e Radikaliséierungsprozess ausgesäit a wéi si fréi Warnhiweiser oder Indicateuren erkenne kënnen. Zousätzlech solle Weeër an Äntwerten opgewise ginn, wéi si mat esou Situatiounen ëmgoe sollen a wéi si preventiv virgoe kënnen.

Och d'Schüler ginn ënner anerem am Kader vun den transversale Kompetenzen, déi am Plan d'études festgehale sinn, ëmmer rëm mat Theeme konfrontéiert, déi hinnen d'Zesummeliewen an enger Gemeinschaft, mee och déi demokratesch Valeure méi no bréngе sollen. Esou ginn am Kontext vun den Attitudes relationnelles beispillsweis Theeme behandelt wéi d'Nolauschteren, d'Solidaritéit an d'Evitéiere vu Prejugéen a Stereotyppen.

Zousätzlech ginn am Kader vum Cours „Vie et société" ëmmer rëm Theeme wéi Diversitéit a Respekt behandelt. Esou léieren d'Kanner scho vum Cycle 2 un, datt et ënnerschiddlech Kulturen, Reliounen an Ideologië ginn an datt si Persounen, déi anescht denken ewéi si, respektéiere sollen.

D'Pandemie an déi doduerch entstanen Aschränkunge kënnen eng Belaaschtung op d'Wuelbefannen, besonnesch bei deene Jonken, mat sech bréngen, déi et wichteg ass, am An ze behalen. Dofir ass och d'Wuelbefanne vu Kanner a Jugendleche bei der Rentrée 2020/2021 vum MENJE an de Fokus gestallt ginn an et goufen an deem Sënn eng Rei ënnerstëtzend Mesuren ergraff.

Question 3371 (31.12.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **taxes pour la navigation sur la Moselle :**

Le Gouvernement allemand a l'intention d'abolir les taxes pour la navigation sur la Moselle. Une décision afférente est attendue au plus tôt pour le début du premier semestre de l'année 2021. Selon la Société internationale de la Moselle, les recettes de ces taxes s'élevaient en 2019 à sept millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'intention allemande d'abolir les taxes pour la navigation sur la Moselle ?

2) Quelle est la position du Luxembourg quant à cette proposition ?

3) Quels avantages entraînerait une telle mesure ?

4) Est-ce qu'une telle abolition, nécessitant une modification du contrat sur la Moselle de 1956, trouverait l'approbation des trois pays contractants, à savoir la France, l'Allemagne et le Luxembourg ?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge au sujet des péages sur la Moselle.

ad 1) Dans le programme de coalition du 7 février 2018 de la République fédérale allemande figurait la mesure d'abolition des péages fluviaux à l'exception de celles perçues sur le « Nord-Ostsee-Kanal ».

Le Ministère des transports allemand a informé pour la première fois en novembre 2018 lors de la plénière d'automne de la Commission de la Moselle les autorités françaises et luxembourgeoises de sa décision d'abroger les péages sur les voies navigables intérieures allemandes le 1er janvier 2019, y compris le canal Main-Neckar, et de son intention de faire de même sur la Moselle internationale.

ad 2) Le Luxembourg a toujours œuvré au sein de la Commission de la Moselle pour une modération et simplification des péages au vu de la concurrence du transport par voie fluviale avec le transport routier et la complexité du régime des péages actuellement en vigueur.

Le Luxembourg a ainsi favorablement accueilli cette nouvelle volonté politique allemande et, conscient du fait qu'une décision doit intervenir par voie de consensus entre les trois États riverains et nécessitera une révision en profondeur de la Convention de la Moselle de 1956 (qui instaure notamment le principe de fixation des péages, les modalités de collecte via les services de navigation nationaux, la redistribution via la Société internationale de la Moselle et leur mode de révision), l'accord de coalition du Gouvernement luxembourgeois signé le 3 décembre 2018 prévoit que « le Luxembourg suivra l'abolition projetée des péages sur les voies fluviales allemandes et accompagnera favorablement dans la Commission de la Moselle une éventuelle simplification ou abrogation du régime des péages mosellans ».

Aussi, la Commission européenne prévoit dans sa stratégie de mobilité durable et intelligente, annoncée le 9 décembre 2020, un objectif de croissance de 25 % jusque 2030 et 50 % jusque 2050 pour le transport par voie de navigation intérieure ainsi qu'une meilleure intégration des coûts externes au niveau de tous les modes de transport et à cet égard des péages, qui pénaliseraient le transport fluvial par rapport aux modes de transport moins durables, seraient à éviter comme ne pas amenant au but recherché.

ad 3) L'abolition ou la diminution des péages fluviaux augmenterait la compétitivité du transport fluvial surtout face au transport routier, qui est plus rapide par définition et très compétitif en termes de prix, alors que les voies de navigation intérieure disposent de capacités libres afin de permettre le transport durable d'importantes quantités de marchandises.

En effet, la navigation reste le mode de transport le plus respectueux en matière de ressources et de protection de l'environnement. Pour le transport de colis lourds, la navigation nécessite par tonne-kilomètre en moyenne 67 % moins d'énergie que le transport par camions et 35 % moins que pour le transport par rail. Par ailleurs, également en termes d'émissions de CO_2 par tonne transportée et en termes de coûts externes (gazeux polluants, accidents et nuisances) induits par le transport, le transport fluvial se place en première position par rapport au transport par route ou par rail.

ad 4) En 2020, sous présidence luxembourgeoise de la Commission de la Moselle, les travaux de modification de la Convention de la Moselle ont été entamés et il faut s'attendre que sous présidence allemande de la Commission de la Moselle en 2021 un protocole d'amendement sera finalisé.

Il convient de noter que la question de l'abolition des péages est directement liée à la question de la liquidation de la Société internationale de la Moselle qui collecte pour le compte des États riverains de la Moselle ces péages et les redistribue à ceux-ci selon la clef définie par la Convention de la Moselle de 1956.

Or, avant la suppression de la Société internationale de la Moselle, dont les trois États riverains sont actionnaires, il est nécessaire que soit acté l'abandon des États des créances envers la Société internationale de la Moselle qui résultent des dispositions obsolètes de la Convention de la Moselle de 1956. Ce processus est en cours en Allemagne et en France ou subsistaient des inscriptions budgétaires dans les lois budgétaires, alors qu'aucune mesure n'est nécessaire au Luxembourg en raison de l'absence d'une inscription budgétaire afférente.

Finalement, il y a des discussions et négociations en cours sur une demande de compensation financière demandée par la France en vue de l'abolition des péages mosellans.

Question 3372 (04.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **classes de neige :**

Laut mengen Informatioune ginn a verschiddene Schoulen am Kader vun de „classes de neige" Schistagen uganks Februar geplangt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Educatiounsminister stellen:

1. Kann d'Regierung dëst bestätegen?

2. Virum Hannergrond vun der aktueller Kris, kann de Minister eis déi offiziell Linn wat dës Schivakanzen ubelaangt matdeelen?

Réponse (05.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Aktuell plangt keng Lëtzebuerger ëffentlech Grondschoul e Schistage. Eventuell Schistagë goufen, bedéngt duerch déi aktuell sanitär Kris am Kontext vum Covid-19, fréizäiteg annuléiert.

Dräi Lycéeën hunn eng Reservatioun gemaach, fir Mëtt Mäerz Classes de neige ze organiséieren; dës kënnen awer zu all Moment an ouni Fraisen annuléiert ginn.

ad 2. An deenen zwee Ordres d'enseignement sinn d'Schoulreese „jusqu'à nouvel ordre" annuléiert; dëst gëllt deemno och fir d'Schistagen.

Question 3374 (04.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **recrutement pour les centres de vaccination contre la Covid-19 :**

Säit enger Woch kënnen déi éischt Leit sech zu Lëtzebuerg géint de Covid-19 impfe loossen. D'Impfstrategie gesäit vir, dass an enger éischter Phas d'Personal aus dem Beräich vun der Santé an de Soine geimpft soll ginn an duerno schrëttweis déi ganz Populatioun Zougréff op eng Impfung kritt. Fir méiglechst vill Persounen an engem méiglechst sécheren a kontrolléierten Ëmfeld impfen ze kënnen, ginn Impfzenteren opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune konnte bis ewell rekrutéiert ginn, fir Impfunge géint de Covid-19 duerchzeféieren?

Aus wéi enge Beruffer bzw. aus wéi enge Schoulen/Universitéite kommen dës Leit?

2. Wéi vill Persoune sollen an de kommende Wochen a Méint nach rekrutéiert ginn, fir Impfunge géint de Covid-19 duerchzeféieren?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wat d'medezinnescht Personal ubelaangt, goufe fir ze impfe bis elo 51 Infirmieren engagéiert.

Déi liberal Doktere konnten sech iwwert e Questionnaire umellen, fir an de Centres de vaccination matzehëllefen. Op dës Ëmfro hin hunn sech bis elo 236 Médecins généralistes an 270 Médecins spécialistes gemellt.

ad 2. De Rekrutement vun Dokteren an Infirmiere fir déi verschidden Impfzenteren ass amgaangen. D'Unzuel vum Personal, wat néideg ass, fir datt dës Zentere funktionéiere kënnen, hänkt awer staark vun der Unzuel vun den Impfdosen of, déi an den nächste Woche wäerte geliwwert ginn.

Question 3375 (04.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **vaccination contre la Covid-19 dans le cas d'une prise de médicaments pour fluidifier le sang :**

Laut mengen Informatioune solle respektiv kënne Persounen, déi mat Bluttverdënner behandelt ginn, net géint de Covid-19 geimpft ginn.

Deemno beseet och en Artikel op rp-online.de mam Titel „Was Patienten mit Blutverdünnern vor der Coronaimpfung wissen müssen", dass eng intramuskulär Injektioun schwiereg ass bei Mënschen, déi mat Bluttverdënner behandelt ginn, opgrond vu kardiovaskuläre Krankheeten ewéi enger Fibrillation auriculaire (Häerzrhythmusstéierungen) oder awer och Thrombosen oder Longenembolien etc. An Däitschland géife beispillsweis eng Millioun Leit un enger Fibrillation auriculaire leiden. Wärend bei villen Impfunge kéint subkutan, also just ënnert d'Haut gesprëtzt ginn, misst bei der Coronaimpfung dréngend an de Muskel gepickt ginn. Dëst géif awer a ville Fäll zu engem geféierlechen Hämatom féiere bei Patienten, déi dës Gerënnungshemmer huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung sech scho mat dësem Problem auserneegesat?

- Wéi vill Mënsche ginn zu Lëtzebuerg mat Bluttverdënner behandelt?

• Wat sinn d'Altersklasse vun dëse Patienten?

• Befënnt d'Majoritéit dovu sech an eisen Alters- a Fleegeheemer?

- A wéi engem Fall kënnen dës Persounen, déi duerch eng bestëmmte Krankheet mat Bluttverdënner behandelt ginn, awer géint de Covid-19 geimpft ginn?

• Wann dës Persounen eng Zäit laang keng Medikamenter méi huelen, kënnen se da geimpft ginn?

• Wat ass d'Recommandatioun vun enger „intelligenter Pauséierung", wëssend, dass et Leit ginn, déi duerch d'Gravitéit vun hirer Krankheet staark op dës Medikamenter ugewise sinn?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bluttverdënner ginn effektiv a ville Krankheeten akut oder chronesch agesat. D'Heefegkeet vun dëse Krankheete geet mam Alter erop, et ass dofir net onlogesch, dovun auszegoen, dass d'Benotzung vu Bluttverdënner och mam Alter eropgeet an dass vill Leit an Alters- a Fleegeheemer dës Medikamenter benotzen. De Gesondheetsministère huet awer dozou keng genau Statistiken.

D'Injektioun vum Covid-19-Impfstoff ass intramuskulär. Si kann awer mat bestëmmte Virsiichtsmoossnamen (reng Injektiounsnol, Kompressioun no der Injektioun etc. ...) och bei Leit mat Bluttverdënner gemaach ginn. Déi national Recommandatioune fir de Covid-19 vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gesinn dëst vir, genausou wéi international Recommandatiounen an deem Beräich. Déi Informatioune sinn alleguerten ënnert follgendem Link ze fannen: https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/index.html.

Et sinn an de leschte Woche schonns eng ganz Rei Leit mat Bluttverdënner geimpft ginn, ouni dass dëst zu Komplikatioune geféiert huet.

Question 3376 (04.01.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **achats de vaccins contre la Covid-19 par l'Union européenne :**

Aus engem „Spiegel"-Artikel vum 18. Dezember geet ervir, dass BioNTech grad ewéi Moderna der EU-Kommissioun virgeschloen hunn, nach Vaccin nozebestellen. Laut de Journalisten, huet d'EU-Kommissioun fir d'éischt mat europäeschen Hiersteller Kafverträg wollten ofschléissen. Anscheinend hätt den däitsche Gesondheetsminister appelléiert, fir méi BioNTech Vaccin ze kafen, verschidden EU-Länner hätte sech awer dogéint ausgeschwat - dorënner och Frankräich - déi anscheinend op de franséischen Hiersteller Sanofi gehofft hätten.

D'EU-Kommissioun grad ewéi de franséische Secrétaire d'État aux Affaires européennes hunn dës Aussoen dementéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministeren dës Froe stellen:

1. Hunn d'Hiersteller BioNTech a Moderna der EU-Kommissioun ugebueden, fir zousätzlech zu den am Kafvertrag festgehalenen Dosen, nodréiglech nach weider Dose bei hinnen nozebestellen?

Falls jo, aus wéi enge Grënn gouf dës Offer net ugeholl?

2. Moderna huet de 27. Juli matgedeelt, dass si kéinten an déi drëtten Etapp vun hirer Studie starten. De Kafvertrag mat Moderna gouf awer eréischt de 25. November ofgeschloss. De Moderna Vaccin kéint de 6. Januar vun der europäescher Medikamentenagence approuvéiert ginn.

Firwat gouf véier Méint nodeems dëse Vaccin als ee vun den Éischten an déi drëtt a leschte Phas vun senger Entwécklung gaangen ass, eréischt ee Kafvertrag ofgeschloss?

3. D'Hiersteller Sonafi a GSK hu matgedeelt, dass hiren Impfstoff warscheinlech réischt am leschten Trimester vun 2021 wäert prett sinn. Si hunn Enn Dezember 2020 annoncéiert an déi 3. Phas ze goen - fënnef Méint no Moderna. D'EU-Kommissioun huet awer schonn den 18. September ee Kafvertrag ofgeschloss, deen Zweeten no AstraZeneca, déi déi dräi Phase vun Tester virum Vertrag annoncéiert haten.

Firwat goufe bei verschiddenen Hiersteller d'Kafverträg schonn ënnerschriwwen, éier si an déi drëtt Phas vun hire Studië gaange sinn?

Firwat goufe bei verschiddenen Hiersteller d'Kafverträg eréischt Méint nom Start vun der drëtter Phas ofgeschloss?

Réponse commune (04.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Aus den Informatiounen, déi der Regierung virleien, geet Follgendes ervir: De virgezunnene Kaf-

vertrag, deen d'Europäesch Kommissioun den 20. November 2020 mat BioNTech/Pfizer ofgeschloss huet, gesäit 200 Milliounen Impfdose vir, mat enger Optioun op 100 Milliounen zousätzlech Dosen; de virgezunnene Vertrag deen d'Europäesch Kommissioun de 4. Dezember 2020 mat Moderna ofgeschloss huet, gesäit 80 Milliounen Impfdose vir, mat enger Optioun op 80 Milliounen zousätzlech Dosen.

Offere vun den Hiersteller, fir zousätzlech Impfdosen ze kafen, ginn als éischt vun de Servicer vun der EU-Kommissioun, déi d'Kafbedingungen aushandelen, traitéiert. Deemno huet EU-Kommissioun kierzlech en Zousazvertrag mat BioNTech/Pfizer ofgeschloss fir de Kaf vu bis zu 300 Milliounen zousätzlechen Dose vum Impfstoff Comirnaty. Rezent huet d'EU-Kommissioun d'Offer vu Moderna fir 150 Milliounen zousätzlech Dosen ze kafen ugeholl.

ad 2. + 3. Et ass richteg, datt d'lescht Joer, wéi d'EU-Kommissioun Verhandlunge mat de potenziellen Kandidate fir d'Hierstellung vun engem Impfstoff géint de Covid-19 agaangen ass, verschidden Hiersteller méi wäit an de klinesche Studië ware wéi anerer. Allerdéngs war et zu deem Ament nach net méiglech virauszegesinn, wéi ee Kandidat eng Zouloossung géing kréien a wéi schliisslech de Rapport Notzen-Risiko géing ausfalen. An deem Kontext wollt sech d'EU-Kommissioun mat fréie Bestellungen e breeden an diversifizéierte Portfolio sécheren, fir genuch Quantitéiten un Impfdosen disponibel ze hunn, an esou d'Besoine vun der gesamter europäescher Bevëlkerung ofzedecken.

Déi virgezunne Kafverhandlunge goufe vun der EU-Kommissioun am Numm vun den EU-Memberstaate gefouert. De Kalenner fir d'Ofschléisse vun de jeeweilege Verträg war u Fortschrëtter vun de Verhandlungsgespréicher gebonnen. Vu datt de Grand-Duché, wéi déi aner EU-Memberstaaten och, net an déi Verhandlungen agebonne war, huet d'Regierung keng weider Detailer zu dëse Gespréicher.

Question 3378 (04.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **promotion de la culture de l'orgue au Luxembourg :**

En cette nouvelle année 2021, l'Allemagne fête l'orgue, instrument royal, et partant la littérature musicale y relative. En effet, depuis l'Antiquité, l'orgue a pu être développé, de siècle en siècle, par des artisans et artistes les plus divers pour devenir un véritable instrument polyvalent et sophistiqué. Le Grand-Duché de Luxembourg se distingue, lui aussi, par des instruments variés provenant de manufactures nationales et internationales de renom.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) À l'instar de l'initiative allemande, Madame la Ministre se proposerait-elle également de promouvoir davantage la culture de l'orgue au Luxembourg par des programmes spécifiques ?

2) Dans l'affirmative, quelles formules de coopération pourraient être envisagées en collaboration avec les acteurs les plus divers en ce domaine (organistes, associations, communes, ...) ?

3) Une promotion plus systématique de l'orgue au-delà de sa fonction liturgique est-elle prévue au niveau national ?

4) Combien d'orgues sont actuellement en voie de classement ?

5) Dans quelle mesure le Ministère de la Culture soutient-il les acteurs qui souhaitent s'investir de manière plus ciblée dans la promotion de la musique d'orgue, en particulier celle destinée à sensibiliser les jeunes générations ?

Réponse (04.02.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

L'idée de qualifier l'orgue en tant que « Instrument des Jahres » est un projet dont l'initiative et l'étendue se limitent aux « Landesmusikräte » de certains Länder allemands. De telles initiatives n'existent pas et ne sont pas prévues dans les autres pays européens. Ceci dit, le Ministère de la Culture soutiendra évidemment chaque initiative méritoire émanant du secteur culturel, qui viserait à promouvoir la culture de l'orgue spécifiquement.

Dans ce contexte, le dispositif des subsides pour projets culturels du Ministère de la Culture peut à tout moment être sollicité par chaque acteur culturel du Luxembourg. Tel qu'il l'a fait par le passé, le Ministère de la Culture continuera à soutenir financièrement des projets en lien avec l'orgue. Citons à titre d'exemple des initiatives telles que le FIMOD (Festival international de musique d'Orgue à Dudelange) et les Amis de l'Orgue Luxembourg, qui réalisent un important service public et culturel pour lequel ils continuent à bénéficier du soutien financier du Ministère. La Philharmonie, établissement public sous tutelle du Ministère de la Culture, organise également chaque année son Festival de l'Orgue.

Alors que le Ministère de la Culture met l'accent sur l'amélioration de l'accès à la culture et à la pratique culturelle pour tous les publics, y inclus pour les jeunes générations, il n'est pas prévu de cibler l'orgue spécifiquement en tant que point focal de ces efforts de sensibilisation.

En ce moment, 13 orgues sont classés en tant que monument national (voir question parlementaire n° 3378 - annexe 1). Aucun orgue n'est actuellement en voie de classement.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3379 (04.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **remboursement des frais d'inscription des cours de langue :**

Wann een d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwert de Wee vum Sproochentest kréie wëllt, muss ee sech speziell fir dësen Test am Institut national des langues (INL), dem ëffentleche Sproochen- a Bildungszenter vum Land, umellen. Dobäi musse 75 Euro fir d'Aschreiwungskäschten op e Kont vum INL iwwerwise ginn, ier een de kompletten Dossier mat engem ausgefëllten Aschreiwungsformulaire, engem Identitéitsbeweis an der Bankquittung, vun de bezuelten Aschreiwungskäschte beim INL erareecht.

An deem Kontext wéilt ech den Här Educatiounsminister gär froen:

1. Stëmmt et, datt de Leit, déi de Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL net packen, de volle Präis vun den Aschreiwungskäschte rembourséiert gëtt? Zënter wéini gëtt et dee Prinzip vum Remboursement beim Netbestoe vum Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL?

2. Wat fir eng Administratioun ass verantwortlech fir de Remboursement?

3. Ass d'Unzuel vu méigleche Remboursementer hei limitéiert? Wa jo, wéi vill Remboursementer stinn engem hei zou?

4. Wéi vill där Remboursementer goufe bis haut gemaach?

Réponse (05.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3150 vum selwechten honorabelen Deputéierten, gëtt et och hei kee Prinzip, datt ee Kandidat rembourséiert géif ginn am Fall, wou en de Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit am INL net packt. Dës Feststellung bréngt mat sech, datt all déi aner Froen hifälleg ginn.

Déi Fäll, wou ee Remboursement virgesinn ass, sinn am Artikel 17 vum der Loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise, festgehalen, an déi bezéien sech op d'Reussite vum Kandidat am Sproochentest.

Question 3382 (06.01.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **réglementation FATCA :**

Dans un courrier adressé à l'Administration des contributions directes (ACD), l'Association des Américains accidentels (AAA) demande l'arrêt du transfert de données financières vers les États-Unis, d'après un article paru hier sur paperjam.lu.

Les signataires dudit courrier y dénoncent la contrariété de l'accord FATCA qui règle ce transfert de données avec le règlement européen sur la protection des données (RGPD) et plus généralement les droits fondamentaux.

Assimilés à des nationaux américains, les Américains accidentels sont confrontés à une série de problèmes, allant de l'ouverture d'un compte en banque, conditionnée à la production de documents qu'il est difficile de se procurer, jusqu'à renoncer à la nationalité américaine - qui leur a été octroyée à leur insu exigeant au préalable le paiement de 2.350 dollars.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ladite problématique ?

- Quelles ont été les démarches entreprises par le Gouvernement luxembourgeois pour soutenir ces Américains accidentels ?

- Est-ce que les établissements de crédit luxembourgeois ont le droit de refuser l'ouverture d'un compte de paiement de base aux personnes résidant légalement sur le territoire de l'Union européenne (si ce n'est sur base de la réglementation AML) ?

• À part donc les règles AML, dans quels cas les établissements de crédit peuvent-ils refuser l'ouverture d'un tel compte à ces personnes ? Quelle en est la base légale ?

• Qu'en est-il de l'obligation imposée aux États membres par la directive 2014/92/UE du 23 juillet 2014 de garantir à ces personnes le droit d'ouvrir et d'utiliser des comptes de paiement assortis de prestations de base ?

• Alors que la précitée directive a été transposée au Luxembourg via la loi du 13 juin 2017, le Gouvernement a-t-il dressé un bilan de l'application de règles de non-discrimination inscrites à l'article 22 de cette loi et qui dispose que : « Les établissements concernés n'opèrent aucune discrimination à l'encontre des consommateurs résidant légalement dans l'Union européenne du fait de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, ou pour tout autre motif visé à l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lorsque ces consommateurs font une demande d'ouverture d'un compte de paiement ou accèdent à un tel compte. Les conditions applicables à la détention d'un compte de paiement de base ne sont en aucun cas discriminatoires. » Combien de réclamations ont été introduites auprès de la CSSF dans ce contexte ?

• Le Gouvernement partage-t-il l'appréciation des membres de l'Association des Américains accidentels que le transfert de données vers les États-Unis sous le régime FATCA soit contraire aux règles européennes en matière de protection des données ?

• La CNPD a-t-elle été saisie de réclamations/plaintes dans ce contexte ? Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer du sort réservé par la CNPD à ces missives ?

• Messieurs les Ministres souscrivent-ils aux conclusions de l'ancien groupe de travail « article 29 » sur la protection des données relatives à l'accord FATCA ? Ces conclusions sont-elles, de l'avis du Gouvernement, toujours valables actuellement ?

• Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que le régime FATCA tel qu'appliqué au Luxembourg et ailleurs en Europe ne viole le droit au respect de la vie privée et d'autres droits fondamentaux dont disposent lesdits citoyens (lesquels sont au demeurant des citoyens européens) ?

• Le Gouvernement entend-il faire mettre ledit sujet à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil des ministres européens ?

Réponse commune (05.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les honorables Députés évoquent un article paru sur le site paperjam.lu se référant à une lettre adressée à l'Administration des contributions directes par l'Association des Américains accidentels (AAA) demandant l'arrêt du transfert de données financières vers les États-Unis. Les signataires de ladite lettre y dénoncent la contrariété de l'accord FATCA, qui règle ce transfert de données, avec le règlement européen sur la protection des données et plus généralement les droits fondamentaux. En outre, la lettre de l'AAA soulève les difficultés auxquelles les américains dits « Américains accidentels » sont confrontés, notamment liées à l'ouverture de comptes en banque, conditionnée à la production de documents difficiles de se procurer.

Tout d'abord il y a lieu de relever que la réglementation FATCA n'est pas en soi à l'origine des problématiques subies par certains citoyens américains, mais peut en avoir exacerbé les effets.

Ainsi, il convient de garder à l'esprit que les problèmes pratiques que certains citoyens américains rencontrent depuis l'entrée en vigueur de FATCA sont attribuables exclusivement à des dispositions entérinées de longue date dans la législation américaine, qui consistent à rattacher des obligations de nature fiscale à la nationalité américaine, et ce indépendamment de l'existence d'attaches que la personne pourrait entretenir avec le territoire des États-Unis d'Amérique.

Afin de trouver une solution aux difficultés rencontrées par les Américains accidentels sur le territoire de l'Union européenne, le Conseil de l'Union européenne, sur l'initiative des États membres, a sensibilisé à deux reprises le Département du trésor américain en décrivant la problématique à laquelle les Américains accidentels sont confrontés, une première fois sous présidence finlandaise en 2019 et une seconde fois au mois de décembre 2020 sous présidence allemande.

Les honorables Députés s'enquièrent encore sur les conditions d'accès à un compte de paiement auprès d'un établissement de crédit établi au Luxembourg et les motifs de refus d'ouverture d'un compte de paiement de base. L'accès au compte de paiement et le droit au compte de base sont régis par la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base.

Conformément à la loi sur les comptes de paiement, aucune discrimination ne peut être opérée par les établissements de crédit à l'encontre des consommateurs résidant légalement dans l'Union européenne du fait de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, ou pour tout autre motif visé à l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lorsque ces consommateurs font une demande d'ouverture de compte de paiement ou accèdent à un tel compte.

Cependant, plusieurs motifs peuvent légalement justifier le refus d'ouverture d'un compte de paiement de base conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement. Les établissements de crédit concernés doivent refuser l'ouverture d'un tel compte s'il s'avère que les informations données par le consommateur en vue de l'ouverture du compte sont inexactes ou trompeuses, s'ils suspectent sur base d'indices probants ou concordants que le compte serait utilisé à des fins illégales ou lorsque l'ouverture ou le fonctionnement d'un tel compte entraînerait une violation de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. En sus, les établissements de crédit ont le droit de rejeter la demande d'ouverture d'un compte de paiement de base lorsque le consommateur a commis une infraction pénale à l'encontre de l'établissement de crédit concerné ou lorsque le consommateur détient déjà auprès d'un établissement de crédit situé au Luxembourg un compte de paiement.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) veille à l'application et à l'exécution des dispositions de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement, y inclus le respect des règles de non-discrimination inscrites à l'article 22 de ladite loi. La CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance, d'enquête et de sanction nécessaires à l'exercice de ces fonctions, et est compétente pour recevoir les réclamations en relation avec l'application de la prédite loi. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les comptes de paiement en 2017, un total de dix réclamations fut reçu par la CSSF évoquant soit le compte de paiement de base, soit le compte de paiement en général et des motifs de réclamation différents. La CSSF a par ailleurs reçu neuf questions de consommateurs concernant les conditions d'ouverture d'un compte de paiement, dont une en relation avec le respect des règles de non-discrimination et faisant l'objet d'investigations supplémentaires.

À ce jour, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a été saisie d'une réclamation dans ce contexte, où une banque avait refusé d'ouvrir un compte bancaire en faveur de la personne concernée suite à son refus de communiquer ses données personnelles pour un traitement à des finalités FATCA. Le réclamant se prévalait notamment d'une violation du règlement général sur la protection des données (RGPD) et a demandé à la CNPD de prendre position sur un tel traitement. La CNPD a constaté que le traitement répondait aux conditions de licéité de l'article 6 (1) (c) du RGPD dans la mesure où il était nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement (la banque) était soumis, telle qu'elle ressort de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA. Dans le contexte de cette réclamation, la CNPD s'est par ailleurs déclarée incompétente afin d'invalider une disposition légale en vigueur et s'est, entre autres, référé à un arrêt du Conseil d'État français du 19 juillet 2019 ayant constaté la conformité de l'accord FATCA entre la France et les États-Unis par rapport au RGPD.

Finalement, en ce qui concerne la protection des données, il est considéré que les règles de protection sont respectées, dans la mesure où l'Accord intergouvernemental FATCA conclu entre le Luxembourg et les États-Unis a été signé le 28 mars 2014 et où l'article 96 du RGPD prévoit que « les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales qui ont été conclus par les États membres avant le 24 mai 2016 et qui respectent le droit de l'Union tel qu'il est applicable avant cette date restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation ».

Question 3383 (06.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR :**

De sougenannte Corman-Drosten-Pabeier, bei deem de bekannte Virolog Prof. Dr. Christian Drosten matgewierkt huet, war entscheedend dofir, datt déi haut gängeg Sars-CoV-2-PCR-Tester duerchgesat

goufen. D'PCR-Tester nom Corman-Drosten-Pabeier sinn d'Grondlag fir d'Covid-19-Fallzuelen an domat och fir d'Moossnamen a Restriktiounen an deem Kontext. Den Notze vun de PCR-Tester am Kader vu Covid-19 ass ënnert de Wëssenschaftler awer staark ëmstridden a geréit ëmmer méi a serië Kritik. Virun enger Zäit schonn huet e Grupp vun Affekoten an den USA eng Sammelklo géint d'PCR-Tester an dësem Kontext agereecht. Kierzlech eréischt gouf de PCR-Test aus de selwechte Grënn vun engem portugisesche Beruffungsgeriicht als onzouverlässeg agestuuft.

D'Unerkennen an d'Veröffentleche vum Corman-Drosten-Pabeier duerch „Eurosurveillance" - eng europäesch wëssenschaftlech Fachzäitschrëft mat Peer-Review, déi sech mat der Epidemiologie, Iwwerwaachung, Preventioun a Kontroll vun iwwerdrobare Krankheete befaasst - huet zu wäitreechende Konsequenze fir Gesellschaften op der ganzer Welt gefouert.

Doweinst huet en internationale Konsortium vu Life-Science-Wëssenschaftler (ICSLS) mat 22 unerkannten an onofhängegen Experten de besote Pabeier Punkt fir Punkt nogepréift. De 27. November 2020 huet dëse Konsortium säin Nopréiwungsrapport („review report") zesumme mat engem Bréif un „Eurosurveillance" geriicht. (De Rapport mat allen Detailer ass ëffentlech zougänglech: Retraction request letter to Eurosurveillance editorial board - CORMAN-DROSTEN REVIEW REPORT.) An hirem Bréif fuerderen d'Wëssenschaftler de Réckzuch vun der Corman-Drosten-Publikatioun „Detection of 2019 novel coronavirus (2019-nCoV) by real-time RT-PCR" vum 23. Januar 2020.

Dës Publikatioun soll den Auteuren no en diagnosteschen Aarbechtsoflaf an en RT-qPCR-Protokoll fir d'Noweisen an d'Diagnostik vun 2019-nCoV (haut bekannt als Sars-CoV-2) virstellen. Déi 22 Experte sinn awer zum Schluss komm, datt dës Publikatioun aus wëssenschaftlecher Siicht op kee Fall akzeptabel wier. Dëst begrënne si an hirem detailléierte Rapport, an deem si, hirer Ënnersichung no, zéng fatal wëssenschaftlech Feeler a Mängel op molekularem a methodologeschem Niveau behandelen an dës ausféierlech erklären. Si weisen dobäi och op e puer gravéierend Interessekonflikter duerch d'Auteure vun der Publikatioun hin.

Hei sollen op d'mannst véier vun den Auteuren direkt concernéiert sinn, woubäi dës Interessekonflikter net - obwuel dëst Virschrëft ass - an der Originalfassung erwäänt goufen. Den Auteur Olfert Landt ass Geschäftsleeder bei TIB Molbiol, der Firma, déi als éischt esou PCR-Kits hiergestallt hat, wéi si am besote Pabeier beschriwwe goufen. De Marco Kaiser, e weideren Auteur, ass wëssenschaftleche Beroder bei TIB Molbiol an zousätzlech leeden de Wëssenschaftler (Senior Researcher) bei GenExpress, enger Firma, déi Corona-PCR-Tester matentwéckelt huet. Des Weidere gehéieren d'Auteure Christian Drosten a Chantal Reusken als „Mitherausgeber" (associate editor) zur Redaktioun (editor board) vun „Eurosurveillance". Dës Ëmstänn, grad ewéi déi opfälleg kuerz Zäitspann (24 Stonnen) tëscht dem Ereeeche vum Pabeier a senger Publikatioun, loossen d'Experten unhuelen, datt e systematesche Peer-Review-Prozess, wéi en am Reegelfall virun esou enger Unerkennung a Publikatioun duerchgefouert gëtt, hei net stattfonnt huet.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir PCR-Tester goufe bis haut zu Lëtzebuerg genotzt?

2. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes vun dësem Rapport vun den 22 onofhängegen Experten?

3. D'PCR-Tester hunn all déi nämmlecht Basis, och wann den Hiersteller changéiert, esou bleift de physikalesche Prinzip vum Test dach d'nämmlecht. Wann d'Kriticke vun dësen 22 Experte stëmmen, dann ass dëst e seriöe Problem mat wäitreechende Konsequenze fir d'Gesellschaft, och am Hibléck op d'Qualitéit an d'Methoden an der wëssenschaftlecher a medezinnescher Aarbecht. Wéi positionéiert sech d'Madamm Minister also zu dësem detailléierte Rapport an der Fuerderung vum Réckzuch vun der concernéierter Publikatioun?

4. Änneren dëse Rapport an déi doranner behandelt an detailléiert erklärte Feeler a Mängel eppes un der Regierung hirer Teststrategie? Wann nee, firwat net?

5. Gesäit d'Madamm Minister bei all deene bestoende Kriticken un der Notzung vum PCR-Test am Kader vu Covid-19, déi sech och weider heefen, e Grond, fir d'Teststrategie vun der Regierung ze iwwerdenken? Wann nee, wat wier, der Regierung no, e valabele Grond, deen dëst verlaange géif?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierten erlaabt mer, op en Neits enger Behaaptung aus dem Beräich vun de sougenannte Verschwierungstheorien ze widderspriechen.

Et gëtt effektiv ee Konsortium vun 22 Persounen, déi sech selwer gären als Experten duerstellen an déi eng Publikatioun vun der Fuerschungsgrupp ëm de bekannte Virolog Christian Drosten vum Robert Koch-Institut an der Zäitschrëft „Eurosurveillance" vum European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) ëffentlech kritiséiert hunn, an d'Retraktioun vun der Publikatioun gefuerdert hunn. Dës Kritik a Fuerderung circuléiert op de soziale Medien an ass och offiziell „Eurosurveillance" ënnerbreet ginn. D'Publikatioun vum Christian Drosten an senger Equipe, déi kontestéiert gëtt, beschreift déi éischt PCR-Method, fir de Sars-CoV-2 nozeweisen. D'Kritik betrëfft déi technesch Detailer vun dëser PCR-Method a stellt implizitt d'Existenz vum Virus an domat vun der Pandemie a Fro.

De Leader vun dësem Konsortium vu sougenannten Experten ass e Molekularbiolog aus Holland, de Pieter Borger, deen aktuell ouni akademesch Affiliatioun ass an dee bekannt ass fir seng Kritik un allgemeng akzeptéierte Prinzippie vun der moderner Wëssenschaft a Biologie. Esou ass hien z. B. den Auteur vun dem Buch mam Titel „Darwin revisited", wou hien d'Evolutiounstheorie a Fro stellt. Hie plädéiert och an deem Kontext, fir déi „historesch chrëschtlech Wëssenschaft" ze stäerken. Weiderhi bedreift hien een Twitteraccount (@BorgerPieter), wou hie reegelméisseg d'Realitéit vun der Covid-19-Epidemie a Fro stellt, behaapt, dass et keng exzessiv Mortalitéit duerch Covid-19 géif ginn, an och d'Sécherheet an den Notze vum Impfstoff bezweifelt mam Argument, dass den Impfstoff de mënschleche Genom géif veränneren.

E puer vun den aneren Experten aus dem Konsortium hunn änlech Profiller, do gëtt et z. B. nieft Molekularbiologen a Virologen och Urologen a Radiologen an e bestëmmte Kardiolog, dee virulent op senger Webpage géint d'Realitéit vun der Coronaepidemie kämpft (ënnert dem Titel „Corona-Crime") an den Ursprong vun der Erkrankung an dem Ausbau vum 5G-Reseau zu Wuhan gesäit. Besonnesch wéineg qualifizéiert, fir esou eng wëssenschaftlech Revue ze maachen, schéngt ee vun den „Experten", dee keng wëssenschaftlech Ausbildung huet an en „digital 3-D artist" ass, an zwar ënnert dem Nom d'artiste vu „Mr. SelfDestruct". Och wann deen een oder anere vun dësen Experten e wëssenschaftlechen Hannergrond huet, handelt et sech beim Konsortium sécher net ëm „unerkannt an onofhängeg Experten", wéi den honorabelen Deputéierten dat a senger Fro formuléiert.

Trotz der mangelnder Qualifikatioun vun den Experte wëll ech awer och transparent an oppen déi verschidden Accusatioune géint d'Publikatioun diskutéieren.

Et ass éischtens kloer, dass déi sougenannte „fatal Feeler" vun der Corman-Drosten-Publikatioun sécher kenger seriéiser Analys standhalen, wéi eng Rei wierklecher Spezialisten dat schonns bestätegt hunn. D'Zäitschrëft „Eurosurveillance" huet och nach eemol all dës Kriticke vun hirem Editorial Board mat Hëllef vun onofhängegen externen Experten ënnersiche gelooss a kënnt an enger Äntwert vum 4. Februar 2021 zum Schluss, dass si net berechtegt sinn an dass den Artikel net wéi gefuerdert zréckgezu soll ginn. Et geet hei ze wäit, op Detailer anzegoen, déi kënnen awer nogelies gi via de Link: Eurosurveillance | Response to retraction request and allegations of misconduct and scientific flaws.

Och d'Accusatioun vum Interessekonflikt kann een net esou gëlle loossen. D'Coauteure Christian Drosten a Chantal Reusken sinn effektiv „associate editor" bei „Eurosurveillance". „Eurosurveillance" huet awer intern Prozeduren en place, fir dass een Editeur keng Influenz op eng Decisioun iwwert eng Publikatioun kann huelen, falls hie selwer Coauteur vun engem proposéierte Manuskript ass. An deem Sënn respektéiert „Eurosurveillance" d'„Guidelines on Editorial Independence" vun der „World Association of Medical Editors" an de „Code of Conduct" vum „Committee on Publication Ethics".

Och d'Behaaptung, dass verschidden Auteuren eng Affiliatioun mat private Firmaen hätten, déi net op der Publikatioun erwäänt wär an domat eppes verheemlecht géif ginn, ass einfach falsch. Dës Affiliatioune sinn explizitt mentionéiert, an domat transparent duergeleucht. De Fait, dass Leit aus der diagnostescher Industrie bei esou Aarbechte matschaffen, ass vertrietbar a kënnt heefeg vir, well si do spezifesch Kompetenzen hunn, an och duerno kënne matwierken, dass diagnostesch Tester schnell an effikass aus der Fuerschung an d'klinesch Benotzung iwwerginn.

Schlussendlech gëtt et och kee Grond, dass ee schnelle „review process" vun engem Artikel misst d'office e schlechte Prozess sinn. Déi meescht wëssenschaftlech Zeitungen hunn aktuell hir „review process" acceleréiert, well et immens wichteg ass, dass an enger internationaler sanitärer Kris nei Informatiounen esou schnell wéi méiglech publizéiert ginn an zugläich hir wëssenschaftlech Validitéit garantéiert gëtt.

D'Lëscht vun deenen zu Lëtzebuerg zougeloossenen a rembourséierte Covid-19-Tester gëtt reegelméisseg vum Direkter vun der Santé iwwerschafft an op sante.lu publizéiert. D'Corman-Drosten-PCR gehéiert aktuell net zu dësen Tester, well no engem Joer eng ganz Rei performant Tester kommerziell disponibel sinn a méi groussflächeg anzesetze sinn.

D'Regierung gesäit och kee Grond, hir Teststrategie opgrond vun de Behaaptunge vum Konsortium ze changéieren.

An enger Demokratie ass et immens wichteg, dass ee kann oppen a fräi kritesch Froe stellen. Et ass awer genau esou wichteg, dass, wann ee valabel Äntwerte kritt huet, een sech kloer vu Verschwierungstheorien distanzéiert, déi d'Realitéit vun dëser Pandemie a Fro stellen, eleng schonns aus Respekt virun de villen Doudegen, déi dës Krankheet bis elo gefuerdert huet.

Question 3384 (06.01.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recyclage des emballages en plastique :**

Laut der EU-Direktiv 2018/852 muss Lëtzebuerg bis 2025 65 % vun de gesamte Verpakungsoffäll a 50 % vu Verpakungsoffäll aus Plastik recycléieren. Dës Quote ginn 2030 nach méi streng. Fir dës Tauxen ze erreechen, huet de Ministère zesumme mat der Valorlux 2019 een éischte Pilotversuch gestart, fir erauszefannen, ob duerch eng Erweiderung vun der Sammelpalett vum bloe Sak des Ziler kéinten erreecht ginn an ob d'Sammelvirschrëfte vun de Bierger richteg ugewannt géife ginn an et net zu enger Verschlechterung vun der Qualitéit vun de gesammelte Quantitéite féiere géif.

Nodeems den éischte Versuch an dräi verschidde Gemengen (ländlech, urban a gemëscht) positiv Resultater geliwwert huet, ass op Verlaange vun der Ëmweltverwaltung en zweete komplementare Versuch an Zesummenaarbecht mat dem SIDEC an all deem senge 46 Membersgemenge gestart ginn. Wéi aus dem rezenten Ofschlossbericht eendeiteg ervirgeet, hu sech déi positiv Resultater aus dem éischte Versuch confirméiert, ech zitéieren: „Die Resultate des Pilotprojekts zeigen, dass eine landesweite PMG-Sacköffnung wesentlich zur Realisierung der künftig von der Valorlux ASBL zu erfüllenden und ggü. der Umweltbehörde nachzuweisenden Recyclingquoten beitragen kann." Den Undeel vu Plastiksverpakungen huet sech deem Rapport no erhéicht, woubäi sech gläichzäiteg den Undeel vu Reststoffer, déi net doranner gehéieren an net direkt kënne recycléiert ginn, esouguer reduzéiert (op 8,62 Gewiicht-%) huet. Domadder konnten engersäits méi Plastiksverpakungen der Recyclingschinn zougefouert ginn an anerersäits ass d'Qualitéit och besser ginn, soudass d'Zil vu maximal 10 % Reststoffundeel, wat duerch d´Ëmweltverwaltung verlaangt gëtt, erfëllt ass.

Et kann een an deem Kader och nach drun erënneren, dass déi landeswäit Hausoffallanalys 2019 scho gewisen hat, dass et nach grouss Potenzialer bei de recycléierbare Plastiksverpakungen zu Lëtzebuerg gëtt, well nach ëmmer eng signifikant Quantitéit dovun an der groer Tonn lant. An där Analys gëtt dann och schonn eng landeswäit Erweiderung vum bloe Sak ugeroden, fir esou méi a besser ënner anerem Plastiksverpakunge kënnen ze sammelen an ze recycléieren an déi europäesch Tauxen ze erfëllen.

An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3024 vum 22. Oktober 2020 vum Deputéierten Här Léon Gloden zu dësem selwechten Theema steet, dass nom Enn vum Pilotprojet (1. Dezember 2020) eng „definitiv Decisioun" géif getraff ginn an dass, wann „d'Resultater positiv sinn, kann dëse System am ganze Land agefouert ginn".

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Opgrond vum Rapport zu dem zweete Pilotprojet vun der Valorlux, gedenkt d'Ministesch dann elo, déi ugekënnegt Decisioune fir eng Erweiderung vun der Sammelpalett vum bloe Sack ze huelen an ze kommunizéieren? Wéini soll dat sinn, nodeems dat scho säit Enn 2018 tëscht der Ëmweltverwaltung an der Valorlux diskutéiert gëtt?

2. Confirméiert d'Ministesch, dass dës Strategie een Element ass vun engem méi effiziente Sammel- a Recyclingsystem an och méi käschtegënschteg fir d'Gemengen a virun allem d´Bierger ass wéi dës Wäertstoffer weider mussen iwwert déi gro Tonn der Entsuergung zougeféiert ginn?

Réponse (02.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Pilotversuch fir d'Erweiderung vum bloe Sak vun der Valorlux huet seng zweet Phas ofgeschloss an d'Valorlux huet dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an der Ëmweltverwaltung (AEV) den Endbericht den 9. Dezember 2020 geschéckt.

Am Virfeld vun der zweeter Phas vum Pilotversuch ass e gemeinsame „protocole d'entente" tëscht der Valorlux an der Ëmweltverwaltung ënnerschriwwe ginn. Zu dësem Protokoll huet och ee Katalog mat spezifesche Froe gehéiert, déi am Kader vum Pilotversuch vun der Valorlux ze beäntwere waren. Op Basis vun dësem Katalog huet d'Ëmweltverwaltung eng detailléiert Analys vun dem Endbericht gemaach. Vu datt verschidde Froen net beäntwert gi sinn, gouf d'Valorlux säitens der Verwaltung gebieden, zousätzlech Informatiounen zu dëse Punkten ze liwweren. Soubal dës Froen zefriddestellend beäntwert goufen, wäert kënnen eng Decisioun geholl ginn.

ad 2. Déi consolidéiert Versioun vun der europäescher Offallkaderdirektiv (directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets) schreift an hirem Artikel 10 vir, datt d'Offäll enger „collecte séparée" ënnerbreet musse ginn an net mat Offäll oder Materialien, déi verschidden Eegenschaften hunn, vermëscht duerfe ginn. Zu dësem Prinzip kann nëmmen dann derogéiert ginn, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn.

Zweck vum Pilotversuch war et ënner anerem, ze kucken, ob dës Konditiounen, déi fir den aktuelle bloe Sak erfëllt sinn, och mat der Erweiderung vum bloe Sak erfëllt bleiwen. Heizou gehéiert ënner anerem, datt d'Qualitéit vum Recycling bestoe bleift am Verglach zu engem Recycling mat separater Sammlung vun den eenzele Fraktiounen.

Wa vu Säite vun der Valorlux déi rechtlech Froe kënne beäntwert ginn an doropshin d'Erweiderung landeswäit agefouert ka ginn, wäert doduerch méi recycléierbaart Material gesammelt kënne ginn.

Déi logesch Konsequenz wier dann, datt manner Verpakungsoffäll am Reschtoffall ze fanne sinn. Doduerch ginn och déi global Käschte vun der Offallgestioun zulaaschte vun de Gemengen erof.

Entspriechend dem Prinzip vum Pollueur-payeur wier dat natierlech och eng finanziell Entlaaschtung vum Bierger, vu datt e fir seng Verpakungen, déi net getrennt gesammelt ginn, zweemol bezilt: eng Kéier iwwert d'Valorlux-Contributioun, wann e säi verpaakten Produkt keeft, an eng zweete Kéier iwwert seng Offalltax.

Question 3385 (06.01.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**extension de la prime « Clever fueren » :**

Wärend dem Confinement hu vill Leit nees Loscht op Vélofuere kritt. D'Primm, mat där d'Regierung de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec aktuell ënnerstëtzt, huet an de leschte Méint ee groussen Zousproch kannt. Déi aktuell Primm soll Enn Mäerz 2021 auslafen, mee d'Regierung huet schonns ugekënnegt, dass se gewëllt ass, déi finanziell Bäihëllefen iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren.

D'Nofro no Vëloen a Pedelecen ass am Moment esou grouss, dass Vëlosfirme mat der Produktioun net méi nokommen an de Keefer net sécher ass, wéini de bestallte Vëlo ka geliwwert ginn. Et ass deemno wichteg, dass d'Leit elo wëssen, wéi et konkreet mat der Primm fir de Vëlo oder Pedelec nom 31. Mäerz 2021 wäert weidergoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi héich wäert d'Primm nom 31. Mäerz 2021 sinn?

- Wéi laang wäert déi nei Primm gëllen?

- Wéini gedenkt Regierung, d'Leit iwwert déi nei Bestëmmungen ze informéieren?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Regierung ass gewëllt, de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus mat attraktive Primmen ze ënnerstëtzen. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung wäert an den nächste Wochen dem Regierungsrot en entspriechenden Avant-projet de règlement grand-ducal mat den detailléierte Modalitéiten ënnerbreeden.

Question 3387 (06.01.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **frais liés au « homeschooling » :**

2020 war den Homeschooling schonn e feste Bestanddeel vum Schoulprogramm vun eise Kanner a Jugendlechen. Och 2021 huet mat enger Woch „Schoul doheem" fir sämtlech Schüler ugefaangen an et ass zu dësem Moment net auszeschléissen, dass am Laf vum Joer wuel nach weider op dëse Modell wäert missen zréckgegraff ginn. Den Homeschooling ass net nëmmen eng organisatore-

sch Erausfuerderung fir d'Elteren a fir d'Schüler, mee et gëtt mat Recht verlaangt, dass jiddereе mat dem néidege Material gutt ekipéiert ass, fir esou un de jeeweilege Coursë kënnen deelzehuelen. Nieft de Laptoppen oder soss Computere brauchen d'Kanner awer och eng Imprimante, déi néideg Tënt, Pabeier, vill zousätzlech Classeuren asw. Dëst Material, awer besonnesch déi sougenannte „consommables" wéi zum Beispill Tëntepatroune sinn deier Depensen, déi eng zolidd finanziell Belaaschtung fir d'Haushaltskeess sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Ministesch fir Famill dës Froe stellen:

- Ginn et Zuelen a Berechnungen, wéi vill den Homeschooling déi jeeweileg Familljen 2020 kascht huet?

- Denkt d'Regierung hei un eventuell Subsiden, fir dës Fraise kënnen opzefänken?

- Huet d'Regierung Kenntnis iwwer Familljen, déi et déi lescht Méint méi schwéier haten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, och wéinst zousätzleche Käschte wat d'Schoul ubelaangt?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Distanzunterrecht, deen duerch déi aktuell Pandemie en place gesat ginn ass, sollt net zu weidere Käschten a puncto Schoulmaterial fir d'Familljе mat Kanner am Grondschoulalter féieren.

Dat technescht Material (beispillsweis Computer an Tabletten) goufe bei Bedarf vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) oder vun de jeeweilege Gemenge bei Besoin gestallt. Déi néideg Software gëtt vu mengem Ministère zur Verfügung gestallt (z. B. Office 365, www.schouldoheem.lu).

Am Fall, wou d'Prise en charge vun de Kanner net anescht méiglech war, sinn dës vun den Enseignantë respektiv anere Professionellen aus dem sozioedukative Beräich an de Schoulen empfaange ginn, fir hei vun individuelle Léiersequenzen ze profitéieren.

Zousätzlech hunn d'Enseignanten alles drugesat, den Distanzunterrecht de Besoine vun den eenzele Schüler unzepassen an de Gegeebenheeten an den eenzele Familljе Rechnung ze droen.

D'Organisatioun vum Distanzunterrecht muss individuell ëmgesat ginn an d'Enseignanten hunn der Situatioun ugepasste Léisunge fonnt. Esou hu beispillsweis vill Enseignanten drop verzicht, Aufgaben ze stellen, déi d'Kanner doheem hu misse prënten, an, wéi am schouleschen Alldag üblech, op d'Diffusioun vun den Aufgaben um Pabeier oder alternativ ënner digitaliséierter Form gesat.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gesäit Subventioune vir, déi d'Schüler aus dem Secondaire an hir Familljen, déi en niddrege Revenu hunn, ënnerstëtzen, am Kontext vun der Preventioun vum Schoulofbroch.

Et gëtt ënnerscheet tëschent zwee Typpe vu Subsiden:

D'Subvention pour ménage à faible revenu gëtt dem Stot zougesprach opgrond vun engem sozialen Index (1 bis 5) an hänkt of vun der Zesummesetzung vum Stot a vu sengem mensuellen Nettorevenu. Fir de Revenu beschränkt de Stot sech op den Demandeur, eventuell deem säi Partner, deen zum Stot gehéiert, an de Student, fir deen d'Demande gestallt gëtt.

Dës Subventioun beleeft sech aktuell op 630,38 € an 945,55 € (n. i. 834,76) pro Schüler a pro Joer. De Schüler aus engem Stot vum Indice social 5 huet ausserdeem Recht op e reduzéierte Präis vum Iessen an der Schoulkantin.

D'Subvention du maintien scolaire ass eng mensuell Allocatioun fir de groussjärege Schüler, deen an enger Noutsituatioun (Situation de détresse) ass an eleng wunne muss. Déi Subventioun hänkt of vu sengem Akommes an deckt seng Fraisen a säi Loyer.

Dozou kënnt e Forfait vun 315,19 € (n. i. 834,76) fir d'Schoulkäschte wärend den dräi Trimestere vum Schouljoer. De Schüler huet ausserdeem Recht op e reduzéierte Präis vum Iessen an der Schoulkantin.

Am Laf vum Mount Abrëll 2020 si 6.998 Subventiounen u Stéit mat niddregem Revenu ausgedeelt gi fir e gesamte Budget vu 5.830.674,02 €.

Wärend dem Schouljoer 2019/2020 ass e gesamte Budget vun 1.830.200 € ausgedeelt ginn u groussjäreg Schüler als Subvention du maintien scolaire.

Fir d'Schouljoer 2020/2021 goufe follgend Demanden enregistréiert:

- 7.611 Demandë fir d'Subvention pour ménage à faible revenu;

- 196 Demandë vu groussjärege Schüler an Noutsituatioun.

Am Ganze si 578.945,70 € am Laf vum éischte Schoultrimester verdeelt ginn.

Ausserdeem profitéieren d'Beneficiairë vu Subventiounen (Subvention pour ménage à faible revenu a Subvention du maintien scolaire) an den iPad-Klasse vu Lycéeë vun enger Reduktioun vun 30 € fir d'Locatioun vu mobillen Dispositiffen (iPad, Laptop, Ultraportable). Dëst Bereetstelle vun informateschem Material vum CGIE, ënnert der Form vun der Locatioun, leeft am Kader vum Programm „one2one". Déi insgesamt 21.592 Tabletten, déi aktuell am Kader vum Programm „one2one" agesat ginn, kënnen natierlech och fir den Distanzunterrecht genotzt ginn. Weider hunn déi eenzel Lycéeën esouwuel Tabletten ewéi Laptoppe vun hirem Bestand de Schüler mat heem ginn.

Zanter der sanitärer Kris huet den CGIE 91 Tablette fir Schüler an der Grondschoul an 41 Tablette fir Schüler aus dem Secondaire zur Verfügung gestallt.

Question 3388 (06.01.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **couvent de Cinqfontaines :**

Il me revient que le Gouvernement se propose d'acquérir le couvent de Cinqfontaines afin de le mettre au service d'activités éducatives et des formations les plus diverses.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Les négociations avec le propriétaire du couvent ont-elles déjà pu aboutir à la signature d'une convention ?

2) Quelles sont les activités précises que le ministère envisage d'organiser à l'avenir dans cet édifice ?

3) Est-il prévu d'y aménager également un internat pour les besoins du lycée de Clervaux ?

4) Le Gouvernement devrait-il procéder à d'importants travaux d'assainissement et de modernisation dans le cadre de cet ancien couvent ?

5) Dans l'affirmative, le coût de ces travaux a-t-il déjà été estimé ? Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur le prix d'acquisition de l'actuel couvent de Cinqfontaines ?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) Le site de Cinqfontaines a été acquis par l'État par acte du 31 décembre 2020.

ad 2) + 3) En vertu de l'accord conclu avec le Consistoire Israélite de Luxembourg signé le 27 janvier 2021, l'État s'est engagé à rénover le couvent de Cinqfontaines et d'affecter ces lieux à la réalisation des objectifs suivants :

- créer un centre éducatif et commémoratif approprié ;

- commémorer les victimes déportées vers et depuis Cinqfontaines pendant la Shoah et rendre hommage à leurs vies ;

- éduquer et sensibiliser les jeunes ainsi que les adultes au sujet des persécutions dont a été victime la population juive du Luxembourg, faits historiques qui font partie intégrante de l'histoire du Luxembourg ;

- promouvoir la lutte contre l'antisémitisme et contre le racisme ;

- promouvoir l'humanisme et le respect des droits de l'homme.

ad 4) Au vu de l'état actuel des infrastructures, de la non-conformité à la règlementation du Service national de la sécurité dans la fonction publique, des besoins de mise en conformité de la sécurité des personnes et de l'accessibilité des lieux aux personnes à mobilité réduite (PMR), une rénovation complète des immeubles en question s'avère nécessaire.

ad 5) Suivant l'expertise récente des biens immobiliers du site de Cinqfontaines réalisée par l'Administration des bâtiments publics, l'estimation sommaire du coût d'investissement en cas d'assainissement et de remise en état du couvent de Cinqfontaines s'élève à environ 17.600.000 € TTC. Il reste néanmoins à préciser qu'il s'agit d'une estimation très sommaire, compte tenu du fait que jusqu'à présent, l'Administration des bâtiments publics ne disposait pas d'un programme de construction détaillé.

Le prix d'acquisition de l'ensemble du site s'élève à 7.927.370 €.

Question 3389 (06.01.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **chaudières à bois déchiqueté et copeaux de bois :**

Am Kontext vun den EU-Klimaziler 2030 hunn d'Notzung vun erneierbaren Energiequellen, d'Energieeffizienz an d'Energieaspuerung déi lescht Jore staark zougeholl. A verschiddene Géigende vum Land - an deenen d'Bëschbestänn et erlaben - gëtt d'Holz schonn zanter Längerem als wichteg Energiequell ugesinn. Deementspriechend hunn eng Partie Gemengen an de leschte Joren Hackschnëtzelanlagen uechtert d'Land installéiert, an deenen d'Holz aus der direkter Ëmgéigend als Energiequell fir d'Hëtze vun ëffentleche Gebaier gebraucht gëtt. An deem Kontext ass eis zougedroe ginn, dass et deslescht bei verschiddenen Depoten - an deenen Hackschnëtzel produzéiert a gelagert gëtt - Problemer mat Ëmweltgeneemegunge gouf.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gesäit den Ëmweltministère d'Hackschnëtzelanlage weider als sënnvoll un?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, dass Gemenge mat entspriechenden Holzbestänn an Zukunft solle verstäerkt op Hackschnëtzelanlagen zeréckgräifen, fir ëffentlech Gebaier ze hëtzen?

3. Wéi vill ëffentlech Hackschnëtzelprojete sinn zanter dem neien Naturschutzgesetz ëmgesat ginn?

4. Huet d'Madamm Minister konkreet Informatiounen iwwert d'Impakter vun Hackschnëtzelanlagen op d'Natur, d'Landschaft an d'Liewensqualitéit hei am Land?

5. Erlaabt d'Naturschutzgesetz de Bau vun engem Depot an enger Zone verte, an deem Hackschnëtzel produzéiert a gelagert gëtt?

6. Wann net, spillt dann d'Ausnam vun der Utilité publique, wann d'Gemeng de Bauhär vun esou engem Depot ass?

7. Kann eng Gemeng beim Bau vun enger Hackschnëtzelanlag vu staatleche Subventioune profitéieren? Wa jo, vu wéi enge genee?

8. Gëtt et Alternativen zu enger Hackschnëtzelanlag fir ëffentlech Gebaier ze hëtzen, déi vum Ëmweltministère ënnerstëtzt ginn?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. Fir déi ambitiéis national an europäesch Klimaschutzziler ze erreechen, muss d'Verbesserung vun der Energieeffizienz weiderhin déi alleréischt Prioritéit bleiwen. Donieft sollt een net vergiessen, datt mir eis alleguer mussen ustrengen, fir allgemeng manner Energie ze verbrauchen. Klimaneutralitéit spéitstens am Joer 2050 bedeit ee rapid Ëmklamme vun de fossillen op erneierbar Energiequellen. Dozou gehéiert ënner anerem eng nohalteg Notzung vun der Biomass. Holzhackschnëtzel, ënnert dem Virbehalt, datt duerch adequat Filtertechnik d'Stéckoxid- a Stëbsemissioune miniméiert ginn, maachen also fir Gemenge mat entspriechenden Holzbestänn weiderhi Sënn.

ad 3. D'Naturschutzgesetzgeebung definéiert net de rechtleche Kader fir Hackschnëtzelprojeten. Et besteet keen direkte Lien tëscht dem neien Naturschutzgesetz an dem Ëmsetze vu Projete vun Hackschnëtzelanlagen.

ad 4. + 5. D'Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 definéiert a sengem Artikel 6, datt nëmmen déi absolutt noutwendeg Konstruktioune fir déi Aktivitéiten, déi direkt mat der Bewirtschaftung vun der Gréngzon, also virun allem vun de landwirtschaftlechen Terrainen an dem Bësch ze dinn hunn, kënnen autoriséiert ginn. De grousse Prinzip an eiser Gesetzgeebung ass, datt d'Gréngzon soll méiglechst fräibleiwe vun allméigleche Konstruktiounen. Dëst huet als Grond, datt mir eis Landschaft wëllen erhale fir d'Erhuelung vum Mënsch a fir d'Iwwerliewe vun den Déieren, de Planzen an dem Ökosystem als Ganzem. D'Naturschutzgesetz disposéiert explizitt, datt d'Ëmwandele vun Holz, zum Beispill zu Hackschnëtzel, net als forstwirtschaftlech Aktivitéit unerkannt gëtt an also och keen Hackschnëtzeldepot am Kader vun esou enger Aktivitéit kann autoriséiert ginn, et sief dann den Depot wier Deel vun enger Anlag, an där erneierbar Energie duerch Holzhackschnëtzel produzéiert gëtt.

ad 6. Fir datt een Hackschnëtzeldepot dem ëffentlechen Interesse déngt - an domadder kann an der Gréngzon autoriséiert ginn - musse méi Kritären erfëllt sinn:

- et muss sech ëm een ëffentleche Bauträger a Proprietär handelen;

- d'Holz muss aus regionale Bëscher kommen, déi noweislech nohalteg genotzt ginn;

- déi produzéiert Energie muss ëffentlech genotzt ginn, dat heescht entweeder fir eng ëffentlech Ariichtung (Schoul, Sportshal, Spidol o. Ä.) oder an een ëffentlecht No- oder Fernwärmenetz agespeist ginn.

Et sief och drun erënnert, datt ausserdeem d'Integratioun an d'Landschaft, duerch ugepasst Baumaterial, d'Uplanze vu Beem a vun Hecken, a besonnesch och de Standuert an d'Dimensioune vum Depot eng wichteg Roll spillen an duerch déi spezifesch Naturschutzautorisatioun konditionéiert ginn.

ad 7. Gemenge sinn eligibel fir staatlech Subventioune fir esouwuel de Bau vun enger Hackschnëtzelanlag wéi och engem Hackschnëtzeldepot. Déi aktuell gülteg Bestëmmunge sinn an der Circulaire N° 3178 zesummegefaasst.

(https://www.myenergy.lu/de/mediathek1/downloads/telecharger/860)

ad 8. Niewent Pellets- an Hackschnëtzelanlagen ënnerstëtzt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung d'Gemenge bei der Installatioun vu Wärmepompelen, Wärmenetzer op Basis vun erneierbaren Energien, Cogeneratiounsanlagen op Basis vu Biomass an thermesche Solaranlagen.

Question 3391 (06.01.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **priorités du deuxième Plan national cancer :**

Madame la Ministre de la Santé a récemment présenté les priorités du deuxième Plan national cancer couvrant la période entre 2020 et 2024.

Ce plan revêt une grande importance étant donné que le cancer avec 3.000 nouveaux cas par année et plus de 1.100 personnes qui en meurent constitue la première cause de mortalité chez l'homme et la deuxième chez la femme.

1) Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre quels ont été les résultats les plus importants du premier plan d'action.

2) Quelles ont été les conclusions qui ont été tirées de l'évaluation par un comité d'experts indépendants ?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le premier Plan national cancer 2014-2018 (PNC) a permis de mobiliser tous les acteurs importants du pays dans la lutte contre le cancer et a introduit un certain nombre d'améliorations au niveau de la santé publique.

Le premier PNC au Luxembourg a été structuré en dix axes qui suivent le parcours du patient. Ses objectifs ont été pour la plupart atteints avec 60,8 % d'actions réalisées et 29,7 % d'actions en cours de réalisation. 9,5 % des actions prévues n'ont pas été réalisées, mais ont fait l'objet d'une discussion qui mènera à leur adaptation et intégration dans un deuxième plan national (Plan national cancer 2020-2024).

Le PNC a permis la création d'un certain nombre de structures indispensables dans le pays dans la lutte contre le cancer. Ses deux évaluations réalisées par des experts internationaux ont donné un nouveau regard au panorama luxembourgeois dans le cadre de la cancérologie, et ont facilité le travail des experts dans l'élaboration de mesures innovantes dans le deuxième plan cancer.

Le premier PNC a le mérite d'avoir permis la création de l'Institut national cancer (INC), institution fondamentale dans la gouvernance et la lutte contre le cancer. L'augmentation des responsabilités, la redéfinition des missions de l'INC, et l'allocation de nouvelles ressources seront indispensables afin de consolider la présence de cet institut au Luxembourg, à l'image de celles de l'INC en France.

Le premier PNC a permis de lancer le Centre national de génétique humaine (CNGH) auprès du Laboratoire national de santé (LNS), qui devra évoluer en un centre de référence national pour l'étude des maladies génétiques héréditaires et non héréditaires, avec la mission de contribuer à une médecine de précision tant au niveau préventif (stratégie de prévention et de dépistage personnalisée en fonction du profil génétique) que thérapeutique (stratégie thérapeutique personnalisée en fonction du profil génétique somatique et/ou tumoral).

Des collaborations importantes avec l'INC, telles qu'une participation aux différentes Réunions de concertation pluridisciplinaires (RCP) nationales (en particulier les RCP nationales moléculaires), se poursuivront. Le Service national d'oncohématologie pédiatrique (SNOHP) a également pu être développé grâce au PNC, en offrant donc une prise en charge ciblée pour les patients pédiatriques.

Pour plus de détails sur le rapport final du PNC 2014-2018 : https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-final-plan-national-cancer-2014-2018/rapport-final-plan-national-cancer-2014-2018.pdf.

Pour plus de détails sur le deuxième PNC 2020-2024 : https://sante.public.lu/fr/publications/p/plan-national-cancer-brochure-2020-2024/brochure-plan-national-cancer.pdf.

ad 2) Un comité d'experts, composé de trois experts indépendants issus du Cancer Core Europe en France, du OncoSuisse et de l'Institut Jules Bordet en Belgique, a été choisi afin d'évaluer le Plan national cancer. Ces experts se sont concertés avec les acteurs concernés durant quatre journées de travail.

Le comité d'évaluation a mis en évidence les succès et les points forts suivants :

En termes d'acteurs de terrain :

- une dynamique participative, constructive et créative au sein de l'INC, de la PlateForme Cancer et des groupes de travail d'experts ;

- une grande ouverture critique et un réel enthousiasme pour réaliser au mieux les objectifs du plan, ainsi qu'une volonté de transparence et de partage ;

- une grande expertise et qualité d'autoévaluation ;

- une administration offrant un soutien sans réserve à tous les acteurs du projet ;

- un suivi du PNC efficace malgré un changement récent de coordinateur ;

- la dynamique positive et l'engagement sans faille de l'INC malgré des moyens très limités.

En termes de contexte :

- l'espérance de vie élevée au Luxembourg n'affecte pas la priorité affichée sur les problématiques du cancer ;

- le niveau socio-économique élevé offre un potentiel supplémentaire en faveur d'actions complexes à partager entre politiques, patients, public et acteurs du soin et de la recherche ;

- le système de santé est de très bonne qualité : la formation des médecins est assurée dans les meilleures universités allemandes, belges ou françaises principalement. La reconnaissance de la spécificité cancérologique est toutefois perçue comme insuffisante par les médecins spécialistes et les personnels de soins ;

- la couverture des soins en cancérologie est apparue excellente et est à préserver ;

- la situation économique favorise la recherche de la qualité ;

- la dimension du pays et la taille de la population offrent certains avantages, comme la conscientisation des acteurs, la facilitation du passage de la décision à la mise en œuvre, mais ont bien sûr des inconvénients (nombre limité de tumeurs rares et de cancers pédiatriques qui rend complexe leur prise en charge localement) ;

- la volonté d'impliquer les patients est forte : ceux-ci souhaiteraient toutefois aller encore plus loin.

Parmi les opportunités et projets à mener à leur terme, les points suivants ont été soulevés :

- un travail considérable des groupes de travail dédiés et de la Direction de la santé a été effectué, prolongé par des rapports de qualité validés par la PFC : la traduction opérationnelle sur le terrain reste toutefois parfois en défaut ;

- comme souvent dans des plans complexes et riches, la mesure de l'impact n'a pas été suffisamment anticipée, tant en termes d'identification d'indicateurs en début du plan et leur mesure en cours de celui-ci afin de permettre son évaluation planifiée dans le temps, que dans la détermination d'indicateurs de succès et la dissémination des avancées vers les publics cibles. Ces derniers méritent aussi d'être clairement identifiés afin de permettre une communication adaptée ;

- la promotion des programmes de prévention et dépistage qui font intégralement partie de la santé reste limitée. Elle nécessite un effort d'analyse des freins à leur implémentation en collaboration avec d'autres disciplines (sciences humaines et sociales) ;

- il faut veiller à maintenir un équilibre entre le soutien aux infrastructures de laboratoire qui a semblé être priorisé dans le présent PNC et le soutien aux activités cliniques ;

- la dynamique très positive des activités du LNS (laboratoire d'anatomie-pathologique) et du CNGH (génétique) qui y est aujourd'hui intégré est remarquable. Une attention particulière devra être mise dans sa consolidation vu l'impact potentiel des importants changements apportés à tous les niveaux et l'arrivée de nombreux nouveaux acteurs ;

- un effort très significatif est en cours pour construire le SNOHP. Son suivi et un soutien particulier doit être maintenu dans le cadre du PNC au vu des défis qui restent à mener et de l'équipe réduite actuellement en place ;

- l'informatisation des processus (DSP, IdeoRCP, RNC, LNS …) est essentielle et mérite un engagement fort ainsi qu'une feuille de route planifiée dans le temps et clarifiée en termes de cohérence et d'harmonisation par rapport aux différents objectifs poursuivis ;

- l'IBBL a manifestement réussi sa diversification externe. Il doit accentuer sa mission de service académique avec les chercheurs luxembourgeois et leurs partenaires ;

- la recherche doit être promue, en particulier la recherche clinique et translationnelle : elle est génératrice de progrès dans l'amélioration de la qualité des soins ;

- un effort soutenu doit concerner la multidisciplinarité des soins et l'intégration de la recherche aux soins, à la prévention et à la formation, d'une manière la plus holistique possible. L'organisation mise en place doit inclure, au-delà des disciplines et secteurs, tous les acteurs et préparer le Luxembourg aux démarches d'accréditation des centres en cancérologie telles que celle proposée par l'Organisation of European Cancer Institutes (OECI).

Le rapport final d'évaluation est consultable dans son intégralité sous https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-final-evaluation-plan-cancer-2014-2018/rapport-final-evaluation-plan-cancer-2014-2018.pdf.

Question 3392 (06.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **Luxembourgeois vivant à l'étranger :**

Dem Statec no gouf et zu Lëtzebuerg op den 1. Januar 2020 329.600 Lëtzebuerger.

Am Ausland wunne vill Lëtzebuerger an d'Tendenz geet hei och weider an d'Luucht, dat duerch eng héich Emigratioun an awer och duerch d'Méiglechkeet, erëm agebiergert ze ginn, wann een e Virfaren hat, deen am Joer 1900 Lëtzebuerger war.

Laut de leschten Zuele vun Dezember 2020, déi op data.public.lu ze fanne sinn, liewen am Ganze 95.905 Lëtzebuerger Bierger am Ausland. An zu Lëtzebuerg liewe ronn 335.000 Lëtzebuerger Bierger. Et ginn also am Ganze ronn 431.000 Lëtzebuerger. Dovun also ronn 78 Prozent, déi zu Lëtzebuerg wunnen, a ronn 22 Prozent, déi am Ausland wunnen.

Erlaabt mir an deem Zesummenhang, eng Rei Froen un den Här Staatsminister an un den Här Baussеminister zu den Auslandslëtzebuerger ze stellen, also deene Lëtzebuerger Bierger, déi net zu Lëtzebuerg wunnen:

1. Laut data.public.lu liewen an Däitschland op den 31. Dezember 2020 17.460 Lëtzebuerger an op den 31. Dezember 2019 waren et 16.040 Lëtzebuerger. Laut dem däitsche BAMF - Bundesamt für Migration und Flüchtlinge - hunn op den 31. Dezember 2019 awer 21.304 Lëtzebuerger an Däitschland gelieft. Wéi kann d'Regierung erklären, firwat déi Zuelen esou staark vuneneen ofwäichen? Wéi eng Zuel ass da „méi" richteg?

2. Ginn et Ënnerscheeder an der Altersstruktur tëscht de bal 100.000 Auslandslëtzebuerger an de Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen?

3. Wéi vill Auslandslëtzebuerger sinn am Joer 2019 gebuer ginn a wéi vill gestuerwen? Wéi gëtt de Lëtzebuerger Staat iwwer esou eng Gebuert oder e Stierffall informéiert? Kann et sinn, datt de Lëtzebuerger Staat net doriwwer informéiert gëtt, z. B. besonnesch dann, wann et sech ëm Leit mat duebeler Nationalitéit handelt, an een deemno falsch Zuelen huet?

4. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger sinn net zu Lëtzebuerg gebuer?

5. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger hunn hir Nationalitéit duerch Erëmabiergeren (Gesetz vum Lëtzebuerger Virfaren am Joer 1900) kritt? Wéi vill Auslandslëtzebuerger hunn hir Nationalitéit indirekt iwwert dee Wee kritt, z. B. als Kanner vun Elteren, déi d'Nationalitéit iwwert dee Wee kruten?

6. Iwwert wéi eng Quelle gëtt de Lëtzebuerger Staat gewuer, wéi vill Lëtzebuerger am Ausland liewen?

7. Huet de Lëtzebuerger Staat d'Adresse vun deene bal 100.000 Auslandslëtzebuerger?

8. Muss e Lëtzebuerger, deen am Ausland wunnt, sech op der zoustänneger Ambassade umellen? Wéi vill Auslandslëtzebuerger maachen dat?

9. Wéi vill vun den Auslandslëtzebuerger sinn am Besëtz vun engem gültege Lëtzebuerger Pass oder enger gülteger Identitéitskaart?

10. Eng Rei Lëtzebuerger besëtzen eng zweet Wunneng oder en zweet Haus am Ausland a liewen dann en Deel vum Joer hei am Land an een Deel dann op hirem Wunnuert am Ausland. Wou mussen si sech an deem Fall offiziell umellen? Wéi vill Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, besëtzen eng zweet Wunneng oder en zweet Haus am Ausland?

11. Et gëtt eng Donkelziffer vu Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, awer eigentlech am Ausland wunnen, an dann do missten ugemellt sinn. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Zuel vun deene Leit? Gesäit d'Regierung doranner ee Problem an, wa jo, wéi een?

Réponse commune (01.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Differenz erkläert sech doduerch, datt eng Rei Lëtzebuerger, virun allem d'Studenten, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an Däitschland bei hirem Bürgeramt ugemellt sinn. Domat si si zu Lëtzebuerg als Lëtzebuerger Resident erfaasst. D'Zuel vu 17.460 sinn déi Lëtzebuerger, déi beim Registre national des personnes physiques (RNPP) als an Däitschland wunnend agedroe sinn.

D'Lëtzebuerger Regierung kann net d'Zuele vum BAMF kommentéieren.

ad 2. D'Regierung féiert kéng Statistiken iwwert d'Altersstruktur vun de Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an deenen, déi am Ausland wunnen.

ad 3. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten oder Stierffäll zu Lëtzebuerg ze mellen. De Lëtzebuerger Staat enregistréiert dës Donnéeën dofir just informativ am RNPP. Bei engem Stierffall vun engem Lëtzebuerger, deen am Ausland wunnt an do keng direkt Famill huet, gëtt d'Lëtzebuerger Ambassade vun de lokalen Autoritéiten informéiert an den Ausseministère gëtt dës Informatioun un déi kompetent Lëtzebuerger Autoritéite weider.

ad 4. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten zu Lëtzebuerg ze mellen. Dës Donnéeë sinn dofir am RNPP just informativ enregistréiert an dofir net komplett.

ad 5. Tëscht 2009 an 2020 sinn 30.080 Leit Lëtzebuerger ginn iwwert de Recouvrement dit „1900" (art. 29 de la loi du 23 octobre 2008/art. 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, informéiere selwer an op fräiwëlleger Basis de Lëtzebuerger Staat doriwwer.

ad 7. Nee.

ad 8. Et gëtt keng Verflichtung fir Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sech op der zouständeger Ambassade unzemellen.

ad 9. Et sinn de Moment 31.739 gülteg Identitéitskaarten un Netresidenten ausgestallt. De Lëtzebuerger Pass gëtt op Basis vun der Matricule erstallt, mat där déi relevant Donnéeën am RNPP ofgeruff ginn. Zu deenen Donnéeë gehéiert net d'Adresse de résidence.

ad 10. Dem Gesetz no (Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques) muss e Lëtzebuerger, deen zu Lëtzebuerg wunnt, fir am RNPP ageschriwwenen ze bleiwen, op d'mannst sechs Méint am Joer a senger Gemeng wunnen. De Lëtzebuerger Staat huet keng Donnéeë vun Zweetwunnengen am Ausland vu Lëtzebuerger.

ad 11. D'Regierung huet keng Schätzung vun enger méiglecher Donkelziffer. D'Gesetzgeebung gëtt awer der Gemeng d'Méiglechkeet, wann se en Doute huet, eng Enquête duerch d'Police ze maachen, fir ze kontrolléieren, dass Lëtzebuerger, déi hei ugemellt sinn, och hei am Land wunnen.

Question 3393 (06.01.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **distribution du vaccin contre la Covid-19 dans les différentes structures et logements pour personnes âgées ou dépendantes :**

Déi Quantitéite Vaccinen, déi am Moment zur Verfügung stinn, sinn un de Secteur hospitalier an un de Fleegesecteur verdeelt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Porteuren oder Strukturen am Beräich vun der Fleeg si bis elo kontaktéiert ginn?

2. Sinn et d'Träger vun de Strukturen, déi iwwert d'Verdeelung vun de Vaccinen decidéieren, oder déi eenzel Haiser?

3. Wéi vill Impfdose ginn den eenzele Strukturen zur Verfügung gestallt?

4. Wéi gëtt garantéiert, datt d'Santé respektiv d'Träger den Iwwerbléck behalen, wéi eng Leit geimpft sinn a wéi eng net?

5. Gëllt déi Offer just fir d'Bewunner vun de Strukturen oder och fir d'Fleegepersonal? Wier dee Moment och d'Personal vun de Reseaue concernéiert?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Vun den 52 Alters- a Fleegeheemer sinn 22 Maisons de soins an zwou verschiddene Phasen (11 + 11 Maisons de soins) bis elo kontaktéiert ginn, fir iwwert d'Équipes mobiles d'Impfung géint de Covid-19 an hiren Haiser ze organiséieren. D'Priorisatioun vun de Strukturen ass zesumme vum Familljeministère a vun der COPAS opgestallt ginn. Déi éischt Injektiounen hu vum 6. bis de 14. Januar stattfonnt, déi zweet Injektioune vum 27. Januar bis de 4. Februar. Soumat haten den 3. Februar all d'Residenten aus der éischter Phas mat eelef Strukturen déi duebel Dos kritt, wat 1.119 Leit entsprécht.

Wat d'CIPA ubelaangt, ass geplangt, vum 1. bis de 5. Februar 994 Residenten ze impfen. Déi aner wäerten am Laf vum Februar geimpft kënne ginn.

Esou séier ewéi de Vaccin zu Lëtzebuerg disponibel ass, esou séier ginn och déi verschidde CIPA kontaktéiert a kréien hiren Dossier, fir d'Impfcampagne an hirem Haus ze preparéieren. An dësem Dossier ass all eenzele Schrëtt vun der Preparatioun a vum Oflaf vum Dag vun der Impfung an der Nosuerg beschriwwen. Dee Moment gëtt och den zweeten Datum fir de Rappel (zweet Injektioun) mat dësem Haus koordinéiert.

ad 2. D'Altersheemer an d'Fleegeheemer, deene prioritär den Impfstoff zur Verfügung gestallt gëtt, sinn op Basis vun enger Concertatioun zwëschent dem Familljeministère an der COPAS definéiert ginn. An den eenzelen Haiser sinn et d'Bewunner selwer, déi decidéieren, ob si sech wëllen impfe loossen. De Vaccin gëtt verdeelt op Demande hi vun de Bewunner aus all eenzelem Haus.

ad 3. Déi éischt Liwwerunge vun Impfstoffer hunn et erlaabt, bis den 1. Februar 3.319 Persounen an den Alters- a Fleegeheemer mat enger éischter Dos ze impfen. An deem Sënn si fir dës Strukture 6.638 Dose reservéiert ginn, fir ze garantéieren, datt all Persoun, déi sech impfe léisst, och vun der zweeter Dos profitéiere kann.

ad 4. All geimpfte Persoun gëtt via d'Applikatioun MSVAC, déi vum CTIE entwéckelt gouf, vun den Équipes mobiles enregistréiert. Den Hausdokter mécht de Suivi iwwert déi üblech Dokumentatioun am medezinneschen Dossier vun der Persoun.

ad 5. Fir d'Strukturen, wou d'Impfen an der éischter Phas stattfonnt huet, konnte just d'Bewunner selwer an de Strukture geimpft ginn, dëst aus organisatoresche Grënn. Säit dem 25. Januar kann d'Personal aus den Alters- a Fleegeheemer vun der zweeter Phas sech och iwwert d'Équipes mobiles an de Strukturen impfe loossen.

D'Personal aus de Réseaux d'aides et de soins an aus den Alters- a Fleegeheemer, déi net an de Strukture kënne geimpft ginn, kréien en fonction vun der Disponibilitéit vum Impfstoff sait dem 21. Januar eng Invitatioun geschéckt, fir sech ee Rendez-vous an engem Impfzenter ze huelen.

Question 3394 (06.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **signalements d'enfants en danger :**

Leschte Summer koum et laut „Luxemburger Wort" (Artikel vum 15. Dezember 2020) zum trageschen Doud vun engem Schüler. D'„Luxemburger Wort" schreift, datt de Regionaldirekter déi kompliziéiert Situatioun vum Jong dem Jugendriichter melle wollt. Dëst soll awer vum Schoulministère verhënnert gi sinn.

Erlaabt mir e puer allgemeng Froen un den Här Schoulminister zu esou Situatiounen:

1. Wat fir Prozedure si virgesi bei engem Kand, dat an der Schoul Léierschwieregkeete virweist, onkontrolléiert ass, sech an anerer a Gefor bréngt an en aggressivt Verhale weist als Ausdrock vun engem psychesche Leiden?

2. Wat fir Prozedure si virgesinn, wann d'Eltere vum Kand all Hëllef vum Schoulpersonal ignoréieren, kritiséieren an ofleenen?

3. Wéi ass d'Prozedur, fir am Schoulwiesen e Signalement un d'Staatsanwaltschaft ze maachen? Muss do en Averständnis gefrot ginn?

4. Ginn et Fäll, wou e Regionaldirekter, eng Commission d'inclusion oder soss eng Persoun aus der Schoul e Signalement vun engem Kand un d'Staatsanwaltschaft wollt maachen an dëst verhënnert ginn ass vum Ministère? Wéi vill esou Fäll sinn et an de leschte Jore ginn?

5. Dem Jugendschutzgesetz no ass all Mënsch dozou verflicht, d'Staatsanwaltschaft ze informéieren, wann de Verdacht, datt d'Wuelergoe vun engem Kand a Gefor ass, besteet. Ass et ënnert dësem Bléckwénkel méiglech, datt de Schoulministère e Beamten dovun ofbréngt, dëst ze maachen?

6. Kann de Ministère esou eng Meldung verhënnere mam Argument, datt d'Elteren net domat averstane sinn?

7. Dee Fall, deen am „Wort" beschriwwe gouf, schéngt sech iwwer e längeren Zäitraum ofgespillt ze hunn. Ass de Ministère wëlles, eng transparent an zäitlech begrenzte Prozedur ze schafen, fir bei Kanner mat Problemer oder mat Behënnerung ze kucken, ob an awéiwäit en inklusiven Unterrecht méiglech a sënnvoll ass?

8. Grad well d'Prozedure sech anscheinend ouni zäitlech Limitt kënnen erstrecken, stellt sech och d'Fro, wéi wäit esou e Festhalen um Inklusivitéitskonzept den Unterrecht an der betraffener Klass be-

aflosst. Wie kann am Numm vun de Matschüler, déi ënnert dëser Situatioun leiden, intervenéieren?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Wéi am Artikel 22 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgeluecht, ass déi pedagogesch Equipe gehalen, Differenzéierungsmesuren ëmzesetzen, fir all Kand senge Besoinen no ze ënnerstëtzen an dem Schüler innerhalb vun der Klass de beschten Encadrement ze bidden. Wärend de Concertatioune gi vun der pedagogescher Equipe déi eenzel Mesurë festgeluecht, a reegelméissegen Ofstänn evaluéiert a wann néideg adaptéiert. Gläichzäiteg muss och d'Gespréich mat den Elteren gesicht ginn. Heiduerch kënnen Ursaache fir dat opfällegt Verhale vum Kand identifizéiert an eventuell weider Mesuren, zesumme mat den Elteren, decidéiert ginn. Fir weider Ënnerstëtzung kann déi pedagogesch Equipe an dësem Kontext och den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) consultéieren a gegeebenefalls mat dësem d'Prise en charge vum concernéierte Schüler weider differenzéieren.

Op regionalem Niveau gëtt et an all Grondschouldirektioun eng Equipe fir d'Ënnerstëtzung vu Kanner mat besonnesche Besoinen (Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques - ESEB), déi déi pedagogesch Equipe op Ufro hi beréit an och eng ambulant Betreiung assuréiere kann. Heiniewent gëtt et och nach d'Inklusiounskommissioun (Commission d'inclusion - CI), där hir Aufgab et ass, op Ufro vun den Elteren oder dem Léierpersonal respektiv engem Responsabele vun der Maison relais - ënnert der Bedéngung, datt d'Elteren domat averstane sinn -, déi fir d'Kand néideg Betreiung ze definéieren. D'ESEB oder d'CI mécht dann, zesumme mam Titulaire de classe an, falls néideg, eng éischt Analys an organiséiert eng Prise en charge vum Kand, déi senge jeeweilege spezifeschen edukative Besoinen entsprécht. Duerno definéiert d'CI d'Form vun der Betreiung; ëm d'Ëmsetzung këmmert sech dann e Spezialist, dee vun der CI den entspriechenden Optrag kritt, den Accord vun den Eltere virausgesat.

D'Interventioun ronderëm d'Kand gëtt an engem personaliséierte Betreiungsplang festgehalen, deem d'Eltere mussen zoustëmmen. Fir den Elteren déi eenzel Mesuren aus dem Plang ze erklären a si bei der Entwécklung vum Plang matanzebannen, sinn si invitéiert, un enger Réunion de concertation préalable vun der CI deelzehuelen.

Fir de schoulesche Progrès vum Kand ze assuréieren, gëtt de Plang reegelméisseg evaluéiert an, falls néideg, ginn Adaptatioune virgeholl. De Plang gesäit follgend Méiglechkeete vir:

1. individuell Upassunge vun den Aktivitéiten um d'spezifesch Besoine vum concernéierte Schüler am Kader vun den Unterrechtssequenzen, déi vum Titulaire de classe an Zesummenaarbecht mat der pedagogescher Equipe ëmgesat ginn;

2. zousätzlech Mesurë fir de concernéierte Schüler an der Klass duerch een oder méi Membere vun der ESEB;

3. Adaptatioun vum Horaire vum Schüler, deen eenzel Fächer an enger anerer Klass wéi der Classe d'attache suivéiert;

4. spezialiséiert ambulant Interventioun vun engem Kompetenzzenter;

5. Organisatioun vu spezifesche Léierateliere respektiv Léieratelieren, déi déi regulär Schouloffer ergänzen;

6. spezialiséierte Schoulunterrecht an enger Klass an engem Kompetenzzenter;

7. Aschreiwung an eng pedagogesch Institutioun zu Lëtzebuerg oder am Ausland.

D'CI definéiert déi ugemiesse Mesurë fir dat concernéiert Kand am Kader vum Unterrecht an der Klass oder bei eenzelen Epreuven. An de Fäll, déi ënnert de Punkte 4. bis 7. beschriwwe ginn, gëtt den Dossier fir den Accord un déi national Inklusiounskommissioun (CNI) geschéckt.

Nieft dem Léierpersonal sinn deemno, wéi beschriwwen, eng Rei weider Spezialisten an de Prozess mat agebonnen. Dës versichen, ëmmer am Sënn vum Wuel vum Kand, déi bescht Léisung ze fannen, fir datt d'Kand een adequaten Encadrement kritt, fir seng Kompetenze kënnen ze entwéckelen. Wärend dësem ganze Prozess sinn d'Eltere permanent matagebonnen a kréien déi eenzel Mesuren erkläert, déi si, am Sënn vum Wuel vum Kand, matdroen.

ad 3. - 6. Ech verweisen am Kontext vun dëse Froen op meng Äntwert zu de parlamentaresche Froen Nr. 3318 an 3330 vum 16. Dezember 2020 respektiv vum 17. Dezember 2020.

ad 7. + 8. Engem Kand mat spezifesche Besoinen ze hëllefen an et bei senger schoulescher Entwécklung ze ënnerstëtzen ass keng linear Prozedur, déi een zäitlech ka festleeën. Dëst ass schonn eleng doduerjer bedéngt, datt sech d'Besoine vum Kand iwwert d'Zäit kënne veränneren an de Léierrhythmus vun all Kand ënnerschiddlech ass. Esou mussen all d'Mesuren, déi festgehalen an ëmgesat ginn, kontinuéierlech analyséiert an evaluéiert ginn, fir se kënnen de Besoine vum Kand entspriechend unzepassen. Et ass allerdéngs esou, datt de legale Kader fir d'Interventioun vun der ESEB virgesäit, datt d'Presentatioun vum Diagnostik innerhalb vu véier Woche muss virleien (Schoulvakanze sinn heivunner ausgeholl).

All d'Mesurë gi jeeweils a Concertatioun mat den eenzelen Acteuren decidéiert an am Sënn vun der inklusiver Approche no Méiglechkeet an der Klass ëmgesat. Sollten dës Mesuren dem Kand net genuch Ënnerstëtzung bidden, kann d'CI, ewéi am ad 1. + 2. beschriwwen, proposéieren, datt e Kand ausserhalb vun der Klass am Kader vun enger Scolarisation spécialisée encadréiert gëtt.

Question 3395 (07.01.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **aides financières dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Depuis le début de la crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19, un certain nombre d'aides financières directes ont été décidées pour soutenir les entreprises et indépendants qui rencontrent des difficultés financières liées à la crise.

Les secteurs les plus touchés peuvent bénéficier notamment des aides financières mises en place en décembre 2020, à savoir de la prolongation de l'aide dans le cadre du Fonds de relance et de solidarité et de la nouvelle aide dénommée « coûts non couverts ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles modalités ont été mises en place pour faciliter l'introduction des demandes en obtention des aides financières directes ?

- Combien de demandes ont été introduites depuis le mois de décembre 2020, en particulier en ce qui concerne l'aide financière dans le cadre du Fonds de relance et de solidarité et l'aide « coûts non couverts » ?

- Combien de demandes ont été favorablement avisées respectivement ont été refusées ? Quelles étaient les raisons principales de ces refus ?

- Quel est le délai de traitement moyen des demandes entre la réception de celles-ci, l'accord ou le refus de l'aide financière et le versement des fonds ?

- Est-il prévu de créer une nouvelle aide financière, voire de prolonger les aides existantes si la crise sanitaire perdure au-delà du mois de mars 2021 ?

Réponse (05.02.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Bon nombre d'initiatives ont été entreprises pour faciliter autant que possible l'introduction des demandes en obtention des différentes aides financière directes :

- Guichet.lu : Sur le site de Guichet.lu, l'usager retrouvera des présentations sous une forme simplifiée de toutes les aides disponibles et ceci en trois langues (français, allemand et anglais) ;

- House of Entrepreneurship : Une équipe de neuf conseillers a été mise en place par la House of Entrepreneurship afin de pouvoir répondre aux questions relatives aux aides et d'assister les demandeurs dans la rédaction des différentes démarches. À cet égard, afin de garantir une communication homogène et adéquate, la Direction générale des classes moyennes se concerte deux fois par semaine avec les représentants de la House of Entrepreneurship ;

- La House of Entrepreneurship organise, ensemble avec la Direction générale des classes moyennes, de nombreux webinaires pour expliquer en détail les différentes aides. À l'issue des webinaires, les participants ont également la possibilité de poser leurs questions directement aux conseillers de la House of Entrepreneurship ;

- Hotline : La Direction générale des classes moyennes est à l'écoute des entreprises sur sa permanence téléphonique. Les demandeurs peuvent y trouver réponse aux questions concrètes relatives aux différentes aides ;

- Courriel : Grâce à la mise en place d'une adresse mail dédiée, les entreprises peuvent également poser les questions sur les aides à la Direction générale des classes moyennes par écrit.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de dossiers introduits auprès de la Direction générale des classes moyennes entre le 1er décembre 2020 et le 2 février 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne l'aide coûts non couverts en particulier, 653 dossiers ont été introduits auprès de la Direction générale des classes moyennes en date du 2 février 2021. À cet égard, il y a lieu de préciser que 111 dossiers ont été retournés aux entreprises demanderesses. Il s'agissait généralement de dossiers qui étaient incomplets. L'avancement du traitement des 542 autres dossiers est réparti comme suit :

- 364 dossiers accordés ;

- 79 dossiers refusés ;

- 99 dossiers en cours de traitement.

Les principales raisons de refus étaient les suivantes :

- Le montant des recettes excède le montant des pertes ;

- La perte du chiffre d'affaires est inférieure à 40 % au niveau de l'entreprise unique ;

- Pas de salariés ou d'indépendants affiliés au CCSS pour l'entreprise demanderesse.

Une fois qu'une demande est transmise à la Direction générale des Classes moyennes, le dossier est généralement traité endéans deux à trois jours ouvrables. Pour les dossiers avisés de manière favorable, il faut encore compter environ une semaine pour que le paiement soit ordonné et le virement effectué. Étant donné que la priorité est donnée au paiement des aides, les refus des dossiers avisés de manière défavorable ne sont envoyés que toutes les 1-2 semaines.

Le Gouvernement est très soucieux de la pérennité des entreprises en général et des PME en particulier. Il est dès lors évident que les aides existantes peuvent être prolongées et/ou adaptées si la crise sanitaire devait perdurer au-delà du mois de mars 2021.

Question 3396 (07.01.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert :**

Nodeems et wärend enger Rei Joren Diskussioune gouf ëm den Ausbau vun den Tanklager am Mäerterter Hafen, war kuerz virun de Parlamentswalen 2018 vum deemolege Wirtschaftsminister ugekënnegt ginn, den Ausbau wier am Moment net néideg. Dës Decisioun gouf am Januar 2019 vun den zoustännege Ministere fir Wirtschaft, Ekonomie, Ëmwelt, Aarbecht an Energie bestätegt mam Argument, datt mir eis europäesch Obligatiounen am Beräich vun enger Pëtrolsreserv géifen erfëllen.

Rezent huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der honorabeler Deputéierter Octavie Modert drop higedeit, datt hien en faveur vun engem Ausbau vun den Tanklageren am Mäerterter Hafe wier.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi sinn dem Här Minister seng Aussoen a puncto Ausbau vun den Tanklageren am Hafen ze verstoen?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem Theema?

3. Gëtt et eng Ännerung par rapport zur Situatioun vun 2019, wat eis europäesch Obligatiounen ugeet?

4. Wier esou en Ausbau am Aklang mat der Positioun vun der Regierung par rapport zu de fossillen Energien?

Réponse commune (09.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zum Ausbau vum Tanklager am Mäerterter Hafen huet zanter den Aussoe vum deemolegen Energieminister Étienne Schneider an dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit vum Mäerz 2018 net geännert.

Doriwwer eraus ass d'Regierung staark beméit, de Persounentransport souwéi och de Gidderverkéier vun der Strooss op d'Schinn an d'Banneschëfffaart (Gidderverkéier) ze verlageren. Dofir gëtt och de Multimodal-Terminal zu Beetebuerg geférdert. Fir dëst ze erreechen, sinn an deene leschte Jore ganz grouss Ustrengungen an zuelräich Infrastrukturprojete geplangt, finanzéiert an ëmgesat ginn.

Déi allgemenggülteg fachlech Ausso an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3281 bezitt sech op en zukünfteg erhéicht Benotze vun der ëmweltfrëndlecher a sécherer Banneschëfffaart, an dëst europawäit. Zil ass et, wärend der Energiewend den Transport vum Reschtbedarf u fossillem Brennstoff, deen duerch déi noutwenneg Dekarboniséierung (Elektromobilitéit, Ausstig aus dem Masutt a Gas ...) ëmmer méi kleng gëtt, zukünfteg vun der Strooss op déi uewe genannten ëmweltfrëndlech Transportweeër ze verlageren.

Dës Politik ass am Aklang mat der Matdeelung vun der Kommissioun un d'Europäescht Parlament, den Europäesche Conseil, de Conseil, den europäesche Wirtschafts- a Sozialcomité an de Comité vun de Regiounen: „Der europäische Grüne Deal". Dëse Géngen Deal fuerdert ënner anerem eng méi séier Ëmstellung op eng nohalteg an intelligent Mobilitéit:

„Der multimodale Verkehr muss kräftig angekurbelt werden, sodass das Verkehrssystem effizienter wird. Vorrangig sollte ein wesentlicher Teil des Anteils von 75 % des Güterbinnenverkehrs, der derzeit auf der Straße abgewickelt wird, auf die Schiene und auf Binnenwasserstraßen verlagert werden. Dies erfordert Maßnahmen zur besseren Verwaltung und zur Erhöhung der Kapazität des Schienenverkehrs und der Binnenwasserstraßen, die die Kommission bis 2021 vorschlagen wird."

ad 2. Der Regierung hir Positioun huet net geännert.

ad 3. Nee.

ad 4. Déi Fro stellt sech net, well d'Regierung hir Positioun net geännert huet. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet just faktuell erkläert, datt den Transport iwwert de Waasserwee méi ekologesch ass wéi deen iwwert d'Strooss.

Question 3397 (07.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la « Rouschtbaach » :**

Selon l'état actuel des informations, une pollution inhabituelle constatée mardi, le 5 janvier dernier dans la « Rouschtbaach », près de Mersch, risque d'engendrer des dégâts importants pour l'environnement, dus en particulier à la teneur en protéines et en graisses du lait déversé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'origine et la nature de la pollution ?

2) Madame la Ministre peut-elle donner des informations plus précises de l'ampleur des dégâts écologiques ?

3) Est-ce qu'une mesure d'urgence contre l'auteur de la pollution a été officiellement communiquée au Parquet ?

Réponse (09.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le 5 janvier vers 11.00 heures, le garde forestier de la commune de Mersch a informé le « Groupe d'intervention pollutions » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) d'une coloration blanche du cours d'eau « Rouschtbaach » entre le lieu-dit Roost et la localité d'Essingen. À ce moment, les agents de l'administration communale ont déjà pu, après des investigations sur le terrain, retracer la pollution jusqu'à la sortie de la canalisation des eaux pluviales du site de la laiterie de la coopérative agricole Luxlait. Des responsables de la laiterie ont été informés et ont procédé par la suite à la fermeture des vannes d'écoulement des eaux pluviales du site et ont pris les mesures pour identifier l'origine de la fuite au niveau de leurs installations.

Selon les informations envoyées à l'AGE, il s'avère que dans la nuit du 4 au 5 janvier 2021, un défaut de vanne sur un silo extérieur de lait a provoqué un écoulement de lait pasteurisé (3.000 litres à 4.000 litres) vers la canalisation des eaux pluviales.

Quand l'AGE est arrivée au lieu de l'incident, la pollution avait déjà atteint la localité d'Essingen et était sur le point de se déverser dans le cours d'eau « Alzette ». L'AGE a par suite, en collaboration avec un représentant de la coopérative agricole Luxlait, examiné les possibilités d'arrêter la propagation de la pollution, mais une solution technique n'a pas été trouvée en raison du débit élevé du ruisseau à ce moment et de la miscibilité du lait dans l'eau.

ad 2) Le déversement de lait entraîne surtout une charge polluante importante de composés organiques et azotés et peut provoquer une augmentation de la demande chimique en oxygène (DCO). Cette charge peut causer une baisse importante de l'oxygène dissous à l'endroit de la pollution, vu le besoin en oxygène pour la dégradation par les microorganismes dans l'eau et en conséquence dans tout le ruisseau en aval de ce déversement. Cependant, le résultat d'une analyse chimique d'un échantillon pris le 5 janvier vers 13.30 heures montrait qu'aucune déficience en oxygène n'a pu être détectée dans le cours d'eau tandis que la charge organique (DCO) était toujours élevée. Ceci est peut-être dû à une activité biologique réduite en raison de la faible température de l'eau et/ou la forte dilution due au débit élevé du cours d'eau. La période de rejet limitée du polluant, ainsi que l'effet de dilution important suite aux débits significatifs de la « Rouschtbaach » pendant l'incident ont limité la possibilité de collecte d'informations concernant l'effet de la pollution sur l'état écologique du cours d'eau.

ad 3) Vu les circonstances de l'incident, l'analyse réalisée sur place et les mesures entreprises dans l'immédiat, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable n'a pas jugé utile de prendre des mesures urgentes.

Question 3398 (07.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subventions pour les entreprises de transport :**

D'Logistik ass vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der Diversifikatioun iwwer laang Jore bevirdeelegt behandelt an zu enger wichteger Stäip vun eiser Wirtschaft ausgebaut ginn. Vill Entreprisen hei am Land an eng grouss Zuel vun Aarbechtsplazen hänke vun deem Secteur of.

Wärend der Covidkris huet sech d'Wichtegkeet vun deem Secteur, besonnesch och dem Transport duerch Camione fir d'Beliwwerung vun eise Geschäfter, nees ganz däitlech gewisen. Dee Secteur ass ouni Zweifel vu strateegescher Wichtegkeet. D'Verdeierung vun de Pëtrolsprodukter duerch déi nei CO_2-Steier an d'Neiberechnung vun der Autossteier bedeite fir de Logistiksecteur a besonnesch och fir de Wuerentransport op der Strooss awer eng substanziell finanziell Méibelaaschtung.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister, dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Mobilitéitsminister dës Froe stellen:

1. Wëll d'Regierung de Lëtzebuerger Speditiounsbetriber finanziell hëllefen, fir dës Onkäschten ze kompenséieren? Si konkreet Schrëtt virgesinn, fir de Speditiounen an all anere Branchen, déi am Stroossentransport aktiv sinn, ze erlaben, déi steierlech Méibelaaschtung auszegläichen?

2. Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir datt Lëtzebuerger Transportentreprisë géintiwwer der auslännescher Konkurrenz kompetitiv bleiwen?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Bedeitung vun engem eegestännege Lëtzebuerger Transportsecteur an? Hält si et fir wichteg, datt dee Secteur hei am Land eng Zukunft huet?

4. Wéi aner wichteg Secteure vun eiser Ekonomie sinn och d'Transportentreprisen zu engem grousse Deel op Grenzgänger ugewisen. Wéi wëll d'Regierung d'Resilienz vum Transportsecteur a Krisesituatioune verbesseren?

5. Déi héich subventionéiert E-Mobilitéit ass fir de Speditiounssecteur (besonnesch fir déck Camionen an de Laangstreckentransport) keng wirtschaftlech Alternativ. Däitschland hëlleft dem Secteur mat Primmen, fir hir Camionen op déi modernsten Dieselnormen ëmzestellen. Denkt d'Lëtzebuerger Regierung och un esou Moossnamen, fir et dem Lëtzebuerger Speditiounssecteur ze erlaben, déi neisten a méi ëmweltfrëndlech Dieselmodeller méi séier a méi käschtegënschteg anzeféieren?

Réponse commune (02.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Ofgesi vun de spezifeschen Ënnerstëtzungsmoossnamen am Kader vun der Covid-19-Kris, vun deenen och d'Betriber aus dem Speditiounssecteur profitéiere kënnen, wa se déi respektiv Critèren erfëllen, si keng spezifesch finanziell Hëllefen oder Ausgläichméiglechkeete virgesinn.

ad 2. Zanter dass d'Logistik als e prioritäre Secteur fir déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land definéiert gouf, huet de Wirtschaftsministère d'Entreprisen aus dem Secteur kontinuéierlech ënnerstëtzt, fir Logistikservicer mat enger méi héijer Valeur ajoutée ze entwéckelen. Als Beispill kann een d'Ëmsetzung vun enger Logistik-Spezialisatiounspolitik fir d'Pharmazeutika an de Cross-Border E-Commerce nennen.

ad 3. Lëtzebuerg huet, wéi all aner Memberstaat, en eegestännegen Transportsecteur. Dëse spillt an eiser Wirtschaft an an der Versuergung vum Land eng wichteg Roll. Well awer déi ganz Gesetzgeebung op europäeschem Niveau ass an et deemno en oppene Maart ass, ass de Lëtzebuerger Transportsecteur der europäescher Konkurrenz ausgesat. Iwwert déi lescht zéng Joer konnt de Secteur sech op engem relativ stabillen Niveau halen, wann een d'Zuele vun de Betriber an hire Geferer kuckt.

ad 4. De Mangel u Chaufferen ass e Problem a ganz Europa. De Mobilitéitspak, deen am Summer d'lescht Joer ugeholl gouf, enthält Mesuren, fir de Beruff rëm méi attraktiv ze maachen an déi Situatioun ze verbesseren.

Niewent Ënnerstëtzungsmoossname wéi de Chômage partiel huet de Wirtschaftsministère mat der Hëllef vu Luxinnovation verschidde Moossnamen agefouert, fir d'Resilienz vun allen Entreprisen, inklusiv déi aus dem Transportsecteur, ze verbesseren, wéi zum Beispill de Programm Fit 4 Resilience, fir Entreprisen ze hëllefen, sech nei ze erfannen, oder den Neistart-Moossnamepak, wat besonnesch d'Digitaliséierung ugeet (z. B. Routenoptimiséierungsplanung).

ad 5. Am Verglach mam europäeschen Ausland huet de Lëtzebuerger Transportsecteur en iwwerduerchschnëttlech jonke Fuerpark. Sou haten z. B. déi Entreprisen, déi sech am Kader vum Brexit beim Mobilitéitsministère gemellt haten, duerchschnëttlech 97,6 % Euro-6-Gefierer an hirem Fuerpark. D'Regierung plangt deemno net, eng „Abwrackprämie" fir méi al Camionen anzeféieren.

Question 3399 (08.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enrichissement de l'uranium à 20 % par l'Iran :**

No Pressemeldungen hätt den Iran domat ugefaangen, Uran op 20 % unzeräicheren. Dëst wär esou vun der iranescher Regierung selwer ugekënnegt a vun der AIEA confirméiert ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi Meldunge confirméieren, datt den Iran Uran esou héich uräichert, datt e kann zu enger Atomwaffeproduktioun benotzt ginn?

2. Wa jo, wéi wëllt d'Regierung dorop reagéieren, esouwuel am Kontext vun de bilaterale lëtzebuergesch-iranesche Relatiounen, wéi am Kontext vun der Europäescher Unioun an aneren internationale Foren?

3. Gesäit d'Regierung de Risiko vun enger Oprëschtung am Noen a Mëttleren Osten a vun enger weiderer Proliferatioun vun nukleare Waffen?

4. Gesäit d'Regierung den Notze vun enger verstäerkter Rakéitenofwier fir den europäesche Kontinent? Wa jo, wëllt si sech aktiv dofir asetzen?

Réponse (08.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Déi international Agence fir Atomenergie (AIEA) huet confirméiert, datt den Iran ugefaangen huet, a sengen ënnerierdeschen Installatiounen zu Fordow Uran bis op 20 % unzeräicheren. Allgemeng ass den 20 %-Uräicherungsniveau fir wëssenschaftlech Zwecker relevant. Fir d'Energieproduktioun geet ee vill méi nidderegen Niveau duer. Den Nuklearaccord mam Iran (JCPOA) gesäit duerfir eng Limitt vun 3,6 % vir. Fir en nukleare Sprengkapp ze produzéieren, wier en 90 %-Uräicherungsniveau noutwenneg.

Wann d'Decisioun, fir bis op 20 % unzeräicheren, eng Violatioun vum JCPOA duerstellt an immens beonrouegend ass, esou ass en 20 %-Uräicherungsniveau nach wäit ewech vum 90 %-Uräicherungsniveau. Et ass och net gewosst, ob den Iran haut iwwert déi technesch Moyene verfüügt, fir den Uran, deen op 20 % ugeräichert ginn ass, uschléissend bis op 90 % unzeräicheren. Bis elo hunn déi iranesch Autoritéite keng Undeitunge ginn, datt si wéilte bis op den 90 %-Uräicherungsniveau goen.

ad 2. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Deklaratioun, déi de Josep Borrell den 11. Januar 2021 am Numm vun der Europäescher Unioun an deem Zesummenhang gemaach huet. D'EU fuerdert domat déi iranesch Autoritéiten an aller Kloerheet dozou op, de Schratt a Richtung Uräichere vum Uran bis op 20 % direkt nees réckgängeg ze maachen, am Aklang mam JCPOA.

ad 3. Dee Risiko besteet. Lëtzebuerg bedeelegt sech duerfir aktiv un den internationalen Efforten, fir nuklear Proliferatioun ze verhënneren, notamment am Kader vum Netverbreedungsvertrag vun nukleare Waffen („Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons" - NPT). Op nationalem Niveau setzt Lëtzebuerg en Exportkontrollsystem ëm, fir ze verhënneren, dass sougenannten „Dual-Use"-Gidder fir Oprëschtungszwecker mëssbraucht ginn.

ad 4. D'Rakéitenofwier vum europäesche Kontinent gëtt am Kader vun der NATO assuréiert. Dëse System gëtt reegelméisseg evaluéiert an ass adaptéiert un déi aktuell Menace.

Question 3400 (08.01.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **zone franche :**

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 2496 du 7 juillet 2020 au sujet de la seule zone franche existante au Luxembourg, il est précisé que suite aux mesures sanitaires mises en place dans la lutte contre la pandémie Covid-19, une réunion bilatérale avec les opérateurs agréés en zone franche a dû être annulée. Par ailleurs, il y est renseigné que suite au relâchement progressif des mesures sanitaires, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (« AED ») prévoyait des contrôles sur place auprès des quatre opérateurs de la zone franche au cours de l'année 2020.

Concernant les contrôles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« LBC/FT ») effectués au cours des dernières années au niveau de la zone franche, la réponse à la question parlementaire susmentionnée indique qu'au cours de la période 2016-2019, sur un total de six contrôles sur place, aucun contrôle n'a été effectué en 2016, deux en 2017 et trois en 2018. De plus, il y est précisé que selon l'évaluation nationale des risques, le risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche est évalué à un niveau dit « élevé » et que, par conséquent, la périodicité des contrôles sur place par l'AED a été fixée à 18 mois.

Il convient encore de noter que selon la réponse à la question parlementaire susmentionnée, en 2017, deux amendes administratives ont été prononcées à l'encontre des opérateurs agréés de la zone franche.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Face à l'évolution de la crise déclenchée par la pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires respectives, l'AED a-t-elle effectué des contrôles sur place au niveau des opérateurs agréés de la zone franche au cours de l'année 2020 ?

2) Tenant en compte le niveau de risque inhérent « élevé » des zones franches en matière de financement du terrorisme et de blanchiment, pourquoi l'AED n'a-t-elle pas effectué de contrôle sur place en 2019 ?

3) Le nombre de contrôles sur place au cours de la période 2016-2018 ne correspond-il pas à une périodicité des contrôles supérieure à 18 mois ? Pourquoi et suivant quel raisonnement la périodicité des contrôles a-t-elle été définie à 18 mois ? Quelle est la périodicité des contrôles sur place jugée adéquate par l'AED pour les activités dont le risque inhérent est estimé comme étant « moyen » ou « faible » ? Les contrôles sur place sont-ils annoncés au préalable ou pas ?

4) Quelles ont été les raisons pour les deux amendes administratives prononcées en 2017 ?

Réponse (08.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député pose plusieurs questions relatives aux contrôles effectués en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après LBC/FT) au cours des dernières années au sein de la zone franche.

En 2020, les contrôles LBC/FT sur place des quatre opérateurs agréés en zone franche ont été effectués au courant du mois de juillet.

La périodicité des contrôles sur place LBC/FT des opérateurs agréés en zone franche a été fixée à 18 mois sur base de l'évaluation des contrôles LBC/FT sur place effectués auprès des trois opérateurs agréés en activité au courant de l'année 2018 et du niveau de conformité à la loi LBC/FT constaté, en prenant en considération le niveau de risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche suivant l'évaluation nationale des risques publiée en date du 20 décembre 2018. La périodicité des contrôles sur place LBC/FT de 18 mois est en vigueur depuis l'année 2019.

La définition de la périodicité se fonde sur les principes fondamentaux d'une approche basée sur les risques incluant notamment la prise en considération du risque résiduel évalué au niveau de chaque entité distincte à la suite d'un contrôle sur place LBC/FT. Cette méthodologie permet d'ajuster la fréquence des contrôles sur place LBC/FT à un niveau approprié afin de maintenir et de garantir l'efficacité des mesures implémentées.

Les contrôles sur place sont annoncés au préalable pour des raisons de sécurité. En effet, le dispositif de sécurité de la zone franche conditionne l'accès à l'enceinte hautement sécurisée à une annonce au préalable par les opérateurs des visiteurs potentiels.

Les deux amendes administratives prononcées en 2017 en matière de LBC/FT sont fondées sur le constat de certaines déficiences au niveau de la conformité des obligations professionnelles suivant les dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004.

Question 3401 (08.01.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**exercice du droit de préemption par les communes :**

Dans un arrêt tout récent du 5 janvier 2021 (n° 44939C), la Cour administrative vient de préciser l'exercice du droit de préemption par les autorités communales en recadrant certaines exigences découlant du jugement de première instance.

La Cour rappelle dans ce contexte qu'« il est sous-jacent à l'économie de la loi pacte logement dès ses origines que le législateur a entendu mettre en place une procédure utile et efficiente de nature à garantir l'objectif visé : celui de permettre aux communes d'acquérir des terrains pour lesquels elles s'engagent à œuvrer dans le sens voulu par la loi, qui consiste essentiellement à dynamiser la création de logements pour personnes économiquement plus faibles, accessoirement celle de travaux d'infrastructures et d'équipements collectifs afférents.

Eu égard aux délais stricts et essentiellement courts impartis - compte tenu de l'importance de la décision à prendre - le seul système utilement praticable au stade actuel et dans les conditions tracées par la loi est celui inspiré par le régime des autorisations d'ester en justice pratiqué depuis longue date par le Comité du contentieux et repris par les juridictions de l'ordre administratif, système ci-avant déjà esquissé.

Toujours eu égard aux délais essentiellement courts, il y a lieu d'admettre que l'organe exécutif de la commune, à savoir le collège échevinal, puisse prendre la décision d'exercice du droit de préemption prévu par la loi pacte logement.

En ce que l'opération aboutit nécessairement à faire entrer dans le patrimoine communal un nouvel immeuble, cette acquisition nécessite en plus l'intervention du conseil communal à un stade utile de la procédure. Dès lors, la décision d'exercice du droit de préemption par le collège échevinal n'est envisageable que sous obligation d'entérinement par le conseil communal en temps utile et, en toute occurrence, avant que n'ait lieu la passation de l'acte notarié à dresser, qui, d'après les prévisions de la loi, doit intervenir dans les trois mois de la notification de la décision d'exercice du droit de préemption au notaire, et, le cas échéant, la décision de tutelle du ministre compétent ».

Elle indique aussi que « le droit d'exercer le droit de préemption comporte nécessairement l'obligation pour la commune préemptante d'indiquer avec clarté et précision l'objectif concret rentrant parmi au moins l'un des trois motifs prévus par la loi - création de logements accessibles pour des personnes économiquement plus faibles - travaux de voirie et d'infrastructure - travaux d'équipements collectifs - en ce que cette indication comporte l'engagement pour la commune de procéder à la réalisation de l'objectif indiqué dans une optique d'application efficiente de la loi conformément à son but ».

Elle conclut donc à l'annulation des décisions communales en ce que « l'autorité communale n'a pas indiqué avec précision le motif pour lequel elle entendait procéder à pareil exercice, étant entendu que par la suite le conseil communal, en entérinant à l'unanimité cette démarche, n'a pas non plus précisé d'une quelconque manière le motif prévu par la loi de nature à la sous-tendre ».

Avant de préciser que « si la Cour a été amenée de la sorte à confirmer la solution dégagée par les premiers juges, elle doit cependant rendre attentif au fait qu'elle n'a pas retenu l'exigence du tribunal consistant dans l'obligation des autorités communales de faire état, dès l'exercice de leur droit de préemption, d'un projet concret voire d'un projet suffisamment en voie de concrétisation. Aux yeux de la Cour, pareille exigence serait disproportionnée en ce qu'il ne peut pas être raisonnablement mis à charge d'une commune de mettre en avant dans un laps de temps éminemment court un projet qu'elle serait, le cas échéant, amenée à confectionner ex nihilo pour les besoins de la cause. De plus, si dans le cas sous rubrique, pareille confection à court terme d'un projet eut en plus été envisageable, il existe maintes hypothèses découlant de la loi où les terrains préemptés ne font même pas encore partie du périmètre d'agglomération et ne sont pas directement constructibles, la destination précise de ces terrains ne se trouvant, par la force des choses, non arrêtée définitivement ».

Au vu de ces précisions, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Quelle est l'appréciation de Madame et Monsieur les Ministres de cet arrêt récent ?

- Madame le Ministre ne considère-t-elle pas qu'au vu de cet arrêt de la Cour administrative, sa circulaire n° 3778 du 5 mars 2020 est devenue, du moins partiellement, sinon totalement, caduque ? Madame le Ministre entend-elle dès lors la retirer et informer les autorités communales des enseignements qui se dégagent de cet arrêt ?

- Alors que Madame le Ministre avait annoncé dans sa circulaire que « le Gouvernement mettra prochainement à l'examen le dispositif légal actuellement en place », Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer qu'ils tiendront dûment compte de cet arrêt dans la confection d'un nouveau projet de loi ?

Réponse commune (01.02.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Une nouvelle circulaire, référenciée sous le numéro 3951, a été adressée à l'ensemble des administrations communales en date du 19 janvier 2021, expliquant les enseignements à tirer de l'arrêt de la Cour administrative rendu en date du 5 janvier 2021 (n° du rôle 44939C).

En ce qui concerne la répartition des compétences entre les organes communaux, la Cour administrative considère que le Collège échevinal peut prendre la décision d'exercice du droit de préemption et

qu'elle doit être entérinée par le conseil communal avant que n'ait lieu la passation de l'acte notarié. Rien n'empêche cependant que la décision d'exercice du droit de préemption soit prise directement, dans le mois suivant l'accusé de réception adressé au notaire, par le conseil communal.

En ce qui concerne la finalité du droit de préemption, la Cour administrative retient qu'il s'agit d'un droit de préemption d'affectation « dont l'existence prévue par la loi ne se justifie qu'en raison de l'objectif dans lequel ce mécanisme a été créé » qui doit être indiqué par la commune « avec clarté et précision » dès la notification au notaire de sa décision d'exercer le droit de préemption et qui doit consister en l'une des trois finalités prévues par la loi. L'exigence d'une justification de l'exercice du droit de préemption par un projet concret ou en voie de concrétisation a été abandonnée.

En ce qui concerne les conditions de forme de l'exercice du droit de préemption, il est recommandé aux communes, dans l'état actuel de la jurisprudence, de faire participer les administrés à la prise de décision par le biais de la procédure administrative non contentieuse afin de garantir la légalité formelle des décisions d'exercice du droit de préemption.

Les conclusions de l'arrêt de la Cour sont exposées de manière détaillée dans la circulaire précitée accessible sur le site Internet du Ministère de l'Intérieur par le lien : https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2021/janvier-juin/3951.pdf.

La circulaire précitée remplace celles référenciées sous les numéros 3778 et 3897, respectivement du 5 mars 2020 et du 2 septembre 2020.

Les conclusions de l'arrêt précité vont être intégrées à la discussion, actuellement en cours, concernant les adaptations à apporter au cadre légal du droit de préemption.

Question 3402 (08.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **représentation équilibrée des femmes et des hommes :**

An den USA kënnt et den 20. Januar, no laange Joren ënnert engem Trump-Regime, zu engem Muechtwiessel, bei där den Joe Biden d'Präsidentschaft fir véier Joer iwwerhuele wäert.

Eng Première dobäi ass, datt déi éischte Kéier an der Geschicht eng Fra, nämlech d'Kamala Harris, de Poste vum Vizepresident iwwerhuele wäert. Och an anere Länner op der Welt sinn et net ëmmer Männer, déi d'Spëtzeposten an der Politik besetzen. Et brauch een nëmmen eriwwer an Däitschland ze kucken, wou d'Angela Merkel säit dräi Legislaturen de Poste vun der Bundeskanzlerin besetzt. An der Belsch gouf mam Petra De Sutter eng transgender Persoun als ee vun de siwe Vizepremiere genannt.

Symbolesch hunn d'politesch Spëtzeposten eng grouss Bedeitung, well d'Regierung sech als Representant vun enger oppener Gesellschaft weist. De Message ass, datt een d'Politik onofhängeg vu engem Geschlecht matgestalte kann. Ob Mann, Fra oder drëtt Geschlecht, an éischter Linn gëtt de Mënsch mat sengen Erfarungen, Verdéngschter a Kompetenzen an de Virdergrond gestallt.

D'lëtzebuergesch Regierung bekräftegt de Wëllen, d'Representatioun tëschent de (klassesche) Geschlechter an der Politik an ee bessert Gläichgewiicht wëllen ze bréngen. Zitat aus dem Koalitiounsaccord:

[…] l'accent continuera d'être mis sur une politique en faveur d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au niveau de la prise de décision dans notamment les domaines de la politique et de l'économie.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ugesiichts datt et an eiser Regierung zwee Vizepremierministere ginn, firwat gouf keng Fra fir dëse Posten ausgewielt?

2. Ass an dëser Legislaturperiod geplangt, dass ee weidert Geschlecht als Vizepremier ernannt gëtt?

Réponse (05.02.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Et ass un de Parteien, déi eng Koalitioun forméieren, hir Kandidate fir eenzel Ministerposten ze designéieren. Dat gëllt och fir d'Poste vun de Vize-Premierministeren.

Question 3403 (08.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réorganisation des commissariats de police :**

Mat der Reorganisatioun vun der Police, déi de Minister an d'Weeër geleet huet, goufen eng Rëtsch Kommissariater an de leschte Joren zougemaach an op aner Uertschafte verluecht.

Hat fréier bal all Uertschaft säi Kommissariat, esou ass et haut, dem Minister no, méi effektiv, d'Kommissariater méi ze zentraliséieren an d'Police méi Presenz op de Stroosse weisen ze loossen. Och d'Kommissariat zu Käerjeng gouf virun e puer Joer zougemaach an d'Policebeamte goufen an aner Kommissariater versat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. A wéi eng Kommissariater goufen d'Polizisten zu Käerjeng versat?

2. Wéi vill Poliziste goufen an de Kommissariat op Péiteng gesat? Wéi vill Vollzäitstellen a wéi vill Deelzäitstelle goufen insgesamt op Péiteng versat a wat ass den Total u Stonnen, deen de Policebüro zu Péiteng duerch d'Opléise vu Käerjeng bäikrut?

3. Ass geplangt, ee Policebüro an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten? Falls jo, wéi wäit ass een am Ministère mat der Ëmsetzung vun dësem Projet?

Réponse (02.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. All sechs Polizisten, déi Vollzäit oder Deelzäit um Kommissariat zu Käerjeng geschafft hunn, sinn an de gemeinsame Policekommissariat Käerjeng-Péiteng integréiert ginn, mat Sëtz zu Péiteng. Zesumme sinn elo 17 Polizisten zoustänneg fir déi zwou Gemenge Péiteng a Käerjeng. Doduerch kann d'Unitéit elo méindes bis freides vu 07.00 bis 21.00 Auer an de Weekend, wann e Besoin ass, schaffen an net méi wéi virdru wiertes just vun 08.00 bis 12.00 Auer a vu 14.00 bis 18.00 Auer. Wéi och schonns virdrun ass de Kommissariat vun Déifferdeng mat zoustänneg fir déi zwou Gemengen, wann de Kommissariat Käerjeng-Péiteng zou ass oder bei enger Interventioun Hëllef brauch.

ad 3. Bis ewell lafe keng konkreet Verhandlungen, fir een neit Policekommissariat an der Rue de Linger op der Gemengegrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten.

Question 3404 (08.01.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant le **lipœdème :**

Lipödem ass eng Erkrankung, déi gekennzeechent ass duerch eng Fettverdeelungsstéierung an de Been an an den Äerm. Et ass eng Krankheet, déi haaptsächlech Frae kréien an nëmme seele Männer. Gréisstendeels trëtt dës Krankheet am Alter tëscht 20 an 30 Joer op, net awer virun der Pubertéit.

Déi betraffe Leit leiden ënnert där Krankheet, physesch, duerch staark Péng, Spannungsgefiller a Middegkeet an de Been, Beweegungsschwieregkeete bis zum Ugewisesinn op e Rollstull.

Aktuell geet d'Fuerschung dovun aus, datt Lipödem haaptsächlech geneetesch verursaacht ass, also eng ierflech Krankheet ass, an datt awer hormonell Verännerungen en Afloss hunn. Wéi schlëmm d'Ausprägung vum Lipödem ass, gëtt an dräi Stadien ënnerdeelt.

D'Krankheet kann net vollstänneg geheelt ginn, awer de Krankheetsverlaf kann däitlech moderéiert ginn. Duerch eng Operatioun kann dem Patient ganz vill gehollef ginn, och besonnesch dann, wa si fréi gemaach gëtt.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit, Fraen a Männer, hunn zu Lëtzebuerg noweislech Lipödem?

2. Experte ginn dovun aus, datt 10 % vun der däitscher weiblecher Bevëlkerung ënnert der Krankheet Lipödem leiden. Op wéi vill Prozent gëtt den Undeel vu betraffene Leit hei zu Lëtzebuerg geschat?

3. Wéi vill Lipödem-Operatioune goufen an de leschten dräi Joer bei Awunner vu Lëtzebuerg duerchgefouert? A wéi enge Länner sinn des Operatioune gemaach ginn?

4. Ginn dës Operatioune remboursséiert an zu wat fir engem Deel? Ginn et Konditioune fir de Remboursement? Wa jo, wat fir eng? Wéi vill vun dësen Operatiounen an de leschten dräi Joer goufe vun der Krankekeess remboursséiert an zu wat fir engem Deel?

5. Zënter 2018 sollen och Operatioune vum Lipödem am Stadium 3 iwwerholl ginn. Wéi vill Demandë fir de Remboursement vun enger Operatioun vum Lipödem am Stadium 3 krut d'Krankekeess an de Joren 2019 an 2020? Wéi vill vun deenen Demandë sinn da ganz oder zum Deel remboursséiert ginn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Iwwerhuele vun de Käschte vun der Operatioun vum Stadium 3 gutt funktionéiert?

7. Wat kéinte mir hei zu Lëtzebuerg nach besser maachen, fir de Leit mat Lipödem ze hëllefen?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Zu dësen zwou Froe leie weeder dem Gesondheetsministère nach dem Ministère fir d'sozial Sécherheet Donnéeë vir.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. An de Joren 2018-2020 goufen néng Operatiounen[11][12] fir e Lipödem ab Stadium 3 u Lëtzebuerger krankeversécherte Patienten duerchgefouert.

2019 goufen 88 Auslandsiwwerweisungen[11][13] accordéiert, déi 71 Patiente concernéieren. Vun deenen 88 Auslandsiwwerweisunge waren 93 % fir eng Operatioun an Däitschland. 2020 waren et 75 Autorisatiounen[11] (respektiv 57 Patienten), dovu 87 %, fir an Däitschland operéiert ze ginn.

ad 4. Dës Operatioune ginn ab engem Lipödem am Stadium 3 a mat engem Accord préalable vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (APCM) ganz vun der Krankekeess remboursséiert. En Accord, fir dës Operatioun zu Lëtzebuerg maachen ze loossen, garantéiert net automatesch e Remboursement fir eng Operatioun am Ausland. Dës muss separat ugefrot an accordéiert ginn.

Déi néng Operatiounen, déi an der Fro 3 ugi sinn, goufen zu 100 % remboursséiert.

ad 5. D'Krankekeess huet an de leschten dräi Joer (2018-2020) 18 Autorisatiounen[14] erausginn, fir d'Käschte vun enger Operatioun vun engem Lipödem ab Stadium 3 zu Lëtzebuerg ze iwwerhuelen. Dovu goufen néng Demandë fir e Remboursement erageschéckt an déi ugefall Käschte goufen zu 100 % iwwerholl.

Am Joer 2019 goufen 63 Demandë fir e Remboursement bezuelt, 2020 waren et 17 Demanden.[14]

ad 6. cf. Äntwert op d'Fro 7.

ad 7. Zënter 2018 hëlt d'Krankeversécherung d'Käschte fir d'Operatioun vum Lipödem ab dem Stadium 3 en charge op Basis vum Artikel 19 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet, dee Follgendes virgesäit:

« Cependant dans des cas exceptionnels à constater par la Caisse nationale de santé sur base d'un certificat circonstancié du médecin traitant, l'acte ne figurant pas dans la nomenclature peut être pris en charge sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) qui fixe un tarif en assimilant cet acte à un autre acte de même importance. »

D'Iwwerhuele vun de Käschte funktionéiert gutt, mee fir datt et nach besser funktionéiert fir déi Leit, déi vu Lipödem betraff sinn, gouf elo de 27. Januar 2021 an der Nomenclatureskommissioun decidéiert, zwee nei Akten anzeféieren an der Nomenclature vun den Doktere fir den Traitement vum Lipödem ab Stadium 3.

Question 3406 (08.01.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **nationalité des patients :**

Allgemeng ass den Trend an de leschte Joren a Joerzéngten deen, datt vun de Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, der ëmmer méi aus dem Ausland kommen, jee nodeem also Grenzgänger sinn oder Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Dëst ass och bei de Patienten de Fall, wou dach e groussen Deel vun de Patienten hei am Land engersäits keng Lëtzebuerger sinn oder esouguer am Ausland wunnen.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Opdeelung vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg sozial versëchert sinn, der Nationalitéit no? Wéi vill vun deene wunnen zu Lëtzebuerg a wéi vill wunnen am Ausland, a wou?

2. Wéi vill Patienten, déi am Joer 2019 an der Noutopnam (Urgence) waren, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem? Wat fir eng Nationalitéit haten d'Patiente vun der Noutopnam?

3. Wéi vill Patienten, déi am Joer 2019 eng oder méi Nuechten hu missen an der Klinik verbréngen, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem? Wéi eng Nationalitéit haten d'Patienten?

4. Wéi hu sech déi hei gefroten Zuelen an Donnéeën iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

Réponse commune (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Fir d'éischt ass ervirzehiewen, datt d'Leeschtungen, déi vum Lëtzebuerger System vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn, un d'Affiliatioun, beispillsweis d'Coaffiliatioun, gebonne sinn, onofhängeg vun der Residenz oder der Nationalitéit. Dat bedeit, datt eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg schafft, am Lëtzebuerger System affiliéiert ass an och zu Lëtzebuerg hir Sozialcotisatioune bezilt. Dee Moment ass also déi Lëtzebuerger Krankeversécherung fir d'Gesondheetsleeschtungen zoustänneg.

ad 1. Am Joer 2019 haten 38,4 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg krankeversëchert waren, déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 19,4 % haten déi franséisch, 11,7 % déi portugisesch, 8,5 % déi belsch a 7,7 % déi däitsch. Insgesamt waren 885.132 Persounen hei zu Lëtzebuerg krankeversëchert.

Am selwechte Joer hu vun deenen 885.132 Krankeversécherten 63,2 % zu Lëtzebuerg gewunnt, 17,8 % a Frankräich, 8,7 % an der Belsch a weider 8,7 % an Däitschland.

ad 2. 2019 ware 87,9 % vun de Patienten, déi an der Noutopnam waren, Awunner vu Lëtzebuerg. 51,0 % vun de Patienten haten déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 20,4 % déi portugisesch an 8,6 % déi franséisch. Insgesamt waren 161.904 Patienten op d'mannst eemol an der Noutopnam.

ad 3. Am Joer 2019 hunn 59.491 Patienten eng oder méi Nuechten an engem vun den akute Spideeler[15] vu Lëtzebuerg verbruecht (ouni Reeducatioun). Dovu waren 90,5 % Awunner vu Lëtzebuerg, 4,6 % aus Frankräich, 2,6 % aus der Belsch an 1,6 % aus Däitschland.

59,2 % vun de Patienten, déi am Joer 2019 eng oder méi Nuechten an der Klinik verbruecht hunn, haten déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 14,8 % déi portugisesch a 7,2 % déi franséisch.

ad 4.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3410 (11.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Nutri-Score :**

Mëtt Dezember vu leschtem Joer huet den Här Landwirtschaftsminister un engem Treffe vun den EU-Agrarministeren zu Bréissel deelgeholl. Hei gouf ë. a. och d'Aféiere vun enger Närwäert-Kennzeechnung (Nutri-Score) op de Liewensmëttel diskutéiert. Zesumme mat 22 aneren EU-Staaten huet Lëtzebuerg sech favorabel fir dëst Konzept ausgeschwat, wat elo vun 2021 un a Kraaft triede soll. Et gouf awer notamment vun Italien, Griicheland an Tschechien och kritesch Stëmmen zum Nutri-Score. Ee vun de Kritikpunkte war, datt duerch den Nutri-Score traditionell a regional Produkter entwäert kéinte ginn. Traditionell landwirtschaftlech Produkter hunn z. B. dacks méi en héijen Närstoff- a Fettgehalt, kënnen awer - a Moosse konsuméiert - trotzdeem positiv gesondheetlech Aspekter opweisen. Vu datt z. B. Fett och en essentiellen Närstoff fir de Fonctionement vum Kierper ass, stellen sech hei och méi grondsätzlech Froen, wat de Sënn vu sou engem Nutri-Score ugeet. Et kann een sech an deem Zesummenhank och dem Gedanken net ganz verschléissen, datt d'Regierung, wéi dat an der Vergaangenheet scho méi dacks de Fall war, duerch esou Mesuren dozou tendéiert, de Bierger duerch allerlee Virschrëften erzéien ze wëllen, respektiv, a sengem Verhale lenken a kontrolléieren ze wëllen.

An deem Kontext géif ech dem Här Landwirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat war déi grondsätzlech Motivatioun vun der Regierung, esou engem Nutri-Score favorabel géintiwwer ze stoen?

2. Wéi eng Instanzen decidéieren iwwert d'Parameteren a Krittäre vun deene jeeweilegen Närstoffer, no deenen den Nutri-Score uschléissend berechent soll ginn? Op wéi enger wëssenschaftlecher Basis foussen dës Aschätzunge vun den Närwäerter?

3. Besteet an den Ae vum Här Landwirtschaftsminister net d'Gefor, datt duerch den Nutri-Score traditionell a regional Lëtzebuerger Produkter kéinten entwäert ginn, well Leit sech eventuell vun engem méi negativen Nutri-Score ofschrecke loossen?

4. Géif dëst net am Widderspruch zum Wëlle vun der Regierung stoen, regional Produkter ze fërderen a wier den Nutri-Score an deem Fall net och eng diskriminatoresch Mesure?

5. Wéi ka mam Aféiere vum Nutri-Score sécher gestallt ginn, datt d'Leit net dozou verleet ginn, duerch e méi negativen Nutri-Score (z. B. duerch en erhéichte Fettgehalt) déi falsch Konklusiounen ze zéien, wat déi gesondheetlech Aspekter ugeet, vu datt Fett, a Moosse konsuméiert, jo och en essentiellen Närstoff ass?

[11] Donnéeë vun der CNS.

[12] D'Facturatioun fir 2020 ass nach net komplett, vu datt d'Patienten zwee Joer Zäit hunn, fir hir Rechnung bei d'CNS ze schécken an e Remboursement ze kréien.

[13] Eng Autorisatioun fir eng Auslandsiwwerweisung bedeit net onbedéngt, datt dës Operatioun och effektiv duerchgefouert gouf. Dës Autorisatiounen ëmfaassen net nëmmen Operatioune bei engem diagnostizéierte Lipödem, mee och aner Krankheete wéi zum Beispill e Lymphödem. Leider ass et momentan net méiglech, méi prezis Zuelen zum Lipödem ze presentéieren.

[14] D'Facturatioun fir 2020 ass nach net komplett, vu datt et ëmmer e gewësse Retard bei dem Begläiche vun de Rechnunge mat den anere Länner gëtt a puncto Remboursement vun den Traitementer.

[15] Zu den akute Spideeler vu Lëtzebuerg zielen de Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), d'Hôpitaux Robert Schuman (HRS), de Centre hospitalier du Luxembourg (CHL), de Centre hospitalier du Nord (CHdN), den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) an de Centre François Baclesse (CFB).

6. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Bierger déi néideg Verantwortung mat sech droen, fir hiren Iess- a Liewensstil selwer an ouni Afloss vun der Politik kënnen ze bestëmmen? Wa jo, wéi ass dës Iwwerzeegung a Relatioun ze bréngen mam Aféiere vum Nutri-Score, dee jo de Bierger - politesch motivéiert - a sengen Entscheedunge beaflosse wëllt?

Réponse (05.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Op Basis vun de leschte Statistiken huet Lëtzebuerg 15,6 % Erwuessener[16] déi obèse (staark iwwergewiichteg) sinn a läit domadder an der europäescher Moyenne (déi ass 15,9 %). Ongeféier een Drëttel vu senger Populatioun (32,4 %) ass iwwergewiichteg an d'Facteuren, déi dat bedéngen, betreffen eng net equilibréiierten Ernierung an e Mangel u Beweegung. Etüde[17] beleeën, dass den Nutri-Score am Moment dee Scheema ass, deen dem Konsument am beschten hëlleft déi nutritionell Qualitéit vu verschiddene Produiten ze vergläichen an sou méi e gesonde Choix ze maachen. Den Nutri-Score ass also eng Informatioun, déi dem Konsument et ka vereinfachen, méi gesond ze iessen.

De Logo Nutri-Score gëtt säit 2017 op Basis vun der europäescher Legislatioun a Frankräich recommandéiert. Duerno huet d'Belsch a ganz rezent am November 2020 och Däitschland de Betriber de Gebrauch vum Nutri-Score recommandéiert, sou dass aktuell all eis Nopeschlänner de System hunn.

Doduerch dass Lëtzebuerg e ganz oppene Maart huet, sinn also och scho ganz vill Produite mat dem Nutri-Score aus de verschiddenen Nopeschlänner an eise Butteker. Fir dem Konsument hei am Land et ze erméiglechen niewent den importéierte Produiten och op national Produite mat Nutri-Score kënnen zeréckzegräifen an och deenen hir Närwäertqualitéit schnell ze erkennen, ass et néideg eng entspriechend Legislatioun anzeféieren. Dëst gëllt besonnesch dann, wann e Produit en Nutri-Score mat A oder B affichéiert, well deen engem „Health Claim" - enger gesondheetsbezunnener Ausso gläichzesetzen ass, an déi op Basis vun der europäescher Legislatioun (Reglement UE 1924/ 2006) vun dem concernéierte Memberstaat muss adoptéiert ginn, fir dass d'Betriber se däerfe benotzen. Des Weideren ass et och wichteg, eise Konsument net duerch ze vill verschidde Logoen duercherneen ze maachen an dofir dréit eis national Recommandatioun och derzou bei, esou wäit ewéi méiglech dëse fräiwëllegen Affichage hei um Marché ze harmoniséieren.

Duerch eist Reglement fir d'Recommandatioun vum Nutri-Score zu Lëtzebuerg offréiere mer also eisem Konsument d'Méiglechkeet, elo och op esou Produiten, déi hei op de Marché gesat ginn, kënnen zeréckzegräifen, a mer ginn eise Betriber d'Méiglechkeet, dëse fräiwëllegen Zousazetiquetage och op hire Produiten ze benotzen.

ad 2. Den Nutri-Score ass ënnert der Regie vun der Santé publique France entwéckelt ginn. D'Parameteren a Krittäre, fir den Algorithmus vum Nutri-Score ze berechnen, si wëssenschaftlech fondéiert. Eng vollstänneg Literaturlëscht mat all den Detailer ass ëffentlech um Site vun der Santé publique France. Op Basis vun dem aktuelle Schema ginn den Energiegehalt, gesättegt Fetter, den Zocker an d'Salz als negativ Elementer an d'Proteinnen, Fiberen, Uebst a Geméis, Nëss (fruits à coque), Leguminosen, Raps-, Nëss- an Olivenueleg als positiv Elementer consideréiert.

Déi Länner, déi Nutri-Score entre-temps recommandéieren oder amgaang sinn hir Recommandatioun ze preparéieren, hunn sech zesumme gedoen an e wëssenschaftleche Gremium (scientific committee) fir de Suivi vun de Parameteren a Krittären zesummegesat. Lëtzebuerg ass och an deem Gremium mat engem Expert vum LIH (Luxembourg Institute of Health) vertrueden, dee vum Ministère fir Konsumenteschutz dohinner genannt gouf.

ad 3. Den Nutri-Score ass fräiwëlleg an d'Betriber mussen deen net benotzen. Et handelt sech deemno just ëm eng Informatioun fir de Konsument an et ass keng Obligatioun. Wichteg ass et dofir de Konsument kloer ze informéieren, wat den Nutri-Score genee heescht a wéi en ze verstoen ass.

De Konsumenteschutzministère wäert eng Opklärungscampagne maache wat Nutri-score ausseet a wat net, an och drop hiweisen, dass Produkter, déi keen Nutri-Score hunn, dofir net schlecht musse sinn oder entwäert ginn. An deem Kontext gëtt och erklärt, dass Produite mat engem grénge Nutri-Score ze favoriséieren a mat engem rouden ze limitéieren awer net verbuede sinn. Doriwwer eraus ass et jo net sou, wéi wann all traditionell a regional Produkter en negativen Nutri-Score géife kréien.

ad 4. Et ass net sou, dass déi regional Produiten all en negativen Nutri-Score affichéieren an et wär diskriminatoresch, wa mir eise regionale Produzente keng Legislatioun géife bidde fir och däerfen, awer net mussen, den Nutri-Score ze benotzen, besonnesch wann och eis Nopeschlänner et maachen, déi jee no Interpretatioun och ënnert de Krittär „regional" fale kënnen. Eis Nopeschlänner, déi eng Legislatioun en place hunn, kënnen hir entspriechend Produkter duerch de Prinzip vun der „Reconnaissance mutuelle" tëschent de Länner och hei op eisem Marché ubidden an eis Produzenten awer net, esou laang wéi zu Lëtzebuerg keng entspriechend Legislatioun besteet.

Et ass also eng Méiglechkeet fir eis lokal a regional Produzente konkurrenzfäeg ze si mat den auslännesche Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché sinn.

ad 5. Et ass wichteg ze wëssen, dass bei der Berechnung vum Nutri-Score déi gesättegt Fetter als negativ ugesi ginn, awer Raps-, Noss- an Olivenueleg als gutt Elementer mat an d'Berechnung afléissen. De Konsumenteschutzministère huet eng Informatiounscampagne geplangt zum Nutri-Score. Am Kader vun dëser Campagne gëtt dann och gesot, wat an d'Rechnung mat afléisst a wat net, an och op déi aner Informatiounen op der Etikett higewisen, wou Detailer stinn iwwert d'Fetter an den Zocker (an der Närwäerttabell) a wou een sech dann iwwert d'Quantitéit vun dësen Elementer am Produit kann informéieren. Et wäert an deem Sënn och erklärt ginn, dass et virdeelhaft ass, Produite mat engem gudden Nutri-Score ze favoriséieren a mat engem méi schlechten Nutri-Score ze limitéieren.

Des Weidere gëtt an deem Kontext och op de GIMB (Gesond iessen, Méi beweegen) https://gimb.public.lu/fr/gesond-iessen.html higewisen, wou all d'Detailer zur gesonder Ernierung ze fanne sinn.

Am Moment leeft och schonn zesumme mat der Securité alimentaire eng Serie vun explikative Filmer zum Etiquetage de base, fir de Konsument opmierksam ze maachen op déi verschidden Elementer op den Etiketten.

ad 6. De Konsument gëtt oft net eens mat all den Informatiounen iwwert Närwäerter op den Etiketten an de Nutri-Score kann him den Duerchbléck vereinfachen a gëtt him eng schnell an einfach Zousazinformatioun, déi him kann hëllefen sech méi gesond ze ernären.

Duerch den Nutri-Score gëtt dem Konsument näischt virgeschriwwen, et ass eng Offer op déi hie kann zeréckgräifen oder net an dréit esou bäi zu méi Transparenz a gréisstméiglecher Informatioun.

Question 3413 (11.01.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **mission d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine :**

L'Organisation mondiale de la santé, OMS, a mené pendant les derniers mois des discussions avec la Chine en vue d'envoyer à Wuhan une équipe internationale de scientifiques chargée d'enquêter sur les origines du virus ayant déclenché la pandémie de Covid-19. Fin 2020, il avait été confirmé que ces enquêtes pourront débuter dès janvier 2021.

Alors que certains experts avaient déjà entamé leur voyage, leur entrée en Chine a été refusée en dernière minute. Selon les nouvelles et les communications officielles de la représentante du Ministère des Affaires étrangères en Chine, les autorités chinoises ne leur avaient pas accordé de visa.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent confirmer la volte-face de la Chine ?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons la Chine a-t-elle refusé la délivrance de visas aux experts afférents ?

3) Vu que la clarification des origines de la situation sanitaire actuelle est d'un intérêt mondial et vu l'accord d'investissements conclu entre la Chine et l'Europe fin décembre 2020, est-ce que l'Union européenne envisage de se donner les moyens nécessaires afin d'encourager une transparence au niveau des recherches scientifiques dans le contexte de la pandémie ?

Réponse commune (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) + 2) En réponse aux questions 1 et 2, le Gouvernement luxembourgeois informe qu'une équipe d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), chargée d'étudier les sources potentielles d'infection parmi les premiers cas de la Covid-19 signalés, est arrivée à Wuhan en date du 14 janvier 2021. Dans le respect des mesures sanitaires mises en place par les autorités chinoises, les experts de l'OMS ont observé une période de quarantaine de quatorze jours avant de poursuivre leur enquête scientifique sur place.

L'OMS a préparé cette visite d'experts en collaboration avec les autorités compétentes de la République populaire de Chine. Selon les dires du Ministère chinois des Affaires étrangères, l'arrivée de l'équipe d'experts a été retardée par le fait que les négociations sur les modalités spécifiques de la mission n'avaient pas encore été conclues début janvier. L'OMS n'a pas pris officiellement position à ce sujet.

ad 3) Au niveau de l'Union européenne, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) joue un rôle central dans la détection et l'analyse des menaces actuelles et émergentes posées par des maladies infectieuses. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, l'ECDC recueille et interprète les données provenant des États membres afin de fournir des directives scientifiques et de soutenir l'Union européenne et ses États membres dans leur gestion de la crise sanitaire actuelle. La collaboration existante entre les États membres et l'OMS en matière de notification des maladies infectieuses et d'application du règlement sanitaire international se doit d'être renforcée davantage, et ce à la lumière des lacunes que la pandémie de la Covid-19 a révélées.

Dès que la pandémie a été considérée comme une urgence sanitaire à portée internationale (PHEIC) en janvier 2020, les États membres de l'Union européenne ont initié une communication rapide, transparente et efficace avec l'OMS, notamment sur base de leurs obligations découlant du règlement sanitaire international. Dans cet esprit, l'Union européenne a soumis à la 73e Assemblée mondiale de la santé, en mai 2020, une résolution visant à établir un examen indépendant de la réponse internationale au nouveau coronavirus. Adoptée à l'unanimité, cette résolution confie à l'OMS e. a. un mandat pour mener des missions scientifiques sur le terrain pour identifier la source zoonotique du virus et sa voie de transmission à l'homme. La visite des experts à Wuhan s'appuie sur ce mandat.

L'Union européenne compte également entamer des discussions sur une réforme de l'OMS - misant sur un échange d'informations rapide et transparent, ainsi que sur le droit d'accès d'experts aux zones de flambées épidémiques afin de mener des enquêtes scientifiques indépendantes - et présentera un projet de résolution à ce sujet à la 74e Assemblée mondiale de la santé en mai 2021.

Question 3416 (11.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **alertes alimentaires :**

Bei der Liewensmëttelproduktioun kënnt et ëmmer erëm zu ongewollte Kontaminatiounen. Esou Fäll gi vum Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire (kuerz d'Liewensmëttelkontroll) analyséiert an, wann esou ee Fall antrëtt, gëtt si eng Warnung fir ee betraffene Produit eraus.

Am Moment warnt d'Liewensmëttelkontroll virum Konsum vu Produkter mat Sesamkären a Kräizkümmelpudder. Béid Produiten hunn de Risiko, mat Ethylenoxyden, engem kriibserreegende Produit, belaascht ze sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro Nr. 0650 hunn d'Ministeren erkläert, dass:

Wann et sech ëm eng eescht Gefor fir d'Gesondheet handelt, da maachen déi zoustänneg Autoritéiten zousätzlech zu der Publikatioun um Portail nach en offizielle Communiqué de presse, deen dann iwwert den offizielle Wee un all Lëtzebuerger Presseorganer geschéckt gëtt.

Alerten, déi Liewensmëttel betreffen, ginn och op der Santésapp Santé.lu an um Portail santé publizéiert.

Et gëtt och am Kader vun der Digitalisatioun vun de Ministèren dru geduecht, fir aner Applikatioune mat anzebegräifen, wéi zum Beispill GouvAlert.lu.

Eng Presenz vun den Autoritéiten op verschiddene soziale Medie gëtt am Moment am Kader vun der Kommunikatiounsstrategie vum Konsumenteschutzministère gepréift, deen an der neier Regierung d'Responsabilitéit vun der Liewensmëttelsécherheet iwwerholl huet.

1.1. Wou steet een an dësem Zesummenhang mat dem Abanne vu GouvAlert.lu?

1.2. Op de soziale Medie vun der Regierung an de Ministèren ass op den éischte Bléck näischt iwwer Liewensmëttelwarnungen ze gesinn. Wéi steet et mat de Ministeren hirem Virschlag, dës ze notzen, fir d'Leit op d'Geforen opmierksam ze maachen?

1.3. Fir wéini sinn dës Ännerunge geplangt?

2.1. Ass an Zukunft geplangt, d'Warnunge vun den Nopeschlänner méi däitlech wéi nëmmen de generelle Link zur Agence um Site ervirzehiewen, wëssend dass vill Lëtzebuerger Produiten am Ausland kafen?

2.2. Wéi steet d'Ministesch dozou, fir bei all eenzeler Warnung och dobäi ze schreiwen, wann änlech Warnungen am Ausland zu zousätzleche Produite gemaach goufen?

Réponse commune (11.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Erklärung zum Sesamincident

Am Kader vun enger onmëttelbarer Gefor fir d'Gesondheet maachen déi zoustänneg Autoritéiten zousätzlech zu der Publikatioun um Portail vun der „Sécurité alimentaire" nach en offizielle Pressecommuniqué, deen dann iwwert den offizielle Wee un all Lëtzebuerger Presseorganer geschéckt gëtt.

Beim Sesam huet missen eng Ausnam gemaach ginn, well esouwuel d'Press wéi och d'Leit dobausse soss mat Pressecommuniquéen iwwerschwemmt gi wieren. Vu datt et sech mëttlerweil schonn ëm ronn 160 concernéiert Produiten handelt, déi eis säit September gemellt goufen, hunn d'Autoritéiten decidéiert, eng Lëscht mat de concernéierte Produiten um Portail vun der „Sécurité alimentaire" ze publizéieren. Dës Lëscht gëtt aktualiséiert, soubal e concernéierte Produit gemellt gouf an ass ënnert folgender Internetadress ze fannen:

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/alertes/2021/janvier/graines-sesame-oxyde-ethylene.html.

Bis elo sinn ausserdeem dräi offiziell Communiquéë mat Informatiounen zu dëser Lëscht un d'Press geschéckt ginn, den 9. Oktober 2020, den 23. Oktober 2020 an de 4. Dezember 2020.

Ausserdeem gi reegelméisseg Alertewarnungen iwwert d'Mise à jour vun dësem Incident iwwert eis Newsletter erausgeschéckt an um Facebook-Site vum Konsumenteschutzministère aktualiséiert.

D'Alertenewsletter kann all interesséiert Persoun um Portail vun der „Sécurité alimentaire" ënnert folgendem Link abonéieren: https://securite-alimentaire.public.lu/fr/support/alerte.html.

De Facebook-Site vum MPC ass hei ze fannen: https://www.facebook.com/MPCLuxembourg.

ad 1.1. Et ass virgesinn, datt weider staatlech Servicer an d'GouvAlert-Applikatioun agebonne ginn. An deem Kader gouf rezent en Aarbechtsgrupp en place gesat, fir all staatlech Entitéiten ze identifizéieren, déi a Fro kéimen, fir d'Applikatioun ze benotzen. De „Commissariat alimentaire" ass och an dësem Aarbechtsgrupp vertrueden, fir d'Liewensmëttelwarnungen ze integréieren.

ad 1.2. Sämtlech Liewensmëttelwarnungen, déi um Portail vun der „Sécurité alimentaire" publizéiert ginn, gi säit 2019 gläichzäiteg um Facebook-Site vum Konsumenteschutzministère publizéiert.

ad 1.3. Eng Rei vun den Ännerungen, déi den honorabelen Deputéierten uschwätzt, sinn also schonn en place.

Et ass ausserdeem nach ze bemierken, datt d'Regierung decidéiert huet, fir déi verschidde Liewensmëttelautoritéiten an enger neier Verwaltung zesummenzeleeën.

Den entspriechende Projet de loi ass an der Chamber ënnert der Nr. 7716 am November 2020 deposéiert ginn a gesäit vir, datt déi nei Lëtzebuerger „Agence vétérinaire et alimentaire" och eng Missioun am Beräich Kommunikatioun kritt.

An dësem Kontext ass virgesinn, fir d'Kommunikatioun ronderëm d'Liewensmëttelwarnungen nei auszeriichten. En Aarbechtsgrupp ass zesummegestallt ginn, dee sech ënner anerem och mat der Kommunikatioun vun den Alerte befaasst.

ad 2.1. Et ass net geplangt, fir d'Warnungen aus den Nopeschlänner méi ervirzehiewen, wéi dat de Moment de Fall ass.

All d'Liewensmëttelautoritéiten an der EU hunn eng territorial Kompetenz fir d'Iwwerwaachung vu Réckriff, déi Betriber betreffen, déi op hirem Territoire Produite verkafen.

Bei de Liewensmëttelwarnungen, déi vun den Autoritéite publizéiert ginn, ass duerch e Suivi um Terrain vun de Kontrollservicer nogewisen, datt dës Produiten och tatsächlech op dem betreffenden Territoire verkaaft goufen. Zu Lëtzebuerg informéieren eis Autoritéiten dann och, a wéi enge Geschäfter de Produit verkaf gouf.

Déi Lëtzebuerger Autoritéiten hu keng Méiglechkeet, Suivien an de Betriber vun den Nopeschlänner ze maachen.

[16] Étude « European Health Interview Survey » (désignée « EHIS ») à laquelle le Grand-Duché du Luxembourg a participé en 2014

[17] Julia C, Hercberg S, World Health Organization. Regional Office for Europe. Development of a new front-of-pack nutrition label in France: the five-colour Nutri-Score. Public Health Panor. 2017;03 (04):712-25. Egnell M, Talati Z, Hercberg S, Pettigrew S, Julia C. Objective Understanding of Front-of-Package Nutrition Labels: An International Comparative Experimental Study across 12 Countries. Nutrients. 18 oct 2018;10 (10):1542. Talati Z, Egnell M, Hercberg S, Julia C, Pettigrew S. Food Choice Under Five Front-of-Package Nutrition Label Conditions: An Experimental Study Across 12 Countries. Am J Public Health. 2019;109(12):1770-5.

Déi gemeinsam EU-Reglementatioun stellt sécher, datt eis Nopeschlänner dee néidege Suivi maachen an aktualiséiert Donnéeën op hiren Internetsitte publizéieren.

All interesséierte Konsument zu Lëtzebuerg, deen an der Grenzregioun akafe geet, ka sech op de jeeweilege Sitte vun den Nopeschlänner iwwert d'Liewensmëttelwarnungen informéieren.

Fir dëst ze vereinfachen, sinn déi entspriechend Linken op eisem Portail publizéiert: https://securite-alimentaire.public.lu/fr/consommateur/Alertes-PaysVoisins.html.

Ausserdeem publizéiere mir zu Lëtzebuerg bei all neier Liewensmëttelwarnung, déi op de Portail gesat gëtt, déi entspriechend Linke vun den offizielle Sitte vun eisen 3 Nopeschlänner nach eng Kéier mat.

Déi belsch Autoritéiten offréieren ausserdeem och eng Alertenewsletter, wou all interesséiert Persoun sech kann aschreiwen an esou ëmmer aktualiséiert a validéiert Informatioune ka kréien. Déi Newsletter ass liicht ze fannen iwwer:

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/consommateur/AlertesPaysVoisins.html.

ad 2.2. Wéi schonn ënnert der viregter Fro erkläert gouf, gëtt virun all Publikatioun vun enger Alert vun den nationalen Autoritéiten iwwerpréift, ob e Produit och effektiv um Lëtzebuerger Maart verkaf gouf. Et ass net méiglech fir eis Verwaltungen, esou Kontrollen an engem anere Land ze maachen, dëst aus Grënn vun territorialer Kompetenz an och vu mënschleche Ressourcen, déi net do sinn.

Vu datt d'Reglementatioun, déi à la base vun der Publikatioun vun enger Alert steet, déi selwecht ass fir all d'EU-Memberstaten, ginn et och ganz änlech Strukturen, fir déi jeeweileg Populatiounen ze informéieren. Déi jeeweileg Autoritéite stellen duerch hir Kontrolle sécher, datt op hiren Internetsitte just validéiert an aktualiséiert Alerte publizéiert ginn.

Duerch eng parallell Publikatioun géif ee riskéieren, net aktuell oder net pertinent Informatiounen ze veréffentlechen, wouduerch Litigë mat de Liewensmëttelbetriber kéinten entstoen.

Question 3419 (12.01.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **délinquance :**

Den Ament ass Wanter an et ass fréi däischter owes a wéinst dem Covidvirus sinn net vill Foussgänger an der Stad ënnerwee an d'Leit si maskéiert. Dat sinn ideal Viraussetzunge fir Iwwerfäll.

An deem Kontext wollte mir dem Här Policeminister dës Froe stellen.

1. Wéi vill Strofdoten - a ganz besonnesch Iwwerfäll - sinn der Police um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gemellt ginn an de Méint November an Dezember 2020?

2. Ass eng Zounam vu Strofdoten an Iwwerfäll - am Besonneschen an de Méint November an Dezember 2020 - festzestellen am Verglach zu de leschte Joren?

3. Huet den Här Minister Informatiounen, déi drop hindeiten, datt an deem Kontext d'Policeaarbecht duerch de Fakt, datt d'Leit maskéiert sinn, méi schwéier duerchzeféieren ass ewéi soss?

4. Op der anerer Säit gouf vun der Regierung eng Ausgangsspär decidéiert, déi all Owend um néng respektiv um eelef Auer a Kraaft trëtt. Huet dëst zu engem Ofhuele vu Strofdoten an der Nuecht gefouert?

Réponse (02.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Tableau zu de Froen 1. - 4.:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 1. + 2. Aus dem Tableau erkennt een den Trend vun de Strofdoten um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg an de Joren 2018 bis 2020 jeeweils fir d'Méint November an Dezember. D'Hausse vun de Strofdoten insgesamt erkläert sech ënner anerem duerch eng däitlech Zounam bei den Drogendelikter. Dëst ass bedéngt duerch de Fait, dass d'Police säit Enn 2018 um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg vill méi intensiv an deem Beräich aktiv ass.

ad 3. De Fait, dass d'Leit Masken droen, huet de selwechten Afloss op d'Policeaarbecht wéi d'Droe vu Mutzen, Schaler a Kaputze wärend de Wantermëint a kann deemno als negligeabel bezeechent ginn.

ad 4. Wéi aus dem Tableau ersiichtlech, erkennt een en däitlechen Trend no ënne bei de Strofdoten insgesamt an och bei den Iwwerfäll, wann een d'Ausgangsspär mat dem selwechten Zäitraum déi viregt Jore vergläicht.

Question 3428 (12.01.2021) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **situation des réfugiés en Bosnie-Herzégovine :**

Leurs conditions de vie étant déjà désastreuses, le temps hivernal rend la situation pour les réfugiés de l'ancien camp Lipa au nord de la Bosnie-Herzégovine davantage insupportable. En l'absence d'électricité, d'eau courante et de chauffage, et avec les températures en baisse, les personnes sur place courent le risque de mourir d'hypothermie.

Dû à des différends entre les autorités de Sarajevo et la ville de Bihac, les migrants avaient été expulsés du camp de Bira, camp mieux adapté aux conditions d'hiver non loin de Bihac.

Les réfugiés tentant la traversée vers l'Union européenne par la frontière croate sont victimes de violences inhumaines et font l'objet des « push back » illégaux de la part des policiers croates. Les autres se retrouvent de retour dans l'ancien camp de Lipa qui, lors de son évacuation par l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations, avait été ravagé par un feu en décembre 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Selon Human Rights Watch, la Bosnie-Herzégovine s'appuie sur son accord bilatéral avec la Croatie. L'organisation se réfère à l'accord avec la Communauté européenne concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, spécifiquement à l'article 3, point b) en relation avec la réadmission des ressortissants des pays tiers et des apatrides. Est-il correct que la Bosnie-Herzégovine se base sur cet article dans la situation actuelle ? Cet article s'applique-t-il également pour les crises migratoires ?

2) Que fait l'Union européenne pour assister les autorités de Sarajevo à résoudre les différends avec la ville de Bihac au nord du pays afin d'héberger les réfugiés dans le camp de Bira ? Monsieur le Ministre prévoit-il de discuter cette problématique lors d'une prochaine réunion avec ses homologues européens ?

3) La Charte humanitaire du Luxembourg reconnaît le caractère de plus en plus prolongé des déplacements forcés et s'engage à prendre les mesures opérationnelles pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Est-ce que le Luxembourg soutiendra les réfugiés en Bosnie-Herzégovine et de quelle façon ?

4) Selon Frontex, des abus aux frontières croates n'ont pas pu être constatés. Comment l'agence de garde-frontières peut-elle assurer un meilleur contrôle et une assistance aux policiers croates dans cette situation ?

5) Quelles mesures seront prises afin de protéger les réfugiés de l'hypothermie ?

Réponse (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) L'article 3, paragraphe 1, de l'accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine (UE-BIH) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier s'applique en effet dans le cas d'espèce. L'article 6 dudit accord définit les principes de la procédure de réadmission, sans toutefois préciser la non-application des dispositions pour d'éventuelles crises migratoires. Les moyens de preuve concernant les ressortissants de pays tiers et les apatrides sont prescrits dans l'article 9.

Par ailleurs, l'article 20 définit la relation avec les accords ou arrangements bilatéraux de réadmission conclus entre les États membres et la Bosnie-Herzégovine.

ad 2) La situation en Bosnie-Herzégovine était à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères du 25 janvier 2021. Le Ministre a également déploré les conditions d'accueil exécrables des migrants lors du Conseil JAI informel du 28 janvier 2021, rappelant que l'Union européenne est signataire de la Convention de Genève, et que les réfugiés ne devraient pas devoir mettre leur vie en péril pour pouvoir frapper à notre porte. Immédiatement après la fermeture du camp de Lipa, l'Union européenne, en particulier à travers le HR/VP Borrell et les commissaires Johansson et Várhelyi, a exercé une pression considérable lors de discussions avec les représentants du Gouvernement de Bosnie-Herzégovine et les différentes autorités pour parvenir à une solution rapide à la crise humanitaire. Les structures financées par l'UE actuellement vacantes peuvent ainsi faire partie de la solution. En même temps, l'accent devra être mis sur la planification à moyen et à long terme par l'identification d'endroits supplémentaires où les migrants peuvent être hébergés afin de réduire la pression sur la région de Bihac.

Rappelons qu'en date du 3 janvier 2021, l'UE a également annoncé une aide humanitaire de 3,5 millions EUR pour répondre à la crise humanitaire aiguë. Cela porte à 88 millions EUR la somme que l'UE a allouée à la gestion des migrations en Bosnie-Herzégovine au cours des trois dernières années.

ad 3) Comme par le passé, le Luxembourg continuera à participer aux efforts collectifs de l'UE et soutiendra les efforts de cette dernière, ainsi que d'autres partenaires internationaux, pour fournir des infrastructures nouvelles et mieux équipées pour les migrants.

ad 4) Le Luxembourg condamne toute sorte de violence et manquement au respect du droit international et des droits de l'homme. Le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine. L'agence Frontex et les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières sont tenues par la législation européenne en vigueur de mener à bien toutes ces missions en respectant pleinement les droits fondamentaux.

Il importe de souligner que l'agence ne dispose que d'un pouvoir de contrôle sur les agents déployés par Frontex. Elle n'a pas d'autorité sur les forces de l'ordre nationales des États membres. Ainsi, elle ne peut que suspendre un agent déployé par l'agence. De même, s'agissant d'une question de souveraineté nationale, elle n'a pas le pouvoir de mener des enquêtes dans les États membres de l'Union européenne.

Toutefois, selon le Code de conduite de Frontex, tous les agents sont obligés de rapporter toute violation des droits fondamentaux à travers le mécanisme de signalement d'incidents graves. Un mécanisme de plainte est également en place pour toute personne directement touchée par les actions du personnel participant à une opération et qui estime que ces actions ont porté atteinte à ses droits fondamentaux. L'officier aux droits fondamentaux est en charge du traitement des plaintes reçues par l'agence et - le cas échéant - du suivi donné par l'agence ou l'État membre concerné.

Ces mécanismes seront davantage renforcés à l'avenir. En effet, afin de contrebalancer les missions et compétences élargies de l'agence, le nouveau règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes prévoit un renforcement conséquent du bureau et des missions de l'officier aux droits fondamentaux ainsi que des règles quant à son indépendance. Le texte prévoit également la mise en place de 40 contrôleurs de droits fondamentaux.

ad 5) Les forces armées ont commencé à monter des tentes chauffées sur le site de l'ancien camp de Lipa. Il y a désormais 30 tentes chauffées en place, qui accueillent quelque 940 migrants. Depuis le 14 janvier 2021, il y a aussi de l'eau et de l'électricité sur le site de Lipa, et la situation générale continue heureusement de s'améliorer.

Question 3433 (13.01.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **médecine de contrôle :**

An Zäite vun der Pandemie leiden nach méi Mënsche wéi virdrun ënner psychesche Problemer. D'Auslaaschtung an eise Psychiatrien ass grouss a ganz vill Patiente sinn an ambulanter Behandlung.

Mengen Informatiounen no ass et an der leschter Zäit ëfters virkomm, datt Patiente mat engem Certificat vum Psychiater, deen eng Incapacité de travail attestéiert, d'Prise en charge vun der CNS refuséiert kruten, opgrond vum Rapport vum Kontrolldokter. Dobäi wier a ville Fäll de concernéierte Kontrolldokter kee Psychiater gewiescht, mee e Generalist.

Opgrond vun dësen Informatioune wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, ëm wéi vill Fäll geet et?

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt an esou Fäll vu psycheschen Erkrankungen, de Kontrolldokter obligatoresch e Psychiater oder en unerkannte Psychotherapeut muss sinn?

- Wa jo, missten dann déi uewe genannte Fäll net reevaluéiert ginn?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse commune (05.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Joer 2019 hunn déi psychesch Erkrankunge 25 % vun den Erkrankungen ausgemaach. Opgrond vun der héijer Unzuel un Assuréen, déi e Krankeschäin hu wéinst enger psychescher Krankheet, ass et net méiglech, datt beim Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (CMSS) an all Fall e Psychiater vum CMSS d'Assuréë mat engem Krankeschäin, deen op engem Code vun enger psychescher Krankheet baséiert, gesäit. Deementspriechend kann et virkommen, datt e Generalist en Assuré kontrolléiert, deen e Krankeschäin huet, deen op engem Code vun enger psychescher Krankheet baséiert. Et ass awer och ervirzehiewen, datt eng grouss Unzuel vun de wéinst enger psychescher Erkrankung ausgestallte Krankeschäiner vu Generalisten ausgestallt gëtt, an net vu Psychiateren.

Donieft kann de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet laut dem Artikel 421, Alinea 6 vum Code vun der sozialer Sécherheet, zu all Moment en Avis vun engem Expert froen. D'Kontrolldoktere gräifen oft op dës Méiglechkeet zeréck, virun allem am Beräich vun der Psychiatrie an huelen sech en Avis vun engem externe Psychiater an. Dësen Artikel gesäit vir: « Le Contrôle médical de la sécurité sociale prend l'avis d'experts spécialisés toutes les fois qu'il le juge nécessaire dans le cadre de l'évaluation de l'état de santé des assurés. »

Personaltechnesch ass et net méiglech, am CMSS fir all Spezialitéit een Dokter anzestellen. Aus dësem Grond erlaabt den uewe genannten Artikel dem CMSS op Spezialisten zeréckzegräifen.

Question 3436 (13.01.2021) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **fonctionnement** et la **situation financière des offices régionaux du tourisme :**

Au cours du mois de décembre, l'Office régional du tourisme (ORT) région Mullerthal a annoncé un changement à la direction avec effet au 1er janvier 2021 ainsi qu'une réduction significative du budget, notamment du personnel pour l'année 2021. Ces nouvelles ont vocation à inspirer une réflexion générale sur le fonctionnement des offices régionaux du tourisme, notamment au sujet de leur mode de financement et de leurs effectifs.

Considérant que la pandémie actuelle constitue une véritable cesure pour le secteur, il est fort probable qu'une relance du tourisme sera à l'ordre du jour pendant les années à venir. Afin de saisir cette opportunité, il serait certainement opportun de soutenir cette relance et de la suivre de près avec les acteurs du terrain. Dans ce contexte, les offices régionaux du tourisme auront évidemment leur rôle à jouer.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) La baisse de moyens budgétaires destinés au personnel concerne-t-elle uniquement l'ORT région Mullerthal ou également d'autres ORT du Grand-Duché ? Compte tenu du fait que le secteur du tourisme se trouve parmi les secteurs les plus touchés par la crise, les ORT concernés seront-ils en mesure d'accomplir leurs missions avec moins de personnel à disposition ?

2) Les articles parus dans la presse laissent comprendre que l'ORT Mullerthal cherche à assainir ses finances via le biais d'une réduction (temporaire ?) de personnel. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tel est le cas ?

3) Dans l'affirmative, et sachant que les conventions entre les différents ORT et le ministère couvrent les frais de personnel des ORT, il semble que toute diminution de personnel au sein d'un ORT résulte in fine en une réduction des dépenses côté ministère. Dans cette optique, Monsieur le Ministre peut-il expliquer dans quelle mesure une réduction des effectifs au sein de cet ORT lui permettra d'améliorer sa situation financière ?

4) Comment se présentent les effectifs en personnel des différents ORT en ce moment ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des précisions quant à leur affectation respective aux différentes tâches à accomplir ?

5) Vu les profils touristiques divergents des différentes régions du pays, les ORT affichent des besoins différents en termes de ressources personnelles et financières. Au vu notamment du défi de la relance du tourisme après la pandémie, Monsieur le Ministre estime-t-il que leurs modes actuels de financement et de fonctionnement puissent permettre à tous les ORT d'affronter au mieux ce défi ? Dans la négative, quelles sont les adaptations qui pourraient constituer un renforcement des ORT au niveau financier et personnel pour le temps d'après-crise ?

Réponse (18.01.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1) La Direction générale du tourisme n'a pas baissé les moyens budgétaires attribués à l'Office régional du tourisme de la région Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise ni ceux attribués aux autres offices régionaux du tourisme, désignés ci-après par « ORT ».

Via une convention annuelle, la Direction générale du tourisme accorde aux ORT une enveloppe globale destinée à couvrir les frais de rémunération, les frais de fonctionnement ainsi que les frais liés à la réalisation de projets.

Cette dotation allouée aux ORT va progresser de 1 % en 2021 par rapport à 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Par ailleurs, une enveloppe supplémentaire de 250.000 € permet aux ORT d'introduire des projets qui peuvent être subventionnés jusqu'à 100 % en fonction de leur niveau d'importance et de leur concordance avec les priorités stratégiques nationales.

Les ORT peuvent aussi bénéficier d'aides à l'investissement en ce qui concerne les développements informatiques via le plan quinquennal. En tout, 500.000 € y sont réservés aux ORT avec un taux de subventionnement exceptionnel de 70 % accordé par une décision du Conseil de Gouvernement tel que prévu par la loi.

En 2020 les ORT ont par ailleurs aussi pu profiter des crédits alloués dans le cadre du programme « Restart Tourism » pour la réalisation de projets d'animation touristique, en relation avec le cyclotourisme dans le cadre du « Vélosummer 2020 » ou de la digitalisation dans le domaine du tourisme.

Finalement la Direction générale du tourisme apporte aussi les cofinancements nationaux pour les projets « Interreg V » initiés par les différents ORT.

ad 2) L'ORT Mullerthal est une structure juridique distincte de l'État sous le régime d'une « association sans but lucratif ». Ses organes décisionnels, que ce soit le conseil d'administration ou l'assemblée générale, sont indépendants et libres de fixer l'orientation budgétaire de l'ASBL.

La Direction générale du tourisme ne dispose pas d'administrateurs avec voix décisionnelle.

ad 3) Depuis 2019, la Direction générale du tourisme ne lie plus ses dotations aux dépenses des frais de personnel effectifs de l'ORT mais verse une enveloppe globale à chaque ORT.

La dotation de l'État reste donc inchangée indépendamment d'éventuelles fluctuations dans les frais de personnel.

ad 4) Les effectifs des ORT varient d'une région à une autre dû à une évolution historique et à un niveau de maturité touristique distinct.

Tous les ORT disposent d'un gestionnaire et de deux à trois coordinateurs touristiques et certains disposent d'une ressource pour les travaux de secrétariat. Or, les ORT qui sont porteurs de projets du type « Interreg » ou « Leader » présentent des effectifs plus élevés afin de mener à bien ces projets. Il faut mentionner ici que les frais de personnel supplémentaires issus de ces projets sont couverts intégralement ou en partie par les budgets respectifs desdits projets.

L'affectation interne aux différentes tâches reste de la seule compétence du gestionnaire, voire des organes décisionnels de chaque ORT.

ad 5) La crise sanitaire que nous vivons actuellement constitue un défi majeur pour tous les acteurs touristiques et les ORT n'y font pas exception. Pour affronter au mieux ces défis auxquels nous nous voyons confrontés actuellement, nous sommes en contact permanent avec tous les acteurs afin de créer des synergies et d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs touristiques.

Question 3442 (14.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**assurance dépendance :**

Die Pflegeversicherung ist ein eigenständiger Zweig der Sozialversicherung in Luxemburg, welche die Kosten der Hilfe- und Pflegeleistungen pflegebedürftiger Personen übernimmt.

Laut Informationen von einzelnen Betroffenen wurden wohl im letzten Jahr einige Anamnesegespräche mit der pflegebedürftigen Person über Telefon geführt, welche in einigen Fällen nicht zur gewünschten Aufnahme in die Pflegeversicherung führten.

In diesem Zusammenhang möchten wir dem Herrn Minister für soziale Sicherheit folgende Fragen stellen:

1. Wie viele Anträge auf Pflegeversicherung wurden die letzten Jahre gestellt?

2. Wie viele wurden angenommen bzw. abgelehnt?

3. Gibt es bei der Aufnahmeprozedur klare Richtlinien, wie diese abzulaufen hat?

4. Wenn ja, wie sehen diese im Detail aus?

5. Wenn nein, nach welchen Kriterien werden die Entscheidungen getroffen?

6. Ist die Aufnahmeprozedur für die Antragsteller im Vorfeld bekannt?

7. Ist der Minister in Kenntnis von Anamnesegesprächen, die lediglich über Telefon stattfinden?

8. Wenn ja, auf Basis welcher Kriterien kann entschieden werden, dass ein Anamnesegespräch nur über Telefon stattfindet?

9. Ist der Minister nicht der Ansicht, dass neben einem Telefongespräch auch ein Besuch bei der betroffenen Person selbst stattfinden muss, damit sich die Beamten vor Ort ein Gesamtbild von der Pflegesituation machen können?

Réponse (08.02.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. In den Jahren 2018, 2019 und 2020 wurden insgesamt fast 30.000 Anträge auf Leistungen der Pflegeversicherung (sowohl auf Pflegeleistungen als auch auf technische Hilfsmittel oder Anpassungen des Wohnumfeldes) eingereicht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Um Anspruch auf Hilfs- und Pflegeleistungen der Pflegeversicherung zu haben, muss der Mindestbedarf von 3,5 Stunden Hilfe- und Pflegeleistungen pro Woche in den Aktivitäten des täglichen Lebens (ATL) erreicht werden. Die ATL beinhalten die Bereiche der Körperhygiene, des Toilettengangs, der Ernährung, des An- und Auskleidens und der Mobilität.

In dem Zeitraum von 2018 bis 2020 wurden 85 % der Anträge auf Pflegeleistungen bewilligt. 3 % der Antragsteller wurden als autonom bewertet (0 Minuten Hilfe- und Pflegebedarf pro Woche in den ATL). Weitere 12 % lagen unter dem benötigten Mindestbedarf von 3,5 Stunden Hilfe- und Pflegeleistungen pro Woche in den ATL.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Der offizielle Entscheid zur Bewilligung von Leistungen wird vom Vorsitzenden der nationalen Gesundheitskasse (CNS) auf der Grundlage der Stellungnahme der Bewertungs- und Kontrollbehörde (Administration d'évaluation et de contrôle - AEC) der Pflegeversicherung gefasst und dem Antragsteller mitgeteilt.

ad 3. - 5. Die Beantragung der Leistungen erfolgt anhand eines Formulars (verfügbar in deutscher und französischer Sprache) zur Beantragung der Leistungen der Pflegeversicherung. Der Antrag besteht aus einem vom Antragsteller auszufüllenden Formular und einem vom behandelnden Arzt auszufüllenden ärztlichen Gutachten (R20). Der Antrag auf Leistungen ist erst vollständig, wenn beide Teile bei der CNS eingegangen sind. Der Eingang des Antrags wird durch eine Empfangsbestätigung validiert, auf der ebenfalls das Datum des Beginns des Anspruchs auf die Leistungen angegeben ist.

Die CNS übermittelt den Antrag an die Bewertungs- und Kontrollbehörde der Pflegeversicherung (AEC), die für die Feststellung der Pflegebedürftigkeit und die Bestimmung des Schweregrades (Pflegestufe) zuständig ist.

Die Bewertung der Pflegebedürftigkeit wird von einem Arzt oder einer Gesundheitsfachkraft der AEC beim Antragsteller zu Hause, in den Räumlichkeiten der AEC oder in der jeweiligen Einrichtung (für Senioren oder für Personen mit einer Behinderung) vorgenommen. Der Antragsteller wird über den Termin der Bewertung informiert.

Die Gesundheitsfachkraft der AEC bewertet die Fähigkeiten des Antragstellers, die Aktivitäten des täglichen Lebens auszuführen, und ermittelt den Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen. Sie ermittelt zudem den etwaigen Bedarf an technischen Hilfsmitteln bzw. einer Wohnraum- oder Fahrzeuganpassung. Dazu werden der Antragsteller und gegebenenfalls eine Person seines Umfelds, die sich um Hilfe und Pflege kümmert, mittels eines umfassenden Begutachtungsinstruments befragt. Der Inhalt dieses Instruments (Outil d'évaluation et de détermination des prestations de l'assurance dépendance) ist in der großherzoglichen Verordnung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen beschrieben (Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance).

Die Kontaktdaten der Gesundheitsfachkraft der AEC werden dem Antragsteller bei der Bewertung mitgeteilt. In der Regel handelt es sich bei dieser Fachkraft um den für den Antrag und die entsprechenden Folgemaßnahmen zuständigen Sachbearbeiter. Der Antragsteller hat somit eine direkte Kontaktperson innerhalb der AEC, an die er sich bei Bedarf wenden kann.

Nach der Bewertung der Pflegebedürftigkeit hält die Gesundheitsfachkraft die benötigten Hilfe- und Pflegeleistungen, auf die die pflegebedürftige Person während einer Woche Anspruch hat, in einer Dokumentation fest. Anhand dieser Dokumentation kann auch ermittelt werden, ob die pflegebedürftige Person den Mindestbedarf von 3,5 Stunden/Woche an Hilfe- und Pflegeleistungen im Bereich der Aktivitäten des täglichen Lebens erreicht hat oder nicht. Ist dies der Fall, können, entsprechend dem Bedarf und der Situation der pflegebedürftigen Person, noch weitere Leistungen bewilligt werden.

Je nach Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen im Bereich der Aktivitäten des täglichen Lebens (AEV) wird dem Antragsteller eine der 15 Stufen an wöchentlichem Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen zugewiesen. Jede dieser 15 Stufen entspricht einem in Minuten gemessenen übernommenen Zeitrahmen, auf den die pflegebedürftige Person pro Woche Anspruch hat.

Die Richtlinien und Kriterien bezüglich der Bewertung und der Festlegung der Leistungen sind gesetzlich beziehungsweise in einer großherzoglichen Verordnung festgelegt und für jeden einsehbar.

Die Auflistung der Standards (Relevé-type des aides et soins requis) und das Handbuch der Hilfe- und Pflegeleistungen (Référentiel des aides et soins) sind im Anhang (Annexes A et B) der großherzoglichen Verordnung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen nachzulesen (Règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance). Zugang zu der Gesetzgebung bietet ebenfalls die Internetseite der AEC.

ad 6. Das Formular zum Antrag auf Leistungen der Pflegeversicherung (in deutscher oder französischer Sprache) beinhaltet ein Informationsblatt, welches die Bedingungen bezüglich des Antrags sowie die Bewilligungskriterien erörtert. Des Weiteren wird der Antragsteller über die Kontaktdaten der Telefonberatungsstellen der AEC informiert: „Helpline Sekretariat" und „Helpline technische Hilfsmittel". Somit hat der Versicherte bei Fragen oder dringendem Bedarf an Hilfe- und Pflegeleistungen, technischen Hilfsmitteln oder Wohnraumanpassungen die Möglichkeit, in direkten Kontakt mit den Mitarbeitern der AEC zu treten.

Diese direkte telefonische (oder gegebenenfalls über Mail bzw. briefliche) Kontaktmöglichkeit bietet dem Versicherten eine auf seine eigenen Bedürfnisse und Situation angepasste Antwort und Informationsquelle.

In ihren Bemühungen um eine bürgernahe und bürgerfreundliche Verwaltung, die sich an den Bedürfnissen der Bürger orientiert, hat die AEC in den letzten Jahren ihre Serviceorientierung noch gestärkt, indem die direkten Kontaktmöglichkeiten ausgebaut wurden. Einfache Erreichbarkeit und Entgegennahme von dringlichen Angelegenheiten oder spezifischen Fragen zur Pflegesituation waren ebenfalls seit Anfang der sanitären Krise ein wichtiges Anliegen der AEC, deren Mitarbeiter den pflegebedürftigen Personen und Bürgern weiterhin zur Verfügung standen, um ihre Anrufe und Anfragen zu beantworten. Der ständige Kontakt mit ihren Partnern ermöglichte der AEC zudem, ihre Dienstleistungen gemäß der sanitären Situation anzupassen.

Die Kontaktdaten der Telefonberatungsstellen sowie Informationen über die Aufnahmeprozedur befinden sich ebenfalls auf dem von der AEC erarbeiteten zweisprachigen (deutsch/französisch) Informationsblatt („Flyer").

Seit März 2019 hat die AEC auch eine neue Webseite: www.assurance-dependance.lu. Sie richtet sich sowohl an die breite Öffentlichkeit, die Partner der Pflegeversicherung als auch die Fachleute in der Branche. Alle nützlichen Informationen zur Pflegeversicherung, auch über die Aufnahmeprozedur, findet man in französischer, deutscher, luxemburgischer und englischer Sprache. Die Internetseite bietet ebenfalls Zugang zu den Texten der Gesetzgebung.

ad 7. - 9. Wie gesetzlich vorgesehen, wird die Bewertung der Pflegebedürftigkeit von einer Gesundheitsfachkraft der AEC beim Antragsteller zu Hause, in den Räumlichkeiten der AEC oder in der jeweiligen Einrichtung (für Senioren oder für Personen mit einer Behinderung) vorgenommen. Der Antragsteller wird über den Termin der Bewertung informiert.

In der Tat ermöglicht die Bewertung der Pflegebedürftigkeit vor Ort eine umfassende Begutachtung der Gesamtsituation des Antragstellers und eine angepasste Beratung durch die Gesundheitsfachkraft der AEC. Während der Pflegebedürftigkeitsbewertung werden sowohl die medizinische Ursache der Pflegebedürftigkeit, der Hilfe- und Pflegebedarf der Person, das architektonische Umfeld als auch die personelle Organisation der Betreuung und gegebenenfalls die Pflegeperson begutachtet, um sowohl die benötigten Leistungen festzulegen als auch Beratungen vorzunehmen.

Wie in der großherzoglichen Verordnung bezüglich der Modalitäten der Festlegung der Leistungen (Règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance) vorgesehen, kann die AEC in Ausnahmefällen der CNS direkt eine Stellungnahme vorlegen, ohne auf sämtliche Komponenten zur Bewertung der Pflegeleistungen zurückgreifen zu müssen. Diese Vorgehensweise wird ausschließlich in jenen Fällen angewandt, wenn aus dem Antrag hervorgeht, dass der Antragsteller keinen Hilfebedarf in den Aktivitäten des täglichen Lebens hat. In den Jahren 2019 und 2020 hat die AEC lediglich in 20 beziehungsweise 19 Fällen (0,3 % der Anträge auf Hilfe- und Pflegeleistungen) diese Vorgehensweise telefonisch angewandt.

Es ist zu unterstreichen, dass es nicht ungewöhnlich ist, dass die AEC nach Einreichen des vollständigen Antrags schon vor dem Termin zur Bewertung der Pflegebedürftigkeit mit dem Antragsteller oder gegebenenfalls mit der Pflegeperson seines Umfelds telefonisch Kontakt aufnimmt. Diese Vorgehensweise stellt einen proaktiven Ansatz der AEC dar, der vor allem darauf abzielt, Einzelheiten zu technischen Hilfsmitteln zu ermitteln, die dringend benötigt werden und die daher sofort für den Versicherten bestellt werden können, noch ehe die eigentliche Bewertung der Pflegebedürftigkeit vor Ort stattfindet. Diese telefonische Kontaktaufnahme der AEC soll zur schnellstmöglichen Versorgung und Zufriedenheit des Antragstellers beitragen.

Question 3444 (14.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **recrutement auprès de la Police grand-ducale :**

Et geet ëm de Rekrutéierungsexamen (épreuves spéciales) fir d'Karriäre B1 a C1 bei der Police, déi elo fir d'éischt nom groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 organiséiert ginn.

Zil ass et, fir dëst Joer 200 nei Stagiairen opzehuelen (140 am B1 a 60 am C1), déi dann am Abrëll 2021 an der Policeschoul ufänken.

Iwwer 800 Kandidaten, déi de Staatsexamen erfollegräich gepackt haten, hunn sech 2020 ugemellt fir de Rekrutéierungsexame matzemaachen.

D'Modalitéite sinn definéiert am groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert d'Rekrutéierung bei der Police.

Am Kontext vun der Elaboratioun vun dësem Reglement an och duerno bei der Uwendung ginn et anscheinend eng Rei Problemer oder esouguer Onreegelméissegkeeten, déi geschitt sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

Déi éischt Froe betreffen d'Elaboratioun vum Reglement.

D'Staatsbeamtekummer huet den 2. Juni 2020 en Avis erausginn zum Gesetzesprojet 7543 an zum Reglement iwwert d'Modalitéite vun der Rekrutéierung bei der Police.

Dësen Avis ass dunn direkt un de Ministère fir bannenzeg Sécherheet adresséiert ginn an och do ukomm, fir dass dëse Ministère dann dofir suerge kann, datt den Avis weidergeleet gëtt iwwert den SCL (Service central de législation) un all zoustänneg Instanzen, dorënner d'Chamber an de Staatsrot.

Dëst sollt awer du sechs Woche laang daueren.

Den Avis vun der Staatsbeamtekummer ass eréischt de 17. Juli an der Chamber ukomm, een Dag no der Sëtzung vun der zoustänneger Kommissioun.

De Staatsrot konnt en awer net méi a säin eegenen Avis mat afléisse loossen, well dëse war schonn den 10. Juli vum Staatsrot un d'Chamber geschéckt ginn.

1. Kann de Ministère fir bannenzeg Sécherheet erklären, firwat hie sechs Woche gebraucht huet, fir den Avis vun der Staatsbeamtekummer un d'Chamber an un de Staatsrot weiderzeleeden?

2. Wéi laang dauert dës Prozedur normalerweis beim Ministère fir bannenzeg Sécherheet an ass et schonn eng Kéier virkomm, datt et méi wéi eng Woch gedauert huet?

Déi nächst Froe betreffen den Exame selwer, fir deen zu dësem Moment, wou dës Zeile geschriwwe ginn, schonn d'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche gemaach gi sinn.

No de Sproochenexamen, déi elo viru Kuerzem statt fonnt hunn, ass vun den Examenskommissiounen anscheinend en Tri gemaach ginn, bei deem iwwer d'Hallschent vun de Kandidaten eliminéiert gouf an net méi fir den nächsten Examen (Sportsexamen) geruff gi sinn.

Dorophin sollen eng Rei vun deenen eliminéierte Kandidaten d'IGP ageschalt hunn an eng Plainte gemaach hu géint d'Prozedur vun der Rekrutéierung, also géint d'Eliminatioun opgrond vum Sproochentest.

3. Kann de Minister dëst bestätegen?

4. Wa jo, wien huet déi Entscheedung getraff, datt de Sproochenexamen „éliminatoire" wier?

5. Wéini ass déi Entscheedung getraff ginn? Virum Examen oder nom Examen? Goufen d'Kandidaten

doriwwer informéiert? Ass dëst am Virfeld vum Examen oder duerno passéiert?

6. Wéi gëtt de Sproochentest am Franséischen an am Däitsche bewäert a wéi fléisst déi Benoutung an de weidere Verlaf vun der Rekrutéierung an, respektiv wat fir eng Roll spillt déi Bewäertung bei der Evaluatioun vun engem Kandidat?

Am groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 steet nämlech, datt just de Sportstest an de psychologeschen Test „éliminatoire" sinn. D'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche sinn net „éliminatoire".

7. Ass de Minister der Meenung, dass hei also eng Entscheedung getraff ginn ass, déi contraire zum groussherzogleche Reglement ass?

D'IGP huet d'Plainte anscheinend ugeholl an eng administrativ Enquête an d'Weeër geleet.

8. Kann de Minister dat bestätegen?

Elo, op de 6. Januar 2021, goufen anscheinend op eemol Kandidaten, déi an enger éischter Decisioun opgrond vum Sproochentest eliminéiert goufen, awer per Mail kontaktéiert an zougelooss zum nächsten Examen.

9. Kann de Minister dat bestätegen?

10. Wa jo, firwat goufen dës Kandidaten dann an enger éischter Phas eliminéiert an elo awer zougelooss a wien huet dat decidéiert?

11. Ass déi Ëmentscheedung deen Ament dorop hinzeféieren, datt d'IGP sech der Saach ugeholl huet?

12. Kann den Här Minister d'Zuelen nenne fir de B1 a C1:

- vu Kandidaten, déi sech gemellt hate fir den Examen,

- vu Kandidaten, déi de Sproochentest matgemaach hunn,

- vu Kandidaten, déi nom Sproochentest eliminéiert goufen?

- vu Kandidaten, déi eliminéiert goufen an duerno awer erëm zougelooss gi sinn an dat elo an der éischter Januarwoch matgedeelt kruten,

- vu Kandidaten, déi elo zougelooss si fir de Sportstest am Januar 2021?

13. Vu datt jo elo schonn Tester stattfonnt hunn a schonn en Tri gemaach gi war: Ass den Anonymat vun de Kandidaten an dëser Rekrutéierungscampagne nach garantéiert?

14. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir datt sämtlech Kandidaten eng fair Chance kréien op Stageplazen an der Policeschoul an datt den Anonymat bis zum Enn respektéiert gëtt?

Réponse (04.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Jo, et ass wouer dass opgrond vun engem interne Mëssel, den Avis vun der Staatsbeamtekummer net direkt un den Zentrale Legislatiounsservice (SCL) weidergeleet ginn ass. Esoubal wéi dëse Mëssel festgestallt gouf, ass den Avis weidergeleet ginn.

Menges Wëssens ass dëst bis elo nach net virkomm an d'Avise ginn ëmmer esou séier wéi méiglech un déi kompetent Instanze virugeleet.

ad 3. - 6. Jo, eng Rei Kandidaten hunn eng Reklamatioun bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP) agereecht.

Et ass falsch ze behaapten, dass Kandidaten opgrond vun de Sproochentester eliminéiert gi sinn. Au vu vun deem grousse Succès vun dem Appel à candidatures, huet d'Examenskommissioun sech eng Virgoensweis ginn, déi et erméiglече sollt, déi enorm Unzuel vu Kandidaturen ze geréieren. Et ass sech dowéinst iwwerluet gi fir an Etappen ze verfueren.

D'Sproochenexame sinn informatiséiert a standardiséiert, d'Examenskommissioun kritt leedeglech d'Endresultat vun de jeeweilege Kandidate matgedeelt.

D'Bewäertung vun de Kandidate gëtt duerch d'Examenskommissioun duerchgefouert, déi och d'Krittäre festleet, fir de Klassement ënnert den eenzele Kandidaten ze erstellen.

ad 7. Nee, vu datt kee Kandidat opgrond vu sengem Resultat am Sproochentest eliminéiert ginn ass, ass deemno hei och keng Entscheedung getraff ginn, déi géint de groussherzogleche Reglement verstéisst.

ad 8. Jo, aktuell ass d'IGP mat dëser Ënnersichung befaasst.

ad 9. - 11. Wéinst dem Lockdown am Kontext vun der Covid-19-Pandemie, goufe sämtlech Rendezvousen tëscht dem 26. Dezember 2020 an dem 10. Januar 2021 op ee spéideren Datum verluecht. Dat kruten déi betraffe Kandidaten am Virfeld matgedeelt, a si goufen forméiert, dass spéitstens an der Woch vum 4. Januar 2021 nei Datumer kommunizéiert géife ginn. No dem Regierungsrot vum 5. Januar huet d'Police déi restlech Rendez-vousen am Aklang mat deenen neie sanitäre Moossname geplangt, an de 6. Januar goufen du sämtlech Kandidate convoquéiert. Sämtlech Decisiounen, wourënner och den Timing vun deenen eenzelen Tester gehéiert, goufe vun der jeeweileger Examenskommissioun geholl. Ech verweisen hei och op meng Äntwert op d'Froen 3, 4, 5 a 6 an ech preziséieren, dass kee Kandidat opgrond vun sengem Resultat am Sproochentest eliminéiert ginn ass.

ad 12. Insgesamt haten sech iwwer 800 Kandidate gemellt, vun deenen der schlussendlech 764 an de Sproochentester virstelleg goufen. Dozou zielen allerdéngs och ronn honnert Polizisten, déi iwwer de Wee vum sougenannten „Out-In", deen am Artikel 66 vum Policegesetz virgesinn ass, ee Wiessel an de B1 probéieren. Dës Kandidate goufen alleguer an de Sportstest invitéiert.

ad 13. + 14. Wéi am Artikel 8 (1) vum groussherzogleche Reglement vum 29. Juli 2020 virgesinn, leet de President vun der Examenskommissioun déi sënnvoll („utile") Moossname fest, fir d'Anonymitéit vun de Kandidaten an de Secret vun den Tester an den Deliberatiounen ze halen. D'Sproochentester am Franséischen an am Däitsche sinn, wéi gesot, informatiséiert a standardiséiert, soudass d'Fro vun der Anonymitéit sech bei der Korrektioun net stellt. Beim Sportstest besteet iwwerdeems eng kloer zäitlech Limitt, déi de Kandidat muss erreechen, a bei de psychologeschen Tester an dem Entretien wier eng Anonymitéit net nëmme kontraproduktiv, mee carrement contraire zu der Logik vun dësen Epreuven.

Question 3445 (14.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **cannabis récréatif :**

Am Koalitiounsaccord vun 2018 heescht et:

« Une législation portant sur le cannabis récréatif sera élaborée. Les objectifs principaux en seront de dépénaliser, voire de légaliser sous des conditions à définir, la production sur le territoire national de même que l'achat, la possession et la consommation de cannabis récréatif pour les besoins personnels des résidents majeurs, d'éloigner les consommateurs du marché illicite, de réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques y liés et de combattre la criminalité au niveau de l'approvisionnement. À cette fin, il s'agira d'instaurer sous le contrôle de l'État une chaîne de production et de vente nationale et de garantir ainsi la qualité du produit. »

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der CSV vum 10. November 2020 heescht et zudeem:

„D'Regierung strieft eng méi adequat, zäitgeméiss a léisungsorientéiert Reglementéierung vum wäitverbreete Cannabiskonsum fir net medezinnesch Zwecker zu Lëtzebuerg un. D'Haaptzil vun der Reglementéierung ass et, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. D'Tatsaach, dass Cannabis déi meeschtkonsuméiert illegal psychoaktiv Substanz zu Lëtzebuerg ass an dass, wéi schonn erwäänt, d'Konzentratioun un THC a Cannabisproduiten, déi um onkontrolléierten illegale Marché verkaaft ginn, an déi potenziell Risiken, déi mat hirem Konsum verbonne sinn, sensibel geklommen ass, sinn nëmmen e puer Argumenter, déi d'Néidegkeet, fir nei Léisungssusätz ze fannen, bekräftegen."

D'Aarbechten, fir e Projet de concept auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuerderung gerecht muss ginn, sinn nach net ofgeschloss.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung duerstellen, wat den aktuelle Stand vun den Aarbechten um besote Projet de concept ass?

2. Plangt d'Regierung, Limitatiounen anzeféieren, wat den Taux un THC a Cannabisprodukter betrëfft, déi um legale Marché verkaf däerfe ginn?

Ass d'Regierung der Meenung, dass eng THC-Limitatioun um legale Marché de Verkaf vu staark THC-haltege Produiten um illegale Marché verstäerken oder reduzéiere wäert?

3. Steet scho fest, ob d'Unzuel u Geschäfter, déi Cannabis an THC-halteg Produite verkafen däerfen, soll limitéiert ginn?

Falls jo: Ginn et schonn Informatiounen, wéi decidéiert wäert ginn, wéi vill a wéi eng Persounen E-Commerce an dësem Beräich wäerte bedreiwe kënnen?

4. Consideréiert d'Regierung och d'Méiglechkeet vun Onlineshoppen am Kontext vum rekreative Cannabis oder si just „physesch" Point-de-venté geplangt?

Réponse (08.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2948 vum 10. November 2020 geschriwwe gouf, ass den aktuelle Stand deen, dass d'Aarbechten um Projet de concept nach amgaange sinn.

Question 3458 (15.01.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **alternatives au glyphosate :**

Op meng parlamentaresch Fro N° 3284 vum 11. Dezember 2020 huet de Landwirtschaftsminister gesot, dass un asazfäegen Alternativen zu glyphosathaltege Produite bei der CFL géif geschafft ginn. Leider krut ech keng weider Prezisiounen zu dësen Alternativen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Alternative gi momentan vun der CFL benotzt? Sinn dës cheemescher oder physikalescher Natur?

1. Wann et cheemesch Produite sinn, wéi eng Produite sinn dat genau a firwat ass de Choix dorobber gefall?

2. Wéi ass de Stand bei physikaleschen Alternativen, z. B. dem Offlamen? Ginn dës och berécksiichtegt oder souguer ugewannt?

Réponse commune (08.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'CFL mussen an enger Iwwergangsphas mat alternativen, zu Lëtzebuerg am Gleisberäich zougeloossene Planzeschutzmëttel d'Onkraut am Beräich vum Gleiskierper bekämpfen, well aktuell nach ëmmer keng Alternativ direkt asazfäeg ass. Et ass envisagéiert, d'Produite „Chikara", „Genoxone", „Katoun Gold" a „Redialo" anzesetzen, well sech vun deenen dat bescht Resultat erhofft gëtt.

D'Pilotprojeten, déi evaluéiert ginn, sinn d'Bekämpfe vum Onkraut mat gliddegem Waasser, mat Elektrizitéit a mat Hëllef vu Feier. Dës Alternative ginn nach net ugewannt an et ass momentan nach ze fréi fir ze soen, wéini datt si asazfäeg sinn.

Question 3459 (15.01.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant **certaines pratiques dans le secteur immobilier :**

Il m'a été rapporté que certaines méthodes ou pratiques douteuses sont devenues courantes parmi les agents immobiliers afin d'acquérir des biens immobiliers. Selon nos informations, des agents immobiliers travaillant pour des agences immobilières distribuent des tracts manuscrits en leur nom propre, donnant l'impression de travailler à leur propre compte. Il serait fréquent que des agents immobiliers répondent à des annonces publiques de location et se rendent même à des visites de l'objet immobilier en question, tout en se faisant passer pour une personne privée. Aussi, des agents immobiliers/promoteurs n'hésitent pas à sonner au domicile de particuliers pour leur proposer leurs services commerciaux sans qu'il n'y ait eu une demande de la part des personnes concernées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Est-ce que Madame la Ministre estime que, lorsqu'un agent immobilier fait du démarchage en son nom propre, dissimulant le fait qu'il travaille pour une agence immobilière, cela correspond à une pratique trompeuse et plus particulièrement à une omission trompeuse selon l'article 122-3 du Code de la consommation ?

2) Est-ce que Madame la Ministre estime que le démarchage d'un agent immobilier ou promoteur, qui se rend au domicile d'un particulier sans demande préalable de celui-ci, revient à une pratique commerciale agressive selon l'article 122-7 du Code de la consommation ?

3) Est-ce que Madame la Ministre estime que, lorsqu'un agent immobilier répond à une annonce privée de location pour le compte de l'agence tout en omettant de révéler son identité commerciale, cela correspond à une pratique trompeuse et plus particulièrement à une omission trompeuse selon l'article 122-3 du Code de la consommation ?

Réponse (02.02.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'honorable Député s'interroge sur certaines pratiques qui existeraient dans le secteur immobilier et souhaite en obtenir une qualification juridique qui les désignerait comme étant conformes ou contraires au Code de la consommation. Or, l'interprétation des lois est une prérogative des cours et tribunaux de sorte qu'il n'appartient pas à un membre du Gouvernement de trancher sur la légalité ou non d'une pratique commerciale non sujette à des sanctions administratives.

Voici néanmoins quelques éléments utiles permettant d'appréhender les problématiques esquissées :

1) En règle générale, une pratique commerciale est considérée une « omission trompeuse » si elle ne fournit pas une information substantielle dont le consommateur a besoin pour prendre une décision commerciale et qui peut l'amener à prendre une décision qu'il n'aurait pas prise autrement.

Afin de qualifier une pratique commerciale comme « omission trompeuse », le juge doit vérifier le contexte factuel, c.-à.-d. les caractéristiques et la nature du bien ou service ainsi que le moyen de démarchage et/ou le support de communication utilisé pour établir si effectivement le consommateur dispose d'informations suffisantes pour identifier et distinguer le produit ou service en vue de prendre une décision commerciale. Quand un professionnel invite le consommateur à prendre une décision commerciale concernant son bien ou service offert ou, par analogie, que l'agent immobilier réponde à une annonce privée ou fasse du démarchage en son nom propre, l'identité du professionnel respectivement l'identité du professionnel pour lequel il agit sont des informations clés dites « substantielles » qui seraient à fournir au consommateur au préalable afin que celui-ci puisse prendre sa décision en connaissance de cause.

2) Le simple acte d'un professionnel de se rendre au domicile d'un particulier sans demande préalable ne constitue en soi pas une pratique commerciale agressive, sauf si le consommateur a manifesté au préalable son refus d'être démarché ou sollicité, par exemple en apposant un autocollant, une vignette ou toute autre indication ad hoc à l'entrée principale de son habitation ou ayant adhéré à une liste de consommateurs refusant tout démarchage.

Le démarchage par un professionnel au domicile du consommateur peut devenir une pratique commerciale agressive du moment qu'il est répétitif et qu'il ignore le refus du consommateur d'être démarché ou de quitter les lieux.

Question 3460 (18.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **sociétés de sécurité privées :**

An engem RTL Interview de 15. Januar 2021 huet d'Buergermeeschtesch Lydie Polfer erkläert, dass d'privat Sécherheetsfirma, déi engagéiert gouf, fir am Garer Quartier fir méi een héicht Sécherheetsgefill ze suergen, verschiddene Poliziste bei Festname gehollef hätt, esou d'Buergermeeschtesch. Ganz konkreet sot d'Lydie Polfer:

„Si hunn souguer mat Momenter der Police gehollef, wou ee Polizist a Schwieregkeete war, wou deen ee wollt ebe festhuelen, wou si gehollef hunn. An dat net nëmmen eng Kéier."

An der Äntwert op meng Fro vum 27. November 2020 (N° 3217) hunn d'Ministere geäntwert:

„Wat d'Fro zu de Befugnisser vun de Sécherheetsagenten ugeet, esou ginn déi net iwwert d'Befugnisser vum normale Bierger eraus."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass et also engem normale Bierger erlaabt, der Police bei Festnamen ze hëllefen?

Falls jo, wéi dierft esou eng Hëllef ausgesinn?

Falls nee, wei bewäert de Minister d'Handele vun de Sécherheetsbeamten op der Stater Gare a wéi eng Konsequenze wäert dës Aktioun mat sech zéien?

2. Huet de Minister Informatiounen, bei wéi ville Festnamen een Employé vun der privater Sécherheetsfirma gehollef huet?

Wéi hunn déi Hëllefen ausgesinn?

Réponse (05.02.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Den Artikel 43 vum Code de procédure pénale beseet, datt « dans le cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche ». Doduerch kann all Bierger eng Persoun an sou engem Fall festhalen an der Police se iwwerginn.

ad 2. Bis elo huet de Minister just Kenntnis vun enger Situatioun op der Stater Gare, wou déi Employéë bei enger Verhaftung an der Géigend waren. Den Artikel 410-1 vum Code pénal dee beseet, datt « sera puni d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, sans danger sérieux pour lui-même ou pour autrui, s'abstient volontairement de venir en aide ou de procurer une aide à une personne exposée à un péril grave, soit qu'il ait constaté par lui-même la situation de cette personne, soit que cette situation lui ait été décrite par ceux qui sollicitent son intervention… »

Question 3477 (19.01.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **accusations contre Frontex :**

A menger parlamentarescher Fro vum 29. Oktober 2020 betreffend deene rezente Virwërf géint Frontex an déi sougenannte „Pushbacks" verwéckelt ze sinn, huet den Här Ausseminister eis matgedeelt, datt op Ufro vun der Presidentin vun der Europäescher Kommissioun, eng extraordinär Reunioun vum Verwaltungsrot vun der Agence fir den 10. November 2020 aberuff gouf. Lëtzebuerg wier op dëser Reunioun representéiert gewiescht, fir iwwert de Stand vun den Enquêten informéiert ze ginn.

Vu datt an der Tëschenzäit den OLAF (Office européen de lutte antifraude) géint Frontex enquêtéiert, wëll ech follgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

- Wat gouf op der Reunioun vum 10. November beschwat respektiv decidéiert?

- Huet den Här Minister weider Informatiounen zu de Beschëllegunge géint verschidde Beamte vu Frontex?

- Huet Lëtzebuerg - an der Vergaangenheet oder elo rezent - Beamte fir Frontex ofgestallt?

Réponse (04.02.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Wärend der extraordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot vu Frontex, den 10. November 2020, huet den Directeur exécutif confirméiert, dass eng intern Enquête lancéiert gouf an dass bis ewell keng Beweiser fonnt gi sinn, déi dorop hiweise kéinten, dass Agenten, déi vu Frontex agesat gi sinn, géint de Code de conduite vu Frontex verstouss hätten. Den Directeur exécutif huet allerdéngs preziséiert, dass et sech hei nëmmen ëm éischt Resultater handelt an dass d'Enquête nach verdéift muss ginn. Fir d'Enquête ze ënnerstëtzen an d'Interpretatioun vun applikabele legislativen Texter ze klären, huet de Verwaltungsrot dunn och decidéiert, en Aarbechtsgrupp anzesetzen.

An der leschter ordinärer Reunioun vum Verwaltungsrot den 20. an 21. Januar 2021 huet dësen Aarbechtsgrupp virleeföeg Resultater presentéiert. Déi Resultater a Conclusioune vum Verwaltungsrot sinn an engem offizielle Communiqué um Site vu der Agence publizéiert ginn.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet, an och elo rezent, Beamte fir Frontex gestallt. Mat der Adoptioun vum deem neie Frontex Reglement an dem Zil e permanente Corps opzebauen, sinn dës Contributioune fir all Memberstaat obligatoresch. 2021 contribuéiert Lëtzebuerg mat engem Agent fir eng Laangzäit-Missioun (2 - 4 Joer) an eelef Agente fir Kuerzzäit-Missiounen (Detachementer vu véier Méint, renouvelabel).

Question 3485 (20.01.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **bénéficiaire effectif :**

Le 10 juillet 2020, la Cour suprême italienne a rendu sa décision dans l'affaire n° 14756 ayant trait à l'interprétation de la notion de bénéficiaire effectif dans le contexte de l'application potentielle d'une exonération de retenue à la source sur les intérêts payés par une société italienne à sa société mère luxembourgeoise.

Ainsi, la Cour suprême italienne a conclu que la société mère luxembourgeoise agissant en tant que sous-holding pouvait être considérée comme bénéficiaire effectif des revenus reçus de sa filiale italienne étant donné qu'elle disposait d'une autonomie d'organisation et de gestion, indépendamment d'une relation d'actionnariat entre sociétés.

En même temps, la Cour suprême s'est ralliée au raisonnement de l'arrêt de la CJUE du 26 février 2019, lequel préconisait d'analyser si l'objectif des règles de l'UE a été atteint malgré le respect formel des conditions fixées par ces règles (en l'occurrence les directives concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres (PSD) respectivement sur les intérêts et les redevances (IRD)).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que l'interprétation de la notion de bénéficiaire effectif par la Cour suprême est en ligne avec la définition luxembourgeoise au niveau de l'art. 1 (7) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ?

- L'interprétation donnée par la CJUE dans son arrêt du 26 février 2019 rend-elle nécessaire une éventuelle modification de la définition luxembourgeoise de la notion de bénéficiaire effectif ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les décisions arrêtées par la Cour suprême italienne respectivement la CJUE peuvent avoir des répercussions bénéfiques sur l'activité de la place financière luxembourgeoise ?

- Est-ce que notre cadre législatif actuellement en vigueur permet de prévenir suffisamment l'émergence de structures créées dans le seul but de bénéficier d'un avantage fiscal prévu par les règles de l'UE en créant artificiellement les conditions requises pour son obtention ?

Réponse (02.02.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à l'arrêt du 10 juillet 2020 de la Cour suprême italienne dans l'affaire n° 14756 ainsi qu'aux arrêts du 26 février 2019 de la CJUE dans les affaires jointes C-115/16, C-118/16, C-119/16 et C-299/16. Aussi bien l'arrêt de la Cour suprême italienne que les arrêts de la CJUE portent sur la notion de « bénéficiaire effectif » au sens de la directive 2003/49/CE du Conseil du 3 juin 2003 concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents. La notion de « bénéficiaire effectif » au sens de cette directive, et telle qu'elle découle notamment du point 122 des arrêts précités de la CJUE, vise à désigner l'organisme qui bénéficie réellement de ces fonds sur le plan économique et qui dispose dès lors du pouvoir d'en déterminer librement l'affectation. Cette notion diffère par conséquent de celle contenue à l'article 1er, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, qui a pour objectif d'identifier la personne physique qui possède ou contrôle une entité.

Les arrêts mentionnés par l'honorable Député n'emportent donc pas de conséquences vis-à-vis de la notion de « bénéficiaire effectif » contenue à l'article 1er, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

En ce qui concerne les implications éventuelles découlant de l'arrêt de la Cour suprême italienne ainsi que des arrêts de la CJUE, il convient de noter que ces arrêts déterminent un faisceau d'indices dont la réunion permet de conclure le cas échéant au caractère abusif et artificiel d'une structure sociétaire. Selon la CJUE, de tels indices se traduisent notamment par l'existence de sociétés relais n'ayant pas de justification économique ou encore par le caractère purement formel de la structure du groupe de sociétés, du montage financier et des prêts en question. Pour se conformer aux exigences découlant des arrêts précités de la CJUE et continuer à bénéficier des exonérations prévues par la directive 2003/49, les acteurs économiques sont donc notamment tenus de respecter des exigences accrues en matière de substance. Cette tendance est donc susceptible d'avoir le cas échéant des répercussions bénéfiques sur l'activité de la place financière luxembourgeoise.

En ce qui concerne la quatrième question de l'honorable Député, référence peut être faite aux nombreuses réformes adoptées au cours des dernières années par le législateur en matière de fiscalité des entreprises. L'on peut notamment citer à cet égard l'adaptation en droit luxembourgeois de la clause anti-abus générale en matière fiscale telle que celle-ci découle de la directive 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur. Pour constituer l'abus en matière fiscale, cette clause prévoit notamment que le contribuable ne saurait utiliser une voie juridique qui a comme objectif principal ou comme un des objectifs principaux de contourner ou de réduire sa charge d'impôt de façon contraire à l'objet ou à la finalité de la loi fiscale, si cette voie juridique n'est pas authentique, c'est-à-dire si elle n'a pas été utilisée pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Des « structures créées dans le seul but de bénéficier d'un avantage fiscal » ne semblent pas conformes au critère de l'objectif principal ancré au paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz »).

Question 3532 (28.01.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **semaine européenne de la mobilité :**

D'lescht Woch gouf an der Chamber d'Gesetz gestëmmt, dat d'Administration des transports publics schaaft, an där och de fréiere Verkéiersverbond als ministeriellt Departement integréiert gouf.

Zënter 2012 war de Verkéiersverbond den nationale Koordinator vun der Europäescher Mobilitéitswoch (EMW), déi dëst Joer och erëm am September stattfënnt. Et muss ee feststellen, datt déi Dynamik, déi positiv Echangen tëscht de Gemengen an och de Kontakt mat den europäesche Responsabelen zu Bréissel fir d'Organisatioun vun der EMW wichteg sinn.

Well am neie Gesetz keng Funktioun vun engem nationale Koordinator fir Aktioune mat an tëschent de Gemenge virgesinn ass a well déi awer noutwenneg ass fir e. a. d'Organisatioun vun Eventer wéi der EMW, géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kéint de Minister kuerzfristeg nees eng Echangeplattform fir d'Gemenge mam nationale Koordinator an d'Liewe ruffen?

- Iwwerhëlt déi nei „Administration des transports publics" d'Organisatioun, d'Koordinatioun an déi finanziell Chargë vun der europäescher Mobilitéitswoch?

- Wann nee, wéi gedenkt de Minister ze garantéieren, datt och an Zukunft d'Gemenge genuch agebonne gi fir déi Aspekter vun der Mobilitéit, déi iwwert den ëffentlechen Transport erausginn?

Réponse (02.02.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Duerch de Vott vum Projet de loi 7490 sur les transports publics ginn d'Ressourcen an d'Kompetenze vum Verkéiersverbond (Etablissement public) mat der Direction des transports publics vum Département ministériel de la mobilité et des transports fusionéiert, an dorauser entsteet déi nei Verwaltung mam Numm „Administration des transports publics".

Wéi am Gesetz festgehalen, ass de Schwéierpunkt vun der neier Verwaltung en anere wéi beim fréiere Verkéiersverbond, soudatt am Beräich vun der Informatioun an der Berodung just nach d'Kommunikatioun iwwert d'Offer vum ëffentlechen Transport assuréiert gëtt. All aner Kommunikatioun, wéi beispillsweis Campagnen, ginn da vun de Servicer vum Ministère selwer gemaach.

Déi national Koordinatiounsstell vun der europäescher Mobilitéitswoch ass am zoustännege Ministère, also esou wéi dat och schonns wärend den zwee éischte Jore war, wou Lëtzebuerg sech un der europäescher Mobilitéitswoch bedeelegt huet, also de Joren 2005 an 2006. Wärend dëser kuerzer Period gouf déi national Koordinatioun vu Servicer aus den deemolegen Transport- an Ëmweltministère gemeinsam assuréiert. Dat Joer duerno, also am Joer 2007 (an net eréischt 2012, wéi den honorabelen Deputéierten a senger Fro geschriwwen huet) koum dunn déi national Koordinatioun bei de Verkéiersverbond, déi deemno bis d'Joer 2020 vun dësem ausgeüübt ginn ass.

Déi national Koordinatiounsstell huet follgend Aufgaben:

- d'Informatioun allgemeng souwéi d'Kommunikatioun an d'Bereetstelle vun Informatiounsmaterial iwwert de Motto vum Joer,

- d'Berodung an d'Hëllefsstellung beim Umelle vun de Participanten,

- d'Organisatioun vum Netzwierk mat de lokale Koordinatoren

- souwéi den Austausch mat der europäescher Eebene an deenen aneren nationale Koordinatoren.

Dëse Wiessel vun der Ulafstell fir d'Mobilitéitswoch bedeit kee gréissere Changement fir d'Gemengen. D'Internetsäit www.mobiliteitswoch.lu mat allen Informatiounen zu der aktueller bzw. zu de viregten Editioune vun der Mobilitéitswoch bleift bestoen. A soubal d'Informatioune vum Motto vun der Editioun 2021 vun der Europäescher Kommissioun matgedeelt gi sinn, wäerten dës direkt un alleguerten d'Gemenge mat hire lokale Koordinatore matgedeelt ginn, fir datt si nees flott a kreativ Programmer fir d'Mobilitéitswoch kënnen opstellen.

Question urgente 4674 (19.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**application du régime « CovidCheck » :**

Op den sozialen Netzwierker zirkuléiere Biller vu Leit, déi viru Kuerzem op eng Feier gaange sinn an do ee spezifescht Entréesbändche kruten, fir dierfen eranzegoen. Elo ass et awer esou, dass d'Faarf vum Entréesbändche kloer ze erkenne ginn huet, wie geimpft, geneesen oder getest gouf a wien sur place ee Schnelltest gemaach huet. Dës Kennzeechnung tëschent de Persoune widdersprécht u sech de Prinzippie vum Dateschutz, well mam Bändchen déi Leit, déi sech nach net impfe gelooss hunn, réckschlësseg kënnen identifizéiert a bloussgestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch Kenntnis dovunner, dass verschidden Organisateure vu Feieren op esou ee System zeréckgräifen, deen tëschent Geimpften, Geneesenen a Getesten Ënnerscheedunge mécht?

2. Ass dës Praxis zoulässeg an, falls net, kéinte betraffe Persounen eng Plainte géint een Organisateur maachen, deen op esou ee System zeréckgräift?

3. Wat fir eng weider Sensibiliséierungsmoossnam plangt d'Regierung, fir d'Bevëlkerung elo am Summer iwwert een dateschutzspuersamen an diskriminéierungsfräien Ëmgang mat de Covidzertifikater opzeklären?

Réponse (23.07.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé* :

De Gesondheetsministère huet keng Kenntnis iwwer esou Verfueren an dëst entsprécht och net den Dispositiounen aus dem Covidgesetz oder aus soss offiziellen Texter.

Déi Responsabel vun den Etablissementer musse sécherstellen, datt hir Clienten alleguerten noweise kënnen, datt si geimpft, getest oder geneese sinn, esou wéi d'Covidgesetz dat virgesäit. Wann déi Responsabel zousätzlech mat engem System vun Aarmbännercher verfuere wëllen, fir d'Leit ze kennzeechnen, ass hinnen iwwerlooss dat ze maachen, dëst a Konformitéit mam RGDP-Reglement.

All Mënsch dee mengt, dass e Gesetz net respektéiert ginn ass, kann ëmmer eng Plainte areechen. Wat domadder geschitt, decidéieren d'Geriichter.

D'Regierung plangt zu dësem Zäitpunkt keng Sensibiliséierungsmoossnamen iwwert de spezifesche Sujet vun engem dateschutzspuersamen an diskriminéierungsfräien Ëmgang mat de Covidzertifikater.

Question urgente 4685 (20.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation du logiciel Pegasus :**

Laut den Erkenntnisser vun engem internationale Journalistennetzwierk, deem, ënner anerem, Journaliste vun der „Süddeutsche Zeitung" an „The Guardian" ugehéieren, wier d'Trojaner-Software „Pegasus" op Handye vu Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositiounspolitiker erëmfonnt ginn.

D'Software gëtt vun der israelescher Firma NSO ugebueden an ausschliisslech u staatlech Institutioune verkaf, déi an der Terrorismusbekämpfung aktiv sinn. Den ëffentlech zougänglechen Informatiounen no kann dësen Trojaner op Handyen installéiert ginn, ouni dass de Besëtzer dovunner eppes matkritt. Esou kënnen d'Affer effektiv ausspionéiert ginn, ouni dass si eppes dovunner matkréien. Wëssenswäert ass och, dass dës israelesch Firma eng Filial zu Lëtzebuerg huet.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Verdeedegung, fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Existéiere Relatiounen tëschent der Firma NSO an iergendwelleche lëtzebuergeschen Institutiounen?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass och Journalisten, Aktivisten oder Politiker zu Lëtzebuerg vun dësem Iwwerwaachungsskandal betraff sinn?

Réponse commune (22.07.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den Artikel 3 vum ofgeännerte Geheimdéngschtgesetz vum 5. Juli 2016, deen d'Missioune vum Geheimdéngscht (SRE) virgesäit, schléisst ausdrécklech „toute surveillance politique interne" duerch den SRE aus.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyenen, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn an déi der Kontroll vun der parlamentarescher Geheimdéngschtkontrollkommissioun ënnerleien, an den Artikele 5 bis 8 vum uewe genannte Gesetz vum 5. Juli 2016.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Missioune vum SRE, also am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verdeedegungsrelevante Gidder, zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyber-Bedroung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

Betreffend d'Police grand-ducale befanne sech d'Moyenen, déi däerfe bei de judiciairen Enquêten an Instruktiounen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi dobäi mussen agehale ginn, am Code de procédure pénale beschriwwen.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënne keng Detailer iwwert technesch Ekipementer publizéiert ginn.

D'Regierung huet keng Informatioune vun engem Asaz vun enger Trojaner-Software duerch auslännesch staatlech Acteuren zu Lëtzebuerg.